Bibliothèque
de
PHILOSOPHIE

Écrits Politiques

I

1914-1920

par

ANTONIO GRAMSCI

*Textes choisis,
présentés et annotés
par Robert Paris*

- 1977 -

nrf
Éditions Gallimard

Table des matières

Avant-propos 5

INTRODUCTION 6

PREMIÈRE PARTIE

Écrits de jeunesse: 1914-1918

NEUTRALITÉ ACTIVE ET AGISSANTE 39

APRÈS LE CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL 42

LE « SYLLABUS» ET HEGEL 45

SOCIALISME ET CULTURE 47

LE MIDI ET LA GUERRE 50

CONTRE LE FÉODALISME ÉCONOMIQUE 52

CONTRE LE FÉODALISME ÉCONOMIQUE POURQUOI LE LIBRE-ÉCHANGE

N'EST PAS POPULAIRE 54

CONTRE LE FÉODALISME ÉCONOMIQUE VOIX DU GRENIER 55

ÉVOCATION DES HISTOIRES DES FILATURES DE COTON ET DE LEURS VICISSITUDES 56

HOMMES OU MACHINES ? 60

La Città futura : TROIS PRINCIPES, TROIS ORDRES 62

LES INDIFFÉRENTS 67

DISCIPLINE ET LIBERTÉ 68

ANALPHABÉTISME 69

LA DISCIPLINE 69

NOTES MARGINALES 70

MODÈLE ET RÉALITÉ 73

LE MOUVEMENT DES JEUNESSES SOCIALISTES (I.R.P) 74

UNE VÉRITÉ QUI A L'AIR D'UN PARADOXE 76

NOTES SUR LA RÉVOLUTION RUSSE 78

LES MAXIMALISTES RUSSES 80

L'HORLOGER 82

KERENSKI-TCHERNOV 84
LECTURES 85
INTRANSIGEANCE-TOLÉRANCE, INTOLÉRANCE-TRANSIGEANCE 87
LA RÉVOLUTION CONTRE « LE CAPITAL » 89
LA « CRITIQUE CRITIQUE» 92
CONSTITUANTE ET SOVIETS 94
L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET LE SOCIALISME 95
NOTRE MARX 96
L'INTRANSIGEANCE DE CLASSE ET L'HISTOIRE ITALIENNE 99
CULTURE ET LUTTE DE CLASSE 107
LES PAYSANS ET L'ÉTAT 109
POUR CONNAÎTRE LA RÉVOLUTION RUSSE 113
LA POLITIQUE DU « SI » 118
UTOPIE 123
D'ABORD, ÊTRE LIBRES 129
L'EXEMPLE ANGLAIS 130
LA DÉMOCRATIE ITALIENNE 133
L'OEUVRE DE LÉNINE 134
APRÈS LE CONGRÈS 138
LA LUTTE PROCHAINE 141
LE SPECTRE 142
LA CROISADE CONTRE LA RUSSIE 143

DEUXIÈME PARTIE

« L'Ordine Nuovo» et les Conseils d'usine: 1919-1920

LA RUSSIE ET LE MONDE 147
LE PAYS DE POLICHINELLE 149
LES RUSES DE L'HISTOIRE 150
UNE DÉBÂCLE ET UNE GENÈSE 151
MAJORITÉ ET MINORITÉ DANS L'ACTION SOCIALISTE 153
L'UNITÉ DU MONDE 155
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 157
LE PARTI AMÉRICAIN DU TRAVAIL 159

EINAUDI OU « DE L'UTOPIE LIBÉRALE» 161
LA SOUVERAINETÉ DE LA LOI 163
LA RANÇON DE L'HISTOIRE 165
DÉMOCRATIE OUVRIÈRE 169
RETOUR À LA LIBERTÉ 172
LA CONQUÊTE DE L'ÉTAT 175
OUVRIERS ET PAYSANS 179
CHRONIQUE (30 AOÛT 1919) 183
CHRONIQUE *(6* SEPTEMBRE 1919) 184
AUX DÉLÉGUÉS D'ATELIERS DE L'USINE FIAT-CENTRE ET DE L'USINE BREVETTI-FIAT 186
L'UNITÉ NATIONALE 188
CHRONIQUE (11 OCTOBRE 1919) 191
SYNDICATS ET CONSEILS 192
SYNDICALISME ET CONSEILS 196
LUTTE ANTIBOURGEOISE 199
LA DÉFAITE BOURGEOISE 201
LE PARTI ET LA RÉVOLUTION 203
L'ANNÉE RÉVOLUTIONNAIRE 206
LA FONCTION HISTORIQUE DES GRANDES VILLES 208
TOUT D'ABORD, RÉNOVER LE PARTI 211
L'INSTRUMENT DE TRAVAIL 214
LA SARDAIGNE ET LA CLASSE OUVRIÈRE 218
L'OUVRIER D'USINE 219
L'UNITÉ PROLÉTARIENNE 222
TURIN ET L'ITALIE 226
LA CLASSE OUVRIÈRE, INSTRUMENT DE PRODUCTION 227
POUR UNE RÉNOVATION DU PARTI SOCIALISTE 229
SUPERSTITION ET RÉALITÉ 234
LE CONSEIL D'USINE 239
CHRONIQUE (12 JUIN 1920) 242
LE MOUVEMENT TURINOIS DES CONSEILS D'USINES 244
LA RUSSIE, PUISSANCE MONDIALE 253
LE PROGRAMME DE « L'ORDINE NUOVO» 255
CHRONIQUE (21 AOÛT 1920) 261

L'OCCUPATION ... 263
DIMANCHE ROUGE ... 265
CINQ MOIS APRÈS ... 268
LE PARTI COMMUNISTE ... 270
CHRONIQUE (9 OCTOBRE 1920) ... 277
PRÉVISIONS ... 279
LA FRACTION COMMUNISTE ... 281
CHRONIQUE (11-18 DÉCEMBRE 1920) ... 283
CHRONIQUE (24 DÉCEMBRE 1920) ... 285
INDEX DES NOMS ... 287
INDEX DES JOURNAUX ET DES REVUES ... 297

Traduits de l'Italien
Par Marie G. Martin, Gilbert Moget, Armando Tassi,

Avant-propos

La présente anthologie comprend trois volumes qui rassemblent, sous le titre général d'Écrits politiques, des œuvres de Gramsci publiées ou simplement écrites de 1914 à 1926, soit avant son arrestation, le 8 novembre 1926. Ce titre, il va sans dire, ne prétend nullement opposer ces textes aux *Cahiers de prison* ni préjuger du contenu de ces derniers. Désignant le caractère plus immédiat du discours politique déployé dans ces textes, il a le mérite tout banal de la commodité.

Cette anthologie de Gramsci aurait dû porter, à l'origine, sur la totalité de l'œuvre. Pour des motifs que l'on exposera le moment venu, il a paru préférable de publier les *Cahiers de prison* dans leur intégralité et de limiter l'anthologie aux seuls Écrits politiques. L'espace imparti à ces textes s'en est trouvé élargi et, sans prétendre être pleinement satisfait du résultat, on a pu ainsi établir un choix assez représentatif: ces trois volumes d'Écrits équivalent à près de la moitié des œuvres proprement « politiques» de la période 1914-1926. Il a été prévu, en outre, de publier séparément un volume rassemblant la totalité des articles de L'Ordine Nuovo 1919-1920.

Les textes de ce premier volume des *Écrits politiques* proviennent essentiellement des Scritti giovanili 1914-1918 (Turin, 1958, Einaudi) et de L'Ordine Nuovo 1919-1920 (Turin, 1954, Einaudi).

On a également repris un certain nombre d'articles qui ne figuraient pas dans ces deux volumes et qui ont été publiés depuis, par les soins de Sergio Caprioglio, dans les Scritti 1915-1921 (Milan, 1968, 1 Quaderni de « Il Corpo»), à savoir:

« *Contre le féodalisme économique*», « *Modèle et réalité*», « *Kerenski-Tchernov*», « *L'exemple anglais*», « *La lutte prochaine*», « *Le spectre*», *« La croisade contre la Russie», « Les ruses de l'histoire», « Lutte anti-bourgeoise», « La défaite bourgeoise», « L'année révolutionnaire», « La classe ouvrière instrument de production», « L'occupation», « Cinq mois après» et « Prévisions».*

Ont été délibérément écartés du choix tant un certain nombre d'articles plus proprement « littéraires», tels que *les critiques théâtrales de l'Avanti 1*, que les chroniques rassemblées sous le titre *Sotto la Mole* 1915-1920 (Turin, 1960, Einaudi), trop exclusivement consacrées au seul commentaire des incidents quotidiens de la vie de Turin pendant celle période. Tout comme pour L'Ordine Nuovo 1919-1920, il est prévu, toutefois, de publier ultérieurement, dans un volume séparé, l'ensemble des textes « littéraires».

Quoique la chose paraisse aller de soi, il est nécessaire de souligner ici que l'introduction qu'on va lire - et qui se poursuit dans les autres volumes des Écrits politiques - ne saurait engager en rien la responsabilité des traducteurs; ce qui est également vrai, bien entendu, des critères qui ont présidé au choix des textes et à la rédaction de l'appareil critique.

R.P.

INTRODUCTION

Il est désormais de tradition que chaque pays ait son Lénine. Le « Lénine italien» a nom Antonio Gramsci. Gramsci, né Sarde et mort léniniste, comme aurait dit La Bruyère... Cette légende tenace a pris racine dans l'article nécrologique publié par Togliatti en 1937, « Antonio Gramsci *capo della classe operaia italiana*[1] ». Texte de circonstance, appliqué et sans grand éclat, visant probablement à servir la position de son auteur à l'intérieur du P.C.I., cette commémoration a été appelée depuis à constituer une sorte de protocole principiel et *ne varietur* de l'interprétation de Gramsci; quelque chose comme des prolégomènes à toute lecture possible, ou du moins reconnue, autorisée, de l'œuvre du « meilleur fils» du prolétariat italien. Énonçant la tradition dont pourra et devra se réclamer désormais la direction du P.C.I., entreprise dont Gramsci lui-même avait jeté les premiers fondements dans son article sur « Giacinto Menotti Serrati et les générations du socialisme italien[2] », Togliatti s'y emploie à dresser l'image « tel qu'en lui-même enfin» du héros tutélaire de cette tradition et, surtout, y énonce les séquences majeures à travers lesquelles s'est réalisée sa geste. Ainsi se trouveront définies par avance les limites de toute lecture future, tout le reste ne pouvant être désormais que commentaires, gloses et paraphrases. Intercesseur privilégié, et même unique, auprès du héros, Togliatti se trouve seul alors à pouvoir énoncer le texte : du vieux groupe de *L'Ordine Nuovo,* Tasca a été exclu en 1929 et Leonetti, en 1930; quant à Terracini, en prison depuis 1926, il n'en sortira qu'en 1949. En proposant la reconstruction ptoléméenne d'une *Bildung* de Gramsci tout entière organisée et gravitant autour du seul « léninisme», Togliatti ne fera pas que sacrifier à cette téléologie ou ce finalisme auquel s'arrêtera ultérieurement la critique[3], il imposera une certaine organisation du discours, lui assignera sa configuration et même l'instituera comme configuration. Cessant de s'écrire, son texte, dès lors, s'instaurera comme protocole.

Quelques années avant, ces tables de la loi eussent été sans doute différentes. En 1930 encore, réglant son compte au « bordiguisme» dans un texte qui constitue « une première rétrospective sur les étapes de la formation du parti[4] », Togliatti apparaissait encore attaché à une certaine laïcité du discours et soucieux, toujours, de peupler quelque peu une historiographie qui, après ce texte de 1937, ne devait plus être qu'un théâtre d'ombres : « On ne peut nier - concédait-il par exemple - qu'en voyant combien il était nécessaire de résoudre ce problème [de la création d'un parti révolutionnaire], Bordiga a précédé beaucoup d'autres éléments révolutionnaires ...» Mais 1937, c'est tout à la fois 1984 et l'âge d'or du populisme, l'exaltation du Front populaire et les massacres de Barcelone (et comment ne pas voir que Gramsci et l'anarchiste Berneri sont contemporains dans la mort?), le second procès de Moscou et la publication de Fils *du peuple,* la montée des successeurs à l'intérieur du parti et le filet de *l'Ejovtchina* près de s'abattre sur les proches, la liquidation des communistes polonais et le souvenir encore frais de la main tendue aux fascistes : « Donnons nous la main, fils de la Nation

[1] P. Togliatti, a Antonio Gramsci capo della classe operaia italiana», Lo Stato operaio, XI, 5-6, mai-juin 1937, pp. 273-289. Cet article est repris dès l'année suivante dans un ouvrage collectif consacré à Gramsci (Paris, 1938), lequel sera réédité en 1945 (deux éditions) et en 1948. Il est également publié sous forme de brochure en 1944 et, depuis 1955, il constitue le premier chapitre de l'ouvrage, plusieurs fois réédité, de Togliatti, Gramsci. Cf. « Il capo della classe operaia italiana», in P. Togliatti, Gramsci, Florence, 1955, pp. 3-45 - texte auquel nous nous référerons dans nos notes.

[2] « Giacinto Menotti Serrati et les générations du socialisme italien 14 mai 1926, in Écrits politiques, Ili

[3] C. Cicerchia, « Il rapporto col leninismo e il problema della riveluzione italiana», ln La Città futura - Saggi sulla figura e il pensiero di Antonio Gramsci, a cura di A. Caracciolo *e* G. Scalia, Milan, 1959, pp. 11-37.

[4] R. Alcara, La formazione e i primi anni del Partito comunista nella storiografia marxista, Milan, 1970, p. 19.

italienne! Donnons-nous la main, fascistes et communistes, catholiques et socialistes, hommes de toutes les opinions. Donnons-nous la main et marchons côte à côte [5] ...» Le remarquable, toutefois, n'est pas tant que ce texte soit ainsi marqué par les circonstances de sa production, mais bien plutôt qu'ainsi et aussi daté, il n'ait cessé depuis de fonctionner, explicitement ou non, comme un protocole, comme le principe régulateur de tous les discours ultérieurs.

Certes, l'historiographie officielle s'est efforcée, depuis, de gommer ou d'occulter les détails les plus incongrus de ce premier portrait. Ainsi, ce Gramsci « fils de paysans pauvres [6] », quand il était, on le sait, fils d'un fonctionnaire du Bureau de l'Enregistrement de Ghilarza et petit-fils d'un colonel de gendarmerie : Staline, il est vrai, en a usé de même avec son ascendance [7] ... Mais c'est qu'il s'agit ici de ressusciter un archétype : celui du héros proche de ses racines paysannes et de sa province natale et voué, par là même, à accéder aux degrés les plus hauts du Savoir et de l'Être. Comme le dira, douze ans plus tard, Togliatti : « Sarde donc, mais précisément parce que Sarde, Italien, et précisément parce qu'Italien, non seulement socialiste, mais penseur et homme d'action à la hauteur des plus grands de notre temps [8].»

Le discours, toutefois, ne saurait s'épuiser dans cette seule évocation des vertus telluriques de Ghilarza et de la Sardaigne. Une première médiation intervient, qui donnera sens à la *Bildung : la* rencontre avec la métropole industrielle qu'est Turin - « Petrograd italienne», comme la définira un moment Gramsci et, plus encore, le passage par « l'école du prolétariat[9]». Sans ses liens avec la classe ouvrière turinoise, insistera Togliatti, Gramsci n'aurait pu entreprendre ni porter à terme « l'indispensable oeuvre de restauration du marxisme dans notre pays[10] », - ce qui, dans le langage, est doublement révélateur : et parce que la notion de « restauration du marxisme», qui appartient en quelque sorte à Bordiga, charrie avec soi toute une vision de l'histoire du mouvement ouvrier qui se trouve aux antipodes de la reconstruction « léniniste» proposée ici, et parce que c'est là, précisément, la formule que Bordiga - qui dénie au « léninisme» toute existence et toute originalité propres - emploie à propos de Lénine. Lapsus, donc; faille par laquelle le discours laisse échapper et retient son contraire.

Arrivé à Turin en 1911, Gramsci s'y consacre donc à « apprendre auprès des masses[11] ». Et, ici, la légende se plait à brouiller cartes et repères. « Quelques mois après le début de la guerre, en 1915», Gramsci, qui appartient, comme il se doit, à « l'aile gauche du mouvement socialiste», aurait été « appelé à la direction du journal de la section socialiste de Turin[12] ». Devenu bientôt « le plus populaire et le plus aimé des chefs socialistes de Turin[13] », au lendemain de

---

[5] « Un document pour la propagande... Où sont les agents du fascisme?», La lutte ouvrière, 12 février 1937, p. 4. Pour l'original, cf. a La riconciliazione del popolo italiano è la condizione per salvare il nostro paese dalla catastrofe», *Lo* Stato operaio, X, 6, juin 1936, in *Lo* Stato operaio 1927-1939, Il, pp. 419-429.

[6] P. Togliatti, op. cil., p. 10.

[7] B. Souvarine, Staline, Paris, 1935.

[8] P. Togliatti, « Pensatore e uomo d'azione» [1949], op. cit., p. 65.

[9] Ibid., p. 15.

[10] Ibid., même page.

[11] P. Togliatti, op. cil., p. 17.

[12] Ibid., p. 16.

[13] Ibid., p. 18

l'insurrection d'août 1917, il est nommé « secrétaire de la section locale du P.S.I.», ce qui constitue « la première reconnaissance ouverte de son rôle de chef du prolétariat de la ville la plus rouge d'Italie[14] ».

L'attitude de Gramsci au début de la guerre, il faudra bien, pourtant, y revenir... Ce n'est, en tout cas, qu'après l'insurrection d'août 1917 et l'arrestation de la plupart des dirigeants socialistes turinois qu'il assurera *de facto* la direction du Grido *del Popolo.* C'est alors qu'il est nommé secrétaire du Comité exécutif provisoire de la section turinoise du P.S.I. et commence, effectivement, de se signaler comme «subversif» : son nom apparaît pour la première fois dans un télégramme que la Préfecture de Turin adresse au ministère de l'Intérieur à l'occasion de la réunion clandestine de la fraction socialiste révolutionnaire qui se tient à Florence le 18 novembre 1917 [15]. Mais la parabole se veut ici exemplaire. Rien, jusqu'ici, que de très attendu; rien qui puisse remettre en question ce ressort essentiel de la littérature d'édification qu'est l'articulation intime du sacrifice et de la récompense; rien, enfin, qui évoque Rastignac. C'est sur la *Vie de Don Bosco* que se calqueront les premières biographies populaires de Gramsci.

Sans doute, Gramsci a-t-il bien été ce petit étudiant pauvre qui, refusant richesses et honneurs, a tenté de se mettre à l'écoute de la principale ville industrielle d'Italie. Lui-même évoquera plus tard ces premières années glaciales, ses cauchemars, la course aux leçons particulières, et dira comment, en décembre 1915, au poste de directeur du lycée d'Oulx et au curriculum universitaire, il a préféré la vie du militant, du journaliste, du révolutionnaire professionnel - renonciation, au demeurant, plus tardive qu'il ne le dit, puisque, en 1918 encore, dans une lettre à Serrati, il déclare préparer une thèse de linguistique sur l'histoire du langage, selon la méthode du « matérialisme historique[16] ». Mais de ce Gramsci étudiant, élève de Bartoli, d'Umberto Cosmo et d'Annibale Pastore, de ce Gramsci qui n'hésite pas à collaborer - sur des thèmes littéraires - au *Corriere universitario* de Turin[17], de ce Gramsci concret, Togliatti, précisément, ne souffle mot. Et ce silence surprend d'autant. plus que la légende, soigneusement entretenue par ses soins, ne cessera ensuite de gonfler et d'exalter leur rencontre « historique» sous les colonnes de l'Université de Turin, un petit matin de l'automne 1911[18]. Qu'en gommant ainsi cette période « intellectuelle» de l'apprentissage de Gramsci, il s'agisse pour Togliatti d'accentuer le caractère « prolétarien» de son héros - intention déjà présente, au reste, dans la formule « fils de paysans pauvres» - le seul contexte de 1937 pourrait suffire à l'expliquer. Que l'exemplarité de la parabole exige également un personnage dépouillé de ses principales déterminations concrètes, ce serait également de bonne logique : et l'on verra qu'au sortir de la guerre la première édition des *Lettres de prison* persévérera dans cette entreprise de « purification». Mais, plus probablement, l'effort de Togliatti, pleinement fidèle en cela à sa formation néo-hégélienne et crocienne, tend-il surtout, en retraçant une histoire purement idéelle, à constituer l'itinéraire de Gramsci en une sorte de phénoménologie de l'esprit. Ce qui ne va pas sans un préalable travail de l'abstraction.

---

[14] Ibid., p. 21.

[15] P. Spriano, Torino operaio nella grande guerra (1914-1918), Turin, 1960, p. 284.

[16] G. Fiori, La Vie de Antonio Gramsci, Paris, 1970, p. 118.

[17] R. Martinelli, « Gramsci e il Corriere universitario», Studi storici, XIV, 4, 1973, pp. 908-916.

[18] M. et M. Ferrara, Conversando con Togliatti, Rome, 1953, p. 9.

La première victime en est Angelo Tasca. Après avoir dirigé pendant trois ans - 1926-1929 - le P.C.I. en compagnie de Togliatti et de Grieco, Tasca, pour avoir fait front à Staline, en a été exclu en 1929. Il est devenu dès lors l'un des « Goldstein» du 1984 togliattiste : expulsé sans tarder des fameux *Souvenirs d'un perruquier*, de Giovanni Germanetto[19], il continuera d'apparaître, en 1952, comme un « opportuniste pourri [20]», pour se voir accoler plus récemment l'épithète - a peine moins infamante - d' « archiviste de la révolution[21] ». Son spectre hante d'autant plus l'historiographie togliattiste que, non content de préparer ces bombes que constituent la publication, dès 1938, de la lettre de Gramsci au P.C.U.S.[22], ses articles de 1953 sur les débuts du P.C.I. et, surtout, ses Archives patiemment accumulées[23], Tasca symbolise une période où Gramsci et Togliatti se sont trouvés en désaccord. Comme le rappellera en effet Gramsci dans une lettre du 5 janvier 1924, en août 1920 Togliatti et Terracini « s'étaient ralliés à Tasca», c'est-à-dire à la « droite» de la section socialiste de Turin[24]. Qu'après l'arrestation de Gramsci, Togliatti se soit retrouvé pendant trois ans pleinement d'accord avec Tasca dans la gestion du P.C.I. n'en rend, bien entendu, que plus urgente cette opération d'exorcisme.

Mais Tasca, qui est probablement le seul membre du groupe de *L'Ordine Nuovo* à pouvoir se réclamer d'origines prolétariennes, incarne d'abord l' « avant-guerre» de Gramsci et de Togliatti. « Vieux militant» du mouvement des jeunesses socialistes, il joue ici un rôle essentiel : n'en déplaise à la légende, c'est sa rencontre avec Tasca, et non avec Togliatti, qui sera décisive pour l'évolution de Gramsci. Il n'est nullement certain que Tasca soit ce *leader* des jeunes socialistes turinois qu'évoquera Gramsci en 1916 : « Nous sortions souvent en groupe des réunions du parti en entourant celui qui était notre *leader* [25]» : en 1916, en effet, Gramsci n'a manifestement aucun motif de taire le nom de Tasca et ce mystérieux *leader* ne peut être que Mussolini, exclu depuis plus d'un an du Parti socialiste[26]. Mais, en s'opposant à Bordiga lors du Congrès de la Fédération des jeunesses socialistes, Tasca a défini, dès 1912, l'un des termes de l'espace politique dans lequel se situera Gramsci : entre Bordiga - « à gauche» - et Tasca - « à droite». C'est également lui qui, le spectacle des élections de 1913 aidant, fera « définitivement de Gramsci un socialiste[27]» et qui, quelques années plus tard, fournira les 6 000 lires nécessaires au lancement de *L'Ordine* Nuovo.

---

[19] A. Tasca, I *primi dieci anni del P.C.I.,* Bari, 1971, p. 148. Publiés d'abord en russe en 1930, les *Souvenirs d'un perruquier,* de G. Germanetto (Paris, 1931), ont connu 45 éditions en 23 langues, avec un tirage total de plus d'un million d'exemplaires.

[20] [P. Togliatti], « Un opportunista marcio : Angelo Tasca », in *Trenta anni di vila e lotte del P.C.I.,* Rome, 1952, pp. 120-121.

[21] G. Amendola, « Un archivista nella rivoluzione P, *Rinascita, XXIV,* 9, 3 mars 1967, pp. 15-17.

[22] A. Tasca, « Una lettera di A. Gramsci al Partito comunista russo», *Problemi delta rivoluzione italiana,* avril 1938, pp. 24-30.

[23] « Archivio di Angelo Tasca con introduzione e note di Gluseppe Berti P, *Annali Feltrinelli 1966,* Milan, novembre 1966; repris partiellement In G. Berti, I *primi dieci anni di vila del P.C.I. -Documenti inediti dell' Archivio Angelo Tasca,* Milan, 1967.

[24] A Scoccimarro, 5 janvier 1924, in *Écrits politiques, II.*

[25] a Pietro Gavosto», Il *Grido del Popolo,* 22 janvier 1916, in *Scritti giovanili 1914-1918,* Turin, 1958, pp. 21-22. Cf. aussi 0. Berti, op. cil., p. 196.

[26] A. Romano, a Antonio Gramsci tra la guerra e la Rivoluzione», Rivista Storica del Socialismo, 1, 4, octobre-décembre 1958, p. 413.

[27] A. Tasca, I primi dieci anni del P.C.I., éd. cit., p. 88.

Ce silence autour du personnage et du rôle de Tasca désigne évidemment toute une zone d'ombre; des problèmes, surtout, que Togliatti s'interdit de poser. Zone d'ombre, d'abord, que le contexte turinois, bien exploré, il est vrai, et même trop, depuis[28] ; zone d'ombre, donc, sur ces « masses» et ce « prolétariat» si souvent invoqués : et ici, il ne saurait s'agir, bien entendu, de censure consciente, mais simplement de ce que, pour la téléologie léninienne de Togliatti, tout ce qui, dans la biographie de Gramsci, précède la rencontre avec le « léninisme», se trouve d'emblée dévalorisé, voire insignifiant. Problème mineur, sans doute, que celui de l'adhésion de Gramsci au socialisme : Togliatti la date de 1910 ou 1911, quand une dédicace apposée par Tasca sur un exemplaire de *Guerre et Paix* offert à Gramsci le 11 mai 1912 laisse entendre qu'à cette époque le jeune Sarde n'a pas rejoint encore le P.S.I. et qu'au témoignage de Battista Santhià, cette adhésion n'aurait eu lieu qu'en 1913 [29]. Mais c'est taire, bien évidemment, que ce passage n'a pas tant été le fruit de l' « école du prolétariat turinois» ou d'un « perpétuel retour» sur l'oeuvre dAntonio Labriola[30] - dont le nom, au demeurant, n'apparaît pour la première fois sous la plume de Gramsci qu'en janvier 1918 Il - que de la lecture de « méridionalistes» comme Salvemini ou Fortunato, d'économistes libéraux comme Einaudi, et de la fréquentation des milieux libre-échangistes : en octobre 1913 encore, avant même que d'assister, en Sardaigne, à ces élections dont le spectacle achèvera sa conversion, Gramsci adhère à un groupement sarde d' « action et de propagande antiprotectionniste».

Mais il y a plus important encore, et c'est le silence sur l'attitude de ce Gramsci, nouveau venu au socialisme, face au problème de l'entrée en guerre de l'Italie. Cette sorte de péché originel que sera, pour le socialisme italien d'après-guerre, la tentation interventionniste ou nationaliste de 1914, ne cessera, en effet, de peser, pendant des années, sur son évolution et d'hypothéquer ses actions : en lui interdisant peut-être de rompre dès 1919 avec les réformistes ou de tenter une sortie hors du contexte turinois, en retardant peut-être aussi sa rupture avec Bordiga, en rendant sa position plus incommode jusqu'à l'intérieur du P.C.I. C'est, du reste, ce que reconnaîtra ultérieurement Togliatti en évoquant la fondation du P.C. d'Italie : « Quelques délégués auraient voulu s'opposer à l'admission de Gramsci dans le Comité central, en se référant à l'accusation stupide, lancée par des réformistes et des maximalistes au cours des violentes discussions qui avaient précédé le Congrès, selon laquelle il aurait été *interventionniste* et même *ardito* au front [31].» *Ardito,* c'était, certes, une accusation stupide, s'agissant de ce petit bossu malingre. Mais celle d'interventionnisme n'était pas sans fondement.

A l'origine de cette rumeur, on trouve un article du 31 octobre 1914, « Neutralité active et agissante[32]», dans lequel Gramsci se prononce, avec des nuances que l'on s'est efforcé depuis de sursignifier, en faveur des thèses de Mussolini, alors directeur de *l'Avanli!* [33]. La réédition de ce texte, en 1958, suscitera deux attitudes également embarrassées : l'effort de récupération

---

28 P. Spriano, Socialismo e classe operaia a Torino dal 1892 al 1913, Turin, 1958, et, du même, Torino operaia nella grande guerra (1914-1918), déjà cité, ainsi que E. Avigdor, « Il movimento operaio torinese durante la prima guerra mondiale , in La Città futura, déjà cité, pp. 39-90.

29 A. Leonetti, Note su Gramsci, Urbino, 1970, pp. 165-166.

30 M. et M. Ferrara, op. cil., p. 29.

31 P. Togliatti, La formazione del gruppo dirigente del P.C.I., Rome, 1962, p. 13.

32 Cf. infra, pp. 63-67.

33 Cf. A. Romano, loc. cit., ainsi que R. Paris, « La première expérience politique de Gramsci», Le Mouvement social, no 42, janvier-mars 1963, pp. 31-57.

qu'on a dit, conduit avec plus ou moins de bonheur et, désormais, insoutenable; et la tentative de réduire l'affaire à un accident aussi « malheureux» qu' « incompréhensible[34] », alors que tout ce que l'on sait du P.S.I. et de ses « générations» - y compris à travers le Gramsci parvenu a maturité de l'article sur Serrati - comme tout ce que l'on sait ou pressent de la formation théorique et politique de ce jeune Gramsci, tout nourri de Croce, de Gentile, de Sorel et de Salvemini, font plus qu'expliquer la tentation « mussolinienne » de 1914, la rendent pleinement compréhensible. Face à la guerre, ce sera donc la rupture avec les positions neutralistes - d'un neutralisme parfois abstrait - du socialisme officiel. Gramsci et Togliatti s'éloignent tous deux du P.S.I., et déjà, jusque dans le péché, leurs routes paraissent diverger : « Dans sa forme sinon en substance, la position de Togliatti se distingua de celle de Gramsci en ce sens qu'il présenta une lettre de démission du parti à la section socialiste (l'ancien secrétaire de la section socialiste turinoise Giovanni Boero le rappellera au cours d'une polémique qui eut lieu par la suite dans l'émigration) et, comme Togliatti avait été réformé et était exempté du service militaire, il fit une demande d'engagement volontaire et put se faire enrôler *(il fit la guerre comme volontaire dans le service de santé des chasseurs alpins)*[35].»

Une telle issue étant interdite à Gramsci, il vit la crise dans toute son ampleur, avant que de la réprimer. Car, si l'on en croit Tasca, le « malheureux» article représente plus qu'un coup de tête juvénile ou un accident isolé. « A l'automne 1914 - écrit Tasca dans des notes inédites - Gramsci est pour la neutralité active et agissante, en substance, pour la guerre telle que paraît la préconiser Mussolini. Il accepte de collaborer au Popolo *d'Italia* [du même Mussolini], envoie un article sur la Sardaigne, que Mussolini ne publie pas, en l'invitant toutefois à *en envoyer d'autres.*[36]» La collaboration en restera là, et ce nouvel acte manqué - que les socialistes s'empresseront d'exhumer après la scission de Livourne [37] - ne saurait être sursignifié. Après tout, même interventionniste, le Mussolini de 1914 se veut, continue d'apparaître à beaucoup et demeure peut-être, pour autant qu'il ait pu l'être naguère, un « révolutionnaire» et le « mussolinisme», nullement exceptionnel, de Gramsci - Tasca rappellera plus tard combien Mussolini avait su fasciner les jeunes socialistes : « les jeunes sont presque tous avec lui, ils comptent sur lui pour une rénovation du parti [38]» - va de pair avec celui de son « maître» Salvemini, qui applaudit au tournant de Mussolini [39], ou avec l'engagement, plus effectif, de tous ceux, de Nenni à Dorso, qui collaboreront, et parfois même après la guerre, au Popolo *d'Italia.* Le grave est plutôt dans cette volonté qu'il affectera de ne pas jouer, selon la formule, les « Madeleine repenties» et de ne pas revenir sur ce qui, de ce fait, risquait de représenter plus qu'une erreur de jeunesse. « Gramsci n'a jamais fait la critique de son " interventionnisme " initial», note Tasca, qui rapporte, comme à mivoix, cet épisode troublant : « Une *seule* fois, au cours d'une conversation (j'en fus marqué et je revois encore l'endroit où il me fit ces confidences, l'entrée des colonnades de la via Sacchi), il eut des termes très durs pour lui-même,

---

34 G. Tamburrano, « Fasi di sviluppo del pensiero politico di Gramsci La Città futura, éd. cit., p. 118.

35 G. Berti, « Appunti e ricordi 1919-1926 à, op. cit., p. 50.

36 a Un tentativo di ricostruzione e di interpretazione degli anni 1914-1920 negli appunti inediti di Angelo Tasca», in G. Berti, op. cit., p. 48.

37 B. Martinelli, « Una polemica del 1921 e l'esordio di Gramsci sull Avanti ! torinese», Critica marxista, X, 5, septembre-octobre 1972, pp. 148-168.

38 A. Tasca, 1 primi dieci anni del p. 88.

39 Cf. sa lettre à Mussolini du 18 octobre 1914, in R. Paris, *Histoire du fascisme en Italie, I, des origines à la prise du pouvoir,* Paris, 1962, p, 54.

comme si son attitude de 1914-1915 n'avait pas été un incident négligeable, mais quelque chose qui se rattachait à une erreur plus générale, qui avait sa logique propre et dont il avait dû se libérer par la suite[40].»

La crise sera longue, dure, probablement plus qu'il ne paraît... Gramsci rompt toutes ses amarres, s'isole, se renferme, englouti par l'étude et le froid. «J'ai vécu deux ans hors du monde, écrit-il à sa soeur Grazietta en 1916; un peu dans un rêve. J'ai laissé se rompre un à un les fils qui m'unissaient au monde et aux hommes... Depuis deux ans, je n'ai vécu que pour mon égoïsme, pour ma souffrance égoïste... Mais j'ai travaillé. J'ai peut-être trop travaillé, plus que mes forces ne me le permettaient[41].» Les fils brisés, peu à peu, se renouent pourtant, péniblement. A l'automne 1915 près plus d'un an de silence, il publie dans *Il Grido del polo* un petit article - « Après le Congrès socialiste espagnol [42] » - où paraît passer quelque chose du souffle de Zimmerwald. Il commence ainsi, timidement, à collaborer *au Grido del Popolo, puis* à l'édition turinoise de *l'Avanti!,* où il assure une chronique locale, « Sotto la Mole», du nom d'une tour, la *« Mole degli ebrei »,* qui se dresse au centre de Turin[43]. Mais, hormis de rares exceptions, pendant près d'un an encore sa contribution à la presse socialiste se cantonnera au seul commentaire des « petits faits vrais» de la vie turinoise. En 1917, enfin, soucieuse de « démontrer qu'en dépit de la guerre, son activité n'a rien perdu de son ardeur de naguère [44]», la Fédération piémontaise des jeunesses socialistes le charge de rédiger un « numéro unique» d'un journal. Il s'y consacre avec enthousiasme, s'y adonne tout entier, l'organise et le rédige seul, trouve le titre : *La Città futura* [45].

Revenant de la réunion de Florence de l'automne 1917, Gramsci confiera à Germanetto l'importance qu'a revêtue pour lui la rédaction de ces quatre petites pages : « Il me parle avec beaucoup d'enthousiasme d'un journal de culture ouvrière, *La Città futura,* numéro unique, qui fut publié à cette époque comme un échantillon de sa pensée [46].» Première ébauche d'une revue future ou plutôt, comme le veut Gramsci, « invitation à agir et à penser», il s'agit en tout cas, dans son itinéraire, d'une articulation essentielle: l'aboutissement, certes, d'un apprentissage qu'il a dû recommencer, sinon simplement commencer, après l'expérience manquée de 1914, mais aussi le point de départ d'une problématique qui se prolongera à travers les écrits ultérieurs, *L'Ordine Nuovo* en particulier, jusque dans les *Cahiers de prison.* Sans doute, ce « numéro unique» continue-t-il de se réclamer d'une « tradition entièrement italienne, la tradition mazzinienne renouvelée par les socialistes [47]», mais c'est ici aussi que Gramsci prend ouvertement position, pour la première fois, contre le « fatalisme positiviste» du réformisme italien et de cette *Critica sociale* qu'il désignera bientôt comme la « critique critique [48].».

---

[40] a Un tentativo di ricostruzione...» op. cil., p. 49.

[41] 2 000 pagine di, Gramsci, IL Lettere edite e inedite (1912-1937), Milan, 1964, p. 18.

[42] Cf. infra, pp. 67-70.

[43] Ces chroniques ont été rassemblées dans le volume Sotto *la Mole 1914-1920,* Turin, 1960.

[44] « Un numero unico dei giovani», *Avanti 1,* 12 février 1917, in *A. Gramsci, Scritti 1915-1921, Nuovi* contributi a cura di S. Caprioglio, Milan, 1968, pp. 30-31.

[45] Cf. ci-après, pp. 95-115.

[46] G. Germanetto, Memarie di un barbiere, Rome, 1962, p. 120.

[47] La Città futura, Numero unico pubblicato dalla Federazione Giovanile Socialista Piemontese, Turin, Il février 1917, p. 4.

[48] Cf. ci-après, pp. 109 et 139-141.

Le souvenir qui affleure ici de la longue polémique crocienne contre le positivisme, la publication d'extraits de Croce [49] et d'Armando Carlini, tout comme, au reste, langage comme inspiration, l'ensemble de cette Città *futura,* tout, ici, au demeurant, atteste la présence d'un idéalisme néo-hégélien et de la « réforme de la dialectique» entreprise autrefois par Croce. Mais c'est peut-être, comme le suggérera une note des *Cahiers, qu'il* S'agit ici, Croce se substituant à Hegel, de recommencer Marx et d'ébaucher une renaissance marxiste : « En février 1917, dans une brève note qui précédait la reproduction du texte de Croce, " Religione e serenità ", qui venait de paraître dans la *Critica,* j'ai écrit que, de même que l'hégélianisme avait été la prémisse de la philosophie de la *praxis* au XIXe siècle, aux origines de la civilisation contemporaine, de même la philosophie de Croce pouvait être, de nos jours, pour notre génération, la prémisse d'une reprise de la philosophie de la *praxis.* La question n'était qu'ébauchée, sous une forme certainement primitive et encore plus sûrement inadéquate, car à cette époque le concept de l'unité de la théorie et de la pratique, de la philosophie et de la politique n'était pas encore clair pour moi et moi, j'étais tendanciellement plutôt crocien [50].»

Un tel aveu désigne évidemment l'une des origines possibles de l'historicisme gramscien[51] (2), mais le problème ici posé ne réside pas tant dans cette présence, avouée ou non, de Croce, de Gentile ou d'un idéalisme où la polémique bergsonienne contre le positivisme le dispute à l'idéalisme, que dans la place qu'occupera cette « philosophie de Croce» pour la génération de *L'Ordine Nuovo :* à ses origines, comme élément discriminant, et tout au long de son histoire, comme un facteur de cohésion mythique. Au risque, certes, de se donner un Marx déjà « révisé», passablement sorélien ou, pour parler la langue de l'époque, « bergsonisé», c'est là en effet une génération qui découvre ou redécouvre Marx - et Labriola[52] - assez tardivement et pour laquelle cette découverte passe par la lecture de *Materialismo storico ed economia marxistica* [53] et la « réforme» crocienne de la dialectique hégélienne. A l'égard du « marxisme de la IIe Internationale», formé à l'école de Kautsky et de la *Neue Zeit* et nourri de scientisme et de positivisme, il y a là un élément de nouveauté indéniable, une rupture qui est peut-être radicale et qui, avec le temps, se voudra exemplaire. Les attaques de Mondolfo et des réformistes de la Critica *sociale* contre le « bergsonisme» et le « volontarisme» de Gramsci et, surtout, la polémique obstinée de Bordiga contre le « pré-marxisme» originel de *L'Ordine Nuovo -polémique* qui ne cessera de s'envenimer à l'approche du IIIe Congrès du P.C. d'Italie - susciteront, en effet, chez les *ordinovistes* une défense à tous crins de l'originalité et de l'exemplarité de leur « voie au marxisme». Ainsi, lorsque Bordiga s'étonnera qu'on puisse tenter de concilier le « léninisme» comme « vision totale du monde» avec « l'adhésion des leaders ordinovistes à la philosophie idéaliste, à la conception du monde propre, non à Marx et à Lénine, mais aux néo-hégéliens et à Benedetto Croce[54] », Togliatti lui objectera qu' « on peut arriver au marxisme par diverses voies. Nous y sommes parvenus par la voie suivie par Karl Marx, c'est-

---

[49] Ce texte de Croce - « Religione e serenità» - sera également publié, sous un autre titre, dans L'Ordine *Nuovo (B.* Croce, a La vanità della religione», L'Ordine *Nuovo, Il, 10,* 17 juillet 1920).

[50] Cahier 10 (XXIII), 1932-1935, p. 49.

[51] L. Althusser, « Le marxisme n'est pas un historicisme», in *Lire le Capital,* Paris, *1965, pp. 73-108.*

[52] E. Santarelli, « Il ritorno a Labriola», in La revisione del marxismo in Italia, Milan, 1964, pp. 326-329.

[53] B. Croce, Materialismo storico ed economia marxistica, Bari, 1899 (ire éd.); trad. franç. : Matérialisme historique et économie marxiste, Paris, 1900.

[54] A. Bordiga, « Il pericolo opportunista e l'Internazionale», Lo *Stato Operaio,* juillet 1925; trad. franç. : « Le danger d'opportunisme et l'Internationale» Invariance, *IV, 10,* avril 1971, pp. 53-64.

à-dire en partant de la philosophie idéaliste allemande, en partant de Hegel. Nous attendons qu'on nous démontre que cette origine est moins légitime que celle qui aurait d'autres points de départ : les mathématiques, par exemple, ou les sciences naturelles, ou le positivisme, ou l'humanitarisme, ou la littérature, ou (pourquoi pas?) une foi religieuse. Quant à nous, la voie que nous avons suivie est, par rapport à toute autre, la voie royale et elle en a tous les avantages[55]». Sa plaidoirie, il est vrai, exclura toute autre voie vers le marxisme qu'un apprentissage intellectuel ou spéculatif...

Revenant, toujours dans la même note des *Cahiers,* sur sa lointaine tentative de *La* Città *futura,* Gramsci, du reste, n'en reniera pas la substance, l'inspiration originelle : récapituler ou mieux recommencer, à partir de Croce, « le plus grand penseur d'Europe de l'époque[56]», l'itinéraire par lequel Marx était parvenu, de Hegel, à la philosophie de la praxis. « Mais maintenant, précise-t-il, même sans la maturité et la capacité qu'exigerait cette entreprise, il me semble qu'il faille reprendre cette thèse et la présenter sous une forme plus élaborée. Il faut, autrement dit, opérer, pour la conception philosophique de Croce, la même réduction que celle que les premiers théoriciens de la philosophie de la *praxis* [Marx et Engels] ont opérée pour la conception hégélienne. C'est là la seule manière historiquement féconde de provoquer une reprise adéquate de la philosophie de la *praxis* [57] ...» L'objet - l'un des objets au moins - de ces notes sur *la filosofia di Benedetto Croce*[58] est ainsi déterminé, mais, surtout, *La Città futura* se voit, de ce fait, désignée comme l'un des lieux où la problématique des *Cahiers* s'engrène immédiatement sur celle des écrits politiques. C'est là une indication essentielle quant au rapport entre les *Cahiers* et ce qui les précède.

La Città futura est datée du 11 février 1917. Moins d'un mois lus tard éclate à Petrograd la Révolution russe. 1917 devient ainsi un moment clé. Dans la reconstruction de Togliatti, voici que le héros se trouve enfin doté, par la vertu d'une rencontre, de ce don ou de ce talisman par lequel il triomphera des obstacles. Voici enfin venu le moment du saut décisif : ce saut qu'évoque en d'autres lieux l'Étrangère de Mantinée. L'accession à un « autre ordre». Le centre idéal où convergent et se déchiffrent - passé et futur - les moments essentiels de la biographie et de l'histoire. Alors que, d'ores et déjà, *La Città futura* venait de désigner un certain type de problématique dont la présence allait se faire sentir jusque dans les *Cahiers de prison,* la « poussée décisive», comme la désigne Togliatti, émane ici de la Révolution russe et, singulièrement, du « léninisme» : « Gramsci fut le premier a comprendre, en Italie, la valeur internationale du bolchevisme et de la grande Révolution socialiste d'octobre[59].» La rencontre avec le « léninisme» apparaît ainsi comme unique donatrice de sens, réalisatrice de plénitude. C'est ici que le jeune « rebelle[60]», dépouillant sa toge prétexte, se transforme en « révolutionnaire», en « restaurateur du marxisme» et de la dictature du prolétariat[61], en « chef [de droit] de la classe ouvrière italienne». Naissance mythique d'une dynastie.

---

55 P. Togliatti, « La nostra ideologia», *L'Unità,* 23 septembre 1925, in *Opere, 1,* Rome, 1967, pp. 647-653.

56 « Due inviti alla meditazione», *La Città futura, p.* 3. Il s'agit du « chapeau» qui précède les textes de Croce et de Carlini.

57. Cahier 10 (XXIII), ibid.

58 Cahier 10 (XXIII), 1932,1935.

59 P. Togliatti, *op. cit., p. 32.*

60 Ibid., p. 51.

61 Ibid., p. 23

La rencontre est bien entendu reconstruite à travers une série d'images d'Épinal, dans la tradition de rigueur depuis la « bolchevisation» des partis communistes[62] : « On recherchait, on attendait avec anxiété les écrits de Lénine, les documents du Parti bolchevique, en les traduisait, on les lisait et on les discutait collectivement, on les expliquait, on les faisait circuler dans les usines. Gramsci était l'âme de ce travail[63].» Ici encore, aucun repère, aucune date, rien de vérifiable. Rien, en particulier, qui atteste un contact direct et précoce avec les positions de Lénine : et l'on sait aujourd'hui que ce n'est qu'en 1919 que Gramsci aura accès à quelques textes de ce dernier; en particulier, une brochure sur la question agraire [64]. Certes, le nom même de Lénine n'est pas totalement inconnu. Depuis les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, il a commencé de toucher quelques cercles restreints et, avec la Révolution russe, son spectre hantera toujours plus les colonnes de la grande presse. Mais il n'est pas sûr qu'on en sache davantage qu'en ces jours où les dirigeants de la He Internationale avouaient leur incompréhension face au fouillis inextricable du socialisme russe. Tout au plus retient-on de Lénine, et surtout à partir de la révolution de février, qu'il s'oppose à la poursuite de la guerre[65]. C'est ainsi que, lorsque les envoyés de Kerenski, Goldenberg et Smirnov, deux mencheviks de droite, arrivent à Turin, le 13 août 1917, la foule les accueille au cri de « Vive Lénine !». Un tel malentendu suffit à attester que Lénine est d'abord, sinon seulement, un symbole : celui de cette paix à laquelle cette foule aspire. Mais, surtout, on ne saurait oublier que l'affaire se situe après les « journées de Juillet», qui ont poussé un instant sur le devant de la scène Lénine et les bolcheviks.

Dès la fin du mois d'avril 1917, dans un article où il reconnaît manquer d'éléments propres à fonder sa démonstration et qui - on ne l'a pas assez remarqué - ne comporte encore aucune référence aux forces en présence ni, *a fortiori,* à Lénine et aux bolcheviks [66], Gramsci s'affirme effectivement convaincu que la révolution de février a mis en branle un processus largement spontané qui « doit naturellement déboucher sur le régime socialiste». La seule « preuve» invoquée est cette représentation de la Révolution russe comme révolution antijacobine, révolution par en bas, antiautoritaire et presque libertaire, qui sera, pendant quelque temps, au centre de ses interprétations du processus russe et qui témoigne, pour l'heure, d'une volonté évidente d'adhérer au « mouvement réel», de reconnaître et de nommer la révolution au lieu effectif de son surgissement. Plus tardive, la rencontre avec Lénine succède aux « journées de Juillet». C'est alors que le nom de Lénine apparaît pour la première fois sous la plume de Gramsci et que ce dernier, proposant une fois de plus sa lecture libertaire de la Révolution russe, se prononce explicitement en faveur des « maximalistes», comme on désigne alors les bolcheviks[67]. Greffe combien paradoxale, mais le texte lui-même ne permet nullement de conclure à une connaissance effective des positions du P.O.S.D.R. (b) ni même à un engagement irréversible en faveur des bolcheviks.

---

[62] P. Togliatti, « Le ripercussioni della Rivoluzione russa sulla Italia proletaria», La *Corrispondenza* internazionale, 1, *10,* 7 novembre *1925,* in Opere, 1, pp. 673-678. Cf. aussi- pour un autre domaine - R. Ghioldi « L'influence du léninisme en Amérique latine», La Correspondance Internationale, VIII, 8, 26 janvier 1928, p. 109.

[63] P. Togliatti, op. cit., p. 21.

[64] S. Caprioglio, in A. Gramsci, Scritti 1915-1921, éd. cit., pp. 172-173.

[65] P. Spriano, Torino operaia nella grande guerra (1914-1918), pp. 209-211.

[66] 1. « Notes sur la révolution russe», 29 avril 1917, infra, pp. 118-121.

[67] 2. « Les maximalistes russes», 28 juillet 1917, infra, pp. 121-124.

Un autre article de l'été 1917, « Kerenski-Tchernov[68]», écrit en pleine *Kerenschina,* alors que Lénine, réfugié en Finlande, apparaît définitivement hors-jeu, montre bien, en effet, que rien n'est encore acquis. Ce n'est plus Lénine qui incarne désormais la « continuité» et le « rythme de la révolution», mais le socialiste-révolutionnaire Viktor Tchernov. Davantage, et ce fait lui-même suffit à attester l'obscurité totale où se trouve Gramsci quant à la topologie des forces révolutionnaires russes, le même Tchernov apparaît ici voué à jouer les saint Paul du bolchevisme et à remplacer Lénine à la tête des « maximalistes» : « Le maximalisme russe a trouvé son chef. Lénine était le maître de vie, l'agitateur des consciences, l'éveilleur des âmes dormantes. Tchernov est le réalisateur, l'homme qui a un programme concret à réaliser, un programme entièrement socialiste [69]...» On peut, bien entendu, invoquer ici tant la *bonne faute* que l'incessante propagande de *l'Avanti !* en faveur de Tchernov[70], mais il est certain que l'image d'un Gramsci « léniniste» de la première heure, ne résiste guère à la lecture de ce texte.

Que, pour Gramsci, l'adhésion à la Révolution russe ne signifie pas nécessairement, dans un premier temps au moins, adhésion au bolchevisme ni, *a fortiori,* au « léninisme» - doctrine forgée par Zinoviev à partir de 1923 pour faire pièce à Trotski - c'est ce qu'atteste aussi l'article par lequel il saluera, le 24 décembre 1917, le coup d'État bolchevique : « La révolution contre *Le Capilal[71].» C'est* là, du reste, avec « Neutralité active et agissante», le plus controversé de ses textes : en témoigne, entre autres, le luxe de précautions dont s'entourent, ici encore, les préfaciers des *Scritti giovanili[72]*. Il ne s'agit pourtant que d'une pièce du débat - ouvert dès 1881 par la correspondance entre Marx et Vera Zassoulitch - sur la possibilité de « sauter les étapes»; débat auquel la Révolution d'octobre redonne une actualité neuve et dans lequel la position qu'illustre Gramsci n'apparaît nullement isolée. « Historia facit saltus», proclamera, par exemple, Serrati dans *l'Avanti !* du 8 janvier 1918)[73]. Mais, dès sa parution, cet article va mécontenter, comme aurait dit Dante, et Dieu et le Diable.

Pour les réformistes, attachés à la lettre de la *Contribution à la critique de l'économie politique[74]*, l'hérésie explicite du texte revêt aussitôt un caractère exemplaire. « Un collaborateur de *l'Avanti 1 - s'indignera* Claudio Treves - exposait récemment la doctrine selon laquelle les décrets de Lénine dépassent l'histoire, survolent autrement dit les périodes d'évolution de la propriété. Avec des décrets, on saute à pieds joints l'ère industrielle bourgeoise, on passe de l'économie agraire patriarcale au collectivisme[75] !»...

La provocation est telle qu'en 1924 encore l'écho en fera vibrer d'indignation les meilleurs esprits réformistes : « L'Avanti !, chez nous, en arriva même à exalter l'action des léninistes

---

68 « Kerenski-Tchernov», 29 septembre 1917, infra, pp. 127-129.

69 Cf-après, p. 128.

70 Cf. P. Togliatti, « Le ripercussioni della Rivoluzione russa...», loc. cit., ainsi que la note 1, p. 128.

71 Ci-après, pp. 135-138. Pour la datation de ce texte, cf. L. Cortesi, Le origini del P.C.I., Bari, 1972, p. 375.

72 Scritti giovanili 1914-1918, éd. cit., pp. XVII-XVIII.

73 Sur l'ensemble de ce débat, cf. L. Cortesi, op. cit., pp. 397-403.

74 « Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société» (K. Marx, Contribution à la critique de l'économie politique, trad. franç., Paris, 1957, p. 5).

75 Very Weil [C. Treves], « Lenin, Martoff e... noi !», Critica sociale, 1er - 15 janvier 1918, cité par L. Cortesi, op. cit., p. 399.

comme la révolution contre Le Capilal [76]»... Mais, s'ils attestent le caractère hérétique de cet article -novateur, au dire de certains - tous ces cris d'indignation désignent surtout, parmi les défenseurs de Lénine et des bolcheviks, ce qu'il faut bien appeler le « maillon le plus faible».

Et de fait, pour ceux qu'enflamme la Révolution bolchevique, le plaidoyer de Gramsci constitue plutôt un acte manqué. L'apparence du discours, d'abord, est toute baignée d'idéalisme, de volontarisme ou, comme on dira bientôt, de « bergsonisme». Cette peinture d'une révolution « pétrie d'idéologie plus que de faits», cette définition paradoxale du Capital comme le « livre des bourgeois», cette représentation quasi mystique d'un marxisme qu'il s'agit de vivre sub specie aeternitatis et d'assumer dans son essence, cet incessant va-et-vient du volontarisme à l'actualisme n'appartiennent pas, d'évidence, à la configuration du discours marxiste. C'est là un point où, du reste, réformistes et révolutionnaires, paraissant s'accorder, aboutissent à une sorte de consensus. « Il a semblé à certains - écrit par exemple Bordiga - que la victoire de la Révolution socialiste dans le pays d'Europe où l'évolution des conditions sociales était précisément la plus arriérée constituait un grave démenti aux prévisions et théories marxistes. Cela a donné l'occasion à A. G. de publier dans l'Avanti! du 22 décembre [recte: 24 décembre] un article qui soutient que la Révolution russe est une défaite de la méthode du matérialisme historique et la victoire, en revanche, de valeurs " idéalistes ". [...] Pourquoi ergoter sur les conditions politiques de la conquête prolétarienne du pouvoir lorsque le succès en prouve d'évidence la maturité[77] ?» Mais, surtout, en définissant la Révolution bolchevique comme une « révolution contre Le Capital», Gramsci se trouve, volens nolens, admettre et assumer cette image d'un Lénine « bafouant» l'enseignement de Marx qui est au coeur du discours réformiste. a « voie au marxisme», si originale et si prometteuse, qu'esquissait La Città futura, apparaît ici tourner court. Gramsci, d'évidence, demeure toujours prisonnier du champ théorique où s'inscrit le «marxisme de la IIe Internationale» et bien loin encore d'envisager, comme Bordiga précisément le fera peu après, une rupture radicale avec les réformistes.

À quelques mois de La Città futura, cette « révolution contre Le Capital», tout comme nombre de textes de cette période, de « La critique critique » a « Notre Marx[78] », atteste donc une fois de plus la présence chez Gramsci de cette « peste néo-hégélienne», pour plagier Engels, dont le problème ne commencera d'être envisagé, on l'a dit, que dans les Cahiers de prison. S'y mêlent et s'y entrecroisent des influences diverses - Croce, Gentile, Bergson, Sorel, La Voce... - qui ont pour point de rencontre et de référence une commune réaction au « positivisme» et au « scientisme», aux « illusions du progrès» et que les contemporains vont subsumer sous le nom de « bergsonisme». Le projet, d'évidence, est de se donner un Marx épuré de ses « scories» positivistes, un marxisme fondé sur un « idéalisme philosophique» qui doit manifestement plus encore à la conversion du vrai et du fait de Vico qu'à la dialectique hégélienne, même « réformée» par Croce [79]. Projet où la naïveté le dispute souvent à l'obstination ; ainsi: « Que Marx ait introduit dans ses œuvres des éléments positivistes, il n'y a pas lieu de s'en étonner et

[76] E. Bassi, « I libri della cultura socialista. Sulle orme di Marx », Battaglie Sindacali, VI, 14, 3 avril 1924, p. 3.

[77] A. Bordiga, a Gli insegnamenti della nuova storia», Avanti !, 16 février 1918, in Storia della Sinistra comunista, 1 bis, Nuova raccolta di scritti 1912-1919, Milan, 1966, pp. 68-79.

[78] Cf. ci-après, pp. 139-141 et 145-149.

[79] « Misteri della cultura e della poesia», Il Grido del Popolo, 19 octobre 1918, in Scritti giovanili 1914-1918, pp. 325-329.

cela s'explique : Marx n'était pas un philosophe de profession et, quelquefois, il lui arrivait à lui aussi de sommeiller[80].»

Alors que l' « idéalisme» de La Città futura était passé inaperçu, c'est à cette époque que commence ainsi de s'attacher à Gramsci cette étiquette de « volontariste» ou de « bergsonien» qui, plus encore que le « mussolinisme » de 1914, alimentera désormais les attaques de ses adversaires[81]. C'est probablement à l'occasion de la réunion secrète de Florence du 18 novembre 1917, où se rassemblent quelques-uns des futurs protagonistes du débat socialiste de l'après-guerre, que sera lancée pour la première fois cette accusation de « bergsonisme». Si l'on sait peu de chose du déroulement effectif de cette réunion de Florence - à l'exception, toutefois, d'un souvenir de Bordiga : « Gramsci se contenta d'écouter avec son regard scintillant des bons moments [82]» - ce qui se dit alors dans la maison de l'avocat florentin Mario Trozzi sera, pour Gramsci, assez important et assez décisif pour qu'à deux reprises au moins, il éprouve le besoin d'y revenir dans ses *Cahiers de prison.* C'est ainsi qu'il écrira dans son *Cahier 3 :* « Il régnait une conception fataliste et mécanique de l'histoire (Florence 1917, accusation de bergsonisme) et l'on voyait pourtant se manifester des attitudes volontaristes d'un formalisme vulgaire et trivial[83].» Il y reviendra deux ou trois ans plus tard en soulignant l'importance de l'événement : « Le dépérissement du " fatalisme " et du " mécanisme " marque un grand tournant historique. [...] Rappeler à Florence, en novembre 1917, la discussion avec Me Mario Trozzi et la première allusion au bergsonisme, au volontarisme etc. [84].» Pour qui sait combien les *Cahiers* seront avares en confessions et en textes autobiographiques, ce double retour sur le « bergsonisme» et son surgissement fait la preuve qu'il ne saurait s'agir là, dans l'itinéraire de Gramsci, que d'une articulation essentielle, un tournant historique, comme lui-même l'écrit; le moment, peut-être, où le discours « bergsonien» commence consciemment de s'assumer comme tel. Mais c'est là encore, au demeurant, un de ces « moments» que la reconstruction « léniniste» de Togliatti, toute pénétrée de finalisme *ex post facto,* interdit même de penser.

Aussi bien, s'agit-il essentiellement pour Togliatti de reconstruire et d'imposer, préalable à toute « lecture», l'image d'un Gramsci qui n'aurait été qu'un « homme de parti», - « homme de parti», il faut y insister, plus encore que « bolchevik» ou « révolutionnaire», et, *a fortiori,* qu'intellectuel : «Les hommages que l'on rend à la noblesse d'esprit et de cœur de notre camarade et chef sont des hommages mérités. Il est pourtant de notre devoir de proclamer haut et fort que Gramsci n'a pas été l' " intellectuel ", le " chercheur ", l' " écrivain ", que voudraient nous faire accroire ces éloges posthumes. Avant toute chose, Gramsci a été et est un homme de parti. Le problème du parti, le problème d'une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière, capable d'encadrer et de diriger la lutte de tout le prolétariat et des masses laborieuses en vue de leur émancipation, ce problème est au cœur de toute l'activité, de toute la vie, de toute la pensée d'Antonio Gramsci[85].» Fût-ce au prix de quelques variantes, tout commentaire devra désormais se soumettre à ce préalable : instaurer et préserver cette image - autour de laquelle

---

[80] Ibid., p. 328.

[81] Cf. par exemple a Bergsonien !», 2 janvier 1921, in Écrits politiques, II. II

[82] Storia della Sinistra comunista, I, Milan, 1964, p. 115.

[83] *Cahier 3* (XX), 1930, p. 23.

[84] Cahier 11 (XVIII), 1932-1935, p. 21.

[85] P. Togliatti, op. cit., p. 9.

elle devra graviter - d'un Gramsci « homme *de parti* et combattant du *parti révolutionnaire de la classe ouvrière*[86]». De ce texte principiel de 1937 au Congrès international d'études gramsciennes, qui se tiendra trente ans plus tard, ce rituel ne souffrira pas de dérogation.

« Bolchevik», « léniniste», « homme de parti» ou d'appareil : après la « bolchevisation» des sections de l'Internationale communiste, il devient toujours plus difficile de distinguer entre ces termes. Aussi Gramsci meurt-il « bolchevik» : « Avec la mort de Gramsci, disparaît le premier bolchevik du mouvement ouvrier italien[87].» Et il disparaît, insiste Togliatti, auquel ce surcroît de grâce ne saurait déplaire, qu'après avoir porté bien haut, « jusqu'au dernier moment,... l'invincible drapeau de Marx-Engels-Lénine-Staline[88]». L'affirmation est, certes, marquée au sceau des dures nécessités de l'époque, mais cette référence de rigueur au célèbre quatuor des portedrapeaux -ils ne seront plus que trois après le XXe Congrès du P.C.U.S. - ne parvient pas à occulter le problème réel : la présence ou non de ces instances « bolcheviques» qui informeraient la totalité de l'œuvre de Gramsci - pensée comme action, pour reprendre le doublet crocien auquel recourt si volontiers Togliatti [89]. La démonstration de ce « bolchevisme» - lequel survivra, comme noyau régulateur, aux décapages entrepris depuis 1956 - passe, il va sans dire, par un effort de réécriture totale, non seulement de la biographie de Gramsci et des origines du P.C.I., mais encore, à plus long terme, de toute l'histoire du mouvement ouvrier italien. Ainsi, il n'est pas indifférent que, pour démontrer que Gramsci est bel et bien « le premier marxiste - le premier marxiste véritable, intégral, conséquent,», qu'ait connu l'histoire d'Italie[90], l'œuvre d'Antonio Labriola, demeuré à l'obscur des notions qui s'attacheront au « léninisme», doive désormais être perpétuellement minimisée : quitte à rendre partiellement contradictoire la « restauration» du marxisme attribuée à Gramsci; quitte aussi, bien entendu, à piétiner allégrement les fameux « canons» du matérialisme historique. C'est là en effet, quant à Labriola, la naissance d'un autre de ces protocoles tenaces : hormis de trop rares travaux, il sera désormais de tradition de reconstruire la « fortune» de Labriola - la fameuse continuité De Sanctis-Labriola-Gramsci, par exemple - plutôt que de s'attacher au contenu même de son oeuvre [91].

A vouloir démontrer la primauté du « bolchevisme» de Gramsci, Togliatti se heurte, toutefois, à une double difficulté : la présence, d'abord, d'un retard permanent de Gramsci, quelque chose comme de l'immaturité, tout au long des étapes qui scandent la création et le développement du P.C. d'Italie; et, plus encore peut-être, ces instances « démocratiques», « spontanéistes» même et parfois proprement libertaires, qui pèsent sur *L'Ordine Nuovo* et le mouvement turinois des conseils d'usine. L'immaturité de Gramsci? Elle est d'abord dans sa biographie politique. Tasca comme Bordiga peuvent se réclamer d'une « tradition». Tasca a commencé à militer, dès 1909, dans le *Fascio giovanile socialista* de Turin. A peu près à la

---

86 G. Amendola, « Rileggendo Gramsci», in Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci (Critica marxista, Quaderni nº 3), Rome, 1967, pp. 3-45 et particulièrement p. 30 (souligné par l'auteur).

87 P. Togliatti, op. ciy., p. 41.

88 Ibid., p. 45.

89 Cf. par exemple « Pensatore e uomo d'azione», op. cit., pp. 61-85 et « Storia come pensiero e come azione à, Ibid., pp. 121-132.

90 P. Togliatti, op. cit., p. 8.

91 S. Limongi, a Il rapporto economia-filosofia : un'ipotesi su Antonio Labriola», Il Mulino, no 227, mai-juin 1973, pp. 432-452.

même époque, aux alentours de 1910 Bordiga quant à lui, commence à oeuvrer à la création de ce qui deviendra la « gauche communiste». La polémique qui les a opposés, lors du congrès de 1912 de la Fédération des jeunesses socialistes [92], a mis en lumière leurs qualités de futurs dirigeants. Gramsci, au contraire, est tard venu au socialisme, et encore a-t-il commencé par rater son entrée. Sa rencontre avec la Révolution russe n'est pas allée, elle non plus, sans erreurs ni tâtonnements : « Kerenski-Tchernov», « La Révolution contre *Le Capital»*... Mais, surtout, il ne se pose qu'assez tard le problème de la rupture avec les réformistes et de la création d'un nouveau parti : lui-même reconnaîtra, dans une lettre à Alfonso Leonetti du 28 janvier 1924, ne pas avoir su comprendre que ce choix était inéluctable dès l'échec de la « grève des aiguilles» d'avril 1920 [93]. C'est, bien entendu, cet ajournement, et nullement, il va sans dire, sa crainte du carriérisme ou, comme dit Togliatti, sa « grande modestie personnelle[94]», qui lui interdira, à l'inverse de Bordiga, de constituer une fraction à l'échelle nationale et d'être présent au *IIe* Congrès de l'Internationale communiste.

Selon Togliatti, c'est dès 1917 que se serait posé, pour Gramsci, le problème de la scission : « Gramsci comprenait très bien, *dès 1917,* que le Parti socialiste italien [...] n'était pas en mesure de diriger le prolétariat italien dans sa lutte pour le pouvoir[95].» Un texte vient appuyer cette affirmation, que Togliatti cite, il est vrai, hors de toute référence : un extrait du rapport rédigé par Gramsci en vue du Conseil national du P.S.I. d'avril 1920, - un texte donc de trois ans postérieur : « Pour une rénovation du Parti socialiste [96].» Falsification mineure, au demeurant, eu égard à ce qui est dit peu après de la réunion de Florence de novembre 1917 : « Gramsci, qui avait parlé de la nécessité de transformer le défaitisme socialiste en lutte pour le pouvoir, s'était heurté à l'incompréhension de tous, Bordiga y compris[97].» Passons sur l'attribution à Gramsci d'une position - le « défaitisme révolutionnaire» - dont on ne trouve aucun écho dans ses écrits de la même époque. Il suffit, remontant de quelques années en arrière, de se reporter à l'évocation de cette nuit de Florence dans la version originelle des *Souvenirs d'un perruquier,* de Germanetto pour y retrouver le Gramsci silencieux, « avec son regard scintillant des bons moments», décrit naguère par Bordiga : « Ces deux hommes, semblait-il, se complétaient... Bordiga analysa la situation en Italie... Gramsci était du même avis [98].» C'est, du reste, ce que confirme Gramsci lui-même dans son intervention sur la question italienne au cours du Plénum de l'I.C. de juin 1923 : « Une réunion de maximalistes eut alors lieu à Florence [après Caporetto].

Bordiga posa là le problème de la conquête du pouvoir[99].»

---

[92] Cf. a Socialisme et culture», 29 janvier 1916, infra, pp. 74-78.

[93] *A Alfonso Leonetti, 28 janvier 1924, in Êcrits politiques*, II. Sur la « grève des aiguilles», cf. « Turin et l'Italie», 3 avril 1920, *infra, pp.* 327-329.

[94] P. Togliatti, op. cit., p. 32. Cf. également la lettre à Leonetti que l'on vient de citer.

[95] P. Togliatti, op. cil., p. 26. C'est nous qui soulignons.

[96] Cf. ci-après, pp. 332-338.

[97] P. Togliatti, op. cit., p. 33.

[98] G. Germanetto, *Souvenirs d'un perruquier,* éd. cit., pp. 112-113. Cf. aussi L. Cortesi, « Introduzione» à A. Tasca, op. cit., p. 20.

[99] « La questione italiana e il Comintern», Lo Stato Operaio, 11, 7, 13 mars 1924, in A. Gramsci, La costruzione *del* partito comunista 1923-1926, Turin, 1971, pp. 449-450.

Mais il est un matériau, surtout, qui se révélera singulièrement rebelle aux catégories de ce « léninisme» précoce, et c'est, bien entendu, l'expérience de *l'Ordine Nuovo* et des Conseils d'usine. Expérience originale et spécifique, s'il en fut; aux antipodes du « léninisme». Les présupposés profonds, d'abord, que l'on peut sans doute rattacher à la lecture de Sorel ou de Daniel De Leon, à l'écho de l'expérience anglaise des shop *stewards ou* du mouvement des I.W.W., mais où passe surtout une indéniable adhésion au mouvement réel; ils embrassent d'évidence un tout autre champ que celui que définit et investit le « léninisme». C'est, avant tout, l'intuition, essentielle, qu'il y a autodéveloppement du prolétariat; que la condition de l'ouvrier d'industrie est nécessairement productrice de ce que d'autres désignent comme « conscience de classe»; que cette dernière, s'il faut en parler, n'est nullement une de ces importations dont les intellectuels se feraient les commis voyageurs, mais le fruit d'un processus endogène : à mille lieues des thèses du *Que faire?* et de l'image d'un prolétariat « spontanément trade-unioniste». C'est aussi - point où se font peut-être sentir le plus nettement la présence de Sorel et de De Leon et l'écho de la critique libertaire - le procès des institutions et des formes traditionnelles du mouvement ouvrier, ces syndicats et ces partis, dont le seul objet est de perpétuer la *sérialité.* C'est surtout, le plus hardi sans doute, l'effort pour susciter, par la transcroissance d'institutions aussi typiquement réformistes que les comités d'entreprise, les *Commissioni interne,* un mouvement de type soviétique grâce auquel l'Italie prendrait place dans cette Europe des conseils qui constitue, d'évidence, l'horizon de *L'Ordine Nuovo.*

Moins de cinq pages sur quarante-cinq, la portion congrue : telle est donc la part consacrée ici à ce mouvement que Togliatti définit pourtant comme « la tentative la plus hardie accomplie par la partie la plus avancée du prolétariat pour réaliser son hégémonie dans la lutte pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature prolétarienne [100]». Du contenu de l'expérience et de ses objectifs réels, le lecteur ne saura évidemment rien. Il lui suffira d'apprendre que Gramsci, en butte à l'incompréhension obstinée de Bordiga et des vieux dirigeants socialistes et taxé absurdement de déviation anarcho-syndicaliste, est toujours resté « homme de parti» et n'a jamais cessé d'œuvrer à la création du Parti communiste : « Dès le premier moment, Gramsci mettait en relation la création et le développement des Conseils d'usine et la création et le développement d'un réseau d'organisations politiques, c'est-à-dire de " groupes communistes " capables à la fois de diriger le mouvement des Conseils et de rénover radicalement le Parti socialiste [...]. Le développement des Conseils d'usine aurait dû ainsi assurer en même temps la prédominance, dans le parti, des éléments prolétariens et révolutionnaires sur les réformistes et sur les centristes[101].» Certes, il n'est pas question ici d'aboutir à une rupture du même type que celle de Livourne et tout se passe au contraire comme si le mouvement des Conseils n'avait tendu, selon la formule de Gramsci, qu'à une « rénovation» du P.S.I. Mais l'important reste que la problématique du parti coiffe ici celle des Conseils. L'expérience de *L'Ordine Nuovo* se trouve ainsi replacée dans le droit fil du « léninisme» de Gramsci. Elle ne constituerait plus, chez ce dernier, qu'un « moment» du processus d'édification du Parti communiste.

Cette thèse a bien entendu d'autant plus de poids que l'entreprise de Gramsci, symbole de pureté au cœur d'un océan d'incompréhension, est présentée ici hors de tout contexte et que, à

100 P. Togliatti, op. cit., p. 29.

101 *P.* Togliatti, op. cit., pp. 27-28.

l'exception d'une allusion à Bordiga : « Bordiga n'avait rien compris au mouvement des Conseils[102]», la « démonstration» n'accorde aucune place aux discussions - ni, du reste, aux enthousiasmes - que suscite le programme ordinoviste. Certes, il est des ralliements embarrassants : l'appui du Groupe libertaire turinois, par exemple, dont rendrait mal compte la finalité « léniniste» de *L'Ordine Nuovo.* Certes, l'hostilité de principe de certains bonzes réformistes à un programme dont s'élèvent des relents d'anarcho-syndicalisme, demeure aisément explicable et ne pose pas de grands problèmes. Mais le débat investit également la gauche du Parti socialiste : Serrati, avec lequel Togliatti lui-même aura une polémique au début de 1920; Bordiga et les « abstentionnistes» du *Soviet,* et, à l'intérieur même du groupe de *L'Ordine Nuovo,* Angelo Tasca. Trop souvent, sans doute, l'ensemble de ces discussions ne fait qu'exprimer un vieux fond « blanquiste», un « sectarisme de parti[103]», et certains, tel Tasca exigeant que les Conseils d'usine « deviennent partie intégrante des syndicats[104]», ou Serrati soulignant obstinément que « la dictature du prolétariat est la dictature consciente du Parti socialiste[105]», continuent d'incarner ici les vieilles « générations» du socialisme italien, incapables de rompre avec les traditions de la He Internationale. Mais certaines critiques, qui touchent à des nœuds essentiels de la problématique ordinoviste, tendent aussi à mettre au jour des contradictions et des apories qui constituent autant de démentis au « léninisme» supposé de l'expérience turinoise.

Cette tentative de passer sans détour de la politique contractuelle qu'incarnent les comités d'entreprise au contrôle ouvrier sur la production, ce projet de sauter, en faisant l'économie de la « forme-parti», du réformisme éclairé qui préside au développement des *commissioni interne,* à une révolution radicale, par en bas, antiautoritaire et antijacobine, ce rêve, enfin, d'un Conseil fonctionnant comme la « première institution du pouvoir prolétarien[106]», s'ils !"appartiennent pas seulement, comme le soutient Bordiga, aux « mythes syndicalistes et néo-syndicalistes[107] (5)» et constituent d'abord l'expression d'un mouvement réel, laissent effectivement intacts le problème de l'appareil d'État comme violence organisée et celui de la « conquête du pouvoir». Développer les Conseils sans avoir préalablement détruit cet État, n'est-ce pas seulement, comme le suggère Serrati [108], s'employer à mettre en place un réseau d'organes de collaboration de classe? Mais, surtout, s'agit-il, comme le demande Bordiga[109], de s'emparer de l'usine ou de prendre le pouvoir? S'emparer de l'usine, au risque de s'y retrouver isolé, séparé du reste de la classe ouvrière, abandonné ou trahi, comme dans la rêve d'avril 1920 ? S'emparer le l'usine, pour s'y laisser enfermer ou emprisonner, comme cela se produira en septembre 1920 ? C'est une erreur, insiste Bordiga, que de « poser la question du pouvoir *dans l'usine* avant de poser la question du pouvoir politique central. Il est aussi du devoir des communistes d'utiliser la tendance du prolétariat à s'emparer du contrôle de la production, en l'orientant contre l'objectif

---

102 Ibid., p. 33.

103 A. Caracciolo, « Serrati, Bordiga e la polemica gramsciana contro il " blanquismo " o settarismo di partito», in *La Città futura,* éd. cit., pp. 91-114.

104 A. Tasca, 1 Consigli di fabrica e la rivoluzione mondiale, Turin, 1921, p. 34.

105 « I comitati di fabbrica», *Comunismo,* 15-31 décembre 1920.

106 « Le mouvement turinois des Conseils d'usine P, juillet 1920, *infra,* pp. 353-365.

107 « Gli astensionisti torinesi e il partito», II Soviet, 3 octobre 1920.

108 « I Soviety in Italia», *Comunismo,* 1er - 15 mars 1920.

109 « Prendere la fabbrica o prendere il potere ?», Il Soviet, 22 février 1920.

central, le pouvoir d'État du capitalisme [110]». Dans cette vaste discussion autour des Conseils d'usine, en ces mois qui précèdent la formation du Parti communiste dItalie, c'est là sans aucun doute le point de vue le plus proche des positions que Lénine rappellera encore devant le IIe Congrès : « Il n'est pas possible de créer artificiellement des Soviets... On ne peut les organiser que pendant la révolution ou bien juste à la veille de la révolution [111].» Mais l'écho inespéré que rencontre en Russie un article de Gramsci du printemps 1920, va contribuer ici à brouiller quelque peu les cartes.

Ce n'est qu'à la fin du mois de juillet 1920 que Gramsci apprendra, grâce aux délégués rentrés de Russie, l'accueil réservé par Lénine à son rapport du mois d'avril au Conseil national du P.S.I., « Pour une rénovation du Parti socialiste[112]». Pleinement d'accord avec ce texte - ne propose-t-il pas de le publier sans tarder dans *l'Internationale Communiste*[113] ? - Lénine le cautionne de toute son autorité devant le IIe Congrès de l'Internationale communiste : « En ce qui concerne le Parti socialiste italien, le IIe Congrès de la IIIe Internationale considère comme juste, quant au fond, la critique de ce parti et les propositions pratiques qui sont développées à titre de propositions à soumettre au Conseil national du Parti socialiste italien, au nom de la section de Turin, dans la revue *L'Ordine Nuovo* du 8 mai 1920, et qui correspondent entièrement aux principes fondamentaux de la IIIe Internationale[114].» Pour qui ne veut retenir du lie Congrès que la condamnation, toujours du fait de Lénine, de (d'infantilisme doctrinaire de Bordiga[115]», l'aval ainsi donné au groupe *de L'Ordine Nuovo* apparaît décisif, accablant même pour les partisans de Bordiga.

Et de fait, chez Gramsci et ses successeurs, l'importance croissante accordée à ce texte constituera le contrepoint de la rupture avec Bordiga.

Le rapport que sanctionne Lénine devant le Ile Congrès n'apparaît pourtant - les « bordiguistes» le souligneront [116] - nullement représentatif des positions spécifiques du groupe de *L'Ordine Nuovo* et, singulièrement, de Gramsci: le texte ne comporte aucune référence explicite à une stratégie fondée sur le développement des Conseils d'usine, mais reprend, « quant au fond», des thèses que développe depuis longtemps la fraction abstentionniste organisée par Bordiga. Un premier rapprochement entre abstentionnistes et ordinovistes s'est, du reste, opéré à l'occasion du Conseil national de Milan pu mois d'avril, les deux groupes ayant alors bloqué leurs votes contre la direction du P.S.I. Il est vrai aussi que, comme le rappellera Luigi Polano au IIe Congrès, la majorité de la section turinoise du Parti socialiste est formée d'abstentionnistes[117]. Mais, surtout, le groupe qui gravite autour de Gramsci a commencé doucement de se désagréger et cesse désormais de présenter des positions unitaires. Le

---

[110] « Lo sciopero di Torino», Il Soviet, 2 mai 1920.

[111] Lénine, « Discours sur le parlementarisme», 2 août 1920, in Oeuvres, tome 31, Moscou, 1961, p. 261.

[112] Cf. ci-après, pp. 332,338.

[113] Note du 5 juillet 1920, publiée pour la première fois en 1970, in Lenin e l'Italia, Moscou, 1971, p. 430.

[114] Lénine, Oeuvres, tome 31, éd. cit., p. 202.

[115] P. Togliatti, op. cit., p. 33.

[116] Cf. note 2, p. 377.

[117] « Chronique» (9 octobre 1920), *infra, p. 401.*

désaccord avec Tasca - le plus connu et le plus exploité - éclate au grand jour au printemps [118], mais l'été voit se développer une autre crise, probablement plus décisive, au terme de laquelle Gramsci, en rupture avec Tasca, Togliatti et Terracini, se retrouve largement isolé et constitue un « Groupe d'éducation communiste» proche des positions abstentionnistes[119]. Il en reparlera encore, on l'a dit, dans une lettre à Scoccimarro du 5 janvier 1924.

Il est difficile, enfin, de considérer «Pour une rénovation du Parti socialiste» comme le signe d'une étape irréversible au-delà de laquelle Gramsci se serait voué à la seule construction du Parti communiste. En juillet 1920 encore, alors que mûrit la crise de *L'Ordine Nuovo, il* adresse au Comité exécutif de l'Internationale communiste un rapport sur « Le mouvement communiste à Turin [120](5)» qui tente une fois de plus de défendre et de justifier la ligne suivie par *L'Ordine Nuovo* depuis sa création: miser sur le « mouvement des masses» et la « défense des Conseils de fabriques». Paru d'abord dans *l'Internationale communiste,* ce texte ne sera publié en Italie qu'en 1921... Il faut en fait attendre un article paru à l'époque de l'occupation des usines -période au cours de laquelle Gramsci est en proie, de son propre aveu, au plus profond pessimisme [121] - pour trouver sous sa plume une déclaration explicite en faveur du parti comme « forme spécifique de la révolution prolétarienne [122]». Et encore cette adhésion à la « forme-parti» ne paraît-elle pas signifier qu'il se soit rallié d'emblée à l'idée de cette scission en faveur de laquelle Bordiga œuvre depuis bientôt deux ans. Le projet, en effet, ne paraît pas abandonné, qui avait été formulé dès le mois de janvier, de « rénover» le Parti socialiste « conquérir la majorité du Parti socialiste italien, [...] transformer le parti [...] en organisme de lutte et de reconstruction révolutionnaire[123]». Davantage, tout comme dans son article du 23 janvier[124] , les décisions, combien ambiguës, du Congrès de Bologne d'octobre 1919, apparaissent encore susceptibles de fournir une référence au futur Parti communiste : « cette organisation ne diffère pas du Parti socialiste, elle est la continuation du Congrès de Bologne[125]». Est-ce, comme le suggère Giuseppe Fiori, la publication des « Boniments sur la liberté», de Lénine, qui achève de le gagner aux positions de Bordiga[126] ? - L'article de Lénine n'est publié en fait que le 20 décembre 1920, alors que, dès la conférence d'Imola de la fraction communiste du P.S.I., qui rassemble abstentionnistes, maximalistes de gauche et « ordinovistes», Gramsci se prononce fermement pour la construction d'un parti qui ait « son propre programme, sa propre orientation, sa propre liaison avec les masses[127]».

---

118 Cf. ci-après la « Chronique *P* du 12 juin 1920, pp. 351-353 et « Le programme de *L'Ordine Nuovo à,* pp. 367-378.

119 *F.* Ferri, a La situazione interna della Sezione socialiste torinese nell'estate 1920», *Rinascita, XV, 4,* avril 1958, pp. 259-265.

120 Gramchi (sic], « Le mouvement communiste à Turin», *L'Internationale communiste, 11, 14,* novembre 1920, 2783-2792; ci-après, pp. 355-363, sous le titre : a Le mouvement turinois des Conseils d'usine».

121 Lettre à Zino Zini, 2 avril 1924, in *Écrits politiques,* II.

122 « Le Parti communiste», 4 septembre 1920, *infra, p.* 394.

123 « La reazione» *Avanti !,* 17 octobre 1920, in *L'Ordine Nuovo 1919-1920,* Turin, 1955, p. 350.

124 « Tout d'abord, rénover la parti», *infra, pp.* 305-309.

125 « La fraction communiste», 24 octobre *1920, infra, p. 408.*

126 6 G. Fiori, op. *cil., p. 172.* Pour l'article de Lénine, *cf. Oeuvres,* tome 31, pp. 391-410,

127 L. Cortesi, *Le origini del P.C.I., p.* 266. La conférence d'Imola eut lieu les 28 et 29 novembre 1920.

La création du Parti communiste d'Italie sous la seule responsabilité de Bordiga - avec le plein appui, il est vrai, de Lénine, Zinoviev, Boukharine et Trotski pose au biographe de Gramsci un difficile problème pendant deux ans, en effet, sinon plus, Gramsci paraît jouer pleinement le jeu et, à l'instar de la grande majorité du parti, ne se démarque en rien des positions de Bordiga. Davantage, lui-même racontera comment, invité dès le mois d'octobre 1921 à s'opposer à l'influence de Bordiga et à le remplacer, il a refusé de se prêter à « ce genre d'intrigue[128] ». Un an plus tard encore, pressé par Trotski, Zinoviev et Boukharine, de « prendre position contre Bordiga», il leur opposera également un refus [129]; et ce, quoique depuis le Congrès de Rome de 1922 il se soit trouvé, à son dire, en désaccord avec Bordiga [130]... Défendant encore, en juin 1923, devant la « Commission italienne» de l'Internationale communiste, les positions de Bordiga, il ne se décide, en fait, à rompre que vers la fin de l'année, au risque de susciter, et ce sera le cas, le désarroi et la réprobation de ses compagnons les plus proches : Togliatti, Terracini, Scoccimarro...

Une première tentative d'explication est fournie dès 1930 par Ruggero Grieco - qui dirige alors le parti aux côtés de Togliatti - dans un article écrit peu après l'exclusion de Bordiga : « Notre parti est né bordiguiste. [...] Même ceux qui sont venus au nouveau Parti communiste avec une autre idéologie plus proche du léninisme, ont subi, dans les premières années d'existence de notre parti, l'influence du bordiguisme[131].» Mais, s'agissant de Gramsci, et en 1937, l'explication par « l'influence» apparaît aussi embarrassante que pauvre. Comment ce bolchevik de la première heure aurait-il accepté de participer a ce que Togliatti stigmatise ici comme une « politique sectaire.» et « antiléniniste» ? Comment se serait-il résigné à favoriser ainsi l'avènement du fascisme? Comment aurait-il pu s'accommoder - toujours dans la langue de Togliatti - de « méthodes dignes de la camorra napolitaine» ? Comment et pourquoi, au fait, se serait-il obstiné à militer au sein d'un parti transformé, par la volonté de Bordiga, en une « secte de doctrinaires prétentieux», voire en « une espèce de bureau de compagnie [132]» ?

Collaborant avec Bordiga dans la lutte contre les réformistes et les centristes - et n'était-ce pas, après tout, ce à quoi ne cessaient de l'inviter Lénine et les dirigeants de l'Internationale ? - l'erreur de Gramsci, constate Togliatti, a été de ne pas avoir su « mener, à ce moment-là et pendant la première période de la vie du Parti communiste, une lutte sur deux fronts [133]». Dès 1920, en effet, Bordiga, « tout en adhérant à la IIIe Internationale», avait « probablement» l'intention de « créer au sein de l'Internationale une fraction d'extrême gauche avec les ultra-gauches hollandais, allemands, etc. pour mener la lutte contre Lénine et le Parti bolchevique[134] », - ce qui est, bien entendu, pure invention, les divergences de Bordiga avec l'Internationale communiste n'ayant commencé d'apparaître qu'en 1921, à propos des « Thèses sur le front unique», point sur lequel, du reste, Gramsci était alors pleinement d'accord avec lui. Mais c'est

---

128 Lettre à Togliatti et à Scoccimarro du 1er mars 1924, in Écrits politiques, Il.

129 G. Berti, op. cit., p. 38.

130 Lettre à Togliatti et à scoccimarro du 1er mars 1924.

131 M. Garlandi [R. Grieco], « La situation en Italie et les tâches immédiates du Parti communiste italien», L'internationale communiste, XII, 19-20, 10 juillet 1930, pp. 1319-1338 (Bordiga fut exclu du P.C. d'Italie en mars 1930).

132 P. Togliatti, op. cit., pp. 34-35.

133 Togliatti, op. cit., p. 34.

134 Ibid., p. 33.

que Gramsci, poursuit Togliatti, redoutait alors de « se confondre avec les éléments de droite [135]». Et c'est là, effectivement, l'argument qu'invoquera Gramsci, dans ses lettres de Vienne de 1924, pour justifier sa passivité et son silence à l'époque du Congrès de Rome de 1922. Mais rien, précisément, dans ses aveux, ne permet de faire remonter « à ce moment-là», c'est-à-dire aux mois qui précèdent la création du Parti communiste d'Italie, et la volonté, de la part de Gramsci, de s'opposer à Bordiga : auquel cas son refus de créer une fraction à l'échelle nationale n'en serait que plus inexplicable, et la crainte de « se confondre avec la droite», qui n'aurait pu être alors qu'imaginaire. Outre le fait que Gramsci s'en est suffisamment démarqué dans sa polémique avec Tasca, la « droite», dans la création du P.C. d'Italie ne joue en effet qu'un rôle assez effacé : c'est ainsi que Tasca ne participe même pas au Congrès de Livourne. Ce n'est, en réalité, qu'après le Congrès de 1922 et la condamnation, du fait de l'Internationale, des *Thèses de Rome*[136], qu'elle commence à faire problème et à représenter un danger : en juin 1923, du reste, l'Internationale communiste finira même par lui confier d'autorité la direction du parti.

Togliatti apparaît, en revanche, beaucoup plus convaincant lorsque - toujours dans la « langue de bois» de l'époque - il s'applique à souligner l'importance du séjour de Gramsci en Russie, et pour l'évolution personnelle de ce dernier, et quant à la transformation du caractère profond du P.C.I. . « Son séjour d'un an dans l'Union des Soviets, en 1922-1923, permit à Gramsci de perfectionner sa connaissance du bolchevisme. Il étudia alors à fond l'histoire du Parti bolchevique et de la Révolution russe, il apprit à connaître Lénine et Staline; à l'école de Lénine et de Staline, à l'école du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste, il se trempa comme chef de parti. Et c'est à lui que la classe ouvrière italienne doit la création de son parti, du Parti communiste non comme une secte de doctrinaires prétentieux, mais comme une partie, l'avant-garde, de la classe ouvrière, comme un parti de masse, lié à toute la classe, capable d'en sentir et d'en interpréter les besoins, capable de la diriger dans les situations politiques les plus compliquées. C'est Gramsci qui, sur cette voie, nous a fait accomplir les premiers pas décisifs[137].»

S'il n'est pas très disert sur les pressions - de Trotski, de Zinoviev, de Boukharine, voire de personnages mineurs comme Humbert-Droz ou Rákosi - subies par Gramsci lors de son séjour en Russie et se contente ici de l'euphémisme de rigueur : « l'école de Lénine et de Staline», ce texte n'en a pas moins l'avantage d'éclairer le contenu de ce que la postérité désignera comme la « conquête gramscienne» du P.C.I. [138] : il s'agit bel et bien d'un « travail systématique de bolchevisation [139]», soit d'une entreprise qui déborde largement les limites provinciales du seul P.C. italien. C'est ce que soulignait, du reste, un article, paru, il est vrai, en 1934, qui, insistant sur le fait que la « bolchevisation» du P.C.I. avait commencé « sous la direction personnelle du camarade Antonio Gramsci [140]», permettait de replacer l'intervention de Gramsci dans un

---

[135] Ibid., p. 34.

[136] « Une contribution au projet de Programme du Parti communiste italien», L'internationale communiste, III, *23,* octobre-novembre *1922, pp. 24-27,* article émanant du Présidium du Comité exécutif de l'I.C.

[137] Togliatti, op. cit., p. 34.

[138] Cf. par exemple E. Santarelli, La revisione del marxismo in Italia, éd. cit., pp. 282-292 (« La conquista gramsciana»), ainsi que mon compte rendu de ce livre in Le Mouvement social, no 55, avril-juin 1966, pp. 109-114.

[139] P. Togliatti, op. cit., p. 36.

[140] C. Roncoli, « Les enseignements fondamentaux de la lutte menée par le P.C. d'Italie contre le fascisme en régime totalitaire», L'Internationale communiste, XVI, 19, 5 octobre 1934, pp. 1271-1284.

contexte plus large et plus réel que la théorie des « exceptionnalités» italiennes bâtie par Togliatti et par Grieco[141] ; moins fantasmagorique, en tout cas, que l'inlassable tournoi du « réalisme» gramscien contre l' « abstraction bordiguiste». Mais, si Togliatti vise ici à signifier ou à souligner le lien qui unit cette « conquête gramscienne» à ce parti de masse, plus « populiste» que « bolchevique», que l'on connaîtra bientôt comme le « parti nouveau[142] », il ne saurait être question désormais d'élargir le discours au champ de l'Internationale et de reconnaître ainsi que la « conquête gramscienne» n'a été en fait que la forme italienne, « exceptionnelle» ou « unique», de la « bolchevisation». Que tel ait été le prix à payer pour parvenir au « parti nouveau» ne pèsera guère : la « bolchevisation» appartient dès à présent au règne de l'inavouable.

Réédité d'abord en 1944, puis deux fois en 1945, et porté par l'autorité accrue que confèrent à son auteur, et le rôle du P.C.I. dans la Résistance, et, plus encore sans doute, la dialectique patiente qui commence de se nouer alors entre le « parti nouveau» et la démocratie chrétienne, le vieux texte de Togliatti de 1937 constitue donc, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le moule où viendront se couler toutes les interprétations autorisées et, par là, dominantes de Gramsci. Hormis, en effet, quelques lectures dissidentes que le P.C.I. pourra se permettre aisément de passer sous silence ou de traiter par le mépris - des articles de Virgilio Verdaro et d'Onorato Damen dans Prometeo aux souvenirs d'Angelo Tasca ou à la Storia del Partito comunista ilaliano, de Fulvio Bellini et Giorgio Galli, sans parler des accès de mauvaise humeur de Croce[143] - pendant plus de dix ans une sorte d'unanimité se fera, respectueuse et compréhensive, autour de ce Gramsci officialisé et bientôt en voie de se transformer, nonobstant les dénégations de rigueur, en une « icône inoffensive [144]». Une seule confrontation, en fait, apparaîtra alors inévitable, dont l'interprétation de Togliatti sortira paradoxalement renforcée : celle du Gramsci des Quaderni, celle du Gramsci écrivant.

On connaissait depuis longtemps le Gramsci écrivain, le journaliste, l'organisateur de culture, comme lui-même aurait dit. Inventeur d'un nouveau type de journalisme socialiste [145], d'un obscur journal de province, le Grido del Popolo de Turin, il avait tenté de faire « une petite revue de culture socialiste, animée par les doctrines et la tactique du socialisme révolutionnaire [146]», et déjà Gobetti avait pu voir, dans ces premières chroniques, le germe d'un livre futur [147]. Puis était venu L'Ordine Nuovo, « unique exemple sérieux», toujours selon Gobetti, de « journalisme révolutionnaire et marxiste [148]»; L'Ordine Nuovo qui avait fait courir un frisson nouveau dans la littérature socialiste : « Je reçois une petite feuille de Turin, L'Ordine Nuovo,

---

141 Feroci [A. Leonetti], « Dix ans après Livourne-Bordiga», La lutte de classes, III, 27, janvier 1931, pp. 21-30.

142 « Le parti nouveau est un parti de la classe ouvrière et du peuple qui ne se limite plus seulement à la critique et à la propagande, mais intervient dans la vie du pays grâce à une activité positive et constructive» (P. Togliatti, « Che cosa à il partito nuovo», Rinascita, I, octobre-décembre 1944, p. 35).

143 B. Croce, « Un gioco che ormai dura troppo», Quaderni della Critica, 17-18, novembre 1950, pp. 231-232.

144 P. Alatri, « Una noterella su Gramsci e Croce», Società, III, 3, novembredécembre 1947, pp. 678-685 (la formule est bien entendu reprise de L'État et la Révolulion.

145 P. Gobetti, « Storla dei comunisti torinesi scritta da un liberale» [2 avril 19221, ln Scritti politici, Turin, 1960, pp. 278-295.

146 « Il Grido del Popolo», Il Grido del Popolo, 19 octobre 1918, ln Scritti giovanili 1914-1918, pp. 324-325.

147 P. Gobetti, op. cit., pp. 282-283.

148 Ibid., p. 283.

qui est bien plus intéressante que la Critica Sociale», confiera Sorel à un « ami italien», Mario Missiroli, dès la fin décembre 1919; « c'est l'expression d'organisations tout à fait neuves qui se sont formées dans les usines métallurgiques». Et il lui conseillera de « parler de ce type de mouvement ouvrier, qui peut avoir de grandes conséquences[149]». Un premier projet d'anthologie de L'Ordine Nuovo avait même vu le jour, en 1921, au lendemain de la fondation du P.C. d'Italie - preuve, s'il était nécessaire, que l'expérience des Conseils était bel et bien close... Gobetti, qui allait publier peu après son « Histoire des communistes turinois», avait alors soumis à Gramsci le plan d'une anthologie de ses articles de L'Ordine Nuovo. Gramsci, toujours réticent et quelque peu sceptique quant aux destinées littéraires de ses écrits, n'avait cessé d'ajourner sa décision et, de guerre lasse, avait emporté le projet de Gobetti à Moscou, où il avait fini par le perdre ou par l'égarer [150]. L'affaire de l'anthologie en était donc restée là et il n'en avait plus été question. Puis étaient venus le fascisme, la lutte pour la « bolchevisation» du P.C. d'Italie et, enfin, la prison, le silence. En 1930, sans doute, la publication, dans Lo Stato Operaio, des « Notes sur la question méridionale», texte resté inachevé auquel travaillait Gramsci à l'époque de son arrestation et dans lequel certains allaient voir « l'écrit le plus profond de son auteur[151]», avait rappelé la présence de cette oeuvre en sommeil, l'équivalent de six gros volumes, en attente d'un éditeur. Mais, si l'on excepte l'appel par lequel Tasca concluait un article de 1937 : « Que ceux qui possèdent ses écrits de 1919-1926 se hâtent de les publier, afin que la classe ouvrière et le monde sachent ce que l'humanité a perdu avec Gramsci[152]», le problème de l'édition de Gramsci n'allait pas se poser avant la fin de la guerre et la découverte, à travers les Cahiers et les Lettres de prison, d'un Gramsci qui n'avait cessé d'écrire.

Dès 1946 un petit article de Felice Platone sur « l'héritage littéraire de Gramsci» révèle aux lecteurs de Rinascita l'existence de ces « trente-deux» cahiers de notes et de réflexions - il y en a en réalité trente-trois - que le lecteur pourra bientôt commencer d'explorer à travers les volumes de l'édition Einaudi : trois mille pages manuscrites, l'équivalent de quatre mille pages dactylographiées, d'une petite écriture appliquée, précise et nette, d'une rigueur presque maniaque, qui paraît ignorer les ratures et les hésitations. Les Cahiers de prison [153]... Sous des titres divers et selon des critères tout autres que philologiques, ils seront livrés au public à partir de 1948, leur publication s'achevant - avec Passato e Presente - en 1951. Mais, sans attendre la sortie des Cahiers ou de ce qui en tient lieu, dès l'année suivante Felice Platone et, derrière lui, Togliatti proposent aux lecteurs italiens « un choix, mais un très large choix», des Lettres de prison de Gramsci [154]. Ce sera l'événement culturel de l'année : les Lettres obtiendront le Viareggio, le plus important des prix littéraires italiens.

En fait, on le découvrira près de vingt ans après avec la publication de l'anthologie de G. Ferrata et nº Gallo, *Duemila pagine di Gramsci,* et, surtout, celle de l'édition des *Lettres*

---

149 G. Sorel, Lettere a un amico d'Italia, Bologne, 1963, p. 268.

150 A. Leonetti, Note su Gramsci, Urbino, 1970, p. 86.

151 G. Dorso, « La questione meridionale nel pensiero di Antonio Gramsci a [1944], in La Rivoluzione meridionale, Turin, 1955, pp. 249-278.

152 A. Tasca, « Una perdita irreparabile : Antonio Gramsci», Nuovo Avanti (Paris), 8 mai 1937; republié in Rivista Storica del Socialismo, IX, 29, septembre-décembre 1966, pp. 149-156.

153 F. Platone, « Relazione sui quaderni del carcere (L'eredità letteraria di Gramsci. Per una storia degli intellettuali italiani)», Rinascita, III, 4, avril 1946, pp. 81-90.

154 Cf. l' « Avertissement» à A. Gramsci, Lettere dal Carcere, Turin, 1955 (100 éd.), p. 5. Pour la traduction française de cette édition, et. Lettres de la prison, Préface de Palmiro Togliatti, traduction de Jean Noaro, Paris, 1953.

procurée par Sergio Caprioglio [155], s'il s'agit là bel et bien d'un choix, celui-ci est loin d'être « large» : 218 lettres seulement, contre *428,* dont 119 totalement inédites, dans l'édition la plus récente. Mais surtout, alors que le règlement de la prison, en interdisant à Gramsci toute allusion à la réalité politique, l'avait d'ores et déjà contraint à une rigoureuse autocensure, il est évident qu'un contrôle encore plus sévère s'est exercé sur le « large choix» de 1947 et que « ce que n'a pas osé faire le geôlier fasciste, Felice Platone et son " superviseur " autorisé l'ont fait[156]». Inavouée et, de ce fait, d'autant moins excusable, une censure impitoyable a présidé à un véritable travail de réécriture des textes, procédant par coupes sombres et omissions pures et simples et se risquant même souvent à remanier des phrases entières. En cédant peut-être à ce que Paolo Spriano désigne prudemment comme « des considérations politiques filles d'un certain climat fils du stalinisme[157]», il s'est agi d'abord, il va sans dire, d'exclure toute référence à des livres maudits - de *L'Accumulation du capital d'après Rosa Luxemburg,* de Lucien Laurat aux œuvres de Dmitri Petrovitch Mirski, historien soviétique « liquidé» en 1937 - et de gommer les noms de tous les « déviants» : Trotski, Bordiga, voire Rosa Luxemburg... Mais, au-delà même de ces sacrifices à la démonologie stalinienne, il s'est agi aussi de présenter un Gramsci vierge de toute contamination, aussi insoupçonnable que la femme de César. D'où le silence sur celui que Gramsci, le Gramsci officiel, ne pouvait avoir fréquenté ou connu, même en prison et même si enfermé dans la même cellule : et l'on découvre ici que, derrière les pointillés et les coupures de cette première édition des *Lettres,* Gramsci confiait sa joie de se retrouver avec Bordiga, leur amitié et leurs discussions, le partage de la vie quotidienne, le café bu ensemble ou même, *horresco referens,* les joyeuses parties de *scopone,* sorte de belote napolitaine, avec l'ancien secrétaire du P.C.I.

Autre zone de silence, dans cette première édition des *Lettres : tout* ce qui concerne les états dâme autres qu'autorisés par l'imagerie officielle du martyre, tout ce qui évoque l'évolution personnelle de Gramsci tout au long de ces dix années de réclusion. Et ici, il ne s'agit pas seulement d'interdire toutes ces lettres où Gramsci, se plaignant de son isolement ou rêvant de commencer « un nouveau cycle de vie», évoque indirectement le malaise qui plane sur ses rapports avec le P.C.I. ou ses désaccords avec la politique de ses successeurs, mais bel et bien de taire et de réprimer tout ce qui pourrait évoquer jusqu'à la possibilité d'un changement, tout ce qui pourrait compromettre l'image immuable d'un Gramsci hiératisé par la prison. Poursuite obstinée de l'immobilité qui est probablement aussi l'une des clés de l'édition des *Cahiers* telle qu'elle s'opère à la même époque sous les auspices de Togliatti : en regroupant par thèmes, sous autant de titres de livres qui n'ont jamais été écrits : Il *Risorgimento, Note su Machiavelli, Il Materialismo storico, Gli intellettuali, Letteratura e Vila nazionale, Passato e Presente,* tout ce qui, chez Gramsci, est élaboration patiente et organisation dans la durée, en soumettant à une architectonique, quels qu'en soient les motifs, pédagogiques ou politiques, un discours en train de se faire et de se formuler, il s'est agi aussi, et peut-être d'abord, de figer dans l'immobile de la doctrine constituée et homogène, de constituer en livre, ce qui n'était que projet, pensée en train de se penser et de se dire. Une manière encore de censurer et d'interdire le discours.

---

[155] G. Ferrata, nº Gallo, *2000 pagine di Gramsci, Il. Lettere edite e inedite,* Milan, 1964; A. Gramsci, *Lettere dal Carcere,* a cura di S. Caprioglio e E. Fubini, Turin, 1965 (trad. franç. *Lettres de prison,* Paris, 1971).

[156] S. Sechi, « Spunti critici sulle *Lettere dal carcere* di Gramsci P, *Quaderni piacentini,* no 29, janvier 1967, pp. 100-126.

[157] P. Spriono, « Le Lettere d*al carcere* di Gramsci», *L'Unità,* XLII, 161, 13 juin 1965.

Il n'est pas certain cependant - et l'on atteint ici à la zone la plus obscure - que cette mise en place, à travers les *Lettres* et les *Cahiers,* d'une image de l'immobilité n'ait procédé que de motivations politiques immédiates, voire immédiatement politiques. Gommer les noms de Trotski ou de Bordiga, taire le désaccord avec le « tournant» de 1930, étouffer les cris de désespoir, voire oublier ces lettres aux autorités où le prisonnier promet qu'une fois libéré, il s'abstiendra de toute propagande et de toute activité politique [158], il n'y a là rien qui puisse surprendre, rien que de très politique. Mais il s'est moins agi, dirait-on, de dissimuler des divergences ou de masquer ce qui. ne saurait être en aucun cas considéré comme une « capitulation», que de prohiber tout ce qui pouvait compromettre l'image de pureté du héros, que de bannir, et jusques et d'abord dans la quotidienneté, toute évocation de l'impur. Et ici la censure n'a pas tant porté sur le politique que sur tout ce qui pouvait évoquer, chez Gramsci, une vie affective, voire tout simplement la vie au jour le jour. C'est ainsi qu'ont disparu de cette première édition des *Lettres* tous les passages où le Prisonnier, s'abandonnant parfois à des aveux déchirants : « Je t'ai fait pleurer, de façon si stupide que c'est maintenant seulement que j'en ressens tout le remords[159]», laisse éclater son désaccord avec sa femme, toutes les formules aussi où transparaît l'ambiguïté de ses relations avec Tatiana, sa belle-soeur, tous ces moments de faiblesse, enfin, où le héros parle de pantoufles ou de chemises, réclame du savon à barbe, des lames de rasoir ou de l'aspirine. Et c'est là, dans ces interdits où le grotesque le dispute au tragique, que réside sans doute le secret de cette première édition des *Lettres :* la volonté de se donner et d'imposer, à travers ce personnage libéré des contingences vulgaires, l'exemplarité d'un héros, géant ou fils du peuple, bon époux et bon communiste à la fois, paradigme olympien offert à l'admiration silencieuse des foules.

Dès que paraîtront les *Lettres,* l'unanimité se fera donc, immédiate, et pouvait-il en être autrement en 1947, au sortir du fascisme? autour de cette image d'un destin exemplaire. Les grands noms de la culture et de la littérature italiennes - Croce, Calvino, Debenedetti, Gatto, Mila, Russo - s'accorderont pour découvrir et exalter cette « œuvre d'une exceptionnelle valeur littéraire[160]». Un mot : témoignage - traduction pudique de « martyre» - reviendra sous toutes les plumes, soulignant la portée humaine des *Lettres,* leur charge d'exemplarité, leur vocation à l'universel. Et c'est là l'important. Comme le souligne Croce, si Gramsci est communiste, les *Lettres* appartiennent « aussi aux membres des autres partis politiques ou même des partis opposés[161]». Débordant les cadres du seul Parti communiste pour investir jusqu'aux milieux libéraux, le « haut témoignage» des *Lettres* s'affirmera ainsi comme vocation « nationale», aspiration à se constituer en « culture». C'est ce que soulignera, par exemple, un catholique de gauche comme Felice Balbo, collaborateur du *Politecnico* de Vittorini : « Gramsci représente la première grande ouverture du prolétariat italien dans son effort pour former en Italie une conscience nationale moderne avec toutes ses dimensions politiques et culturelles [162].» Mais le plus caractéristique demeurera, d'évidence, le ralliement des libéraux, des plus grands quelquefois, tel Croce s'émerveillant de la rencontre (« En lisant tous ses jugements sur les

[158] « Documenti inediti resi noti dall'Archivio centrale di Stato - Gramsci dal carcere e dalla clinica di Formia», *Rinascita, XXIII, 51, 24* décembre 1966, pp. 15-19.

[159] A. Julia, Il avril 1932, in *Lettres de prison,* éd. cit., p. 415.

[160] A. Gramsci, *Lettere dal carcere,* Rome, 1961, p. 5 (« Note de l'éditeur

[161] B. Croce, a Lettere dal carcere P, *Quaderni della* a *Critica»,* no 8, juillet 1947, pp. 86-88.

[162] F. Balbo, « Cultura antifascista», il Politecnico, no 39, décembre 1947, in Il Politecnico -Antologia critica a cura di M. Forti e S. Pautasso, Milan, 1960, pp. 211-215.

hommes et les livres, j'en suis venu à les accepter presque tous ou peut-être même tous [163]») et invitant les communistes italiens à prendre exemple sur Gramsci; tel Luigi Russo, surtout, confiant à des étudiants son bouleversement : « J'ai lu ces jours derniers les *Lettres de prison* d'Antonio Gramsci [...]. Mais ce Gramsci était donc notre compagnon, bien plus notre frère de travail? Et nous, nous avons pu aussi longtemps n'en avoir qu'une idée aussi vague et aussi imprécise? Et lui, pendant ce temps, au fond de sa prison, demeurait si proche de nous et ce qu'il évoquait avec tant d'amitié et de sympathie, c'était nos écrits, à nous tous[164] !» Mais un tel luxe d'unanimité, et d'aussi glorieux ralliements, ne laisseront pourtant d'embarrasser les héritiers.

Une crainte prévaut, en effet - celle d'une canonisation hâtive. Certes, on ne saurait remettre en question la vocation œcuménique de l'œuvre. C'est ce que rappelle Togliatti dès 1947 : « Gare à nous, communistes, si nous croyions que le patrimoine de Gramsci n'appartient qu'à nous. Non, ce patrimoine appartient à tous, à tous les Sardes, tous les Italiens, tous les travailleurs qui combattent pour leur émancipation, quelle que soit leur religion, quelles que soient leurs croyances politiques [165].» Mais il ne s'agit pas non plus, on l'a dit, de momifier Gramsci, de le transformer en « icône» et, en renonçant à la gestion de son oeuvre, d'en oublier le contenu partisan. Gramsci demeure homme de parti, tel que le définissait Togliatti en 1937. C'est, du reste, ce que ce dernier va souligner dans un texte où le « léninisme» de Gramsci commence d'assumer ce qui apparaîtra bientôt comme son contenu réel : la « politique de Salerno», la ligne du « parti nouveau», la « voie italienne au socialisme». Avec Gramsci, souligne Togliatti, le socialisme cesse d'être « un mouvement des classes prolétariennes exploitées», pour se transformer en « mouvement pour la rénovation de toute la société italienne,... mouvement national progressiste, libérateur». Et il insistera : c'est là le « noyau» de l'œuvre de Gramsci, « l'aspect le plus neuf et le plus original de l'esprit et de la personnalité politique du Chef de notre parti [166]». C'est dans l'apparente contradiction entre ce contenu officiellement « national», et tendanciellement universel, de l'œuvre et son caractère étroitement partisan que devra donc se déployer le discours sur Gramsci : dans un espace, au demeurant, moins limité qu'il ne paraît mais, bien plutôt, jalousement délimité par les gardiens de la doctrine.

On en a aussitôt la preuve avec la publication des Cahiers. Déjà, on l'a dit, les modalités mêmes de l'édition telle que l'entend et l'organise Togliatti, tendent à exercer sur l'oeuvre un contrôle intérieur. Il s'agit de ne livrer au publie que des objets pleinement manufacturés, où l'intervention discrète du fabricant demeure toujours agissante, interdisant au livre toute errance; il s'agit que ce dernier exclue d'emblée les interprétations dissidentes et demeure en dernier terme - et idéalement -source et producteur de ses commentaires. Le retard, intentionnel ou non, que connaît la publication des écrits proprement politiques, antérieurs à l'incarcération[167], renforce ce contrôle, institue en système l'aséité des Cahiers : privé de ces

[163] B. Croce, loc. cit., p. 87.

[164] L. Russo, « Scoperta di Antonio Gramsci» [27 avril 1947], in Il tramonto del letterato, Bari, 1960, pp. 484-512.

[165] P. Togliatti, « Gramsci, la Sardegna, l'Italia» [27 avril 1947], op. cit., p. 59.

[166] P. Togliatti, op. cit., p. 54.

[167] L'Ordine Nuovo 1919-1920 est publié en 1954; les Scritti giovanili 1914-1918 sortent en 1958; Sotto la Mole 1916-1920, deux ans plus tard; Socialismo e Fascismo - L'Ordine Nuovo 1921-1922, en 1966, et La costruzione del Partito comunista

références essentielles que constituent les écrits de jeunesse, L'Ordine Nuovo ou les articles qui vont de la fondation du P.C.I. à l'arrestation de Gramsci, le lecteur demeurera prisonnier du discours anhistorique, quasi tautologique, que déploient les six volumes de cette première édition. Ultime contrôle, enfin, celui qu'exerce avec plus ou moins de discrétion la presse spécialisée du parti, Rinascita et Società pour l'essentiel, qui fonctionnera, à l'égard de l'œuvre de Gramsci, comme une sorte de vaste service après-vente : la sortie de chaque volume est ainsi scrupuleusement scandée par une série d'articles et de commentaires officieux ou autorisés, visant à instaurer et quelquefois à rétablir l'interprétation « correcte» de l'oeuvre[168].

En 1951, alors que l'on commémore le trentième anniversaire de la fondation du P.C.I., paraît la première biographie officielle de Gramsci, la Vila di Antonio Gramsci, de Lucio Lombardo Radice et Giuseppe Carbone[169]. Rééditée deux fois en 1952, cette biographie, dont le tirage total s'élèvera à 22 000 exemplaires [170], chiffre assez important pour un ouvrage de ce type, constitue la « première version populaire» des positions officielles du P.C.I. sur l'activité et l'œuvre de Gramsci[171]. Dans le droit fil du texte de Togliatti de 1937, on y assiste, une fois de plus, à la transfiguration ou à l'Aufhebung du « jeune rebelle sarde [172]» en « léniniste», homme de parti et inventeur de la « voie nationale». Mais la pièce essentielle du dossier - qui voit le jour à la même époque - est constituée par une publication appelée à fonctionner pendant quinze ans comme le seul « manuel» d'histoire du P.C.I., le cahier spécial de Rinascita consacré à la commémoration de ce trentième anniversaire, Trenta anni di vita e lotte del P.C.I. [173].

Le texte en est rédigé sous la direction et le contrôle étroit de Togliatti, qui écrira la plupart des articles sans signature qui constituent le tissu conjonctif du cahier. Un « plan», mêlant recommandations et mises en garde, a été publié depuis : il atteste ce contrôle rigoureux exercé par le secrétaire général du P.C.I. sur un texte voué à une diffusion assez large et qui s'adresse, en tout cas, aux cadres moyens et mineurs du parti [174]. Apparemment, Trenta anni di vita e lotte del P.C.I. n'apporte pourtant rien de bien nouveau quant à l'histoire de ce dernier et constitue surtout une « systématisation» de thèmes déjà développés dans la presse du parti [175] : certains auteurs, tels Giuseppe Berti, iront même jusqu'à reprendre, en se paraphrasant, la substance d'articles parus avant la guerre dans Io Stato Operaio[176]. Ainsi que Togliatti s'en explique dans son « plan», il ne saurait être question de présenter un exposé complet de l'histoire du parti : la

---

1923-1926, seulement en 1971. S'y ajoute - initiative extérieure au P.C.I. - la publication en 1968 d'un volume de textes oubliés, Scritti 1915-1921.

168 R. Alcara, op. cit., p. 35.

169 L. Lombardo Radice, G. Carbone, Vila di Antonio Gramsci, Rome 1951.

170 L. Cortesi, « Introduction» à A. Tasca, I primi dieci anni del P.C.I. éd. cit., p. 30.

171 G. Amendola, « Rileggendo Gramsci», loc. cit., p. 14.

172 L. Lombardo Radice, G. Carbone, op. cit., p. 168.

173 Trenta anni di vita e lotte del P.C.I., Quaderni di Rinascita, 2, Rome, sd [1952], 260 p.

174 « Il piano di Togliatti per il " Quaderno " dedicato al trentesimo del P.C.I.,», Rinascita, XXVII, 48, 4 décembre 1970, pp. 17-22,

175 B. Alcara, op. cit., p. 41.

176 Cf. G. Berti, « Il gruppo del Soviet nella formazione del P.C.I.», Lo Stato Operaio, VIII, 12, décembre 1934 et IX, 1, janvier 1935, et, du même, « La natura controrivoluzionaria del bordighismo», Trenta anni.... pp. 60-63.

« préparation nécessaire» fait défaut, l'ouvrage serait trop lourd et « peut-être monotone»; et, enfin, « pour d'autres motifs», qui ne sont pas précisés davantage.

Insistant sur le caractère « national» de l'histoire du P.C.I. - c'est ainsi qu'à la date de 1939, Togliatti préfère celle de 1940, qui marque l'entrée en guerre de l'Italie[177] - Trenta anni s'efforce surtout de faire et d'exalter l'histoire du nouveau groupe dirigeant qui se constitue autour de Gramsci à partir de 1924 et accède à la tête du parti avec le Congrès de Lyon de 1926. C'est ainsi que, parmi les rares textes de Gramsci publiés dans ce fascicule, on retrouve deux articles des années 1924-1926 : « Le destin de Matteotti» et, surtout, « G. M. Serrati et les générations du socialisme italien», article fondamental, s'il en fut, pour replacer la « conquête gramscienne» dans la longue durée de l'histoire du P.C.I. [178]. Davantage, alors que, par exemple, ces mêmes articles de Gramsci seront publiés, vingt ans après, sous le titre « La construction du Parti communiste[179]», la périodisation s'efforce ici de circonscrire aux seules années 1921-1923 la « constitution du Parti communiste». C'est, au reste, ce que signifie Togliatti aux rédacteurs de ce cahier : « Je crois qu'il est hors de question de discuter la date de 1924 comme fin de la période de constitution du parti et début, peut-on dire, de son action politique pour la conquête de la classe ouvrière et du peuple [180].» Ce « tournant» de 1924 sera, bien entendu, rattaché plus ou moins directement à l'expérience du groupe de L'Ordine Nuovo, que l'on s'efforcera, surtout, de valoriser en l'opposant au « bordiguisme».

Un seul article, à vrai dire, concerne de plus ou moins près les années qui vont du Congrès de Livourne à ce « tournant» de 1924, et il s'agit d'un texte volontairement anhistorique et fallacieux, « La nature contre-révolutionnaire du bordiguisme», de Giuseppe Berti. Bordiga, comme on pouvait s'y attendre, en ressort assez malmené : « antiléniniste», « opportuniste», « espion trotskiste», allié objectif du fascisme, - bref, l'anti-héros qui hantait déjà la prose de Togliatti et les pages de Lo Stato Operaio. A deux reprises, en effet, Togliatti, toujours dans son « plan», a insisté pour que Berti ne s'embarrasse point des règles fastidieuses de l'objectivité: «Le texte consacré à la critique du bordiguisme [...] ne doit en aucune façon contenir un exposé soi-disant objectif des balourdises bordiguistes, " Thèses de Rome ", etc.» Et encore : « Éviter, naturellement, d'exposer objectivement les trop célèbres positions bordiguistes. Le faire exclusivement de façon critique et destructive [181].» Mais, surtout, la contribution de Berti permet de faire l'économie d'une étude plus circonstanciée de la politique du P.C. d'Italie en 1921-1922 et, partant, d'éluder des problèmes qui ne commenceront d'avoir droit de cité qu'une dizaine d'années après : le rôle de Gramsci dans cette direction « bordiguiste» et, singulièrement, ses rapports avec Bordiga. Il n'est pas indifférent, du reste, qu'aucun texte de cette période n'ait été retenu parmi les quelques écrits de Gramsci publiés dans ce cahier.

Ce n'est évidemment pas par hasard non plus si, de la période de L'Ordine Nuovo, ce cahier de Rinascita ne retiendra que deux textes : le fameux rapport d'avril 1920, « Pour une rénovation du Parti socialiste», qui a reçu, en son temps, l'aval de Lénine, mais qui, on l'a dit, apparaît assez

177 L. Cortes!, « Introduction», loc. cit., p. 35,

178 Cf. Écrits politiques, III.

179 A. Gramsci, La costruzione del Partito comunista 1923-1926, Turin, 1971.

180 « Il piano di Togliatti...», loc. cil., p. 18.

181 « Il piano di Togliatti...», loc. cit., pp. 18 et 21.

peu caractéristique des positions de l'hebdomadaire turinois, et, sous le titre « La posizione storica del Partito comunista», un article de l'été 1920, « Le Parti communiste[182] », qui se trouve conclure à la nécessité de « doter le prolétariat italien d'un Parti communiste capable d'organiser l'État ouvrier et de préparer les conditions de l'avènement de la société communiste». S'il s'agit en effet - et comment pourrait-il en être autrement? - de rattacher la nouvelle direction qui se dégage à partir de 1924 au groupe turinois de L'Ordine Nuovo, il ne saurait être question pourtant, et pas davantage qu'en 1937, de valoriser sans réserve l'expérience ordinoviste et, singulièrement, la problématique des Conseils, d'évidence trop éloignée de celle du parti. C'est ce que rappelle également Togliatti à l'intention de Felice Platone, responsable de cet épineux exposé : il faut, certes, parler de l'expérience turinoise « parce qu'on parle beaucoup de L'Ordine Nuovo, mais que peu de gens savent ce qu'il en fut. La critique peut toucher les points que j'ai indiqués dans le texte écrit à l'occasion de la mort de Gramsci [183] et d'autres points aussi, si l'on veut. Elle ne doit pourtant pas être destructive, mais conclure à un manque d'expérience, une recherche difficile de la juste voie. C'est pourquoi notre parti a continué à L'Ordine Nuovo, en a développé les germes, les parties saines, etc., etc. [184]».

Dans ses grandes lignes, l'article que Felice Platone consacre à L'Ordine Nuovo[185] se démarque effectivement assez peu de la « leçon» de 1937. Sur certains points, même, on pourrait parler de surenchère : qu'il s'agisse d'identifier le groupe turinois aux « deux hommes qui en furent les animateurs», de faire de Gramsci, dès 1914, l'un des dirigeants de la section turinoise du Parti socialiste ou d'en rajouter sur l'attitude de Bordiga au moment de la conférence de Florence de 1917. Mais, dans le détail, il arrive que le texte consente à lever quelque peu le voile d'unanimité dont Togliatti s'était plu à draper ses rapports avec Gramsci : « Dans le choix des alliances, il n'existe probablement pas toujours un accord complet parmi les rédacteurs de L'Ordine Nuovo, ni entre Gramsci et Togliatti [186].» L'auteur n'hésite pas non plus, et c'est là un élément neuf, à exalter la part de la formation néo-hégélienne et de l'œuvre de Croce - de Gentile, il n'est, bien entendu, pas question - dans la rupture avec « la dégénérescence positiviste et déterministe de la doctrine socialiste», voire dans l'acquisition d'une méthode « véritablement... dialectique, propre au marxisme et au léninisme[187]». Mais les principaux problèmes auxquels achoppait Togliatti dès 1937 ou qu'il préférait taire - le « spontanéisme» de Gramsci, sa répugnance à constituer une fraction, ses atermoiements quant à la rupture avec le vieux parti et, de ce fait, son engagement tardif dans le processus de création du P.C. d'Italie - ne sont pas résolus pour autant, ce qui n'en rend que plus problématiques et le « léninisme» de Gramsci, ce « léninisme» conquis au prix de « quelques coquetteries» avec l'hégélianisme, et là filiation de L'Ordine Nuovo au « parti nouveau». C'est pourquoi, une fois posé que Gramsci et ses amis ont été les premiers à aborder « en termes concrets le problème de l'unité des classes populaires [188]», force est de souligner que le P.C.I., et a fortiori en 1951, ne constitue en rien une « extension pure et simple» de L'Ordine Nuovo, un Ordine Nuovo « devenu gigantesque

182 a La Parti communiste», 4 septembre et 9 octobre 1920, ci-après, pp. 389-400.

183 P. Togliatti, Gramsci, éd. cit., pp. 3-45.

184 « Il piano di Togliatti...», loc. cit., p. 21.

185 F. Platone, « L'Ordine Nuovo ,, Trenta anni..., pp. 35-40.

186 Ibid., p. 39.

187 Ibid., pp. 36 et 37.

188 F. Platone, « L'Ordine Nuovo», Trenta anni.... p. 35.

grâce à trente ans de luttes [189]» Gramsci luimême n'a-t-il pas « toujours nié», ainsi que le rappelle F. Platone, « que l'on pût identifier le Parti communiste avec le groupe de l'Ordine Nuovo[190] » ? Deux problèmes majeurs demeureront ainsi en suspens, provisoirement ajournés : celui de cette filiation et des racines ordinovistes de la « conquête gramscienne», et, plus manifeste, la présence, au coeur de l'itinéraire de Gramsci, de cette problématique des Conseils, qui constituera, après la publication des articles de L'Ordine NUOVO[191], l'un des points d'ancrage favoris des premières lectures dissidentes.

C'est en réalité, peu après la parution de ce cahier de Rinascita - en 1953, précisément - que voient le jour les premières remises en question' explicites de l'interprétation officielle de l'histoire du P.C.I. A la différence des articles - restés malheureusement confidentiels - parus dans Promeleo [192], il s'agit cette fois de publications vouées à une diffusion assez large : la Storia del Partito comunista ilaliano, de Fulvio Bellini et Giorgio Galli, première tentative d'histoire du P.C.I. depuis sa fondation[193], et surtout, publiée dans un grand hebdomadaire, une série de six articles de Tasca consacrés aux dix premières années du P.C.I.[194]. Alors que l'ouvrage de F. Bellini et G. Galli apparaît surtout marqué par le légitime souci de « réhabiliter» Bordiga et de restituer ce que fut effectivement son rôle dans la création du Parti communiste italien, l'intervention de Tasca exprime d'abord une réaction de mauvaise humeur face aux dernières publications du P.C.I. : l'article venimeux qui lui a été consacré dans le cahier de Rinascita[195] et, surtout, le Conversando con Togliatti, de Marcella et Maurizio Ferrara, tout entier consacré à célébrer les laudes du Migliore et à chanter son amitié avec Gramsci [196].

Mêlant souvenirs et pièces d'archives inédites - la correspondance de Moscou et de Vienne, en particulier [197] - ces Primi dieci anni apparaissent surtout dirigés contre cet usage abusif de la tradition de L'Ordine Nuovo et de l'héritage de Gramsci. C'est là sans doute ce qui explique que Tasca - apparemment d'accord avec Togliatti sur ce point - fasse tourner son texte autour de la seule expérience turinoise et ne dise rien du rôle joué par Bordiga et Il Soviet dans la genèse du P.C. d'Italie. « Livourne, ce fut Bordiga», reconnaîtra-t-il pourtant peu après[198]. D'évidence, il ne s'agit pas ici de réécrire l'histoire du P.C.I., mais d'abord de reconstruire un apprentissage; de témoigner, aussi. C'est ainsi que, refaisant l'histoire de l'adhésion de Gramsci au socialisme, Tasca insiste sur la fascination que Mussolini exerçait alors sur la plupart des

---

189 Ibid., même page.

190 Ibid., p. 40.

191 L'Ordine Nuovo 1919-1920, Turin, 1954.

192 Gatto Mammone [Virgilio Verdaro], « In margine ad un anniversario», Prometeo, I, 5, janvier-février 1947, pp. 214-222; 0. Damen, « Premarxismo filosofico di Gramsci», Prometeo, III, 13, août 1949, pp. 607-612.

193 F. Bellini, G. Galli, Storia del Partito comunista italiano, Milan, 1953.

194 A. Tasca, I primi dieci anni del P.C.I., déjà cité, publié initialement dans l'hebdomadaire Il Monda, du 18 août au 15 septembre 1953.

195 a Un opportunista marcio : Angelo Tasca P, déjà cité.

196 M. et M. Ferrara, Conversando con Togliatti, Rome, 1953; trad. franç. : Palmiro Togliatti, Essai biographique, trad. J. Noaro, Paris, 1954.

197 Cf. Écrits politiques, II.

198 A. Tasca, « Una storia del Partito comunista italiano», déjà cité, p. 178. Il s'agit d'un compte rendu du livre de F. Bellini et G. Galli.

jeunes socialistes et rappelle les prises de position respectives des futurs rédacteurs de L'Ordine Nuovo au moment de la guerre : « Terracini et moi, par exemple, nous sommes prononcés contre l'intervention de l'Italie dans la guerre, Gramsci et Togliatti y furent favorables [199]», ce dernier demeurant, jusqu'à la fin de la guerre, partisan obstiné d'une pax brilannica[200]. Parmi les plus belles, les pages consacrées à L'Ordine Nuovo s'emploient également à détruire la légende d'un accord permanent entre Togliatti et Gramsci. Sans dissimuler les divergences qu'il a pu avoir avec ce dernier - « Mon désaccord avec Gramsci commença en réalité presque aussitôt. Il ne portait pas sur le soutien à accorder aux Conseils d'usine, mais sur leurs rapports avec les syndicats, avec la Bourse du travail [201]» - Tasca nie qu'un « coup d'État rédactionnel», ourdi de concert par Gramsci et ses amis, l'ait exclu de L'Ordine Nuovo, insiste au contraire sur la crise de l'été 1920, rappelle qu'au plus fort de sa polémique avec Gramsci il a été soutenu par Terracini et Togliatti. Mais le texte tranche surtout par son enthousiasme avec les réserves, explicites ou non, émises par Togliatti et F. Platone à l'égard de L'Ordine Nuovo : « Le jour où l'on publiera l'ensemble des articles que Gramsci a écrits en 1919-1920 pour notre hebdomadaire, il sera éclatant que ces textes constituent l'expression la plus originale et la plus puissante de la pensée politique socialiste des cinquante dernières années; et même quelque chose de supérieur, sous certains aspects, aux Essais d'Antonio Labriola [202].»

Poursuivant ses «révélations», Tasca rappelle alors que, dès avant le Congrès de Livourne, Gramsci renonce à ses positions antérieures pour se rallier à Bordiga - dans le manifeste lancé en octobre 1920 par la fraction communiste, on ne retrouve effectivement « aucune trace des idées que Gramsci avait personnellement élaborées dans L'Ordine Nuovo[203]» - et que, Graziadei et lui-même exceptés, pendant deux ans au moins la direction du P.C. d'Italie sera, unanimement, « bordiguiste». L'opposition de Gramsci aux « Thèses de Rome» de 1922 et à la « majorité bordiguiste» ? Gramsci, rétorque Tasca, n'a nullement critiqué les positions de Bordiga, mais s'est opposé, au contraire, au « risque d'un élargissement excessif du front unique[204]». Il n'y a pas lieu, du reste, de parier alors de « majorité bordiguiste» : à l'époque du Congrès de Rome, « cette majorité comprenait tout autant le groupe de L'Ordine Nuovo que celui du Soviet; seule une petite minorité restait en dehors[205]...». Petite minorité - il s'agit, bien entendu, de Graziadei et de Tasca lui-même - dont on souligne ici la clairvoyance. En critiquant les modalités de la scission telle qu'elle s'est opérée à Livourne - « trop a gauche», selon la formule de l'époque - et la rupture avec Serrati et les maximalistes, en soutenant, contre la « majorité» à laquelle appartient encore Gramsci, la politique de « front unique» adoptée à Moscou et en prônant, toujours en accord avec le Komintern, la fusion entre communistes et maximalistes, en élaborant surtout, pour la conférence de Côme de 1924, « la seule critique des " Thèses de Rome " qui ait jamais été tentée dans le parti[206]», la « minorité», suggère Tasca,

[199] 1 primi dieci anni del P.C.I., éd. cit., p. 92.

[200] Ibid., p. 96.

[201] I primi dieci anni del P.C.I., éd. cit., p. 99.

[202] Ibid., p. 98.

[203] Ibid., pp. 115-116.

[204] Ibid., p. 118.

[205] Ibid., p. 126.

[206] I primi dieci anni del P.C.I., éd. cit., p. 137.

n'a fait qu'anticiper le « tournant» qui, amorcé par Gramsci en 1924, débouchera sur le Congrès de Lyon et les « Thèses» de 1926. La « conquête gramscienne», autrement dit, marque d'abord le ralliement de Gramsci aux positions, depuis longtemps, développées par Tasca. C'est, du reste, un « triumvirat» rassemblant Togliatti, Grieco et Tasca qui appliquera, après l'arrestation de Gramsci, la ligne du Congrès de Lyon.

Tasca, précurseur du « parti nouveau» ? L'hypothèse, bien entendu, n'en sera pas retenue, même pas examinée. Il suffit, du reste, de citer la réaction exaspérée de Togliatti face à la réhabilitation de Bordiga tentée par F. Bellini et G. Galli pour mesurer l'abîme qui continue de séparer la doctrine officielle de toute interprétation, sinon ouvertement dissidente, du moins simplement objective ou critique, des origines du P.C.I. : « C'est d'une autre grande trouvaille, qui pue étrangement le rance, que les auteurs prétendent faire leur idée de fond. Figurez-vous qu'ils reprennent, et ils le font sérieusement, la polémique en faveur d'un personnage que nous pourrions appeler préhistorique, comme l'iguanodon, à savoir le premier secrétaire du Parti communiste, l'ingénieur Amadeo Bordiga. Celui-ci aurait été le véritable révolutionnaire, qui avait une doctrine, qui savait y faire, etc. [...] L'examen des faits laisse apparaître au contraire que le seul parmi les vieux dirigeants du Parti communiste à l'actif duquel on ne peut mettre ni l'initiative ni le succès d'aucune action politique de masse, c'est précisément l'iguanodon dont on vient de parler[207]» Le mot d'esprit, combien médiocre, au reste, paraît marquer ici un recul par rapport aux calomnies du texte de 1937 ou aux insinuations plus récentes de l'article de Berti sur « la nature contre-révolutionnaire du bordiguisme». Souci de Togliatti de préserver sa nouvelle image de marque? -Sans doute. Déjà, dans la préparation du cahier de Rinascita, il a préféré rester dans la coulisse et, dépêchant au feu ses plus vieux fantassins, il a laissé planer un doute sur la paternité de certaines notes anonymes... Mais ici, sous le mot d'esprit, le même mécanisme de dénégation continue de fonctionner. Quoi de plus parlant, au reste, que cette image d'un animal préhistorique pour signifier l'inactualité du débat? pour dire aussi que le discours a délibérément élu domicile dans l'anhistoricisme de l'idéologie?

« Ainsi, aurait dit Marx, il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus[208] ...» Il s'agit bel et bien, cette fois encore, d'interdire le problème, d'en refouler les termes, de faire en sorte que la question posée demeure ou retombe hors du champ de la parole raisonnable. C'est là, peut-être, la marque d'un malaise, d'une contradiction latente, mais c'est aussi le signe que, en dépit de ses faiblesses ou de ses lacunes, le modèle de l'interprétation en vigueur depuis 1937 continue de fonctionner et que, même à vingt ans de distance, il ne saurait être question d'en contester l'hégémonie. Davantage, tout se passe comme s'il n'y avait, pour les lectures dissidentes, aucun espace disponible.

Et, de fait, il faudra attendre la crise ouverte par le XXe Congrès du P.C.U.S. et les révolutions de Pologne et de Hongrie, pour que commence un double processus de contestation et de révision de la lecture officielle de Gramsci.

Robert Paris.

---

207 p. t. [P. Togliatti], « Storia del Partito comunista italiono», Rinascita, X, 7, juillet 1953, pp. 447-448.

208 K. Marx, Misère de la philosophie [1847], in Ouvres, I, Paris, 1965, p. 89.

PREMIÈRE PARTIE

Écrits de jeunesse

1914-1918

NEUTRALITÉ ACTIVE ET AGISSANTE [209]

Le problème concret

En dépit de l'extraordinaire confusion que l'actuelle crise européenne a provoquée dans les consciences et les partis, tout le monde s'accorde sur un point : le moment historique actuel est d'une indicible gravité, ses conséquences peuvent être extrêmement graves, et, puisque l'on a versé tant de sang et détruit tant d'énergies, il faut faire en sorte de résoudre le maximum des questions que le passé a laissées sans solution, afin que l'humanité puisse reprendre sa route sans la voir encore barrée par tant de grisailles, de tristesses et d'injustices, et sans que son avenir puisse être encore prochainement traverse par une nouvelle catastrophe qui exige encore, comme celle-ci, une formidable dépense de vie et d'activité.

Et nous, socialistes italiens, nous posons le problème

« Quel doit être le rôle du Parti socialiste italien *(je souligne: pas du prolétariat ou du socialisme en général)* dans le moment actuel de la vie italienne?»

Car le Parti socialiste auquel nous consacrons notre activité est aussi italien : c'est cette section de l'Internationale socialiste qui s'est donné pour tâche de gagner à l'Internationale la nation italienne. Cette tâche immédiate, toujours actuelle qui est la sienne, lui confère des

---

[209] Le 26 juillet 1914, l'Avanti !, organe du Parti socialiste Italien, se prononça en faveur de la neutralité absolue des organisations ouvrières face au conflit qui allait éclater. « A bas la guerre !», écrivait Mussolini, directeur du journal et considéré, depuis le congrès socialiste de Reggio Emilia (1912), comme le principal leader de la tendance révolutionnaire du P.S.I. a Le jour est venu pour le Prolétariat italien de tenir sa promesse au vieux mot d'ordre : Pas un homme ! Pas un sou ! A n'importe quel prix !» Dès l'ouverture des hostilités, le 4 août 1914, les principales organisations révolutionnaires - P.S.I., C.G.L. (Confédération générale du travail), U.S.I. (Union syndicale italienne, anarchiste) - s'engagèrent à appeler les travailleurs à la grève générale si le gouvernement s'engageait dans le conflit. Le P.S.I. résuma son attitude de neutralité absolue dans le mot d'ordre lancé par Costantino Lazzari : « Ni adhérer, ni saboter.»

Cette position, qui paraissait favoriser l'attentisme du gouvernement italien, allait se heurter à l'hostilité ou à l'incompréhension des milieux démocratiques et même de certains groupes ouvriers, qu'animaient des motivations variées : l'irrédentisme (Trente et Trieste étant toujours autrichiennes), l'hostilité au nationalisme prussien, la sympathie pour les a démocraties», les souvenirs de la France de 1789 et de l'épopée garibaldienne de 1871, l'indignation face au « martyre» de la Belgique, voire, chez les premiers partisans du « socialisme national», l'espoir de transformer la guerre en « guerre révolutionnaire». C'est ainsi que Mussolini, après avoir oscillé tout au long de l'été, publia, dans l'Avanti du 18 octobre 1914, un long article intitulé a Dalla neutralità assoluta alla neutralità attiva e operante » (De la neutralité absolue à la neutralité active et agissante), qui, tentant de les justifier, marquait son ralliement aux principaux thèmes de l' « interventionnisme de gauche» et amorçait le tournant que l'on sait.

Les motifs - intellectuels et matériels - de cette conversion sont trop connus pour qu'il faille y revenir. Il suffit de constater - et cette première prise de position publique de Gramsci en témoigne - que les propositions du directeur de l'Avanti ! ne restèrent pas sans écho. « Nous avons eu, écrivait en effet Mussolini, le très singulier honneur de vivre à l'heure la plus tragique du monde. Voulons-nous être, comme hommes ou comme socialistes, les spectateurs inertes de ce drame grandiose? Ou ne voulons-nous pas en être - de quelque façon et en quelque sens - les protagonistes? Socialistes d'Italie, attention : il est arrivé parfois que la lettre tuât l'esprit.

Ne sauvons pas la lettre du parti si cela doit signifier tuer l'esprit du socialisme !» Et il ajoutait : « Les problèmes nationaux existent aussi pour les socialistes.»

Réunie à Bologne les 19 et 20 octobre pour débattre du « cas» de Mussolini, la direction du P.S.I. démit ce dernier de ses fonctions à la tête de l'Avanti ! (où il fut remplacé par Serrati), mais ne remit pas en question son appartenance au parti, ce qui permit au débat de se développer librement. Pendant toute la fin du mois d'octobre et, en fait, jusqu'au lancement du Popolo d'Italia, le 15 novembre 1914, qu'allait suivre quelques jours plus tard l'exclusion de Mussolini (24 novembre), les thèses de ce dernier continuèrent ainsi d'être discutées à l'intérieur du parti et, singulièrement, chez les jeunes socialistes, qui avaient longtemps suivi ou admiré son action et le considéraient souvent comme leur leader (sans le nommer, dans un article du 22 janvier 1916, Gramsci devait évoquer encore les longues conversations des jeunes socialistes turinois avec « celui qui était un de nos leaders»). Le 24 octobre, un de ces jeunes socialistes avec lequel Gramsci était lié depuis 1912, Angelo Tasca, publia, dans Il Grido del Popolo, de Turin, un article, « Il mito della guerra » (Le mythe de la guerre), qui reprenait contre Mussolini la thèse officielle de la « neutralité absolue», quitte à constater avec amertume que c'était là « la seule action possible» pour un prolétariat qui n'avait pas « la capacité de dominer les événements». C'est à cette thèse qu'allait tenter de répondre « Neutralité active et agissante», premier article politique de Gramsci qui soit parvenu jusqu'à nous.

caractères spéciaux, nationaux, qui le contraignent à avoir dans la vie italienne un rôle spécifique, une responsabilité propre. C'est un État en puissance, qui mûrit, antagonisté de l'État bourgeois, et qui cherche, dans sa lutte constante avec ce dernier et dans le développement de sa dialectique intérieure, à se doter des organes nécessaires pour le dépasser et pour l'absorber. Et, dans l'accomplissement de cette fonction, il est *autonome* et ne dépend nullement de l'Internationale, si ce n'est par le but ultime à atteindre et par le caractère de classe que doit toujours présenter cette lutte.

Quant à la *façon* dont cette lutte doit se mener et au *moment où* elle doit culminer dans la révolution, le P.S.I. est seul compétent pour juger, lui qui en vit et qui, seul, en connaît le déroulement.

C'est là la seule façon de légitimer le rire et le mépris avec lesquels nous avons accueilli les insultes de Gustave Hervé [210] et les tentatives d'approche des socialistes allemands[211], tous parlant au nom de l'Internationale dont ils prétendaient être les interprètes autorisés, lorsque le P.S.I. a lancé la formule : « Neutralité absolue».

Les deux neutralités

Car, attention! ce n'est pas du concept de neutralité que l'on discute (neutralité du prolétariat, bien entendu), mais de la *modalité* de cette neutralité.

La formule « Neutralité absolue» a été très utile lorsque, dans la première période de la crise, les événements nous ont pris à l'improviste, relativement mal préparés que nous étions à leur ampleur : seule, alors, une attitude dogmatique et intransigeante pouvait s'opposer avec vigueur et sans faille au premier déferlement des passions et des intérêts particuliers. Mais, maintenant que la confusion du chaos initial s'est atténuée et que chacun doit prendre ses responsabilités, cette formule n'a de valeur que pour les réformistes, qui disent ne pas vouloir jouer *terne sec* (mais qui laissent aux autres le soin de jouer et de gagner) et qui voudraient que le prolétariat assiste en spectateur impartial aux événements, en les laissant préparer son heure, tandis que ses adversaires, eux, se préparent eux-mêmes leur heure et préparent leur plate-forme pour la lutte de classe.

Mais les révolutionnaires qui conçoivent l'histoire comme une création de leur esprit, faite d'une série ininterrompue de trouées dans les autres forces actives et passives de la société, et qui préparent le maximum de conditions favorables pour la *trouée* définitive (la révolution), ne doivent pas se contenter de la formule provisoire : « Neutralité absolue», mais doivent la transformer en cette autre : « Neutralité active et agissante.» Ce qui signifie rendre à la vie de la nation son authentique et franc caractère de lutte de classe : la classe travailleuse oblige a classe qui détient le pouvoir à assumer Ses responsabilités, à porter à l'absolu les présupposés de son existence, à mettre à l'épreuve la préparation au moyen de laquelle elle a tenté de parvenir au but qu'elle disait être le sien, et, ce faisant, elle la contraint (en Italie, dans notre cas) à

---

210 Dès l'ouverture du conflit, l'antimilitariste Gustave Hervé avait demandé au président de la République à être envoyé en première ligne et avait débaptisé son journal, La Guerre sociale, pour l'appeler La Victoire.

211 Au cours du premier mois de guerre, les partis socialistes des pays belligérants commencèrent à envoyer des « missionnaires à auprès des socialistes des pays neutres. C'est ainsi que les socialistes italiens reçurent la visite du social-démocrate autrichien Wilhelm Ellenbogen et des sociaux-démocrates allemands Johann Sassenbach et Albert Südekum. Ce dernier, le plus célèbre, rencontra un certain nombre de dirigeants socialistes : Lazzari, Della Seta, Zerbini, Mussolini (Serrati refusa de le recevoir), mais sans résultats. Il tenta également d'obtenir des nationalistes de L'Idea Nazionale une campagne pour que l'Italie honorât ses engagements envers la Triplice. On appela südekumizzati ceux qui, comme Mussolini, se convertirent à la « neutralité agissante».

reconnaître qu'elle a complètement failli à sa tâche, puisqu'elle a conduit la nation,. dont elle se proclamait l'unique représentant, dans une impasse dont cette même nation ne pourra sortir qu'en abandonnant à leur destinée toutes les institutions qui sont directement responsables de son affligeante situation présente.

C'est à ce seul prix que sera rétabli le dualisme des classes, que le Parti socialiste se libérera de toutes les incrustations bourgeoises que la peur de la guerre a déposées sur lui (le socialisme n'a jamais eu autant de sympathisants, plus ou moins intéresses, que ces deux derniers mois) et, après avoir fait toucher du doigt au pays (qui, en Italie, étant donné le peu d'intérêt que la grande masse du peuple a toujours témoigné pour la lutte politique, n'est ni entièrement prolétarien ni entièrement bourgeois et peut donc être d'autant plus facilement conquis par ceux qui savent manifester de l'énergie et une vision nette de son destin) comment ceux qui se prétendaient ses mandataires se sont montrés incapables de toute action, pourra préparer le prolétariat à les remplacer, le préparer à accomplir cette grande trouée qui marque le passage d'une forme imparfaite de la société à une forme plus parfaite.

Le cas Mussolini

Aussi me semble-t-il qu'A. T. aurait dû être plus prudent dans l'article qu'il a consacré à Mussolini dans le dernier numéro du *Grido*[212]. Il aurait dû distinguer entre ce qui, dans les déclarations du directeur de *l'Avanti !,* venait de l'homme Mussolini, romagnol (on en a parlé aussi), et ce qui venait de Mussolini socialiste *italien,* prendre ce qu'il pouvait y avoir de fondamental dans son attitude et y exercer sa critique, pour l'anéantir ou pour mettre à jour un plan de conciliation entre le formalisme doctrinaire du reste de la direction du parti et le *concrétisme réaliste* du directeur de *l'Avanti!.*

Le mythe de la guerre

Mais c'est dans sa substance que l'article d'A. T. me paraît erroné. Lorsque Mussolini dit à la bourgeoisie italienne : « Allez où *voire* destinée vous appelle», c'est-à-dire : « Si vous considérez qu'il est de *voire* devoir de faire la guerre à l'Autriche, le prolétariat ne sabotera pas votre action», il ne renie nullement son attitude face à la guerre de Libye[213] , qui a eu pour résultat ce qu'A. T. nomme « le mythe négatif de la guerre». Lorsqu'on parle de « votre destinée», on entend ce destin qui, de par la fonction historique de la bourgeoisie, culmine dans la guerre, et celle-ci apparaît donc encore plus intensément après que le prolétariat en eut pris conscience, comme l'antithèse irréductible du destin du prolétariat.

Ce n'est donc pas une embrassade générale que veut Mussolini, pas une fusion de tous les partis dans l'unanimité nationale, car dans ce cas sa position serait anti-socialiste. Ce qu'il voudrait, c'est que le prolétariat prenne clairement conscience de sa force de classe et de son potentiel révolutionnaire, et reconnaisse pour le moment qu'il n'est pas suffisamment mûr pour assumer le timon de l'État (pour faire la [...]* une discipline idéale, pour permettre l'action

---

212 Il s'agit, bien entendu, de l'article d'Angelo Tasca, dont on a parlé ci-dessus.

213 Pendant tout l'été 1911, Mussolini, qui se trouvait alors à la tête de la Fédération de Forli du P.S.I., mena campagne dans son journal, La lotta di classe, contre les projets de colonisation de la Libye. Dès l'ouverture des hostilités, le 26 septembre 1911, il organisa, en accord avec les anarchistes et les républicains (dont Pietro Nenni), une grève générale qui secoua toute la Romagne et fut suivie, le lendemain, par une grève générale, lancée par la C.G.L., qui paralysa l'Italie septentrionale et, surtout, centrale. Arrêté le 14 octobre, il sortit de prison la 12 mars 1912 et prit alors la tête des révolutionnaires. Son intervention au XIIIe Congrès du P.S.I. (Reggio Emilia, 7-10 juillet 1912) lui permit d'obtenir l'exclusion des réformistes les plus marqués et d'arriver, le 1er décembre 1912, à la direction de l'Avanti !

* Lacune dans le texte *(N.d.E.)*

historique de ces forces que le prolétariat, se sentant incapable de les remplacer, considère comme les plus fortes. Car saboter une machine (et la neutralité absolue n'est ni plus ni moins qu'un sabotage; sabotage qu'accepte du reste avec enthousiasme la classe dirigeante) ne veut certes pas dire que cette machine n'est pas parfaite et ne sert pas à quelque chose.

Et la position mussolinienne n'exclut pas (au contraire, elle le présuppose) que le prolétariat renonce à son attitude antagoniste et puisse, après l'échec ou la démonstration d'impuissance de la classe dirigeante, se débarrasser de celle-ci et s'emparer de la chose publique, si, du moins, j'ai bien interprété ses déclarations un peu confuses et les ai développées comme lui-même l'aurait fait.

Que dira le prolétariat?

Je ne puis imaginer un prolétariat comme un mécanisme qu'on aurait lancé en juillet avec le bouton de la neutralité absolue et qui, en octobre, ne puisse être arrêté sans se briser.

Il s'agit au contraire d'hommes qui ont démontré, et surtout ces dernières années, qu'ils possédaient une souplesse d'esprit et une fraîcheur de sensibilité que la bourgeoisie amorphe et je-m'en-foutiste est à mille lieues de seulement imaginer. Une masse qui a démontré qu'elle savait fort bien assimiler et vivre les nouvelles valeurs que le Parti socialiste ressuscité a mises en circulation. Ou c'est peut-être que nous nous épouvantons du travail qu'il faudrait accomplir pour lui faire assumer cette nouvelle tâche, qui marquerait peut-être pour lui le commencement de la fin de son statut de pupille de la bourgeoisie?

En tout cas la position commode qu'est la neutralité absolue ne doit pas nous faire oublier la gravité du moment ni nous conduire à nous abandonner, fût-ce un seul instant, à une contemplation trop ingénue et une renonciation bouddhiste à nos droits.

Signé A. Gramsci,

Il Grido del Popolo, 31 octobre 1914.

APRÈS LE CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL [214]

Cosas de España

Nous ne croyons pas que l'Internationale soit vivante uniquement lorsque son *Bureau* fonctionne régulièrement, ni que pour ressusciter il faille qu'elle recommence à signer des déclarations ou à publier des ordres du jour. Pour nous, l'Internationale est un acte de l'esprit, c'est la conscience que les prolétaires ont (quand ils l'ont) de constituer une unité, un faisceau de forces unanimement tourné, fût-ce dans la variété des attitudes nationales, vers un but

[214] C'est là, après plus d'un an de silence, le second article de Gramsci. Il marque manifestement la liquidation définitive de la crise « mussolinienne » de l'automne 1914. Crise assez grave pour que Gramsci ait envisagé, on l'a dit, de collaborer au Popolo d'Italia. Quant aux causes qui ont pu l'amener à reprendre, après son malheureux essai de l'année précédente, sa collaboration au Grido del Popolo, on ne peut que s'interroger. Pendant de longs mois, rompant tout contact avec sa famille et son entourage, Gramsci s'est consacré à ses études, il a passé avec succès, le 13 avril 1915, ses derniers examens, et c'est en simple spectateur qu'il a assisté à la grande manifestation turinoise du 1er mai 1915 et à l'insurrection ouvrière des 17-18 mai 1915. Lorsque commence, avec cet article, sa collaboration au Grido del Popolo, l'Italie, en guerre depuis le 24 mai 1915, compte déjà 66 000 morts, 190 000 blessés, 22 000 prisonniers et une poignée d'internationalistes viennent de tenir à Zimmerwald leur première conférence.

commun, à savoir la substitution de la civilisation socialiste à celle de la bourgeoisie, la substitution du facteur production au facteur capital dans le dynamisme de l'histoire, l'irruption violente de la classe des prolétaires, jusqu'ici privés d'histoire ou n'ayant d'histoire qu'en puissance dans l'énorme mouvement qui produit la vie de l'univers. Quand cette conscience unitaire manque, il n'existe pas d'Internationale; et tous les efforts pour la faire renaître sont vains et illusoires alors que, saisis au collet par un conflit qui les contraint à l'action, les prolétaires s'égorgent sur les champs de bataille, individus historiques d'une réalité actuelle concrète qui est toutefois le départ nécessaire de la réalité de demain qui pour nous sera plus belle et plus entièrement nôtre.

Mais il faut bien vivre et la vie a besoin d'illusions donnons-nous l'illusion que l'Internationale est vivante même si les socialistes français et anglais, dans leur grande majorité, ne veulent plus en entendre parler, même si les socialistes allemands renient la Conférence de Zimmerwald[215] et ne désavouent pas ceux qui ont parlé de nouvelles annexions et d'empires coloniaux nécessaires au prolétariat germanique. Réfugions-nous dans un coin d'Europe bien tranquille. L'écho nous en parvient à travers une feuille modeste qui, tout humble et provinciale d'aspect qu'elle soit, vibre d'un enthousiasme qui paraît d'une autre époque, tant il est composé et naïf.

Un numéro de El Socialista de Madrid nous fait connaître les résultats du Xe Congrès national du Parti socialiste espagnol[216] . C'est le plus important des congrès qui se sont tenus jusqu'ici en Espagne, mais les journaux de la grande presse n'en ont même pas parlé, bien que, par ses résultats, il soit exceptionnellement important pour la vie espagnole, voire internationale, et cela dans un avenir qui peut être assez proche.

Les socialistes espagnols doivent lutter contre des difficultés énormes, contre le mur de granit de traditions séculaires d'apathie et d'absence de tout intérêt politique, contre une décadence économique et un dépeuplement progressif qui remontent à Philippe II, à l'époque où la nation la plus riche du monde, à cause d'un système de lois créées pour protéger l'or, fut transformée peu à peu en cimetière, et privée de toute possibilité d'enfanter un prolétariat moderne et organisé, Donner vie à ce cadavre, renverser toutes les institutions politiques et sociales qui retardent la vie nationale, en faire exploser une vie nouvelle plus riche de promesses et de possibilités, tel est le devoir des camarades espagnols. Et le petit journal nous apporte la nouvelle riche de signification de la fusion du Parti socialiste avec le Parti républicain, fusion qui doit être le prélude d'une action plus énergique contre la monarchie et d'une nouvelle tentative de recréer ce magnifique mouvement de 1909 [217] qui, bien que limité à la Catalogne, contraignit la Couronne à libérer la nation de quelques-unes des entraves médiévales qui

---

215 La Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (5-8 septembre 1915) avait été organisée d'un commun accord par le P.S.I. et le Comité directeur du P.S. suisse. En Italie, le Manifeste et les Résolutions de la conférence furent publiés dans l'Avanti ! du 14 septembre 1915, Serrati ayant soumis préalablement à la censure une édition postiche du journal.

216 Le Xe Congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol (Madrid, 24 octobre 1915) était demeuré, dans sa grande majorité, attaché aux thèses « aliadophiles » de Pablo Iglesias, ouvertement favorable à une victoire de l'Entente, mais avait vu se renforcer une minorité internationaliste, assez proche des thèses de Zimmerwald. C'était surtout Justicia social, hebdomadaire de la section de Reus du P.S.O.E., qui diffusait et défendait ces dernières.

217 Gramsci se réfère ici à la semaña trágica de Barcelone de juillet 1909. A la suite d'une défaite de l'armée espagnole dans le Rif, le gouvernement d'Antonio Maura décida de rappeler des réservistes catalans. Le 25 juillet 1909, P.S.O.E., radicaux et anarchistes ripostèrent en appelant à une grève générale, qui, les jours suivants, se transforma en une insurrection extrêmement violente (destruction de couvents et d'églises, assassinats de prêtres, profanation de sépultures, pillage, etc.). L'émeute fut noyée dans le sang par le ministre de l'intérieur, Juan La Cierva. La dernière victime de la répression fut le pédagogue libertaire Francisco Ferrer, injustement accusé d'avoir organisé l'insurrection et exécuté à Montjuich le 13 octobre 1909.

jugulent toute forme de vie libre. Nouvelle d'autant plus riche de signification que le Congrès n'a pas exclu la possibilité d'une grève générale au cas où le gouvernement déciderait - et il semble avoir des velléités en ce sens - d'intervenir au Portugal pour y rétablir l'ordre.

Le Congrès a décidé aussi de se prononcer sur le conflit européen et de prendre clairement position; des déclarations ont été faites où s'exprime une très vive sympathie pour la quadruple alliance, dont la victoire est apparue comme la seule possibilité de rétablir ou de créer des conditions plus favorables au développement du socialisme. Cette attitude est d'autant plus sincère et désintéressée que des actes du Congrès on apprend que dans le sud de la France, et plus particulièrement à Bordeaux, les ouvriers espagnols ont eu pas mal à souffrir au moment où l'on croyait que les sous-marins allemands opérant dans la Manche et dans la mer d'Irlande, se ravitaillaient sur les côtes espagnoles; de violentes bagarres se produisirent alors entre ouvriers français et ouvriers espagnols, et il y eut de nombreux blessés.

Entre autres décisions de moindre importance, on remarquera la décision d'instituer également en Espagne la Semaine rouge, afin d'intensifier le travail de propagande et de recrutement, de faire pression de la manière la plus efficace pour que soit mis fin à l'aventure marocaine qui a déjà soustrait un tel flux de richesse et de jeunesse aux veines épuisées de la nation espagnole et de nommer directeur de l'organe du parti Pablo Iglesias, le camarade qui jouit de la plus grande autorité.

Il ne nous est guère possible d'entrer dans les détails, il nous manque les actes complets du Congrès avec les motivations de chacun et les discussions sur les différents ordres du jour que nous aimerions pourtant beaucoup connaître. Ce qui apparaît clairement, en tout cas, c'est que le Congrès s'est séparé sans vulgarité ni banalité, dans une ambiance d'une tenue morale encourageante. Nous nous sentons comme consolés par ces preuves d'une survivance d'activité purement socialiste en Europe. *Choses d'Espagne,* ricaneront orgueilleusement les petits croque-morts que nous connaissons. Passons. Même les petits mouvements que les grands analystes olympiens et myopes de la politique internationale trouvent négligeables, nous, nous les trouvons grands parce que nous les relions avec d'autres que nous sommes seuls à sentir parce que nous les vivons. La conscience de notre force devient Plus grande, plus agissante précisément quand nous sentons plus vivement le lien qui unit ces petits faits d'Espagne ou du Japon ou de France ou des États-Unis ; nous nous sentons molécules agissantes d'un monde en gestation, nous sentons cette marée qui monte lentement mais fatalement, et combien l'infinité des gouttes qui la forment sont fortement unies; nous sentons que dans notre conscience vit vraiment l'Internationale.

Les guerres passent et les réalités nationales s'épuisent dans l'affirmation même de leur victoire. En attendant, un gigantesque polypier humain construit, sûrement, sourdement, mais tenacement, le banc de coraux qui demain explosera à la joie du soleil, même si les pygmées des divers nationalismes croient l'avoir enserré dans leurs mailles à la manière dont les Lilliputiens croyaient tenir Gulliver avec leurs fils d'araignée.

Signé Alfa Gamma, *Il Grido del Popolo,* 13 novembre 1915.

LE « SYLLABUS» ET HEGEL

Dans ce nouvel opuscule [218], Mario Missiroli retombe dans les mêmes inepties, les mêmes erreurs qu'on lui avait déjà reprochées clans un de ses précédents travaux, La monarchia Socialista, à savoir une conception simpliste, un exposé trop sommaire qui aurait besoin d'être enrichi de faits et documenté pour avoir quelque don de persuasion[219] . A la vérité, l'auteur prend les devants en écrivant dans un avertissement préliminaire : « Que le lecteur n'oublie pas que je fais abstraction de tout ce qui n'est pas la pure logique des idées»; mais cette précaution ne diminue en rien sa suffisance. C'est cette logique des idées qu'il utilise pour plier les faits historiques, pour les justifier ou les condamner implicitement, pour tracer des programmes politiques, et tout cela ne peut se faire sans qu'on sente la nécessité, en un certain sens, le devoir moral de fonder ses propres élucubrations, Traiter comme problème de culture, abstraitement, une question qui a de profondes racines dans l'histoire et dans les consciences individuelles, c'est pur dilettantisme, byzantinisme, et la vivacité de l'esprit qui peut rendre agréable jusqu'au bavardage le plus vide, ne suffit pas pour justifier cette littérature dans laquelle se sont spécialisés précisément Missiroli et Goffredo Bellonci [220].

Missiroli réduit l'histoire qui se déroule sous nos yeux à un seul problème, le problème religieux, et il soutient la thèse suivante : dans le monde latin une terrible fracture est vécue au niveau des consciences individuelles; la création de l'État laïque qui a sure en opposition à l'autorité ecclésiastique, a jeté l'Europe du Sud dans une crise dont ne peut la sauver qu'une forme sociale plus parfaite à savoir la théocratie, en tant que réalisant une parfaite unité dans la vie entre la pensée et la conscience. Cette unité existe dans le monde germanique. La nation germanique est née d'une crise religieuse, la Réforme protestante, et elle s'est consolidée et transformée grâce au lent travail de la pensée philosophique qui l'a conduite à la création de l'État moderne, dans lequel le citoyen est aussi un croyant, puisque l'idéalisme philosophique, en abolissant tout dualisme, et en plaçant dans la conscience individuelle le facteur de la connaissance et de l'activité créatrice de l'histoire, l'a rendu indépendant de toute autorité, de tout syllabus. Qu'est-il arrivé au contraire en Italie? Le Risorgimento italien a été au contraire un mouvement politique artificiel, sans bases, sans racines dans l'esprit du peuple, parce qu'il n'a pas été précédé par une réforme religieuse; en séparant I'État de l’Église et en en faisant l'antagoniste de l'Église prise comme dépositaire du divin, le libéralisme de Cavour ne commit rien d'autre qu'une grande erreur puisqu'il ne fit que dépouiller l'État de sa valeur absolue. C'est une erreur semblable que commit la démocratie française, puisqu'elle accepta en partie les postulats de l'idéalisme germanique en abolissant violemment le droit divin et la légitimité, mais elle ne réussit pas à dépouiller complètement en elle le vieux dualisme catholique, et elle créa un syllabus maçonnique : la justice absolue supérieure aux contingences historiques et aux forces humaines Perverses, non pas, en somme, création progressive de la volonté, mais divinité assise sur un trône comme le Dieu des catholiques. Voilà pourquoi, selon Missiroli, dans cette guerre, le pape est en réalité du côté de l'Entente; parce qu'il trouve en elle des conceptions semblables aux siennes, qui ont une source commune (sémitique, diraient les nationalistes) dans

---

[218] Il Papa in guerra. Bologne, 1915.

[219] Journaliste et essayiste, Marie Missiroli dirigea successivement Il Resto del Carlino de Bologne (1918-1921) et Il Secolo de Milan (1921-1923). Ses livres, La monarchia socialista (1914) comme Il Papa in guerra (1915), développent la thèse, déjà ébauchée par Alfredo Oriani, selon laquelle la faiblesse rédhibitoire de l'Italie serait d'avoir ignoré la Réforme et, partant, d'avoir été incapable de dépasser « l'idée catholique», pour se doter d'un État moderne, « compris comme État éthique».

[220] Tout comme Missiroli, l'écrivain nationaliste Goffredo Bellonci avait subi l'influence d'Oriani.

la vieille tradition chrétienne; le pape peut se trouver d'accord avec les francs-maçons, mais pas avec les Allemands. Chez les maçons, il existe une possibilité d'absorption, parce qu'ils n'ont rien mis à la place du catholicisme sinon der, noms vides; chez les Allemands, au contraire, le pape butte contre la solidité granitique, infrangible, de la conscience de l'identité du divin et de l'humain, de l'idée et de l'acte, de l'esprit et de l'histoire. Hegel a tué toute ossibilité de Syllabus, ce que n'a pas fait Rousseau, et de l'idéalisme germanique ont germé et essaimé toutes les consciences anarchistes qui ont créé le chaos dans la limpide tradition catholique de la latinité.

Il serait un peu trop long et peu conforme au caractère de Il Grido de relever et de discuter toutes les erreurs où s'égare la dialectique facile de Missiroli. Ce qui nous importe ici, c'est de relever seulement ceci : l'unique conclusion à laquelle on peut arriver à partir des prémisses de l'auteur, c'est que le catholicisme est mathématiquement appelé à disparaître. Si cette conclusion est vraie, et si Missiroli la considère comme telle, le développement historique affirmé par Hegel, selon lequel on passe du catholicisme au luthéranisme, de ce dernier au libre examen de l'école de Tübingen, et ensuite à la philosophie pure qui parvient finalement à occuper toute la place qui lui revient dans la conscience humaine, en en chassant le bon vieux dieu qui fait retour au royaume des illusions, pourquoi ce processus devra-t-il se limiter à la seule Allemagne ? Le trouble qui existerait dans les consciences latines ne pourrait-il pas être un stade intermédiaire entre la transcendance catholique et maçonnique et l'immanence idéaliste ? Si cette guerre a vraiment tué une chose, c'est bien la vieille conception de la justice absolue qui s'impose d'elle-même et n'a besoin ni de canons ni de baïonnettes pour triompher. Même si l'Allemagne est vaincue, elle ne le sera pas avant d'avoir impose à ses adversaires sa conception de l'État, de la justice, de la force ou celle qui s'en rapproche le plus pour maintenir l'équilibre.

Ceux qui sortiront effectivement battus de cette guerre, ce seront le catholicisme et le Syllabus au sens où les entend Missiroli.

Dans cette volonté de s'abstraire de l'histoire, dans cette volonté de conserver sa propre pensée au-dessus des faits, des courants sociaux qui brassent et rénovent continuellement la société, Missiroli croit voir une preuve de force, d'austérité morale admirable et de supériorité intellectuelle. C'est en réalité la faiblesse profonde de la Papauté. Alors que tout se rénove et renaît, la Papauté tranche un par un les liens au réel qui pourraient encore en faire une force active dans l'histoire. Missiroli ne voit que deux religions : le transcendantisme catholique et l'immanentisme idéaliste qui vient de la Réforme. En réalité, tout homme a, en quelque manière, une religion, une foi qui remplit sa vie et la rend digne d'être vécue.

Ce n'est pas en vain qu'Hegel a vécu et écrit. De même u'on ne nie ni ne dépasse le catholicisme en l'ignorant, de même on ne dépasse pas plus qu'on ne nie l'idéalisme en l'ignorant, ou en le traitant comme une simple question de culture.

Les questions de culture ne sont pas un simple jeu d'idées qu'on pourrait résoudre en faisant abstraction de la réalité. La fonction d'annotateur des encycliques papales, en ce moment d'inconscience et de grandes rêveries politico-religieuses, peut donner de superbes satisfactions intellectuelles par le sentiment qu'on en tire de son propre isolement, de sa propre capacité de pénétrer un problème que les autres ne sentent pas et n'entrevoient même pas, mais tout cela nous fait une belle jambe. On croit trouver une issue dans un élégant dilettantisme philosophique qui n'est pas moins lourd de conséquences ni plus sérieux que l'ignorance et

l'incompréhension. Missiroli a été puni par où il a péché : son livre est devenu pour certains une preuve que l'activité catholique et la Papauté retrouvent une nouvelle vogue; alors que si quelqu'un retrouve une nouvelle vogue, c'est Mario Missiroli tout seul, le vrai pape de son catholicisme, le maître infaillible d'un credo qui ne pourra jamais avoir de croyants puisqu'il est devenu désormais étranger à l'histoire, jeu de patience d'un esprit astucieux, certes, mais non moins confusionniste pour autant, amplificateur d'aphorismes et d'affirmations que l'histoire a dépassés. Dans la lutte entre le Syllabus et Hegel, c'est Hegel qui a vaincu, parce que Hegel, c'est la vie de la pensée qui ne connaît pas de limites et qui se pose elle-même comme quelque chose de transitoire, de dépassable, quelque chose qui se renouvelle sans cesse comme l'histoire et suivant l'histoire, et que le Syllabus, c'est la barrière, c'est la mort de la vie intérieure, c'est un problème de culture, non pas un fait historique.

Signé Alfa Gamma,
Il Grido del Popolo, 15 janvier 1916.

SOCIALISME ET CULTURE

Il y a quelque temps, nous est tombé sous les yeux un article dans lequel Enrico Leone [221] répétait, dans ce style contourné et nébuleux qui est trop souvent le sien, quelques lieux communs sur les rapports de la culture et de l'intellectualisme avec le prolétariat, et leur opposait la pratique, le fait historique, grâce auxquels cette classe est en train de bâtir son avenir de ses propres mains. Nous ne croyons pas inutile de revenir sur ce sujet, pourtant déjà traité dans Il Grido, et tout spécialement développé, sous une forme plus doctrinale dans l'Avanguardia des jeunes, à l'occasion de la polémique qui a opposé Bordiga, de Naples, à notre camarade Tasca[222].

Commençons par citer deux textes : le premier est d'un romantique allemand, Novalis, qui vécut de 1772 à 1801; voici ce qu'il dit : « Le problème suprême de la culture est d'arriver à dominer son moi transcendantal, d'être aussi le moi de son propre moi, c'est pourquoi il est peu surprenant que l'on manque de l'intuition et de la compréhension complète d'autrui. Sans une parfaite compréhension de nous-même, nous ne pouvons vraiment connaître autrui.»

L'autre texte, dont voici le résumé, est de G. B. Vico[223]. Vico, dans le « Premier corollaire à propos de l'expression par caractères poétiques des premières nations», donne, dans La

---

[221] Professeur d'économie politique, le « méridionaliste à Enrico Leone est surtout l'un des principaux théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, dont il défend les positions dans Il Divenire sociale, revue qu'il fonde à Rome en 1905. Plus « économiste» qu'Arturo Labriola, Leone définit le syndicalisme révolutionnaire comme le « retour du socialisme à son concept économique fondamental». Fréquemment cité par Mussolini, il finira par apparaître comme un « précurseur» du fascisme.

[222] Le IVe Congrès de la « Federazione Giovanile Socialiste», qui eut lieu à Bologne les 20-23 septembre 1912, avait vu Amadeo Bordiga et Angelo Tasca s'affronter sur le thème « Socialisme et culture». Tandis que pour Tasca les problèmes du socialisme étaient inséparables de l'éducation -« Les jeunes socialistes doivent avant tout étudier, étudier, étudier P, déclaraitil entre autres -Bordiga insistait au contraire sur l'importance des déterminations de classe - « On ne devient pas socialiste par l'instruction, mais par les nécessités réelles de la classe à laquelle on appartient.» Sans jamais adhérer à cette position, Gramsci, qui reviendra fréquemment sur cette polémique, finira par se heurter - jusqu'à la rupture - au « culturisme P de Tasca : cf. en particulier « Le programme de L'Ordine Nuovo», pp. 368-377.

[223] Philosophe, historien et juriste, et professeur de rhétorique à l'Université de Naples, Giambattista Vico (1668-1744) tente dans la Scienza Nuova (1725 et surtout 1744) de mettre en oeuvre une nouvelle « science» du décryptage de la réalité et du discours historiques. Il y propose entre autres deux grandes lois susceptibles de rendre compte de l'histoire : la loi des « trois états», selon laquelle toute société passe inéluctablement par trois étapes - l'âge des dieux, l'âge des héros et l'âge des hommes - auxquelles correspondent autant de moments de l'organisation politique, de la raison et du langage; et la loi des ricorsi ou retours, selon laquelle toute histoire se résout et s'achève par le retour à ses origines, corsi et ricorsi constituant en dernier terme

Scienza Nuova, une interprétation politique de ce fameux dicton de Solon : Connais-loi loi-même que Socrate avait fait sien en l'adaptant à la philosophie. Vico soutient que, par cette maxime, Solon entendait exhorter les plébéiens, qui se croyaient d'origine bestiale alors qu'ils croyaient les nobles de divine origine, à réfléchir sur eux-mêmes, à se reconnaître de commune nature humaine avec les nobles, et à prétendre, en conséquence, être faits leurs égaux en droit civil. Vico reconnaît ensuite dans cette conscience de l'égalité humaine entre plébéiens et nobles, la base et la raison historique de la naissance des républiques démocratiques de l'Antiquité.

Ce n'est pas au hasard que nous avons ainsi rapproché ces deux passages. Il nous semble qu'ils suggèrent, bien que sans entrer dans des détails précis et explicites, les limites et les principes qui doivent servir de base à une juste compréhension du concept de culture, même dans une perspective socialiste.

Il faut perdre l'habitude et cesser de concevoir la culture comme un savoir encyclopédique vis-à-vis duquel l'homme fait seulement figure de récipient à remplir et bourrer de données empiriques, de faits bruts et isolés, qu'il devra ensuite classer soigneusement dans son cerveau comme dans les colonnes d'un dictionnaire, afin d'être en mesure, en toutes occasions, de répondre aux diverses sollicitations du monde extérieur. Une telle forme de culture est véritablement néfaste; en particulier pour le prolétariat. Elle ne sert qu'à créer des déclassés, des gens qui se croient supérieurs au reste de l'humanité, parce qu'ils ont accumulé dans leur mémoire une certaine quantité de faits et de dates, qu'ils dévident à la moindre occasion, comme pour en faire une barrière entre eux et les autres. Elle sert à créer cette espèce d'intellectualisme poussif et incolore que Romain Rolland a si bien fustigé jusqu'au sang, et qui a engendré une pléthore de présomptueux et d'illuminés, plus nocifs à la vie sociale que ne le sont à la beauté du corps et à la santé physique les microbes de la tuberculose ou de la syphilis. Le malheureux étudiant qui sait un peu de latin et d'histoire, l'avocaillon qui est parvenu à arracher un lambeau de diplôme à la nonchalance et au laxisme des professeurs, se croiront différents, et s'estimeront supérieurs au meilleur ouvrier spécialisé qui pourtant affronte dans la vie une tâche bien précise et indispensable, et qui vaut, dans son domaine d'activité, cent fois plus que ces deux autres ne valent dans le leur. Mais ceci n'est pas de la culture, c'est de la pédanterie, ce n'est pas de l'intelligence, c'est de l'intellectualisme, et on a bien raison de réagir en s'y opposant.

La culture est une chose bien différente. Elle est organisation, discipline du véritable moi intérieur; elle est prise de possession de sa propre personnalité, elle est conquête d'une conscience supérieure grâce à laquelle chacun réussit à comprendre sa propre valeur historique, sa propre fonction dans la vie, ses propres droits et ses propres devoirs... Mais tout ceci ne peut advenir par évolution spontanée, par actions et réactions indépendantes de notre volonté, comme il advient dans le règne animal ou dans le règne végétal où chaque individu se sélectionne et spécifie ses propres organes inconsciemment, conformément à l'ordre fatal des choses. L'homme est surtout esprit, c'est-à-dire création historique, et non nature. Autrement, on n'expliquerait pas pourquoi, puisqu'il a toujours existé des exploités et des exploiteurs, des

---

la manifestation de la Providence. L'instance « dialectique» dont témoigne - à travers la loi des « trois âges n - la convertibilité réciproque des formes de l'esprit et des époques historiques, trouve sa confirmation dans une thèse que l'historicisme italien reprendra volontiers à son compte : celle de la conversion réciproque du lait et du vrai, qui veut que l'homme ne puisse connaître que ce qu'il a fait lui-même, à savoir : son histoire (« Ce sont les hommes qui ont fait eux-mêmes ce monde des nations», écrit Vico).

créateurs de richesse et des consommateurs égoïstes de cette richesse, on n'a pas encore réalisé le socialisme.

Le fait est que ce n'est que par degrés, par strates, que l'humanité a acquis la conscience de sa propre valeur et a conquis son droit à vivre indépendamment des hiérarchies et privilèges des minorités qui s'étaient affirmées historiquement au cours des périodes précédentes. Et une telle conscience s'est formée, non sous l'aiguillon brutal des nécessités physiologiques, mais grâce à la réflexion intelligente, réflexion de quelques-uns d'abord, puis de toute une classe, sur les causes de certains faits, et, sur les meilleurs moyens à adopter pour les transformer, d'occasions d'asservissement, en étendards de rébellion et de rénovation sociale. Cela veut dire que toute révolution a été précédée d'une intense activité de critique, de pénétration culturelle, d'imprégnation d'idées, s'exerçant sur des agrégats d'hommes, au départ réfractaires, et uniquement préoccupés de résoudre, jour après jour, heure par heure, pour leur propre compte, leur problème économique et politique, sans lien de solidarité avec tous ceux qui partageaient leur condition. Le dernier exemple, le plus proche de nous, et par conséquent le moins différent de notre cas, est celui de la Révolution française. La période culturelle antérieure, dite période de la « philosophie des lumières», si décriée par les critiques superficiels de la raison théorique, ne fut pas du tout, ou du moins ne se limita pas à être, ce papillonnement de beaux esprits encyclopédiques qui discouraient de tout et de tous avec une égale imperturbabilité, et croyaient n'être hommes de leur temps qu'après avoir lu la grande *Encyclopédie* de d'Alembert. et de Diderot. En somme, ce ne fut pas seulement un phénomène d'intellectualisme pédant et aride, pareil à celui que nous avons sous les yeux, et qui trouve son déploiement maximum dans les *Universités* populaires de dernier ordre. En soi, ce fut une magnifique révolution par laquelle, comme le remarque pertinemment De Sanctis dans son *Histoire de la littérature italienne*[224] (1), se forma dans toute l'Europe une sorte de conscience unitaire, une internationale spirituelle bourgeoise, sensible en chacun de ses éléments aux douleurs et aux malheurs communs, et qui constituait la meilleure des préparations à la révolte sanglante qui se réalisa ensuite en France.

En Italie, en France, en Allemagne, on discutait des mêmes choses, des mêmes institutions, des mêmes principes. Chaque nouvelle comédie de Voltaire, chaque nouveau *pamphlet * était* une sorte d'étincelle qui courait sur les fils déjà tendus d'État à État, de région à région, et trouvait partout, et au même moment, les mêmes partisans et les mêmes opposants. Les baïonnettes des armées de Napoléon trouvaient la voie déjà aplanie par une armée invisible de livres, d'opuscules, qui avaient essaimé depuis Paris dès la première moitié du XVIIIe siècle et avaient préparé les hommes et les institutions à la rénovation nécessaire. Plus tard, quand les événements de France eurent trempé les consciences, il suffisait d'un mouvement populaire à Paris pour en susciter de semblables à Milan, à Vienne et dans les villes les plus petites. Tout ceci semble naturel, spontané, à ceux qui jugent superficiellement, et serait cependant incompréhensible, si l'on ignorait les facteurs culturels qui contribuèrent à créer ces états d'âme prêts à s'enflammer pour ce qui passait pour la cause commune.

Aujourd'hui, le même phénomène se répète à propos du socialisme. C'est à travers la critique de la civilisation capitaliste que s'est formée ou qu'est en train de se former la conscience

---

[224] Comme on le verra ultérieurement, l'oeuvre critique de Francesco De Sanctis (1817-1883) constitue sans doute l'une des principales clés des Cahiers de prison. Dans ses Saggi critici (1866) et, surtout, dans sa Storia della telleratura italiana (1870-1872), l'ancien ministre de Cavour s'efforce de définir une esthétique bâtie sur le double refus du formalisme vide et de l'esthétique hégélienne du contenu.

* *En français dans le texte (N.d.T.).*

unitaire du prolétariat; et *critique* signifie bien culture et non évolution spontanée et naturelle. *Critique* signifie justement cette conscience du moi que Novalis assignait comme fin à la culture. Un moi qui s'oppose aux autres, qui se différencie, et qui, s'étant fixé un but, juge des faits et des événements, non seulement par rapport à lui même et pour son propre compte, mais aussi en tant que valeur de progrès ou de réaction. Se connaître soi-même signifie être maître de soi, se différencier, se dégager du chaos, être un élément d'ordre, mais un élément de son ordre propre et de sa propre discipline à l'égard d'un idéal. Et tout ceci ne peut s'obtenir sans connaître aussi les autres, leur histoire, la succession des efforts qu'ils ont faits pour être ce qu'ils sont, pour créer la civilisation qu'ils ont Créée, et à laquelle nous voulons substituer la nôtre. Cela veut dire qu'il faut avoir des notions de ce que sont la nature et ses lois pour connaître les lois qui gouvernent l'esprit. Et qu'il faut tout apprendre, sans perdre de vue que le but ultime est de se mieux connaître soi-même à travers les autres, et de mieux connaître les autres à travers soi-même.

S'il est vrai que l'histoire universelle est la chaîne des efforts que l'homme a faits pour se libérer tant des privilèges que des préjugés et des idolâtries, on ne comprend pas pourquoi le prolétariat, qui veut ajouter un nouveau maillon à cette chaîne, ne devrait pas apprendre comment, pourquoi, et par qui il a été précédé, et savoir tout le profit qu'il peut tirer de cette connaissance.

Signé Alfa Gamma,
Il Grido del Popolo, 29 janvier 1916.

LE MIDI ET LA GUERRE

Il ne semble pas que la quatrième guerre du *Risorgimento* italien[225] doive avoir pour les régions méridionales des conséquences différentes de celles qu'ont eues les trois guerres précédentes. A. Labriola [226] l'a fait remarquer à la Chambre lors de la discussion sur la politique économique du cabinet Salandra, mais l'agence de presse Stefani n'a transmis qu'un résumé vague et décoloré des paroles qu'il a prononcées.

Déjà en 1911, dans une publication semi-officielle, patronnée par l'Académie des *Lincei*[227], Francesco Coletti, un économiste sérieux et peu enclin au paradoxe, avait fait remarquer que l'unification des régions italiennes sous un même régime centralisateur, avait eu pour le Sud des conséquences désastreuses, et que l'aveuglement des gouvernants, oublieux du programme économique de Cavour, avait exacerbé l'état de choses qui se trouvait à l'origine de la vénérable et désormais chronique *question méridionale.*

---

225 Pour les interventionnistes de gauche - Salvemini, par exemple - l'entrée en guerre de l'Italie s'inscrivait dans le prolongement des trois guerres d'indépendance qui avaient scandé la formation de l'unité italienne. Parachevant l'œuvre du Risorgimento par la libération des a terres irrédentes», cette « quatrième guerre» était d'abord destinée à marquer l'accession de l'Italie au rang de si nation-adulte» ou de « nation-sujet m.

226 Socialiste napolitain, Arturo Labriola (1873-1959) appartient, avec Enrico Leone et Ernesto Cesare Longobardi, à ce groupe de « méridionalistes» qui s'efforcent de diffuser en Italie les thèses du syndicalisme révolutionnaire français. Après sa rupture avec le Parti socialiste (1906), Labriola soutint la conquête de la Libye dans laquelle il voyait une solution à la « question méridionale». Élu député socialiste indépendant en 1913, c'est pour des raisons du même ordre qu'il se prononça en faveur de l'intervention.

227 F. Coletti, Le zone del progresso e le zone della stazionarietá, 1911.

La nouvelle Italie avait trouvé les deux tronçons de la péninsule, celui du sud et celui du nord, qui se réunissaient après plus de mille ans, dans des conditions absolument antithétiques. L'invasion lombarde avait définitivement brisé l'unité créée par Rome, et, dans le Nord, les communes avaient donné une impulsion particulière à l'histoire, tandis que dans le Sud, l'administration des Souabes, des Angevins, des Espagnols et des Bourbons, en avait donné une autre. D'un côté, la tradition d'une relative autonomie avait créé une bourgeoisie audacieuse et pleine d'initiative, et il existait une organisation économique semblable à celle des autres États d'Europe, propice au développement ultérieur du capitalisme et de l'industrie. De l'autre côté, les patriarcales administrations de l'Espagne et des Bourbons n'avaient rien créé : la bourgeoisie n'existait pas, l'agriculture était primitive et ne suffisait même pas à satisfaire le marché local; pas de routes, pas de ports, et aucune utilisation des rares ressources en eau que la région devait à sa configuration géologique particulière.

L'unification mit en contact étroit les deux parties de la péninsule. La centralisation brutale mêla leurs besoins et leurs contraintes, et la conséquence fut que tout l'argent liquide du Sud émigra vers le Nord, à la recherche d'une rentabilité plus grande et plus immédiate dans l'industrie, et que les hommes émigrèrent à l'étranger, à la recherche de ce travail qui commençait à manquer chez eux. Le protectionnisme industriel faisait monter le coût de la vie pour le paysan calabrais sans que le protectionnisme agraire (inutile pour lui qui arrivait tout juste à produire, et encore pas toujours, le peu qui était nécessaire à sa consommation), réussit à rétablir l'équilibre. La politique étrangère de ces trente dernières années réduisit presque à néant les effets bénéfiques de l'émigration. Les guerres d'Érythrée, celle de Libye, conduisirent à l'émission d'emprunts intérieurs qui absorbèrent l'épargne des émigrants. Il est souvent question du manque d'initiative des gens du Midi. C'est une accusation injuste. La vérité, c'est que le capital se tourne toujours vers les formes de placement les plus sûres et les plus rentables, et que le gouvernement a offert avec trop d'insistance la solution des bons quinquennaux. Là où une usine existait déjà, elle a continué à se développer, grâce à l'épargne; mais partout où le capitalisme, sous toutes ses formes, est incertain et aléatoire, l'épargne, accumulée à force de travail et grappillée à coups de privations, manque de confiance et va s'investir là où elle trouve aussitôt un profit tangible. C'est ainsi que le *latifondo* qui a tendu, à un moment donné, à se morceler spontanément entre les mains des « Américains» rentrés au pays avec quelque argent, restera longtemps encore la plaie de l'économie italienne, alors que les entreprises industrielles du Nord trouvent dans la guerre une série de profits colossaux et que tout le potentiel productif national, tourné vers les industries de guerre, se concentre toujours davantage dans le Piémont, en Lombardie, en Émilie, en Ligurie, ce qui entraîne l'alanguissement du peu de vie qui existait dans les régions du Sud.

Labriola est le seul à avoir soulevé à la Chambre cet effrayant problème. Salandra [228] lui a répondu par de vagues promesses :

« Le pays est en train de s'adapter, certes à travers des souffrances et des difficultés, à ce que l'on appelle une économie de guerre. Des conséquences graves et néfastes ne manqueront pas d'en découler. M. Labriola a fait allusion au déplacement territorial de la richesse qui provient de ce que toute une partie de notre pays, par ses conditions naturelles et par ses

[228]. Libéral de droite, Antonio Salandra fut président du Conseil de mars1914 à juin 1916. Pour l'activité de Labriola pendant cette période, cf, Dora Marucco, Arturo Labriola e il sindacalismo rivoluzionario in Italia, Turin, 1970, pp. 221-229.

précédents historiques, est préparée à l'exercice de l'activité industrielle, tandis que l'autre partie ne l'est pas. Il a eu raison, comme il a eu raison de signaler *(et je souscris à ce qu'il a dit là),* qu'il faudra qu'on envisage de compenser la chose par une vaste politique agraire qui mette à égalité, dans la mesure du possible, les régions les moins favorisées et celles qui, certes, subissent des dommages du fait de la guerre, mais en tirent aussi d'inestimables avantages.»

Les promesses de M. Salandra seront oubliées, comme toutes celles qui furent faites par le passé. Et parler d'une *politique agraire* ne peut que justifier le plus radical scepticisme. Le Midi n'a besoin ni de lois spéciales, ni de traitements spéciaux. Il a besoin d'une politique générale qui soit, à l'intérieur comme à l'extérieur, inspirée par les besoins généraux du pays et non par le particularisme des tendances politiques ou régionales. Il ne suffit pas de construire une route ou un barrage dans la montagne pour compenser les dommages que certaines régions ont subis à cause de la guerre. Il faut avant tout que les traités commerciaux a venir ne ferment pas les marchés aux produits de ces régions. Et, de ce point de vue, tous les projets de programmes de guerre économique aux Empires centraux ne sont guère rassurants. Il ne faut pas que ce soit, comme d'habitude, les pots de terre qui se brisent contre les pots de fer, à bord de ce navire pris dans la tempête, qui les agite follement. Il faut empêcher que la guerre menée au nom d'une prétendue liberté politique, ait pour conséquence la tyrannie économique qui étiole les forces productives, et que, sous prétexte de punir une Allemagne trop forte et trop bien organisée industriellement pour redouter les coups du sort, on aille au contraire frapper cette partie de l'Italie, qu'en paroles on dit toujours vouloir affranchir et tirer de la misère.

Signé A.G., Il *Grido del Popolo,* 1er avril 1916.

CONTRE LE FÉODALISME ÉCONOMIQUE[229]

A propos de protectionnisme et d'antiprotectionnisme, aujourd'hui nous voulons reproduire ici un article honnête et sérieux de Luigi Einaudi[230] , qui a eu le mérite de mettre dans tous ses états ce terrible ennemi du socialisme et de l'Allemagne qu'est le professeur Colajanni[231].

---

[229] Ces quatre textes représentent la contribution de Gramsci et du Grido del Popolo à une discussion sur le protectionnisme ouverte par Serrati dans l'Avanti ! et à laquelle tous les socialistes avaient été conviés à participer. Cf. sur ce point les informations apportées par Sergio Caprioglio, *in* A. Gramsci, Scritti 1915-1921, Milan, 1968, p. 169.

[230] Libéral, professeur d'économie politique, Luigi Einaudi (1874-1961), collabora successivement à *La Stampa* (jusqu'en 1900), au *Corriere della Sera* (1900-1925), et, surtout, à *La Riforma sociale* (1900), dont il devint le directeur en 1908. Il fut élu, on le sait, président de la République italienne en 1948. L'article d'Einaudi reproduit par Gramsci dans Il *Grido del* Popolo s'intitulait « I problemi economici della pace» et avait paru dans la livraison de juillet 1916 de *La Riforma sociale* (XXIII, 7, pp. 329-332). Il s'agissait essentiellement d'une introduction à trois textes traduits de l'anglais, portant tous trois sur la politique économique et surtout douanière à appliquer, après la guerre, à l'égard de l'Allemagne : un Mémorandum du Conseil démissionnaire de la Chambre de Commerce de Manchester, une conférence de J. M. Robertson, ancien secrétaire d'État au Commerce, sur « la politique douanière après la guerre» et une conférence de Sir Hugli Bell, intitulée : « S'emparer du commerce allemand?» (loc. cit., pp. 332-368). Les trois textes dénonçaient également comme « artificiel» le recours aux barrières douanières et concluaient aux vertus de l'émulation et de la libre concurrence. Einaudi lui-même, dans sa présentation, se plaisait à opposer, avec un zeste de démagogie, le caractère concret de ces propositions - oeuvres de « praticiens» - aux abstractions des « fabricants de théories protectionnistes».

[231] Le Sicilien Napoleone Colajanni (1847-1921) avait été garibaldien dans sa jeunesse. Il était resté républicain; un symbole, même. Tour à tour médecin, puis professeur de statistique, il proclama en 1884 son ralliement au socialisme et publia en cette occasion son essai le plus fameux *(Socialismo e sociologia criminale. Il Socialismo,* Catania, 1884). Député républicain de Caltanisetta depuis 1890, il se prononça en 1914 en faveur de l'intervention et abdiqua alors ses sympathies socialistes.

Celui-ci a écrit qu'avec son article Luigi Einaudi s'est placé au même niveau que les socialistes[232]; et cela parce que le professeur de sciences économiques est resté, malgré la guerre et la mode antigermanique, antiprotectionniste et qu'il continue à dénoncer le vieux truc misérable de ce groupe qui, par la guerre économique, voudrait gagner rapidement des fortunes énormes sans prendre de peine et sans rien risquer pour améliorer la technique de ses industries.

Cet article d'Einaudi, publié dans la *Riforma sociale* de juillet 1916, sert de présentation à trois études de problèmes économiques, parues en Angleterre et qu'en raison de leur importance et pour les enseignements que peuvent en tirer les socialistes et les prolétaires, nous résumerons et commenterons dans les prochains numéros.

Sans signature, Il *Grido del Popolo, 5* août 1916. «Contre le féodalisme économique».

Que l'Angleterre - État qui administre 420 millions d'habitants sur la surface du monde entier -soit devenue l'énorme dépôt de richesse qu'elle est actuellement, en régime de libre-échange, a toujours été une épine dans l'œil des partisans analphabètes de la section du protectionnisme italien. C'est donc avec une joie ineffable que les journaux italiens, inféodés aux diverses catégories de producteurs qui aspirent au râtelier de la protection de l'État, rendent compte à grand fracas de toutes les manifestations de ce courant qui en Angleterre, pousse par la haine des Allemands, voudrait bouleverser l'économie traditionnelle du pays. Mais le dernier mot n'a pas encore été dit, et malgré le grand bruit fait depuis quelque temps par les protectionnistes anglais, il n'est pas dit qu'on aboutisse *ipso facto* à un nouveau code douanier.

La *Riforma sociale* de juillet dernier reproduit le mémorandum dans lequel la « Chambre de commerce de Manchester» fait connaître son point de vue [233], et la politique qu'elle se propose d'adopter sur les questions ayant trait au commerce anglais après la guerre. Manchester, dont le simple nom fait naître dans notre esprit l'image d'un creuset gigantesque dont s'écoulent des fleuves de produits textiles, qui ont rendu fameux dans le monde entier les tissus anglais, Manchester a été le berceau du libre-échange. De ses écoles industrielles, de ses usines laborieuses sont issus beaucoup de ces hommes qui, sans battage doctrinaire, mais par un instinct sûr, né de la pratique des affaires, ont toujours soutenu, de leur siège au Parlement ou de la tribune des réunions électorales, que c'est dans la liberté, dans le jeu spontané des forces économiques concurrentielles que se trouve la source la plus sûre de la richesse nationale. Ce mémorandum est le dernier épisode d'une lutte centenaire qui se déroule en Angleterre entre conservateurs et démocrates, et parce qu'il a été élaboré par des industriels qui ont subi le heurt terrible de la concurrence allemande, il a une valeur immense. Se peut-il que ces industriels ne connaissent pas leurs problèmes lorsqu'ils s'opposent à l'intrusion de, l'État pour régler leurs affaires, exposes aux embûches de leurs adversaires allemands? Personne assurément ne peut le soutenir. Le fait est qu'ils sont certains que leur industrie, étant le produit d'énergies naturelles, d'intelligence toujours à la recherche de meilleures techniques, n'est exposée aux embûches de personne. Ils sentent que la haine créée par les luttes politiques, par l'exaspération

[232] Einaudi n'avait pourtant jamais dissimulé « l'irritation et le dégoût» que suscitait en lui la lecture des penseurs socialistes, le seul Lassalle trouvant quelque grâce à ses yeux : cf. « Lettere di Luigi Einaudi a Benvenuto Griziotti (1909-1936)», par les soins de Luigi Firpo, in *Annali della Fondazione Luigi Einaudi, Vol. I. - 1967,* Turin, 1968, pp. 255-313 (en particulier pp. 286-7) ainsi que la note 1, p. 234.

[233] Comme l'a montré Sergio Caprioglio, Gramsci résume et commente ici les trois documents traduits de l'anglais qu'Einaudi avait publiés dans *La Riforma sociale.*

des différents nationalismes est une trop mauvaise conseillère pour l'économie, et ils déplorent que cet élément perturbateur s'insinue dans l'organisme industriel sain et vigoureux de leur pays.

Les protectionnistes anglais tendent :

1. à imposer une barrière douanière à l'importation;
2. à imposer la surveillance et la direction des conditions de concurrence de l'Allemagne et de l'Autriche dans le Royaume et dans l'Empire britannique.

Pour le premier point la chambre de commerce de Manchester se préoccupe des conditions qui seront faites à l'importation des matières premières et aux articles à moitié ouvragés, dont le bas prix actuel permet à de nombreuses industries de se développer, et elle se préoccupe surtout de la facilité avec laquelle en régime protectionniste tendent à naître des industries artificielles, qui vivent aux frais de la communauté. On envisage, et il ne s'agit pas d'une prophétie, que le seul changement de régime de la liberté au protectionnisme soulèvera tant d'obstacles et de difficultés, qu'il sera nécessaire de recourir à de continuels rajustements et à chercher toujours de nouveaux équilibres et qu'en dernière analyse la première victime de la guerre économique sera le peuple anglais lui-même.

La chambre de commerce de Manchester propose au contraire une série de mesures qui ne sont vexatoires pour personne et qui serviront seulement à mettre tous les concurrents sur un pied d'égalité. Elle fait état de nombreux points faibles dans la préparation professionnelle en Angleterre, et dans la production elle-même, qui n'a pas progressé autant que celle de l'Allemagne, et a par suite souffert de la concurrence. Elle soutient que le succès allemand est dû simplement à l'activité infatigable de ce peuple, et surtout à la patiente application des recherches et des méthodes scientifiques au travail. Il est donc nécessaire, non pas d'obtenir l'aide du gouvernement pour pallier l'insuffisance de la technique industrielle, mais de prendre l'Allemagne comme exemple et comme aiguillon, pour l'améliorer. L'initiative et la force de propulsion doivent venir de l'activité industrielle, l'industrie et le commerce doivent être l'objet de l'entreprise privée, et non du gouvernement.

Ainsi raisonnent ces industriels anglais, sont énergiques et forts et refusent l'aumône de l'État comme ils refusent la ruine des consommateurs. D'autre part le prolétariat anglais qui, dans la dernière campagne électorale, s'est battu avec autant d'acharnement pour son pain quotidien à bon marché, saura encore une fois riposter aux visées cannibalesques de ses nationalistes.

Signé Argiropulos,
Il Grido del Popolo, 12 août 1916.

CONTRE LE FÉODALISME ÉCONOMIQUE POURQUOI LE LIBRE-ÉCHANGE N'EST PAS POPULAIRE

Il manque une littérature socialiste qui examine et explique dans tous ses détails, toutes ses conséquences et toutes ses connexions le problème du libre-échange. Et celui-ci s'impose immédiatement à l'attention du prolétariat. La lutte pour la liberté du pain, pour la liberté de consommation dans son ensemble, ne peut plus attendre. Les nationalistes selon leurs visées

d'hégémonie, les trafiquants de la disette, selon les visées de leurs intérêts particuliers, travaillent sans répit. On veut au prix du sacrifice et des privations des masses populaires italiennes, ériger la barrière qui servirait demain à enserrer le peuple allemand pour l'exténuer, pour l'arracher de la surface du monde. Il faut donc que le prolétariat se tienne sur ses gardes, qu'il soit prêt à rendre les coups, et pour cela il est nécessaire qu'il ait une conscience claire et nette de la question, pour que son action ait toute sa portée, pour que sa nécessaire intervention soit plus résolue. C'est pour cela que nous avons publié un article de Luigi Einaudi et qu'aujourd'hui nous publions la première partie d'un discours de Lorenzo Michelangelo Billia [234]. Aucun des deux n'est socialiste, mais ce sont des chercheurs passionnés (au moins de ce problème). Ils croient que le libre-échange n'est pas seulement un problème économique, mais aussi un problème moral. Et sous cet angle leur parole acquiert une signification universelle qui dépasse les limites de classe. Billia a tenu son discours à l'Académie des sciences de Dijon en 1912, à l'occasion précisément d'une réunion en faveur du libre-échange. Nos lecteurs pourront tirer de la lecture attentive et réfléchie de ce qu'il dit, ce qu'il y a d'utile dans toute conquête de la vérité, quelle que soit la bouche qui l'énonce. Le *Grido* entend faire connaître exactement les données du problème, qui est compliqué et qui demande une attention soutenue. Et pour œuvrer avec profit il faut réfléchir et méditer beaucoup.

Sans signature,
Il Grido del Popolo, 19 août 1916.

CONTRE LE FÉODALISME ÉCONOMIQUE VOIX DU GRENIER

Il y a quelques années Giolitti eut l'occasion de prononcer une de ces phrases qui, précisément parce qu'elles sont vides de tout contenu, ont en Italie un très grand succès : « Les socialistes ont remisé Karl Marx au grenier[235].» Les socialistes donnèrent une réponse foudroyante à l'ânerie qui se voulait spirituelle du député de Dronero : ils tranchèrent les branches mortes qui affaiblissaient leur robuste organisme, et en juin 1914 adoptèrent une attitude qui restera une pierre milliaire dans l'histoire de la lutte du prolétariat italien.

Si l'on avait vraiment remisé quelqu'un au grenier, c'était dans le Parti libéral. Et ce quelqu'un n'était pas le dernier venu, mais Camillo Cavour, du nom duquel les Luzzati[236] ,

---

[234] Lorenzo Michelangelo Billia, *Pourquoi le libre-échange n'est pas populaire,* Dijon, 1912. Michelangelo Billia (1860-1924) était professeur de philosophie de l'université de Turin, et auteur, en particulier, d'une étude sur saint Augustin *(L'esilio di S. Agostino,* Turin, 1899). Catholique et violemment antipositiviste, il collabora à la *Rivista rosminiana,* à *Battaglie d'oggi* et occasionnellement à *La Voce.* Interventionniste, il publia au cours de la guerre des textes de propagande grossièrement antiallemands *(Le ceneri di Lovanio e la filosofia di Tamerlano,* Milan, 1916).

[235] Président du Conseil presque sans interruption de 1902 à 1914, Giovanni Giolitti (1842-1928) pratiqua tout au long de son « règne» une politique - de « despotisme éclairé» pour les uns, de « monarchie socialiste» pour les autres - tendant essentiellement à intégrer, au moyen de réformes, le mouvement ouvrier au cycle du capital. C'est ainsi que, revenant dans un discours du 8 avril 1911 sur les huit années qui venaient de s'écouler, Il proclama devant le Parlement : « [...] Le pays a avancé, le Parti socialiste a fortement modéré son programme. Marx a été remisé au grenier» La « semaine rouge» d'Ancône de juin 1914 montra qu'il n'en était rien.

[236] Luigi Luzzati (1841-1931) fut plusieurs fois ministre et président du Conseil du 31 mars 1910 au 29 mars 1911. Après avoir proposé en 1882 un timide élargissement du droit de vote, il présenta en 1910 un projet de réforme électorale qui devait être repris par Giolitti. Plusieurs fois ministre et, surtout, président du Conseil (21 mars 1914-10 juin 1916) à la veille de la guerre et jouant, à ce titre, un rôle déterminant dans l'intervention italienne, Antonio Salandra (1858-1931) n'était pas tant un libéral, dans la tradition de la droite historique, qu'un conservateur pur et simple, ainsi qu'en témoigna, du reste, sa participation aux gouvernements réactionnaires de Crispi (15 décembre 1893-10 mars 1896) et de Pelloux (14 mai 1899-24 juin 1900).

Giolitti et Salandra continuaient à se gargariser. Le grand Parti libéral, à force d'être grand et d'accueillir sous ses grandes ailes toutes les idées et toutes les tendances, a fini par n'avoir plus aucune idée et ne plus représenter aucune tendance. Quel programme économique et politique, cohérent, ayant un but précis, ont-ils développé en cinquante ans les successeurs de Cavour? Et pourtant Cavour avait laissé un riche héritage d'idées et d'action. Mais ses héritiers préfèrent toute une politique équivoque de transformisme, de réaction, d'allégeance aux cliques d'affaires véreuses, de cocagne régionaliste, qui vont des scandales bancaires aux désastres abyssiniens [il *manque quelques mois]* de 1898, à l'entreprise libyenne *[trois lignes censurées]* Cavour avait vu clairement que dans la nouvelle Italie issue des guerres du « Risorgimento», le problème le plus urgent du gouvernement était de guérir les plaies internes, de créer un organisme économique national robuste. Et il voyait dans le libre-échange la méthode la plus efficace pour susciter les énergies, pour donner à tout le pays les possibilités de se développer naturellement, sans que les privilèges octroyés au Nord puissent appauvrir le Midi, ou vice versa. Mais les Giolitti, les Luzzati et les Salandra ont préféré remiser Cavour au grenier. Sans pour autant faire taire sa voix, qui a trouvé dans le prolétariat à se faire encore entendre dans ce qu'il y a de vital, à quoi s'ajoute ce que Cavour ne voulait pas et qu'il cherchait à éloigner. Voici donc quelques pensées du grand homme d'État sur le protectionnisme.

Sans signature,
Il Grido del Popolo, 16 septembre 1916.

ÉVOCATION DES HISTOIRES DES FILATURES DE COTON ET DE LEURS VICISSITUDES

Mazzonis, Poma, Hofmann, Leumann, Wild, etc.[237] ... Ces noms retombent sous nos yeux. Dix ans sont passés. Les organisations ouvrières se sont faites plus robustes, la conscience de classe a transformé le prolétariat. L'ouvrier n'est plus un simple grain de poussière dans le chaos de la société capitaliste; il est le guerrier qui défend une idée, il est le croisé qui s'en va à la conquête d'une Terre promise et sait ce qu'il veut; et il a serré ses rangs, et imposé la reconnaissance de sa propre valeur, et il monte désormais à l'assaut, bien discipliné, bien équipé, décidé à briser toute résistance, décidé à imposer sa volonté. Sa douleur, sa souffrance, est devenue conscience claire d'un droit, elle est devenue un élément de combativité alors qu'il y a peu de temps encore, elle était source d'humilité et de résignation. La grève des ouvrières des filatures de coton le démontre et l'affirme. Dix ans de travail ont produit ces résultats. C'est vrai : Mazzonis, Poma, Hofmann, Leumann, Wild... ces noms retombent sous nos yeux, mais comme leur signification a changé! la conscience patronale aussi a changé. La forteresse médiévale a été en grande partie démantelée par les coups persévérants de l'organisation, le fossé a été comblé, le trône du seigneur féodal s'en est allé pourrir sur le tas d'ordures, et il y a maintenant deux forces en face l'une de l'autre : le capital et le travail, et ce dernier a autant de noblesse, si ce n'est davantage, que l'autre, et ce dernier ne s'humilie plus devant 1 autre, mais il est son égal, et son regard n'a rien de servile, mais il a la force de faire baisser les yeux à ces

Lorsque commença la contre-révolution fasciste, il se plut à se proclamer « chemise noire honoraire P. Il fut nommé sénateur en 1928.

[237] Il s'agit d'entreprises textiles de Turin et des environs. Le textile fut, selon P. Spriano, le seul secteur de l'industrie turinoise à connaître des agitations et des grèves au cours des deux premières années de la guerre. C'est à l'occasion de certaines de ces luttes - les grèves des tisserands de l'hiver 1916-1917 - que fut écrit le présent article.

oiseaux de proie qui lui rongent le foie, qui se nourrissent de son sang vermeil, de son énergie vitale.

L'année 1906 marque la date du réveil des travailleurs du coton. Une fois de plus, le sang a cimenté l'édifice nouveau sur le point de se construire. La grève générale démontre concrètement que chaque catégorie de travailleurs peut et doit trouver dans la classe ouvrière tout entière la solidarité nécessaire à la victoire. Rappelons les faits. Redonnons des forces à notre conscience en évoquant des souvenirs, en plongeant notre esprit dans le flot de *notre* tradition, de *notre* histoire.

L'organisation ouvrière en est encore à la période critique de la croissance : elle n'est pas reconnue par les patrons. Ces derniers cherchent à la tuer au moment même de sa naissance, en n'en tenant pas compte. Ils veulent conserver intact leur patrimoine de privilèges. Ils sentent à quel point celui-ci repose sur des bases peu solides, et comment le premier gravat qui viendrait à s'en détacher pour s'enfoncer dans l'abîme de l'oubli, serait suivi par d'autres, au risque de faire écrouler tout l'édifice. C'est pourquoi leur résistance est acharnée. Dans la première semaine de janvier 1906, une grève éclate aux établissements Hofmann (dans l'atelier des tisseuses). Une délégation d'ouvriers, dirigée par le camarade Francesco Barberis[238] se présente devant les patrons. On refuse de recevoir Barberis : les ouvriers n'ont, dit-on, qu'à reprendre le travail sans plus attendre : les patrons se réservent le droit de réembaucher ou non les ouvriers, comme ils en jugeront. La grève est étouffée.

A une ouvrière de la filature de Druent (la femme du camarade Pietro Vietti), qui demande un certificat de travail, le directeur répond : « Tu y as droit, mais je ne te le donnerai pas, et je te le refuserais de la même façon même si c'était ton homme, qui est socialiste, qui me le demandait, même si c'étaient les gendarmes. *Pour mériter un certificat de bons services, tu manques de celle soumission que les ouvriers doivent aux patrons.»*

Au début du mois de mars, à l'usine de coton Poma, les ouvrières de l'atelier de dévidage sont avisées que, dorénavant, chacune devra faire fonctionner 50 machines. Les ouvrières font de justes objections. Poma fait alors un test de sélection et licencie toutes celles qui déclarent ne pas pouvoir faire fonctionner au moins 25 dévidoirs.

Pendant ce temps, on essaie de renforcer l'organisation pour être en mesure de répondre dignement aux provocations patronales. Et la propagande, dans le journal et au cours de meetings, s'intensifie. Le 28 mars, Luigi Mainardi, secrétaire de la section turinoise de la Confédération nationale des industries textiles, fait une conférence qui a pour thème : « La mission de l'organisation du textile.»

Les patrons prennent des mesures. Pendant la première quinzaine d'avril, les industriels du textile de Turin et des alentours : Wild, Mazzonis, Leumann, Hofmann, licencient et jettent sur le pavé les ouvrières qui avaient fait partie des comités de grève. L'industrie textile avait déjà commencé à connaître un développement extraordinaire : de nouvelles usines surgissaient; celles qui existaient déjà accroissaient leur production. Et, au milieu de cette activité foisonnante, les capitalistes entourent leurs intérêts d'un épais réseau de barbelés : la vie de leurs salariés est un véritable enfer : salaires, conditions de travail, horaires sont scandaleux; les directeurs et les chefs d'atelier sont des gardes-chiourme et des lèche-bottes; la moindre

[238] Socialiste turinois, Francesco Barberis appartenait à la tendance intransigeante. Opposé à la guerre, il fut arrêté après l'insurrection de Turin d'août 1917. Il devait être élu député « maximaliste» en 1919. Pietro Vietti et Luigi Mainardi étaient également des militants ouvriers.

défaillance est suivie d'une amende. Et malheur à qui se plaint, à qui grommelle, même à mi-voix : le licenciement arrive, rapide comme l'éclair. La firme Mazzonis est la plus féroce quant aux représailles et aux abus de pouvoir. Elle s'est rendue tristement célèbre dans la masse ouvrière. En 1904, une grève de ses salariées a mis en lumière à quelle odieuse et infâme exploitation les femmes étaient soumises dans ses usines. Les statistiques publiées alors font frémir. Les salaires dépassent difficilement 1 lire 20 par jour, et cette paie misérable est de plus continuellement menacée par les amendes, les retenues, les licenciements arbitraires. L'annuaire statistique de l'Office d'hygiène donne les chiffres suivants, établis sur mille morts par tuberculose pulmonaire :

ANNÉE	FEMMES AISÉES	MODISTES ET COUTURIÈRES	FILEUSES ET TISSEUSES
1899	57,27	390,95	342,07
1900	47,62	246,45	410,26
1901	35,09	266,36	250,72
1902	52,17	304,76	357,10
1903	50,91	253,97	484,85

Cela veut dire qu'en 1903, sur 1000 morts par phtisie pulmonaire, *484,* presque la moitié, étaient des fileuses et des tisseuses. Le développement capitaliste de l'industrie textile avait exigé un terrible holocauste de vies de prolétaires.

La firme Poma rivalisait avec la firme Mazzonis. Le nom de la *Grande Baraque* était devenu synonyme de bagne, Dans une chanson socialiste en dialecte le nom de la *Grande Baraque* revenait, et revient toujours, dans le refrain [239]*; et il s'est douloureusement ancré dans la mémoire du prolétariat de Turin.

Vers le 15 avril, la firme Mazzonis licencie sans motif valable 25 camarades, celles que leur activité mettait le plus en vue, après leur avoir donné huit jours de préavis. L'Association des industries textiles envoie à la presse socialiste un communiqué qui est à la fois un cri de douleur et une énergique protestation. L'agitation s'intensifie. Du reste, en cette année 1906, l'ensemble du monde prolétaire socialiste turinois est en effervescence. La situation s'est peu à peu envenimée à travers une série d'agitations. Il y a eu la grève des métallurgistes, il y a eu les élections administratives et la victoire d'une minorité socialiste, avec environ 11000 votants, et ces élections ont été précédées par de violentes polémiques contre les journaux et les représentants de la bourgeoisie; il y a eu le procès contre les antimilitaristes, il y a eu le grandiose défilé en l'honneur des victimes de la catastrophe minière de Courrières en France [240]. A travers ces événements, dans une atmosphère enflammée par une succession aussi dense d'actions militantes, les consciences se sont raffermies, le sentiment de solidarité est devenu très vif et très pointilleux.

Le 22 avril se tient dans les locaux du Cercle socialiste de Borgo Vittoria une grande réunion pour la défense des victimes et le soutien de l'organisation. L'appel lancé par la section des

---

[239] * Le refrain disait : « En t'iufficine, n't'iufficine ai manca l'aria/ En t'te suffiette, n't'le suffiette ai manca l'pan. / Custa l'è la vita pruletaria : / Che l'uvriè, che l'uvriè a fa tut l'an.» « Dans les usines, dans les usines on manque d'air / Dans les mansardes, dans les mansardes on manque de pain / C'est ça la vie la du prolétaire / Que l'ouvrier, que l'ouvrier, fait toute l'année.»

[240] La catastrophe minière de Courrières (Pas-de-Calais), en 1906, fit 1 200 victimes.

industries textiles précise que la réunion a pour but « de consolider valablement l'organisation des tisseuses, afin de pouvoir faire front à de probables combats contre l'odieuse méchanceté des patrons tyranniques des usines de tissage, peuplées d'environ dix mille femmes».

Au début de mai, l'agitation se fait menaçante. Dans toutes les usines, les femmes, même les inorganisées, sont solidaires pour demander un traitement plus humain. Leur principale revendication est la réduction de l'horaire de travail de onze à dix heures, sans diminution de salaire. Les industriels tergiversent, et les autorités ne parviennent pas, en intervenant, à les amener a composition. La grève commence : une à une les usines se vident, cessent de produire. La foule se presse dans les locaux de la Bourse du travail. On déclare la grève générale dans le textile; et elle s'installe. C'est, à vrai dire, un élan irrépressible qui s'empare de toutes les travailleuses, pour la plupart inorganisées. Une affiche de la Bourse du travail finit par ces mots :

« Que les ouvrières apportent dans la lutte la ténacité et la foi de celui qui sait qu'il est du côté de la raison, qu'elles y apportent la ferveur de leur volonté, la palpitation de leur coeur de mères, d'épouses, *décidées à en finir avec un travail homicide!* Derrière elles veille, prêt à accourir à leur aide, le prolétariat de Turin.»

Le dimanche 6 mai, les grévistes font une promenade sur la colline de Cavoretto, en un long cortège qui part du Corso Siccardi. Allasia, Castellano [241], Barberis, prennent la parole. Le lundi, les absences sur les lieux de travail se multiplient, même dans des usines d'autres industries, notamment dans la métallurgie. Des groupes de manifestants traversent la ville en se dirigeant vers le Corso Siccardi, et ce sont alors les premiers incidents avec la force publique qui intervient massivement : la cavalerie se déploie, cherchant à disperser la foule qui s'amasse dans les locaux et aux alentours de la Maison du peuple du Corso Siccardi. Les incidents classiques se produisent. Vers 18 h 30, alors que la foule des enfants vient une fois de plus de s'enfuir devant la cavalerie, une terrible mêlée se produit sous le porche. Une pierre vole. Des policiers en civil s'avancent. L'un d'eux s'élance, le revolver braqué. Les premiers coups partent, d'autres suivent et se font plus fréquents. La foule se réfugie à l'intérieur. Huit blessés. Giovanni Cravero, le plus gravement touché, a eu une partie de la boîte crânienne emportée, la matière cérébrale en bouillie, et il s'en est suivi une terrible hémorragie. Les sept autres sont moins atteints. Ils sont blessés par des balles, des coups d'épée, de dague. La porte cochère est criblée de balles. La Bourse du travail a été envahie, 22 personnes ont été arrêtées. L'immeuble est occupé militairement. Le soir, les représentants du Bureau central de la Chambre syndicale et de nombreux camarades de l'organisation politique se réunissent dans les locaux de la section Dora, votent la grève générale et rédigent l'affiche qui la proclame. C'est ainsi que le lendemain mardi, la grève a pris des proportions imposantes.

Voilà comment la conquête des dix heures de travail a reçu le baptême du sang. Le lundi qui suivit ces tragiques événements, les industriels se réunirent, et votèrent la décision suivante : « Dans un souci d'apaisement, les industriels cotonniers, face aux troubles civils, accordent les dix heures de travail, Les établissements seront rouverts demain matin, mardi.» Toutefois, en raison de la grève générale, les ouvrières du textile ne reprirent pas le travail. Et les tractations se prolongèrent tout le mardi, afin que les concessions des industriels soient clairement concrétisées. Ce n'est que très tard, à 23 h 30, que les industriels remirent au maire une

[241] Avocat socialiste, Leandro Allasia appartenait aux « modérés» de la section turinoise. Élu conseiller municipal en 1914, il devait être parmi les défenseurs des insurgés d'août 1917. Carlo Castellano était également réformiste.

déclaration signée Poma, Mazzonis, Wild, Abegg et Bass, par laquelle ils confirmaient à nouveau la réduction des horaires à dix heures, avec l'assurance que cela ne devait entraîner aucune réduction de salaire. Le mercredi, à 12 heures, la grève générale était terminée. Dans la matinée, un énorme cortège, 40 000 personnes, défilait sur les boulevards et se dispersait piazza Vittorio.

Voilà comment les travailleuses ont réussi a conquérir un de leurs droits. Mais le sang sécha sur les pierres du hall d'entrée de la Maison du peuple. Son odeur âcre cessa d'épouvanter les industriels, ces tristes chacals de la spéculation la plus odieuse. lis essayèrent alors de prendre leur revanche. L'industriel Poma accepta de jouer le rôle d'agent provocateur. La déclaration du 8 mai, par laquelle on assurait que les travailleuses du textile n'auraient pas eu à souffrir de diminution de salaire, trouva dans la bouche de Poma une nouvelle interprétation : selon lui, *pas de diminution* concernait le salaire horaire, et non le salaire journalier. C'est ainsi qu'on chercha à reprendre aux ouvrières une part de leur conquête : on essayait de diminuer d'un dixième leur salaire, déjà si maigre. Poma fut d'une effronterie sans pareille. Ses arguments, ses arguties sont encore là pour témoigner de sa honteuse absence de droiture morale. Mais ses ouvriers avaient changé, l'entraînement de la grève, de la grève de catégorie d'abord, puis de la grève générale, avait produit ses effets : il avait consolidé la conscience de classe. Et ses 200 employés abandonnèrent de nouveau le travail et persistèrent vigoureusement jusqu'à la victoire décisive. Et les autres industriels durent se tenir cois pour ne pas avoir d'autres ennuis. Ce fut une grève de 56 jours; sans faille, malgré l'intervention des cléricaux qui organisèrent les « jaunes» et cherchèrent par leur visqueuse propagande à reporter la faveur de l'opinion publique sur le « pauvre industriel». Mais les grévistes retrouvèrent l'entière solidarité de leurs camarades : 40 000 lires de secours furent distribuées, et le spectre de la grève générale fit une nouvelle apparition. Le 18 juillet, les salariées du « cavalière» Anselmo Poma reprenaient leur travail après deux mois de grève, ayant obtenu tout ce qu'elles demandaient.

C'est à travers ces luttes, que les nécessités de l'heure nous empêchent d'évoquer plus longuement, que les ouvrières du textile ont bâti leur solide organisation de classe. Voilà qu'elles se retrouvent, une fois de plus, face à leurs patrons, et nous sommes sûrs que, cette fois encore, ce seront les patrons qui mordront la poussière.

Signé A.G.,
Il Grido *del Popolo, 9* décembre 1916.

HOMMES OU MACHINES ?

La courte discussion qui s'est déroulée à la dernière séance du conseil municipal entre nos camarades et quelques-uns des représentants de la majorité à propos des programmes de l'enseignement technique, mérite d'être commentée, ne serait-ce que brièvement et sans entrer dans les détails. Les observations du camarade Zini [242]: « Le courant humaniste et le courant professionnel s'opposent encore dans le domaine de l'enseignement de masse : il est

---

[242] Philosophe et écrivain socialiste, et collaborateur de *L'Ordine Nuovo,* Zinc Zini (1868-1937) apporta, selon la formule de Piero Gobetti, son « adhésion aristocratique et philosophique à la cause des humbles et des opprimés P (P. Gobetti, *La Rivoluzione liberale - Saggio sulla lotta politica* in *Italia,* Turin, 1964, p. 104). Zinc Zini avait été élu conseiller municipal de Turin, sur la liste socialiste, le 14 juin 1914. Sur son activité pendant cette période, cf. Z. Zini, *La tragedia del proletariato* in *Italia - Diario 1914-1926,* Prefazione di G. Bergami, Milan, 1973, 273 p. De tendance conservatrice, *l'ingegnere* Sincero avait été élu sur la liste « constitutionnelle».

indispensable de parvenir à les fondre; mais il ne faut pas oublier qu'avant d'être un ouvrier, un homme est un homme auquel il ne faut pas fermer par avance la possibilité d'embrasser les plus vastes horizons de l'esprit afin de l'asservir dès l'abord à la machine», ces observations, tout comme les protestations du conseiller Sincero contre la philosophie (la philosophie trouve tout particulièrement des adversaires quand elle proclame des vérités qui portent atteinte aux intérêts particuliers), ne sont pas de simples intermèdes polémiques occasionnels; ce sont des affrontements inévitables entre représentants de principes fondamentalement différents.

1. Notre parti ne s'est pas encore prononcé sur un programme scolaire précis qui se différencie des programmes habituels. Nous nous sommes jusqu'à présent contentés d'affirmer le principe général de la nécessité de la culture, tant primaire que technique ou supérieure; et ce principe, nous l'avons développé, nous l'avons défendu, avec vigueur et énergie. Nous pouvons affirmer que la diminution de l'analphabétisme en Italie est due, plus qu'à la loi sur l'enseignement obligatoire, à cette vie de l'esprit, à cette sensibilisation à certains besoins déterminés de la vie intérieure que la propagande socialiste a réussi à susciter dans les couches prolétariennes du peuple italien. Mais nous n'avons pas dépassé ce stade. En Italie, l'école est restée un organisme purement bourgeois, au pire sens du mot. L'école moyenne et supérieure, qui dépend de l'État, ce qui signifie qu'elle est payée par l'impôt général, donc par les contributions directes versées par le prolétariat, ne peut être fréquentée que par les fils de la bourgeoisie qui jouissent de l'indépendance économique indispensable à la tranquillité des études. Un prolétaire, même s'il est intelligent, même s'il est en possession de tous les atouts nécessaires pour devenir un homme cultivé, est obligé de gâcher ses qualités en exerçant une autre activité, ou bien de devenir un franc-tireur, un autodidacte, c'est-à-dire (à part les inévitables exceptions), une demi-portion, un homme qui ne peut donner tout ce qu'il aurait pu donner si la discipline de l'école était venue le compléter et le fortifier. La culture est un privilège. L'école est un privilège. Et nous ne voulons pas qu'il en soit ainsi. Tous les jeunes devraient être égaux devant la culture. L'État ne doit pas payer l'école avec l'argent de tous pour les seuls fils de nantis, même s'ils sont médiocres ou débiles, tandis qu'en sont exclus ceux qui sont intelligents et capables, mais sont fils de prolétaires. L'école moyenne et supérieure doit être réservée à ceux qui savent faire la preuve qu'ils en sont dignes. S'il est d'intérêt général qu'elle existe, et, à la rigueur, que ce soit l'État qui la régisse et la dirige, il est aussi de l'intérêt général que puissent y accéder tous ceux qui sont intelligents, quel que soit leur niveau économique. Le sacrifice de la collectivité n'est justifié que lorsqu'il profite à qui le mérite. C'est pourquoi le sacrifice de la collectivité doit tout spécialement servir à donner aux individus valables cette indépendance économique indispensable pour qu'ils puissent consacrer tranquillement tout leur temps à l'étude et progresser sérieusement.

2. Exclu des écoles de niveau moyen et supérieur par l'actuelle organisation sociale qui établit une forme de spécialisation des hommes, spécialisation anormale parce que basée sur autre chose que les différences de capacités, et par conséquent destructrice et corruptrice de la production, le prolétariat doit se déverser dans les écoles parallèles : techniques et professionnelles. Ces écoles techniques, instituées à partir de critères démocratiques par le ministre Casati[243] , ont subi, sous le poids des impératifs antidémocratiques du budget de l'État, une transformation qui les a sérieusement dénaturées. Désormais, elles sont devenues en grande

[243] Ministre de l'Éducation nationale du gouvernement piémontais, Gabio Casati (1798-1873) avait organisé le système d'enseignement (1859) qui était toujours en vigueur au moment où Gramsci écrivait ces lignes.

partie superfétatoires par rapport aux écoles de type traditionnel, et servent d'exutoire naïf à *l'employomanie* des petits-bourgeois. Les droits d'inscription qui augmentent sans cesse, et les débouchés effectifs qu'elles donnent dans la vie pratique les ont transformées, elles aussi, en privilège, et du reste, le prolétariat en est automatiquement exclu dans sa masse, à cause de la vie aléatoire et pleine d'incertitudes que les salariés sont obligés de mener et qui n'est certes pas la plus propice pour suivre avec fruit un cycle d'études.

3. Ce qui est nécessaire au prolétariat, c'est une école désintéressée. Une école où serait donnée à l'enfant la possibilité de se former, de devenir un homme, d'acquérir ces critères généraux qui servent au développement du caractère. Une école humaniste, en somme, telle que l'entendaient les Anciens, et, plus près de nous, les hommes de la Renaissance. Une école qui n'hypothèque pas l'avenir d'un enfant, et ne contraigne pas sa volonté, son intelligence, sa conscience en formation, à s'engager sur des rails au terminus fixé d'avance. Une école de liberté et de libre initiative, et non point une école d'esclavage et de dressage mécaniste. Les fils de prolétaires, eux aussi, doivent avoir devant eux toutes les possibilités, et tous les champs doivent leur rester libres afin qu'ils puissent réaliser leur personnalité de la meilleure des façons, à savoir de la façon la plus productive, tant pour eux-mêmes que pour la collectivité. L'école professionnelle ne doit pas devenir un incubateur pour petits monstres sèchement instruits en vue d'un métier, dépourvus d'idées générales, de culture générale, d'âme, et n'ayant à leur actif qu'un coup d'œil infaillible et une main sûre. Même à travers la culture professionnelle, il est possible de faire jaillir, à partir de l'enfant, l'homme. A condition que ce soit une culture éducative et non pas seulement une culture informative, que ce ne soit pas une pure pratique manuelle. Lorsqu'il proteste contre la philosophie, le conseiller Sincero, qui est un industriel, n'est qu'un bourgeois par trop mesquin.

Certes, pour les industriels mesquinement bourgeois, il peut être plus utile d'avoir des ouvriers machines plutôt que des ouvriers hommes. Mais les bénéfices des sacrifices auxquels l'entière société se soumet volontairement afin de progresser et de tirer de son sein les hommes les meilleurs, les plus parfaits, ceux qui lui permettront de s'élever encore davantage, doivent être efficacement répartis sur l'ensemble de la collectivité, et non sur une seule catégorie ou sur une seule classe.

C'est un problème de droit et de force. Et le prolétariat doit être sur ses gardes pour ne pas subir une nouvelle frustration qui viendrait s'ajouter à toutes celles qu'il subit déjà.

Sans signature, *Avanti !,* édition piémontaise,
24 décembre *1916.*

La Città futura[244] : TROIS PRINCIPES, TROIS ORDRES

[244] Quatre pages de format 35 X 50 marquées deçà delà du signe blanc de la censure; une prose dense, serrée, sans signature, où l'on sent pourtant ce qui est déjà un style : c'est ainsi que se présente *La Città futura,* « numéro unique publié par la Federazione Giovanile Socialista Piemontese», qui paraît à Turin le Il février 1917. Dans sa conception comme dans son contenu, dans l'écriture même, ce petit journal est dû au seul effort de Gramsci. Mandaté par la a Federazione Giovanile Socialista» de Turin, il y a travaillé toute une partie de l'hiver. Comme lui-même le précise dans un article - anonyme - de *l'Avanti* du 12 février, il s'agit de démontrer qu'en dépit du conflit les jeunes socialistes n'ont rien perdu de leur « ardeur 3 de naguère. Mais le titre comme le contenu tendent bien évidemment à faire de ce petit journal beaucoup plus qu'un écrit occasionnel.

La Città futura: comme le laisse entendre une sorte de profession de foi publiée en dernière page, c'est là le titre que Gramsci et ses amis avaient envisagé de donner à la « nouvelle revue de vie socialiste» qu'ils pensaient publier à la veille de la guerre.

L'ordre et le désordre sont les deux mots qui reviennent le plus fréquemment dans les polémiques de caractère politique. Partis de l'ordre, hommes d'ordre, ordre publie... Trois mots qu'on rapproche en les plaçant sur un même support : l'ordre, sur lequel les mots se fixent et tournent avec plus ou moins d'aisance en fonction de la forme historique concrète que les hommes, les partis et l'État assument dans la multiplicité des incarnations possibles.

Le mot *ordre* a un pouvoir thaumaturgique; la conservation des institutions politiques est en grande partie confiée à ce pouvoir. L'ordre en vigueur se présente comme quelque chose d'harmonieusement coordonné, de solidement coordonné; et la multitude des citoyens hésite et s'épouvante à l'idée de l'incertitude qu'un changement radical pourrait apporter. Le sens commun, l'infiniment balourd sens commun, prêche couramment qu'il ne faut pas lâcher l'œuf que tu tiens pour une poule que tu auras demain. En fait, le sens commun est un terrible négrier des esprits. D'autant plus, quand, pour avoir la poule, il faut briser la coquille de l'œuf. Il se forme dans les esprits l'image de quelque chose de violemment déchiré; on ne voit pas l'ordre nouveau possible, mieux organisé que l'ancien, plus vital que l'ancien, parce qu'il oppose au dualisme l'unité, à l'immobilité statique de l'inertie la dynamique de la vie qui porte en elle le mouvement. On ne voit que le déchirement violent et l'esprit craintif recule, redoutant de tout perdre, d'avoir devant lui le chaos, le désordre inéluctable. Les prophéties utopistes étaient conçues précisément en fonction de cette peur. L'utopie visait à projeter dans le futur un ensemble bien coordonné, soigneusement poli, propre à faire oublier l'impression du saut dans le noir. Mais les constructions sociales utopiques se sont toutes écroulées parce que, polies comme elles l'étaient et bien rangées, il suffisait de démontrer qu'un détail n'était pas fondé pour faire crouler l'ensemble. Elles n'avaient pas de bases, ces constructions, parce que trop analytiques, parce que fondées sur une infinité de faits, et non sur un principe moral unique. Or les faits concrets dépendent de tant de causes qu'ils finissent par n'avoir plus de cause, et par être imprévisibles. Or, pour agir, l'homme a besoin de pouvoir, au moins en partie, prévoir. On ne conçoit pas une volonté qui ne soit pas concrète, autrement dit qui n'ait pas un but. On ne conçoit pas une volonté collective qui n'ait pas un but universel concret. Mais celui-ci ne peut être un fait singulier ou une série de faits singuliers. Ce ne peut être qu'une idée ou un principe moral. Le défaut organique des utopies est tout là. Croire que la prévision peut être prévision de faits alors qu'elle ne peut l'être que de principes ou de maximes juridiques. Les maximes juridiques (le droit, le jus est la morale mise en pratique) sont la création des hommes comme volonté. Si vous voulez donner à ces volontés une certaine direction, donnez-leur comme but ce qui seul peut l'être ; autrement, après un premier enthousiasme, vous les verrez s'alanguir et disparaître.

Quant au sens de l'entreprise, une brève note de dernière page, trop souvent négligée, en livre une première lecture : *Un journal peut-il contenter tous ses lecteurs? Il serait vain de se proposer un tel objectif. Ce qui importe, c'est que tous trouvent dans le journal quelque chose qui les contente. Ce qui est résidu pour l'un sera substance pour l'autre et vice versa. Il importe seulement que le résidu ne soit pas résidu pour tous et que, même sans donner satisfaction, Il oblige à penser et devienne, de ce fait, aussi agissant que les autres textes.*

Outre les écrits de Gramsci que nous publions Ici, *La Città futura* présente ainsi à ses lecteurs trois textes assez indicatifs des positions et des références culturelles du jeune socialiste. C'est tout d'abord, sous le titre « Cosa è la cultura » [Qu'est-ce que la culture ?], un long extrait du livre de Goetano *Salvemini, Cultura e laicità,* proposant une définition de la culture comme « la forme môme que nous parvenons, par le travail de l'esprit, à donner à l'esprit même». Mais ce sont surtout, sous le titre « Due inviti alla nieditazione » [Deux Invitations à la méditation], un fragment d'un article dé Croce, présenté par Gramsci comme a le plus grand penseur européen du moment», et un extrait de *l'Avviamento allo, studio delta filosofia,* d'Armendo Carlini, philosophe proche à la fois de Croce et de Gentile. Revenant sur cette période dans ses Quaderni del carcere, Gramsci constatera plus tard : « J'étais tendanciellement plutôt crocien.»

Les ordres actuels ont été suscités par la volonté de réaliser totalement un principe juridique. Les révolutionnaires de 89 ne prévoyaient pas l'ordre capitaliste. Ils voulaient mettre en acte les droits de l'homme, ils voulaient que fussent reconnus aux composants de la collectivité des droits déterminés. Ceux-ci, après la fracture initiale de la vieille coquille, s'affirmèrent progressivement, se firent peu à peu plus concrets et, devenus forces capables d'agir sur les faits, ils les modelèrent, les caractérisèrent et il en sortit la civilisation bourgeoise, la seule qui pouvait naître de là car la bourgeoisie était la seule énergie sociale agissante et dont l'action modifiait réellement le cours de l'histoire. En la circonstance, les utopistes furent encore battus puisque aucune de leurs prévisions particulières ne se réalisa. Ce qui se réalisa, c'est le principe et c'est de lu que fleurirent les institutions actuelles, l'ordre actuel.

Était-il universel le principe qui s'affirmait dans l'histoire à travers la Révolution bourgeoise? Oui, sans aucun doute. Et pourtant, on a coutume de dire que si Jean-Jacques Rousseau pouvait voir quel aboutissement ont eu ses prédications, il est probable qu'il les renierait. C'est là une affirmation paradoxale qui contient une critique implicite du libéralisme. Mais elle est paradoxale en ce sens qu'elle affirme d'une manière qui n'est pas juste une chose qui l'est. Universel ne veut pas dire absolu. En histoire, il n'y a rien d'absolu ni de rigide. Les affirmations du libéralisme sont des idées limites qui, reconnues rationnellement nécessaires, sont devenues des idées forces, se sont réalisées dans l'État bourgeois, ont servi à engendrer l'antithèse de cet État dans le prolétariat, et se sont usées. Universelles pour la bourgeoisie, elles ne le sont pas assez pour le prolétariat. Pour la bourgeoisie, c'étaient des idées limites, pour le prolétariat, ce sont des idées minimales. Et en effet, le programme intégral du libéralisme est devenu le programme minimum du Parti socialiste. Autrement dit, le programme qui nous sert à vivre au jour le jour, en attendant qu'on estime venu le moment favorable.

Comme idée limite, le programme libéral crée l'État éthique, c'est-à-dire un État qui, dans la. sphère des idées, se tient au-dessus des compétitions de classe, des divers entremêlements et des affrontements des groupes qui en sont la réalité économique et traditionnelle. Un tel État est une aspiration politique plus qu'une réalité politique; il n'existe que comme modèle utopique, mais c'est précisément le fait qu'il est un mirage qui le rend robuste et en fait une force de conservation. Dans l'espoir qu'il se réalisera un jour dans sa perfection achevée, nombreux sont ceux qui trouvent la force de ne pas le renier, donc de ne pas chercher à le remplacer.

Nous voyons deux de ces modèles qui sont typiques, qui sont la pierre de touche pour ceux qui discutent de théories politiques : l'État anglais et l'État germanique. Tous deux sont devenus grande puissance, tous deux ont réussi à s'affirmer, en recourant à des directives diverses, en tant que solides organismes politiques et économiques, tous deux ayant une silhouette bien définie qui fait qu'ils s'affrontent aujourd'hui et en vertu de laquelle ils ont toujours été impossibles à confondre.

L'idée qui, pour l'Angleterre, a servi de moteur des forces intérieures, parallèles, peut se résumer dans le mot *libérisme,* pour l'Allemagne, dans l'expression *autorité par la raison.*

« Libérisme» est la formule qui comprend toute une histoire de luttes, de mouvements révolutionnaires pour la conquête de libertés déterminées. C'est la *forma mentis* qui s'est peu à peu créée à travers ces mouvements. C'est la conviction qui s'est progressivement formée chez un nombre toujours croissant de citoyens qui vinrent, au travers de ces luttes, participer à l'activité publique, que dans la libre manifestation de ses propres convictions, dans le libre

développement des forces productives et législatives du pays, résidait le secret du bonheur. Du bonheur au sens où, bien sûr, tout ce qui arrive de mal ne peut être mis à la charge des individus et que de tout ce qui ne réussit pas, il faut rechercher la raison uniquement dans le fait que les pionniers ne possédaient pas encore la force requise pour imposer victorieusement leur programme.

En ce qui concerne l'Angleterre, pour citer un exemple, le *libérisme* a trouvé avant guerre son champion théorique et pratique en Lloyd George qui, en s'adressant dans un meeting, en tant que ministre d'État, à des ouvriers, et sachant que ses paroles prenaient la signification d'un programme de gouvernement, leur dit à peu près ceci : « Nous sommes socialistes, c'est-à-dire que nous n'en venons pas tout de suite à la socialisation de la production. Mais nous n'avons pas d'opposition de principe contre le socialisme. A chacun son devoir. Si la société est encore capitaliste, cela veut dire que le capitalisme est encore une force qui n'est pas épuisée historiquement. Vous, socialistes, vous dites que le socialisme est mûr. Prouvez-le. Prouvez que vous êtes la majorité, prouvez que vous êtes, non seulement en puissance, mais aussi dans la pratique immédiate, la force capable de conduire les destinées du pays. Et nous vous laisserons la place, pacifiquement.» Déclaration qui, à nous qui sommes habitués a voir dans le gouvernement quelque chose qui tient du sphinx, coupe complètement du pays et de tout débat vivant sur des idées et des faits, nous semble époustouflante. Mais qui ne l'est pas et n'est pas non plus discours vide de sens, si on songe que cela fait plus de deux cents ans qu'en Angleterre on dispute des luttes politiques sur la place publique, et que le droit à la libre affirmation de toutes les énergies est un droit conquis, non pas un droit naturel, considéré comme tel en soi et pour soi. Et qu'il suffise de rappeler que le gouvernement radical anglais ôta à la Chambre des lords tout droit de vote pour pouvoir donner réalité effective à l'autonomie irlandaise, et que Lloyd George se proposait avant la guerre de faire voter un projet de loi agraire, selon laquelle, étant posé comme axiome que quiconque possède des moyens de production et ne les fait pas convenablement fructifier, est déchu de ses droits absolus, grand nombre de propriétés privées appartenant à des agrariens leur étaient enlevées et étaient vendues a ceux qui pouvaient les cultiver. Cette forme de socialisme d'État bourgeois, c'est-à-dire socialisme non socialiste, faisait en sorte que le prolétariat ne vît pas d'un mauvais oeil l'État comme gouvernement, et que, persuadé à tort ou à raison d'être sous tutelle, il menât la lutte de classe avec mesure et sans cette exaspération morale qui caractérise le mouvement ouvrier.

La conception de l'État germanique est aux antipodes du type anglais, mais produit des effets identiques. l'État allemand est protectionniste par *forma mentis.* Fichte a donné le code de l'État fermé, de l'État régi par la raison, de l'État qui ne doit pas être laissé à la discrétion des forces libres spontanées des hommes, mais doit en toute chose, dans chacun de ses actes, imprimer le sceau d'une volonté, d'un programme établi, préorganisé par la raison. Et c'est pourquoi en Allemagne, le Parlement n'a pas les mêmes pouvoirs qu'ailleurs. Il est simplement consultatif, et doit être maintenu uniquement parce que, rationnellement, on ne peut admettre l'infaillibilité des pouvoirs exécutifs, et que du Parlement, de la discussion peut surgir la vérité. Mais on ne reconnaît pas à la majorité le droit de définir la vérité. Celui qui reste l'arbitre, c'est le Ministère (l'Empereur), qui juge et choisit et n'est remplacé que par la volonté impériale. Mais les classes ont la conviction, une conviction qui n'est pas formelle ni subie, mais qui s'est formée au cours de décennies d'expérience d'une administration exemplaire, d'une rigoureuse justice distributive, que leurs droits à la vie sont pris en charge et que leur activité doit consister à chercher à devenir la majorité, pour ce qui est des socialistes, à conserver leur majorité et à

démontrer continuellement leur nécessité historique, pour ce qui est des conservateurs. Un exemple : le vote, qui rallia également les socialistes, du milliard pour couvrir les nouvelles dépenses militaires, en 1913; la majorité des socialistes vota pour, parce que le milliard fut rassemblé non pas en puisant auprès de l'ensemble des contribuables mais par une expropriation (tout au moins apparente) des gros possédants. Cette mesure apparut comme une expérience de socialisme d'État; elle sembla être un *juste principe en soi* destiné à faire payer aux capitalistes les dépenses militaires et on vota des crédits qui allaient au bénéfice exclusif de la bourgeoisie et du parti militaire prussien.

Ces deux types d'ordre constitué sont le modèle de base des partis de l'ordre de l'Italie. Les libéraux et les nationalistes disent (ou disaient) respectivement qu'ils voulaient qu'on créât en Italie quelque chose de semblable à l'État anglais ou à l'État germanique. La polémique contre le socialisme est tout entière tissée sur l'aspiration de cet État éthique potentiel en Italie. Mais, en Italie, la période de développement qui a rendu possibles l'Allemagne et l'Angleterre d'aujourd'hui, a fait complètement défaut. C'est pourquoi si vous portez à leurs dernières conséquences les raisonnements des libéraux et des nationalistes italiens, vous obtenez comme résultat, dans le moment présent, la formule suivante : le *sacrifice de la part du prolétariat.* Sacrifice de ses propres besoins, sacrifice de sa propre personnalité, de sa propre combativité pour que les temps mûrissent, pour permettre que la richesse se multiplie, pour permettre que l'administration se purifie, *[trois lignes censurées].* Les nationalistes et les libéraux n'en viennent pas au point de soutenir qu'il existe en Italie un ordre quelconque. Ils soutiennent que cet ordre devra exister, pourvu que les socialistes n'entravent pas sa fatale instauration.

Cet état de fait des choses italiennes est pour nous une source plus grande d'énergie de combativité. Quand on pense combien il est difficile de convaincre un homme d'agir s'il n'a pas de raison immédiate de le faire, on comprend combien il est plus difficile de convaincre une multitude dans les États où n'existe pas, comme en Italie, un gouvernement dont le parti pris est d'étouffer ses aspirations, de rançonner de toutes les façons la patience et la productivité. Dans les pays où les conflits ne se déroulent pas sur la place publique, où on ne voit pas foulées au pied les lois fondamentales de l'État, où on ne voit pas le dominateur être l'arbitre, la lutte de classe perd de son âpreté, l'esprit révolutionnaire perd de son élan et s'étiole. Ce qu'on appelle la loi de l'effort minimum qui n'est autre que la loi des paresseux, et qui n'exprime souvent que le « farniente», devient populaire. Dans de tels pays, la révolution est moins probable. Là où il existe un ordre, il est plus difficile qu'on se décide à le remplacer par un ordre nouveau. *[Une ligne censurée.]*

Les socialistes ne doivent pas substituer un ordre à un ordre. Ils doivent instaurer l'ordre en soi. La maxime juridique qu'ils veulent réaliser est : possibilité *de réalisation intégrale de sa propre personnalité humaine accordée à tous les citoyens. Si* cette maxime se concrétise, tous les privilèges établis tombent du même coup. Elle conduit au maximum de liberté avec un minimum de contrainte. Elle demande que soient règle de la vie et des attributions, la capacité et la productivité, hors de tout schéma traditionnel; que la richesse ne soit pas instrument d'esclavage, mais qu'appartenant à tous impersonnellement, elle donne à tous les moyens d'atteindre à tout le bien-être possible; que l'école éduque les élèves intelligents, quelle que soit leur naissance, et qu'elle ne représente pas la récompense *[quatre lignes censurées].* C'est de cette maxime que dépendent organiquement tous les autres principes du programme socialiste maximal. Celui-ci, répétons-le, n'est pas une utopie. C'est l'universel concret, il peut être réalisé

dans les faits, par la volonté. C'est un principe d'ordre, de l'ordre socialiste. De cet ordre dont nous croyons que l'Italie verra, avant tout autre pays, la première réalisation. *[Quatre lignes censurées.]*

Sans signature,
La Città futura, 11 février 1917.

LES INDIFFÉRENTS

Je hais les indifférents. Je crois comme Friedrich Hebbel que « vivre veut dire être partisan». On ne peut être seulement *homme,* étranger à la cité. Qui vit vraiment ne peut pas ne pas être citoyen, et partisan. L'indifférence est insensibilité, parasitisme, lâcheté; elle n'est pas vie. C'est pourquoi je hais les indifférents.

L'indifférence est le poids mort de l'histoire. C'est le boulet que doit traîner le novateur, c'est la matière inerte en laquelle il n'est pas rare que se noient les plus beaux enthousiasmes, c'est le marais qui entoure la vieille ville et qui la défend mieux que les remparts les plus épais, mieux que les poitrines de ses guerriers, en engloutissant les assaillants dans ses sables mouvants, en les décimant et en les décourageant, et en les faisant parfois renoncer à leur entreprise héroïque.

L'indifférence agit vigoureusement dans l'histoire. Elle agit passivement, mais elle agit. Elle se fait fatalité; elle est ce quelque chose que l'on n'attendait point; ce quelque chose qui bouleverse les programmes, renverse les plans les mieux établis; la matière brute qui se rebelle devant l'intelligence et l'étrangle. Les événements, le mal qui s'abat sur tous, le bien que pourrait engendrer un acte héroïque (de valeur universelle), ne dépendent pas tant de l'initiative du petit nombre qui agit, que de l'indifférence, de l'absentéisme de la multitude. Ce qui arrive ne se produit pas tant parce que quelques-uns le veulent, que parce que la masse des hommes abdique toute volonté, laisse faire, laisse assembler les nœuds que seule l'épée pourra trancher ensuite, laisse promulguer les lois que seule la révolte fera ensuite abroger, laisse s'élever au pouvoir les hommes que seule une révolte pourra renverser par la suite. La fatalité qui semble dominer l'histoire n'est en fait rien d'autre que l'apparence illusoire de cette indifférence, de cet absentéisme. Des événements mûrissent dans l'ombre, quelques mains, sans surveillance et sans contrôle, tissent la toile de la vie collective, et la masse l'ignore, qui ne s'en préoccupe pas. Les destinées d'une époque sont manipulées au gré des visions limitées, des objectifs immédiats, des ambitions et des passions personnelles de petits groupes agissants, et la masse des hommes l'ignore, qui ne s'en préoccupe pas. Mais les événements qui ont mûri finissent par éclater; mais la toile ourdie dans l'ombre est enfin achevée : et il semble alors que ce soit la fatalité qui emporte tout et tous, que l'histoire ne soit qu'un énorme phénomène naturel, une éruption, un tremblement de terre, dont tous sont victimes, qu'on l'ait voulu ou non, qu'on ait été actif ou indifférent. Et l'indifférent s'irrite, il voudrait se soustraire aux conséquences, il voudrait qu'il soit clair qu'il n'a pas voulu cela, qu'il n'en est pas responsable. Certains pleurnichent pitoyablement, d'autres jurent grossièrement, mais personne ou presque ne se demande : si moi aussi j'avais fait mon devoir, si j'avais essayé de faire prévaloir ma volonté, mon avis, est-ce que cela se serait passé ainsi? Mais personne ou presque ne se reproche d'avoir été indifférent, d'avoir été sceptique, de ne pas avoir offert son aide et son activité à ces groupes de citoyens qui combattaient précisément pour éviter ce mal et s'assignaient, pour objectif, un bien.

Face au fait accompli, la plupart d'entre eux préfèrent, au contraire, parler de faillites des idées, d'échec définitif des programmes et autres balivernes de ce type. Ils recommencent ainsi à se dégager de toute responsabilité. Et ce n'est point qu'ils ne voient pas les choses clairement et qu'ils ne soient capables quelquefois d'ébaucher de magnifiques solutions pour les problèmes les plus urgents ou pour ceux qui, tout en exigeant plus de réflexion et de temps, n'en sont pas moins urgents. Mais ces solutions demeurent magnifiquement stériles, mais cette contribution à la vie collective ne procède d'aucune lueur morale; c'est le produit d'une curiosité intellectuelle, non de ce sens impérieux de la responsabilité historique qui veut que tous participent activement à la vie, qui n'admet aucune sorte d'agnosticisme ou d'indifférence.

Mais, si je hais les indifférents, c'est aussi parce que leurs pleurnicheries d'éternels innocents me sont insupportables. Je demande compte à chacun d'entre eux sur la façon dont il a accompli la tâche que la vie lui a assignée et lui assigne quotidiennement, sur ce qu'il a fait et, surtout, ce qu'il n'a pas fait. Et je sens que je puis être inexorable, que je ne dois pas gaspiller ma pitié, que je ne dois pas leur accorder mes larmes. Je suis partisan, je vis, je sens déjà palpiter dans la conscience virile des miens l'activité de la cité future que les miens sont en train de construire. Et dans cette cité la chaîne sociale ne pèse pas seulement sur quelques-uns, les événements ne sont pas dus au hasard, à la fatalité, mais sont l'œuvre intelligente des citoyens. Elle ne compte personne qui demeure à regarder à sa fenêtre tandis qu'un petit nombre se sacrifie, se saigne dans le sacrifice; personne qui, restant à sa fenêtre, aux aguets, veuille profiter du peu de bien que procure l'activité d'un petit nombre et donne libre cours à sa déception en insultant le sacrifié, celui qui s'est saigné, parce qu'il n'a pas réussi dans son entreprise.

Je vis, je suis partisan. C'est pourquoi je hais qui n'est pas partisan, je hais les indifférents.

Sans signature,
La Città futura, 11 février 1917.

DISCIPLINE ET LIBERTÉ

S'associer à un mouvement veut dire assumer une partie de la responsabilité des événements qui se préparent, devenir les artisans directs de ces mêmes événements. Un jeune qui s'inscrit au Mouvement des jeunesses socialistes accomplit un acte d'indépendance et de libération. Sa discipline, c'est de se rendre indépendant et libre. L'eau est eau pure et libre quand elle coule entre les deux rives d'un ruisseau ou d'un fleuve, non pas quand elle est répandue au hasard sur le sol, ou quand, raréfiée, elle plane dans l'atmosphère. L'homme qui ne suit pas une discipline politique est précisément matière à l'état gazeux ou matière polluée par des éléments étrangers : par conséquent inutile et nuisible. La discipline politique fait précipiter ces impuretés et donne à l'esprit son meilleur métal, à la vie un but, sans lequel la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue. Tout jeune prolétaire qui sent combien est pesant le fardeau de l'esclavage de classe, doit accomplir l'acte initial de sa libération, en s'inscrivant à la Section des jeunesses socialistes[245] * la plus proche de chez lui.

Sans signature,
La Città futura, 11 février 1917.

---

[245] * Fascio giovanile socialista (N.d.T.).

ANALPHABÉTISME

Pourquoi y a-t-il encore en Italie tant d'analphabètes?... Parce qu'en Italie trop de gens limitent leur vie à leur famille, à l'ombre de leur clocher. On n'éprouve pas le besoin d'apprendre la langue italienne, parce que le dialecte suffit à la vie communale et familiale, parce que la conversation en dialecte suffit à exprimer entièrement les relations courantes. Apprendre à lire n'est pas un besoin. c'est pourquoi cela se transforme en supplice, en exigence tyrannique. Pour que cela devienne un besoin, il faudrait que la vie collective soit plus chaleureuse, qu'elle concerne un nombre toujours plus grand de citoyens et fasse ainsi naître, spontanément, le sentiment du besoin, de la nécessité de connaître l'alphabet et la langue. La propagande socialiste a fait davantage pour l'instruction que toutes les lois sur l'enseignement obligatoire. La loi est une contrainte : elle peut vous imposer de fréquenter l'école, elle ne peut vous obliger à apprendre, ni quand vous avez appris, à [ne pas] oublier. La propagande socialiste éveille rapidement le vif sentiment que l'on n'est pas seulement des individus, pris dans le cercle étroit des intérêts immédiats (ceux de la commune et de la famille), mais qu'on est des citoyens d'un monde plus vaste, et qu'avec les autres citoyens de ce monde, il faut échanger des idées, partager des espoirs, des souffrances. La culture, l'alphabet, ont ainsi acquis un but, et tant que ce but est vivant dans les consciences, l'amour du savoir s'affirme impérieusement. C'est une vérité sacro-sainte dont les socialistes peuvent s'enorgueillir : l'analphabétisme ne disparaîtra complètement que lorsque le socialisme l'aura fait disparaître, parce que le socialisme est le seul idéal qui soit capable de transformer en citoyens, au sens le meilleur et le plus complet du mot, tous les Italiens qui, en ce moment, se contentent, pour vivre, de leurs petits intérêts personnels, en hommes qui ne sont venus au monde que pour être des consommateurs de nourriture.

Sans signature, *La Città futura,* 11 février 1917.

LA DISCIPLINE

Dans une des *Nouvelles* de la Jungle, Rudyard Kipling montre en pleine action ce qu'est la discipline d'un État bourgeois fort. Dans l'État bourgeois, tout le monde obéit : les mulets de la batterie au sergent de la batterie, les chevaux aux soldats qui les montent; les soldats au lieutenant, les lieutenants aux colonels des régiments; les régiments à un général de brigade; les brigades au vice-roi des Indes. Le vice-roi à la reine Victoria (encore vivante quand Kipling écrivait). La reine donne un ordre, et le vice-roi, les généraux, les colonels, les lieutenants, les soldats, les animaux, tout le monde se met en route harmonieusement et marche vers la conquête. A un spectateur indigène d'une parade militaire, le héros de la nouvelle dit : « Puisque vous ne savez pas en faire autant, vous êtes nos sujets.» La discipline bourgeoise est la seule force qui maintienne solidement l'agrégat bourgeois. A discipline, il faut opposer discipline. Mais la discipline bourgeoise est une chose mécanique et autoritaire, la discipline socialiste est autonome et spontanée. Quiconque accepte la discipline socialiste, signifie par là qu'il est socialiste ou qu'il veut le devenir plus totalement, en s'inscrivant aux jeunesses socialistes si c'est un jeune. Et quand on est socialiste ou qu'on veut le devenir, on n'obéit pas : on commande à soi-même, on impose une règle de vie à ses caprices, à ses vélléités désordonnées. Il serait étrange - alors qu'on obéit trop souvent sans souffler mot à une discipline qu'on ne comprend pas, qu'on ne sent pas -, qu'on ne réussisse pas à agir selon une ligne de conduite que nous contribuons nous-mêmes à tracer et dont nous assurons la cohérence rigoureuse. Car tel est le caractère des disciplines autonomes : c'est d'être la vie elle-même, la pensée même de la

personne qui s'y soumet. La discipline que l'État bourgeois impose aux citoyens, fait de ceux-ci des sujets qui se flattent d'influer sur le cours des événements. La discipline du Parti socialiste fait du sujet un citoyen : citoyen maintenant rebelle, précisément parce que ayant acquis la conscience de sa personnalité, il sent que celle-ci est entravée et ne peut s'affirmer librement dans le monde.

Sans signature,
La Città futura, 11 février 1917.

NOTES MARGINALES

1. L'effort accompli pour conquérir une vérité fait que cette vérité vous semble un peu vôtre, même si vous n'avez rien ajouté de vraiment vôtre à sa nouvelle énonciation, même si vous ne lui avez pas donné la moindre coloration personnelle. Voilà pourquoi il arrive souvent que l'on plagie autrui inconsciemment, et que l'on se trouve déçu par la froideur avec laquelle sont accueillies des affirmations que l'on estimait capables d'émouvoir, d'enthousiasmer. « Mon cher, se répète-t-on alors avec mélancolie, ton œuf n'était que l'œuf de Colomb...» Eh bien, peu m'importe d'être celui qui découvre l'œuf de Colomb ! Je préfère répéter une vérité déjà connue que me tarabuster l'intelligence pour fabriquer des paradoxes brillants, de spirituels jeux de mots, des acrobaties verbales, qui font sourire, mais ne font pas penser.

La bonne soupe de légumes qu'on mange dans le peuple est toujours la plus nourrissante et la plus appétissante, justement parce qu'elle est faite des aliments les plus habituels. J'aime la voir avaler à grandes cuillerées par des hommes vigoureux, aux puissants sucs gastriques, qui ont l'avenir dans la force de leur volonté et de leurs muscles. La vérité la plus rebattue n'a jamais été suffisamment répétée pour se transformer en une maxime et en une raison d'agir valable pour tous les hommes.

2. Lorsque tu discutes avec un adversaire, essaie de te mettre dans sa peau. Tu le comprendras mieux, et tu finiras peut-être par t'apercevoir qu'il a un peu, si ce n'est beaucoup, raison. J'ai suivi pendant quelque temps ce conseil des sages. Mais la peau de mes adversaires était si sale que j'ai conclu : mieux vaut être parfois injuste que d'éprouver à nouveau ce dégoût qui va jusqu'au vertige.

3. Que de nombreux soi-disant intellectuels aient déserté le socialisme, (à propos, intellectuel veut-il toujours dire intelligent?), est devenu pour les jobards la meilleure preuve de la pauvreté morale de notre idéal. Le fait est que des phénomènes semblables se sont produits, et se produisent encore, pour le positivisme, pour le nationalisme, pour le futurisme, et pour tous les autres *ismes. Il* y a tous ceux qui font des crises à répétition, les petites âmes toujours à la recherche d'un point fixe, qui se jettent sur la première idée venue qui a l'air de pouvoir devenir un idéal, et s'en nourrissent, tant que dure leur effort pour l'assimiler. Arrivés à la fin de cet effort, quand ils s'aperçoivent (ce qui est l'effet de leur manque de profondeur spirituelle, et au fond, de leur peu d'intelligence) que ladite idée ne suffit pas à tout, qu'il y a des problèmes dont la solution (Bi tant est qu'elle existe), échappe à cette idéologie, (mais il se pourrait bien qu'elle lui soit liée sur un plan supérieur), ils se jettent sur quelque chose d'autre qui pourrait bien être une vérité, qui représente encore une inconnue, et offre donc des virtualités

de satisfactions nouvelles. Les hommes cherchent toujours la raison de leurs échecs spirituels hors d'eux-mêmes; ils ne veulent pas se convaincre que la cause de ces échecs est toujours et uniquement la petitesse de leur âme, leur manque de caractère et d'intelligence. Il existe des dilettantes de la foi, tout comme il existe des dilettantes du savoir.

Ceci, dans la meilleure des hypothèses. Pour beaucoup la crise de conscience n'est qu'une traite échue, ou le désir d'ouvrir un compte courant.

4. On dit qu'il y a en Italie le pire socialisme de toute l'Europe. Admettons : l'Italie aurait alors le socialisme qu'elle mérite.

5. Le progrès ne consiste en général que dans la participation d'un nombre toujours plus grand d'individus à un bien. L'égoïsme est le collectivisme des appétits et des besoins de l'individu isolé, le collectivisme est l'égoïsme de tous les prolétaires du monde. Les prolétaires ne sont certes pas des altruistes au sens que donnent à ce mot les humanitaristes rassis. Mais, chez les prolétaires, l'égoïsme est ennobli, parce qu'ils ont conscience de ne pouvoir complètement le satisfaire sans que, dans un même temps, l'aient satisfait tous les individus de leur classe. C'est pourquoi l'égoïsme prolétarien crée immédiatement la solidarité de classe.

6. On a dit que le socialisme est mort au moment précis où il a été démontré que cette société future que les socialistes prétendaient être en train de créer, n'était qu'un mythe bon pour les foules. Je crois, moi aussi, que ce mythe s'est dissous dans le néant. Mais sa dissolution était nécessaire. Le mythe s'était formé peu à peu lorsque était encore vivante la superstition scientifique, lorsqu'on avait une foi aveugle en tout ce qui s'assortissait de l'attribut *scientifique.* La réalisation de cette société modèle était un postulat du positivisme philosophique, de la philosophie *scientifique.* Mais cette conception n'était pas scientifique, elle n'était que mécanique, sèchement mécanique. Et, bien que même la *Critica sociale* ne s'appelle plus « Revue du socialisme scientifique», il en reste un souvenir décoloré dans le réformisme théorique de Claudio Treves[246], ce hochet du fatalisme positiviste qui reconnaît comme déterminantes des énergies sociales coupées de l'homme et de sa volonté, incompréhensibles et absurdes et qui est en somme une forme de mysticisme aride et dépourvu des sursauts de la passion douloureuse. Ce n'est là qu'une vision livresque, une vision de papier de la vie; on voit l'ensemble, l'effet, on ne voit pas la multiplicité, on ne voit pas chacun des hommes dont l'ensemble est la synthèse. Pour ces gens-là la vie est pareille à une avalanche, que l'on observe de loin, dans sa chute irrésistible. « M'est-il possible à moi, de l'arrêter? se demande *l'homunculus* - Non !, donc, elle n'obéit à aucune volonté. Puisque l'avalanche humaine obéit à une logique qui, éventuellement, peut ne pas être ma volonté individuelle, et puisque moi,

---

[246] Critica sociale, revue bimensuelle publiée le 5 et le 20 de chaque mois, fut fondée à Milan le 15 janvier 1891 par Filippo Turati et sa compagne, Anna Kuliscioff. Elle succédait à Cuore e critica (1887-1890), revue dirigée par Arcangelo Ghisleri qui marque la « transition du socialisme italien de la zone d'influence du socialisme français à celle de la social-démocratie allemande» (L. Cortes!, Turati giovane, Milan, 1962, p. 54). Fascinée par l'exemple allemand, Critica sociale tenta de jouer, dans le cadre du socialisme italien, un rôle équivalent à celui de la Neue Zeit de Kautsky. Claudio Treves en était le principal collaborateur.

Journaliste et député socialiste, directeur successivement du Grido del Popolo de Turin, du Tempo de Milan (1898) et de l'Avanti 1 (1910-1912), véritable aller ego de Turati à la tête de la Critica sociale, Claudio Treves (1868-1933) était, avec ce dernier, l'un des principaux représentants italiens de ce réformisme d'inspiration positiviste et spencerienne qui caractérise le « marxisme de la Ile Internationale».

simple individu, je n'ai pas la force de l'arrêter ou de la faire dévier, je me persuade qu'elle n'a pas de logique interne, mais qu'elle obéit à des lois *naturelles* inviolables.»

La science a subi une *débâcle* , ou pour mieux dire, elle s'est limitée à s'acquitter de la seule tâche qui lui incombait; et l'on a perdu la confiance aveugle que l'on avait dans ses déductions, ce fut alors le crépuscule du mythe qu'elle avait puissamment contribué à susciter. Mais le prolétariat s'est rénové, aucune désillusion ne parvient à anéantir sa conviction, tout comme aucune gelée blanche ne peut détruire le brin d'herbe gorgé de sucs vitaux. Il a réfléchi sur ses propres forces et sur la quantité de force qui lui est nécessaire pour atteindre ses fins. Il s'est ennobli davantage en prenant conscience des difficultés toujours grandissantes qu'il affronte maintenant, et en acceptant les sacrifices toujours plus grands qu'il va devoir faire. Il s'est produit un processus d'intériorisation : le facteur de l'histoire est passé de l'extérieur à l'intérieur : à une période d'expansion succède toujours une période d'intensification, à la Loi *naturelle,* au *fatal cours des choses* des pseudo-savants s'est substituée la *volonté tenace de l'homme.* Le socialisme n'est pas mort, parce que, pour lui, ne sont pas morts les hommes de bonne volonté.

7. On a raillé et on raille encore la valeur *nombre,* qui ne serait qu'une valeur démocratique et non une valeur révolutionnaire : la fiche, non point la barricade. Mais le *nombre,* la *masse,* ont servi à créer un nouveau mythe : le mythe de l'universalité, le mythe de la marée qui déferle, irrésistible et fracassante, et rasera au sol la cité bourgeoise soutenue par les étais du privilège. Le nombre, la masse (tant d'individus en Allemagne, tant en France, tant en Amérique et tant en Italie, chaque année plus nombreux), ont raffermi la conviction que possède chaque individu de participer à quelque chose de grandiose en train de mûrir et dont chaque nation, chaque parti, chaque section, chaque groupe, chaque individu, est une molécule qui, après l'avoir reçu, restitue, revigoré, ce sue vital dont la circulation enrichit tout l'ensemble du corps socialiste mondial. Les millions d'infusoires qui flottent dans l'océan Pacifique construisent d'immenses bancs de coraux sous les eaux, et puis un tremblement de terre fait affleurer ces bancs, et un nouveau continent se forme. Les millions de socialistes dispersés dans la vastitude du monde travaillent eux aussi à la construction d'un continent nouveau, et le tremblement de terre *[deux lignes censurées]...*

8. Il est plus facile de convaincre celui qui n'a jamais participé à la vie politique que celui qui a déjà appartenu à un parti structuré et riche de traditions. La force que la tradition exerce sur les esprits est immense. Un clérical ou un libéral qui deviennent socialistes sont autant de boîtes à malice qui peuvent à tout moment exploser avec des conséquences fatales pour notre unité. Les hommes de la campagne, avec leurs âmes vierges, quand ils sont convaincus d'une vérité, se sacrifient pour elle, ils font tout ce qui est possible pour la réaliser. Celui qui s'est converti reste toujours un relativiste. Il a expérimenté en lui-même, une fois, déjà, à quel point il était facile de se tromper en choisissant sa propre voie, c'est pourquoi il lui en reste un fond de scepticisme. Qui est sceptique manque du courage nécessaire à l'action.

Je préfère voir un paysan se rapprocher de notre mouvement, plutôt qu'un professeur de faculté. Reste seulement que le paysan devrait essayer d'acquérir autant d'expérience et de largeur de vue que peut en avoir un professeur de faculté, afin de ne pas rendre stériles son action et son éventuel sacrifice.

9. Accélérer l'avenir. Tel est le besoin le plus ressenti dans la masse socialiste. Mais qu'est-ce que l'avenir?

Existe-t-il comme quelque chose de véritablement concret? L'avenir se ramène à la conviction que, dans le futur, le milieu social aura déjà été modifié par ce qui est la volonté d'aujourd'hui. C'est pourquoi accélérer l'avenir peut signifier deux choses : être parvenus à faire partager cette volonté à assez d'hommes pour atteindre le chiffre qu'on estime nécessaire afin que la volonté porte, d'elle-même, ses fruits, ce serait là un progrès quantitatif, ou bien, avoir réussi à rendre cette volonté si intense au sein de la minorité actuelle que soit possible l'équation : 1 = 1000 000. Et ce serait là un progrès qualitatif. Enflammer sa propre âme et en faire jaillir des myriades d'étincelles, voici qui est nécessaire *[une ligne censurée].* Attendre d'être devenus la moitié plus un, est le programme des âmes timides qui attendent le socialisme d'un décret royal contresigné par deux ministres.

Sans signature, *La Città futura,* 11 février 1917.

MODÈLE ET RÉALITÉ

Le modèle est le schéma typique d'un phénomène déterminé, d'une loi déterminée. La succession uniforme des faits permet d'en fixer les lois, d'en tracer les schémas, d'en construire les modèles. Pour autant que l'on ne confère pas une valeur absolue à ces abstractions de l'esprit, elles sont d'une grande utilité pédagogique : elles permettent de se placer au centre même de l'acte phénoménique en élaborant toutes ses possibilités, toutes ses tendances finalistes. Et lorsqu'on a réussi à accomplir cet acte initial, le plus gros est fait : l'intelligence est désormais en mesure d'appréhender le devenir du fait, de le comprendre dans sa totalité et donc dans son individualité. Le modèle, la loi, le schéma sont en définitive des expédients méthodologiques qui aident à la connaissance et au savoir exacts.

Construisons l'un de ces modèles. Imaginons la société sous l'aspect du schéma. 100 familles divisées selon les deux classes historiques qui se disputent actuellement l'initiative de la politique, dans la production, dans la distribution. Enfants, vieux, femmes : travailleurs et bourgeois. 75 familles vivent d'un salaire; 10 familles d'un traitement (bureaucratie au sens le plus large); 15 familles de rente capitaliste. La richesse totale est de trois millions, c'est-à-dire 6 000 lires par habitant (en considérant que chaque famille est composée de 5 personnes : père, mère, deux enfants et un vieux ou un malade incapable de produire). La rente de cette richesse est le produit du travail des prolétaires. Sa valeur monétaire est de 2 250 lires [sic] par jour, ainsi partagées : 850 lires aux 85 familles des ouvriers et des employés; 1500 lires aux familles capitalistes. En temps normal les deux parties oscillent continuellement : la production s'accroît, la monnaie vaut davantage, elle s'emploie à acquérir plus de marchandises, le bien-être relatif augmente, les besoins se font plus nombreux, la conscience de ces besoins augmente et par conséquent la demande d'améliorations augmente aussi. Pour que cela soit possible, la bourgeoisie aiguise son intelligence, améliore la technique, la production se multiplie : la thèse et l'antithèse développent le jeu de leur force qui se synthétise dans les accélérations progressives du rythme du travail : ces accélérations sont les étapes historiques de la société bourgeoise qui se surpasse continuellement en élargissant son souffle, en réduisant le plus possible les antagonismes, en cherchant à satisfaire, dans les limites de sa propre conservation,

toutes les demandes, tous les désirs, les volontés, toujours plus grands, de bien-être, de toujours plus d'indépendance et d'autonomie des individus. Mais le rapport juridique de classe reste inchangé, puisque la règle mathématique bien connue nous dit qu'en changeant les membres d'une équation en proportion égale, l'équation ne change pas. Le prolétaire est à 1, comme le capitaliste est à 100; si le prolétaire devient 2, 3, 4, etc. les rapports restent toujours de 1 à 100; le prolétaire reste prolétaire et le capitaliste capitaliste. *[Environ quarante lignes censurées.]*

Sans doute le modèle n'est-il qu'un schéma; sans doute a-t-il ses défauts et ses manques. Mais est-il vraiment si loin de la vérité? Dans la vie normale le scorbut est une exception; mais l'analphabétisme, la vie dans les souterrains humides et infects de l'Italie méridionale, est-ce là des exceptions? les cas de tuberculose parmi les tisserands, l'absence de toute vie spirituelle, la nécessité de faire travailler les enfants et tous les autres malheurs, que chacun peut constater autour de soi, est-ce là des exceptions? Eh bien, pour chacun de ces malheurs c'est le modèle qui agit, qui dicte ses lois, qui détruit une partie de l'humanité, et avec son sang pourpre ravive les artères des misérables épuisés de l'autre rive, leur permettant tous les vices et les rendant malades de crapulerie. Voilà pourquoi *[quelques mots censurés]* prolétaire est en même temps un devoir de morale commune.

Sans signature, La Città futura, Torino, 11 février 1917, p. 4, et Avanti !, page piémontaise, 19 février 1917, sous le titre « Le delizie dell'economia liberale. La legge del libero acquisto ».

LE MOUVEMENT DES JEUNESSES SOCIALISTES (I.R.P)

« Le mouvement des jeunesses s'est toujours caractérisé en Italie par une ardeur et une activité inlassables et maximalistes. Dans le problème des tendances, il a pris clairement et ouvertement position, ainsi du reste que le veut l'âge (malheur aux jeunes vieillards !), pour les thèses les plus intransigeantes, les plus pures et les plus extrémistes. Il s'est préoccupé des problèmes les plus délicats de la vie italienne, comme celui de la démocratie chrétienne, qu'il a ardemment combattue dès son apparition. Il a soulevé et, en quelque sorte, imposé le problème de la franc-maçonnerie, chancre rongeur de l'unité et de l'autonomie du vieux socialisme populisant et collaborateur de classe.

« Résolu et sûr, il a été également à l'avant-garde de la campagne contre la guerre de Libye et pour la neutralité dans l'actuel et si tragique conflit européen. Face aux légères hésitations des dirigeants, d'abord surpris par la complexité du phénomène historique, le mouvement a réagi comme un seul homme, et il a été le seul mouvement d'Europe qui n'ait pas fourni la moindre minorité à la guerre fascinante»

C'est ainsi qu'Arturo Vella caractérise, dans l'Almanacco socialista [247], le mouvement des jeunesses. Et il pourrait en dire beaucoup plus, n'était-ce la censure, prête à couper court à tout ce qui va contre le courant.

---

[247] Almanacco socialista italiano, 1917, Società editrice « Avanti !»; p. 144. Membre de la fraction « intransigeante» ou « révolutionnaire» du P.S.I., Arturo Vella (1886-1943) appartenait à la direction du Parti socialiste. Il avait été, avant la guerre, l'un des principaux dirigeants de la Fédération des jeunesses socialistes et y avait mené bataille contre les « syndicalistes». Resté dans le Parti socialiste au Congrès de Livourne (1921), il s'opposa par la suite à la fusion des « maximalistes» avec le Parti communiste.

En Italie le mouvement des jeunesses a commencé de se former vers 1898. Et c'est là une grande date dans l'histoire de l'Italie. C'est une force neuve qui fait son entrée dans le jeu des luttes politiques. Force désintéressée, pleine d'une profonde énergie morale, qui se fera singulièrement agissante pour transformer l'esprit public italien, le rendre plus sérieux, plus grave, plus réfléchi. Et ce, particulièrement, en Italie méridionale.

Certes, le mouvement des jeunesses est particulièrement répandu et vigoureux dans le Piémont, en Lombardie, en Émilie, en Toscane. Mais, dans ces régions, le phénomène ne revêt pas la même signification qu'en Italie méridionale. La vie politique y est plus complexe; l'activité politique a déjà investi les couches profondes de la population. Il en va tout autrement en Italie méridionale, où la vie politique est inexistante et où tous les présidents du Conseil cultivent les fiefs électoraux, qui serviront à remplir la bedaine parlementaire et à constituer la majorité[248] . Là, le mouvement des jeunesses signifie la première apparition d'une nouvelle génération, libre, sans préjugés, qui brisera la tradition et asséchera le marécage politique.

Voici un tableau synthétique des adhérents de la Fédération italienne des jeunesses socialistes :

ANNÉE	NOMBRE DE SECTIONS	ADHÉRENTS (CARTES)
1907	40	1449
1908	142	2955
1909	141	3362
1910	186	4403
1911	227	5361
1912	273	5810
1913	280	6040
1914	283	6145

Pour les deux dernières années, on ne peut pas encore donner de chiffres officiels. Nous pouvons pourtant dire que, quoique la guerre ait privé l'organisation d'au moins la moitié de ses membres, le nombre des inscrits n'en a pas moins augmenté. Leur nombre dépasse certainement les 10 000. Un effort admirable a été accompli. La guerre a secoué les indécis, elle a confronté violemment leur conscience à la réalité; et elle les a contraints à choisir, à faire ce qui n'était en fait que leur devoir le plus élémentaire.

Le seul Piémont compte environ 2 000 adhérents. Il existe à Turin 9 sections, avec plus de 500 adhérents. Ces sections fonctionnent régulièrement et ces jeunes font peser leur conviction dans la vie socialiste et politique de la ville.

En voici la liste :

Fascio Centro, Corso Siccardi 12
Borgo San Paolo e Cenisia, Via Virle 9 bis
« Andrea Costa», Via Massena 103

[248] 1. Allusion au célèbre pamphlet que Salvermni avait consacré aux mœurs électorales d'Italie méridionale et de Sicile, Il ministro della mala vita (Florence, 1910).

« Augusto Bebel», Via Pomaro 4
« Carlo Marx», Via Nizza 222
« Amadeo Catanesi», Via Feletto 5
Borgo Vittoria, Casa del Popolo
« Avanguardia», Via Lessolo 31
Pozzo Strada, Via Freidour

Quelques autres sont en formation.. Et la progression ne s'arrêtera pas là. Le mouvement des jeunesses accomplit un travail d'éducation riche d'inspiration. Un nombre toujours grandissant de jeunes sentent le besoin de se former, de se doter d'une conscience qui sache appréhender et résoudre convenablement tous les problèmes que pose la vie. On sent dans l'air un souffle nouveau. Le monde est à la veille d'un tournant décisif. Tout le monde sent qu'il faut être solidement planté sur ses pieds pour résister à la secousse et qu'il faut être prêt à mettre à la place du vieux bâtiment un nouvel édifice, qu'éclaire le soleil et qu'aère l'idéal immortel.

Sans signature, La Città futura, 11 février 1917.

UNE VÉRITÉ QUI A L'AIR D'UN PARADOXE

L'activité scientifique est en très grande partie faite d'efforts d'imagination : si l'on est incapable de construire des hypothèses, on ne sera jamais un savant. Dans l'activité politique également, l'imagination a une très grande part; mais en matière d'activité politique, l'hypothèse ne concerne pas des faits inertes, une matière sourde à la vie; en politique, l'imagination a pour éléments les hommes, la société des hommes, les douleurs, les sentiments, les nécessités vitales des hommes. Si un savant se trompe dans son hypothèse, au fond, ce n'est pas grave : on perd une certaine quantité de richesse *de choses;* on est passé à côté d'une solution, un ballon a crevé. Si le politicien se trompe dans son hypothèse, c'est la vie des hommes qui est en danger; c'est une affaire de famine, de révolte, de révolution pour ne pas mourir de faim. Dans la vie politique, l'activité de l'imagination doit être éclairée par une force morale : la sympathie humaine; et l'amateurisme l'étiole, comme il étiole la science. L'amateurisme se ramène dans ce cas à un manque de profondeur spirituelle, un manque de sentiment, un manque de sympathie humaine. Afin de pourvoir de façon adéquate aux besoins des hommes d'une ville, d'une région, d'une nation, il est nécessaire de sentir quels sont ces besoins, il est nécessaire de réussir à se représenter concrètement, par l'imagination, ces hommes, dans tout ce qu'ils vivent, dans tout ce qu'ils font quotidiennement; nécessaire de se représenter leurs souffrances, leurs douleurs, les tristesses de la vie qu'ils sont contraints de mener. Si l'on ne possède pas ce pouvoir de dramatisation de la vie, on ne peut pressentir les mesures générales et particulières qui pourront réussir à harmoniser les nécessités de la vie et les possibilités d'action dont dispose l'État. On déclenche une action dans la vie, il faut savoir prévoir les réactions qu'elle éveillera, les contrecoups qu'elle aura. C'est sa force de prévision qui fait la grandeur d'un homme politique, et la force d'un parti politique dépend du nombre d'hommes de cette trempe dont il dispose.

En Italie les partis gouvernementaux ne peuvent disposer d'aucun homme de cette trempe : il n'y a personne de grand, personne qui soit au moins médiocre. Un des caractères de l'Italie, et peut-être le plus nuisible à l'efficience dans la vie publique du pays, c'est le manque

d'imagination dramatique. Cette affirmation peut avoir l'air d'un paradoxe littéraire, et en réalité c'est une observation profondément réaliste.

Toute mesure prise est une anticipation sur la réalité, une prévision implicite. La mesure prise est d'autant plus utile qu'elle adhère davantage à la réalité. Et pour que cela puisse être, il est nécessaire que l'intense activité préparatoire soit complète, que dans cette activité préparatoire aucune hypothèse ne soit négligée et que, parmi les innombrables hypothèses possibles, soient écartées celles qui ne résistent pas à l'épreuve de la représentation dramatique. Or, jusqu'à présent, les autorités italiennes, tant gouvernementales que provinciales. et municipales, n'ont pas décrété une seule mesure qui ne soit arrivée trop tard, elles n'ont pas élaboré une seule décision qui n'ait eu besoin d'être modifiée, d'être tôt ou tard cassée, comme venant exacerber le malaise au lieu de le dissiper. Ces autorités n'ont pas réussi à mettre de l'harmonie dans la réalité, parce qu'elles ont été incapables d'harmoniser, par avance, en pensée, les éléments de cette même réalité. Elles ignorent la réalité, elles ignorent l'Italie, dans la mesure où l'Italie est constituée d'hommes qui vivent, en travaillant, en souffrant, en mourant. Ce sont des amateurs : ils n'ont aucune sympathie pour les hommes. Ce sont des rhéteurs bourrés de sentimentalisme et non des hommes dotés du sens du concret. Ils imposent des souffrances inutiles au moment même où ils élèvent des hymnes de haute volée à la vertu, à la force de sacrifice du citoyen italien. La foule est ignorée des hommes du Gouvernement, des bureaucrates des préfectures et des mairies; par foule, nous entendons celle qui est composée d'individus, non la foule en tant que peuple, cette idole des démocraties. Tout en adorant l'idole, ils font souffrir chaque individu. Ils sont cruels, parce que leur imagination n'arrive pas à se figurer quelle souffrance la cruauté finit par susciter. Ils ne savent pas se représenter la douleur d'autrui, c'est pourquoi ils sont inutilement cruels. Ils ont déclenché l'action suprême : la guerre, et ils n'ont prévu ni son importance, ni la profondeur de ses effets, immédiats et lointains. Ils savaient bien que l'Italie ne produit pas de quoi suffire à sa subsistance; et ils n'ont pas prévu qu'un jour viendrait à manquer non seulement tout ce que l'on mange avec le pain, mais le pain lui-même. Quand ils s'en sont aperçus, c'était trop tard; peu importe, ils auraient encore pu y pourvoir, ils auraient pu répartir équitablement la souffrance. Mais ils n'ont pas pressenti la souffrance, ils ont créé le chaos, et ont laissé ceux qui étaient économiquement forts faire main basse sur tout; ils ont laissé gaspiller le peu qui restait encore. Ils ont imposé des normes draconiennes pour la fabrication du pain, et le décret était à peine promulgué que les victimes s'apercevaient qu'il était aberrant. Pourquoi les responsables ne s'en sont-ils pas aperçus? Pourquoi ne s'étaient-ils pas représenté en pensée ces victimes? Pourquoi n'ont-ils pas senti qu'il y aurait des victimes? Ils partent en guerre contre les riches qui jettent la mie du pain, et ils ne ressentent pas que tout ce gâchis est souffrance pour les pauvres; ils limitent les heures d'utilisation du gaz, et ils ne se préoccupent pas du fait que deux heures seulement de distribution de gaz, cela signifie qu'on ne peut préparer de repas pour celui qui travaille, pour celui qui doit se nourrir pour travailler et travailler pour se nourrir, alors que deux heures au tout début de la matinée sont beaucoup trop, et sont donc inutiles.

[Quatre lignes un quart censurées.] parce que le blé n'arrive pas, bien qu'il y en ait, parce qu'on 'on ne peut acheter de la nourriture même si on a des billets de banque, si l'on n'a pas l'appoint en menue monnaie, parce que les boulangeries ferment à une heure de l'après-midi, parce que le bébé ne veut pas avaler le médicament qu'on ne peut sucrer faute de sucre, alors que les fabricants de vermouth continuent à travailler. Ils ne savent pas organiser la pénible réalité pour

diminuer la pénurie générale, ils n'ont pas l'idée que, là où il y a de quoi manger pour cinquante, on peut, en organisant les besoins, en faire vivre cent. [Vingt-sept lignes censurées.]

Sans signature,
Avanti !, édition piémontaise, 3 avril 1917.

NOTES SUR LA RÉVOLUTION RUSSE

Pourquoi est-ce que la Révolution russe est une révolution prolétarienne?

A lire les journaux, à lire l'ensemble des nouvelles que la censure a permis de publier, on ne le comprend guère. Nous savons que la révolution a été faite par des prolétaires (ouvriers et soldats), nous savons qu'il existe un comité de délégués ouvriers qui contrôle le travail des organismes administratifs qui ont dû nécessairement être maintenus pour l'expédition des affaires courantes. Mais suffit-il qu'une révolution ait été faite par des prolétaires pour qu'elle soit une révolution prolétarienne? La guerre aussi est faite par des prolétaires, et pourtant cela ne suffit pas à en faire une entreprise prolétarienne. Pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire qu'interviennent d'autres facteurs, qui sont des facteurs spirituels. Il est nécessaire que le fait révolutionnaire se manifeste, non seulement comme un phénomène de prise du pouvoir, mais aussi comme un phénomène de mœurs, un phénomène moral. Lei journaux bourgeois ont insisté sur le problème du pouvoir, ils nous ont dit comment s'est passé le remplacement du pouvoir de l'autocratie par un autre pouvoir, encore mal défini, et qu'ils espèrent bien devoir être le pouvoir bourgeois. Et ils ont aussitôt établi le parallèle : Révolution russe / Révolution française, et ils ont trouvé que les événements se ressemblaient. Mais ce n'est qu'en surface que les faits se ressemblent, tout comme un acte de violence ressemble à un autre acte de violence, et une destruction à une autre destruction.

Et pourtant, nous autres, nous sommes persuadés que la Révolution russe est non seulement un événement, mais un acte prolétarien, et qu'elle doit naturellement déboucher sur le régime socialiste. Les rares nouvelles vraiment concrètes, vraiment substantielles, ne permettent pas une démonstration complète. Toutefois nous possédons quelques éléments qui nous permettent d'arriver à cette conclusion.

La Révolution russe n'a pas connu le jacobinisme. La révolution a dû abattre l'autocratie, elle n'a pas eu à conquérir la majorité par la violence. Le jacobinisme est un phénomène purement bourgeois : il caractérise la Révolution bourgeoise française. La bourgeoisie, quand elle a fait sa révolution, n'avait pas de programme universel : elle servait des intérêts particuliers, les intérêts de sa classe; et elle les servait avec la mentalité étroite et mesquine de tous ceux qui tendent à des fins particularistes. L'action violente des révolutions bourgeoises est doublement violente : elle détruit l'ordre ancien, elle impose l'ordre nouveau. La bourgeoisie impose sa force et ses idées, non seulement à la classe jusqu'alors dominante, mais aussi au peuple, qu'elle s'applique à dominer. C'est un régime autoritaire qui se substitue à un autre régime autoritaire.

La Révolution russe a détruit l'autoritarisme, et lui a substitué le suffrage universel, étendu même aux femmes. Elle a remplacé l'autoritarisme par la liberté, la constitution par la libre

expression de la conscience universelle. Pourquoi donc les révolutionnaires russes ne sont-ils pas jacobins, c'est-à-dire pourquoi n'ont-ils pas remplacé la dictature d'un seul par la dictature d'une minorité audacieuse et décidée à tout, pourvu que triomphe son programme? C'est parce qu'ils poursuivent un idéal qui ne peut se limiter à être celui de quelques-uns, parce qu'ils sont certains que, lorsque le prolétariat russe, dans son ensemble, sera consulté par eux, il ne pourra y avoir de doute sur la réponse : elle est inscrite dans la conscience de tous, et se transformera en décision irrévocable dès qu'elle pourra s'exprimer dans une atmosphère de liberté d'esprit absolue, sans que le suffrage soit faussé par l'intervention de la police et par la menace du gibet ou de l'exil.

Le prolétariat industriel est déjà préparé à cette transformation, même culturellement; le prolétariat agricole, qui connaît les formes traditionnelles du communisme communal, est, lui aussi, préparé au passage à une nouvelle forme de société. Les révolutionnaires socialistes ne peuvent être des jacobins. En Russie, ils ont pour l'instant une seule tâche : veiller à ce que les organismes bourgeois (la *Douma,* les *Zemstva)* ne se mettent précisément pas à faire du jacobinisme pour rendre équivoque la réponse du suffrage universel, et détourner à leur profit les résultats de l'action violente.

Les journaux bourgeois n'ont guère accordé d'importance à cet autre événement : les révolutionnaires russes ont ouvert les prisons, non seulement pour les condamnes politiques, mais aussi pour les condamnés de droit commun. Or les condamnés de droit commun d'un pénitencier, quand on leur annonça qu'ils étaient libres, ont répondu qu'ils ne se sentaient pas le droit d'accepter la liberté, car ils devaient expier leurs fautes. A Odessa, ils se sont rassemblés dans la cour de la prison, ils ont fait spontanément le serment de devenir honnêtes, et se sont engagés à vivre de leur travail. Quant aux fins de la révolution socialiste, cette nouvelle est aussi importante, si ce n'est plus, que celle de la chute du tsar et des grands-ducs. Les bourgeois eux aussi auraient chassé le tsar. Mais pour les bourgeois, ces condamnés de droit commun seraient toujours restés les ennemis de leur ordre, les ennemis sournois de leur richesse, de leur tranquillité.

Voilà quelle est pour nous la signification de cette libération : en Russie, c'est une nouvelle conception de la vie qu'a créée la révolution. La révolution ne s'est pas contentée de remplacer un pouvoir par un autre, elle a remplacé des mœurs par d'autres mœurs, elle a créé une nouvelle atmosphère morale, elle a instauré la liberté de l'esprit, en plus de la liberté physique. Les révolutionnaires n'ont pas craint de rendre à la vie publique des hommes que la justice bourgeoise avait stigmatisés du nom infamant de repris de justice, que la science bourgeoise avait catalogués parmi les divers types de délinquants criminels. Un tel fait ne peut se produire que dans une atmosphère de passion sociale, lorsque changent les mœurs, lorsque change la mentalité dominante. La liberté rend les hommes libres, elle élargit leur horizon moral; de celui qui, sous un régime autoritaire, était le pire des malfaiteurs, elle fait un martyr du devoir, un héros de l'honnêteté. On lit dans un journal que, dans une prison, ces *malfaiteurs* ont refusé la liberté, et ont élu eux-mêmes leurs gardiens. Pourquoi n'avaient-ils jamais fait cela précédemment? Est-ce parce que leur prison était ceinte de murailles et leurs fenêtres défendues par des barreaux? Certes, ceux qui vinrent les libérer devaient avoir un visage bien différent des visages des juges des tribunaux et des argousins de la prison, et ce sont des mots bien différents de ceux dont ils avaient l'habitude, qu'ils durent entendre, ces *criminels de droit commun, s'ils* devinrent, d'un coup, *libres* au point d'être en mesure de préférer la réclusion à la liberté, au

point de s'imposer eux-mêmes, volontairement, une expiation. Ils ont dû sentir que le monde avait changé, qu'eux aussi, cessant d'être des rebuts de la société étaient devenus quelque chose, qu'eux aussi, les parias, avaient une volonté de choix.

C'est là le phénomène le plus grandiose qu'œuvre humaine ait jamais produit. L'homme qui n'était que le *criminel de droit commun* est devenu, dans la Révolution russe, l'Homme, tel qu'Emmanuel Kant, le théoricien de la morale absolue, l'a exalté : l'homme qui dit : « Hors de moi, l'immensité du ciel; en moi, l'impératif de la conscience [249].» C'est la libération des esprits, c'est l'instauration d'une nouvelle morale qui nous est révélée à partir de ces courtes nouvelles. C'est l'avènement d'un ordre nouveau qui coïncide avec tout ce que nos maîtres nous avaient enseigné.

Et, une fois de plus, la lumière vient d'Orient, et rayonne sur le vieux monde occidental, qui en reste stupéfait, et ne sait y opposer que la banale et sotte plaisanterie de ses scribouillards.

Signé A. G.,
Il *Grido del Popolo, 29* avril *1917.*

LES MAXIMALISTES RUSSES

Les maximalistes russes sont la Révolution russe elle-même [250].

Kerenski, Tseretelli, Tchernov, sont le moment actuel de la révolution; ils sont les réalisateurs d'un premier équilibre social, la résultante de forces où les modérés ont encore beaucoup d'importance. Les maximalistes sont la continuité de la révolution, ils sont le rythme de la révolution : c'est pourquoi ils sont la révolution elle-même.

Ils incarnent l'idée limite du socialisme : ils veulent le socialisme *tout entier.* Et ils ont cette mission : empêcher qu'on n'en arrive à un compromis définitif entre le passé millénaire et l'idée, être le symbole vivant du but suprême auquel on doit tendre; empêcher que le problème immédiat, qui doit être résolu aujourd'hui, ne s'étende jusqu'à envahir toute la conscience et ne devienne l'unique préoccupation, ne devienne une frénésie spasmodique qui dresserait des barrières insurmontables devant d'ultérieures possibilités de réalisation.

Le plus grand danger que courent toutes les révolutions, c'est que l'on commence à se convaincre qu'un moment déterminé de la vie nouvelle est définitif, et qu'il faut s'arrêter pour regarder en arrière, pour affermir les réalisations, pour jouir enfin du succès obtenu. Pour se reposer. Une crise révolutionnaire use rapidement les hommes. Elle fatigue rapidement. On comprend donc un tel état d'esprit. La Russie a eu cependant une chance : elle n'a pas connu le jacobinisme.

---

249 « Deux choses remplissent le cœur d'une admiration et d'une vénération toujours nouvelles et toujours croissantes, à mesure que la réflexion s'y attache et s'y applique - le ciel étoilé au-dessus de moi et la loi morale en moi» (E. Kant, Critique de la Raison pratique, traduction F. Picavet, Paris, 1949, p. 173).

250 On désignait communément par « maximalistes » les bolcheviks conséquence, sans doute, d'un contresens dans la traduction du terme « bolchevik», soit, littéralement, « majoritaire». Un tel contresens, toutefois, rendait mieux compte que toute traduction fidèle de l'exigence de « programme maximum» que partageaient les partisans de la Révolution russe. C'était donc là une « bonne faute».

C'est ce qui a permis la fulgurante propagation de toutes les idées; à la faveur de cette activité de propagande se sont formés de nouveaux groupes politiques, tous plus audacieux les uns que les autres, refusant de s'arrêter en chemin, tous persuadés que l'étape définitive à atteindre est encore plus loin, est toujours distante. Les maximalistes, les extrémistes, sont le dernier maillon logique de ce devenir révolutionnaire. C'est pourquoi on persévère dans la lutte, on va de l'avant. Tout le monde va de l'avant parce qu'il y a toujours au moins un groupe pour vouloir aller de l'avant, pour travailler au sein de la masse, et susciter toujours de nouvelles énergies prolétariennes, et organiser de nouvelles forces sociales qui traquent les paresseux, qui les surveillent, et se montrent capables de les remplacer, de les éliminer s'ils ne s'amendent pas, s'ils ne reprennent pas courage pour aller de l'avant. Ainsi la révolution ne s'arrête pas, elle ne s'enferme pas dans un cercle fermé. Elle dévore ses hommes, elle remplace un groupe par un autre, plus audacieux encore, et c'est par cette instabilité même, par cette quête perpétuelle de la perfection, qu'elle est véritablement et essentiellement révolution.

Les maximalistes sont en Russie les ennemis des paresseux. Ils sont l'aiguillon qui stimule les paresseux : jusqu'à présent ils ont renversé toutes les tentatives d'endiguement du torrent révolutionnaire, ils ont empêché que ne se forment des marais stagnants, des marécages morts [251]*. C'est pour cela qu'ils sont haïs par les bourgeoisies occidentales, pour cela que les journaux d'Italie, de France et d'Angleterre les diffament, cherchent à les discréditer, à les submerger sous une masse énorme de calomnies. Les bourgeoisies occidentales espéraient qu'après l'effort immense de pensée et d'action qu'a coûté la venue au monde de la vie nouvelle, viendrait une crise de paresse mentale, un repli de l'activité dynamique des révolutionnaires, qui marquerait le début d'un tassement définitif du nouvel état de choses.

Mais en Russie, il n'y a pas de jacobins. Le groupe des socialistes modérés qui a eu le pouvoir entre ses mains n'a pas détruit l'avant-garde, il n'a pas cherché à l'étouffer dans le sang. Dans la Révolution socialiste, Lénine n'a pas eu le sort de Babeuf. Il a pu transformer sa pensée en force active de l'histoire. Il a suscité des énergies qui ne mourront plus. Lui, et ses camarades bolcheviques, sont persuadés qu'il est à tout moment possible de réaliser le socialisme. Ils sont nourris de pensée marxiste. Ce sont des révolutionnaires, non des évolutionnistes. Et la pensée révolutionnaire nie que le temps soit un facteur de progrès. Elle nie que toutes les étapes intermédiaires entre la conception du socialisme et sa réalisation doivent s'accomplir dans le temps et dans l'espace d'une façon absolue et intégrale. Il suffit que ces étapes se réalisent en pensée pour qu'elles soient dépassées, et qu'on puisse aller de l'avant. Il est, par contre, nécessaire de réveiller les consciences, de conquérir les consciences. Et Lénine et ses camarades ont éveillé bien des consciences, ils en ont conquis plus d'une. Leur conviction n'est pas demeurée simple audace de pensée : elle s'est incarnée dans des individus, dans beaucoup d'individus, elle a porté ses fruits dans le domaine de l'action. Elle a créé ce groupe, précisément celui qu'il fallait pour s'opposer aux compromis définitifs, à tout ce qui risquait de devenir définitif. Et la révolution continue. La vie tout entière est devenue vraiment révolutionnaire : c'est une activité toujours efficiente, c'est un échange continuel, un incessant travail de taupe dans le bloc amorphe du peuple. On suscite de nouvelles énergies, on répand de nouvelles idées forces. Ainsi, les hommes sont finalement les artisans de leur destin, tous les hommes. La

---

[251] * *Morta gora* est une expression dantesque. C'est le marécage immobile de la stagnation définitive : « Mentre noi correvam la morta gora» (D.C., I, VIII, 5, 31) (N.d.T.).

création de minorités despotiques est impossible. Le contrôle est toujours actif et vigilant. Désormais, il existe un ferment qui disperse et regroupe sans relâche les agrégats sociaux et empêche les fossilisations, et empêche que la vie ne s'installe dans le succès du moment.

Lénine et ses camarades les plus en vue peuvent être entraînés par le déchaînement des bourrasques qu'ils ont eux-mêmes suscitées, tous leurs disciples ne peuvent disparaître. Ils sont désormais trop nombreux. Et l'incendie révolutionnaire se propage, il enflamme de nouveaux cœurs et de nouveaux cerveaux, il en fait des flambeaux qui brûlent d'une lumière nouvelle, de flammes nouvelles, dévoreuses des paresses et des lassitudes. La révolution avance, jusqu'à sa complète réalisation. Il est encore loin le temps où sera possible un relatif repos. Et la vie est toujours révolution.

Signé A. G., Il *Grido del Popolo, 28* juillet 1917.

L'HORLOGER

Il est souvent question d'un « avant» et d'un « après». On attend une date fixe. Nous autres, nous ne croyons pas qu'il existe une date fixe, et nous croyons que nous ne sommes spécifiquement nous-mêmes qu'autant seulement que notre pensée saisit toujours dans la vie le moyen d'adhérer continûment à ce que nous pensons.

Entre la routinière vie sociale quotidienne, et la vie exceptionnelle des révolutions, il n'y a pas de différence qualitative, mais bien une différence quantitative.. Un peu plus, ou un peu moins de certains facteurs déterminés. Les énergies sociales actives sont l'apparence sensible et humaine de ces quelques facteurs déterminés. Les énergies sociales actives sont l'apparence sensible et humaine de certains programmes déterminés, de certaines idées déterminées; en temps normal, il existe un équilibre de forces qui n'a que de négligeables oscillations d'instabilité; plus ces oscillations deviennent irrégulières et capricieuses, et plus l'on qualifie les temps de calamiteux; lorsque l'équilibre tend irrésistiblement à se rompre, on admet que l'on est entré dans une période de vie nouvelle. Mais la nouveauté est quantitative, non pas qualitative.

Ce qui est arrivé, c'est qu'on a creusé plus profondément dans la gangue sociale. Maintenant, cette gangue est en train de se transformer entièrement en métal, et ce nouveau métal ne rend qu'un son, le nôtre. Ce phénomène cependant a toujours existé, parce que nous ne sommes pas différents de ce que nous étions hier, parce que nous continuons notre hier. Nous nous retrouvons dans ce phénomène, les autres s'en effraient. Il est notre réalité, notre conception, il est notre chef-d'œuvre historique, puisque, au bout du compte, ces deux termes : conception et *réalité* se recouvrent largement et non de façon occasionnelle. La vie de la pensée est en train de se substituer à l'inertie mentale, à l'indifférence : c'est la première des substitutions révolutionnaires; une nouvelle habitude se forme : celle de ne pas redouter l'événement nouveau; d'abord parce que cela ne peut aller plus mal que cela ne va, ensuite parce qu'on se persuade que ça va aller mieux.

Le procès idéal du régime est entamé, on commence à déclarer sa faillite : il a perdu la confiance instinctive et moutonnière des indifférents, parce qu'il a fermé trop de portes. Voici maintenant qu'il en repousse une autre : celle de la vie, la gueule du four, l'entrée du grenier à

blé; la fermera-t-il complètement? La question angoissante parcourt les longues files de femmes qui font la queue à cinq heures du matin devant les boulangeries, elle atteint tout le monde, même dans les couches les plus humbles de la passivité sociale, elle frappe et secoue les bases mêmes de la vie. Et la gangue se fait métal; pour vivre, tout le monde a besoin de manger, que se tarissent les sources de la vie, et ce qui était passivité s'organise et se fait pensée, afin de se défendre [252].

Pendant trois ans, avec la confiance d'une partie active de la société, on a discipliné de l'extérieur l'immense passivité sociale, les indifférents : l'autre partie active, celle qui ne supporte pas de pressions extérieures, n'a accordé ni sa confiance, ni sa collaboration. Maintenant l'immense passivité elle-même s'organise en une pensée, elle se discipline, non pas selon des schémas extérieurs, mais selon les nécessités de sa vie propre, de sa pensée en train de naître... Point n'est besoin qu'existe un accord, une harmonie préétablie. Si, comme le fait Leibniz, nous comparons les unités de cette humanité naissante aux montres qui se trouvent dans une boutique d'horloger, nous observons qu'il se passe la même chose, l'harmonie préétablie, le fait que toutes les montres marquent la même heure, le fait que tous pensent la Même chose, que tous sont harcelés par la même inquiétude, ne résulte pas d'un accord, d'une convergence de volontés. La disette est l'horloger qui déclenche simultanément tous les ressorts qui impriment un mouvement synchrone à toutes les aiguilles. La disette est l'horloger qui a créé une unité sociale neuve basée sur des motivations intérieures et non plus extérieures. Une unité sociale plus vaste que celle qui existait hier, déterminée par la même cause. Hier pour une pensée politique et économique donnée la disette était le rapport d'insatisfaction existant entre un besoin et sa déception, aujourd'hui le rapport est le même, mais il est ressenti par une multitude, presque par tous. Et c'est la continuation de notre hier, c'est pour nous une continuité, parce que la vie est toujours une révolution, une substitution de valeurs, de personnes, de catégories, de classes.

Cependant les hommes réservent le nom de révolution à la grande révolution, celle à laquelle participe le plus grand nombre d'individus, qui renverse un plus grand nombre de rapports; qui détruit tout un équilibre pour le remplacer par un autre, faisant un tout organique. Ce qui nous distingue des autres, c'est que nous concevons la vie comme étant *toujours* révolutionnaire, et c'est pourquoi, demain, nous ne qualifierons pas de définitif le monde que nous aurons réalisé, mais laisserons toujours ouverte la voie vers le mieux : vers des harmonies supérieures. Nous ne serons jamais des conservateurs, même en régime socialiste; mais nous voulons que l'horloger des révolutions, au lieu d'être un fait mécanique comme la disette, soit cette audace de la pensée qui crée des mythes sociaux toujours plus élevés et toujours plus lumineux.

Signé A. G., Il *Grido del Popolo, 18* août 1917.

---

[252] . Depuis le printemps, Turin manquait de pain. Les rations n'étaient que de 300 g par jour. Cet état de choses s'aggrava au mois d'août. Le 2 août, le pain subit une augmentation de 10 centimes par kg et commença à manquer. Les queues s'allongèrent devant les boulangeries, exigeant parfois quatre ou cinq heures d'attente. La situation ne cessa ainsi d'empirer jusqu'au 22 août, date à laquelle on ne trouva plus un seul morceau de pain dans les boulangeries. La proclamation de la grève générale, le soir même, marqua le début d'une insurrection qui devait faire 50 morts et 200 blessés, et se solder par plus de 1 500 arrestations.

KERENSKI-TCHERNOV

La Révolution russe va bientôt entrer dans une de ses phases décisives, dans la plus importante de ses phases décisives, puisque c'est la première, celle qui permettra de mesurer la force effective des révolutionnaires socialistes et celle des révolutionnaires bourgeois. L'équilibre établi sur la base des libertés politiques, sur la proclamation des droits de l'homme, est menacée de rupture. Kerenski, qui a été jusqu'ici le gage vivant de cet équilibre, a accompli sa tâche, il est dépassé par les événements : la force et la conscience acquises par l'organisation prolétarienne le rendent même inutile. Le prolétariat russe qui a fait la révolution ne pouvait pas s'en rendre maître dès le premier moment. Il n'avait pas la possibilité de créer les organes nécessaires à la vie du pays, il n'avait pas encore trouvé en lui un nombre suffisant d'individus jouissant de toute sa confiance pour leur confier la responsabilité des pouvoirs.

Le prolétariat était faible en raison même de son énorme puissance : il ne connaissait pas toute sa force et il ne savait pas l'utiliser rationnellement. C'était encore un foisonnement d'individus isolés, qui ne se comprenaient pas entre eux, qui n'étaient pas organisés spirituellement autour d'une idée claire et concrète, qui ne s'étaient pas encore organisés matériellement sur un programme d'action clair et concret.

Dans un premier temps la révolution a eu comme but essentiel : conquérir la liberté de penser et d'agir et une fois conquise, la consolider, ne plus se la laisser enlever. Une fois conquise la liberté est devenue un instrument de réalisations ultérieures. Réalisations qui naturellement n'avaient été jusqu'alors que des velléités, des désirs vagues. Elles n'étaient une volonté ardente et décidée que pour un nombre très restreint. Il fallait qu'elles deviennent une volonté ardente et décidée pour tous, pour le prolétariat entier. Sept mois de liberté, de discussions, de propagande ont permis au prolétariat russe de se reconnaître, de s'organiser, de se fixer une nouvelle étape à rejoindre immédiatement. Sept mois de liberté absolue, pendant laquelle on a vécu quand même, on a quand même produit, on a quand même continué la vie quotidienne de travail et de peine. Pour pouvoir continuer à travailler, à produire sans perturbations quotidiennes, sans avoir à bivouaquer continuellement dans les rues, il a fallu en venir à un compromis. Et Kerenski a été le gage de ce compromis. Entre les forces obscures de la réaction tsariste et la perpétuelle menace d'une révolte populaire chaotique et désordonnée, la bourgeoisie capitaliste a dû accepter le contrôle des organisations ouvrières existantes, et renoncer a toute tentative violente d'imposer sa propre dictature. Lorsqu'elle a essayé de le faire, non seulement elle a échoué, mais elle n'a fait qu'accélérer la marche des événements. Le travail de propagande et d'organisation effectué sous l'aiguillon ardent des maximalistes, avait produit ses effets. Une charpente s'était mise en place dans le monde prolétarien. Le chaos était devenu cosmos, il était devenu discipline consciente, conscience collective, conscience de ses forces et de sa mission. Les maximalistes russes sont en majorité dans de nombreuses villes, ils sont en train de devenir la majorité dans toute la Russie. L'œuvre révolutionnaire se fait toujours plus claire et se concrétise toujours davantage. Le compromis est dépassé et l'homme qui en .était l'otage est lui aussi dépassé. La pure et simple liberté juridique, la liberté de discuter et de faire de la propagande, ne suffit plus. Une autre liberté est nécessaire, la liberté d'action, la liberté d'entamer concrètement la transformation du monde économique et social de la vieille Russie tsariste. Le compromis avec les bourgeois n'est plus d'aucune utilité, il n'est plus nécessaire, c'est un obstacle. Et Kerenski aussi c'est un obstacle. Un homme nouveau a surgi, s'est dressé

contre lui: Tchernov [253]. Le maximalisme russe a trouvé son chef. Lénine était le maître de vie, l'agitateur des consciences, l'éveilleur des âmes dormantes. Tchernov est le réalisateur, l'homme qui a un programme concret à réaliser, un programme entièrement socialiste, qui n'admet aucune collaboration, un programme que les bourgeois ne peuvent accepter, parce qu'il renverse le principe de la propriété privée, parce qu'il ouvre enfin la révolution sociale, parce qu'il ouvre la porte, dans l'histoire du monde, au socialisme collectiviste.

La phase la plus dangereuse de la Révolution russe va bientôt s'achever. L'homme auquel la révolution avait confié le plus grand des pouvoirs, l'homme le plus représentatif de la première révolution va bientôt s'effacer, pour rentrer dans le cadre qui est le sien, pour ne plus représenter que lui-même et sa propre tendance. Et le prolétariat russe, désormais fort, discipliné, conscient, va lui succéder. Une collectivité va monter sur le trône de toutes les Russies.

Sans signature, *Il Grido del Popolo, 29* septembre 1917.

LECTURES

J'ai ici, sur mon bureau, quelques publications toutes récentes. J'en vois d'autres qui sont annoncées. J'ai reçu deux ou trois prospectus qui annoncent la parution de périodiques qui traiteront des problèmes qui touchent à l'action complexe que le prolétariat doit entreprendre pour atteindre ses buts, tant immédiats qu'ultimes. Je discute avec des camarades, avec des amis, avec des sympathisants. Je sens chez tous un je ne sais quoi de changé. Des besoins nouveaux sont nés, qui stimulent la pensée. La réalité qui nous entoure est vue désormais sous des angles nouveaux. Tout le monde est agité, il y a chez tout le monde un tumulte d'intentions encore incertaines et vagues qui s'expriment en termes généraux, qui ne parviennent pas à se concrétiser.

Pourquoi le cacher? je partage aussi cette inquiétude, cette incertitude. J'essaie de freiner ces impulsions, de ne pas me laisser submerger par ces vagues d'impressions nouvelles qui viennent heurter à la porte de la conscience et prétendent être accueillies, et prétendent être prises en considération.

Trois années de guerre ont apporté bien des modifications dans le monde. Mais voici qui est peut-être la plus grande de ces modifications : trois années de guerre nous ont rendus *sensibles au monde. Nous sentons* le monde. Avant, nous nous contentions de le *penser.* Nous

[253] Après l'article du 28 juillet 1917 qui tendait à le ranger parmi les « modérés», cet éloge du socialiste-révolutionnaire Victor Tchernov paraît marquer un recul... Il faut, bien entendu, y voir d'abord un témoignage de la représentation - incomplète, partielle, souvent déformée ou ex auditu -que l'on pouvait avoir alors, à Turin comme ailleurs, de la Révolution russe. Ainsi, en août 1917, c'est encore au cri de « Vive Lénine !» que le prolétariat turinois a accueilli Goldenberg et Smirnov, délégués du gouvernement de Kerenski. Et ce n'est qu'en 1919 que Gramsci aura accès à quelques brochures de Lénine. Que cette ignorance et cette confusion aient été parfois entretenues à dessein, c'est ce que lui-même soulignera dans un article de L'Ordine Nuovo du 2 octobre 1920: « ... Pendant des mois et des mois, après la première Révolution russe [Février], l'Avanti ! avait présenté Tchernov comme le représentant des véritables forces révolutionnaires russes, [...] pendant des mois et des mois l'Avanti ! avait présenté le processus révolutionnaire qui se déroulait en Russie du point de vue de l'intellectualisme populiste et utopiste. P Selon L. Cortesi, toutefois, Gramsci et Togliatti auraient grossi « exagérément» les sympathies passagères de Serrati et de l'Avanti! à l'égard de Tchernov et du populisme (Le origini del P.C.I., éd. cit., p. 331, note). Au demeurant, une lecture plus généreuse de cet éloge de Tchernov autorise peut-être aussi à reconnaître, dans la confusion de Gramsci, quelque chose comme une «bonne faute : c'est en effet un mot d'ordre emprunté aux socialistes-révolutionnaires - La terre aux paysans qui permettra aux bolcheviks de s'assurer l'appui des paysans pauvres.

ne sentions que notre petit monde à nous, nous ne participions qu'aux douleurs, aux espoirs, aux volontés du petit monde dans lequel nous étions le plus directement plongés. Ce n'était que par un effort de pensée, par un énorme effort d'abstraction, que nous arrivions à nous fondre à une collectivité plus vaste. Maintenant, la fusion est devenue plus intime. Nous voyons distinctement ce qui auparavant était incertain et vague. Nous voyons des hommes, des multitudes d'hommes là où, hier, nous n'arrivions à voir que des États ou quelques individus représentatifs.

L'universalité de la pensée s'est concrétisée, ou du moins elle tend à se concrétiser. Nécessairement, quelque chose s'écroule, en nous, et chez les autres. Un climat moral nouveau s'est créé : tout y est mouvant, instable, fluide. Mais les nécessités du moment sont pressantes, et c'est pourquoi ce fluide a tendance à stagner, ce qui n'est pas autre chose qu'une aventure spirituelle tend à devenir un état de choses définitif. La stimulation à penser est prise pour une pensée accomplie, ce qui n'est que velléité est pris pour une volonté claire et concrète. Il en résulte le chaos, la confusion des langues; et les propositions les plus démentielles se mêlent aux vérités les plus lumineuses.

C'est ainsi que nous payons le prix de notre légèreté d'hier, de notre manque de profondeur. Désaccoutumés de l'usage de la pensée, satisfaits de vivre au jour le jour, nous nous trouvons aujourd'hui désarmés contre la bourrasque. Nous avions mécanisé la vie, nous nous étions mécanisés nous-mêmes. Nous nous contentions de peu. La conquête d'un brin de vérité nous remplissait d'autant de joie que si nous avions conquis la vérité tout entière. Nous fuyions les efforts, il nous semblait inutile de formuler des hypothèses lointaines et de leur trouver une solution, ne serait-ce que provisoirement. Nous étions des mystiques qui s'ignoraient. Tantôt nous donnions trop d'importance à la réalité de l'instant, aux événements, tantôt nous ne leur en donnions aucune. Nous vivions dans l'abstraction, soit parce que nous faisions l'essentiel de notre vie d'un événement, de la réalité, soit parce que nous manquions complètement de sens historique et ne savions pas voir que l'avenir plonge ses racines dans le présent et dans le passé, et que, si les hommes et les jugements des hommes peuvent procéder par bonds, doivent procéder par bonds, ce n'est pas le cas de la matière, de la réalité économique et morale.

Notre devoir actuel, qui est d'instaurer un ordre en nous-mêmes, n'en est que plus grand. Le monde s'est rapproché de nous, mécaniquement, sous l'effet d'impulsions et de forces qui nous étaient étrangères.

Confusément, beaucoup voient en nous le salut. Nous avons été les seuls à préparer un avenir différent, meilleur que le présent. Ceux qui ont perdu leurs illusions, et tout particulièrement cette énorme multitude que trois ans de guerre ont fait affleurer à la lumière de l'histoire et ont contrainte à participer à la vie collective, tous, attendent de nous le salut, l'ordre nouveau. Une crise spirituelle énorme a été suscitée. Des besoins dont on n'avait jamais entendu parler sont nés chez ceux qui, jusqu'à hier, n'avaient ressenti d'autre besoin que celui de vivre et de se nourrir. Et cela précisément *(comme on pouvait, du reste, le prévoir)* au moment historique où s'est produite la plus grande destruction de biens que l'histoire ait jamais connue, de ces biens qui sont seuls à pouvoir satisfaire la plus grande partie de ces besoins.

Les nouvelles publications, les nouvelles revues, ne me donnent, ne peuvent me donner, aucune des satisfactions que je cherche. Ce n'est pas, du reste, une raison pour me décourager.

Les satisfactions, c'est en moi-même que je dois les chercher, au plus profond de ma conscience, en ce seul endroit où peuvent s'ordonner tous les conflits, tous les troubles suscités par les stimulations extérieures. Ces livres ne sont pas autre chose pour moi que des stimulations, des occasions pour penser, pour creuser en moi-même, pour retrouver en moi-même les raisons profondes de mon existence, de ma participation à la vie du monde. Ces lectures me persuadent une fois de plus que, pour nous socialistes, un grand travail reste à accomplir : un travail d'intériorisation, un travail d'intensification de la vie morale.

On voit se dessiner toute une campagne, très intense, en faveur de la révision des programmes et des formules adoptés jusqu'ici. Ce n'est pas ce révisionnisme-là qui est nécessaire. Les erreurs qui ont pu être faites, le mal que l'on n'a pu éviter, n'ont pas eu pour cause des formules ou des programmes. L'erreur, le mal, c'était en nous qu'ils étaient, dans notre amateurisme, dans la légèreté de notre vie; ils étaient dans les mœurs politiques générales, à la perversion desquelles nous participions inconsciemment. Les formules, les programmes, restaient extérieurs, restaient lettre morte pour trop d'entre nous, nous ne les vivions pas avec intensité et avec ferveur; ils ne vibraient pas dans chaque acte de notre vie, dans chaque instant de notre pensée. Changer les formules ne veut rien dire. Ce qu'il faut, c'est que nous nous changions nous-mêmes, que change notre méthode d'action. Nous sommes empoisonnés par une éducation réformiste qui a détruit la pensée, qui a enlisé la pensée, le jugement contingent, occasionnel,

la pensée éternelle qui se renouvelle continuellement tout en se maintenant inchangée. Nous sommes des révolutionnaires en action alors que nous sommes des réformistes en pensée : nous agissons bien, et nous raisonnons mal. Nous progressons par intuitions plus que par raisonnements, et cela nous conduit à une instabilité continuelle, à une continuelle insatisfaction : nous sommes des tempéraments plutôt que des caractères. Nous ne savons jamais ce que nos camarades risquent de faire demain, nous avons perdu l'habitude de la pensée concrète, et c'est pourquoi nous ne savons décider ce qu'il faudra faire demain. Et, même si nous le savons en ce qui nous concerne, nous ne le savons pas pour ce qui est des autres, ceux qui sont nos camarades de lutte, ceux qui devront coordonner leurs efforts avec les nôtres.

Il manque un organisme à la vie complexe du mouvement prolétarien, nous le sentons bien. Il faudrait qu'existe, à côté du journal, à côté des organisations de lutte économique, à côté du parti politique, un organisme de contrôle désintéressé qui serait ce levain perpétuel de vie nouvelle, de recherche nouvelle, qui favoriserait, approfondirait, et coordonnerait les discussions, en dehors de toute contingence politique et économique.

Au cours des comptes rendus de lectures que je vais faire, ces besoins que je ressens, et que bien d'autres ressentent en même temps que moi, commenceront à se concrétiser, et, avec l'aide de camarades de bonne volonté, on envisagera une solution et on indiquera une voie à suivre.

Signé A. G., Il *Grido del Popolo,* 24 novembre 1917.

INTRANSIGEANCE-TOLÉRANCE, INTOLÉRANCE-TRANSIGEANCE

L'intransigeance consiste à ne pas permettre que l'on adopte, pour atteindre une fin, des moyens inadaptés à cette fin et de nature différente de cette fin.

L'intransigeance est l'attribut nécessaire du caractère. C'est la seule preuve qu'une collectivité déterminée existe en tant qu'organisme social vivant, c'est-à-dire possède un objectif, une volonté unique, une maturité de pensée. Parce que l'intransigeance exige que la moindre des composantes soit cohérente avec le tout, que chaque moment de la vie sociale soit harmoniquement préétabli, que tout ait été pensé, elle exige que l'on ait des principes généraux clairs et nets, et que tout ce qu'on entreprend dépende nécessairement d'eux.

Donc, afin qu'un organisme social puisse être doté d'une discipline intransigeante, il est indispensable qu'il ait une volonté (une fin), et que cette fin soit conforme à la raison, que ce soit une fin authentique et non un objectif illusoire. Mais cela ne suffit pas; il faut que tous les individus qui constituent cet organisme soient persuadés du caractère rationnel de la fin poursuivie, afin que personne ne puisse refuser d'observer la discipline, afin que ceux qui veulent faire observer cette discipline puissent demander une telle observance comme l'accomplissement d'un devoir librement consenti, bien plus même, comme une obligation que l'opposant lui-même a contribué à établir.

De ces premières observations, il ressort à quel point l'intransigeance dans l'action suppose comme préalable nécessaire et évident la tolérance dans la discussion qui précède la décision.

Les décisions établies collectivement doivent être conformes à la raison. Une collectivité peut-elle se faire l'interprète de la raison? Il est certain que *l'unique*[254] (1) décide plus rapidement (trouve plus vite ce qui est raisonnable, ce qui est vrai), que ne le fait une collectivité. Cela, parce que *l'unique* peut être choisi parmi les plus capables, parmi les plus aptes à dégager ce qui est raisonnable, tandis que la collectivité est composée d'éléments divers, préparés à différents degrés à saisir la vérité, à développer la logique d'une fin, à fixer les différents moments par lesquels il faut passer pour l'atteindre. Tout ceci est vrai. Mais il est également vrai que *l'individu* peut se transformer en tyran, ou être considéré comme tel, et que la discipline qu'il impose peut se désagréger, soit que la collectivité la refuse, soit qu'elle ne parvienne pas à comprendre l'utilité de l'action, alors qu'une discipline que la collectivité elle-même a fixée à ses membres, même si elle tarde à être appliquée, échoue rarement dans sa mise en œuvre.

Les membres de la collectivité doivent donc se mettre d'accord entre eux, discuter entre eux. Il faut qu'à travers la discussion, on arrive à une fusion des âmes et des volontés. Les éléments épars de vérité que chacun peut apporter doivent se synthétiser dans ce qui est la complexe *vérité,* et être l'expression intégrale de la *raison.* Pour que cela se produise, pour que la discussion soit exhaustive et sincère, la plus grande tolérance est indispensable. Tous doivent être convaincus que telle est la vérité, et que, partant, il faut absolument la réaliser. Au moment de passer à l'action, tous doivent être d'accord et solidaires, car au cours de la discussion, s'est formé peu à peu un accord tacite qui fait que tous sont devenus responsables en cas d'insuccès. On ne peut être intransigeant au moment de l'action que si, dans la discussion, on s'est montré tolérant, que si les plus avertis ont aidé ceux qui l'étaient moins à admettre la vérité, que si les

[254] Allusion, certes, au livre de Max Stirner, L'Unique et sa propriété; mais le problème abordé ici est déjà celui du centralisme démocratique et ces lignes - fond comme forme - annoncent déjà l'article que Gramsci consacrera à Lénine en 1924 et probablement même, à plus long terme, la problématique « démocratique» des Cahiers de prison.

expériences individuelles ont été mises en commun, tous les aspects du problème examinés, et que si aucune illusion n'a pu se former. *[Dix-huit lignes censurées.]*

Naturellement, cette tolérance - méthode de discussion entre des hommes qui sont fondamentalement d'accord, et s'efforcent de trouver la cohérence entre leurs principes communs d'action et l'action qu'ils devront mener en commun - n'a rien à voir avec la tolérance, au sens banal du terme. Aucune tolérance ne doit être admise pour l'erreur, pour la faute. Quand on est convaincu que quelqu'un est dans l'erreur - et quand il évite la discussion, se refuse à discuter ou à apporter des arguments, sous prétexte que tout le monde a le droit de penser comme bon lui semble - on ne saurait être tolérant.

La liberté de penser n'est pas la liberté de se tromper ou de faillir. Nous ne nous opposons qu'à cette forme d'intolérance qui est le résultat de l'autoritarisme et de l'idolâtrie, parce qu'elle empêche que s'établissent des accords durables, parce qu'elle empêche que l'on fixe des règles d'action qui sont moralement obligatoires dans la mesure où tous ont librement participé à les fixer. Parce que cette forme-là d'intolérance conduit nécessairement à la transigeance, au manque de fermeté, à la décomposition des organismes sociaux [Six *lignes censurées].*

Voilà pourquoi nous avons rapproché ces mots : intransigeance et tolérance, intolérance et transigeance.

Signé A. G.,
Il *Grido del Popolo, 8* décembre 1917.

LA RÉVOLUTION CONTRE « LE CAPITAL » [255]

La Révolution des bolcheviks s'est définitivement enracinée dans la révolution générale du peuple russe. Les maximalistes qui, jusqu'à ces deux derniers mois, avaient été le ferment indispensable pour que les événements ne stagnent pas, pour que la course vers l'avenir ne s'arrête pas, ce qui aurait laissé s'instaurer une forme définitive d'aménagement - qui n'aurait pas manqué d'être un aménagement bourgeois - se sont emparés du pouvoir. Ils ont établi leur dictature et sont en train d'élaborer les formes socialistes dans lesquelles la révolution devra finalement se couler pour continuer à se développer harmonieusement, sans de trop grands heurts, en s'appuyant sur les conquêtes désormais accomplies.

La matière même de la Révolution des bolcheviks est davantage l'idéologie que les faits (c'est pourquoi, au fond, peu nous importe de ne pas en savoir plus que nous n'en savons). C'est la révolution contre *Le Capital* de Karl Marx. *Le Capital* de Marx était en Russie le livre des bourgeois plus qu'il n'était celui des prolétaires. C'était, pour la Russie, la démonstration critique que devaient fatalement et nécessairement se former d'abord une bourgeoisie, commencer une ère capitaliste, s'instaurer une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat puisse même envisager de s'ébranler, penser à ses revendications de classe, à sa révolution. Les faits ont débordé les idéologies. Les faits ont fait éclater les schémas critiques à l'intérieur desquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler selon les canons du matérialisme historique. Les

---

[255] Publié le 24 décembre 1917 dans l'Avanti ! de Milan où il fut copieusement « caviardé 9 par la censure, cet article fut repris, sous la signature A. G., dans Il Grido del Popolo du 5 janvier 1918.

bolcheviks renient Karl Marx, en affirmant, grâce au témoignage de l'action accomplie et des conquêtes réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi inflexibles qu'on pourrait le penser et qu'on l'a pensé[256].

Et pourtant, il y a une fatalité, même dans ces événements, et si les bolcheviks renient quelques affirmations du *Capital, ils* n'en renient pas la pensée immanente, vivifiante. Ils ne sont pas « marxistes», voilà tout. Ils n'ont pas compilé à partir des œuvres du Maître une doctrine extérieure, faite d'affirmations dogmatiques, et qu'il ne s'agit pas de discuter. Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, celle qui est la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande et qui avait été, chez Marx, altérée par des scories positivistes et naturalistes. Et cette pensée reconnaît toujours comme plus grand facteur de l'histoire, non les faits économiques bruts, mais l'homme, mais les sociétés des hommes, ces hommes qui se rapprochent entre eux, se comprennent entre eux, développent à travers tous ces contacts (qui forment la civilisation), une volonté sociale, collective; ces hommes qui comprennent les faits économiques, et les jugent, et les plient à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci se fasse l'élément moteur de l'économie, l'élément formateur de la réalité objective qui vit, et bouge, et devient une sorte de matière tellurique en incandescence qui peut être canalisée là où il plaît à la volonté, et comme il plait à la volonté.

Marx a prévu le prévisible. il ne pouvait prévoir la guerre européenne, ou, plus précisément, il ne pouvait prévoir que cette guerre aurait la durée et les effets qu'elle a eus. Il ne pouvait prévoir que cette guerre, au cours de trois années de souffrances indicibles, de misères indicibles, allait susciter en Russie la volonté populaire collective qu'elle a suscitée. Une volonté d'une telle nature a *normalement* besoin, pour se former, d'un long processus d'infiltrations capillaires, d'une vaste série d'expériences de classe. Les hommes sont paresseux, ils ont besoin de s'organiser, formellement d'abord, en corporations, en ligues, puis intimement, dans leur pensée, dans leurs volontés *[lacune dans le texte]* d'une continuité et d'une multiplicité incessantes des sollicitations extérieures. Voilà pourquoi, *normalement,* les critères de critique historique du marxisme s'emparent de la réalité, l'enserrent dans leur réseau, et la rendent évidente et claire. *Normalement,* c'est à travers une lutte de classe toujours intensifiée que les deux classes du monde capitaliste créent l'histoire. Le prolétariat a conscience de sa misère actuelle, il est continuellement dans un état de malaise et il fait pression sur la bourgeoisie pour améliorer ses conditions de vie. Il lutte, il oblige la bourgeoisie à améliorer la technique de la production, à rendre la production plus utile afin qu'il soit possible de satisfaire à ses besoins les plus urgents. C'est une course essoufflante vers l'amélioration, qui accélère le rythme de la production, qui accroît continuellement la somme des biens qui serviront à la collectivité. Et, dans cette course, nombreux sont ceux qui tombent, et dont la chute rend plus pressants encore les désirs de ceux qui restent, et la masse ne cesse d'être en effervescence, et de chaos-peuple elle devient toujours davantage pensée ordonnée; elle devient toujours davantage consciente de sa propre puissance, consciente de sa propre aptitude à assumer la responsabilité sociale et à devenir l'arbitre de son propre destin.

Cela, c'est ce qui se produit dans des conditions normales, quand les faits se déroulent selon un certain rythme, lorsque l'histoire est une succession d'épisodes toujours plus complexes et plus riches en signification et en valeur, mais pourtant semblables. Mais, en Russie, la guerre a eu pour effet de libérer les volontés. A travers les souffrances accumulées pendant trois ans, les

[256] Cf. sur ce point notre Introduction, pp. 27 et suiv.

volontés se sont trouvées très vite à l'unisson. La famine menaçait, la faim, la mort par la faim, pouvait frapper tout le monde, broyer d'un coup des dizaines de millions d'hommes. Les énergies se sont mises à l'unisson, mécaniquement d'abord, puis activement; en esprit, enfin, après la première révolution.

La propagande socialiste a mis le peuple russe en contact avec les expériences des autres prolétariats. La propagande socialiste fait revivre dramatiquement, -en un instant, l'histoire du prolétariat, ses luttes contre le capitalisme, la longue série des efforts qu'il lui reste à faire pour arriver à s'émanciper sur le plan des idées, des liens de la servilité qui le maintenaient jusqu'ici dans l'abjection; pour devenir conscience nouvelle, témoin actuel d'un monde à venir. La propagande socialiste a créé la volonté sociale du peuple russe. Pourquoi ce peuple devrait-il attendre que l'histoire d'Angleterre se répète en Russie, qu'en Russie se forme une bourgeoisie, que la lutte de classes soit suscitée, afin que naisse la conscience de classe et que survienne enfin la catastrophe du inonde capitaliste? Le peuple russe est Passé par toutes ces expériences en Pensée, même si ce n'est que par la pensée d'une minorité. Il a dépassé ces expériences. Il s'en sert maintenant pour s'affirmer, tout comme il se servira des expériences capitalistes pour se mettre rapidement au niveau de la production du monde occidental. L'Amérique du Nord est, pour ce qui est du capitalisme, en avance sur l'Angleterre, parce que, en Amérique du Nord, les Anglo-Saxons sont partis d'emblée du stade auquel l'Angleterre était arrivée après une longue évolution. Le prolétariat russe, avec une éducation socialiste, commencera son histoire au stade maximum de production auquel est arrivée l'Angleterre d'aujourd'hui; car, devant commencer, il commencera au niveau de ce qui est déjà parfait ailleurs. Et, à partir de cette perfection, il recevra l'impulsion qui lui permettra d'atteindre cette maturité économique qui est, selon Marx, la condition indispensable du collectivisme. Les révolutionnaires créeront eux-mêmes les conditions nécessaires pour la réalisation *pleine et entière* de leur idéal. Ils les créeront en moins de temps que ne l'aurait fait le capitalisme. Les critiques que les socialistes ont faites au système bourgeois, et qui ont mis en évidence les imperfections et le gaspillage des richesses, serviront aux révolutionnaires a mieux faire, à éviter ces gaspillages, a ne pas tomber dans ces insuffisances. Ce sera, au début, le collectivisme de la misère, de la souffrance. Mais les mêmes conditions de misère et de souffrance auraient été reçues en héritage par un régime bourgeois. En Russie, le capitalisme ne pourrait pas, *tout de suite,* faire davantage que ce que pourra faire le collectivisme. Aujourd'hui, il ferait beaucoup moins, parce qu'il aurait *tout de suite* contre lui un prolétariat mécontent, frénétique, incapable désormais de supporter pendant des années encore les douleurs et les amertumes que le marasme économique entraînerait. Même d'un point de vue absolu, humain, l'établissement immédiat du socialisme en Russie est justifié. La souffrance qui suivra la paix ne pourra être supportée que dans la mesure où les prolétaires sentiront que c'est de leur volonté, de leur ténacité dans le travail, qu'il dépend qu'elle disparaisse le plus rapidement possible.

On a l'impression que les maximalistes ont été, dans ce moment que nous venons de vivre, l'expression spontanée, *biologiquement* nécessaire pour que la masse russe ne tombe pas dans le plus horrible délabrement, pour que la masse russe, en s'absorbant dans l'effort gigantesque, autonome, de sa propre régénération, arrive à moins réagir en loup affamé, et pour que la Russie ne devienne pas un énorme charnier où s'entre-déchirent des bêtes fauves.

Signé A. G., Il *Grido del* Popolo,
5 janvier 1918, déjà publié le 24 décembre 1917 dans *l'Avanti !* de Milan.

LA « CRITIQUE CRITIQUE»

Claudio Treves[257] écrit dans la *Critica sociale* un article qui rend compte d'une lettre de Léon Martov et constate « l'effrayante inculture de la nouvelle génération socialiste italienne» :

La « nouvelle génération», dit-il, a adapté la doctrine de Marx, de telle sorte que le *déterminisme* a été remplacé par le *volontarisme,* la *force transformatrice* de l'instrument de travail par la *violence,* héroïque ou hystérique, des individus et des groupes; le subjectivisme le plus frénétique flatte et applaudit les pires emphases des démagogues.

Certes, l'inculture de la « nouvelle génération» est grande. Mais elle n'est probablement pas plus grande que celle de la « vieille garde», et plus probablement encore, elle n'est pas du tout ce que Treves veut bien dire. Par exemple, la « nouvelle génération» a lu, outre le *Manifeste communiste,* le petit traité de Marx et de Engels sur la *Critique critique*[258] (2), et il lui est apparu que les Bauer ne sont pas encore guéris de leurs vagissements pseudo-philosophiques, capables de mettre sens dessus dessous concepts et réalité. Elle a également lu et étudié les livres qui ont été écrits en Europe après la floraison du positivisme, et elle a découvert (ce qui n'est pas une bien grande découverte 1) que la stérilisation des doctrines de Marx opérée par les socialistes positivistes n'a pas été précisément un grand progrès de culture, et ne s'est pas non plus (bien entendu) accompagnée de grands progrès effectifs.

Comment s'est-il fait que la *Critica sociale* soit devenue la « Critique critique» ? Cela s'est fait par ce processus même qui provoquait l'ironie de Marx à propos de MM. Bruno Bauer~ Faucher et Szeliga, rédacteurs à la *Allgemeine Literaturzeitung:* ne voyons-nous pas Treves mettre à la place de « l'homme individuel réellement existant» le « déterminisme» ou la « force transformatrice», tout comme Bruno Bauer y mettait l' « autoconscience» ? Cela s'est fait parce que Treves, en dépit de sa profonde culture, a ramené la doctrine de Marx à un schéma extérieur, à une loi naturelle, qui se réalise fatalement, hors de la volonté des hommes, hors de leur activité d'association et des forces sociales qu'une telle activité engendre, une loi qui devient en soi facteur déterminant de progrès et élément nécessaire de nouvelles formes de production.

C'est ainsi que la doctrine de Marx est devenue la doctrine de l'inertie du prolétariat. Non point que le volontarisme (employons donc ce mot qui ne signifie pas grandchose, par commodité de langage) ait été effectivement repoussé. Mais on l'a limité à la petite escarmouche réformiste : il est devenu une banalité, l'expression des compromis ministériels, l'ambition à la petite semaine qui fait préférer l'œuf d'aujourd'hui au volatile de demain, même si, comme le dit Ruta, cet œuf n'est qu'un oeuf de pou.

L'effort de prosélytisme a été abandonné (qu'importent les « simples individus»?). L'action historique du prolétariat n'a pas su s'intégrer de façon pleinement efficace dans le processus de développement de l'économie capitaliste. Même dans la perspective réformiste, l'action de la

---

[257] Publié sous le pseudonyme de - Very Well», l'article de Claudio Treves auquel se réfère ici Gramsci, commentait favorablement une lettre du menchevik Martov au Journal de Paris : Very Well, « Lenin, Martoff e... noi !», Critica sociale, XXVIII, 1, 5 janvier 1018, pp. 4-5. Pour Claudio Treves cf. note 1, p. 109.

[258] Il s'agit, bien entendu, du livre de Marx et Engels, La Sainte Famille ou Critique de la critique critique (Contre Bruno Bauer et consorts); d'où le jeu de mots avec le titre de la revue de Turati, Critica sociale.

« Critique critique » a été délétère. Au nom de la banale théorie de « l'œuf. de pou» on a négligé les grands problèmes nationaux qui concernent l'ensemble du prolétariat italien. Il ne faut pas oublier qu'en 1913, lorsque le Parti socialiste s'est présenté aux élections au suffrage universel avec un programme résolument libre-échangiste, la « Critique critique » a publié deux articles protectionnistes, signés de Treves et de Turati [259].

Si L'Unità de Gaetano Salvemini [260] n'existait pas depuis des années, Treves pourrait peut-être parler « d'inculture de la nouvelle génération socialiste». Mais Salvemini et Mondolfo[261] (pour citer des hommes qui sont de la même tendance que Treves) ont trop souvent démontré de quoi était faite la culture de la « Critique critique », pour que les très jeunes eux-mêmes puissent se préoccuper outre mesure du reproche fait par *Very Well.*

La « nouvelle génération» se refuse donc à prendre au sérieux, non point la vieille génération, mais celle qui s'est définitivement encroûtée dans les colonnes de là « Critique critique ».

Il semble que la nouvelle génération veuille retourner à l'authentique doctrine de Marx, pour laquelle l'homme et la réalité, l'instrument de travail et la volonté, ne se désolidarisent ?as, mais s'identifient dans le « moment» historique. C'est pourquoi ils pensent que les canons du matérialisme historique ne sont valables que post factum, afin d'étudier et de comprendre les événements du passé et qu'ils ne doivent pas devenir une hypothèque sur le présent et sur l'avenir, Ils ne croient certes pas que la guerre a détruit le matérialisme historique, mais ils croient seulement que la guerre a modifié les conditions de la situation historique normale et que, de ce fait, la volonté sociale, collective, des hommes, a acquis une importance qu'elle n'avait pas dans des conditions normales. Ces conditions nouvelles sont, elles aussi, des faits économiques, elles ont donné aux systèmes de production un caractère qu'ils n'avaient pas auparavant; nécessairement, l'éducation du prolétariat s'y est adaptée, et, en Russie, cela a conduit à la dictature. *[Dix-huit lignes censurées.]*

---

259 C. Treves, « Libero-scambismo democratico-imperialista»; F. Turati, « Giunta alla derrata. Il necrologio della democrazia», Critica sociale, XXIII, 17, 161-15 septembre 1913, pp. 257-260 et 260-263.

Avocat, écrivain, auteur en particulier de l'Inno dei lavoratori [Hymne des travailleurs], passé de la bohème romantique au démocratisme bourgeois et, de là, au socialisme, Filippo Turati (1857-1932) avait fondé en 1891 Critica sociale. La même année il adhérait au Partito Operaio, appelé à se transformer en Partito Socialiste (1892). Élu député en 1896, il fut emprisonné lors des troubles de 1898. Hostile à la guerre, il adopta jusqu'à Caporetto une position « centriste», Sa revue, Critica sociale, voulait être, on l'a dit, la Neue Zeit du socialisme italien.

260 Historien, journaliste, écrivain, Gaetano Salvemini (1873-1957) est sans aucun doute, parmi les « méridionalistes», celui dont l'influence se fait le plus sentir chez Gramsci. Adversaire obstiné de Giolitti, auquel il consacre deux pamphlets féroces : Il ministro della malavita [Le ministre de la pègre] et Le memorie di un candidato [Les mémoires d'un candidat], dénonçant les moeurs électorales de l'Italie du Sud, Salvemini finit par rompre avec le P.S. auquel il reprochait de se faire le complice conscient de cette politique. Sa thèse, développée dans ses articles de La Voce et, surtout, à travers L'Unità, journal qu'il fonde en 1911 avec Antonio De Viti De Marco, est qu'il faut réaliser l'unité du prolétariat Industriel de l'Italie du Nord avec la paysannerie pauvre du Mezzogiorno.

261 C'est en 1910 que Rodolfo Mondolfo (né en 1877) fut nommé professeur d'histoire de la philosophie à l'université de Turin, où Gramsci suivit ses cours de 1911 à 1913. Disciple d'Antonio Labriola, Mondolfo publia en 1912 un livre, Il materialismo storico di Federico Engels [traduit en France en 1917 : Le Matérialisme historique d'après F. Engels], dans lequel il s'opposait « tant au déterminisme matérialiste et catastrophique, qu'au volontarisme de la spontanéité et du mythe révolutionnaire». Il publia en 1919 un autre ouvrage, Sulle orme di Marx [Sur les traces de Marx], dans lequel, à partir des mêmes prémisses, il critiquait l'expérience bolchevique.

Au fin fond des choses, la volonté existe aussi pour Treves, mais elle est défensive, non point offensive, elle est latente, et inexprimée. Il n'existe pas que cette forme de culture qui aurait pourtant pu permettre à Treves de se souvenir que Giovan Battista Vico a dit, avant Marx, que même la foi en la divine providence a joué un rôle bénéfique dans l'histoire, en se faisant aiguillon pour stimuler l'action consciente, et l'amener à déduire que la croyance au « déterminisme» pourrait bien avoir eu, elle aussi, la même efficacité, en Russie pour Lénine, ailleurs, pour d'autres.

Signé A. G., Il *Grido del Popolo,* 12 janvier 1918.

CONSTITUANTE ET SOVIETS

La dissolution de la Constituante immédiatement après sa première réunion[262] n'est pas seulement un épisode de violence jacobine, comme se plaisent à le dire les journalistes qui n'ont encore rien compris de ce qui se passe en Russie.

La Constituante était le mythe vague et confus de la période prérévolutionnaire. Mythe intellectuel, continuation dans le futur des tendances sociales qu'on pouvait découvrir dans la partie la plus voyante et la plus superficielle des forces révolutionnaires confuses d'avant la révolution.

Ces forces se sont décantées et définies en grande partie et elles se décantent et se définissent de mieux en mieux chaque jour. Elles sont en train d'élaborer spontanément, librement, selon leur nature intrinsèque, les formes de représentation au travers desquelles la souveraineté du prolétariat devra s'exercer. Ces formes de représentation ne sont pas reconnues dans la Constituante, c'est-à-dire dans un parlement de type occidental, élu selon les systèmes des démocraties occidentales. Le prolétariat russe nous a offert un premier modèle de représentation directe des producteurs - les Soviets. Aujourd'hui, la souveraineté est retournée aux Soviets. Définitivement? Le manque absolu d'informations sur ce qui se pense et se soutient sur la question dans les milieux prolétaires russes, n'autorise aucune réponse.

Nous ne connaissons que l'aspect extérieur des événements, nous ne connaissons pas l'esprit intime qui les anime. Nous ne voyons, dans la dissolution de la Constituante que l'apparence violente, que le coup de force. Jacobinisme? Le jacobinisme est un phénomène entièrement bourgeois, de minorités qui sont bourgeoises, même en puissance. Une minorité qui est sûre de devenir majorité absolue sinon franchement la totalité des citoyens, ne peut être jacobine, ne peut avoir comme programme la dictature perpétuelle. Elle exerce provisoirement la dictature pour permettre à la majorité effective de s'organiser, de prendre conscience de ses nécessités

---

[262] L'Assemblée constituante fut convoquée le 5 (18) janvier 1918. Les bolcheviks s'y retrouvaient en minorité : 160 sur 448 présents. Prenant prétexte de ce que les élections, menées sur la base des listes électorales établies avant l'insurrection d'octobre, ne traduisaient plus la situation réelle du pays, la majorité du Comité central du Parti bolchevique décida la suppression pure et simple de ladite assemblée. Ce qui fut fait manu militari dans la nuit du 5 (18) au 6 (19) janvier. Que cette mesure ait fait plus que toucher des journalistes qui - comme l'écrit Gramsci -n'auraient « rien compris» aux événements de Russie, il est à peine besoin de le rappeler - des fameuses pages de Rosa Luxemburg (La Révolution russe, Paris, 1964, pli. 53-59) aux hésitations d'un Boukharine ou à l'hostilité de bolcheviks comme Kamenev ou Rykov (Les bolcheviks et la Révolution d'Octobre, Paris, 1964, pp. 1212 et suiv.), tout témoigne que cette décision de Lénine et de Trotski ne laissait de choquer les plus convaincus des révolutionnaires.

intrinsèques, d'instaurer son ordre en dehors de tout apriorisme, selon les lois spontanées de cette nécessité. *[Quatre lignes censurées.]*

Sans signature, *Il Grido del PoPolo, 26* janvier 1918.

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET LE SOCIALISME[263]

C'est parce qu'il se présente comme étant le reflet d'une importante fraction du mouvement socialiste turinois que nous publions cet article d'un jeune camarade, Nous renonçons d'emblée à l'intégrer dans le courant de l'histoire des idées ou dans celui de l'expression des idées. Nous l'examinons en lui-même, et pour ce qu'il vaut, précisément comme l'expression de convictions qui peuvent être collectives, et entraîner des prises de position particulières.

Bien que d'accord dans l'ensemble avec un grand nombre des affirmations du camarade R. F., nous croyons que quelques-uns de ses jugements sont erronés, ainsi que les conclusions qu'il en tire. La distinction entre politique et économie, entre organisme politique et milieu social, telle que la fait la critique syndicaliste, ne nous apparaît que comme une abstraction théorique de la nécessité empirique, toute pratique, de scinder provisoirement l'unité active sociale afin de mieux pouvoir l'étudier, afin de mieux la comprendre. Lorsqu'on analyse un phénomène, on est obligé, ainsi l'exige la recherche, de réduire ce phénomène à ce qu'on appelle ses éléments, chacun d'entre eux n'étant en réalité pas autre chose que le phénomène lui-même, vu sous un angle plutôt que sous un autre, et dans la perspective d'un objectif donné plutôt que d'un autre. Mais la société, comme l'homme, est toujours essentiellement une unité historique et idéale qui se développe en se reniant et en se dépassant continuellement. Politique et économie, milieu et organisme social, ne font qu'un, toujours, et c'est un des plus grands mérites du marxisme que d'avoir affirmé cette unité dialectique. Il se trouve que, syndicalistes et réformistes, par une commune erreur de pensée, se sont spécialisés dans des branches différentes du langage empirico-socialiste[264]. Les uns ont arbitrairement détourné de l'unité de l'activité sociale le terme *économie,* les autres ont fait de même pour le terme *politique.* Les uns se fossilisent dans l'organisation professionnelle, et, du fait de la déformation initiale de leur pensée, font de la mauvaise politique et de l'exécrable économie, les autres se fossilisent dans les pratiques parlementaires, législatives, et, pour les mêmes raisons, ils font de la mauvaise politique et de l'exécrable économie. Ce sont ces déviations qui font le succès et la nécessité du socialisme révolutionnaire, qui ramène l'activité sociale à son unité, et s'efforce de faire une politique et une économie tout court, sans adjectif. Ce qui signifie qu'il aide à se développer et à prendre conscience de leur propre valeur les énergies prolétariennes et capitalistes spontanées, libres, historiquement nécessaires, afin que, de leur antagonisme, se dégagent des synthèses

[263] Cette note sans signature ni titre accompagnait un article signé B.F., et L'organizzazione economica e il socialismo », publié dans Il Grido del Popolo du 9 février 1918. Opposant l' « organisme social» et le « milieu», cet article dénonçait comme illusoire « la tentative de changer l'organisme social par la transformation du milieu» et déniait toute efficacité à l'action parlementaire.

[264] Il n'est pas inutile de souligner que, dans cette critique de l' « économisme» propre au syndicalisme révolutionnaire, Gramsci retrouve ici certaines thèses du marxiste nord-américain Daniel De Leon, dont l'influence se fera particulièrement sentir dans L'Ordine Nuovo. Ainsi: « Le mouvement politique et le mouvement industriel ne font qu'un : les séparer, c'est disloquer le mouvement socialiste» (The Burning Question of Trades Unionism, 1904); ou encore : « Sans organisation politique, le mouvement ouvrier ne peut pas triompher; sans organisation économique, le jour de son triomphe politique serait celui de sa défaite» (Socialist Reconstruction of Society, 1905). Sur cette influence de De Leon, voir du reste ce que dit Gramsci lui-même dans « Le programme de l'Ordine Nuovo», p. 375.

provisoires toujours plus accomplies et parfaites, qui devront converger vers l'acte, vers le fait ultime qui les résumera toutes et ne laissera subsister aucun résidu de privilèges ou d'exploitation. Cette activité historique, faite d'oppositions, ne *débouchera pas sur un État corporatiste comme celui* dont rêvent les syndicalistes, ni sur un État ayant monopolisé la production et la distribution, comme celui dont rêvent les réformistes, mais bien sur une *organisation* de la liberté de tous, au profit de tous, qui n'aura aucun caractère stable et défini, mais sera une recherche continuelle de formes nouvelles, de rapports nouveaux sans cesse adaptés aux besoins des hommes et des groupes, afin que toutes les initiatives soient respectées, pourvu qu'elles soient utiles, et toutes les libertés sauvegardées, pourvu qu'elles ne soient pas des privilèges. Ces considérations trouvent une confirmation palpitante de vie dans la Révolution russe, qui a été essentiellement, jusqu'ici, un effort titanesque pour qu'aucune des conceptions statiques du socialisme ne s'impose définitivement, barrant la route à la révolution et la ramenant fatalement à un régime bourgeois qui, s'il était libéral et libériste, risquerait d'offrir de plus grandes garanties d'historicité que ne le ferait un régime corporatiste ou un régime centralisateur, basé sur le culte de l'État.

Il n'est donc pas juste d'affirmer qu'une activité politique est socialiste du seul fait qu'elle émane d'hommes qui se disent socialistes. De la même façon, on pourrait dire de toute autre activité qu'elle est ce qu'on dit qu'elle est, pour la seule raison que les hommes qui la déploient s'attribuent le qualificatif correspondant[265] .

Nous ferions beaucoup mieux d'appeler la mauvaise politique de son vrai nom de *Camorra,* et de ne pas nous laisser illusionner par les camorristes au point de renoncer à une activité qui est un des éléments constitutifs indispensables à notre mouvement. Du reste, Kautsky a pertinemment observé que la phobie politique et parlementaire est une faiblesse petite-bourgeoise, une faiblesse de paresseux qui se refusent à faire l'effort nécessaire pour contrôler leurs propres représentants, pour ne faire qu'un avec eux, et pour agir en sorte que ce soient ces derniers qui ne fassent qu'un avec eux.

Sans signature,
Il *Grido del Popolo, 9* février 1918.

NOTRE MARX

Sommes-nous marxistes? existe-t-il des marxistes? Stupidité, toi seule es immortelle ! Il est probable que cette question va être de nouveau posée, ces jours-ci, à l'occasion du centenaire [266], et qu'elle fera couler des fleuves d'encre et d'insanités. Le radotage et le byzantinisme sont l'impérissable héritage des hommes. Marx n'a pas écrit une petite doctrine de rien du tout; ce n'est pas un messie qui a légué à la postérité un chapelet de paraboles grosses d'impératifs catégoriques, de règles indiscutables, absolues, hors des catégories d'espace et de temps. Son seul impératif catégorique, sa seule norme, la voici : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous 1» La nécessité de s'organiser, l'action militante en faveur de cette organisation, et de cette

[265] Gramsci citera souvent la formule de Marx : « ... On ne juge pas un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même» (K. Marx, « Préface» à la Critique de l'Économie politique [1859], Paris, 1957, p. 5).

[266] Il s'agit du centenaire de la naissance de Marx, le 5 mai 1818.

nécessaire association, devraient donc permettre de distinguer marxistes et non-marxistes. C'est à la fois trop et trop peu : qui, à ce compte, ne serait marxiste?

Pourtant il en est ainsi : tout le monde est marxiste, un peu, sans le savoir. Marx a été grand, son action a été féconde, non point tant parce qu'il a inventé à partir de rien, non point tant parce qu'il a tiré de son imagination une vision originale de l'histoire, mais bien parce que le fragmentaire, l'inachevé, tout ce qui n'était pas encore mûr, est devenu chez lui maturité, système, prise de conscience. Sa prise de conscience personnelle peut devenir celle de tout le monde, elle est déjà devenue celle de beaucoup : voilà pourquoi ce n'est pas seulement un penseur, mais un homme d'action; il est aussi grand dans l'action que dans la pensée, ses livres ont transformé le monde, tout comme ils ont transformé la pensée.

Marx, c'est l'entrée de l'intelligence dans l'histoire de l'humanité, c'est l'avènement de la conscience.

Son œuvre coïncide précisément avec le moment où se déroule la grande bataille entre Thomas Carlyle et Herbert Spencer, à propos de la fonction de l'homme dans l'histoire. Carlyle : le héros, la forte individualité, synthèse mystique d'une communion spirituelle, qui conduit l'humanité vers un port inconnu, évanescent, dans le chimérique pays de la perfection et de la sainteté.

Spencer [267] : la nature, l'évolution, abstraction mécanique et sans âme. L'homme : atome d'un organisme naturel qui obéit à une loi, abstraite en tant que telle, mais qui se fait historiquement concrète chez les individus : l'utile immédiat.

Marx se plante dans l'histoire avec la solide stature d'un géant. Ce n'est ni un mystique, ni un métaphysicien positiviste : c'est un historien; c'est l'interprète des documents du passé, de tous les documents, et non pas seulement d'une partie d'entre eux.

Le défaut intrinsèque des histoires, des recherches sur les événements humains, était de n'examiner et de ne prendre en considération qu'une partie des documents. Et cette partie n'était pas choisie selon des critères historiques, mais avec un préjugé qui était partisan, même s'il l'était inconsciemment et en toute bonne foi. Les recherches avaient pour but non la vérité, l'exactitude, la reconstitution intégrale de la vie du passé, mais la mise en évidence d'une activité privilégiée, la mise en valeur d'une thèse préconçue. L'histoire était le domaine des seules idées. L'homme était considéré en tant qu'esprit, en tant que conscience pure. Deux conséquences erronées découlaient de cette conception : les idées mises en valeur n'étaient souvent qu'arbitraires, fictives, les faits auxquels on donnait de l'importance étaient de l'anecdote, non de l'histoire. S'il est arrivé qu'on ait écrit de l'histoire au vrai sens du mot, on le doit à l'intuition géniale de quelques individus et non à une activité scientifique systématique et consciente.

Avec Marx, l'histoire continue à être le domaine des idées, de l'esprit, de l'activité consciente des individus isolés ou groupés. Mais les idées, l'esprit, prennent consistance, perdent leur

---

267 A travers Spencer, Gramsci vise évidemment tout un courant du socialisme Italien, plus positiviste que marxiste, et, en particulier, Enrico Ferri, dont l'ouvrage Socialismo e scienza positiva (Rome, 1894) fut considéré par Kautsky comme symptomatique du confusionnisme des socialistes italiens (cf. Neue Zeit, XIII, vol. 1, pli. 709-716).

caractère arbitraire, cessent d'être de fictives abstractions religieuses ou sociologiques. Leur substance même est dans l'économie, dans l'activité pratique, dans les systèmes et dans les rapports de production et d'échange. L'histoire, en tant qu'événement, est pure activité pratique (économique et morale). Une idée se réalise, non dans la mesure où elle est logiquement cohérente avec la vérité pure, avec l'humanité pure (qui n'existe qu'en tant que programme, en tant que but éthique général des hommes), mais dans la mesure où elle trouve dans la réalité économique sa justification, l'instrument qui lui permet de s'affirmer. Pour connaître avec exactitude quelles sont les fins historiques d'un pays, d'une société, d'un groupe, il importe avant tout de connaître quels sont les systèmes et les rapports de production et d'échange de ce pays, de cette société. Faute de cette connaissance, on pourra compiler des monographies partielles, des dissertations utiles pour l'histoire de la culture, on pourra saisir des reflets annexes, des connaissances lointaines, on ne fera pas pour autant de l'histoire, on ne parviendra pas à extirper le noyau même de toute la solide compacité de l'activité pratique.

Les idoles s'écroulent du haut de leurs autels, les divinités voient se dissiper les nuages d'encens parfumé. L'homme acquiert la conscience de la réalité objective, il devient maître du secret qui fait jouer la succession réelle des événements; l'homme se connaît lui-même, il sait ce que peut valoir sa volonté individuelle, et comment elle peut être rendue puissante dans la mesure où, en obéissant à la nécessité, en s'y soumettant, elle finit par dominer cette nécessité même, en l'identifiant avec le but qu'elle poursuit. Qui donc se connaît soi-même? non point l'homme en général, mais celui qui subit le joug de la nécessité. Rechercher l'essence de l'histoire, la déterminer dans le système et dans les rapports de production et d'échange, permet de découvrir comment la société des hommes est scindée en deux classes. La classe qui détient les moyens de production se connaît déjà nécessairement elle-même, elle a conscience, ne serait-ce que confusément et fragmentairement, de sa puissance et de sa mission. Elle poursuit des objectifs individuels, et elle les réalise au moyen de son organisation, froidement, objectivement, sans s'inquiéter de savoir si sa route est jonchée de corps exténués par la faim ou tombés sur les champs de bataille.

L'instauration de la véritable causalité historique acquiert pour l'autre classe une valeur de révélation, elle devient principe d'ordre pour l'immense troupeau sans berger. Le troupeau acquiert conscience de soi, de la tâche qu'il lui faut, dans l'immédiat, accomplir afin de s'affirmer en tant qu'autre classe; il acquiert conscience que les buts individuels qu'il poursuit resteront soumis au pur hasard, ne seront que de vains mots, ne seront qu'une velléité creuse et prétentieuse, tant qu'il n'aura pas en main les moyens de production, tant que ce qui West que velléité ne se sera pas transformé en volonté.

S'agit-il donc de volontarisme [268] ? C'est un mot qui ne signifie rien, ou bien est employé dans le sens de « bon plaisir». Marxistement parlant, volonté signifie conscience du but, ce qui signifie, à son tour, notion exacte de ses propres possibilités et des moyens dont on dispose pour es exprimer dans l'action. C'est pourquoi cela signifie en premier lieu que l'on détermine, que l'on identifie bien quelle est la classe à laquelle on appartient, et que la vie politique de ladite classe soit indépendante de celle de l'autre classe, qu'il y ait une organisation homogène et disciplinée, tendue vers ses propres objectifs spécifiques, sans déviations ni hésitations. Cela

[268] C'est à l'occasion de la réunion socialiste de Florence du 19 novembre 1917 qu'a été lancée contre Gramsci l'accusation - souvent reprise par la suite - de bergsonisme et de volontarisme : cf., supra, « introduction P, p. 30.

signifie qu'on aille en droite ligne vers l'objectif final, sans s'égarer à folâtrer sur les vertes pelouses de la fraternité cordiale, attendris par les tendres gazons et les suaves déclarations d'estime et d'amour.

Mais l'adverbe *marxistement* est inutile; bien plus, il peut provoquer l'équivoque, ou des débordements fats et verbeux. *Marxiste, marxistement,* adjectif et adverbe sont aussi usés que des monnaies qui ont passé entre trop de mains.

Pour nous, Karl Marx est un maître de vie spirituelle et morale, et non un berger brandissant sa houlette. C'est celui qui secoue les paresses mentales, qui réveille les bonnes énergies qui sommeillent et doivent s'éveiller pour le bon combat. C'est un exemple de ce travail intense et tenace qui permet d'atteindre à la claire honnêteté des idées, à la solide culture nécessaire afin de ne pas parler dans le vide, à coups d'abstractions. C'est un bloc monolithique d'humanité éclairée et pensante, qui ne s'écoute pas parler, ne pose pas la main sur son cœur quand il s'agit de sentir, mais construit des syllogismes d'acier qui saisissent la réalité dans son essence, et la dominent, qui pénètrent dans les cerveaux, ébranlent les strates de préjugés et d'idées fixes, trempent le caractère moral.

Karl Marx n'est pour nous, ni l'enfantelet qui vagit dans son berceau, ni l'homme barbu qui fait peur aux sacristains. Il ne se ramène à aucun des épisodes anecdotiques de sa biographie, à aucun des gestes éclatants ou grossiers de son apparente animalité humaine.

C'est un cerveau pensant, vaste et serein, c'est un moment individuel de cette séculaire recherche angoissée que mène l'humanité afin de prendre conscience de son être et de son devenir, afin de saisir le rythme mystérieux de l'histoire et de dissiper le mystère; afin d'être plus forte au moment de penser et d'agir. C'est une partie nécessaire et intégrante de notre esprit qui ne serait pas ce qu'il est si Marx n'avait pas vécu, n'avait pas pensé, n'avait pas fait jaillir de lumineuses étincelles du choc de ses passions et de ses idées, de ses misères et de ses idéaux.

En glorifiant Karl Marx pour le centenaire de sa naissance, le prolétariat international se glorifie lui-même, c'est sa propre force consciente, c'est le dynamisme de son agressivité conquérante, qui commencent à saper le bastion du privilège et se préparent à la lutte finale qui viendra couronner tous les efforts et tous les sacrifices.

Sans signature, Il *Grido del Popolo, 4* mai 1918.

L'INTRANSIGEANCE DE CLASSE ET L'HISTOIRE ITALIENNE

La Stampa vient encore de publier deux articles sur la « dissension socialiste[269] ». *La Stampa* insiste sur le caractère purement *«* culturel» et de stricte information qu'ont ces articles.

---

[269] La dernière année de guerre vit s'accentuer la fracture entre le groupe parlementaire socialiste et les « intransigeants» de la direction du parti et de l'Avanti. L'organe socialiste reprochait tout particulièrement au groupe parlementaire certaines marques de fléchissement qui avaient suivi la défaite de Caporetto : le fameux « discours du Grappa», de Turati, appelant à défendre le « sol sacré de la patrie»; l'article « Proletariato e resistenza» (Critica sociale, 1er - 15 novembre 1917), de Turati et Treves, développant le même thème; la conversation de Treves et Modigliani avec Orlando, président du Conseil; la participation du groupe parlementaire à certaines commissions... Le 5 mai 1918 des représentants de la direction du parti, de la Confédération du travail (C.G.L.) et du groupe parlementaire se réunirent à Milan pour tenter de mettre fin à cette crise. La Stampa, qui avait annoncé cette réunion (« Il dissenso politico nel Partito socialista ufficiale», 4 mai 1918, p. 2), publia dans

Quel désintéressement admirable, quelle bonne volonté toute franciscaine appliquée à informer et à éduquer la nation italienne!

Mais n'insistons pas. Préoccupons-nous plutôt de la solide substance des faits, des conséquences réelles que peuvent avoir pour la vie politique et pour l'histoire italienne les attitudes des groupes engagés, au sein de notre parti, dans la polémique qui oppose « intransigeants» et « relativistes».

Pratiquement, *La Stampa* s'est portée au secours du groupe parlementaire. L'offensive contre les intransigeants est conduite habilement, avec la dextérité sournoise qui est le propre des partisans de Giolitti. Les articles de *La Stampa* sont signés par un « sympathisant», ce qui est bien utile pour endormir le sens critique des lecteurs prolétaires. Ils sont écrits par un homme de talent, rompu au langage critique marxiste, par un homme supérieurement cultivé, dressé à l'art subtil de distinguer les concepts et de les classer selon les critères de la plus récente philosophie idéaliste. Ce « sympathisant» est devenu, par la logique naturelle des choses et des valeurs, le théoricien des *collaborationnistes.*

Des trois articles jusqu'ici publié essaiment à foison les arguments polémiques, les raisonnements, les associations d'idées, qui, repris dans des articles et bien plus encore dans les conversations privées, viendront au secours de la théorie relativiste.

C'est pourquoi nous croyons nécessaire de soumettre à une critique minutieuse l'ensemble d'une telle démonstration. Il nous faudra malheureusement être longs, mais les lecteurs qui nous suivront jusqu'au bout pourront se convaincre que cela en valait la peine, ils pourront se convaincre que la polémique entre la direction de *l'Avanti !* et les *collaborationnistes* va plus loin qu'une petite escarmouche sur la tactique parlementaire et sur la discipline du parti, qu'elle est en fait le prélude d'une formidable bataille dans laquelle seront engagés *[une ligne censurée]* une vingtaine d'années de la future histoire italienne.

Voici quel est, dans les termes que *La Stampa* attribue aux *relativistes,* le cœur même de la discussion :

« Les partis interventionnistes sont en train de s'emparer, petit à petit, de tous les pouvoirs, de tous les rouages de I'État, en en prenant le contrôle et la direction, ouvertement ou indirectement. En outre, ils se servent de ce contrôle sur les pouvoirs de l'État, de cette progressive annexion de la puissance de l'État par leur parti au point d'en arriver à identifier l'organisation même de l'État avec l'organisation de leur parti; ceci en vue d'affaiblir, de désarticuler, de réduire à l'impuissance l'instrument politique de la classe laborieuse qui est le Parti socialiste.»

C'est ainsi que raisonnent les *collaborationnistes,* et *La Stampa* d'applaudir. Parce que les premières et les seules victimes du phénomène « annexionniste» sont Giolitti et son parti, parce que le phénomène «annexionniste» marque pour l'Italie l'avènement d'une nouvelle forme de gouvernement, qui présuppose un État de classe, devant lequel tous les partis bourgeois sont

---

ses numéros des 8, 14, 15 et 17 mai une suite d'articles sur « Il dissidio socialiste», dont le premier était attribué à un « sympathisant» du Parti socialiste.

égaux et se trouvent dans les mêmes conditions de départ; c'est le commencement d'une ère démocratique, née, non de la bonne volonté de l'un ou de l'autre parti, mais de l'inexorable logique des événements. La position privilégiée du gouvernement giolittien est compromise, un autre parti a réussi à se maintenir au pouvoir plus longtemps qu'on n'aurait pu le présumer, et il est en train de chercher à s'y installer durablement. Dans de pareils cas, et l'histoire des partis en Angleterre peut nous servir d'exemple, la logique de l'histoire a conduit à l'excellent résultat que voici : sous les coups de la concurrence impitoyable que se livrent deux partis également forts et qui redoutent réciproquement l'hégémonie de l'autre, l'État se décharge de son fardeau de fonctions encombrantes, l'administration se décentralise, la bureaucratie atténue sa tyrannie, les pouvoirs conquièrent leur indépendance. L'État perd son armature féodale, despotique, militariste, et il s'organise en sorte que la dictature d'un chef de parti soit impossible mais qu'il y ait toujours pour ceux qui représentent l'essentiel des forces politiques et économiques du pays la possibilité de se succéder, de se relayer au pouvoir, afin de donner une impulsion aux énergies naturelles et spontanées, nées de l'activité économique et afin de faire échec au développement anormal des couches parasitaires qui trouvent dans la politique le point de départ de leur activité économique et dans le superprivilège leur unique raison d'exister.

Classe, État, parti

Que représente donc l'État pour les socialistes? L'État est l'organisation économico-politique de la classe bourgeoise. L'État est la classe bourgeoise dans sa force concrète actuelle.

La classe bourgeoise n'est pas une entité hors de l'État. A la faveur du principe et du jeu de la libre concurrence naissent et se constituent continuellement de nouveaux groupes de producteurs capitalistes qui viennent sans cesse s'ajouter au potentiel économique du régime. Chaque groupe voudrait sortir de la déchirante lutte de la concurrence en imposant son monopole. L'État amène à composition, sur le plan juridique, les dissensions intérieures des classes, les désaccords entre intérêts opposés, il unifie les couches et modèle l'aspect de la classe tout entière. Avoir le gouvernement, le pouvoir, c'est sur ce point que s'affirme la concurrence entre couches diverses. Le gouvernement est le prix qui revient au parti, à la couche de la bourgeoisie qui se montre la plus forte, qui, avec cette force, conquiert le droit de régenter le pouvoir de l'État, de l'orienter vers des objectifs déterminés, de le modeler essentiellement selon ses programmes économiques et politiques,

Face à l'État, les partis bourgeois et le Parti socialiste ont une position absolument différente.

Les partis bourgeois sont, soit les porte-parole de certaines catégories de producteurs, soit des essaims de mouches du coche qui n'arrivent même pas à piquer l'épiderme de la solide équipe gouvernementale, mais bourdonnent force mots et sucent le miel du favoritisme.

Le Parti socialiste, lui, n'est pas l'organisation d'une couche sociale, mais celle d'une classe : il est morphologiquement différent de tout autre parti. Ce n'est que dans l'État, expression de l'ensemble de la classe bourgeoise, qu'il peut reconnaître son homologue antagonique. Il ne saurait entrer en concurrence pour la conquête de l'État, ni directement ni indirectement, sans se suicider, sans se dénaturer et se transformer en simple couche politique, coupée de l'activité historique du prolétariat, sans se transformer en un essaim de mouches du coche qui bourdonnent autour de l'écuelle de blanc-manger où elles resteront engluées et périront sans gloire.

Le Parti socialiste ne conquiert pas l'État, il le remplace; il remplace le régime, il abolit le gouvernement des partis, il met à la place de la libre concurrence l'organisation de la production et des échanges.

L'Italie a-t-elle un État de classe?

Dans les discussions et les polémiques, il arrive trop souvent que les mots se superposent à la réalité historique. Quand nous parlons de l'Italie, nous nous servons des mots : capitalistes, prolétaires, États, partis, comme s'ils représentaient des entités sociales ayant atteint la plénitude de leur maturité historique, ou du moins une maturité déjà appréciable, comme c'est le cas dans les pays économiquement avancés. Mais en Italie, le capitalisme en est à ses tout débuts, et la loi extérieure ne correspond nullement à la réalité. La loi est un badigeon moderne plaqué sur un édifice vétuste, elle n'est pas le produit d'une évolution économique, elle est un produit du mimétisme politique international, celui d'une évolution intellectuelle, celui de la jurisprudence et non celui de l'instrument de travail.

Giuseppe Prezzolini le remarquait récemment à propos de la polémique sur la « démocratie [270]». Sous une teinture, purement superficielle, de législation démocratique, l'État italien a conservé la substance et l'armature d'un État despotique (notons qu'on peut dire la même chose de la France).

Il existe un régime bureaucratique centraliste, fondé sur le système tyrannique napoléonien, conçu pour opprimer et niveler toute énergie et tout mouvement spontané.

La politique étrangère est archisecrète : non seulement les tractations n'en sont pas publiques, mais les pactes eux-mêmes ne sont pas portés à la connaissance des intéressés.

L'armée était (ceci jusqu'à la guerre qui en a nécessairement fait éclater la structure vétuste) une armée de métier, ce n'était pas la nation en armes.

Il y a une religion d'État ' appointée, aidée par l'État, et non la séparation laïque et l'égalité -de tous les cultes.

S'il arrive qu'il y ait des écoles, les maîtres, qui, du fait de la médiocrité des rétributions qu'ils reçoivent, sont recrutés dans les rangs d'un petit groupe de besogneux, ne sont pas à la hauteur de leur tâche d'éducateurs de la nation.

Jusqu'aux dernières élections, le suffrage est resté restreint[271], et aujourd'hui encore il est bien loin de donner à la nation la possibilité d'exprimer sa volonté.

Il subsiste des institutions féodales, encore vigoureuses, comme le latifundium, inaliénable de fait sinon de droit, comme le droit coutumier communal, ou comme le fonds pour le culte

---

[270] Nous n'avons pu identifier le texte auquel Gramsci fait allusion. G. Prezzolini, que nous remercions ici, nous précise toutefois - a Je ne me rappelle pas avoir écrit les phrases que note Gramsci... Il se peut qu'elles soient exactes. Mais je les ai peut-être écrites en me référant au Mezzogiorno. Des idées de ce genre correspondaient à ma façon de penser (encore aujourd'hui)...»

[271] C'est sous Giolitti que fut adoptée la réforme électorale instituant le suffrage universel pour les hommes âgés de plus de vingt et un ans. Présenté à la Chambre le 18 mars 1911, le projet de Giolitti fut voté le 30 juin 1912. La loi entra en application à l'occasion des élections législatives des 26 octobre et 2 novembre 1913, auxquelles se réfère ici Gramsci.

qui a transformé la dépendance féodale des biens vis-à-vis de l'Église en un revenu assuré et exempt de tout aléa.

La libre concurrence, principe essentiel de la bourgeoisie capitaliste, n'est pas encore parvenue à effleurer les plus importantes activités de la vie nationale. C'est ce qui fait que les formes politiques ne sont que de simples superstructures arbitraires, inefficaces et stériles quant aux résultats.

Les pouvoirs sont encore indifférenciés et interdépendants, les grands partis organisés représentant la bourgeoisie agraire et la bourgeoisie industrielle font défaut. [Huit *lignes censurées.]*

L'État de classe, qui, en faisant alterner au pouvoir les grands partis représentatifs des grands intérêts des catégories productrices, est l'aboutissement de l'efficacité du principe de libre concurrence, n'existe donc pas. Ce qui a existé, c'est la dictature d'un homme qui était le représentant des intérêts politiques restreints de la région piémontaise[272] 2 et qui a imposé à l'Italie, pour maintenir son unité, un système de domination coloniale centralisée et despotique. Le système se désagrège, de nouvelles forces bourgeoises ont fait leur apparition et ont pris de la vigueur; elles veulent que soit reconnue à leurs intérêts la possibilité de s'affirmer et de se développer. L'interventionnisme est contingence, le pacifisme est contingence, la guerre passera; ce qui est en péril pour l'avenir, c'est l'État despotique giolittien, c'est la masse des intérêts parasitaires qui se sont plaqués sur cet État d'un vieux type, c'est la vieille bourgeoisie faisandée qui sent son super-privilège menacé par cette fermentation de jeunesse bourgeoise qui veut sa place au gouvernement, qui veut s'insérer dans le jeu de la libre concurrence politique, et qui, indubitablement, à condition que l'évolution ne soit pas freinée par un fait nouveau, rajeunira l'État, se débarrassera de toutes les friperies traditionnelles, parce que l'État démocratique n'est pas un produit de la générosité du cœur ou de la bonne éducation, mais une nécessité vitale de la grande production, des échanges intensifs, de la concentration de la population au sein des villes capitalistes modernes.

Ce qui est sous-entendu[273] *

Tels sont les termes de la situation historique. La coalition giolittienne, en vingt ans de dictature sans contrôle, a fait illusion par des largesses formelles de liberté; mais en fait, elle a consolidé l'État despotique cher à feu Emmanuel-Philibert. L'arme de sa puissance, de sa dictature, est tombée entre les mains du groupe adverse (nous n'appellerons parti ni l'un ni l'autre, car aucun des deux n'a de profil politique ni économique), et voilà que ce groupe a gardé cette arme plus longtemps qu'on n'aurait cru, et qu'il s'en sert, et qu'il la modèle à sa guise et qu'il la tourne contre ceux qui en sont les anciens maîtres. Si la lutte se maintient entre les

---

[272] Giovanni Giolitti.

[273] * Dans un quatrième article publié aujourd'hui (17 mai) La Stampa traite explicitement d'une possibilité de collaboration pour la paix. La Stampa est d'avis d'ajourner la discussion et d'attendre que les temps soient mûrs. Quant à nous, vu la constitution démocratique du parti, nous croyons au contraire que les sections et les cercles doivent discuter à fond sans attendre et imposer au parti, même sur le problème de la paix, une ligne ferme et résolue, de lutte de classe intransigeante. Il est inutile de se laisser surprendre dans la dispersion - le groupe parlementaire pourrait en profiter pour semer le trouble dans le parti et accéder à un pseudo-pouvoir. Ce serait un gigantesque « marché de dupes», qui liquiderait le parti pour quelques dizaines d'années : ce serait le triomphe du parlementarisme « réaliste»... *(Note de* Gramsci.)

couches, entre les groupes de la bourgeoisie, l'État nouveau, un État libéral, naîtra du heurt violent des deux parties, ce sera le début de l'ère des partis, les grands partis se constitueront, les petites dissensions disparaîtront, absorbées par les intérêts supérieurs.

Les giolittiens veulent éviter le heurt, ils ne veulent pas livrer bataille sur de grands programmes institutionnels, qui risqueraient d'enflammer le climat politique de la nation; le dieu des bourgeois sait bien si la nation a ou non besoin de nouvelles situations brûlantes et quels contrecoups un heurt aussi formidable pourrait avoir dans le prolétariat! Les giolittiens veulent éviter le heurt et résoudre dans le cadre parlementaire le problème qui les harcèle. Ils continuent ainsi à être fidèles à leur tradition qui est de rapetisser tout grand problème, d'écarter le pays de la vie politique, d'éviter tout contrôle par l'opinion publique. Les giolittiens sont en minorité. Et voici que les députés socialistes partent à la chasse aux papillons, voici que les sirènes se mettent à chanter de nostalgiques couplets sur la liberté, sur le contrôle parlementaire, et sur la nécessité de collaborer pour se mettre en mouvement, agir, sortir de l'inertie.

Et *La Stampa* de venir à la rescousse avec les articles du « sympathisant», lequel met au service de la mauvaise cause cette culture de fraîche date qui fait malheureusement défaut aux représentants du prolétariat au Parlement, et de prêter à ces derniers un « réalisme», un hégélianisme marxiste dont ils n'ont même jamais entendu parler. Voici que les intransigeants sont présentés comme des mystiques rêveurs, de vains contemplateurs d'abstractions, voire carrément des idiots, sous prétexte que leur conception ne serait basée que sur l'hypothèse simpliste et gratuite que « les travailleurs reviendront des tranchées, après la paix, avec la volonté délibérée et la capacité politique de réaliser le socialisme». L'intransigeance est présentée comme une inertie mentale et politique; on fait allusion aux *meilleures positions* que le prolétariat pourrait conquérir. Et un sous-entendu domine, souverain, séducteur, fascinant, du fait même qu'il n'est pas formulé; et on dirait que les périodes sèches et nerveuses en deviennent toutes gonflées de significations mystérieuses : on veut insinuer que c'est à coups de marchandages parlementaires que l'on pourra résoudre le problème de la liquidation de la guerre et les problèmes de la paix. C'est là le thème dominant, et il est passé sous silence. C'est grâce à lui, tout spécialement grâce à lui, qu'on espère créer dans le prolétariat une atmosphère de malaise intellectuel, émousser le sens critique de classe, afin de faire pression sur les organismes directeurs du parti et d'aboutir, à défaut d'une acceptation enthousiaste ou même seulement froide de l'alliance, à ce que le groupe parlementaire soit provisoirement dégagé de la nécessité d'observer la discipline.

Ce qui compte, c'est l'action parlementaire, c'est l'élection qui porterait les giolittiens au pouvoir. C'est ainsi qu'on exorcise l'intervention directe du prolétariat : l'exemple de la Russie et de la misérable fin de la bourgeoisie anti-tsariste épouvante ces âmes craintives de démocrates troglodytes, de parasites, tout juste capables de ronger en cachette les caisses de l'État et de distribuer des lois à deux sous et des faveurs, tout comme les moines distribuent de la soupe aux pâtes à la valetaille teigneuse.

Réalisme et empirisme

La conception que *La Stampa* prête aux relativistes est au fond puérile, même sur le plan théorique. La collaboration ne peut se justifier ni par des raisons contingentes, ni à coups de théories logiques. C'est une erreur historique et c'est une erreur de logique.

Le réalisme de la collaboration de classe est pur empirisme. Il est à l'intransigeance ce qu'un vétérinaire est à Auguste Murri [274].

« L'histoire, selon *La Stampa,* montre comment l'opposition entre deux thèses sociales, - c'est-à-dire l'antithèse de classe - s'est toujours résolue en une synthèse, de laquelle est toujours aliénée une partie de *ce qui lut* et dans laquelle entre toujours davantage *ce qui sera,* jusqu'à ce que l'utopie, à travers des transformations progressives, devienne réalité et accueille dans sa forme une nouvelle constitution sociale qui lui correspond.»

L'histoire, il est vrai, nous montre ceci, mais elle ne montre pas que la « synthèse» (ce *qui sera)* ait été déjà fixée antérieurement, par contrat. Anticiper sur la synthèse historique est puérilement arbitraire, hypothéquer l'avenir avec un contrat entre les classes, c'est faire de l'empirisme, ce n'est pas avoir le sens vivant de l'histoire. En nous servant de mots plus simples, nous avons fait dans le dernier numéro du Grido le même raisonnement[275] :

« Une partie des fins dernières (utopie) se réalise quotidiennement *(ce qui sera);* cette partie n'est pas déterminable *a priori,* parce que l'histoire n'est pas *un* calcul mathématique, cette partie est le résultat dialectique des activités sociales où les buts derniers poursuivis sont en continuelle concurrence. Ce n'est que si cette poursuite des buts derniers est menée avec la méthode de l'intransigeance, que la dialectique est histoire et non puéril arbitraire, résultat concret et non erreur *qu'il* faudrait ensuite effacer et corriger.»

Pour dire la même chose plus clairement encore : l'intransigeant et le relativiste disent tous deux : « Pour faire jaillir l'étincelle, il faut battre le briquet contre le silex.» Mais au moment où l'intransigeant va battre le briquet, le relativiste dit : « Ne bouge pas, l'étincelle, c'est moi qui l'ai dans la poche.» Il craque une allumette et ajoute : « Voici que l'étincelle qui aurait pu jaillir du choc du briquet, est désormais inutile », et il allume son cigare. Mais qui donc peut prendre un si misérable jeu de passe-passe. pour le sens hégélien de l'histoire, pour la pensée marxiste?

La fonction du prolétariat

Tout comme le Parti socialiste, organisation de la classe prolétarienne, ne peut entrer en concurrence pour la conquête du gouvernement, sans perdre sa valeur intrinsèque et se transformer en un essaim de mouches du coche, il ne peut collaborer avec une des couches de la bourgeoisie parlementaire organisée sans faire du gâchis, en provoquant de pseudo-actes qu'il faudra ensuite annuler et corriger. Le marasme politique que la collaboration de classes détermine vient de la dilatation exacerbée d'un parti bourgeois qui, non content de détenir l'État, se sert également de la classe antagoniste et devient ainsi un chimérique animal, mi-bouc mi-cerf, monstre historique sans volonté ni buts définis, uniquement préoccupé de conserver cet État dans lequel il s'incruste comme de la rouille. L'activité de l'État se limite alors à l'application de la pure jurisprudence, à l'apaisement formel des conflits, elle n'atteint jamais

[274] Professeur de médecine, Augusto Murri (I841-1930) enseigna pendant quarante ans la clinique à l'Université de Bologne.

[275] Gramsci avait déjà publié un premier commentaire à l'article du « sympathisant» paru dans La Stampa du 8 mai 1918 (« II dissidio socialista , p. 2) : « Astrattismo e intransigenza », Il Grido del Popolo, 11 mai 1918, - Scritti giovanili, pp. 377-380.

l'essentiel ; l'État devient une de ces charrettes de bohémiens qui tiennent à grand renfort de tasseaux et de chevilles, un mastodonte monté sur quatre petites roulettes.

Le Parti socialiste, s'il veut continuer à exister, et s'il veut devenir toujours plus l'organe exécutif du prolétariat, doit appliquer et faire respecter par tous la méthode de la plus implacable intransigeance. Les partis bourgeois, s'ils veulent accéder au gouvernement avec leur seule force intrinsèque, doivent évoluer, entrer en contact avec le pays, mettre fin à leurs dissensions mesquines, acquérir une physionomie politique et économique qui les caractérise. S'ils n'y consentent pas, comme aucun parti. n'est capable, à lui tout seul, de se maintenir au pouvoir, on verra s'instaurer une crise permanente et dangereuse, à la faveur de laquelle le prolétariat, solide et compact, accélérera son ascension et son évolution.

L'intransigeance n'est pas de l'inertie, parce qu'elle oblige les autres à bouger et à agir. Elle n'est pas basée sur des sornettes, comme l'insinue habilement La Stampa : c'est une politique fondée sur des principes, c'est la politique du prolétariat conscient de sa mission révolutionnaire d'accélérateur de l'évolution capitaliste de la société, conscient de son rôle de réactif qui clarifie le chaos de la production et de la politique bourgeoise et contraint les États modernes à persévérer dans leur mission naturelle, qui est de désagréger ces institutions féodales qui, après le naufrage des vieilles sociétés, émergent encore et freinent le cours de l'histoire.

L'intransigeance est la seule façon d'être de la lutte de classe. Elle est la seule garantie que l'histoire suit son cours et crée des valeurs solides, substantielles, et non des « synthèses privilégiées», des synthèses arbitraires fabriquées d'un commun accord par la thèse et l'antithèse qui auraient fait accointance, comme l'eau et le feu de la fable.

La libre concurrence entre toutes les énergies sociales est la loi suprême de la société capitaliste. Les commerçants tendent à établir leur monopole grâce à la loi protectionniste, chacune des couches de la bourgeoisie cherche, pour son propre compte à monopoliser le gouvernement en asservissant à sa propre fortune les énergies enchaînées de la classe qui n'entre pas dans la concurrence gouvernementale. Les intransigeants sont libre-échangistes. Ils ne veulent de hobereaux ni à la tête des sucreries ou de la métallurgie, ni à la tête du gouvernement. La loi de la liberté doit agir intégralement; c'est une part intrinsèque de l'activité de la bourgeoisie, c'est l'acide, le réactif, qui en décompose sans cesse les cadres et les oblige à s'améliorer et à se perfectionner. Les grandes bourgeoisies anglo-saxonnes ont acquis leur actuelle capacité de production à la faveur de ce jeu implacable de la libre concurrence. L'État anglais s'est développé, il a été purgé de ses éléments nocifs grâce au libre affrontement des forces sociales bourgeoises qui ont fini par constituer les grands partis historiques : le Parti libéral et le Parti conservateur. Le prolétariat a gagné indirectement, à la faveur de ce heurt, le pain à bon marché et de substantielles libertés garanties par la loi et par la coutume : liberté d'association, droit de grève, et une sécurité individuelle qui en Italie est encore un mythe chimérique.

La lutte de classe n'est ni un acte arbitraire et puéril, ni un geste volontariste, c'est la nécessité intime du régime. Venir, au nom de synthèses préétablies par des rêveurs impénitents, troubler arbitrairement son cours limpide, c'est une faute puérile, c'est une perte sèche pour l'histoire. Mis à part la présence de la guerre, qui est contingence et qui déborde désormais la capacité politique des classes dirigeantes des petites nations, les partis non giolittiens au pouvoir

accomplissent inconsciemment une œuvre de désagrégation de l'État féodal, militariste, despotique, que Giovanni Giolitti a perpétué pour s'en servir comme instrument de dictature. Les giolittiens sentent que le monopole leur échappe. Pardieu, qu'ils bougent donc, qu'ils luttent, qu'ils appellent le pays à se prononcer! Mais non, ce qu'ils veulent, c , est mettre en branle le prolétariat, mieux encore, c'est faire voter les députés socialistes !

Alors, l'intransigeance est-elle vraiment de l'inertie? Mais le mouvement n'est pas seulement un acte physique, c'est aussi un acte intellectuel, et même avant d'être physique, il est toujours intellectuel, sauf pour les marionnettes. Enlevez au prolétariat sa conscience de classe : parmi les marionnettes, quelle ne sera pas l'agitation!

Sans signature, Il *Grido del Popolo,* 18 mai 1918.

CULTURE ET LUTTE DE CLASSE

La Giuslizia de Camillo Prampolini[276] passe en revue pour ses lecteurs les opinions exprimées par les hebdomadaires socialistes à propos de la polémique entre la direction de *l'Avanti !* et le groupe parlementaire. Le dernier épisode de ce tour d'horizon est spirituellement intitulé « Les interprètes du prolétariat », et voici ce qu'on y lit :

« La Difesa [277] de Florence et Il Grido de Turin, qui sont les deux représentants les plus rigoureux et les plus imbus de culture de la doctrine intransigeante, développent de vastes considérations théoriques qu'il nous est impossible de résumer et qu'il serait, de toute façon, peu facile de résumer ici, car, bien que ces deux journaux se targuent d'être les authentiques interprètes du prolétariat et d'avoir avec eux la grande masse, nos lecteurs ne seraient pas assez cultivés pour comprendre leur langage.»

Et l'implacable *Giustizia,* afin qu'il ne soit pas dit qu'elle « fait de l'ironie malveillante», en vient à citer deux passages repris d'un article du *Grido*[278] et à conclure : « On ne saurait être plus prolétariennement clair.»

Le camarade Prampolini nous offre ainsi l'occasion de traiter d'un problème qui est loin d'être négligeable pour la propagande socialiste.

Admettons que l'article du *Grido* ait été le non plus ultra de la difficulté et de l'obscurité prolétarienne. Aurionsnous pu l'écrire autrement? Il répondait à un article de La Stampa et dans cet article de La Stampa on employait un langage philosophique précis, ce qui n'était ni une superfluité ni une pose, car toute orientation de pensée a son langage particulier et un vocabulaire qui lui est propre. Dans notre réponse, il nous fallait rester sur le terrain de pensée de l'adversaire et démontrer que la thèse collaborationniste était une erreur, même, pour ne pas dire surtout, pour l'orientation de pensée qui est la nôtre (qui est la direction de pensée du socialisme et n'est par conséquent ni sommaire ni enfantinement puérile). .

---

[276] Camillo Prampolini (1859-1930) : Après avoir soutenu une thèse sur le droit au travail, Prampolini fonda en 1886 le journal La Giustizia, qui portait en sous-titre : « Défense des exploités». Élu député en 1890, il participa au Congrès de Gênes de fondation du P.S.I. Réformiste, organisateur de coopératives agricoles en Émilie - d'où l'allusion de Gramsci à la « musette pastorale » - Prampolini finit par devenir le vivant symbole du socialisme « évangélique».

[277] La Difesa: Journal socialiste de Florence. Après le ralliement de son directeur aux thèses interventionnistes, La Difesa passa en 1915 sous la direction d'Egidio Gennari.

[278] Il s'agit d'extraits de l'article « L'intransigeance de classe et l'histoire italienne», pp. 149-159.

Sous prétexte d'être faciles nous aurions dû dénaturer, appauvrir, un débat qui portait sur des idées de la plus haute importance, sur la plus intime et la plus précieuse substance de notre esprit. Agir ainsi, ce n'est pas se rendre faciles, cela revient à frauder, comme le marchand de vin qui vend de l'eau colorée en place de Barolo ou de Lambrusco. Une idée difficile en soi ne peut être rendue facile dans sa formulation sans se transformer en une platitude. Ajoutons que faire semblant de croire que la platitude énoncée est restée l'idée première est le fait de bas démagogues, d'escrocs de la logique et de la propagande.

Alors, pourquoi donc Camillo Prampolini fait-il de l'ironie facile sur les « interprètes» du prolétariat qui ne se font pas comprendre des prolétaires? Eh bien, c'est parce que, malgré tout son bon sens et tout son empirisme, Prampolini est un esprit abstrait. La notion de prolétariat est une entité commode, mais ce qui existe, dans la réalité, ce sont les prolétaires, en tant qu'individus, plus ou moins cultivés; plus ou moins préparés à la lutte de classe, à la compréhension des idées socialistes les plus subtiles. Les hebdomadaires socialistes s'adaptent donc au niveau moyen des milieux régionaux auxquels ils s'adressent; cependant le ton des articles et de la propagande doit toujours être un peu supérieur à cette moyenne, afin de stimuler le progrès intellectuel, afin qu'au moins quelques travailleurs échappent à la généralité imprécise des rabâchages de brochures et raffermissent leurs esprits par une vision critique supérieure de l'histoire et du monde où ils vivent et luttent.

Turin est une ville moderne. L'activité capitaliste y palpite dans le fracas énorme d'usines cyclopéennes qui concentrent sur quelques milliers de mètres carrés des dizaines et des dizaines de milliers de prolétaires. Turin a plus d'un demi-million d'habitants; l'humanité y est divisée en deux classes, aux caractères bien tranchés, comme il n'en existe pas ailleurs en Italie. Nous n'avons pas, pour nous entraver, de démocrates ou de réformistes à la petite semaine. Nous avons une bourgeoisie capitaliste audacieuse, sans scrupules, nous avons des organisations puissantes, nous avons un mouvement socialiste complexe, varié, riche en impulsions et en besoins intellectuels.

Le camarade Prampolini se figure-t-il qu'à Turin les socialistes doivent faire leur propagande en soufflant dans la cornemuse pastorale? en parlant sur un ton idyllique de bonté, de justice, de fraternité arcadienne ? Ici la lutte des classes est vivante dans toute sa rude grandeur, ce n'est pas une fiction rhétorique, ce n'est pas l'extension des idées scientifiques et prophétiques à des phénomènes sociaux encore en germe et en période de maturation.

Certes, à Turin comme ailleurs, la classe prolétarienne absorbe continuellement de nouveaux individus, qui ne sont pas intellectuellement préparés, qui ne sont pas capables de comprendre toute la portée- de l'exploitation à laquelle ils sont soumis. Pour eux, il faudrait toujours tout reprendre aux premiers principes de base, à la propagande élémentaire. Et les autres, alors? Et ces prolétaires déjà intellectuellement développés, déjà rompus au langage de la critique socialiste? Qui faudrait-il donc sacrifier? A qui s'agit-il de s'adresser? Le prolétariat est moins compliqué qu'il n'y peut paraître. Une hiérarchie culturelle et spirituelle s'est formée spontanément, et l'éducation réciproque fait son œuvre là où ne peut parvenir l'activité des écrivains et des propagandistes. Dans les « cercles», dans les « fasci », au cours des conversations devant les portes des usines, la parole de la critique socialiste s'égrène, se propage, devient ductile et malléable, à la portée de tous les cerveaux, de toutes les cultures. Dans un milieu complexe et divers comme l'est celui d'une grande ville, se créent spontanément

des réseaux de transmission capillaire des opinions que des dirigeants ne réussiraient jamais à construire et à créer délibérément.

Et nous, nous devrions en rester encore aux Géorgiques, au socialisme agreste et idyllique? Nous devrions sans cesse, avec une insistance monotone, répéter l'alphabet, vu qu'il y a toujours quelqu'un qui ne connaît pas l'alphabet ?

Il nous souvient à ce propos d'un vieux professeur de faculté qui voulait faire depuis 40 ans un cours de philosophie théorique sur l' «Être évolutif final». Tous les ans, il commençait par une « vue d'ensemble» sur les précurseurs du système et il parlait de Lao-Tseu, le vieillard-enfant, l'homme né à 80 ans, de la philosophie chinoise. Et tous les ans il recommençait à parler de Lao-Tseu, parce que de nouveaux étudiants venaient d'arriver, et qu'eux aussi devaient s'instruire sur Lao-Tseu, de la bouche même du professeur. Et c'est ainsi que l' « Être évolutif final» devint une légende, une évanescente chimère, et que l'unique réalité vivante pour plusieurs générations d'étudiants, ce fut Lao-Tseu, le vieillard-enfant, le bébé né à 80 ans...

Il en va de même pour la lutte de classe dans la vieille Giustizia de Camillo Prampolini : elle aussi est une chimère évanescente et, chaque semaine, on y parle du vieillard-enfant, du vieillard-enfant qui ne mûrit jamais, qui n'évolue jamais, qui ne devient jamais l' « Être évolutif final» qu'on s'attendrait cependant à voir s'épanouir après une si lente évolution, après un si persévérant travail d'éducation évangélique.

Sans signature,
Il Grido del Popolo, 25 mai 1918.

LES PAYSANS ET L'ÉTAT

Voici ce qu'on lit dans Le Petit Comtois du 21 avril

« Le petit village de Verne, près de Beaume-Les-Dames, a été le théâtre d'un crime affreux.

« Le 20 avril, une commission de réquisition pour le ravitaillement, sous les ordres d'un officier, visitait les étables du village pour choisir les bêtes à réquisitionner. Lorsque la commission arriva à l'habitation de X. ce dernier refusa énergiquement, avec force injures et insultes, d'ouvrir son étable. L'officier insista, puis prit la décision de passer outre, nonobstant l'obstination du paysan, et voulut entrer dans l'étable. Alors, le paysan, devenu furieux, empoigna un couteau et le plongea dans la poitrine de l'officier, qui tomba dans un flot de sang. Les témoins portèrent secours au blessé, etc.»

L'historien Albert Mathiez, rappelle dans La Vérité, à propos du crime de Verne, les drames sanglants qui se produisaient sur tout le territoire de la France durant la période révolutionnaire, lorsque le Comité de salut publie imposait des réquisitions de ravitaillement pour nourrir les quatorze armées de Carnot et approvisionner les centres urbains [279].

[279] 1. Il semble qu'au-delà des évocations historiques empruntées à Mathiez, ce texte vise à traiter des problèmes que dut affronter le communisme de guerre dans les campagnes russes. Comme le rappelle en effet Ida Mett (Le Paysan russe dans la révolution, Paris, 1968, pp. 26-28), tandis que se renforçait le contrôle gouvernemental sur le ministère du Ravitaillement, les

L'État moderne était alors en train de naître en France. Quelle solidarité lui témoignaient donc les propriétaires terriens? Nous voulons parler bien sûr, non d'une solidarité qui se borne à des vivats ou à des cris hostiles, mais d'une solidarité concrète, se traduisant par la privation d'un bien qu'ils se seraient imposée eux-mêmes.

Dans l'Yonne, qui était pourtant un département fidèle à la Révolution, les agents réquisiteurs étaient constamment agressés dans les villages; les habitants, dirigés par les autorités communales, opposaient la plus vive résistance aux réquisitions : seule la force armée parvenait à faire ouvrir les greniers.

Chaque nouvel ordre de réquisition entraînait une expédition militaire.

Au mois d'avril 1794, les commissaires arrivèrent à Noyers, escortés par un détachement de la Garde nationale; ils se trouvèrent en face d'une foule de deux cents femmes massées autour de la mairie et furent accueillis par des hurlements de fureur. Le maire refusa d'accorder des billets de logement aux membres de la Garde nationale.

Le Cercle populaire de Coulanges-la-Vineuse, où se réunissaient les jacobins (c'est-à-dire les patriotes), fut assailli le 4 mai 1794 par une foule déchaînée, et ses membres durent se disperser. La foule se rendit ensuite à l'église et y passa une partie de la nuit à sonner les cloches, a chanter des hymnes, à invoquer la clémence céleste. Deux mois plus tard (le 10 juin 1794), les frères Chaperon, fermiers au faubourg de Loges, se barricadèrent dans leur ferme plutôt que d'obtempérer à la loi, et soutinrent un siège en bonne et due forme contre les commissaires, tuant cinq gardes nationaux et en blessant dix-sept. Pour les forcer à se rendre, on dut mettre le feu à la maison.

Des événements identiques à ceux de l'Yonne se produisirent dans le département de la Haute-Marne. Au mois de mai 1794, on amena à Chaumont une soixantaine de maires et de conseillers municipaux qu'on avait arrêtés et qui furent gardés en otages jusqu'à ce que les opérations de réquisitions soient terminées sur le territoire de leurs communes.

Dans l'Eure, on assista à des rassemblements armés et l'on constata de très nombreux exemples de dégradation et de destruction des récoltes. Chez des meuniers on trouva des gerbes de blé à demi battu. Certains paysans préféraient couper leur blé en herbe, plutôt que remettre leur récolte entre les mains d'un gouvernement exécré.

Belleville et Léré, dans le département du Loiret, se soulevèrent, une nuit de janvier de 1794, et jetèrent en prison les gardes nationaux envoyés d'Orléans pour assurer les réquisitions.

Les épisodes de ce genre sont loin d'être des exceptions; on en trouve la preuve dans les lettres des commissaires, et cela se produisait, non seulement dans les départements qui s'opposaient à Paris pour des raisons politiques et religieuses, mais sur l'ensemble du territoire français. Les paysans se refusaient à reconnaître l'État moderne lorsqu'il lui arrivait de demander, outre des votes et des manifestations politiques, une solidarité économique.

livraisons de blé ne cessèrent de diminuer après la Révolution d'Octobre : de 641000 tonnes en novembre 1917 à 136 000 en janvier 1918, pour tomber à 3 000 tonnes à l'époque où fut écrit cet article de Gramsci.

Dans quelle mesure se sont manifestés durant la présente guerre les conflits entre droit de propriété et droit de réquisition, entre les droits de l'individu et les droits de l'État?

Une enquête documentée et précise à ce sujet serait intéressante et utile et elle nous fournirait les éléments nécessaires pour juger du degré de développement auquel est parvenu l'État bourgeois, et de la profondeur de son influence dans cette masse paysanne qui est pour la société le réservoir de toutes les énergies, de toute la richesse.

Dans la perspective socialiste, une telle enquête serait précieuse. On aimerait savoir à quel niveau de culture politique sont arrivés les paysans, dans quelle mesure ils parviennent à atteindre le degré d'abstraction nécessaire pour « comprendre» la collectivité, pour « sentir» les « autres», la solidarité avec « les autres», pour échapper au cercle fermé de leur égoïsme.

L'enquête ne donnerait de réponse que sur la solidarité de la classe possédante, celle des propriétaires vis-à-vis de l'État qui est organisation des intérêts privilégiés, mais elle pourrait aussi renseigner indirectement sur le prolétariat agricole. Elle nous fournirait un indice pour juger si, dans une expérience de collectivisme, les prolétaires agricoles seraient sentimentalement capables de se sentir solidaires du prolétariat urbain dans la perspective d'une refonte socialiste de la société, ou bien si, au contraire, la défiance et la haine envers toute organisation collective sont encore si fortes que la chute de l'État bourgeois risque de se réduire pour eux à l'occasion de partager les terres entre beaucoup et non plus entre quelques privilégiés, tout en gardant intact le principe de la propriété privée.

Depuis la Révolution jusqu'à nos jours, en France du moins, la notion de l'État moderne à structure bourgeoise s'est répandue et popularisée; des incidents comme celui de Verne sont vraiment exceptionnels.

Outre sa personne, le paysan donne aussi son bien à l'État. Il ressent l'État dans sa valeur *économique,* sa solidarité avec lui n'est plus simple affaire de sang. De féodal qu'il était, le lien moral entre l'individu et l'État est devenu bourgeois.

Le paysan répugne peu au service militaire, mais cette prestation n'a pas une grande signification psychologique. C'est en effet là une forme de solidarité élémentaire, qui remonte à la longue tradition des gouvernements despotiques, quand la vie du vilain ne valait guère mieux que rien. C'est ainsi que le service militaire est devenu une manière de distinction, la reconnaissance d'une capacité sociale, qui flatte l'amour-propre de celui qui est habitué à compter pour rien dans le commerce publie.

Pour ce qui est des biens, c'est différent; le paysan refuse de les céder à autrui sous une pression autoritaire. Ou du moins, il le refusait. Et de ce fait, il devient un témoin précieux, à la fois suffisant et nécessaire, pour mettre en lumière l'évolution subie en un siècle par la psychologie des campagnes, et les progrès accomplis sur la voie du capitalisme par les propriétaires, sur la voie du prolétariat par les pauvres. Plus le propriétaire, faisant abstraction de son intérêt immédiat, reconnaît dans l'État l'organisme qui veille sur ses intérêts permanents, et se solidarise sur le plan économique avec le gouvernement afin de le renforcer, et plus le « pauvre» se libère de son comportement idolâtre envers l'autorité centrale et se sent en

antagonisme avec elle : l'esprit de classe se développe, et le « pauvre» s'habitue à voir dans l'organisation judiciaire de l'État l'instrument de sa mise en tutelle.

C'est dans le domaine de la production agricole que les institutions et les habitudes mentales féodales ont persisté le plus longtemps (et plusieurs persistent encore)

C'est ainsi que subsistent des castes, des frontières marchandes entre deux régions, entre deux villages. Les marchés sont encore restreints, les échanges sont d'un type qui ne les différencie guère du troc primitif. C'est pourquoi la mentalité moyenne est restée arriérée.

Le concept de la « loi», indépendante de la personne du roi ou de celle de ses émissaires, est encore peu répandu et peu compris dans toute sa portée politique et sociale. Dans plusieurs régions d'Italie, les gendarmes, pour être compris, font encore leurs sommations « au nom du roi», et non « au nom de la loi»; les conscrits, en s'en allant, disent qu'ils ont été « appelés par le roi».

Ce langage, essentiellement féodal et servile, est l'indice d'une mentalité pour laquelle la distance à franchir en esprit entre un « boisseau de blé» et la collectivité est Plus grande que celle qui sépare « un fils» du service militaire. Le paysan arrive difficilement à sentir les besoins alimentaires de la « collectivité» et le devoir qu'il a d'y subvenir; s'il s'agissait d'apporter un « tribut» à la table royale, qui lui vaudrait en retour un privilège féodal, fût-il purement honorifique, le paysan saisirait plus facilement le lien entre les diverses actions, et il donnerait volontiers.

Le droit à la propriété individuelle de la terre et de ses productions est plus fortement ressenti que ne l'est le droit à la propriété industrielle et bancaire, parce qu'il est Plus ancien et plus primordial. L'industriel, dans la mesure où il sait que c'est la force de l'État qui, en dernière analyse, garantit sa propriété, s'oppose moins au contrôle et à la réquisition. L'industriel a une mentalité historiciste, il comprend que le droit à la propriété est une catégorie historique qui ne subsiste que dans la mesure où en subsistent les conditions.

Pour ce qui touche à la terre, le droit de propriété a acquis une valeur religieuse, qui se confond souvent avec le sentiment de la famille. On dirait que la propriété terrienne est la famille elle-même, le noyau originel de l'organisation sociale, l'essence profonde de tout agrégat humain.

Une autre raison contribue à rendre le paysan rétif , a abdiquer, ne serait-ce qu'en partie, ses droits individuels à la propriété, c'est qu'il dispose moins que ne le fait l'industriel ou le commerçant des moyens de contrôler l'action des agents de réquisition de protester contre les abus, de se défendre des spoliations brutales. Ceci est toujours lié à ce qu'il est ignorant en matière d'institutions gouvernementales, à ce qu'il est absent de la vie publique.

L'enquête sur le fonctionnement des services de réquisition a aussi une autre signification : outre tout ce qu'elle apprend sur la façon dont la loi est subie et comprise dans sa nécessité bourgeoise, en tant que fonction souveraine de l'État, au sein des classes agricoles qui n'ont pas encore atteint la pleine conscience de la solidarité de classe, elle donne des indications sur la façon dont la loi est interprétée et appliquée par les fonctionnaires, c'est-à-dire sur la façon dont

l'État moderne réussit à accomplir la mission pédagogique qui fait partie intégrante de son activité générale.

Dans un sens comme dans l'autre, la conclusion à en tirer a une grande valeur documentaire pour l'historien et pour l'homme politique. Et elle a une très grande valeur pour nous, socialistes, qui demanderons aux citoyens de faire preuve de solidarité et de respect des lois, par conviction profonde, par éducation et non par peur des menottes.

Signé Antonio Gramsci,
Avanti !, édition piémontaise, 6 juin 1918.

POUR CONNAÎTRE LA RÉVOLUTION RUSSE

Un article de Radek

Le camarade Radek, délégué de la Russie à BrestLitovsk, était avec Trotski, à la tête du groupe maximaliste opposé à la politique étrangère de Lénine. Nous avons publié dans *Il Grido* du 25 mai un texte de Lénine contre la politique des phrases [280]; nous publions aujourd'hui ce que Radek écrivit dans la *Pravda* du 16 février 1918.

« En commençant des négociations avec l'Allemagne, nous n'avons pas cherché à sauver notre peau en nous servant du sacrifice des peuples de France et de Belgique. Nous savions que l'Allemagne voulait nous opprimer, mais nous étions sûrs - et les grèves en Allemagne et en Autriche nous ont donné raison - que notre tentative influerait sur les ouvriers autrichiens et allemands et que leur agitation empêcherait l'impérialisme allemand de se jeter sur les peuples occidentaux aussitôt qu'il aurait arraché ses griffes des peuples de la Russie.

« Voici venus les jours et les semaines où le prolétariat d'Allemagne et d'Autriche doit montrer s'il est capable de se dresser comme champion du socialisme, ce qu'il a été pendant quarante ans. *« Mais le processus de son réveil ne s'accomplira pas en un seul jour,* ce n'est pas en un instant qu'adviendra l'union de toutes les parties de la classe ouvrière allemande et autrichienne, pour ne rien dire des masses rurales. Nous avons encore des jours difficiles à traverser et nous devons les attendre avec sang-froid.

« L'impérialisme allemand trouvera encore des forces à déchaîner contre la Révolution russe. Sur ce point, il faut réfléchir. Devons-nous repousser la paix allemande quelles qu'en soient les conditions? Nous répondrons brièvement et nettement : la révolution ne peut à aucun prix capituler devant l'impérialisme allemand.

« Le problème de la capacité de défense de notre pays mis sur le pied de guerre ou de son incapacité à résister à une agression de l'impérialisme allemand, déborde le cadre de cet article.

---

[280] Il s'agit de l'article de Lénine, « Sur la phrase révolutionnaire», publié dans la Pravda, ne 31, 21 février 1918 - repris aujourd'hui in Oeuvres, tome 27, Paris-Moscou, 1961, pp. 11-22. Quant aux discussions autour des pourparlers de Brest-Litovsk, cf. Les bolcheviks et la Révolution d'Octobre - Procès-verbaux du Comité central du Parti bolchevique, août 1917 - février 1918, Paris, 1964.

Nous voulons seulement exposer brièvement pourquoi la Révolution russe ne doit pas capituler devant l'impérialisme allemand.

« En faveur de la conclusion de la paix à n'importe quel prix, on invoque l'argument suivant . en imposant des conditions, l'impérialisme allemand part de la supposition que la bourgeoisie conservera son pouvoir dans le monde entier. Or, nous partons quant à nous de la prémisse inverse : nous sommes convaincus que la Révolution russe marque le début de l'ère de la lutte prolétarienne contre l'impérialisme, le début de l'ère de la révolution sociale. Si cela est vrai, les ouvriers allemands rachèteront les fautes de l'impérialisme germanique, en brisant les chaînes qui les lient, ils libéreront en même temps les peuples soumis au joug de l'impérialisme germanique. Et, en l'occurrence, en cherchant à ne pas nous soumettre aux conditions de la paix allemande, ne démontrons-nous pas que nous manquons de foi en la révolution prolétarienne mondiale? N'est-il pas préférable, puisque nous plaçons nos espoirs dans la révolution européenne, de signer les conditions allemandes, qui nous sont imposées par une nouvelle agression, et d'épargner ainsi les forces du prolétariat russe afin de constituer sur des bases plus fortes une république d'ouvriers et de paysans et de conserver le foyer de la révolution mondiale?

« Ce sont deux prémisses fausses que celles sur lesquelles on s'appuie pour poser ainsi le problème : d'une part une conception erronée du processus de la révolution sociale, d'autre part, une conception fausse de l'essence du conflit germano-russe dans la conjoncture actuelle. La révolution sociale n'est pas un fait isolé, c'est un lent processus de développement qui durera des dizaines d'années avec des crises, des hauts et des bas. La victoire du prolétariat russe ne peut être considérée comme définitive; on ne peut pas, d'autre part, prévoir avec exactitude la rapidité avec laquelle peuvent se dérouler les événements révolutionnaires en Occident. Chercher à se débarrasser du problème des conditions de paix en s'en remettant à la prochaine révolution européenne, signifie abandonner le peuple à l'impérialisme allemand. Le socialisme révolutionnaire n'a jamais trompé le prolétariat par l'espérance du paradis socialiste. Le socialisme révolutionnaire mène un combat sans trêve, il lutte pour chaque pouce de terrain. Nous n'avons jamais dit à l'ouvrier de renvoyer sa lutte pour améliorer son sort, sous prétexte que, de toute façon, le socialisme finira bien par arriver. Nous lui avons dit, au contraire, que « la lutte actuelle contre la violence capitaliste est la route qui mène au socialisme». Ce n'est pas par la capitulation à l'extérieur, mais par la lutte révolutionnaire jusqu'à la dernière goutte de sang qu'adviendra la révolution sociale.

« Mais, dira-t-on, ne convient-il pas de reculer de quelques pas devant l'impérialisme allemand pour régler définitivement son compte à la contre-révolution intérieure? Cette question, je l'ai déjà dit, provient d'une fausse conception des caractères actuels des rapports russo-allemands. L'impérialisme allemand ne veut pas seulement nous dépouiller parce que nous sommes faibles militairement, mais il veut aussi nous abattre en tant que pays de révolution prolétarienne, en tant que foyer de la révolution mondiale. Pour en être convaincu, il suffit de lire les journaux du capitalisme allemand. Et au fur à mesure que s'éclairera mieux le caractère de la révolution, grandira et s'éclairera d'autant le désir allemand de conquête, le désir d'étouffer la révolution prolétarienne.»

Pour Lénine, cet article de Radek fait partie de l'album des échantillons de la « phrase révolutionnaire». Pour Lénine, le problème des rapports russo-allemands était avant tout un

problème de rapports entre deux forces : l'une, l'allemande, dans toute son efficacité combative et agressive, l'autre, la russe, en dissolution. Parler de lutte révolutionnaire, se refuser à capituler, c'était donc seulement faire des phrases. La lutte révolutionnaire, concrètement, cela voulait dire faire la guerre, et pour faire la guerre il fallait que la Révolution russe eût une armée. Or, l'armée russe était en décomposition et, comme le faisait remarquer Lénine, c'est la lutte des classes qui contribuait à cette décomposition, puisque les officiers bourgeois changeaient d'épaulettes.

L'éducation politique en Russie

« Le bolchevisme est un mélange de nihilisme intégral et de rousseauisme. Il prêche le retour à l'état de nature et l'inutilité de toute loi.

« Les bolcheviks ramènent la société au chaos. Ce sont des bêtes sauvages déchaînées dans une bergerie sans berger. Ils égorgent non seulement pour se rassasier mais aussi pour le plaisir de semer autour d'eux des cadavres et de pouvoir respirer à pleins poumons l'odeur du sang. Les bolcheviks ne sont pas un parti politique, c'est un fléau.»

De telles affirmations, nous en lisons chaque jour dans les journaux de l'Entente, et il est certain que ce sont des affirmations semblables que les Allemands lisent dans les journaux qui paraissent en Allemagne. Or ces affirmations ne sont pas seulement injustes, elles sont le signe d'une culture de bas niveau, d'une pauvre éducation politique, précisément ce qu'on entend reprocher aux révolutionnaires russes en bloc.

Quant à nous, nous ne tomberons pas dans la même erreur que celle des adversaires de la Russie révolutionnaire : ce cliché d'une Russie - cage de fous furieux, cruels, féroces, utopistes, rêveurs sentimentaux, grossiers, incultes - nous nous garderons d'opposer un autre cliché : la Russie paradis social, où seuls la sagesse, l'amour, la culture, la raison, régissent et dirigent la vie. Ce serait stupide et inutile, comme est stupide et inutile l'exagération inverse. Les Russes sont des hommes comme tous les autres; de plus, la nation russe compte un plus grand nombre d'habitants que n'importe quelle autre nation du monde : il est par suite probable *qu'en nombre absolu,* il y ait en Russie plus de méchants, de cruels, de fous, d'utopistes. Mais si on considère ce nombre relativement à la grandeur de la population? Or, c'est cette relation qui compte, pour l'histoire et pour son développement. On ne peut éviter que dans une société il y ait des fous; croire le contraire, c'est donner dans l'utopie, c'est manquer du sens élémentaire de l'histoire. Ce qui importe, c'est l'orientation, la tendance générale qui se révèle dans un mouvement; ce qui importe, c'est le travail, ce sont les efforts qui sont accomplis pour instaurer le règne de la sagesse, de la raison, le sens vigilant de la réalité. Ce qui importe, c'est de noter si les hommes qui dirigent le mouvement d'ensemble sont des fous et des utopistes, ou si, au contraire, ces qualificatifs leur sont étrangers, s'ils pensent d'une manière juste et si, cette justesse de pensée, ils s'efforcent de la diffuser dans la masse qui les suit, qui les soutient, qui a confiance en eux dans la mesure où ils sont l'organe d'exécution d'une volonté diffuse et consciente. Les condamnations génériques sont stupides de même que les exaltations génériques, elles sont le signe d'une culture de bas niveau et d'une pauvre éducation politique, elles sont le signe d'une mentalité démagogique et jacobine, semblable en tous points à celle qu'on prétend voir dominer dans le mouvement révolutionnaire russe.

La cruauté démentielle, la soif sauvage de sang des révolutionnaires russes sont une stupide amplification oratoire. Le colonel William B. Thompson, un riche banquier américain qui a passé six mois en Russie comme chargé de mission de la Croix-Rouge, a, au cours d'une interview à New York, défendu vigoureusement les bolcheviks contre ces accusations banales.

« Les germanophiles, a déclaré Thompson, ce ne sont pas Lénine ni Trotski ni même les paysans; les germanophiles, il faut les chercher parmi les capitalistes et les grands propriétaires terriens, parmi ceux qui élèvent le plus haut la voix pour accuser Trotski 'être un espion allemand. La vérité est que le prix de la propriété foncière est monté aussitôt après que les Allemands eurent occupé Riga. C'est une grande erreur que de décrire la passation des pouvoirs de Kerenski à Lénine comme le début du chaos. J'étais bien placé pour pouvoir observer de près le déroulement des événements et je fus très surpris en voyant comment un gouvernement peut être abattu sans qu'il soit nécessaire de répandre beaucoup de sang et sans que l'ordre publie soit sensiblement troublé. Les " intellectuels " bourgeois avaient continué à soutenir la nécessité de mettre sur le trône un grand-duc, et cependant, il ne se produisit aucun massacre de réactionnaires ni de capitalistes. Le fait me surprit d'autant plus que la révolution maximaliste est arrivée après trois ans d'une guerre qui avait pu disposer à la férocité et après des siècles d'une domination brutale. L'Amérique a eu besoin de sept ans pour se donner une Constitution. La Russie a à peine commencé : je dis que l'Angleterre, la France et les États-Unis feraient bien d'attendre un peu avant de condamner.»

C'est un témoin impartial qui parle, et il s'étonne qu'une révolution aussi importante que la Révolution maximaliste ait vaincu, mais non dans des débordements de cruauté, qu'elle ait évité toute effusion de sang inutile. Qu'on pense maintenant au délire qui, dans l'histoire, a toujours accompagné chaque victoire de classe des bourgeois : au sang qui fut versé par la Terreur française, aux répressions inhumaines de la Commune en 1871, de la Révolution russe de 1905, aux répressions«, auxquelles se sont livrés les gardes blancs dans la Finlande révolutionnaire. Les fauves déchaînés dans la bergerie sans berger ne sont pas du côté du prolétariat; ce n'est pas le prolétariat qui s'enivre du triomphe jusqu'à s'abandonner follement aux massacres inutiles et sadiques des enfants, des jeunes filles, des êtres sans défense. Le prolétariat est la majorité de la population, et - quand il l'emporte - il est sûr de sa force à venir et il 'ne s'abandonne pas à des excès; c'est la minorité qui s'y abandonne parce qu'elle doit sa victoire à des forces purement mécaniques et c'est la raison pour laquelle elle n'est pas sûre de l'avenir : la terreur, plus ou moins féroce est le système de gouvernement permanent en régime bourgeois.

Avoir conscience de sa force et ne pas en abuser, c'est déjà une manifestation remarquable d'éducation politique. Or que cette éducation ait atteint un certain niveau, c'est un fait qui est reconnu même par quelques organes bourgeois quand ils ne sont pas aveuglés par la passion. Le *Manchester Guardian* écrit par exemple :

« A ce qu'il semble, ceux qui soutiennent une intervention armée du Japon en Sibérie se fondent sur deux affirmations : 1º Les masses populaires russes sont dociles : il est possible de les assujettir par un gouvernement quelconque qui s'appuie sur la force comme cela est possible, en général, pour toutes les masses populaires. 2º Un tel gouvernement peut être facilement constitué en Russie avec l'aide des baïonnettes japonaises, en prenant ses éléments dans les classes les *meilleures.*

« Ces deux affirmations sont fausses. Les couches profondes du peuple russe pourront être composées d'analphabètes, elles ne sont certainement pas composées d'hommes faibles et soumis, comme l'imaginent les journalistes. En l'espace de douze ans, le peuple russe a fait trois révolutions et les deux dernières - de mars et de novembre 1917 - ont contribué énormément à son éducation politique, elles lui ont donné une conscience de sa force et de son indépendance telle qu'on trouverait difficilement la même chez un autre peuple. La révolution bolchevique, tout particulièrement, en transférant au peuple la direction du mécanisme gouvernemental, a donné au peuple la conscience d'être lui-même le seul maître de ses destinées politiques, et cette conscience a atteint un degré tel qu'il est unique dans l'histoire moderne. Imaginer de pouvoir s'imposer à une masse semblable par la ruse, imaginer qu'elle puisse être facilement réduite par une armée, fût-elle de deux millions d'hommes débarquant à une extrémité de cet immense pays et qui ne dispose que d'une ligne de chemin de fer pour se déplacer vers l'ouest, c'est vraiment le comble de la folie et de l'ignorance.»

Les bolcheviks ne sont ni des utopistes ni des rêveurs. Tout ce que nous savons de leur activité pédagogique ou en quelque manière pratique démontre Combien leur mentalité est éloignée de toute forme de messianisme, combien ils se soucient de combattre en permanence les illusions et les solutions toutes faites, combien ils insistent sur les difficultés que la révolution doit surmonter pour se développer vers des étapes qui seront des synthèses plus larges de réalisations socialistes. Les origines de leur orientation mentale et culturelle ne sont pas à rechercher dans la tradition démocratique occidentale, dans le jacobinisme, dans la doctrine de Rousseau, pas plus qu'elles ne sont à rechercher dans le tolstoïsme ni le byzantinisme oriental. La culture des bolcheviks puise sa substance dans la philosophie historiciste; ils conçoivent l'action politique, l'histoire comme un développement, non pas comme une autorité conventionnelle; comme un procès infini de perfection, non pas comme un mythe définitif et cristallisé dans une formule extérieure. Et cette culture qui est la leur, cette orientation d'esprit qui transparaît dans les articles qu'ils publient dans leurs journaux, lesquels sont diffusés à des centaines de millions d'exemplaires parmi les prolétaires qui en assimilent le contenu, élève leur culture et les rend de plus en plus capables de contrôler l'action des organes d'exécution, de plus en plus capables de prendre l'initiative d'activités politiques et économiques. Ainsi tend à se réaliser en Russie le gouvernement qui s'exerce avec le consentement des gouvernés, avec l'autodécision de fait des gouvernés, car les liens qui lient les gouvernés aux divers pouvoirs ne sont pas des liens de sujétion mais ils consistent en une participation effective des gouvernés aux pouvoirs. Les pouvoirs déploient une oeuvre immense d'éducation, ils travaillent à élever le niveau culturel des citoyens, ils travaillent à la réalisation de cette république de sages et de coresponsables qui est le but nécessaire de la Révolution socialiste, parce que c'est la condition nécessaire à la réalisation intégrale du programme socialiste.

Les bolcheviks ne sont pas des utopistes car s'il est vrai qu'ils veulent que se réalise le but maximum du programme socialiste, ils s'emploient toutefois à créer les conditions de culture et d'organisation nécessaires à cette réalisation; ils s'emploient à susciter dans chaque citoyen ce sens solide de la responsabilité sociale qui multipliera la production de la richesse bien qu'ait été brisé le ressort de l'intérêt individuel et de la concurrence.

La hâte pour les autres

En six mois de gouvernement, les maximalistes auraient dû, à lire les journaux bourgeois, instaurer le socialisme, multiplier la richesse détruite par trois années de guerre, faire fonctionner à la perfection les services publics qui, en Russie, n'ont jamais fonctionné, même médiocrement, redonner aux hommes la tranquillité d'esprit que trois années de guerre ont profondément troublée. Si l'on en croit les journaux bourgeois, n'ayant pas fait cela, n'étant pas des thaumaturges, les maximalistes ont échoué, ils ont trompé, ils ont fait illusion.

On reproche aux Russes de n'avoir pas fait en six mois ce qui n'est réalisable que très lentement, au prix d'un énorme travail, au prix de grands sacrifices; et on dit : « Autant valait que les capitalistes restent au pouvoir.» Qu'ont fait les bourgeois en un siècle? Aujourd'hui, après cent ans, le petit article suivant publié dans les *Débats* du 14 juin 1818, est encore d'actualité :

« Les privilèges, proscrits par notre législation et par notre constitution politique, se sont réfugiés dans le commerce. De tout temps, et dans ce moment plus que jamais, les négociants et les fabricants réclament des prohibitions, des encouragements, des faveurs qui ne sont pas moins contraires aux intérêts, aux droits, à la propriété des autres classes de citoyens, que ne l'étaient les privilèges de la noblesse.

Nos réformateurs ont détruit les fours banaux, mais ils ont élevé de toutes parts des fabriques banales et exclusives: ils ont supprimé les péages, les droits féodaux, et il n'y a pas un consommateur qui ne soit devenu tributaire, non du seigneur de son voisinage, mais de je ne sais combien de fabricants qui lui sont inconnus.

Le commerce a étendu son empire jusque sur la propriété foncière. En fermant aux produits du sol français, les débouchés extérieurs, et aux produits de l'industrie étrangère l'entrée de la France, on a rendu les commerçants seigneurs souverains, gros décimateurs de toutes les terres puisque les cultivateurs sont contraints de leur livrer les fruits de la terre à *vil* prix, et de leur acheter, à des prix exagérés, les productions de l'industrie.

Enrichir les commerçants et les fabricants, est un but très louable je ne m'y oppose pas; j'y applaudis pourvu que ce ne soit pas aux dépens des consommateurs, et en ruinant les propriétaires [281]*.»

Cent ans après, nous en sommes encore au même point : la bourgeoisie, qui promettait de libérer la propriété individuelle de toute entrave, de tout tribut ou privilège, a multiplié les entraves et les privilèges, elle a multiplié les tyrannies féodales. Autant valait donc que demeurassent au pouvoir les nobles et le clergé !?...

Sans signature, Il *Grido del Popolo, 22* juin 1918.

LA POLITIQUE DU « SI »

La politique du « si» a de nombreux partisans en Italie; on peut même aller jusqu'à dire que la majorité des citoyens italiens faisant profession de foi politique n'ont pas d'autre critère directeur que le « si» lorsqu'ils discutent des problèmes de la vie publique, qu'il s'agisse de

[281] * *Journal des débats politiques et littéraires, 14 juin 1818 (N.d.T.).*

problèmes nationaux ou internationaux et ils s'en trouvent bien, parce que le « si» dispense de penser et d'approfondir.

La politique du « si» revient à ne tenir aucun compte des forces sociales organisées, à n'accorder aucune importance aux légitimes responsabilités, pourtant librement acceptées au moment d'assumer une charge, à négliger l'analyse de la fonction, des modes selon lesquels se développe l'activité économique, et l'analyse des conséquences nécessairement déterminées par ces modes particuliers dans les rapports de culture et de vie en société. La politique du « si» n'est donc que le triomphe de la paresse mentale chez les simples citoyens qui feignent de contrôler les pouvoirs responsables et les forces libres qui agissent sur la vie du pays, et elle. est le triomphe de l'irresponsabilité chez les citoyens qui se sont engagés trop à la légère a assumer la responsabilité du pouvoir; à cause d'elle, en effet, on néglige les forces qui agissent de façon permanente sur le déroulement des événements humains et continuent à agir en dépit de tous les beaux discours, et on accorde au contraire toute son attention au transitoire, à l'occasionnel ou à une force libre qui n'a dans la réalité qu'une importance limitée. Et on procède par hypothèse : « Si Untel n'avait pas dit.... Si Machin avait fait..., Si le groupe X avait soutenu cette vérité sacro-sainte...», et ainsi de suite...

La politique du « si» est une preuve d'incapacité à comprendre l'histoire, et par conséquent une preuve d'incapacité à faire l'histoire.

Un ancien ministre vient de publier un opuscule[282] qui a la prétention d'être une contribution à l'histoire scientifique d'une période sombre et douloureuse de la vie nationale italienne, et qui prétend aussi avoir une valeur pédagogique stimulante pour l'actualité. Dans cet opuscule, il n'est même pas fait allusion à l'activité déployée par le gouvernement d'alors pour discipliner les énergies de la nation, pour orienter efficacement et utilement les moyens dont peut disposer l'État afin d'atteindre une relative amélioration ou d'éviter une relative aggravation : on dirait qu'à l'époque il n'existait pas de gouvernement, on dirait qu'à l'époque l'État n'était pas cette organisation suprême de toute la vie publique qu'il est bel et bien, et qu'il est au prix de graves responsabilités pour les hommes qui le dirigent. C'est pourquoi, dans cet opuscule, la cause des événements se trouve ramenée tout entière aux intentions, perverses ou bonnes, d'individus irresponsables; de petits épisodes, à valeur purement anecdotique, sont grossis artificiellement, et on en retire l'impression que le pays n'était pas alors un organisme discipliné par les pouvoirs, mais un agrégat mécanique de tribus barbares toujours rassemblées sur la place du village, pour danser autour d'un fétiche, et qui se précipitaient d'un côté ou de l'autre, en désordre et de façon incohérente, selon que la volonté mystérieuse du fétiche était interprétée par un fou malfaisant, par un fou mélancolique ou par un fou doué, par miracle, de raison.

Après avoir lu cet opuscule et avoir constaté ces faiblesses, un citoyen a fait cette réflexion pénétrante et fort juste : Si l'ancien ministre ne. tient pas compte du gouvernement, de l'État, des pouvoirs responsables, lorsqu'il témoigne de l'histoire du passé, c'est que le gouvernement dont il a fait partie a été absent de la vie publique. L'ancien ministre ne conçoit pas l'importance

[282] 1. Il s'agit, semble-t-il, d'une brochure de Salvatore Barzilai, Moniti del passato, « Le pagine dell'ora», 1917. Triestin, Salvatore Barzilai (1860-1930) avait été condamné par les autorités autrichiennes pour propagande irrédentiste. Par la suite, il fut ministre dans le gouvernement Salandra.

souveraine de l'État dans le déroulement des événements passés, parce que, lorsqu'il était au pouvoir, l'État n'avait aucune importance, du fait de l'inaptitude des responsables.

Le messianisme jacobin

Cette incapacité à comprendre l'histoire, et par conséquent à la créer dans l'instant à travers la vie politique, est liée à une tendance de la culture et à une tradition politique nées en France au XVIIIe siècle et qui ont trouvé leur première et leur plus significative expression dans le jacobinisme de la Révolution bourgeoise de 89.

Le jacobinisme est une vision messianique de l'histoire; il parle toujours par abstractions : le mal, le bien, l'oppression, la liberté, la lumière, les ténèbres; tout ceci existant de façon absolue, sous une forme générique, et non sous des formes concrètes et historiques comme les institutions économiques et politiques au sein desquelles la société se discipline, à travers lesquelles ou contre lesquelles, elle se développe; c'est-à-dire avant tout l'État, diversement organisé selon les rapports de sujétion ou d'indépendance qui interviennent entre les pouvoirs responsables (souverain et gouvernement, parlement et magistrature), l'État qui est constitué de façon à permettre facilement un ultérieur développement de la société vers des formes supérieures de liberté et de responsabilité sociale, ou bien n'est qu'un agrégat parasitaire d'individus et de groupes qui en détournent les énergies à leur propre profit; puis, à côté de l'État, les organismes indépendants, qui se sont créés en tant qu'affirmation des intérêts légitimes des classes et des couches économiques et politiques.

Le jacobinisme fait abstraction de toutes ces formes concrètes de la société humaine qui influent sans cesse sur le déroulement des événements, et il considère l'histoire comme un contrat, comme la révélation d'une vérité absolue, qui se réalise parce qu'un certain nombre de citoyens de bonne volonté se sont mis d'accord, ont juré de transformer la pensée en réalité. Ainsi conçue, l'histoire est une longue série de désillusions, de semonces, de rappels, de « si». Si les événements ne se déroulent pas selon le schéma préétabli, on crie à la trahison, à la défection; on suppose que des volontés perverses en ont contrarié le cours naturel. Et le jacobinisme tire de son esprit messianique, de sa foi en la vérité révélée, la prétention politique de supprimer par la violence toute opposition, toute volonté qui refuse d'adhérer au contrat social. Et l'on tombe dans les contradictions, si fréquentes dans les régimes démocratiques, entre les professions de foi, qui élèvent des hymnes à la liberté la plus illimitée, et la pratique d'une tyrannie et d'une intolérance brutale.

Le jacobinisme politique, s'il peut être inoffensif tant qu'il reste pure forme mentale, est néfaste pour le développement de l'histoire et pour les formes concrètes qui disciplinent la société, dès qu'il réussit à s'imposer politiquement et à devenir le distributeur de la culture. Il déshabitue les intelligences de l'étude sérieuse, de la recherche sérieuse de la source intarissable des injustices, des maux, des oppressions; il dissout les associations créées pour agir conformément à une notion exacte de la réalité et aboutir ainsi à d'utiles résultats; il fait perdre le sens de la responsabilité sociale et il rend vaine toute critique, parce qu'il dirige la critique non vers le concret, mais vers les fluctuants fantômes de la plus évanescente des contingences.

Contre cette tendance de la culture, contre cette conception de l'histoire qui se borne au « si», la critique marxiste a réagi vigoureusement; mais on est bien loin d'avoir atteint un niveau

suffisant de culture critique pour s'opposer efficacement à ce déchaînement délétère de chiens hurlant à la lune.

Le messianisme culturel

Le messianisme jacobin se complète du messianisme culturel, qui est représenté en Italie par Gaetano Salvemini et qui a fait naître des courants de pensée comme, par le passé, celui de La Voce[283] et actuellement celui de L'Unità, revue qui traite des problèmes de la vie italienne, et qui est dirigée par Salvemini et par le député De Viti de Marco.

Le messianisme culturel a développé le courant libéral de la tradition révolutionnaire française. Lui aussi se consacre au culte de la vérité, mais ce culte, il le professe, non à la façon des catholiques, mais à la façon des protestants, avec une grande tolérance, avec une foi infinie dans l'efficacité de la discussion et de la propagande, avec beaucoup de ténacité et de courage : un courage nourri par la persuasion que la majorité de l'humanité est faite d'individus foncièrement honnêtes et droits, qui sont la proie et les victimes de l'ignorance ou bien d'une notion peu claire de leurs véritables intérêts et des buts qu'il serait plus utile de poursuivre.

Cette façon de voir, si sympathique, si séduisante pour une infinité de raisons, fait-elle aussi partie du courant politique du « si...» ? Le messianisme culturel fait, lui aussi, abstraction des formes concrètes de la vie économique et politique, lui aussi suppose un absolu, en dehors du temps et de l'espace, il est un phénomène d'indiscipline et de désorganisation sociale, il finit par devenir une utopie, par susciter des amateurs et des irresponsables qui agissent à la légère.

L'Unità, en effet, étudie les problèmes de la vie publique, nationale et internationale, avec soin, avec un scrupule scientifique; elle est une admirable expérience de libre école pour les citoyens qui veulent avoir des informations contrôlées, qui veulent avoir la certitude de ne pas être leurrés par les rédacteurs vers lesquels ils se tournent afin de recevoir des suggestions, des incitations à coordonner leur pensée pratique, des indications Pour juger avec justesse des événements. Mais à qui s'adresse L'Unità ? A quelles énergies sociales lie-t-elle son activité de culture? En principe, à tout le monde, en pratique à personne. Son action débute par un « Si » formidable, qui fait fondre toute l'efficacité réelle que cette action pourrait avoir : Si... tous faisaient comme nous... Si... tous maîtrisaient les données exactes d'un problème aussi rapidement que nous le faisons et en même temps que nous... La réalité, au contraire, c'est qu'un pays (et c'est tout spécialement vrai pour l'Italie, étant donné les conditions intellectuelles particulières de son peuple) est diversement préparé en chacun des individus qui le composent, et ce n'est qu'après un effort assidu, patient, de plusieurs dizaines d'années, qu'une idée déterminée réussit à se répandre efficacement dans des organismes librement constitués, qui acceptent librement une tendance, et choisissent librement d'agir de conserve.

Salvemini croit au « contrat social», il croit à la possibilité d'accords fulgurants entre un certain nombre de personnes dispersées sur un vaste territoire, et puisque ces accords fulgurants

[283] Revue littéraire et politique fondée à Florence en 1908 par Giovanni Papini et Giuseppe Prezzolini, La Voce se proposait de « rassembler plusieurs mouvements de rénovation de l'Italie» et de susciter « un nouveau climat de vérité, de sincérité, de réalisme...». Cette entreprise de « résurrection intellectuelle» devait attirer et fasciner les principaux intellectuels italiens du début du siècle. Secouée par une crise à l'époque de la guerre de Libye (1911), la revue passa, en 1914, sous la seule direction de Prezzolini. Elle parut jusqu'en 1916.

ne se réalisent pas, ou tardent à se réaliser, il subodore l'intervention du diable, l'influence maléfique de volontés perverses, qu'il finit par identifier avec des « dirigeants», dont il est seul à connaître les noms, et qui sont démagogiquement désignés à l'exécration universelle.

Une « vérité» déformée

L'Unità a sermonné Il Grido[284] et le Parti socialiste dans son ensemble, à cause de cette phrase, parue dans nos colonnes : « L'attitude du Parti socialiste a indubitablement contribué au brin de succès remporté par les solutions démocratiques que le groupe de L'Unità préconise pour résoudre les problèmes nationaux.»

L'Unità nous accuse de vouloir usurper ses mérites; avec beaucoup d'esprit elle évoque le « vénérable camarade Greulich », elle parle de sacristains et de cardinaux du socialisme, elle rappelle nos responsabilités dans l'affaire de Caporetto qui, si elles sont « de proportions bien inférieures à ce que croient les socialistes» [285], n'en seraient pas pour autant terribles si la phrase du Grido avait voulu dire que les socialistes « en travaillant à provoquer de tels désastres, ont travaillé à rendre nécessaires certaines mesures». C'est une étrange façon de concevoir les responsabilités que de les minimiser ou de les amplifier par la simple vertu d'une phrase isolée.

Dans ce cas particulier également, Salvemini est victime de son messianisme culturel.

Il confond en effet le sort que peut connaître la solution d'un problème dans l'idéal, avec le sort que connaîtra politiquement la même solution.

La solution proposée par Salvemini pour le problème adriatique est loin d'être acceptée [286]. On a seulement obtenu la permission de la discuter et de la faire connaître, on a seulement obtenu ce qui devrait être une condition permanente de la vie politique dans un pays libéral. Pour que cette solution soit traduite dans les faits, pour qu'elle devienne un fait politique, il est nécessaire qu'une force sociale organisée la fasse sienne. Existe-t-il en Italie une force politique capable de faire cela? Capable d'assumer, en cas de nécessité, la responsabilité du pouvoir afin de réaliser cette solution?

Résoudre le problème adriatique dans son intégrité démocratique revient à imprimer une direction déterminée à la vie nationale, parce qu'il est lié à un vaste système selon lequel d'autres problèmes doivent être résolus, en liaison avec lui.

En Italie, il n'existe pas de forces organisées d'une telle envergure en dehors du Parti socialiste et de l'État. Le Parti socialiste résoudrait le problème d'une façon socialiste, en le liant à d'autres problèmes, selon sa « justice», *[une ligne censurée]*.

---

[284] Pour Salvemini - qui s'était séparé de La Voce en 1911 et avait fondé alors L'Unità - et. la note 2, p. 140.

[285] Il s'agit d'un éditorial de Salvemini, « Uns strana affermazione», L'Unità, 15 juin 1918, répondant au « chapeau» de Gramsci à un article d'Andrea Viglongo, « Politica estera socialista» (Il Grido del Popolo, 18 mai 1918), consacré au problème de l'irrédentisme. Cf. Scritti giovanili, pp. 237-238.

[286] Salvemini, qui publia en 1918 une brochure intitulée Delenda Austria !, était favorable au démembrement de l'Autriche-Hongrie, mais il s'opposait aux visées expansionnistes de la bourgeoisie italienne sur l'Adriatique et la Dalmatie et considérait, selon la formule du Pacte de Rome du 19 avril 1918, que l'indépendance de la Yougoslavie constituait un « intérêt vital pour l'Italie». Cf. son livre : Dal Patto di Londra alla Pace di Roma, Turin, 1925.

Reste l'État, le gouvernement, qui, spontanément, ne fera pas sienne la solution de Salvemini, mais qui peut l'adopter empiriquement, si on la lui impose de l'extérieur. L'imposer, seul le Parti socialiste en est indirectement capable, tant qu'il représente une opposition menaçante. Entre le programme de Zimmerwald *[une ligne censurée]* et les solutions impérialistes, reste l'éventualité que le gouvernement, afin de résoudre cette inguérissable dissension, adopte la solution démocratique. L'existence de cette éventualité explique le peu de succès qu'a remporté Salvemini et elle est conditionnée par l'attitude intransigeante du Parti socialiste. Voilà ce que signifiait la phrase du *Grido,* et cette signification ressortait de l'ensemble du contexte.

Salvemini y a trouvé motif à sermonner, à répéter ses lieux communs sur les cardinaux et les sacristains, sur la dépravation morale et intellectuelle des socialistes qui auraient « dissocié systématiquement dans toute leur propagande l'idée de paix et l'idée de justice».

Parce que Salvemini dissocie l'idée de justice et l'idée de garantie (et que la seule garantie des socialistes est la dictature du prolétariat international), il dissocie l'idée de culture politique de l'idée d'organisation économique et politique, il dissocie l'idée d'action et d'efficacité de l'action, de la réalité que représentent les conditions générales de culture et de force. Il lui reste la passion messianique qui le fait entrer dans les rangs des politiciens du « si» , qui fait de lui, sans qu'il en ait conscience, un élément d'indiscipline et de désordre.

Sans signature,
Il *Grido del Popolo, 29* juin 1918.

UTOPIE [287]

Les constitutions politiques sont nécessairement dépendantes de la structure économique, des formes de production et d'échange. Beaucoup se figurent avoir résolu, grâce au simple énoncé de cette formule, tout problème politique et historique, ils se croient en mesure d'administrer des leçons à droite et à gauche, de juger carrément les événements, et de conclure, par exemple : « Lénine est un utopiste, les malheureux prolétaires russes vivent en pleine illusion utopique; implacable, un terrible réveil les attend.»

La vérité est qu'il n'existe pas deux constitutions politiques semblables entre elles, de même qu'il n'existe pas deux structures économiques semblables. La vérité est que la formule en question n'est absolument pas l'expression directe d'une loi naturelle qui sauterait tout de suite aux yeux. Entre les prémisses (structure économique), et la conséquence (constitution politique), les rapports sont loin d'être simples et directs; et l'histoire d'un peuple ne s'appuie pas sur les seuls faits économiques. L'enchaînement de cause à effet est complexe et embrouillé, et seule peut le démêler une étude approfondie et étendue de toutes les activités spirituelles et pratiques; et cette étude n'est possible qu'après que les événements se sont intégrés dans une

[287] Publié sous la signature A. G. dans l'édition piémontaise de l'Avanti du 25 juillet 1918, cet article - complètement défiguré par la censure - fut repris deux jours plus tard, et avec, cette fois, le visa de la censure milanaise et romaine, sous le titre « L'utopia russa», dans Il Grido del Popolo du 27 juillet 1918. Le titre originel ayant été conservé, c'est cette deuxième édition qui est traduite ici.

continuité, c'est-à-dire longtemps, très longtemps après le déroulement des faits. Le spécialiste peut affirmer avec assurance qu'une certaine constitution politique ne triomphera pas (c'est-à-dire ne durera pas de façon constante), si elle n'adhère pas indissolublement et de manière intrinsèque à une structure économique déterminée, mais cette affirmation n'a qu'une valeur d'indication globale; comment en effet pourrait-il savoir, alors même que les faits se déroulent, de quelle façon précise va s'établir cette dépendance? Les inconnues sont plus nombreuses que les faits vérifiés et contrôlables, et chacune de ces inconnues risque d'infirmer une induction téméraire. L'histoire n'est pas un calcul mathématique : elle ne comporte pas de système métrique décimal, de numérotation progressive de quantités égales rendant possibles les quatre opérations, les équations et les extractions de racines : la quantité (la structure économique), y devient qualité, puisqu'elle devient instrument d'action entre les mains des hommes, ces hommes dont la valeur ne se ramène ni à leur poids, ni à leur taille, ni à l'énergie mécanique qu'ils peuvent développer à partir de leurs muscles et de leurs nerfs, mais qui comptent électivement dans la mesure où ils sont esprit, dans la mesure où ils souffrent, comprennent, jouissent, acceptent ou refusent. Dans une révolution prolétarienne, l'inconnue « humanité» est encore plus indéchiffrable que dans n'importe quel autre événement. Le niveau spirituel du prolétariat russe, comme celui des autres prolétariats en général, n'a jamais été étudié, et peut-être était-il impossible de l'étudier. Le succès ou l'échec de la révolution pourra nous fournir un document digne de foi sur sa capacité à créer l'histoire; pour le moment, il n'y a qu'à attendre.

Ceux qui n'attendent pas, et veulent prononcer immédiatement un jugement définitif, se proposent d'autres buts : ils ont des objectifs politiques immédiats, qu'ils poursuivent dans les rangs des hommes auxquels s'adresse leur propagande. Affirmer que Lénine est un utopiste ne relève pas de la culture, ce n'est pas un jugement historique, c'est un acte politique immédiat. Affirmer, avec autant de sécheresse, que les constitutions politiques, etc., ne relève pas de la doctrine, c'est une tentative pour provoquer un certain état d'esprit afin que l'action s'infléchisse dans un sens plutôt que dans l'autre.

Aucun acte n'est sans conséquences dans la vie, et le fait de croire une théorie plutôt qu'une autre a ses répercussions particulières sur l'action; l'erreur elle-même laisse sa trace; dans la mesure où elle est répandue et acceptée, elle peut *retarder* (mais certes pas empêcher) la réalisation d'un objectif.

Voilà qui prouve que l'action politique n'est pas directement déterminée par la structure économique, mais par l'interprétation que l'on donne de cette structure et des soi-disant lois qui en gouvernent le déroulement. Ces lois n'ont rien de commun avec les lois naturelles; bien que ces dernières ne soient pas, elles non plus, des faits objectifs établis, mais seulement des constructions de notre pensée, des schémas pratiques à utiliser pour la commodité de l'étude et de l'enseignement.

Les événements ne dépendent pas du bon vouloir d'un seul, ni même de celui d'un groupe, fût-il nombreux. Ils dépendent des volontés de plusieurs, volontés qui se manifestent par l'accomplissement ou le refus de certaines actions, et par l'adoption des positions spirituelles correspondantes, ils dépendent également du degré de conscience qu'une minorité peut avoir de toutes ces volontés et de la façon dont elle sait plus ou moins bien les diriger vers un objectif commun, après les avoir encadrées grâce aux pouvoirs de l'État.

Pourquoi les individus, dans leur majorité, n'accomplissent-ils que certains actes déterminés? c'est parce qu'ils n'ont pas d'autre but social que la conservation de leur propre intégrité physique et morale : « c'est ainsi qu'ils s'adaptent aux circonstances, et répètent mécaniquement certains gestes qui, à travers leur propre expérience ou à travers l'éducation reçue (qui est le résultat de l'expérience d'autrui), se sont montrés efficaces pour atteindre le but poursuivi : réussir à vivre. Cette similitude entre les façons d'agir de la majorité entraîne une similitude dans les effets, elle donne à l'activité économique une certaine structure, le concept de loi prend ainsi naissance. Cette adaptation au milieu n'est altérée que par la poursuite d'un objectif plus élevé. Si la fin de l'homme n'est plus simplement survivre, mais vivre qualitativement, on accomplit de plus grands efforts, et si le désir d'atteindre cet objectif supérieur se généralise, on réussit à transformer le milieu, on instaure de nouvelles hiérarchies, différentes de celles qui réglaient jusqu'alors les rapports entre les individus et l'État, et ces hiérarchies tendent à remplacer définitivement les précédentes afin d'arriver à une vaste réalisation de l'objectif humain supérieur.

Ceux qui considèrent ces pseudo-lois comme quelque chose d'absolu, étranger aux volontés individuelles, et non comme une adaptation psychologique au milieu, due à la faiblesse des individus (à leur manque d'organisation et donc à l'incertitude de l'avenir), ne peuvent imaginer que la psychologie peut changer, que la faiblesse peut devenir force. Et pourtant c'est ce qui arrive, et la loi, la pseudo-loi, se brise. Les individus sortent de leur solitude et s'associent. Mais comment se produit ce processus d'association? On n'arrive à le concevoir, lui aussi, qu'à la façon d'une loi absolue, à l'aune de la normalité, et lorsque notre lenteur d'esprit ou nos idées préconçues font que la loi ne nous saute pas tout de suite aux yeux, on juge et on s'écrie : Utopie! utopistes!

Lénine est donc un utopiste; depuis le premier jour de la Révolution bolchevique, le prolétariat russe vit en pleine utopie, et, implacable, un terrible réveil l'attend.

Si l'on applique à l'histoire russe les schémas abstraits, généraux, établis pour permettre de suivre les étapes du développement normal de l'activité économique et politique du monde occidental, il ne peut y avoir d'autre conclusion. Mais chaque phénomène historique est un « individu»; son développement est soumis au rythme de la liberté; il s'agit de rechercher non la nécessité en général, mais la nécessité particulière. La relation de cause à effet doit être étudiée du point de vue des événements russes et non d'un point de vue générique et abstrait.

Le rapport de nécessité est indubitablement présent dans les événements de Russie, et c'est un rapport de nécessité capitaliste : c'est la guerre qui a été la condition économique, le système de vie pratique qui a déterminé l'État nouveau, qui a été la substance nécessaire à la dictature du prolétariat; cette guerre que la Russie arriérée a dû mener sous la même forme que les États capitalistes les plus avancés.

Dans la Russie patriarcale, il ne pouvait y avoir de ces concentrations d'individus qui se produisent dans un pays industrialisé et qui sont la condition qui permet aux prolétaires de se connaître entre eux, de s'organiser et de prendre conscience qu'ils ont une puissance de classe qu'ils peuvent orienter vers un objectif humain de portée universelle. Un pays d'agriculture intensive isole les individus, rend impossible une prise de conscience uniforme et répandue. Il rend impossibles non seulement l'existence d'unités sociales prolétariennes, mais aussi la

conscience de classe qui permet de mesurer sa propre force, et la volonté d'instaurer un régime qui trouve sa légitimation permanente dans cette force.

La guerre, c'est le maximum de concentration de l'activité économique entre les mains de quelques-uns (les dirigeants de l'État), et elle s'accompagne du maximum de concentration des individus dans les casernes et dans les tranchées. La Russie en guerre était vraiment la terre d'Utopie : avec des hommes dignes des hordes barbares, l'État a cru pouvoir livrer une guerre de technique, d'organisation, de résistance spirituelle, telle qu'aurait seulement été capable de la livrer une humanité que l'usine et la machine auraient cérébralement et physiquement trempée. C'est la guerre qui était une utopie, et la Russie tsariste s'est désagrégée sous la tension excessive de l'effort qu'elle s'était imposé et qui lui avait été imposé par un ennemi aguerri. Mais les conditions suscitées artificiellement par la puissance démesurée de l'État despotique ont eu, inévitablement, leurs conséquences : ces grandes masses d'individus socialement solitaires, rapprochées, concentrées dans un petit espace géographique, ont engendré des sentiments nouveaux, ont engendré une solidarité humaine encore jamais vue. La révélation de la force collective existante fut d'autant plus grande, le désir de la conserver et de bâtir sur elle la société nouvelle fut d'autant plus irrésistible et acharné que les masses s'étaient auparavant senties faibles dans leur isolement, et s'étaient pliées au despotisme.

La discipline despotique s'est dissoute : une période de chaos lui a succédé. Les individus ont cherché à s'organiser, mais comment? et comment conserver l'unité humaine qui s'était créée dans la souffrance?

C'est là que le philistin s'avance et répond : « Il fallait que la bourgeoisie remette de l'ordre dans le chaos, parce qu'il en a toujours été ainsi, parce que toute économie patriarcale et féodale est toujours suivie par une économie bourgeoise et par une constitution politique bourgeoise.» Pour le philistin, il n'y a pas de salut hors des schémas préétablis, il ne conçoit l'histoire que comme un organisme naturel qui passe par des étapes fixes et prévisibles de développement. Si vous semez un gland, vous êtes sûrs qu'il ne peut en naître autre chose qu'une pousse de chêne, qui va lentement grandir et ne donnera de fruits qu'au bout d'un certain nombre d'années. Mais l'histoire n'est pas un bois de chênes et les hommes ne sont pas des glands.

Où donc se trouvait en Russie la bourgeoisie capable de remplir cette tâche? et si sa domination est une loi naturelle, comment se fait-il donc que cette loi n'ait pas fonctionné?

Cette bourgeoisie ne s'est pas montrée : quelques rares bourgeois ont cherché à s'imposer et ils ont été balayés. Il fallait qu'ils aient la victoire, il fallait qu'ils s'imposent, bien que peu nombreux, incapables et faibles? Mais de quel saint chrême avaient-ils donc été oints, ces malheureux, pour devoir triompher même en perdant? Le matérialisme historique ne serait-il donc qu'une réincarnation du légitimisme, du droit divin?

Ceux qui trouvent Lénine utopiste, ceux qui affirment que la tentative de dictature du prolétariat en Russie est une tentative utopique, ne sauraient être des socialistes conscients, ils n'ont pas bâti leur culture en étudiant la doctrine du matérialisme historique : ce sont des catholiques, ils sont embourbés dans le Syllabus. Ce sont eux, les seuls et les vrais utopistes.

L'utopie consiste en effet à ne pas réussir à concevoir l'histoire comme un libre développement, à voir l'avenir comme un solide déjà profilé, à croire aux plans préétablis. L'utopie, c'est le philistinisme, tel que Henri Heine le tourne en dérision : les réformistes sont les philistins et les utopistes du socialisme comme les protectionnistes et les nationalistes sont les philistins de la bourgeoisie capitaliste. Heinrich Von Treitschke est le plus illustre représentant du philistinisme allemand *(les statolâtres allemands sont ses fils spirituels),* pareillement, Auguste Comte et Hippolyte Taine représentent le philistinisme français et Vincenzo Gioberti [288] celui d'Italie. Les utopistes, ce sont ceux qui prônent les missions historiques nationales, ou croient aux vocations individuelles, ce sont tous ceux qui hypothèquent l'avenir et croient l'emprisonner dans leurs schémas préétablis, ceux qui ne conçoivent pas la divine liberté et gémissent continuellement sur le passé sous prétexte que les événements se sont mal déroulés.

Ils ne conçoivent pas l'histoire comme un libre développement - fait d'énergies libres qui naissent et s'intègrent librement - différent de l'évolution naturelle, tout comme l'homme et les associations humaines sont différents des molécules et des agrégats de molécules. Ils n'ont pas appris que la liberté est la force immanente de l'histoire, qu'elle fait éclater tout schéma préétabli. Les philistins du socialisme ont fait de la doctrine socialiste une serpillière de la pensée, ils l'ont souillée, et ils se mettent ridiculement en colère contre ceux qui, selon eux, ne la respectent pas.

En Russie, la libre affirmation des énergies individuelles et des énergies associées a renversé les obstacles des mots et des plans préétablis. La bourgeoisie a tenté d'imposer sa domination et elle a échoué. Le prolétariat a assumé la direction de la vie politique et économique et il réalise son ordre. Il réalise son ordre et non pas le socialisme, parce que le socialisme ne peut sortir d'un fiat magique : le socialisme est un devenir, une succession de moments sociaux qui se développent, toujours plus riches de valeurs collectives. Le prolétariat réalise son ordre, en créant des institutions politiques capables de garantir la liberté de ce développement, et d'assurer le maintien de son pouvoir.

La dictature est l'institution fondamentale qui garantit la liberté, qui empêche les coups de main des minorités factieuses. Elle est une garantie de liberté parce qu'elle n'est pas une méthode à perpétuer, mais qu'elle permet de créer et de consolider les organismes permanents dans lesquels la dictature se dissoudra, après avoir accompli sa mission.

Après la révolution, la Russie n'était pas encore libre, parce qu'il n'y avait pas de garanties à la liberté, parce que la liberté n'avait pas encore été organisée.

Le problème était de susciter une hiérarchie, mais une hiérarchie ouverte, qui ne pût pas se cristalliser en un ordre de caste et de classe.

---

[288] Théologien et philosophe turinois, Vincenzo Gioberti (1801-1852) fut expulsé du Piémont sous l'inculpation de libéralisme et dut se réfugier à Paris (1833), d'où il repartit pour Bruxelles (1834). Après s'être fait, dans Del Primato morale e civile degli Italiani (Bruxelles, 1842-1843), le théoricien d'un mouvement néo-guelfe proposant la création d'une confédération italienne placée sous la présidence du pape, Gioberti se rallia à la thèse d'une monarchie unitaire incarnée par la maison de Savoie (Del rinnovamento civile d'Italia, Paris-Turin 1851). Rentré en Italie en 1845, il fit une tournée triomphale à travers le pays et fut reçu par le pape. Ministre, puis président du Conseil sous Charles-Albert (1848), il fut envoyé comme ambassadeur à Paris par Victor-Emmanuel II (1849), mais se brouilla avec ce dernier. Resté à Paris, il y mourut le 26 octobre 1852.

A partir de la masse, à partir du nombre, on devait arriver au numéro Un, afin qu'il existe une unité sociale, afin que l'autorité soit seulement une autorité spirituelle.

Les noyaux vivants de cette hiérarchie sont les Soviets et les partis populaires. Les Soviets sont l'organisation primordiale qu'il faut intégrer et développer et les bolcheviks deviennent le parti du gouvernement, parce que les bolcheviks soutiennent que les pouvoirs de l'État doivent dépendre des Soviets et être sous leur contrôle.

Le chaos russe se coagule autour de ces éléments d'ordre, c'est le commencement de l'ordre nouveau. Une hiérarchie se constitue : de la masse inorganisée en proie à la souffrance, on passe aux ouvriers et aux paysans organisés, aux Soviets, au parti bolchevique, et enfin au numéro Un: Lénine. C'est la gradation hiérarchique du prestige et de la confiance, qui s'est formée spontanément, qui se maintient par libre choix.

Où donc est l'utopie dans cette spontanéité? L'utopie, c'est l'autorité et non la spontanéité, et elle est utopie dans la mesure où elle se transforme en carriérisme, où elle se transforme en caste, et se présume éternelle; la liberté n'est pas utopie, parce qu'elle est une aspiration primordiale, parce que l'histoire des hommes est tout entière lutte et travail pour susciter des institutions sociales qui garantissent le maximum de liberté.

Une fois formée, cette hiérarchie développe sa logique. Les Soviets et le Parti bolchevique ne sont pas des organismes fermés : ils se complètent continuellement. La voici, la domination de la liberté, les voici, les garanties de la liberté. Ce ne sont pas des castes, ce sont des organismes en continuel développement. Ils représentent la progression de la prise de conscience, ils représentent la possibilité d'organisation de la société russe.

Tous les travailleurs peuvent faire partie des Soviets, tous les travailleurs peuvent influer afin de les modifier et de les rendre plus représentatifs de leurs volontés et de leurs désirs. La vie politique russe est infléchie de façon à tendre à coïncider avec la vie morale, avec l'esprit universel de l'humanité russe. Il se produit un échange continu entre toutes ces étapes hiérarchiques : l'individu grossier s'affine au cours de la discussion pour l'élection de son représentant au Soviet, il peut devenir lui-même ce représentant; il contrôle ces organismes parce qu'il les a toujours sous les yeux; ils sont tout proches géographiquement. Il acquiert le sens de la responsabilité sociale, il devient un citoyen qui décide activement des destinées de son pays. Et le pouvoir, la conscience, à travers cette hiérarchie, s'étendent depuis le numéro Un jusqu'à la masse, et la société est telle qu'il n'y en eut jamais de pareille dans l'histoire.

Tel est l'élan vital de la nouvelle histoire russe. Que peut-on y trouver d'utopique? Où peut-on y trouver le plan préétabli que l'on veut réaliser, quitte à aller à rebours des conditions économiques et politiques? La Révolution russe, c'est la liberté au pouvoir : l'organisation s'appuie sur la spontanéité et non sur l'arbitraire d'un « héros» qui s'impose par la violence. C'est une élévation humaine continue et systématique qui suit une hiérarchie, qui crée elle-même peu à peu les organismes nécessaires à sa nouvelle vie sociale.

Mais alors, n'est-ce pas là le socialisme?... Non, ce n'est pas le socialisme au sens stupide que donnent à ce mot les philistins bâtisseurs de projets mastodontes; c'est la société humaine

qui se développe sous le contrôle du prolétariat. Lorsque ce dernier sera organisé dans sa majorité, la vie sociale sera plus riche de contenu socialiste qu'elle ne l'est actuellement, et le processus de socialisation pourra continuer à s'intensifier et à se perfectionner toujours davantage. Car le socialisme ne peut s'instaurer à date fixe, mais est un continuel devenir, un développement sans fin au sein d'un régime de liberté organisée et contrôlée par la majorité des citoyens ou par le prolétariat.

Signé A.G., Avanti !, édition piémontaise, 25 juillet 1918.

D'ABORD, ÊTRE LIBRES[289]

Ce n'est certes pas là la thèse que le Grido a toujours soutenue et les lecteurs qui nous ont suivis peuvent facilement voir où est le point faible de l'article de Leonetti.

Leonetti fait abstraction de l'organisation, c'est-à-dire du phénomène social à travers lequel le socialisme se réalise. Et il oublie que l'organisation est d'ores et déjà une façon d'être qui détermine une forme de conscience et précisément cette forme de conscience que Leonetti suppose ne pouvoir se développer que lorsque nous serons « libres», c'est-à-dire lorsque nous aurons conquis les pouvoirs gouvernementaux et instauré la dictature du prolétariat.

C'est pourquoi Leonetti parle de « nous» et du « peuple», comme de deux entités distinctes : nous (mais de qui donc s'agit-il?), parti d'action; le peuple, troupeau d'aveugles et d'ignorants. Et il entend parti d'action comme pouvaient l'entendre les carbonari de 1848, non tel qu'il est de nos jours, tel que le modèle la lutte politique moderne, lutte à laquelle participent au grand jour des multitudes innombrables et qui ne se limite pas au factieux affrontement entre une poignée de conjurés et une poignée d'argousins.

Pour les socialistes, le problème est tout autre. Pour tout ce qui touche au développement de l'individualité, il a été formulé par Carena avec rigueur et précision[290]. Mais pour nous c'est aussi, c'est surtout un problème social et en ce sens, il ne peut être résolu qu'à travers l'organisation.

L'individualisme économique du régime capitaliste détermine l'associationnisme politique. Cette nécessité immanente du régime a été Synthétisée par Marx dans son mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» Marx a fait de la nécessité une volition, de l'obscur et vague besoin, une conscience critique : l'instinct est devenu et continue à devenir, à travers la propagande socialiste, spiritualité, volonté. L' « union» n'est pas seulement le rapprochement des corps physiques, c'est une communion d'esprits, la collaboration de la pensée, un soutien mutuel dans l'effort de perfectionnement individuel, une éducation réciproque et un contrôle réciproque.

---

[289] Cet article parut sans signature dans Il Grido del Popolo du 7 septembre 1918, à la suite d'un article d'Alfonso Leonetti, « Prima liberi», affirmant que, loin de tenter d'éduquer le prolétariat, les révolutionnaires devaient passer immédiatement à l'action. C'est là pour Gramsci l'occasion de revenir sur le problème soulevé par la polémique entre Tasca et Bordiga en 1912 et qu'il a déjà évoqué, entre autres, dans « Socialisme et culture», pp. 74-78,

[290] L'article de Carena, « Libera la tua volontà», était publié dans le même numéro du Grido del Popolo, immédiatement avant celui de Leonetti. Il s'agit bien entendu d'Attilio Carena, ami et a disciple» de Gramsci et frère de Pia Carena Leonetti, qui sera secrétaire de rédaction de L'Ordine Nuovo.

Cette activité, implicite dans l'organisation économique et politique, tend à devenir elle-même spécifique, à assumer une forme qui lui est propre. Le mouvement socialiste se développe, il rassemble des multitudes au sein desquelles les individus sont préparés à des degrés divers à l'action consciente, et préparés à des degrés divers à partager la même vie sociale dans le régime futur. Chez nous, cette préparation est d'autant plus faible que l'Italie n'a pas passé par l'expérience libérale, qu'elle a connu peu de libertés et que l'analphabétisme est, aujourd'hui encore, plus répandu qu'il ne ressort des statistiques.

Pour le prolétariat organisé, le devoir n'en est que plus grand de s'éduquer, d'arriver à faire jaillir de son sein le prestige nécessaire afin d'assurer la gestion sociale sans avoir à redouter que des chouanneries viennent détruire les conquêtes du parti d'action.

L'éducation, la culture, la diffusion systématique du savoir et de l'expérience, cela signifie l'indépendance des masses par rapport aux intellectuels. C'est le travail d'intensification de la culture, d'approfondissement de la conscience, qui constitue la phase la plus intelligente de la lutte contre le despotisme des intellectuels de profession et des compétences de droit divin. Ce travail-là, il n'est pas question de le remettre à demain, au moment où nous aurons la liberté politique. Il est lui-même liberté, il est lui-même stimulant à l'action et condition de l'action. La conscience de sa propre impréparation, la crainte d'échouer à l'épreuve lors de la reconstruction, n'est-ce pas là la plus rigide des entraves où s'empêtre l'action? Et il ne peut en être autrement; le socialisme c'est l'organisation, et c'est non seulement l'organisation politique et économique, mais même et surtout l'organisation du savoir et de la volonté, obtenue à travers l'activité de la culture.

Sans signature, Il *Grido del Popolo, 31* août 1918.

L'EXEMPLE ANGLAIS[291]

Les journaux anglais consacrent de nombreux articles aux prochaines élections législatives du Royaume-Uni. L'opinion publique se passionne pour la discussion et tous les hommes politiques anglais participent aux polémiques qui se sont ouvertes. Il est utile que notre publie soit tenu au courant du grand événement politique qui se prépare outre-Manche [huit *lignes censurées].*

La Chambre des communes, actuellement en fonction, avait en 1917 prorogé elle-même ses propres pouvoirs, comme l'ont fait les autres Parlements, mais contrairement à ces derniers, elle s'était contentée d'une prorogation d'une année. La promulgation de la nouvelle loi électorale a rendu impossible l'application du système actuellement en vigueur. En effet la nouvelle loi octroie le droit de vote à plusieurs millions de citoyens dont la majorité est constituée par des femmes : les députés élus selon l'ancien mode de scrutin ne représentent donc plus le corps électoral. Dans ces conditions le gouvernement a compris la nécessité de faire appel au suffrage

[291] C'est un des nombreux textes témoignant de l'intérêt de Gramsci pour les expériences du mouvement ouvrier anglo-saxon : shop stewards britanniques et I. W. W. nord-américains. A la Môme époque, Gramsci aurait du reste demandé à Togliatti de rassembler une documentation sur ces mouvements : cf. E. Soave, « Appunti sulle origini teoriche e pratiche dei Consigli di fabbrica a Torino», Rivista Storica del Socialismo, VII, 21, janvier-avril 1964, pp. 1-20.

universel, pour savoir si ses options coïncident avec la pensée du pays, et pour conférer aussi une plus grande autorité et une plus grande dignité à la Chambre des communes. La date des élections avait été initialement fixée au mois d'octobre; mais la longueur des travaux préliminaires à l'établissement des nouvelles listes électorales, a contraint à les renvoyer. En outre le vote des soldats qui se trouvent au front exigera une organisation spéciale dont le fonctionnement est très délicat : on prévoit aujourd'hui que les élections ne pourront pas avoir lieu avant le mois de janvier ou, tout au plus, au mois de décembre.

Un nouveau facteur, très important, va modifier profondément la politique britannique. Il s'agit de la nouvelle organisation du *Labour Party.* On sait que les travailleurs anglais étaient groupés jusqu'ici dans deux organisations : l'une, corporative, les *Trade Unions;* l'autre, politique, le *Labour Party,* divisé lui-même en trois fractions : la Société des Fabians, le Parti Indépendant *(Independent Labour Party)* et le Parti socialiste britannique *(British Socialist Party,* anciennement *Social Democratic Federation).* En vue de la prochaine bataille électorale, les travailleurs et les socialistes anglais ont constitué un organisme unique destiné à coordonner les efforts de tous les candidats désignés par le *Labour Party.* On présentera et on défendra courageusement plus de trois cents candidatures. Les *Labourmen* qui disposent aujourd'hui d'une trentaine de sièges à la Chambre des communes, se préparent à en gagner plusieurs autres; on prévoit que la nouvelle Chambre comptera plus de cent députés labouristes.

La nouvelle tactique du *Labour Party* privera les libéraux de quelques-uns de leurs meilleurs éléments de gauche. Ils perdront des hommes de très grande valeur, tels que John Burnes, Charles Trevelyan, Ponsonby, etc. Les leaders libéraux Asquith, et E. Grey devront travailler d'arrache-pied pour assurer la victoire de leur parti. En effet le parti libéral perd non seulement son aile gauche qui passe aux *Labourmen,* mais aussi son aile droite qui passera aux conservateurs, Lloyd George en tête. L'ancien leader radical, qui a perdu le contact chaque jour davantage avec ses représentants, est obligé de recruter dans un autre domaine une nouvelle armée : il ne la trouvera que chez les conservateurs.

Ainsi, nous assisterons à une inévitable dislocation des partis actuellement en lutte, et à un reclassement des tendances, des courants, des hommes et des forces. Il est presque oiseux de rappeler que la question de la guerre, et par conséquent celle de la paix, sera au premier plan de la discussion et déterminera dans une large mesure le résultat de la grande consultation nationale. Le vote des femmes, le vote des soldats, l'action autonome des travailleurs - voilà les nouvelles forces qui modifieront la situation politique anglaise. Événement décisif qui pourra influer sur la situation mondiale. Naturellement le gouvernement fait appel à toutes ses ressources pour gagner l'épreuve, et l'on parle déjà d'un remaniement du cabinet Lloyd George, lequel tient à s'entourer d'hommes sûrs, prêts à lutter à ses côtés pour un programme commun bien clair.

L'Angleterre nous a donné aussi un autre exemple celui du maintien tout au long de la guerre des libertés publiques dont notre pays a perdu jusqu'au souvenir. La censure n'existe pas dans les Iles britanniques; les réunions sont autorisées et la propagande peut s'exercer librement. Des citoyens peuvent prêcher la guerre «jusqu'au bout ~ (never-endists), tandis que d'autres peuvent prêcher la paix. Les brochures, les revues, les journaux, peuvent être distribués largement et partout, dans les réunions comme dans la rue. Toutes les opinions sont libres et respectées. Et l'Angleterre n'en est pas gênée, au contraire. Récemment, à une conférence du ministre Barnes

sur la Société des Nations, une partie du publie, des socialistes révolutionnaires, entonna des chants subversifs. Il n'y eut rien de grave, et la conférence eut lieu quand même; personne ne fut arrêté et condamné pour défaitisme.

Du reste le pouvoir central ne pourrait même pas tenir la nation sous son contrôle politique. En Angleterre il n'y a pas de préfets ni de sous-préfets, comme il n'y a pas non plus toute la nuée de commissaires de police. Si l'Angleterre est libre, c'est que la lutte politique et parlementaire y a détruit les organismes d'oppression : le Parlement domine, car il est l'unique pouvoir centralisé, en tant qu'il représente la loi unique, reconnue par la majorité, et qu'il est la garantie de la liberté, et non un instrument de tyrannie.

Les journaux socialistes ont fait un notable bond en avant depuis le début de la guerre. Dans le Royaume-Uni un journal ne peut vivre que s'il dispose d'énormes capitaux, qui lui permettent de concurrencer les services d'information des journaux bourgeois. Ainsi l'extrême gauche n'a pas de quotidien. Mais les hebdomadaires sont nombreux, riches, nourris et très diffusés. Ce sont eux qui créent le courant de l'opinion publique, qui dirigent la pensée, qui forment l'éducation politique. Le *Herald* vend plus de cent mille copies, et nos camarades anglais espèrent en faire bientôt un quotidien. Le *Labour Leader,* organe de l'Independant Labour Party, le *Call,* organe du British Socialist Party, le *Forward* (de Glasgow), etc., sont des périodiques que les socialistes de tous les pays ne peuvent qu'envier. Pour ce qui est des revues : Socialist *Review, Cambridge Magazine, U.D.C.,* etc. elles n'ont rien de comparable dans les pays latins.

Ainsi le mouvement socialiste anglais dispose-t-il non seulement d'une armée très nombreuse, forte et disciplinée, mais aussi d'un état-major parfaitement préparé. On peut espérer beaucoup d'une force sociale semblable, dirigée par des hommes de premier ordre, et au service de la cause la plus juste que l'homme puisse concevoir : la fraternité des peuples, l'émancipation des travailleurs, le socialisme.

Le *Labour Party* tire sa force et sa grande activité de l'esprit méthodique qui préside à ses travaux et à sa propagande. Quels précieux enseignements pour les socialistes de ces pays où le génie latin illumine tous les fronts!

Comparons un congrès socialiste britannique avec nos congrès. En Angleterre le bureau exécutif qui convoque la conférence établit un ordre du jour, avec un horaire adéquat. Le temps assigne aux orateurs est strictement limité; inexorable, le président exige des congressistes une discipline rigoureuse et, d'un *time !* implacable, interrompt l'orateur qui dépasse les limites qui lui ont été assignées.

En Italie et en France, les délégués arrivent en retard la première matinée est perdue; sous prétexte d'une « discussion» générale les orateurs se succèdent et parlent de questions les plus disparates : les discussions se chevauchent sans ordre et sans méthode; si l'on veut limiter le temps de parole des orateurs, on s'époumone inutilement; les orateurs sont continuellement interrompus par leurs adversaires; les contradicteurs rivalisent d'intolérance; le congrès se termine dans le chaos, le vote se déroule dans le tumulte, la plus grande partie des questions n'a pas été discutée. Dans les réunions de ce genre, les « manœuvriers » et les politiciens de carrière peuvent exercer leur « talent»; on assiste à une « cuisine» qui n'ajoute rien au prestige du socialisme; le texte des motions est emberlificoté : les factions rivales arrivent toujours à un

compromis; et à la fin des débats les militants se regardent, abasourdis, sans comprendre où les dirigeants les ont conduits et pourquoi ils ont voté une résolution plutôt qu'une autre.

Les coutumes anglaises sont tout à fait différentes. Les camarades anglais se respectent, tolèrent l'exposé de toutes les thèses, prêtent attention à leurs adversaires et votent en parfaite connaissance de cause, sans avoir été l'objet d'aucune manœuvre et sans avoir subi la moindre pression.

Lorsque l'ordre du jour a été épuisé et que le résultat des discussions apparaît clair aux yeux du publie, les congressistes se séparent à l'heure fixée.

Sans signature, Il *Grido del Popolo, 31* août 1918.

LA DÉMOCRATIE ITALIENNE

Quelle valeur historique peut bien avoir la polémique qui a opposé, il y a une vingtaine de jours, deux groupes de la presse bourgeoise italienne, à propos de la politique étrangère de Monsieur Sonnino[292] ou, plus précisément, des « voies nouvelles» de la politique étrangère italienne?

En Italie, il n'existe pas de partis politiques organisés contrôlant l'attitude des journaux et des personnages publics de la classe bourgeoise; partant, les idées générales, les programmes concrets, ne trouvent personne dans la société pour les répandre et les défendre efficacement. La démocratie italienne est encore une « démagogie», puisqu'elle ne s'est pas encore constituée en organisme hiérarchique, puisqu'elle n'obéit pas à une discipline d'idées liée à un programme auquel elle aurait librement adhéré; cela signifie qu'en Italie la démocratie n'est qu'un mot, une phrase toute faite, une figurine de mode anglo-américaine, elle n'est pas devenue une foi, elle n'a pas déterminé de distinction entre les citoyens, elle ne nourrit pas la lutte politique de passion morale.

Les journaux remplacent les partis. D'où le manque de continuité de la vie politique italienne, la confusion, l'arrogance effrontée de certaines manifestations, et la servilité qui les conclut nécessairement. Dans la vie sociale bourgeoise, personne n'est responsable de ses actes ou de ses assertions : il n'existe aucune sanction à l'égard de ceux qui agissent avec légèreté, à l'égard des aventuriers, à l'égard des faussaires, à l'égard de ceux qui retournent leur veste. Avec

[292] Après la publication, par les bolcheviks, des traités secrets, dont le Pacte de Londres, et la proclamation des « Quatorze points» de Wilson, la politique des Alliés s'était orientée vers la reconnaissance du principe des nationalités. C'est ainsi qu'on Italie s'était réuni, avec l'appui de V. E. Orlando, un Congrès des peuples opprimés d'Autriche-Hongrie qui s'était conclu par la signature du Pacte de Rome (19 avril 1918). Cette nouvelle orientation se heurtait toutefois à l'hostilité du ministre des Affaires étrangères, Sydney Sonnino, signataire lui-même du Pacte de Londres et redoutant que l'application du principe des nationalités n'aboutît à la formation d'un royaume serbo-croate-slovène englobant des terres revendiquées par l'Italie. Le 3 juin 1918, à la Conférence alliée de Paris, Sonnino refusait de signer une déclaration en faveur de l'indépendance dos Polonais, des Tchèques et des Yougoslaves. Le désaccord entre la présidence du Conseil et les Affaires étrangères allait devenir publie au cours de l'été. Le 17 août 1918, un article du Corriere della Sera, journal dirigé par le sénateur Luigi Albertini, ouvrit la polémique contre Sonnino. Le Giornale d'Italia lui répondit par une suite d'articles (19-26 août, 5 et 6 septembre) favorables au ministre des Affaires étrangères, dont La Stampa, Il Resto del Carlino, Il Tempo, Il Mattino etc. prirent également la défense. Au terme de cette polémique, le Gouvernement italien publiait le 8 septembre 1918 une déclaration assez tiède en faveur des droits des Yougoslaves.

une bourgeoisie ainsi faite, essentiellement démagogue, superficiellement sceptique (c'est-à-dire intimement consciente de sa propre incapacité et de son impuissance), il est naturel que les hommes qui gouvernent deviennent des despotes, qu'ils suivent leur voie en se refusant à donner des explications à leurs actes.

Il n'existe pas de partis organisés, disciplinés autour d'un programme vivant parce que répondant à des intérêts moraux et économiques largement répandus; l'opposition au gouvernement prend l'aspect d'une révolte; elle éclate à l'improviste, elle est pleine de pièges et de sous-entendus, de menaces ou de promesses; elle s'apaise d'un seul coup. Après, que se passe-t-il ? le travail continue, dans les salons, dans les bureaux des banques ou des firmes industrielles, dans les sacristies ou dans les couloirs du Parlement. Et si l'opposition-révolte n'a pas abouti dans sa tentative, elle reprend sa polémique dans les journaux, sa polémique stérile, sans avoir un objectif défini que les lecteurs pourraient suivre et contrôler, sans que, depuis la masse, à travers les partis nationaux et les groupes parlementaires, on puisse changer organiquement la ligne du gouvernement et imprimer à l'activité nationale cette direction qui est pourtant celle que la majorité des bourgeois estime être la plus utile.

Par son absence de scrupules, par sa répugnance à admettre et à respecter une discipline politique de parti, par son amour de l'originalité creuse et des « nouveautés» les plus rebattues, la démocratie bourgeoise italienne est condamnée a ne pas avoir de vie politique valable et à s'épuiser en des luttes factieuses où elle finira toujours par être la victime, dupée et tournée en dérision, des aventuriers.

Sans signature,
Il *Grido del Popolo, 7* septembre 1918.

L'OEUVRE DE LÉNINE

La presse bourgeoise de tous les pays et particulièrement la presse française (cette distinction particulière repose sur des raisons intuitives) n'a pas caché son immense joie à la nouvelle de l'attentat contre Lénine[293]. Sans pudeur, les sinistres croque-morts de l'antisocialisme ont dansé d'une joie frénétique sur ce qu'ils croyaient être le cadavre sanglant de Lénine (' destin cruel, combien de pieux désirs, combien de suaves idéals tu as brisés), ils ont exalté le glorieux homicide, ils ont remis à neuf la tactique, tout particulièrement bourgeoise, du terrorisme et du crime politique.

Les croque-morts ont été frustrés : Lénine vit et nous lui souhaitons, pour le bien du prolétariat, de retrouver rapidement sa vigueur physique et de reprendre son poste de militant du socialisme international.

La bacchanale des journalistes aura eu elle aussi son rôle historique - les prolétaires en ont saisi la signification sociale. Lénine est l'homme le plus haï du monde, comme le fut un jour Karl Marx. *[Douze lignes censurées.]*

---

[293] Le 30 août 1918 Lénine fut blessé par la socialiste-révolutionnaire Fanny Kaplan dans la cour de l'usine Mikhelson de Moscou, où il venait de présider un meeting.

Lénine a consacré toute sa vie à la cause du prolétariat la contribution qu'il a apportée au développement de l'organisation et à la diffusion des idées socialistes en Russie est immense. Homme de pensée et d'action, il trouve sa force dans son caractère moral; la popularité dont il jouit parmi les masses ouvrières est un hommage spontané à sa rigoureuse intransigeance à l'égard du régime capitaliste : il ne s'est jamais laissé aveugler par les apparences superficielles de la société moderne, que d'aucuns ont prises pour la réalité, ce qui explique qu'ils se sont enfoncés dans une suite d'erreurs.

En appliquant la méthode élaborée par Marx, Lénine trouve que la réalité c'est l'abîme profond, impossible à combler que le capitalisme a creusé entre le prolétariat et la bourgeoisie, que c'est l'antagonisme toujours grandissant des deux classes. En expliquant les phénomènes sociaux et politiques et en fixant au parti la voie à suivre dans tous les moments de sa vie, il n'a jamais perdu de vue le ressort le plus puissant de toute l'activité économique et politique: la lutte de classe. Il compte parmi les défenseurs les plus fervents et les plus convaincus de l'internationalisme du mouvement ouvrier. Toute action prolétarienne doit être subordonnée à l'internationalisme, coordonnée par lui : elle doit pouvoir avoir un caractère internationaliste. Toute initiative qui, à quelque moment que ce soit, n'eût-elle qu'un caractère transitoire, entre en conflit avec cet idéal suprême, doit être combattue inexorablement : car toute déviation si minime soit-elle, du chemin qui conduit directement au triomphe du socialisme international est contraire aux intérêts du prolétariat, intérêts à long terme ou immédiats, et ne sert qu'à exacerber la lutte et à prolonger la domination de la classe bourgeoise.

Lui, le « fanatique», l' « utopiste », il appuie sa pensée et son action, et celle du parti, uniquement sur cette profonde et incoercible réalité de la vie moderne, et non pas sur les phénomènes superficiellement voyants qui conduisent toujours les socialistes qui se laissent aveugler par eux, vers des illusions et des erreurs qui mettent en danger l'ensemble du mouvement.

C'est pourquoi Lénine a toujours vu triompher ses thèses, alors que ceux qui lui reprochaient son « utopisme» et exaltaient leur propre « réalisme», se trouvaient misérablement emportés par les grands événements historiques.

Aussitôt après l'éclatement de la révolution et avant de partir pour la Russie, Lénine avait envoyé à ses camarades l'avertissement suivant : « Méfiez-vous de Kerenski»; les événements qui se sont déroulés ensuite lui donnent entièrement raison. Dans l'enthousiasme de la première heure pour la chute du tsarisme, la majorité de la classe ouvrière et nombre de ses dirigeants s'étaient laissé convaincre par la phraséologie de cet homme qui, avec sa mentalité petite-bourgeoise et du fait. qu'il était dépourvu de tout programme et de toute vision socialiste de la société, pouvait conduire la révolution à l'effondrement et entraîner le prolétariat russe sur une voie dangereuse pour l'avenir de notre mouvement. [Trois *lignes censurées.]*

Arrivé en Russie, Lénine se mit aussitôt à développer son action essentiellement socialiste, et qui pourrait être synthétisée dans le mot d'ordre de Lassalle : « Dire ce qui est» : une critique serrée et implacable de l'impérialisme des cadets (Parti constitutionnel démocratique, le plus grand parti libéral de la Russie), de la phraséologie de Kerenski et de la collaboration de classe des mencheviks.

En se basant sur une étude critique approfondie des conditions économiques et politiques de la Russie, des caractères de la bourgeoisie russe et de la mission historique du prolétariat russe, Lénine en était venu dès 1905 à la conclusion qu'en raison du haut niveau de conscience de classe du prolétariat, et étant donné le développement de la lutte des classes, toute lutte politique se transformerait nécessairement en Russie en lutte sociale contre l'ordre bourgeois. Que la société russe se trouvât dans une situation particulière, c'est ce que démontrait l'incapacité même où était la classe capitaliste de mener une lutte sérieuse contre le tsarisme pour le remplacer par sa propre domination politique. Après la révolution de 1905, dans laquelle fut démontrée expérimentalement l'énorme force du prolétariat, la bourgeoisie eut peur de tout mouvement politique auquel participerait le prolétariat et, mue par un instinct de conservation historique, elle devint foncièrement contre-révolutionnaire. L'expression fidèle de cet état d'âme fut donnée par Milioukov lui-même dans un de ses discours à la Douma : Milioukov affirma qu'il préférait la défaite militaire à la révolution.

La chute de l'autocratie n'a changé en rien les sentiments et les directives de la bourgeoisie russe; au contraire, sa substance réactionnaire est allée en augmentant à mesure que la force et la conscience du prolétariat se concrétisaient. La thèse de Lénine s'est avérée juste : le prolétariat est devenu le gigantesque protagoniste de l'histoire, mais c'était un géant naïf, enthousiaste, plein de foi en lui-même et dans les autres. La lutte de classe, menée dans un contexte de despotisme féodal lui avait donné la conscience de son unité sociale, de sa puissance historique, mais ne l'avait pas éduqué à la méthode froide et réaliste, ne lui avait pas formé une volonté concrète. Alors la bourgeoisie a rusé : elle s'est faite toute petite, elle a caché ses caractères essentiels sous des phrases bien timbrées : pour son travail d'illusionniste, elle s'est servie de Kerenski, l'homme le plus populaire parmi les masses au début de la révolution; les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (non marxistes, héritiers du parti terroriste, intellectuels, petits-bourgeois) l'ont aidée inconsciemment, avec leur attitude de collaboration, à cacher ses intentions réactionnaires et impérialistes.

C'est pour déjouer ce piège que s'est dressé vigoureusement le Parti bolchevique sous la direction de Lénine, démasquant implacablement les véritables intentions de la bourgeoisie russe, combattant la tactique néfaste des mencheviks qui livraient le prolétariat pieds et poings liés à la bourgeoisie. Les bolcheviks revendiquaient pour les Soviets tous les pouvoirs, car c'était le seul moyen pour garantir la révolution contre les menées réactionnaires des classes possédantes.

Au début, les Soviets eux-mômes, sous l'influence des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, s'opposaient à cette solution et préféraient partager le pouvoir avec les divers éléments de la bourgeoisie libérale; et la masse aussi laissait faire, mis à part une minorité plus avancée, parce qu'elle ne voyait pas clair dans la réalité des choses, mystifiée qu'elle était par Kerenski et par les mencheviks siégeant au gouvernement. *[Dix-sept lignes censurées.]*

Les événements se déroulaient de manière à donner entièrement raison à la critique serrée et rigoureuse de Lénine et des bolcheviks, qui avaient soutenu que la bourgeoisie n'avait ni le désir ni la capacité de donner une solution démocratique aux objectifs de la révolution, mais que, aidée inconsciemment par les socialistes « collaborationnistes», elle conduirait le pays à la dictature militaire, instrument politique nécessaire pour la réalisation de ses buts impérialistes

et réactionnaires. Éclairées par la propagande des bolcheviks, les masses ouvrières et paysannes commencèrent à se rendre compte de ce qui arrivait, elles acquirent une maturité et une sensibilité politiques sans cesse grandissantes : leur exaspération éclata la première fois en juillet avec le soulèvement de Petrograd facilement réprimé par Kerenski. Bien que justifié par la funeste politique de Kerenski, ce soulèvement n'avait toutefois pas le soutien des bolcheviks ni de Lénine, car les Soviets continuaient encore à refuser d'assumer eux-mêmes tout le pouvoir et par conséquent tout soulèvement se dirigeait virtuellement contre les Soviets qui, bien ou mal, représentaient la classe ouvrière.

Il fallait donc continuer la propagande de classe et persuader les ouvriers d'envoyer dans les Soviets des délégués convaincus de la nécessité que les Soviets prennent en main tout le pouvoir dans le pays. Une telle orientation montre de toute évidence le caractère essentiellement démocratique de l'action bolchevique, tournée vers le but politique, de sorte que la dictature du prolétariat s'instaurât de manière organique et apparût comme la forme mûre d'un régime social économique et politique.

Ce qui contribua à hâter le développement des événements, outre l'attitude de plus en plus provocante de la bourgeoisie, ce fut la tentative militaire faite par Kornilov, de marcher sur Petrograd pour s'emparer du pouvoir, et également l'attitude de Kerenski qui se permit des gestes napoléoniens, forma un cabinet composé de réactionnaires notoires, réunit un pré-parlement non élu au suffrage universel et interdit enfin le Congrès panrusse des Soviets, véritable coup d'État contre le peuple, début de la trahison bourgeoise à l'égard de la révolution.

Les thèses de Lénine et des bolcheviks, soutenues, répétées, propagées par un travail persévérant et tenace dès le début de la révolution, trouvaient dans la réalité une absolue confirmation : le prolétariat, tout le prolétariat des villes et des campagnes fit résolument masse autour des bolcheviks. renversa la dictature personnelle de Kerenski et remit le pouvoir au congrès des Soviets de toute la Russie.

Comme en pouvait le prévoir, le Congrès panrusse des Soviets qui avait été réuni malgré l'interdiction de Kerenski, confia dans l'enthousiasme général la charge de président du Conseil des Commissaires du peuple à Lénine, qui avait montré tant d'abnégation pour la cause du prolétariat et tant de clairvoyance pour apprécier les faits et pour tracer le programme d'action de la classe ouvrière. *[Trente-cinq lignes censurées.]*

La presse bourgeoise de tous les pays a toujours représenté Lénine comme un « dictateur» qui s'est imposé par la violence à un peuple immense et qui l'opprime férocement. Les bourgeois ne réussissent à concevoir la société qu'encadrée dans leur schéma doctrinaire : la dictature pour eux, c'est Napoléon, voire Clemenceau, c'est le despotisme qui concentre tout le pouvoir politique dans les mains d'un seul homme, ce pouvoir étant exercé au moyen d'une hiérarchie de valets armés d'un fusil ou d'une plume pour émarger la paperasse bureaucratique. Aussi la bourgeoisie a-t-elle dansé d'une joie frénétique à la nouvelle de l'attentat perpétré contre notre camarade, et elle en a décrété la mort : une fois disparu le « dictateur» irremplaçable, c'est le nouveau régime tout entier, selon leur conception, qui devrait lamentablement s'écrouler. *[Soixante-trois lignes censurées.]*

Il a été attaqué alors qu'il sortait d'une usine où il avait fait une conférence aux ouvriers : le « féroce dictateur» continue donc sa mission de propagandiste, il est toujours en contact avec les prolétaires auxquels il apporte la parole de la foi socialiste, qu'il incite à l'œuvre tenace de résistance révolutionnaire, pour construire, pour créer des conditions meilleures, pour professer en s'appuyant sur le travail, le désintéressement, le sacrifice. Il fut atteint par le revolver d'une femme, d'une socialiste-révolutionnaire, d'une vieille militante de la subversion par les méthodes terroristes. Dans cet épisode est contenu tout le drame de la Révolution russe. Lénine est le savant qui analyse froidement la réalité historique, qui vise à la construction organique d'une société nouvelle fondée sur des bases solides et permanentes, selon les préceptes de la conception marxiste : c'est le révolutionnaire qui construit sans se faire d'illusions frénétiques, en obéissant à la raison et à la sagesse. Dora Kaplan[294] était une humanitariste, une utopiste, une fille spirituelle du jacobinisme français, c'est-à-dire quelqu'un qui ne réussit pas à comprendre la fonction historique de l'organisation et de la lutte de classe, qui croit que socialisme signifie paix immédiate parmi les hommes, paradis idyllique de joie et d'amour; qui ne comprend pas combien la société est complexe, combien difficile est le devoir des révolutionnaires dès qu'ils sont devenus les gérants de la responsabilité sociale. Elle était certainement de bonne foi et croyait sincèrement pouvoir faire que l'humanité russe atteigne à la félicité une fois qu'elle l'aurait libérée du « monstre». Ceux qui ne sont certainement pas de bonne foi, ce sont ses glorificateurs bourgeois, les croque-morts nauséabonds de la presse capitaliste. Ils ont exalté le socialiste-révolutionnaire Tchaïkovski qui à Arkhangelsk avait accepté de se mettre à la tête du mouvement antibolchevique et qui avait renversé le pouvoir des Soviets : maintenant qu'il a accompli sa mission antisocialiste et qu'il a été envoyé en exil par les bourgeois russes dirigés par le colonel Tchapline, ils se rient du vieux fou, du rêveur.

La justice révolutionnaire a puni Dora Kaplan; le vieux Tchaïkovski, lui, expie dans une île de glace le crime de s'être fait l'instrument de la bourgeoisie, et ce sont les bourgeois qui l'ont puni et qui se moquent de lui.

Sans signature, Il *Grido del Popolo,* 14 décembre 1918.

APRÈS LE CONGRÈS

Le Congrès de Rome a réaffirmé le triomphe, au sein de l'organisation politique des travailleurs, de la fraction intransigeante révolutionnaire[295], il a réaffirmé, au sein du Parti socialiste italien, le triomphe du socialisme.

Les mots sont une chose, l'action effective que l'on parvient à exercer sur l'histoire en est une autre. Les mots peuvent être prononcés par n'importe qui, le premier aventurier venu qui se propose de bâtir sa fortune personnelle en abusant de la crédulité populaire et de la poltronnerie des classes dirigeantes peut brandir le drapeau. Dans l'action, les buts réels apparaissent; les

[294] Recte: Fanny Kaplan.

[295] Le XVe Congrès du Parti socialiste italien se réunit à Rome du 1er au 5 septembre 1918. En l'absence de Bordiga - qui accomplissait son service militaire - les positions de la fraction révolutionnaire furent défendues par Luigi Salvatori, de Viareggio, Luigi Repossi (Milan) et Elvira Zocca (Turin). C'est par 14 015 voix sur 19 027 que fut adoptée la motion de Salvatori condamnant l'attitude d'union sacrée du groupe parlementaire socialiste et envisageant l'exclusion de certains de ses membres pour manquement à la discipline de parti,

volontés se matérialisent, la fraude politique n'est plus possible, et les contrebandiers sont démasqués. Le Congrès de Rome, le premier Congrès du Parti socialiste italien rénové, a été fait d'action plus que de mots, parce qu'il a établi une discipline d'action inflexible, parce qu'il a tenu à donner à l'action un caractère constant et clairement marqué. Il ne veut plus de politique personnelle, mais il veut une organisation de l'activité politique, il ne veut plus de liberté d'initiative, mais il veut un contrôle de la liberté. La majorité du parti a ainsi prouvé qu'elle avait atteint un degré supérieur de conscience sociale et politique, un niveau historique vraiment exceptionnel; les socialistes ont prouvé qu'ils étaient au sein de la nation italienne, la force sociale la plus sensible aux appels de la raison et de l'histoire, qu'ils étaient une aristocratie qui mérite d'assumer la gestion de la responsabilité sociale. La mesure du progrès historique est en effet donnée par l'affirmation toujours plus nette du principe d'organisation, opposé à l'arbitraire, au caprice, aux vagues impulsions d'une originalité vide de contenu concret; elle est donnée par la formation de solides hiérarchies démocratiques, librement constituées en fonction d'un but concret qu'il serait impossible d'atteindre si l'on n'y tendait de toutes les énergies réunies en gerbe.

Le Parti socialiste italien est né, à l'origine, de la convergence chaotique d'individus venus des horizons sociaux les plus divers; il a tardé à devenir l'interprète de la volonté de classe du prolétariat. Il a été une arène où se sont affrontées des personnalités bizarres, des esprits tourmentés; à défaut des libertés politiques et économiques qui aiguillonnent les individus en les poussant à l'action et renouvellent constamment les couches dirigeantes, c'est le Parti socialiste qui a fourni des personnalités nouvelles à la somnolente et paresseuse bourgeoisie. Les journalistes les plus estimés, les hommes politiques les plus capables et les plus actifs de la classe bourgeoise sont des déserteurs du mouvement socialiste; le parti a été le tremplin des réussites politiques italiennes, il a été pour l'individualisme jacobin le plus efficace des cribles.

Cette incapacité du parti à fonctionner selon l'esprit de classe était liée au bas niveau social de la nation italienne. La production était encore dans l'enfance, les échanges étaient faibles; le régime était, comme il l'est encore, non pas parlementaire, mais despotique, c'est-à-dire petit-bourgeois plutôt que lié au capitalisme. Le socialisme italien lui aussi était petit-bourgeois, besogneux, opportuniste, et il servait d'intermédiaire pour procurer des privilèges gouvernementaux à quelques rares catégories de prolétaires.

Le sursaut de classe a commencé à Reggio Emilia, il a continué à Ancône [296], il a maintenant fait à Rome la preuve qu'il était ancré dans les consciences. Les réformistes, ces héritiers de la mentalité petite-bourgeoise préhistorique, ont été mis en minorité après qu'eurent été expulsés de l'équipe socialiste les plus compromis, les plus indisciplinés. Mais l'œuvre de régénération n'est pas terminée : le Congrès a tracé les grandes lignes, il s'agit de poursuivre le travail d'élaboration individuelle des consciences, il faut éduquer des militants capables d'accomplir *spontanément* des actes conformes aux directives de classe, capables de contrôler toutes les instances de l'organisation prolétarienne, afin que cette dernière devienne une puissante machine de combat, dont chaque rouage vibre sous l'impulsion d'une volonté unique.

---

[296] Le XIIIe Congrès du P.S.I. (Reggio d'Émilie, 7-10 juillet 1912) prononça l'exclusion de la droite réformiste (Ivanoe Bonomi, Leonida Bissolati, Angiolo Cabrini). La motion présentée par Mussolini y fut adoptée par 12 556 voix contre 10 910 dont 2 027 abstentions. Le XIVe Congrès (Ancône, 26-29 avril 1914) proclama, quant à lui, l'exclusion des francs-maçons. La motion présentée par Mussolini et Zibordi obtint 27 378 voix contre 6 600 et 174 abstentions.

Le parti devance en esprit les étapes du développement historique de la société, et il se prépare pour être capable de les dominer quand elles se réaliseront : il est lui-même un facteur actif de l'histoire italienne. C'est à chaque instant de sa vie qu'il déploie son activité révolutionnaire. L'intransigeance a une valeur révolutionnaire dans la mesure où elle oblige les bourgeois à assumer toutes leurs responsabilités et où elle est l'engrenage indispensable à l'Internationale prolétarienne; grâce à elle on agit de l'intérieur même du bloc bourgeois, en minant les couches qui se sont enracinées au pouvoir et sont devenues des parasites de la production, et l'on agit également sur le plan international puisque seuls peuvent honnêtement entrer dans un organisme international, pour y prendre une part active et disciplinée, ceux qui sont exempts de compromis avec l'État national. L'autonomie et l'indépendance de ses membres est la première condition nécessaire de la vitalité et de l'historicité d'une association : après avoir éliminé les francs-maçons, à cause de la double discipline à laquelle ils restaient liés, il fallut éliminer les partisans de la collaboration de classe et les opportunistes. Mais la bataille ne fait que commencer : il faut détruire l'esprit de collaboration de classe et l'esprit réformiste, il nous faut formuler avec exactitude et précision ce que nous entendons par État, et comment, dans la position que le parti prend de plus en plus nettement, il n'y a rien qui soit en contradiction avec la doctrine marxiste. Il faut préciser, et faire pénétrer dans la conscience des masses que l'État socialiste, c'est-à-dire l'organisation de la collectivité qui suit l'abolition de la propriété privée, ne continue pas l'État bourgeois, n'est pas une évolution de l'État capitaliste basé sur les trois pouvoirs : exécutif, parlementaire et judiciaire, mais qu'il prolonge et développe systématiquement les organisations professionnelles et les organismes locaux que le prolétariat a déjà su susciter spontanément sous le régime de l'individualisme. L'action immédiate que le prolétariat doit mener ne doit donc, en aucune façon, tendre à une hypertrophie des pouvoirs et de l'intervention de l'État, mais elle doit tendre à la décentralisation de l'État bourgeois, à l'amplification des autonomies locales et syndicales en dehors de la loi de réglementation. L'organisation que l'État capitaliste a adoptée en Angleterre est beaucoup plus proche du régime des Soviets que ne veulent l'admettre es bourgeois de chez nous quand ils parlent d' « utopie léniniste»; le reconnaître revient à affirmer la vitalité éternelle de la doctrine marxiste et l'historicité de la révolution maximaliste qui représente un moment nécessaire du devenir historique.

Le triomphe de notre fraction au Congrès ne doit pas nous faire illusion [297] et nous induire à ralentir notre effort de culture et d'éducation; au contraire, il nous crée davantage de responsabilités. Le monde capitaliste est fortement secoué, le passage de l'épargne du plus grand nombre entre les mains de quelques rares capitalistes donne de l'audace à la bourgeoisie, mais provoque en elle une lutte intestine; on voit se dessiner, dans un temps qui n'est pas lointain, un choc formidable qui opposera, à propos des tarifs douaniers, les intérêts des industriels et ceux des agriculteurs, le Nord au Midi. L'État bourgeois, ou plutôt petit-bourgeois, risque d'être un moment à découvert... [Dix *lignes censurées.]*

Sans signature,
Il Grido *del Popolo,* 14 septembre 1918.

---

[297] La gauche du P.S.I. était en effet loin d'être homogène. Tout au long du Congrès, elle n'était pas parvenue à masquer ses divisions et ses contradictions. On l'avait même vue éclater - en cours de discussion -, devant une « attaque à, fort bien menée, de Modigliani et de la droite. Sans doute se regroupa-t-elle in fine, mais ce fut pour proposer une motion assez ambiguë pour être acceptée -ainsi que le montra le vote - par les trois quarts du parti.

LA LUTTE PROCHAINE

Les journaux italiens, et surtout les journaux « radicaux-socialistes», font une large place aux informations concernant l'activité électorale du Labour Party[298] . Quels hommes, quelles masses, quelle discipline : prolétaires, travailleurs italiens, suivez l'exemple admirable de vos camarades anglais!

Les « radicaux-socialistes» italiens exagèrent dans leur enthousiasme : le prolétariat anglais leur réserve de nombreuses désillusions. Les journaux « radicaux-socialistes» laissent de côté toute une partie de la propagande électorale du Labour Party et c'est, comme par hasard, la partie essentielle, celle qui caractérise la reprise, l'élan vital du socialisme britannique : les labouristes demandent que les représentants directs des organisations prolétariennes participent à la Conférence de la paix. C'est là, semble-t-il, une requête légitime, tout à fait anodine. Mais la bourgeoisie anglaise dans tous ses secteurs, des conservateurs aux radicaux-socialistes, n'en juge pas ainsi. Démagogie, bolchevisme, protestent indignés tous les grands thuriféraires de l'État parlementaire et du suffrage universel; les travailleurs sont des citoyens anglais comme les autres, ils peuvent élire autant de représentants qu'ils le veulent à la Chambre des communes; ils peuvent devenir la classe dirigeante de l'État; leur permettre d'avoir une représentation autonome à la Conférence de la paix, serait reconnaître que l'État libéral, que le parlementarisme, sont incapables, avec leurs organes administratifs et officiels, de satisfaire les exigences des intérêts légitimes.

Et c'est précisément ce que pense une partie du prolétariat anglais, et cette partie jouit d'un tel prestige qu'elle a réussi à imposer son postulat à l'organisation tout entière; ce qui est inouï et sans précédent dans la vie politique anglaise. Le prolétariat s'échappe de l'orbite du libéralisme individualiste, bouleverse toutes les traditions, et accepte un principe dont le développement dialectique et pratique, conduit tout droit à la dictature du prolétariat, à l'exécrable léninisme, à la tyrannie rouge des Soviets des ouvriers et des paysans.

Voilà ce qu'il en est : et c'est ainsi que cela se passera.

Le prolétariat anglais, pour la première fois, participe aux élections avec un programme bien à lui, et, en refusant de collaborer avec la gauche bourgeoise, il pose un préalable critique qui considère le Parlement et le suffrage universel comme des organismes usés, désormais insuffisants; des mécanismes représentatifs qui ne sont acceptés que provisoirement, comme le moyen suffisant et nécessaire de développer la puissance ouvrière, de garder le contact avec les grandes masses et d'acquérir du prestige. Le prolétariat ne reconnaît pas dans le pouvoir exécutif, qui émane du Parlement, le dépositaire de ses intérêts et de ses aspirations. Le pouvoir exécutif du prolétariat réside dans ses organismes de classe : seuls ceux-ci ont vocation de représenter les intérêts et les aspirations du prolétariat à la Conférence de la paix; c'est en eux que réside la dialectique constitutionnelle de l'Ordre nouveau que le prolétariat anglais veut instaurer pour faire partie de l’Internationale mondiale, basée sur la socialisation des moyens de production et d'échange.

---

298 Sur l'intérêt de Gramsci pour les expériences du mouvement ouvrier anglo-saxon, cf. outre son article « L'exemple anglais», pp. 191-195, la note 1, p. 308.

Cette position critique n'est pas encore devenue conscience organique distincte de tout le prolétariat anglais : s'il en était ainsi, l'Angleterre aurait déjà atteint le moment historique de la révolution sociale. Mais elle le deviendra. Le simple fait que le Labour Party ait fait sienne l'expression élémentaire du postulat maximaliste, démontre que si les maximalistes ne sont pas encore la majorité, ils tendent à le devenir. Ils suivent la tactique social-démocrate que les bolcheviks ont appliquée en Russie avec tant de succès : les prolétaires doivent se convaincre par eux-mêmes que seuls les organismes de classe représentent leurs intérêts de classe et leurs aspirations, qu'il faut travailler pour que le pouvoir exécutif de la nation passe du gouvernement parlementaire aux organisations, aux Conseils des ouvriers. L'État bourgeois est victorieux, les institutions libérales jouissent encore de beaucoup de prestige parmi les prolétaires, et il n'est pas facile de réaliser une majorité prolétarienne énergique et décidée. Mais les maximalistes anglais sont tenaces; le Parlement qui sortira de ces élections aura une orientation impérialiste et conservatrice, le gouvernement s'en servira pour imposer à l'Allemagne révolutionnaire une paix de Brest-Litovsk, pour essayer d'abattre la République des Soviets. Mais, à côté du gouvernement parlementaire, surgit et se développe le libre pouvoir des travailleurs anglais. Le conflit entre les deux pouvoirs ne tardera pas à éclater et à grandir et c'est le pouvoir des travailleurs qui vaincra. C'est dans l'avènement de la dictature du prolétariat anglais qu'est le salut des Républiques socialistes de Russie et d'Allemagne, le destin de l'Internationale prolétarienne, de l'Ordre nouveau mondial.

Sans signature, *Avanti !,* édition piémontaise, 12 décembre 1918.

LE SPECTRE

« Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies dans une Sainte Alliance pour traquer ce spectre.» Les puissances de la vieille Europe ont changé depuis ces jours de février 1848 où K. Marx écrivait l'exorde du *Manifeste communiste: il* reste le pape bien amoindri dans son prestige spirituel et dans son pouvoir historique; le tsar a été englouti et, sur les ruines de la Sainte Russie, le communisme construit l'Ordre nouveau; il ne reste plus les descendants de Metternich, qui, d'Autriche, se sont réfugiés en Occident; il reste les radicaux français et les policiers allemands qui luttent dans les rues de Berlin contre les colonnes d'ouvriers et de soldats conduits par Karl Liebknecht.

Le spectre est devenu un être en chair et en os : et pour cela plus épouvantable encore. Le spectre s'est matérialisé en un État qui a ses frontières, son armée, son trésor publie; qui a une organisation qui se développe sans cesse et qui offre aux prolétaires, non plus un *Manifeste,* impitoyablement corrosif, de pure critique négative, mais un patrimoine d'expériences positives, une méthode d'action, une « pratique» qui vivifie la théorie et rassemble les individus dans une nouvelle forme sociale vibrante d'énergie en mouvement vers le plus parfait et le plus distinct.

Le spectre est devenu un incube qui hante les vieilles bigotes des Églises politiques désertées par la foi : il a pris un nom, Lénine, un nom démoniaque qui bouleverse les consciences endurcies et les agite de fureur aveugle, de délires spasmodiques. Une de ces pâles et tremblantes bigotes hantées par le démon est Napoleone Colajanni, le vieux républicain qui fait un bruit du diable pour que l'on ferme les portes et les fenêtres de l'Église désertée par la

foi et que l'on repousse le démon léniniste qui danse sur la place, agile et leste, prêt à s'introduire et à souiller le temple sacré. Napoleone Colajanni a répudié le Congrès républicain de Florence[299], il ne le reconnaît pas, il met en garde les congressistes qui croient ingénument travailler pour la république. Les congressistes ont travaillé et travaillent pour le léninisme. La politique est léninisme, l'existence des partis est léninisme, le libre examen est léninisme, construire des programmes est léninisme, la vie est léninisme. Ce n'est que dans la mort, dans le silence, dans l'inertie que sont l'ordre et le salut. Les hommes sont devenus trop inquiets, ils réfléchissent trop, ils observent trop : on n'arrive plus à les comprendre, ils sont fous, ils sont obsédés. Il est devenu impossible de prévoir le futur: on travaille pour la république, et voilà que ces terribles scélérats, que sont les hommes, s'aperçoivent que la république doit être celle des Soviets, et ils appellent la « vraie» république, la république des « bourgeois et des renégats». On travaille pour avoir la Constituante et une fois qu'on l'a obtenue, voilà que ces mêmes individus méprisables, après l'avoir exploitée pour leurs louches objectifs, la méprisent, la renient, la dissolvent et exaltent une souveraineté populaire dont aucun manuel n'a jamais débattu, qui n'a jamais trouvé place dans aucun des textes sacrés de la démocratie. C'est pourquoi il ne faut pas travailler, il ne faut pas bouger, il faut faire le mort, il faut feindre d'être idiot. Le spectre démoniaque se troublera, il ne comprendra plus rien, il sera lui aussi aussi mort qu'une momie. Se passera-t-il par hasard quelque chose? Le monde sera-t-il bouleversé? Mais pas du tout; le monde est tranquille; tout le monde est content; il faut le croire et le soutenir, si l'on veut exorciser le spectre, si l'on veut se défendre de la lumière léniniste.

En définitive la lettre de Colajanni a été la manifestation la plus sincère du Congrès républicain.

Sans signature, *Avanti !,* édition piémontaise, 13 décembre 1918; édition milanaise, 16 décembre 1918.

LA CROISADE CONTRE LA RUSSIE

Il paraît que les gouvernements de l'Entente ont renoncé à leur croisade contre la Russie des Soviets. Les journaux et les agences ont soudain changé de ton. Non qu'ils aient mis un terme à leurs calomnies grossières et à leurs basses injures contre les hommes qui représentent le pouvoir du prolétariat russe, mais ils se sont aperçus tout à coup qu'une expédition militaire en Russie signifierait pour l'Entente le début d'une nouvelle guerre colossale, l'éloignement de la patrie de leurs fils bien-aimés, qui doivent au contraire travailler à la reconstruction; ce serait prolonger encore la période des restrictions, puisque les flottes marchandes seraient encore une fois réquisitionnées pour les transports militaires; cela représenterait un risque financier, etc. etc. Voilà pourquoi on affirme aujourd'hui que les récentes déclarations de lord Milner ne représentent que son point de vue personnel et que lui-même doit être considéré comme virtuellement démissionnaire; on dénie aujourd'hui toute valeur officielle et officieuse au

[299] Un congrès républicain s'était tenu à Florence les 8-9 décembre 1918 et avait appelé, tout comme le Parti socialiste, à la convocation d'une constituante. Quoique républicain de vieille date, Napoleone Colajanni avait refusé d'y participer en évoquant, dans la lettre dont parle Gramsci, la possibilité d'un débordement révolutionnaire : « Si, par notre action, nous précipitions aujourd'hui la chute de la monarchie, J'ai la ferme conviction que nous irions au-devant d'une tentative désastreuse de léninisme à la russe, que favoriseraient la propagande scélérate du socialisme défaitiste et les conditions économico-sociales créées par la guerre, même si victorieuse.» Sur Napoleone Colajanni, cf. également note 3, p. 81.

communiqué de l'agence Reuter, diffusé en Italie par la Stefani[300]; M. Milioukov vient d'être expulsé de Paris et les autres victimes éminentes du bolchevisme débarquées ces derniers jours à Paris et à Londres (lorsque lord Milner a déclaré ceci, la Reuter cela et Wilson a eu un entretien) ont été piteusement consolés par la grande presse et priés de mettre leur âme en paix, puisque, malheureusement, on ne peut rien en faire.

Que signifie ce changement de ton des grands journaux capitalistes? On ne peut croire à une conversion due exclusivement à une évaluation plus approfondie des difficultés techniques d'une expédition militaire en Russie. Beaucoup d'autres facteurs ont dû y contribuer et, en particulier les rivalités entre les grandes puissances Capitalistes et l'attitude résolue du prolétariat anglais, qui peut s'opposer plus directement à la volonté réactionnaire du capitalisme, parce que c'est en Angleterre que se nouent et se renouent les fils de toutes les conjurations antibolcheviques.

C'est sur un rythme toujours croissant que se diffusent au sein du prolétariat anglais les courants socialistes qui s'inspirent dans leur propagande théorique et dans leurs tactiques, des expériences révolutionnaires du Parti communiste russe des bolcheviks. Aux premiers jours de décembre les journaux anglais ont publié une déclaration de miss E. Silvia Pankhurst qui démentait avoir fait acte de candidature aux élections : « Celle candidature n'a jamais existé: je considère le Parlement comme un système anachronique et j'espère et je crois que le système des Soviets, comme on l'appelle en Russie, sera bientôt établi dans noire pays. La Fédération des travailleurs socialistes (Workers' Socialist Federation) - à laquelle je suis inscrite - a volé à son dernier Congrès en faveur du système du gouvernement des Soviets et a décidé que son programme politique devait être élaboré de manière à hâler le plus possible l'instauration de ce système en Angleterre.»

Le prolétariat anglais a gardé des relations avec le prolétariat russe. Il y a quelques jours le « Soviet panrusse de la Fédération du textile» et l' « Administration supérieure de l'industrie textile» de la République russe ont envoyé un message a la Fédération des ouvriers textiles de Manchester, pour féliciter le prolétariat anglais d'avoir «commencé la lutte contre la classe capitaliste»; le message conclut : « Espérons que la lutte s'achèvera bientôt par votre victoire sur les oppresseurs et que dans un avenir très proche le prolétariat russe et le prolétariat anglais pourront travailler fraternellement pour instaurer dans le monde entier, l'ordre socialiste.»

Le prolétariat anglais a valeureusement combattu, au cours de la campagne électorale, la politique russe du gouvernement britannique, et il a été aidé en cela par les grands journaux radicaux. Les radicaux anglais sont préoccupés par le sort de l'empire; ils se souviennent que l'attitude de Pitt à l'égard de la Révolution française a coûté à l'Angleterre vingt ans de guerres napoléoniennes et a fait peser une menace incessante sur les Indes. Pitt ne put empêcher le triomphe de la Révolution française : on pourrait éviter aujourd'hui que les Indes se soulèvent. Les bolcheviks ont déjà constitué un bureau chargé des soins de la propagande aux Indes - au début du mois de novembre, Moscou a accueilli solennellement une délégation de musulmans venant de Delhi. L'Angleterre a-t-elle intérêt à exaspérer les bolcheviks? Et si les Alliés organisaient une expédition militaire contre la Russie, quelle garantie aurait l'Angleterre que les Alliés ne finiraient pas par la laisser seule avec sur les bras une insurrection coloniale et, à

300 Stefani : agence de presse italienne.

l'intérieur, une révolution prolétarienne ? La puissance que la Grande-Bretagne a acquise pendant la guerre n'est certainement pas faite pour lui gagner beaucoup de sympathies : les alliances sont très aléatoires. Le Japon pourrait très bien se ranger contre l'Empire britannique et collaborer aux Indes avec les bolcheviks : en attendant, le Japon appuie le gouvernement de Semenov contre le gouvernement de Koltchak dans cette partie de la Sibérie où convergent les routes du Turkestan, de l'Afghanistan et de l'Inde. C'est pour cela que les radicaux anglais soutiennent le prolétariat dans sa campagne contre l'intervention et que le *Manchester Guardian* pose aux ouvriers cette question, démagogique pour les conservateurs : « Les ouvriers anglais permettront-ils que leurs fils et leurs frères soient envoyés en Russie pour noyer dans leur sang et dans le sang des ouvriers russes, un système social qui répond à leurs aspirations?»

C'est cet enchevêtrement de motifs contradictoires qui a pu déterminer le changement d'attitude de la presse capitaliste sur le problème de l'intervention. Mais il ne faut pas trop se réjouir. Le salut de la Révolution russe est basé essentiellement sur l'énergie du prolétariat international, sur le rythme toujours croissant de la reprise de la lutte de classe dans les pays de l'Entente. La République des Soviets ne pourra avancer dans la voie du communisme intégral que si le monde entier ou du moins si les nations dont le rôle est décisif pour la production et pour les échanges, instaurent le régime des Soviets. C'est d'ailleurs ce qu'ont toujours affirmé Lénine et les autres camarades socialistes russes. Et déjà la solidarité entre la Russie et l'Internationale produit ses effets bénéfiques pour le salut du socialisme et de la classe travailleuse.

Sans signature, *Avanti !,* édition piémontaise, 27 décembre 1918.

DEUXIÈME PARTIE

« L'Ordine Nuovo» et les Conseils d'usine
1919-1920

La résolution adoptée à la Conférence de la paix, à l'égard de la République russe des Soviets, est encore aujourd'hui différemment commentée par les journaux de l'Entente[301]. Comme impression générale, on peut parler d'une complaisance diffuse dans la presse anglaise pour le fait que ce soit le programme du président Wilson qui ait prévalu dans cette décision particulière, et d'un ton amer et déconcerté dans la presse française.

Mais ces commentaires de la presse bourgeoise n'ont qu'une importance relative; ils ne peuvent guère servir qu'à établir une orientation générale permettant de fixer à quel niveau de culture politique sont arrivés les cercles de journalistes et les « milieux généralement bien informés» qui dirigent les grands courants de l'opinion publique internationale.

Le problème posé par la résolution de la Conférence de Paris n'est pas un problème littéraire d'histoire de la culture; c'est le problème essentiel du monde d'après-guerre, c'est la question fondamentale d'une nouvelle assise juridique et économique de la société humaine qui recherche un nouvel équilibre pour la reprise de la production et des échanges non seulement des marchandises mais aussi des idées.

Une coexistence pacifique est-elle en soi possible entre la République des Soviets et le reste du monde, si l'on suppose que dans le reste du monde, se poursuit une domination politique de la classe possédante conçue par elle comme établie à perpétuité? Est-il possible d'engrener, en quelque manière, l'activité internationale de la République des Soviets, autrement dit d'un État socialiste, avec l'activité des États bourgeois, même dans l'hypothèse où régnerait dans ces derniers le libéralisme le plus radical?

Nous ne le croyons pas, même en accordant à la résolution de Paris toutes les sacramentelles qualités wilsoniennes de la loyauté, de la sincérité ou du respect de la force majeure. L'impossibilité est dans les choses, elle est dans le tissu vivant de l'économie et du contexte social . la bonne volonté des hommes politiques peut remédier à de légères oppositions de forme, elle peut établir des institutions internationales transitoires, en contraignant les belliqueux à reconnaître leur condition subalterne dans la hiérarchie des États, à condition

[301] L'un des premiers problèmes que dut affronter le Conseil des Dix (rassemblant les cinq grandes puissances) au cours des sessions préliminaires à la Conférence de la paix fut celui de l'attitude à adopter envers le gouvernement bolchevique. Alors que le Conseil venait en effet de refuser d'admettre à la conférence les délégations des « gouvernements» de Koltchak et de Denikine, un fonctionnaire nord-américain, mandaté par Wilson, s'entretenait à Copenhague avec Litvinov du règlement des dettes russes et d'une éventuelle atténuation de la propagande bolchevique dans les pays occidentaux. C'est pourquoi Lloyd George proposa, dès la 16 janvier 1919, de lancer un appel à une sorte de « trêve de Dieu» entre les différents pouvoirs qui se disputaient la Russie : « La Russie est un immense pays qui occupe un vaste espace de l'Europe orientale et une partie considérable de l'Asie. Maintenant que nous avons décidé de son destin, nous devons trouver un gouvernement qui se soumette à nos décisions n (Alexandre Kerenski, La Russie au tournant de l'histoire, Paris, 1967, pp. 667-668). L'appel du Conseil des Dix fut rendu public le 24 janvier 1919 : « Tous les gouvernements établis de facto sur les territoires qui avaient appartenu à l'Empire de Russie seraient convoqués dans l'île de Prinkipo, pour une réunion qui parviendrait probablement à l'accord nécessaire» (loc. cit.). La 4 février les bolcheviks faisaient connaître leur accord de principe : sous réserve du retrait de toutes les forces d'intervention qui se trouvaient sur le territoire russe, ils participeraient à la conférence proposée pour y débattre en particulier du remboursement des dettes et de la concession d'avantages économiques à des ressortissants des puissances occidentales. Mais les « blancs», soutenus par le gouvernement français et par certains hommes politiques britanniques (Lord Curzon, Winston Churchill), refusèrent radicalement de participer à toute confrontation de ce type et le projet dut être abandonné.

toutefois qu'il existe une homogénéité de substance et de forme entre les États qu'on entend ordonner et subordonner.

Entre la République des Soviets et les autres États du monde, il n'existe pas d'homogénéité, il ne peut donc subsister une quelconque cohésion. De même que les prolétariats nationaux ne peuvent collaborer avec les bourgeoisies sans se dissoudre comme énergie historique et spirituelle et sans appauvrir et obscurcir toute la vie du monde, de même la République des Soviets ne peut collaborer avec les États bourgeois, elle ne peut s'engrener sur un ordre international dominé par le capitalisme, sans trahir la mission historique inscrite au plus profond de ses origines et de son développement progressif.

La résolution de Paris doit donc être considérée comme un épisode des Plus contingents de la vie internationale, et qui ne présente aucune possibilité de développements juridiques et historiques qui aient un caractère quelconque de stabilité.

Elle pourra bien aboutir à un pacte ne différant guère en substance d'un arbitrage entre patron et ouvriers, mais elle ne pourra pas aboutir à un traité d'alliance ouvrant à une coopération permanente : avec l'abolition de la lutte des classes partout où s'exerce sa souveraineté, l'État russe est devenu un État prolétarien qui se trouve face aux États capitalistes, dans la position dialectique de la lutte des classes.

La Russie collabore dans le monde avec le prolétariat international, elle partage avec lui espérances et douleurs, elle est sensible aux succès et aux échecs de la lutte que mène le prolétariat international pour conquérir la domination politique et abolir les classes sur le territoire des divers États capitalistes.

La résolution de Paris pourra bien aboutir à une trêve dans la lutte, trêve d'ailleurs purement militaire; mais le danger ne disparaîtra pas parce que l'effort militaire aura cessé. Lorsqu'elle oppose des États, la lutte des classes peut avoir les mêmes effets qu'un conflit militaire. Ainsi l'échec d'une grève signifie-t-il souvent la dissolution d'une alliance professionnelle : s'il l'emporte dans la lutte de classe entre États, le monde capitaliste peut provoquer la dissolution par épuisement de l'État prolétarien russe.

La paix militaire ne signifie donc pas pour la République russe, le libre développement de la Révolution communiste. Ce libre développement est conditionné par l'existence dans le monde d'une grande organisation prolétarienne et par le développement de celle-ci contre l'organisation capitaliste. La Commune russe se réalise avec la réalisation du socialisme dans le monde, elle n'est guère plus socialiste que n'est socialiste le reste du monde, elle entrera dans le processus définitif de socialisation quand le prolétariat aura réalisé sa dictature politique dans le reste du monde.

Dans la mesure où elle est le produit réel d'un équilibre des forces entre les classes en lutte au sein des États de l'Entente, la résolution de Paris est un épisode contingent; sa productivité dépend de l'énergie des divers prolétariats et du temps qu'il faudra au prolétariat des principaux États bourgeois du monde pour que l' « arbitrage» devienne « contrat» permanent et que la République des Soviets agisse en solidarité avec le reste du monde.

Signé A.G.,
Avanti !, édition piémontaise, 27 janvier 1919.

LE PAYS DE POLICHINELLE

Quotidiennement, les journaux officieux de tel ou tel des pachas irresponsables et incontrôlés qui constituent le ministère Orlando[302] publient un bulletin de santé sur la censure. Pas plus tard qu'avant-hier le Popolo Romano annonçait :

« Nous apprenons avec le plus vif plaisir de source sûre que des dispositions ont été prises par le ministère de l'Intérieur afin que les services de la censure s'en tiennent scrupuleusement aux tout derniers décrets de la Lieutenance[303]*, en évitant des interprétations excessives et les réclamations qui s'ensuivent[304] .»

Les nouvelles dispositions accordées ne modifieront en rien les choses qui continueront à être soumises au régime de l'arbitraire qui depuis quatre ans a réduit les « fils de Rome» au rang d'une tribu de cannibales de la Papouasie.

Les doctrinaires du droit constitutionnel discutent sur la formule la plus propre à définir l'État italien. L'État italien est-il parlementaire, constitutionnel, absolu? Ou bien unit-il en une brillante synthèse, reflet des qualités éminemment pragmatiques de notre peuple, tout ce qui s'est montré valable dans les expériences démocratiques des autres peuples? A travers l'épreuve de la guerre, l'État italien a finalement révélé son essence profonde : c'est l'État de Polichinelle, c'est le domaine de l'arbitraire, du caprice, de l'irresponsabilité, du désordre immanent, génération d'un désordre toujours plus asphyxiant. Dans les États absolus, il existe un seul autocrate, dépositaire de la souveraineté et du pouvoir; au pays de Polichinelle, les autocrates se multiplient par génération spontanée : la tribu des secrétaires et des sous-secrétaires d'État est une pépinière de pouvoirs autocratiques, dont chacun opère pour son propre compte, fait, défait, amoncelle et détruit, détruit la richesse nationale; les préfets sont des autocrates, les sous-préfets, les commissaires qui unifient le fatras des dispositions, circulaires, décrets pris au nom du bon plaisir; les hommes de la Censure qui, choisis sur le critère de la bienfaisance, pour assurer une vieillesse décente aux ratés du journalisme et de la bureaucratie, jouent le jeu sonninien-conservateur[305] et taillent et défigurent l'Avanti !, en ne se préoccupant que de prolonger à perpétuité leur canonicat et les somptueux apanages qui vont avec la charge; autocrates les généraux, les délégués, les policiers. Chacun de ces « serviteurs» du pouvoir exécutif a transformé la sphère de son action en une satrapie qui échappe aux lois générales, en un État dans l'État, où l'abus et le passe-droit constituent l'activité quotidienne qui emporte et dissout les traditions, la sûreté, les intérêts dits légitimes, les hiérarchies sentimentales et autoritaires, les rapports sociaux.

---

302. Vittorio Emmanuele Orlando était président du Conseil depuis Caporetto. Mis en minorité à la Chambre le 19 juin 1919, il fut remplacé par Nitti.

303 * Devenu chef des armées du fait de la guerre, le roi d'Italie avait délégué ses pouvoirs législatifs à un lieutenant, d'où le nom de « décrets de la Lieutenance , au lieu de - décrets royaux ~ (N.d.T.).

304 La censure avait été instaurée, la veille de l'entrée en guerre, par un décret royal du 23 mai 1915. Elle devait être abolie le 29 août 1919, mais fut rétablie pendant la campagne électorale de la même année (décret royal du 5 octobre 1919). Giolitti lui-même devait demander sa suppression dans son discours de Dronero du 12 octobre 1919.

305 Sonniniana-conservatrice: du nom de Sydney Sonnino, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Orlando. Cf. note 1, p. 195.

Nous traversons la phase critique du procès de dissolution de l'État capitaliste, contraint par les événements à faire plus qu'il ne peut alors qu'il est incapable de faire tout court, qui intervient dans le domaine d'action des initiatives privées et n'y engendre que confusion, trouble, arrêts de développement, qui proclame à tous les échos la liberté et l'ordre et tremble au moindre mot hétérodoxe, à la moindre affirmation théorique de principe. L'État italien, c'est l'État de Polichinelle où personne ne commande parce que le commandement appartient à une infinité d'irresponsables, où personne ne crée parce que les incompétents mènent la danse autour des prébendes et des sinécures, où le lendemain est sombre parce qu'il n'existe pas une activité générale organisée qui suive en droite ligne une voie connue. C'est le pays du désordre permanent, de la censure permanente, de l'état de siège permanent, même si des décrets et des dispositions particuliers annoncent, confirment, répètent, avertissent, assurent. Il n'existe plus d'État? Il n'existe plus de lois générales? Il n'existe plus d'autorité hiérarchisée qui parvienne à obtenir l'obéissance des subalternes? Polichinelle tremble; il a entendu du bruit et la terreur blanche lui a arrêté le cœur, lui a brisé les nerfs, lui a atrophié le cerveau.

Sans signature,
Avanti !, édition piémontaise, 30 janvier 1919.

LES RUSES DE L'HISTOIRE[306]

Les sycophantes de l'idéologie des coffres-forts conçoivent l'histoire comme une prostituée que le souteneur, mécontent de ses maigres profits, peut étrangler ou poignarder. Mais l'histoire est une femme très prolifique et très rusée, qui ne se laisse supprimer ni par le poignard, ni par les bombes incendiaires, ni par les mitrailleuses; elle ne craint pas les coups d'audace des aventuriers soudoyés, ni l'action complexe et systématique de l'appareil autoritaire.

L'histoire qui est liberté, finit toujours par démantibuler et rendre inutilisables les lourdes machines rouillées du pouvoir et de la répression; leste et légère, à peu de frais, elle immobilise les catapultes les plus menaçantes.

L'histoire qui est une activité permanente et essentielle de vastes énergies associées, ne s'arrête, ni ne faiblit parce qu'on supprime des individus : l'histoire peut très bien être comparée à l'héroïque mère romagnole qui, à l'ennemi implacable qui torture ses enfants, d'un geste d'une obscénité grandiose exhibe son sexe générateur de nouveaux lutteurs acharnés.

Le mensonge, la déloyauté, le piège sournois voudraient tuer l'histoire qui n'est que vérité, loyauté, conscience claire et droite. A l' « initiative privée » qui se promet - par les complots, par le poignard, par des gestes audacieux - d'anéantir l'élan irrésistible de la lutte de classe, menée par le prolétariat pour son autonomie dans la production industrielle et agricole et dans les obscurs méandres de la politique internationale, l'appareil autoritaire de l'organisation étatique ajoute l'artillerie lourde de ses institutions : la censure, le monopole du télégraphe, du téléphone, de la poste, des chemins de fer, l'agence Stefani. L'artillerie légère de l'initiative

[306] Ce titre est un « hommage» à Giambattista Vico.

privée attaque la classe prolétarienne, elle tue ses hommes, elle détruit son petit patrimoine, création du lourd et patient sacrifice de millions de volontés, riches de foi. L'artillerie lourde de l'appareil d'État protège les dévastations de l'artillerie légère; le mensonge diffusé par les agences est multiplié par les millions de feuilles de milliers de journaux, forteresses des coffres-forts; la vérité est expulsée du téléphone et du télégraphe, et si elle réussit malgré tout à passer, elle est caviardée par la censure. Mais l'histoire qui est essentiellement liberté, et vérité, ne se laisse pas enfermer dans une bouteille comme le diable par le magicien. L'histoire qui est lutte de classe, s'adapte spontanément, originalement, pour dépasser le mensonge et la déloyauté.

Hier les journaux de la bourgeoisie de Milan et de Turin n'ont pas paru : la solidarité de classe des typos a supprimé pour un jour la déloyauté et le mensonge antiprolétarien. La Vérité, mutilée, a triomphé dans cette modeste édition turinoise de l'Avanti !. Épisode qui est un signe des temps. La classe des ouvriers et paysans a elle aussi son artillerie lourde; la classe ouvrière et paysanne se révèle, avec une efficacité toujours accrue, comme l'Anti-État, qui peut opposer à l'État capitaliste un colossal appareil de forces, d'autant plus puissant qu'il sera pleinement conscient. L'action de classe des typographes, leur intervention solidaire dans la lutte toujours plus furieuse et sauvage, peut être décisive.

Le journal est la grande tranchée de la lutte de classe; mais le journal est fabriqué par les ouvriers, c'est grâce au travail de l'ouvrier que la nouvelle et l'opinion prennent une forme sensible. Une censure radicale a été exercée *pendant une seule journée* contre la déloyauté et le mensonge; la révolte ne restera pas un geste éphémère, elle ne s'épuisera pas *en un seul jour.* La lutte de classe s'adapte avec agilité aux événements : l'histoire est une femme très féconde et très rusée, qui ne s'arrête point *[deux lignes et demie censurées].* Chaque force adverse doit être combattue avec des forces adéquates : à la censure du mensonge et de la déloyauté, qui veut impunément poursuivre et intensifier le travail ravageur de la délinquance privée, au mensonge et à la déloyauté, la classe prolétarienne doit opposer, dans ses corporations compétentes, la censure rouge. L'initiative de Turin et de Milan ne doit pas rester un acte isolé : la conscience et la volonté de classe doivent en étudier les conséquences et en élaborer l'expérience. La ruse de l'histoire doit devenir action coordonnée et méthodique et réaliser ainsi des rapports civils supérieurs de la vie sociale, et redonner ainsi au rôle du journal la valeur éthique que le capitalisme dissolvant avait cru acheter avec les « dépenses diverses» de ses budgets.

Sans signature,
Avanti !, édition piémontaise, 18 avril 1919.

UNE DÉBÂCLE ET UNE GENÈSE

Les conflits intimes et les antagonismes irréparables, immanents à la structure économique de la société capitaliste, ont affleuré à grand fracas à la surface de l'histoire, après avoir remué jusqu'aux couches les plus profondes et les plus obscures de la masse humaine. On peut dire qu'en cette période de la vie du monde, il n'existe plus aucun individu qui ne soit troublé par une préoccupation politique, c'est-à-dire qui ne comprenne et ne ressente les liens qui unissent le destin de chaque individu à la forme de l'État national et à la forme d'équilibre international à l'intérieur de laquelle les différents États se coordonnent et se subordonnent.

Ce phénomène est capital dans le processus de développement historique de la civilisation; c'est lui qui représente les colonnes d'Hercule des possibilités historiques de la classe capitaliste, qui est allée jusqu'à l'épuisement de sa mission.

La bourgeoisie a distillé tout le mal et tout le bien qu'elle pouvait distiller : dans la période que nous vivons, la somme des maux est démesurément plus longue que n'importe quel catalogue de bienfaits que l'esprit historique le plus impartial pourrait dresser en éloge posthume à cette force sociale, la plus dynamique et la plus efficiente qui soit jamais apparue au cours des lents et ternes millénaires de l'histoire du genre humain.

Le tableau de la vie internationale, telle qu'elle a pris forme durant ces derniers mois, évoque une épouvantable tempête sur un paysage de ruines. Un monde s'est écroulé, et la métaphore est d'autant moins emphatique que l'écroulement a été simultané dans le monde entier. L'organisation de la civilisation mondiale, qui s'était bâtie au cours d'un processus très lent de juxtapositions et de suprématies nationales et impériales partielles, s'est désagrégée dans sa totalité.

Les États libéraux métropolitains se décomposent à l'intérieur dans le même temps que le système colonial et celui des sphères d'influences s'effrite; ce processus de décomposition se déroule à un rythme d'une rapidité foudroyante qui menace la cohésion de l'humanité dans ses plus profondes racines vitales : la faim et les épidémies ont déployé un livide manteau sépulcral sur la race des hommes.

La production des biens matériels est tarie, le dense réseau de trafics entre les grands marchés de production et de consommation a été démantelé, le ressort de l'activité industrielle et agricole a été brisé. On ne produit plus si l'on n'est plus assuré de vendre, on n'achète plus si l'on ne produit ni ne vend.

Les rapports de production, avec tous les rapports sociaux qui en découlent entre classes, entre nations, entre continents, sont radicalement bouleversés. Il en est résulté un déchaînement de forces démoniaques que la classe dirigeante bourgeoise, qui a usé son intelligence et son humanité dans l'âpre exercice du pouvoir, durant les années de guerre, ne peut ni freiner ni contrôler. *[Vingt lignes censurées.]*

C'est dans la classe internationale des ouvriers et des paysans que se trouve la renaissante jeunesse de la civilisation humaine. L'histoire est pérennité : le mal ne peut prévaloir, le désordre et la barbarie ne peuvent prévaloir, l'abîme n'engloutira pas les hommes. Le monde est en train de se sauver lui-même, avec ses propres énergies qui naissent dans la douleur et le désespoir, avec un trésor d'énergie morale et une potentialité de sacrifice et de sérieux sans pareils. Une société, la société capitaliste, est en train de s'écrouler; une révolution, la Révolution communiste, arrive à marche forcée. La chose morte s'efforce de contaminer la chose vivante, mais désormais le triomphe de la vie, comme le destin, est sûr et certain.

La classe prolétarienne internationale est en train de se modeler, son idéologie et sa puissance sont en train de prendre une forme concrète qui est déjà la révolution en action, qui

est déjà l'ordre nouveau qui s'organise parmi les ruines, les gravats et la puanteur des cadavres. *[Vingt lignes censurées.]*

La psychologie de la classe prolétarienne internationale a changé. Le chômage qui s'étend et la famine qui menace, funestes conséquences du marasme de l'industrie et du commerce, font que les rangs se serrent, poussent vers de nouvelles formes de vie sociale prolétarienne qui

[Neuf lignes censurées.]

[...) sont une école de vie dans laquelle s'éduque et acquiert une conscience responsable la classe nouvelle qui dirigera le destin de l'humanité et s'identifiera, par la suite, après une très rapide évolution, avec l'humanité tout entière.

Nous enregistrerons et nous étudierons dans cette chronique, les phénomènes révélateurs du double processus historique à travers lequel la société se décompose et se renouvelle, meurt et renaît de ses cendres, auxquelles nul ne rend hommage. La décomposition des États libéraux, qui, pour se défendre, se suicident en reniant le principe de liberté qui leur avait donné naissance, et grâce auquel ils s'étaient développés, le lent et tenace effort que les noyaux les plus conscients et les plus historiquement efficients du prolétariat mondial accomplissent pour s'organiser [...] [Une ligne censurée.]

[...] recréer les tissus conjonctifs sociaux, susciter une unité morale du monde qui soit plus vaste et comprenne davantage d'éléments, réaliser les thèses marxistes du communisme en instaurant une république fédérative [307] [...] *[Deux lignes censurées.]*

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 1, 1er mai 1919.

MAJORITÉ ET MINORITÉ DANS L'ACTION SOCIALISTE [308]

Majorités et minorités, réformes et révolutions, ce ne sont là que mots archaïques et vides de sens, s'il faut les prendre au sens traditionnel, codifié par les livres et défini par les actes des congrès.

Il n'existe plus de majorités ni de minorités : ce qui existe, c'est le chaos social. Il n'existe plus de possibilité de réforme; là où il n'y a rien le roi lui-même perd ses droits, à plus forte raison le réformiste ! Le réformisme est un luxe des temps d'abondance, c'est la prodigalité du mauvais riche envers Lazare affamé. Le concept de révolution, lui aussi, a pris corps de façon originale : aujourd'hui il a une signification « constitutionnelle», il a pris une valeur concrète idéale et historique; il désigne le processus conscient d'instauration d'un nouveau type d'État, la République des Conseils ouvriers et paysans.

---

[307] C'est sans doute là un point où se fait sentir, entre autres, l'influence du fédéralisme de Salvemini.

[308] Cette note faisait suite à l'article de Luigi Serra, « Maggioranza e minoranza nell'azione socialiste», publié dans L'Ordine Nuovo du 15 mai 1919. Anticipant sur son article du 21 juin 1919, Gramsci y abordait, de manière encore voilée, le problème de la « démocratie ouvrière».

Il existe une organisation usée et rouillée et c'est tout l'ensemble des institutions économiques, politiques et morales, engendrées par la structure économique de la propriété privée capitaliste, par l'État parlementaire national. Elle ne parvient plus à faire le compte de ses adhérents, car ils la désertent, car ils fuient terrorisés ou écœurés par sa domination. La « majorité» de la bourgeoisie est un mythe impudent, la réalité effective peut être exprimée par les équations que voici : une mitrailleuse vaut mille hommes; mille citoyens, membres de la « garde blanche», mobilisés en permanence pour remplir leur rôle si subtilement en rapport avec les principes de la démocratie, valent cent mille citoyens contraints à aller en usine s'ils veulent se nourrir, et nourrir leurs familles .

Et il existe une organisation en devenir, celle des ouvriers et des paysans. *Elle non plus ne peut faire le compte de ses adhérents, empêchée qu'elle en est, arbitrairement et illégalement, par les pouvoirs de l'État; c'est pourquoi elle n'est pas aussi bien ordonnée et disciplinée que le* bon *philistin le souhaiterait.* Mais elle a en elle la virtualité de s'ordonner et de discipliner, elle est un tout homogène, qui n'est momentanément privé de son unité formelle que par une violence extérieure et mécanique.

La fiction juridique du contrat statutaire de coexistence pacifique entre les classes et les couches en concurrence légale pour la conquête de l'État est irrémédiablement tombée. Elle avait permis à la classe possédante de digérer en toute tranquillité les castes et les institutions féodales; elle avait servi à la nouvelle classe prolétarienne pour se retrouver, et tracer les grandes lignes de son unification. Elle est devenue dangereuse dans la mesure où la force du prolétariat est déjà suffisante pour pouvoir « légalement» abolir les classes et les institutions capitalistes. C'est pourquoi l'État, en tuteur vigilant de la classe possédante, a déchiré allégrement le contrat et a placé dans la force armée l'espoir que sa pupille ne serait pas congédiée. Les armes sont la raison suprême, la façon dont la classe possédante résout ses problèmes intérieurs et extérieurs, qui se ramènent à des problèmes de propriété.

Si l'on est des gens comme il faut, il n'est plus permis de discuter de légalisme. La légalité n'existe plus *et* ne *pourra plus* exister. Telle est la caractéristique de la période actuelle : les États libéraux renient leurs principes vitaux, ce qui veut dire qu'ils sont en pleine banqueroute; les forces bourgeoises indépendantes, irresponsables, agitées, tendent à déborder les pouvoirs légitimes et ceux-ci n'ont même pas la force d'opposer une résistance. Sur ce point, il n'est permis ni de s'illusionner, ni de laisser illusionner autrui.

Il est nécessaire d'accomplir avec un courage intrépide et une conscience inflexible le sauvetage de la civilisation, d'empêcher que la décomposition ne ronge et ne pourrisse les racines de la société humaine : l'arbre dépouillé et sec peut reverdir. Nous n'y sommes pas préparés? C'est là notre sort tragique, et nous ne sommes en rien responsables de son accomplissement. Cependant notre responsabilité serait énorme si nous ne prenions pas conscience de la tragédie, et si nous ne nous efforcions pas de la circonscrire et de la dépasser.

La guerre, avec ses dévastations irréparables, n'a pas été engendrée par notre action politique et économique. Elle a produit une configuration sociale qui aurait été la même si elle avait découlé de la maturité de développement de la technique industrielle : le monopole du pouvoir et de la richesse est entre les mains d'une minorité non point sélectionnée au cours d'Un

long processus, mais choisie au hasard, souvent inepte et incapable; et les travailleurs sont concentrés en d'immenses communautés de douleur et d'attente.

Les thèses marxistes (et l'essence du marxisme est précisément dans cette configuration extrême des forces sociales, et certes pas dans les schémas ou les normes, car sans cela Marx aurait été un *cabaliste*[309] * et non un génie) se sont pleinement réalisées. Il est suprêmement ridicule de gémir parce que la réalité n'est pas telle que nous la voudrions. Non *ridere,* non *lugere, sed intelligere* et travailler avec foi et avec ferveur. Disciplinons-nous, organisons-nous, constituons l'armée prolétarienne avec ses caporaux, avec ses services, avec son appareil offensif et défensif. Mais faisons le de façon originale, en accord avec les lois vitales du développement de la société communiste. L'histoire de la lutte des classes est entrée dans une phase décisive après les expériences concrètes de la Russie : la révolution internationale a pris forme, elle a pris corps depuis que le prolétariat russe a inventé (au sens bergsonien du mot) l'État des Conseils, en tirant de son expérience de classe exploitée, pour l'étendre à la collectivité, un système d'organisation qui synthétise la forme de vie économique prolétarienne organisée au sein de l'usine autour des comités d'entreprise, et sa forme de vie politique, organisée dans les cercles de quartier, dans les sections urbaines et rurales, dans les fédérations provinciales et régionales qui sont les articulations du Parti socialiste. Le régime des congrès qui élaborent, la loi, est le régime traditionnel de la vie sociale prolétarienne. Tout progrès accompli en vue de le concrétiser largement dans les consciences et à travers des institutions historiques est un progrès essentiel de la Révolution communiste. Dans cette perspective nous devons travailler activement, dans toutes les sphères d'action du mouvement prolétarien et socialiste; et c'est là le but de notre revue.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 2, 15 mai 1919.

L'UNITÉ DU MONDE

Avec le traité de Versailles et l'alliance militaire qu'il prévoit entre les États-Unis, l'Angleterre et la France, s'achève un cycle de l'histoire politique italienne. L'égarement politique et l'incapacité de ceux qui ont dirigé l'État italien après le début de la guerre européenne ont mûri leurs fruits empoisonnés.

La politique étrangère de l'État italien avait continué la politique étrangère traditionnelle de l'État piémontais, inaugurée au XVIe siècle par les ducs de Savoie. Politique purement et cyniquement utilitaire, de perpétuel balancement entre les grands regroupements de puissances qui se disputaient l'hégémonie en Europe et dans le monde. Entre la France des Bourbons et les Habsbourg, entre la France du troisième Bonaparte et les Hohenzollern prussiens qui tendent à remplacer les Habsbourg dans la Confédération germanique, entre la France républicaine, cléricale ou démocratique et les Empires centraux.

---

[309] * On appelle cabalistes, en Italie et tout spécialement à Naples, les spécialistes qui, de l'interprétation des songes et des événements de la vie, déduisent le « bon numéro» à jouer au jeu de Lotto (N.d.T.).

Les cléricaux français et de larges courants démocratiques (voir le pamphlet de Proudhon contre l'unité italienne[310]) étaient hostiles à la constitution, aux côtés de la France d'une grande puissance unitaire italienne. Camille de Cavour profita habilement du moment où Napoléon III tentait de se donner une base dynastique en s'appuyant sur les milieux du grand commerce récemment arrivés au pouvoir, et il obtint l'aide de la France pour la guerre de 1859. Quand, par l'entremise de sa femme Eugénie, Napoléon III se rapprocha de la France cléricale et prit a son compte la politique française traditionnelle, en s'opposant ainsi à l'unité allemande comme à l'achèvement de l'unité italienne, la dynastie de Savoie se rapprocha de la Prusse et conquit la Vénétie. Avec la Triple Alliance[311], elle s'assura tant contre un retour offensif de l'Autriche que contre toute agression des cléricaux ou des démocrates français : en outre, c'est par l'intermédiaire de la Triple Alliance,. qu'elle participa à l'expansion coloniale des grandes puissances européennes.

Avec la dissolution de l'Autriche et la prostration de l'Allemagne, les conditions dans lesquelles l'Italie capitaliste pouvait vivre et se développer, ont disparu. Le mythe de la guerre - l'unité du monde dans la Société des Nations - s'est réalisé dans les modalités et dans la forme qui seules étaient possibles dans un régime de propriété privée et nationale : dans le monopole du globe que détiennent les Anglo-Saxons et l'exploitation qu'ils en font. La vie économique et politique des États est étroitement contrôlée par le capitalisme anglo-américain : toutes les marchandises, toutes les voies terrestres, maritimes, fluviales, le sol et le sous-sol, tout le complexe de la production et des échanges dans le monde est contrôlé par le capitalisme anglo-américain. La guerre pour la liberté des peuples au sein des États, *[une ligne censurée]* tendance des États et des peuples. Comme tous les autres États du monde, l'Italie est devenue un État prolétaire[312] , ce qui signifie qu'elle est exploitée dans sa totalité par le capitalisme anglo-américain.

C'est la mort de l'État qui *est,* dans la seule mesure où il est souverain et indépendant; le capitalisme national -en est réduit à la condition de vassal. De même que l'ouvrier n'est pas autonome dans l'industrie, dans l'enceinte de l'usine, ainsi les capitalistes italiens ne sont-ils pas autonomes dans l'enceinte de l'État qui est leur usine, car c'est de lui que dépend leur existence en tant que capitalistes. En devenant une zone d'influence, un monopole entre les mains d'étrangers, l'État national est mort. Le monde est « unifié» dans le sens où il s'est créé une hiérarchie mondiale qui régente et contrôle avec des méthodes autoritaires le monde tout entier; ce qui est arrivé en fait c'est une concentration maximum de la propriété privée, le monde entier est un trust aux mains de quelques dizaines de banquiers, d'armateurs et grands industriels anglosaxons. Les conditions du communisme international sont réalisées totalement : le communisme est le prochain lendemain de l'histoire des hommes et c'est en lui que le monde

[310] P. J. Proudhon, La Fédération et l'unité en Italie, Paris, E. Dentu, 1862.

[311] Il s'agit, bien entendu, de la Triplice ou Triple Alliance conclue entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie par le Pacte de Vienne du 20 mai 1882. Mise en oeuvre par Depretis et renforcée par Crispi, en dépit des réticences de Giolitti cette alliance resta en vigueur jusqu'à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés.

[312] La formule « nation prolétaire» fut lancée par le nationaliste Enrico Corradini, qui tentait de « récupérer» au bénéfice du nationalisme un certain nombre de notions du langage révolutionnaire. Elle commença de se diffuser à l'époque de la guerre de Libye : La Grande Proletaria si è mossa -« La Grande Prolétaire s'est mise en mouvement»; tel fut, par exemple, le titre d'un discours de Pascoli du 27 novembre 1911. Ressuscitée avec le mythe de la « victoire mutilée», la « nation prolétaire» fit ensuite partie de l'attirail nazi-fasciste.

trouvera son unification, non autoritaire, non de monopole, mais spontanée, par adhésion organique des nations.

Signé A. *G., L'Ordine Nuovo, 1, 2, 15* mai 1919.

L'Internationale communiste 229

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

L'Internationale communiste est née[313] et s'est développée à partir des révolutions prolétariennes et avec les révolutions prolétariennes. Déjà trois grands États prolétariens, à savoir les républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine et de Hongrie, en forment la base historique réelle.

Dans une lettre à Sorge du 12 septembre 1874, Friedrich Engels écrivit à propos de la Ire Internationale en voie de désagrégation : « L'Internationale a dominé dix ans d'histoire européenne et peut regarder son œuvre avec fierté. Mais la forme dans laquelle elle a survécu est dépassée. Je crois que la prochaine Internationale sera, après les quelques années nécessaires pour que l'œuvre de Marx opère son action, directement communiste et qu'elle instaurera nos principes.»

La IIe Internationale ne réalisa pas les espoirs d'Engels ; après la guerre, au contraire, et après les expériences positives de la Russie, on voit se dessiner nettement les contours de l'Internationale révolutionnaire, de l'lnternationale d'inspiration communiste.

La nouvelle Internationale a pour base[314] l'acceptation de ces thèses fondamentales, qui sont élaborées sur la base du programme du groupe Spartacus d'Allemagne et du Parti communiste (bolchevique) de Russie :

1. L'époque actuelle est l'époque de la décomposition et de la faillite de tout le système capitaliste mondial, cg qui signifiera la faillite de la civilisation européenne si le capitalisme n'est pas supprimé avec tous ses antagonismes irrémédiables.

2. La tâche du prolétariat à l'heure actuelle consiste dans la conquête des pouvoirs de l'État. Cette conquête signifie : suppression de l'appareil de gouvernement de la bourgeoisie et organisation d'un appareil gouvernemental prolétarien.

3. Ce nouveau gouvernement prolétarien est la dictature du prolétariat industriel et des paysans pauvres, qui doit être l'instrument de la suppression systématique des classes exploiteuses et de leur expropriation. Le type de l'État prolétarien, n'est pas la fausse démocratie

---

[313] Le congrès de fondation de la IIIe Internationale, désigné à l'origine comme « Conférence internationale communiste», se tint à Moscou du 2 au 6 mars 1919. A l'exception du Spartakusbund, avec Eberlein, aucun des partis ouvriers occidentaux n'y fut réellement représenté. Seule présence « italienne» - la socialiste russe Angelica Balabanov, qui avait longtemps vécu et milité en Italie, et représentait la Commission zimmerwaldienne Dès sa réunion des 18-22 mars 1919, la direction du P.S.I. décida toutefois: par dix voix contre trois, d'adhérer à la nouvelle Internationale. Cette décision fut confirmée par le XVIe Congrès du parti, réuni à Bologne du 5 au 8 octobre 1919, et où l'adhésion à l'Internationale communiste fut votée par acclamation.

[314] Rappelons que c'est seulement au IIe Congrès de l'Internationale communiste (Moscou, 19 juillet - 7 août 1920) que furent définies et adoptées les « 21 conditions» d'admission à l'Internationale communiste.

bourgeoise, forme hypocrite de la domination de l'oligarchie financière, mais la démocratie prolétarienne qui réalisera la liberté des masses travailleuses; ce n'est pas le parlementarisme, mais l'autogouvernement des masses par l'intermédiaire de leurs propres organes électifs; ce n'est pas la bureaucratie de carrière mais les organes administratifs créés par les masses elles-mêmes, avec la participation réelle des masses à l'administration du pays et à l'œuvre socialiste de construction. La forme concrète de l'État prolétarien est le pouvoir des Conseils ou d'organisations semblables.

4. La dictature du prolétariat est le levier de l'expropriation immédiate du capital et de la suppression du droit de propriété privée sur les moyens de production, qui doivent être transformés en propriété de la nation tout entière. La socialisation de la grande industrie et de ses centres organisateurs, les banques; la confiscation des terres des propriétaires fonciers et la socialisation de la production agricole capitaliste (en entendant par socialisation la suppression de la propriété privée, le passage de la propriété à l'État prolétarien et l'établissement de l'administration socialiste par la classe ouvrière); le monopole du grand commerce; la socialisation des hôtels particuliers dans les villes et des châteaux dans les campagnes; l'introduction de l'administration ouvrière et la concentration des fonctions économiques dans les mains des organes de la dictature prolétarienne, telle est la tâche du gouvernement prolétarien.

5. Afin d'assurer la défense de la Révolution socialiste contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, et de porter secours aux autres fractions nationales du prolétariat en lutte, il est nécessaire de désarmer complètement la bourgeoisie et ses agents, et d'armer tout le prolétariat, sans exception.

6. La situation mondiale au moment présent exige le maximum de contact entre les différentes fractions du prolétariat révolutionnaire, ainsi qu'avec le bloc complet des pays dans lesquels la révolution socialiste est déjà victorieuse.

7. La méthode principale de lutte est l'action des masses du prolétariat jusqu'au conflit ouvert contre les pouvoirs de l'État capitaliste.

Tout le mouvement prolétarien et socialiste mondial s'oriente avec décision vers l'Internationale communiste. Les ouvriers et les paysans sentent tous, même si c'est confusément et vaguement, que les Républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine et de Hongrie sont les cellules d'une nouvelle société qui réalise toutes les aspirations et les espérances des opprimés du monde. L'idée de la défense des révolutions prolétariennes contre les assauts du capitalisme mondial doit servir à stimuler les ferments révolutionnaires des masses : sur ce plan, il est nécessaire de concerter une action énergique et simultanée des partis socialistes d'Angleterre, de France et d'Italie, afin d'imposer l'arrêt de toute offensive contre la république des Soviets. La victoire du capitalisme occidental sur le prolétariat russe signifierait une Europe livrée pendant vingt ans à la réaction la plus féroce, la plus impitoyable. Aucun sacrifice ne sera trop grand s'il réussit à empêcher que cela arrive, s'il réussit à renforcer l'Internationale communiste, qui seule donnera au monde la paix dans le travail et dans la justice.

Signé A. G., *L'Ordine Nuovo, 1, 3, 24* mai 1919.

LE PARTI AMÉRICAIN DU TRAVAIL

Le Parti américain du travail [315] a fait ses premières armes dans les récentes élections de Chicago : il a obtenu 50 000 voix sur 700 000 votants. Une déception pour ceux qui attendaient une victoire fracassante.

Les forces politiques américaines subissent un processus de renouvellement radical. La bourgeoisie s'unifie : les partis traditionnels, les républicains et les démocrates, ont désormais le même programme et tôt ou tard ils se fondront. Les ouvriers sont au contraire divisés en divers groupes bien définis et, au moins pendant un certain temps encore, ils combattront séparément.

Dans le mouvement prolétarien américain, on distingue au moins cinq groupes sociaux :

1. Les *farmers* (propriétaires de petites exploitations agricoles) et les plus riches métayers. Ils ont une conscience de classe uniquement dans la lutte contre les grandes corporations industrielles (compagnies ferroviaires et de transport), mais leur psychologie est essentiellement celle du propriétaire. Politiquement, ils peuvent être représentés par une organisation semblable à la « Ligue des sans-parti[316] », qui s'occuperait de coopération locale et de tarifs des transports.

2. Le mouvement des Trade Unions : il se transforme lentement en un mouvement de guildes d'entreprise. Il est constitué essentiellement par des ouvriers qualifiés. Son action politique tend au contrôle industriel de la part des ouvriers. Il acquiert progressivement une conscience de classe[317]).

3. Le mouvement des ouvriers non qualifiés qui est devenu très fort pendant la guerre [318]. Il a une robuste conscience de classe et une psychologie révolutionnaire. Leur situation dans

---

[315] Il s'agit de l'Independent Labor Party of Illinois and the U.S.A., né le 17 novembre 1918 d'une scission de la Chicago Federation of Labor, et qui, avec l'appui de la gauche de l'A.F.L., devait se transformer, en novembre 1919, en National Labor Party. Aux élections de Chicago du 5 avril 1919, le Labor Party obtint 54 467 voix contre seulement 23 105 au vieux Socialist Party d'Eugen Debs.

[316] Organisée par un fermier du North Dakota, Arthur C. Townley, qui avait été membre du Socialist Party, la National Nonpartisan League vit le jour en 1915. Son objectif était de fournir aux farmers une expression politique indépendante des grands partis constitué et son programme réclamait un certain nombre de mesures étatiques en faveur des agriculteurs. Implanté surtout dans les États du nord-ouest (Minnesota, North Dakota, South Dakota, Montana, Idaho, Washington), ce mouvement comptait en 1918 près de 190 000 adhérents et était représenté à Washington par 28 sénateurs et 78 députés (représentants). La ligue, toutefois, commença d'éclater vers cette époque-là, pour donner naissance, dans certains États, à des partis organisés : le Former Labor Party du Minnesota, en 1918; le Farmer Labor Party, constitué à Seattle (Washington), en septembre 1919, avec l'appui de la gauche du Socialist Party; le Progressive Party de l'Idaho, en 1922, etc.

[317] Fondée en 1886 sous la présidence de Samuel Gompers, qui en demeura le président jusqu'à sa mort (1924), l'American Federation of Labor (A.F.L.) regroupait en 1919 près de 150 unions industrielles. Pendant toute la période de la guerre l'A.F.L., persévérant dans la collaboration de classe qui était sa spécialité, avait participé sans restriction à l'effort patriotique et militaire. Toutefois, grâce aux efforts de William Foster, fondateur, dès 1912, d'une « Ligue Syndicaliste», et de John Fitzpatrick, dirigeant de la Chicago Federation of Labor, des fédérations industrielles commencèrent à s'organiser vers la fin de la guerre (travailleurs des abattoirs, travailleurs de l'acier). C'est ainsi qu'en 1919 la Convention de l'United Mine Workers, représentant 400 000 adhérents, donna son appui à la création du National Labor Party.

[318] Mettant à profit l'état d'exception et misant sans aucun doute sur le patriotisme de l'A.F.L., les industriels n'hésitèrent pas tout au long de la guerre à battre en brèche le système de la closed shop défendu par les syndicats et A « remplacer les ouvriers qualifiés, hautement rétribués, par des travailleurs peu expérimentés et non qualifiés» (John Reed, « Le Mouvement

l'industrie est toujours incertaine et obscure; aussi consacrent-ils toute leur attention aux revendications immédiates de socialisation des industries locales et nationales.

4. Une minorité de salariés, un petit nombre de *farmers* et une fraction des milieux professionnels forment le mouvement politique révolutionnaire, dont le but est d'instaurer le socialisme international [319]. La majorité des salariés n'adhérera au mouvement que lorsque la révolution aura commencé. Ce mouvement a surtout une tâche éducative : garder et diffuser les idéals du socialisme international.

5. Les ouvriers nomades, les travailleurs des champs de condition plus basse, tous ces ouvriers les plus exploités qui sont dépourvus de toute propriété, n'ont ni maison, ni famille, ni droit de vote. Ils étendront le mouvement des I.W.W. qui méprise l'action politique et met l'accent sur l'expropriation directe de l'industrie [320].

Le Parti du travail représente en soi un progrès de la conscience de classe, dans la mesure où il tend à s'organiser sur une base nationale. Il peut remplir l'office de nouer des liens entre les divers groupes ouvriers, en suscitant ainsi une plus grande solidarité prolétarienne. Pour un membre de la Trade Union, l'entrée au Parti du travail signifie être moins conservateur et particulariste, ce qui représente un gain énorme tant sur le plan individuel que social. Mais pour un socialiste qui a déjà une conscience de classe, abandonner les principes internationalistes pour les doctrines relativement nationalistes du Parti du travail, c'est un pas en arrière. En réunissant dans une même organisation la majorité des travailleurs, en élargissant leur horizon politique, en donnant conscience d'une solidarité plus étendue, le Parti du travail peut offrir un terrain où le Parti socialiste peut développer plus efficacement sa mission éducative de réveil de la conscience révolutionnaire.

Signé A. G., *L'Ordine Nuovo, 1, 3,* 24 mai 1919.

---

révolutionnaire en Amérique», Bulletin communiste, 1, 36, 14 octobre 1920, pp. 8-10). C'était du reste bien souvent chez ces ouvriers non qualifiés que les I.W.W. avaient le plus d'audience.

319 Une Communist Propagande League fit son apparition aux ÉtatsUnis en octobre 1918. L'année suivante se constituaient à Chicago, le 1er septembre 1919, le Communist Labor Party de John Reed et le Communist Party of America de Louis Fraina qui ne devaient s'unifier qu'en 1923. En mai 1920 enfin, après que la Convention du Socialist Party eut décidé de n'adhérer à aucune des Internationales, se forma un Committee for the Third International cl the Socialist Party, qui fonctionna à l'intérieur de ce dernier jusqu'en septembre 1921 (James Weinstein, The Decline cl Socialism in America: 1912-1926, New York-London, 1967, p. 247).

320 Nés lors de la Convention de Chicago de 1905 autour de personnalités comme Daniel De Leon, Eugen Debs et William D. Haywood, les I.W.W. (Industrial Workers of the World) étaient passés depuis 1908 sous le contrôle des anarchistes. Gonflés, en 1912, par un afflux de plusieurs milliers de militants socialistes déçus, ils comptaient à la veille de la Première Guerre mondiale quelque 120 000 adhérents dans l'ensemble des États-Unis; adhérents recrutés pour la plupart parmi les ouvriers non spécialisés et les travailleurs itinérants. En dépit de cette relative faiblesse numérique, une série d'actions résolues les faisait considérer comme la principale - et peutêtre la seule - force révolutionnaire des États-Unis : grèves du textile de 1912 et surtout de 1913, grève du caoutchouc (1913), campagne d'organisation des ouvriers agricoles (1916), grève des bûcherons de l'Ouest et des mineurs de l'Arizona (1917)... Un tel potentiel révolutionnaire ne pouvait laisser Indifférents les dirigeants de l'Internationale communiste, ainsi qu'en témoignent du reste les critiques que Lénine adresse aux I.W.W. dans La maladie infantile. Au sortir de la guerre encore, les I.W.W. ne venaient-ils pas de constituer à Seattle, à l'occasion des grèves générales de Winnipeg, Vancouver et Seattle, les premiers Soviets d'ouvriers, de soldats et de marins du continent américain? Mais, on le sait, les rapports des I.W.W. avec l'I.C. comme avec l'I.S.R. ne devaient jamais être très sereins (sur ce point, cf. par exemple « Chronique Internationale - États-Unis P, in Bulletin communiste, 1, 40, 4 novembre 1920, pp. 14-15 ainsi que Patrick Renshaw, The Wobblies, New York, 1968, pp. 197-211).

EINAUDI OU « DE L'UTOPIE LIBÉRALE»

Dans la *Nuova Rivista Storica,* Umberto Ricci[321] a proposé que soient réunis en un volume les innombrables articles par lesquels le professeur Luigi Einaudi a, pendant une vingtaine d'années, instruit le peuple italien, dans les colonnes de *La Stampa* et du *Corriere della Sera, sur* les problèmes de notre vie économique nationale. Nous nous associons à cette proposition de Ricci et nous la faisons nôtre : que la direction du parti fasse établir une anthologie de ces écrits et la diffuse : ce sera une contribution efficace a la propagande communiste, un document de premier ordre sur l'utopie libérale.

Einaudi restera dans l'histoire économique comme un des écrivains qui ont le plus travaillé à construire sur le sable. Sérieux comme un enfant plongé dans son jeu, il a tissé une interminable toile de Pénélope que, quotidiennement, la cruelle réalité lui a défaite. Constant et impavide, il n'a jamais cessé de rédiger ses articles sobres, sages, patients, pour expliquer, pour éclairer, pour inciter la classe dirigeante italienne, les capitalistes italiens, industriels et agrariens, à suivre leurs véritables intérêts. Étrange et stupéfiant miracle : les capitalistes n'ont jamais rien voulu savoir de leurs véritables intérêts, ils ont continué à s'engager sur leur raccourci fangeux et épineux, au lieu de rester résolument sur la grand-route de la liberté commerciale intégralement Pratiquée. Et les écrits d'Einaudi de devenir une éternelle déploration, un gémissement étouffé qui déchire le cœur : « Ah ! si on avait fait ceci !... Ah, si le Parlement !... Ah, si les industriels ! Ah, si les ouvriers !... Ah ! si les paysans !... Ah, si l'école !... Ah ! si les journaux!... Ah! si les jeunes!...» Depuis vingt ans, c'est la même élégie qui retentit des Alpes à Lilybée, et les hommes n'ont pas changé, et la vie économique n'a qu'imperceptiblement déplacé son axe, et la corruption, la tromperie, l'illusion démagogique, le chantage, la duperie parlementaire, l'ankylose bureaucratique, sont restés les forces suprêmes qui dirigent l'activité économique nationale.

Einaudi est un antimarxiste implacable, il ne reconnaît aucun mérite à Marx : n'est-il pas allé récemment, dans une polémique avec Benedetto Croce [322], jusqu'à lui dénier le mérite, tout extérieur, d'avoir donné une impulsion aux recherches économiques dans l'étude de l'histoire?

---

321 Économiste libéral, Umberto Ricci (1879-1946) était alors professeur d'économie politique à l'université de Pise. Il collaborait à l'organe de l'Association nationaliste Italienne, L'Idea Nazionale, mais entretenait de bons rapports avec des libéraux de gauche comme Piero Gobetti, lequel n'hésitait pas à publier ses écrits dans Energie Nove ou dans La Rivoluzione liberale. En 1919 Ricci participa à la fondation d'un « Gruppo nazionale liberale romano», qui rassemblait des personnalités comme Luigi Einaudi, Giovanni Gentile et Gioacchino Volpe, et dont le programme fut publié dans Energie Nove, Il, 10, du 30 novembre 1919. Profondément antibolchevique, ce programme exigeait l'instauration d'un État fort accompagné d'une politique de « régionalisation», une réduction du nombre des fonctionnaires et une réforme fiscale, et surtout l'application la plus stricte, en matière d'économie, des principes du libre-échange et de la libre concurrence. Membre de l'Accademia dei Lincei, Ricci devait refuser - en 1934 - de prêter serment de fidélité au fascisme. Quant à Luigi Einaudi, cf. note 2, p. 81.

322. C'est là une polémique sur laquelle Gramsci devait revenir encore dans ses Cahiers de la prison : cf. Cahier 13 (XXX), 1932-1934, p. 10 a. Le point de départ de cette polémique fut la réédition - en 1918 - du livre de Croce, Materialismo storico ed economia marxistica [Matérialisme historique et économie marxiste, trad. franç., Paris, 19011. Dans sa préface à cette troisième édition - préface datée de septembre 1917 - Croce Insistait une fois de plus sur la « vaste et bénéfique influence exercée par le marxisme sur les Intellectuels italiens en 1890 et 1900. « Grâce à cette doctrine - rappelait-il -... après une longue décadence, les études historiques furent arrachées à l'incompétence des purs philologues et des hommes de lettres, et donnèrent de beaux fruits d'histoire économique, juridique et sociale.» Rendant compte de cette réédition dans une « note bibliographique» de La Riforma sociale (XXV, 7-8, juillet - août 1918, p. 415), Luigi Einaudi contestait abruptement cette a réflexion» : « Cette affirmation de l'illustre penseur napolitain mériterait de faire l'objet d'une étude particulière. Nous doutons, par exemple, que dans le domaine de l'histoire économique l'influence de Marx en Italie ait été vraiment aussi bénéfique que le voudrait Croce. Les essais vraiment importants d'histoire économique se rattachent probablement à des courants d'idées et des orientations différents de ceux de Marx, tandis que c'est à l'influence marxiste que nous devons rattacher maints essais déplorables de mystification historico-économique.»

Pour Einaudi, Marx n'est pas un homme de science, ce n'est pas un savant procédant systématiquement à la découverte de la réalité économique effective; c'est un jongleur de l'imagination, un acrobate de l'amateurisme, ses thèses sont arbitraires, ses démonstrations sont des sophismes, sa documentation est partiale.

Et pourtant, le développement réel de l'histoire donne raison à Marx; les thèses marxiennes se réalisent avec rigueur, alors que la science d'Einaudi tombe en morceaux et que le monde libéral se désagrège, en Angleterre avec plus de fracas qu'ailleurs. La vérité est que la science économique libérale n'a que l'apparence du sérieux, et que sa rigueur expérimentale n'est qu'une illusion superficielle. Elle étudie les « faits», et elle néglige les « hommes», les processus historiques sont vus comme étant réglés par des lois immuables immanentes à la réalité économique, conçue en dehors du processus historique général de la civilisation. La production et l'échange des marchandises deviennent des fins en soi; ils se déroulent au sein d'un mécanisme de chiffres rigides et autonomes, qui peut certes être « troublé» par les hommes, mais n'est ni déterminé ni vivifié par eux. Cette science est en somme un schéma, un plan préétabli, une des voies de la Providence, une utopie abstraite et mathématique qui n'a jamais eu, qui n'a, et n'aura jamais aucun point de contact avec la réalité historique. Ses adeptes ont une mentalité toute sacerdotale; ils se plaignent et sont toujours mécontents, parce que les forces du mal empêchent que la Cité de Dieu soit construite par eux en ce bas monde.

Ils accusent Marx d'abstraction, parce que ses théories de la plus-value sortent du domaine de la rigueur scientifique. Rigueur scientifique signifie pour eux formulaire de la doctrine scientifique. Marx établit donc une comparaison entre l'économie capitaliste et le communisme, comparaison arbitraire parce que le communisme est une hypothèse vaine et sans objet. Mais toute l'économie libérale n'est-elle pas une comparaison entre la réalité antiscientifique et un schéma doctrinaire? Quand donc s'est-elle réalisée dans l'histoire du genre humain? Et, si elle ne s'est pas réalisée, cela ne signifie-t-il pas qu'elle est irréalisable, qu'elle revêt les caractères révélateurs de l'utopie?

Mais non, disent nos prophètes, son règne va venir! Travaillons, soyons patients, ne nous troublons pas, les forces du mal seront repoussées, la vérité resplendira aux yeux des hommes abusés et pervertis! En attendant, la guerre a détruit toutes les conquêtes de l'idéologie libérale. La liberté, économique et politique, a disparu de l'ensemble de la vie des États et des rapports internationaux. L'État est apparu dans sa fonction essentielle : celle de distributeur de la richesse aux capitalistes privés; la concurrence politique pour le pouvoir est supprimée par l'abolition des Parlements. La bureaucratie a pris de l'extension et est devenue plus lourde et plus encombrante. Le militarisme, improductif selon l'économie libérale, est devenu le plus puissant moyen pour accumuler et conserver le profit, en mettant à sac les économies étrangères et en faisant régner la terreur blanche à l'intérieur des frontières. Le monopole s'est renforcé dans tous les domaines de l'activité, assujettissant le monde entier aux intérêts égoïstes de quelques capitalistes anglo-saxons.

Les schémas du libéralisme se sont désagrégés, les thèses marxiennes se réalisent. Le communisme est un humanisme intégral : il étudie dans l'histoire tant les forces économiques que les forces spirituelles, il les étudie dans leurs interactions réciproques, dans la dialectique qui se dégage des heurts inévitables entre la classe capitaliste, économique, par essence, et la classe prolétarienne, spirituelle, par essence, entre le conservatisme et la révolution. La

démagogie, l'illusion, le mensonge, la corruption de la société capitaliste ne sont pas de simples accidents secondaires de sa structure, ils sont inhérents au désordre, au déchaînement des passions brutales, à la féroce concurrence dans laquelle vit la société capitaliste. Ils ne peuvent être abolis, sans que soit abolie la structure qui les engendre. Les sermons, les incitations, les cours de morale, les raisonnements, la science, les « si» sont inutiles et ridicules. La propriété privée capitaliste détruit tout rapport d'intérêt général, elle rend les consciences aveugles et troubles. Le lucre individuel finit toujours par triompher de tout bon propos, de tout idéal supérieur, de tout code moral; pour gagner cent mille lires, on affame une ville, pour gagner un milliard, on détruit vingt millions de vies humaines et deux milliards de richesses. La vie des hommes, les conquêtes de la civilisation, le présent, l'avenir, tout est en continuel danger. Ces aléas, cette façon de risquer toujours l'aventure peut satisfaire ceux qui vivent en amateurs et ceux qui peuvent se mettre à l'abri avec les leurs, mais la grande masse en devient l'esclave, et elle s'organise pour se libérer, pour conquérir la possibilité d'assurer la vie et le maintien de la civilisation, de prévoir l'avenir, de travailler à produire pour le bien-être et le bonheur et non pour l'aventure et les forces perverses. Voilà pourquoi le développement du capitalisme, qui a atteint son point culminant dans la destruction causée par la guerre, a provoqué la constitution des immenses organisations prolétariennes, unies par une même pensée, par une même foi, par une même volonté : le communisme, instauré à travers l'État des Conseils ouvriers et paysans, le communisme, qui est l'humanisme intégral, tel que l'a conçu Karl Marx, et qui triomphe de tous les schémas abstraits et de tous les jacobinismes de l'utopie libérale.

Signé A. G., *Avanti !* de Turin, 25 mai 1919.

LA SOUVERAINETÉ DE LA LOI

Aujourd'hui le peuple italien devrait fêter le 71e anniversaire de l'avènement au pouvoir de la souveraineté de la loi[323], Depuis soixante et onze ans les Italiens ne sont plus des esclaves à la merci des pouvoirs irresponsables de l'État; le bon plaisir et l'arbitraire ont disparu de la scène sociale : la société est une société de « citoyens» égaux en droits et en devoirs, également protégés et garantis par la charte fondamentale du royaume. Aujourd'hui, ce devrait être le jour du peuple, la journée consacrée à la liberté et au progrès.

La dérision ne saurait être plus atroce après cinq ans de guerre et de régime de décrets. Toutes les garanties de liberté ont été supprimées, toute sécurité, toute norme de vie juridique a disparu. L' « État» est redevenu l'arbitre suprême de nos destins, de notre vie physiologique élémentaire comme de notre vie supérieure spirituelle. L' « État», cela signifie les détenteurs actuels du pouvoir gouvernemental; le président du Conseil des ministres avec le système administratif qui en dépend, la hiérarchie des préfets, sous-préfets, commissaires généraux, commissaires, délégués, flics. Aujourd'hui un flic « vaut» davantage qu'un député; le flic est un élément du pouvoir, le député est une fiction juridique. *[Une ligne censurée.]*

La société est devenue une énorme caserne, régie par l'irresponsabilité dans le désordre et le marasme : toutes les activités critiques sont contrôlées, passées au crible, organisées[324],

---

[323] Il s'agit, bien entendu, du Statut fondamental promulgué par Charles Albert le 4 mars 1848, qui transformait le royaume de Piémont en monarchie constitutionnelle et adoptait le drapeau tricolore comme symbole national italien.

[324] Sur le projet de conférence de Prinkipo, cf. note 1, p. 215.

privées de toute autorité. Le mythe antisocialiste de l'État-caserne est devenu une terrible et asphyxiante réalité bourgeoise, qui pousse la société vers un abîme d'indiscipline, de frénésie, de marasme homicide. Nous sommes enserrés dans une camisole de force qui nous rend fous et exaspérés.

Tout ceci était dans l'ordre fatal des événements historiques. Le Statut - fiction juridique de la souveraineté impartiale et supérieure de la loi votée par les représentants du peuple - a marqué en réalité le commencement de la dictature de la classe possédante, la conquête « légale» du pouvoir suprême de l'État. La propriété privée est devenue une institution fondamentale de l'État, garantie et protégée tant contre l'arbitraire du souverain, que contre les violences des paysans expropriés. Grâce au *Statut* on enlève au roi tout pouvoir d'intervenir dans la réglementation des questions de propriété privée; bien plus, la dynastie est liée au sort de la propriété privée. La société est dégagée de tout lien collectif et réduite à son élément primordial : l'individu-citoyen. C'est le commencement de la dissolution de la société rongée par les acides corrosifs de la concurrence : des dents de dragon ont été semées parmi les hommes et il en sort, gigantesques, les passions frénétiques, les haines insatiables, les antagonismes irréductibles. Tout citoyen est un gladiateur qui voit dans les autres des ennemis à abattre ou à soumettre à ses intérêts. Tous les liens supérieurs d'affection et de solidarité se dénouent, depuis les corporations artisanales et les castes, jusqu'à la religion et la famille. La concurrence est instaurée comme fondement pratique de la société humaine : l'individu-citoyen est la cellule de la nébuleuse sociale, élément agité et inorganique qui ne peut adhérer à aucun organisme. Sur ce caractère inorganique et sur cette instabilité sociale se base précisément le concept de souveraineté de la loi, concept purement abstrait, escroquerie en puissance de la bonne foi et de l'innocence populaire. Concept antisocial, parce qu'il imagine le « citoyen» en éternel conflit avec l'État, parce qu'il considère les hommes comme des ennemis perpétuels et implacables de l'État, qui est le corps vivant et malléable de la société, et considère par conséquent les hommes comme étant les ennemis d'eux-mêmes : le *Statut* est la codification du désordre et du marasme antihumain.

Une fois le principe de la société bourgeoise reconnu juridiquement comme perpétuel, commence l'ère du prolétariat. Le prolétariat naît comme une protestation du devenir historique contre tout raidissement ou tout embourbement du dynamisme social. La critique marxiste de l'économie libérale s'attaque au concept de perpétuité des institutions humaines économiques et politiques, elle réduit tout fait à l'historicité et à la contingence, elle est une leçon de réalisme pour les pseudo-savants amateurs d'abstractions, défenseurs des coffres-forts.

Au début, les prolétaires reçoivent les bénéfices de la concurrence bourgeoise : ils acquièrent le droit de se déplacer et de vendre à de meilleures conditions leur force de travail. Mais cette « liberté» se tourne bien vite contre le prolétariat : le travailleur devient une marchandise assujettie à tous les contrecoups du marché, sans garantie, sans assurance pour sa vie, pour son lendemain, les conditions du salarié deviennent pires que celles de l'esclave ou du serf attaché à la glèbe. La faim, le chômage qui le frappent, le danger qu'il court de mourir d'inanition, se traduisent par autant de chiffres dans le jeu de la concurrence capitaliste : les coffres-forts s'engraissent du sang des travailleurs, la splendeur de civilisation suscitée par le capitalisme cache une tragique réalité de larves douloureuses, de barbaries, d'iniquités sans limites.

Le mouvement ouvrier est le réveil spirituel de l'humanité qui se dresse contre les nouveaux et impitoyables feudataires du capital; il est la réaction de la société qui veut se remodeler en un harmonieux organisme solidaire, régi par l'amour et la pitié. Le « citoyen» est renié par le «camarade»; l'atomisme social est renié par l'organisation. Spontanément naissent les cellules de l'ordre nouveau, elles adhèrent l'une à l'autre, elles fondent des stratifications solidaires plus vastes. Le pouvoir maléfique de la « liberté» est limité et contrôlé, le domaine des capitalistes à l'intérieur de l'usine est circonscrit. L'ouvrier conquiert un peu d'autonomie, un peu de liberté effective. Il n'est plus un seul contre tous : il est membre de collectivités qui s'engrènent dans d'autres collectivités toujours plus vastes et puissantes, qui couvrent d'un dense réseau tout le globe terrestre. La concurrence commence sur une nouvelle base et sur une échelle gigantesque : au lieu d'être concurrence d'individus, elle est concurrence de classe : une nouvelle classe mondiale s'oppose à l'exploitation de toutes les classes nationales bourgeoises et vise à les exproprier des moyens de production et d'échange, de la propriété privée et nationale du sol et du sous-sol, des ports, des fleuves, des océans. Le choc formidable ébranle toute la superstructure du capitalisme, accélère le processus de décomposition et de désordre. Toute fiction juridique tombe : la liberté est supprimée, le Parlement est fermé, les garanties individuelles s'écroulent, c'est un désordre, un vacarme, un marasme sans limites. Derrière la façade de la plus rigide discipline, par laquelle on a réduit la société humaine à n'être qu'une caserne méphitique, règne l'arbitraire et la plus impudente des déloyautés.

Et tous ceux qui ont violé le *Statut,* tous les « citoyens» qui ont juré d'observer fidèlement le *Statut* et les autres lois de l'État « pour le bien indissociable du roi et de la patrie» et qui font quotidiennement litière de la liberté individuelle, vont fêter aujourd'hui l'avènement de la liberté, de la souveraineté de la loi, du « citoyen». Atroce dérision qui ne durera pas longtemps encore car le « citoyen» sera remplacé par le « camarade», la liberté individualiste par la liberté sociale, le désordre par l'organisation, l'État du mensonge et de la déloyauté par l'État social du travail et de la solidarité.

Signé A. *G.,*
Avanti ! de Turin, 1er juin 1919.

LA RANÇON DE L'HISTOIRE

Que demande encore l'histoire au prolétariat russe pour légitimer ses conquêtes et les rendre permanentes ?

A quelle nouvelle rançon de sang et de sacrifice prétend encore cette souveraine absolue du destin des hommes ?

Les difficultés et les obstacles que la Révolution prolétarienne doit vaincre se sont révélés immensément supérieurs à ceux que dut affronter toute autre révolution du passé. Ces révolutions-là ne tendaient qu'à modifier la forme de la propriété privée et nationale des moyens de production et d'échange; elles ne touchaient qu'une fraction limitée des agrégats humains. La Révolution prolétarienne est la révolution suprême : parce qu'elle veut abolir la propriété privée et nationale, et abolir les classes, elle concerne tous les hommes, et non plus seulement une partie d'entre eux. Elle oblige tous les hommes à bouger, à intervenir dans la lutte, à prendre

parti explicitement. Elle transforme radicalement la société : d'organisme unicellulaire (fait d'individus-citoyens) elle la transforme en organisme pluricellulaire; elle pose comme base de la société des noyaux qui sont déjà des éléments organiques de société. Elle contraint la société tout entière à s'identifier avec l'État, elle veut que tous les hommes soient conscience spirituelle et historique. C'est pourquoi la révolution prolétarienne est une révolution sociale, c'est pourquoi elle doit surmonter des difficultés et des oppositions inouïes, c'est pourquoi l'histoire demande pour prix de son succès des rançons monstrueuses comme celles que le peuple russe est contraint de payer.

La Révolution russe a triomphé jusqu'à présent de tous les obstacles de l'histoire. Elle a révélé chez le peuple russe une aristocratie d'hommes d'État tels qu'aucune autre nation n'en possède; ils sont bien deux mille, ces hommes qui ont consacré toute leur vie à l'étude (expérimentale) des sciences politiques et économiques, qui, durant des dizaines d'années d'exil, ont analysé et disséqué tous les problèmes de la révolution, qui, dans la lutte, dans le duel inégal contre la puissance du tsarisme, se sont forgé un caractère d'acier, qui, en vivant en contact avec toutes les formes de la civilisation capitaliste de l'Europe, de l'Asie, de l'Amérique, en se plongeant dans les courants mondiaux des échanges et de l'histoire, ont acquis une conscience de leurs responsabilités, exacte et précise, froide et tranchante comme l'épée des conquérants d'empires.

Les communistes russes constituent une classe dirigeante de premier ordre. Lénine s'est révélé, tous ceux qui l'ont approché en sont témoins, comme le plus grand homme d'État de l'Europe contemporaine; l'homme au prestigieux rayonnement qui enflamme et discipline les peuples; l'homme qui réussit à dominer dans son vaste cerveau toutes les énergies sociales du monde susceptibles d'être utilisées pour le bien de la révolution, celui qui tient en échec et bat les plus fins renards parmi les hommes d'État de la *routine* bourgeoise.

Mais la doctrine communiste, avec le parti politique qui la soutient, et la classe ouvrière qui l'incarne consciemment, est une chose, et autre chose est l'immense peuple russe, défait, désorganisé, jeté dans un sombre abîme de misères, d'anarchie, de corruption, par une guerre longue et désastreuse. La grandeur politique, le chef-d'œuvre historique des bolcheviks consiste précisément en ceci : avoir relevé le géant abattu, avoir rendu (si ce n'est avoir donné pour la première fois) une forme concrète et dynamique à ce désastre, à ce chaos; avoir su souder la doctrine communiste à la conscience collective du peuple russe, avoir jeté les bases solides sur lesquelles la société communiste a commencé son processus de développement historique; avoir, en un mot, traduit historiquement dans la réalité de l'expérience la formule marxiste de la dictature du prolétariat. Il s'agit bien de révolution et non d'une vaine enflure de rhétorique démagogique lorsque cette révolution s'incarne dans un type d'État, lorsqu'elle devient un système organisé du pouvoir. Il n'existe pas de société si ce n'est à l'intérieur d'un État, qui est la source et le but de tout droit et de tout devoir, qui est la garantie de la permanence et du succès de toute activité sociale. Il s'agit vraiment de révolution prolétarienne lorsqu'une révolution s'incarne dans un État typiquement prolétarien, qu'elle a fait naître, qui veille sur le droit prolétarien et remplit ses fonctions essentielles en tant qu'émanation de la vie et de la puissance prolétariennes.

Les bolcheviks ont donné une forme d'État aux expériences historiques et sociales du prolétariat russe, qui sont les expériences de la classe ouvrière et paysanne internationale; ils

ont intégré dans un organisme complexe et souplement articulé sa vie la plus intime, sa tradition, et ce que son histoire spirituelle et sociale a de plus profond et de plus cher. Ils ont rompu avec le passé, mais ils ont continué le passé; ils ont brisé une tradition, mais ils ont développé et enrichi une tradition; ils ont rompu avec le passé historique dominé par la classe possédante, mais ils ont poursuivi, développé, enrichi, la tradition vitale de la classe prolétarienne, ouvrière et paysanne. En cela ils ont été des révolutionnaires, c'est pour cela qu'ils ont instauré un nouvel ordre et une nouvelle discipline. La rupture est irrévocable, parce qu'elle touche à l'essentiel de l'histoire, elle est sans possibilité de retour en arrière car s'il en était autrement, un atroce désastre fondrait sur la société russe. Et voici qu'a commencé un formidable duel avec tous les impératifs de l'histoire, des plus élémentaires jusqu'aux plus complexes, qu'il fallait absolument incorporer dans le nouvel État prolétarien, qu'il fallait dominer et soumettre au joug des fonctions du nouvel État prolétarien.

Il fallait gagner au nouvel État l'appui loyal de la majorité du peuple russe. Il fallait révéler au peuple russe que le nouvel État était son État, sa vie, son esprit, sa tradition, son patrimoine le plus précieux. L'État des Soviets avait une classe dirigeante : le Parti communiste bolchevique; il avait l'appui d'une minorité sociale qui incarnait la conscience de classe, les intérêts vitaux et permanents de toute la classe : les ouvriers de l'industrie. Il est devenu l'État du peuple russe tout entier, et ceci a été obtenu par la tenace persévérance du Parti communiste, par la foi et la loyauté enthousiaste des ouvriers, par l'effort incessant et acharné de propagande, d'éclaircissement, d'éducation, qu'ont accompli ces hommes exceptionnels que sont les communistes russes, guidés par la volonté claire et inflexible de leur maître à tous : Vladimir Lénine. Le Soviet a fait la preuve qu'il était immortel en tant que forme de société organisée capable de répondre avec souplesse aux besoins multiformes *(tant économiques que politiques)* qui sont à la fois endémiques et vitaux pour la grande masse du peuple russe, et il a également fait la preuve qu'il incarne les aspirations et les espoirs de tous les opprimés du monde et qu'il les satisfait.

La guerre, longue et malheureuse, avait laissé un triste héritage de misère, de barbarie, d'anarchie : les services sociaux étaient désorganisés; quant à la société humaine, elle s'était dégradée en une horde nomade de chômeurs sans volonté, sans discipline magma opaque d'une immense décomposition. Le nouvel État recueille sur les décombres les débris usés de la société et il les recompose, il les ressoude : il recrée une foi, une discipline, une âme, une volonté de travail et de progrès. C'est une tâche qui pourrait faire la gloire d'une génération entière.

Ce n'est pas suffisant. L'histoire ne se contente pas de cette épreuve. Voilà que face au nouvel État se dressent implacablement de nouveaux ennemis. On frappe de la fausse monnaie pour corrompre le paysan, on spécule sur la faim qui le tenaille. La Russie est coupée de tout débouché sur la mer, de toute communication, de toute solidarité : elle est privée de l'Ukraine, du bassin du Donetz, de la Sibérie, de tous ses marchés de matières premières et de vivres. Sur un front de dix mille kilomètres menace l'invasion de bandes armées; on fomente à coups d'argent des insurrections, des trahisons, des actes de vandalisme, de terrorisme, de sabotage. Les victoires les plus éclatantes se changent, sous l'effet de la trahison, en revers soudains.

Peu importe. Le pouvoir des Soviets tient bon : du chaos de la défaite il tire une armée puissante qui devient l'épine dorsale de l'État prolétarien.

Pressé par de formidables forces antagonistes, il trouve en lui-même la vigueur intellectuelle et la souplesse historique qui lui permettent de s'adapter aux nécessités de la contingence sans altérer sa nature, sans compromettre son heureux processus de développement sur la voie du communisme.

L'État des Soviets fait ainsi la preuve qu'il est un moment fatal et irrévocable du processus fatal de la civilisation humaine, qu'il est le premier noyau d'une société nouvelle.

Puisque les autres États ne peuvent coexister avec la Russie prolétarienne et sont impuissants à la détruire, puisque les moyens énormes dont le capital dispose - le monopole des moyens d'information, la possibilité de calomnier, l'emploi de la corruption, le blocus terrestre et maritime, le boycott, le sabotage, la déloyauté éhontée (Prinkipo [325], la violation du droit des gens (guerre sans déclaration de guerre), la pression militaire à coups de moyens techniques supérieurs -puisque tout cela est impuissant contre la foi d'un peuple, il est historiquement nécessaire que les autres États disparaissent ou qu'ils subissent une transformation semblable à celle de la Russie.

Le schisme du genre humain ne peut se prolonger longtemps. L'humanité tend vers une unification intérieure et extérieure, elle tend à s'organiser en un système à coexistence pacifique qui permette la reconstruction du monde.

La forme du régime doit se rendre capable de satisfaire les besoins de l'humanité. La Russie, après une guerre désastreuse, malgré le blocus, sans aide, abandonnée à ses propres forces, a vécu pendant deux ans; les États capitalistes, avec l'aide du monde entier, en exaspérant l'exploitation coloniale au profit de leur propre survie, ne cessent de déchoir, ils accumulent ruine sur ruine, destruction sur destruction.

L'histoire est donc du côté de la Russie, la vie est donc du côté de la Russie, ce n'est que dans le régime des Conseils que les problèmes de vie et de mort qui menacent le monde peuvent trouver une solution adéquate. La Révolution russe a paye sa rançon à l'histoire, une rançon de mort, de misère, de faim, de sacrifice, de volonté indomptée. Aujourd'hui le duel arrive à son paroxysme : le peuple russe s'est dressé tout entier, géant terrible dans sa maigreur ascétique, et il domine la foule des pygmées qui lui livrent un furieux assaut.

Tout entier, il a pris les armes pour livrer sa bataille de Valmy. Il ne peut être vaincu; il a payé sa rançon. Il faut qu'on le défende contre les hordes de mercenaires ivres, d'aventuriers et de bandits qui voudraient saisir entre leurs dents son cœur rouge et vivant. Ses alliés naturels, ses camarades du monde entier, doivent l'encourager en poussant un hurlement de guerre qui rendra son choc irrésistible et lui ouvrira la route par laquelle il entrera à nouveau dans la vie du monde.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 5, 7 juin 1919.

---

[325] Sur le projet de conférence de Prinkipo, cf. note 1, p. 215.

DÉMOCRATIE OUVRIÈRE [326]

Un problème harcelant s'impose aujourd'hui à tout socialiste profondément conscient de la responsabilité historique qui pèse sur la classe laborieuse et sur le parti qui incarne la conscience critique et agissante de cette classe.

Comment dominer les immenses forces sociales que la guerre a déchaînées? Comment les discipliner et leur donner une forme politique qui ait en elle la vertu de se développer normalement, de se compléter sans cesse jusqu'à devenir l'ossature de l'État socialiste dans lequel s'incarnera la dictature du prolétariat? Comment souder le présent à l'avenir, tout en satisfaisant aux urgentes nécessités du présent et en travaillant utilement pour créer et « devancer» l'avenir?

Ces lignes veulent être une incitation à penser et à agir, elles veulent être un appel aux meilleurs et aux plus conscients parmi les ouvriers pour qu'ils réfléchissent et pour que chacun, dans la sphère de sa compétence, et de son action, collabore à la solution du problème, en attirant l'attention des camarades et celle des organisations sur les termes dans lesquels il se pose. Ce n'est que d'un travail commun et solidaire d'élucidation, de persuasion et d'éducation réciproque que pourra sortir l'action concrète de construction.

L'État socialiste existe déjà en puissance dans les organismes de vie sociale propres à la classe laborieuse exploitée. Rassembler entre eux ces organismes, les coordonner et les subordonner en une hiérarchie de compétences et de pouvoirs, les centraliser fortement tout en respectant les autonomies et les articulations indispensables, revient à créer dès à présent une véritable et authentique démocratie ouvrière, en opposition efficace et active avec l'État bourgeois, préparée dès maintenant à remplacer l'État bourgeois dans toutes ses fonctions essentielles de gestion et de domination du patrimoine national.

Le mouvement ouvrier est aujourd'hui dirigé par le Parti socialiste et par la Confédération du travail, mais le pouvoir social du parti et de là Confédération s'exerce indirectement, à travers la grande masse laborieuse, par la force du prestige et de l'enthousiasme, par des pressions autoritaires, voire par inertie. La sphère de prestige du parti se développe chaque jour, elle atteint des couches populaires jusqu'à présent inexplorées, elle suscite l'approbation et fait naître le désir de travailler efficacement à l'avènement du communisme dans des groupes et chez des individus jusqu'à présent absents de la lutte politique. Il est nécessaire de donner une forme et une discipline permanente à ces énergies dispersées et chaotiques, de les intégrer, de les modeler et de leur donner des forces; de faire de la classe prolétaire et semi-prolétaire une société

---

[326] Publié sans signature dans L'Ordine Nuovo, 1, 7, du 21 juin 1919, c'est là le fameux article du « coup d'État rédactionnel» dont parle Gramsci dans son texte de 1920, « Le programme de L'Ordine Nuovo», (pp. 368-377).

Quoique L'Ordine Nuovo ait commencé à paraître le 1er mai 1919, ce n'est qu'avec cet Article que la revue commence à découvrir sa voie et à s'ouvrir à la problématique qui va s'attacher à son nom. Jusqu'alors, en effet, Gramsci et ses amis ne se sont guère souciés de se donner une ligne directrice ou de dégager une « idée centrale» et se sont contentés, selon les conceptions exprimées par Tasca dès 1912, de diffuser les éléments d'une « vague culture prolétarienne». L'idée neuve viendra en fait d'un ouvrier métallurgiste familier de la rédaction de L'Ordine Nuovo, Enea Matta, qui, se faisant l'écho des discussions du prolétariat turinois sur la représentativité des commissions Internes, proposera de faire porter l'effort d'élaboration théorique de la revue sur cette institution originale, dans laquelle certains voyaient déjà un « germe» ou une a velléité P de Soviet. C'est alors que, passant outre, semble-t-il, à certaines réticences de Tasca et forts de l'appui de Terracini, Gramsci et Togliatti rédigeront ensemble cet article, qui marquera le début de la rupture avec Tasca et, plus encore, la naissance effective de L'Ordine Nuovo.

organisée qui puisse s'éduquer, créer sa propre expérience, et acquérir une conscience responsable des devoirs qui incombent aux classes qui accèdent au pouvoir de l'État.

Le Parti socialiste et les syndicats professionnels ne peuvent intégrer toute la classe laborieuse qu'au prix d'un travail incessant qui risque de durer des années et même des dizaines d'années. Ils ne s'identifieront pas immédiatement avec l'État prolétarien; dans les républiques communistes en effet, ils continuent à subsister indépendamment de l'État, en tant qu'organisme d'impulsion (pour ce qui est du parti) et de contrôle et d'exécution partielle (pour ce qui est des syndicats). Il faut que le parti ne cesse pas d'être l'organe de l'éducation communiste, le foyer de la foi, le dépositaire de la doctrine, le pouvoir suprême qui harmonise et conduit au but les forces organisées et disciplinées de la classe ouvrière et paysanne, C'est justement afin qu'il puisse accomplir avec rigueur cet office qui lui incombe que le parti ne saurait ouvrir toutes grandes ses portes à une invasion de nouveaux adhérents qui n'ont pas l'habitude de l'exercice de la responsabilité et de la discipline.

Mais la vie sociale de la classe laborieuse est riche en organisations, elle s'articule en de multiples activités. Ce sont précisément ces organisations et ces activités qu'il faut développer, structurer en un ensemble, coordonner en un système vaste et souplement articulé, capable d'absorber et de discipliner l'entière classe laborieuse.

L'usine avec ses comités d'entreprise, les cercles socialistes, les communautés paysannes, sont des centres de vie prolétarienne sur lesquels il est indispensable d'agir directement.

Les comités d'entreprise[327] sont des organismes de démocratie ouvrière qu'il faut absolument libérer des limitations imposées par les chefs d'entreprise, et auxquels il faut infuser

---

[327] Les premières commissioni interne - littéralement - commissions internes ou intérieures -firent leur apparition à l'époque de la grève générale de 1904. Il s'agissait d'organismes spontanés, sans existence légale qui se constituaient et se défaisaient selon les besoins de la lutte : des comités de grève ou des comités d'action plutôt que des comités d'entreprise. Les questions de salaires et d'horaires demeurant du seul ressort des syndicats, dans les périodes de calme leurs compétences étaient extrêmement limitées et se bornaient, au maximum, à veiller à la bonne application des contrats conclus avec le patronat.

Dès le 27 octobre 1906, la signature d'un accord entre la FIOM (Fédération de la métallurgie) et la direction de l'entreprise turinoise Itala aboutit, pour la première fois, à la reconnaissance d'un de ces comités. Contemporaines et produits du développement de l'industrie automobile et de la croissance du prolétariat turinois, les commissioni interne commencèrent dès lors d'apparaître tantôt comme les instruments privilégiés d'une politique contractuelle (en 1913, par exemple), tantôt, comme au cours des années 1911-1912, comme l'expression d'une tendance spontanée à la gestion directe.

La création, en août 1915, de « comités de mobilisation industrielle» placés sous la tutelle du ministre de la Guerre, avec vocation d'éviter, dans les entreprises, tout conflit susceptible de compromettre la production, parut donner raison à ceux qui dénonçaient dans les commissioni interne de simples organes de collaboration de classe. Participant activement à ces comités, les dirigeants réformistes de la FIOM (Bruno Buozzi, Mario Guarnieri, Emilio Colombino) s'efforcèrent, en effet, de promouvoir une politique contractuelle passant par le renforcement et la reconnaissance des commissions internes. Tolérées dans les grandes entreprises métallurgiques, celles-ci ne furent pourtant pas reconnues légalement.

La guerre finie, le problème des rapports entre syndicat et commissions internes se trouva ouvertement posé. Une nouvelle tendance avait, en effet, commencé de se faire jour chez les métallurgistes au cours de la dernière année de guerre : rassemblant anarchistes, syndicalistes révolutionnaires et socialistes intransigeants, elle critiquait la politique de collaboration de classe pratiquée par la direction syndicale et souhaitait définir, en s'appuyant sur les commissions internes, une ligne révolutionnaire fondée sur le refus de la délégation de pouvoir et sur la démocratie directe. La FIOM engagea donc le combat pour confirmer et renforcer son hégémonie sur les commissions.

En janvier 1919, un accord signé entre la FIOM et la Consortium des industries automobiles sanctionna le contrôle des syndicats sur les commissions internes : les candidats aux commissions internes devaient être désignés par la FIOM et élus par les seuls adhérents de la Fédération syndicale. Ainsi se trouvaient définis deux des thèmes centraux de la problématique de L'Ordine Nuovo : les rapports entre commissions internes et syndicat, et la revendication du droit de vote pour les inorganisés.

Le traducteur a pris la parti de rendre ici commissione interna par comité d'entreprise. Dès 1920, la première traduction française de Gramsci (« Le mouvement communiste à Turin», L'Internationale communiste, II, 14, novembre 1920, 2783-2792) avait

une énergie et une vie nouvelle. Aujourd'hui, les comités d'entreprise limitent le pouvoir du capitaliste à l'intérieur de l'usine et remplissent des fonctions d'arbitrage et de discipline. Développés et enrichis, ils devront être demain les organismes du pouvoir prolétarien, qui devront se substituer au capitaliste dans toutes ses fonctions utiles de direction et d'administration.

Dès aujourd'hui déjà, les ouvriers devraient procéder à l'élection de vastes assemblées de délégués, choisis parmi les camarades les meilleurs et les plus conscients, avec pour mot d'ordre : « Tout le pouvoir dans l'usine au comité d'usine», inséparable de cet autre mot d'ordre : « Tout le pouvoir de l'État aux Conseils ouvriers et paysans.»

Un vaste terrain de propagande révolutionnaire concrète s'ouvre ainsi aux communistes organisés dans le parti et dans les cercles de quartiers. Les cercles, en accord avec les sections urbaines, devraient recenser les forces ouvrières du secteur et devenir le siège du conseil de quartier des délégués d'usines, le centre où se nouent et où convergent toutes les énergies prolétariennes du quartier. Les systèmes électoraux pourraient varier selon le volume des usines, on devrait cependant chercher à faire élire un délégué pour quinze ouvriers, par catégories séparées (comme on le fait dans les usines anglaises) pour aboutir, par élections successives, à un comité de délégués d'usine qui comprendrait des représentants de l'ensemble des travailleurs (ouvriers, employés, techniciens). Dans le comité de quartier on devrait tendre à incorporer à ce groupe venu de l'usine, des délégués des autres catégories de travailleurs habitant le quartier : garçons de café, cochers, employés du tramway, cheminots, balayeurs, gens de maison, vendeurs, etc.

Le comité de quartier devrait être l'émanation de *toute la classe laborieuse* habitant dans le quartier, une émanation légitime et influente, capable de faire respecter une discipline, investie d'un pouvoir spontanément délégué, et en mesure d'ordonner la cessation immédiate du travail dans l'ensemble du quartier.

Les comités de quartier s'élargiraient en commissariats urbains, soumis au contrôle et à la discipline du Parti socialiste et des Fédérations de métiers.

Un tel système de démocratie ouvrière (complété par des organisations équivalentes de paysans) donnerait aux masses une structure et une discipline permanente, serait une Magnifique école d'expérience politique et administrative, il encadrerait les masses jusqu'au dernier homme, et les habituerait à se considérer comme une armée en campagne qui a besoin d'une ferme cohésion si elle ne veut pas être défaite et réduite en esclavage.

Chaque usine mettrait sur pied un ou plusieurs régiments de cette armée, avec ses caporaux, ses services de transmissions, son corps d'officiers, son état-major; tous ces pouvoirs étant délégués par libre élection et non imposés autoritairement. A la faveur de meetings, tenus à

---

mis en lumière cette difficulté : les commissioni interne y étaient désignées tantôt comme des « comités», tantôt comme de « petits conseils ouvriers reconnus par les capitalistes», voire même comme des « conseils de fabriques» (loc. cil., 2788). En tout état de cause, les commissions internes et les comités d'entreprise ne recouvrent pas la même réalité. Ces derniers, en particulier, émanent - au moins, officiellement - de l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non, alors que la représentation des inorganisés constitue, à l'égard des commissions internes telles qu'elles existent en 1919, l'une des revendications essentielles de L'Ordine Nuovo.

l'intérieur de l'usine, grâce au travail incessant de propagande et de persuasion mené par les éléments les plus conscients, on obtiendrait une transformation radicale de la psychologie ouvrière, on rendrait la masse mieux préparée à l'exercice du pouvoir et plus capable de l'assumer, on répandrait une conscience des devoirs et des droits du camarade et du travailleur qui serait harmonieuse et efficiente parce que née spontanément de l'expérience vivante et historique.

Nous l'avons déjà dit : ces notes rapides se proposent seulement d'être une incitation à la pensée et à l'action. Chaque aspect du problème mériterait un développement vaste et approfondi, des élucidations, des compléments dérivés et annexes. Mais la solution concrète et intégrale des problèmes de la vie socialiste ne peut être apportée que par la pratique communiste : par la discussion en commun qui modifie par sympathie les consciences en les unissant et en les remplissant 'enthousiasme agissant. Énoncer la vérité, arriver ensemble à la vérité, c'est accomplir un acte communiste et révolutionnaire [328]. La formule « dictature du prolétariat» doit cesser de n'être qu'une formule, une occasion de déployer une phraséologie révolutionnaire. Qui veut la fin, doit vouloir aussi les moyens. La dictature du prolétariat, c'est l'instauration d'un nouvel État, typiquement prolétarien, dans lequel viendront confluer les expériences institutionnelles de la classe opprimée, dans lequel l'organisation de la vie sociale de la classe ouvrière et paysanne deviendra un système généralisé et fortement organisé. Un tel État ne s'improvise pas : les communistes bolcheviques russes ont travaillé huit mois pour répandre et concrétiser le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets», et les Soviets étaient connus des ouvriers russes depuis 19051 Les communistes italiens doivent mettre à profit l'expérience russe et économiser temps et efforts : l'œuvre de reconstruction exigera tant de temps et tant de travail que chacun de nos jours et chacun de nos actes devraient pouvoir lui être consacrés.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 1, 7,* 21 juin 1919.

RETOUR À LA LIBERTÉ

Avec le ministère Nitti-Tittoni[329] s'ouvre « officiellement» l'ère mythique de l'après-guerre, la période de la reconstruction, la restauration de la paix. La liberté est de retour; les partis et les courants sociaux sont rétablis dans d'égales conditions de lutte; la concurrence reprend sur le plan économique et sur le plan politique.

L'avènement du ministère Nitti n'est pour nous que la première expérience historique d'une série qui marquera le processus de décomposition de l'État démocratico-bourgeois; son efficacité se bornera en effet à démontrer expérimentale ment l'insuffisance des méthodes et des formes capitalistes nationales.

La crise économique et politique dans laquelle se débat la société italienne ne peut s'expliquer et ne peut être résolue que dans le cadre d'un ensemble mondial. Ses conditions

---

[328] La premier numéro de L'Ordine Nuovo portait en manchette : « La vérité est révolutionnaire P, formule de Ferdinand Lassalle, manifestement reprise du Clarté de Barbusse.

[329] Le ministère Nitti fut constitué le 23 juin 1919. Tommaso Tittoni y avait le portefeuille des Affaires étrangères. Il représenta l'Italie à la Conférence de la paix.

essentielles échappent au contrôle et au pouvoir de l'État italien, et donc à tous les ministres qui pourront se succéder au gouvernement.

Lorsque nous disons que le régime capitaliste a atteint, même en Italie, le point mort de son processus de développement, les « maîtres» de la doctrine marxiste jugent cette affirmation « antiscientifique» et superficielle; il paraît qu'elle n'est pas basée sur l'étude impartiale de la structure économique italienne. Mais le capitalisme est un phénomène mondial, et son processus de déroulement ne permet pas aux diverses nations d'atteindre simultanément un égal degré de développement économique. La concurrence, qui est la lutte pour accéder à la propriété privée et nationale, tend à créer sur le plan international les mêmes hiérarchies et les mêmes esclavages que sur le plan national, et elle tend en outre, plus efficacement encore que sur le plan national, à s'abolir elle-même dans le monopole.

Une fois supprimées les conditions de la lutte, une fois supprimée la liberté de concurrence dans le monde, le régime capitaliste a atteint son point mort. Toute raison d'être et de progresser vient à lui manquer, les institutions sont devenues de rigides concrétions parasitaires sans fonction utile, sans prestige. Une révolution, qui rende un rythme dialectique à la vie mondiale, qui révèle une classe sociale nouvelle et l'investisse du pouvoir de diriger l'histoire, devient nécessaire.

L'Italie n'est pas arrivée à la plénitude de développement du capitalisme, en ce sens que la production des biens matériels n'y est pas industrialisée, et surtout qu'elle ne l'est pas de façon intensive. Mais le fait que le monde ait été soumis à un monopole d'exploitation économique et à une hégémonie politique et militaire indiscutée, a suscité, en Italie comme ailleurs, une forme de vie engourdie et sans liberté d'initiative. La situation italienne est même particulièrement révolutionnaire, du fait que la structure économique du pays est arriérée et pauvre. Aujourd'hui, l'Italie peut être comparée à la Russie de Kerenski; pour faire la guerre à laquelle l'Angleterre et l'Allemagne ont imposé un caractère capitaliste exacerbé, l'Italie a dû détruire plus que son appareil économique ne lui permet de produire à nouveau en temps utile pour éviter la mort par consomption. La situation mondiale créée par la victoire de l'Angleterre enlève à l'Italie jusqu'à la simple possibilité de travailler. La concurrence économique internationale est abolie par le monopole; les marchés de matières premières et de biens de consommation sont accaparés; un seul organisme peut établir les échanges, vendre et acheter en ayant la liberté de choix. Les autres organismes économiques doivent se subordonner à ce privilégié; le problème de l'après-guerre se présente comme la nécessité d'organiser l'ensemble des moyens de production de façon à les rendre aptes à la concurrence marginale et à l'intégration dans le courant de la vie mondiale, après que le capitalisme anglais aura exploité les plus grandes et les plus riches possibilités de cette vie mondiale. Ce problème se présente donc sous un aspect extrêmement compliqué et difficile, et ce n'est qu'au prix de nouvelles crises fort graves, de nouvelles destructions encore plus grandes que la solution pourrait être atteinte.

En somme, le capitalisme italien a perdu son autonomie, il a perdu sa liberté, et il ne peut les reconquérir. Au monopole économique correspond un monopole politique et militaire qui ôte toute chance de succès à une éventuelle tentative de rétablissement des conditions de libre concurrence à l'aide de la force armée, au prise d'une nouvelle guerre mondiale. Les nationalistes italiens, avec la sotte impertinence des faibles, prétendent avoir acquis des droits à coups de victoires et de sacrifices; mais voilà que se retourne contre eux cette raison du plus

fort qui engendre le droit, dans laquelle ils avaient reconnu le moteur de l'histoire. Du point de vue capitaliste, ce qui prévaut, c'est la puissance actuelle, et non les mérites, la force et les victoires du passé. Pour pouvoir récupérer la liberté de mouvement de son capitalisme national, il faudrait que l'État italien soit en mesure de rééditer la victoire de Vittorio Veneto[330] , et cette fois-ci non plus contre un État en décomposition comme l'Autriche d'alors, mais contre un ensemble de puissances victorieuses comme l'Angleterre et la France d'aujourd'hui.

C'est de ces conditions de compression et d'esclavage économique et politique à l'échelle mondiale qu'est né le désordre actuel de la vie économique et politique italienne.

Ce désordre, qui dépend de conditions qui revêtent un caractère de perpétuité, se complique des séquelles de la guerre : il y a des groupes armés irresponsables[331], qui ne sont plus rattachés à aucune discipline d'État, qui ne sont contrôlés par aucune autorité centrale responsable, qui tendent à créer des pouvoirs prétoriens locaux et, si possible, une dictature militaire nationale. Ce sont là des coalitions de forces pseudo-politiques qui n'ont à défendre et à soutenir ni intérêts ni objectifs essentiels et permanents, mais seulement des intérêts et des objectifs individuels et contingents. C'est pourquoi ces forces sont sans cesse insatisfaites et avides de nouveauté, et maintiennent la classe dirigeante dans un état de tension continuelle et d'incertitude du lendemain. Dans de telles conditions, aucun ministère ne pourra mener une action patiente et persévérante, ni se proposer un [plan] général complexe, dont l'exécution ne pourrait s'accomplir qu'au prix de longs efforts et de renoncements partiels, et supposerait un dense réseau de petites actions coordonnées qui, en s'additionnant, pourraient déterminer le changement grandiose de configuration économique et politique que les circonstances internationales dans lesquelles l'Italie est contrainte de vivre, exigent.

L'Italie aurait besoin de liberté économique et politique pour être en mesuré de reconstituer ses richesses détruites. Ni l'une ni l'autre ne peuvent lui être rendues par les ministères qui se succéderont au gouvernement.

La liberté économique interne affamerait le peuple italien; la liberté politique donnerait au peuple italien la possibilité de s'organiser largement, de s'armer, de se fortifier, et de renverser l'État. La classe bourgeoise est prise dans cet insoluble dilemme duquel elle ne parvient pas a sortir.

C'est l'heure des charlatans, des fumistes, des grandes promesses à longue échéance. Nous traversons une période de panique sociale. Cette dépendance qui soumet la vie nationale à des lois extérieures qui s'exercent d'une manière effrayante, par des voies imprévisibles et incontrôlables, met la société italienne dans la même situation qu'une collectivité d'animaux avant le déchaînement d'un phénomène tellurique.

---

[330] Vittorio Veneto : victoire italienne (3 novembre 1918), qui mit fin à la guerre sur le front autrichien - dès le lendemain l'Autriche-Hongrie signa l'armistice de la Villa Giusti. La victoire de Vittorio Veneto - tout comme, du reste, la défaite de Caporetto - finit par assumer une valeur métaphorique dans le langage politique de l'Italie de l'après-guerre.

[331] Allusion aux arditi - sections d'assaut employées au « nettoyage» des tranchées - qui forment, dans l'après-guerre, les premières troupes de choc fascistes : les fasci di combattimento furent constitués le 23 mars 1919; quelques jours après, le 15 avril 1919, un groupe d'arditi prenait d'assaut et Incendiait le siège de l'Avanti.

Une seule force peut arrêter ce processus de décomposition : le communisme. Sur le plan de la bourgeoisie la concurrence internationale est abolie par le monopole. Mais un autre rythme dialectique peut être substitué à celui qui a été brisé : la concurrence de classes, la lutte de classe. La victoire de l'Entente a rompu l'équilibre entre puissances qui garantissait la liberté mondiale. Une fois terminée la lutte Angleterre-Allemagne est née l'opposition Angleterre-Russie. L'Italie, en tant que société populaire, ne peut se sauver qu'en entrant activement dans le système de la puissance prolétarienne qui s'incarne dans la République des Soviets, en se plaçant sur le terrain de la lutte de classe internationale, lutte pour laquelle elle a des alliés au sein même de la coalition adverse qui l'opprime et l'affame. Mais dans la société italienne, seule la classe prolétarienne est apte à assumer cette mission nationale et internationale, et il lui faut l'assumer contre l'autre fraction, en abolissant sur le plan-national la lutte de classe et la propriété privée. La révolution est l'unique voie de salut pour l'ensemble de la société italienne. La crise n'entrera dans sa phase de résolution internationale et nationale que le jour où le prolétariat aura conquis l'État.

Jusqu'à ce jour-là, la société et l'État italien continueront à se décomposer et à se dissoudre, sans possibilité d'arrêt ni d'équilibre. Le ministère Nitti est un moment de cette décomposition, il est le début « officiel» du progrès de la dissolution.

Signé A. G., Avanti !, édition piémontaise, 26 juin 1919.

LA CONQUÊTE DE L'ÉTAT

La concentration capitaliste, qui est déterminée par le mode de production, entraîne une concentration correspondante des masses humaines laborieuses. C'est dans ce fait qu'il faut chercher l'origine de toutes les thèses révolutionnaires du marxisme, qu'il faut chercher les conditions du nouveau mode de vie prolétarien, de l'ordre nouveau communiste, appelé à se substituer au mode de vie bourgeois, au désordre capitaliste engendré par la libre concurrence et par la lutte des classes.

Dans la sphère de l'activité générale capitaliste, le travailleur lui-même déploie son activité sur le plan de la libre concurrence, il est un individu-citoyen. Mais en un même temps les conditions de départ de la lutte ne sont pas égales pour tous : l'existence de la propriété privée met la minorité de la société dans des conditions privilégiées et rend la lutte inégale. Le travailleur est constamment exposé aux risques les plus mortels : son existence même, au niveau le plus élémentaire, sa culture, la vie et l'avenir de sa famille, sont exposés aux brusques contrecoups du marché du travail. Le travailleur tente alors de sortir de la sphère de la concurrence et de l'individualisme. Le principe de l'association et de la solidarité devient l'essence même de la classe laborieuse, il change la psychologie et le comportement des ouvriers et des paysans. Des groupements et des organismes sont créés, à travers lesquels ce principe s'incarne; ils servent de base de départ au processus de développement historique qui mène à la mise en commun des moyens de production et d'échange.

L'associationnisme peut et doit être pris comme le fait essentiel de la Révolution prolétarienne. Un effet de cette tendance historique, dans la période qui précède la période actuelle (et que nous pouvons appeler période de la ire et de la IIe Internationale ou période de

recrutement) a été la création et le développement des Partis socialistes et des syndicats professionnels.

Le développement de ces institutions prolétariennes, et de l'ensemble du mouvement prolétarien en général, n'a cependant pas été autonome, il n'obéissait pas à des lois propres, immanentes dans la vie et dans l'expérience de la classe laborieuse exploitée. Les lois de l'histoire étaient dictées par la classe possédante organisée dans l'État. L'État a toujours été le protagoniste de l'histoire, parce que la puissance de la classe possédante se concentre dans ses rouages; à l'intérieur de l'État, la classe possédante se discipline et s'organise en une unité, au-dessus des dissensions et des heurts de la concurrence, afin de maintenir intacte sa condition privilégiée jusque dans la phase suprême de la concurrence : la lutte de classe, pour le pouvoir, pour avoir le premier rôle dans la direction et la mise au pas de la société.

Durant cette période, le mouvement prolétaire n'exista qu'en fonction de la libre concurrence capitaliste. Les institutions prolétariennes durent prendre certaines formes, non par l'effet d'une loi intérieure, mais par celui d'une loi extérieure, sous la pression formidable d'événements et de coercitions qui dérivaient de la concurrence capitaliste. Telle est l'origine des conflits intérieurs, des déviations, des tâtonnements, des compromis, caractéristiques de toute cette période de la vie du mouvement prolétarien qui a précédé la période actuelle et dont le couronnement fut la banqueroute de la lie Internationale.

Certains courants du mouvement socialiste et prolétarien avaient explicitement reconnu l'organisation professionnelle ouvrière comme étant le fait essentiel de la révolution, et ils en avaient fait la base de leur propagande et de leur action. Le mouvement syndicaliste sembla, pendant un certain temps, être le véritable interprète du marxisme, le véritable interprète de la vérité.

Voici en quoi consiste l'erreur du syndicalisme : prendre pour un fait permanent, pour une forme invariable de l'associationnisme, le syndicat professionnel dans la forme et avec le rôle qu'il a actuellement, et qui ont été imposés et non choisis, et ne peuvent donc suivre une ligne de développement constante et prévisible. Le syndicalisme qui s'était présenté comme l'initiateur d'une tradition libérale « spontanéiste» n'a été en vérité qu'un des nombreux camouflages de l'esprit jacobin et abstrait.

D'où les erreurs du courant syndicaliste qui n'a pas réussi à relayer le Parti socialiste dans la tâche d'éduquer la classe laborieuse en vue de la révolution. Les ouvriers et les paysans sentaient bien que, durant toute la période pendant laquelle la classe possédante et l'État démocratique-parlementaire dictaient les lois de l'histoire, toute tentative d'évasion hors du cercle de ces lois était vaine et ridicule. Il est certain que dans la configuration générale que la production industrielle a fait prendre à la société, chaque homme ne peut participer activement à la vie et ne peut modifier son milieu que dans la mesure où il agit en individu-citoyen, membre de l'État démocratique parlementaire. L'expérience libérale n'est pas vaine et elle ne peut être dépassée qu'après avoir été faite. L'apolitisme des apolitiques n'a été qu'une dégénérescence de la politique : nier et combattre l'État est un fait politique tout autant que s'insérer dans cette activité générale historique qui se résume dans les institutions populaires de l'État : le Parlement et les municipalités. La qualité du fait politique varie : les syndicalistes travaillaient hors de la réalité, et partant, leur politique était fondamentalement erronée; les socialistes parlementaires

travaillaient au cœur des choses, ils pouvaient se tromper (et même ils ont commis de nombreuses et lourdes erreurs), mais ils ne se sont pas trompés sur le sens qu'ils ont donné à leur action, et c'est pourquoi ils ont triomphé dans la « concurrence»; les grandes masses, celles qui, par leur intervention, modifient objectivement les rapports sociaux, se sont organisées autour du Parti socialiste. Malgré toutes ses erreurs et ses faiblesses, le parti a réussi, en dernière analyse, dans sa mission : faire quelque chose de ce prolétariat qui auparavant n'était rien, lui donner une conscience, imprimer au mouvement de libération une orientation ferme et essentielle correspondant, dans ses lignes générales, au processus de développement historique de la société humaine.

L'erreur la plus grave du mouvement socialiste a été de même nature que celle des syndicalistes. En participant à l'activité générale de la société humaine au sein de l'État, les socialistes ont oublié qu'ils devaient garder une position essentiellement critique, antithétique. Ils se sont laissé absorber par la réalité au lieu de la dominer.

Les communistes marxistes doivent se caractériser par l'exercice d'une psychologie que nous pouvons désigner du nom de « maïeutique», leur action ne consiste pas à s'abandonner au cours des événements déterminés parles lois de la concurrence bourgeoise, elle est une attente critique. L'histoire est un continuel devenir, elle est donc essentiellement imprévisible. Mais ceci ne signifie pas que *tout* soit imprévisible dans le déroulement de l'histoire, c'est-à-dire que l'histoire est tout à la fois liberté et nécessité. Les institutions qui incarnent l'histoire dans leur développement et dans leur activité sont nées et se maintiennent parce qu'elles ont un devoir et une mission à réaliser. Des conditions objectives déterminées dans la production des biens matériels et dans la prise de conscience spirituelle des hommes, sont apparues et se sont développées. Si ces conditions objectives, que leur nature mécanique rend quasi mathématiquement mesurables changent, la somme des rapports qui régissent et informent la société humaine change, et le degré de conscience des hommes change aussi; la configuration sociale se transforme, les institutions traditionnelles s'appauvrissent, elles ne sont pas à la hauteur de leur tâche, elles deviennent encombrantes et néfastes. Si l'intelligence était incapable de saisir un rythme, de dégager une évolution dans le déroulement de l'histoire, la vie de la civilisation serait impossible. Le génie politique se reconnaît précisément à cette capacité de saisir le plus grand nombre possible d'éléments concrets nécessaires et suffisants pour fixer un processus de développement, et, par conséquent, à la capacité d'anticiper sur l'avenir, proche ou lointain, et d'organiser l'activité d'un État, de risquer le sort d'un peuple en s'appuyant sur une telle intuition. En ce sens, Karl Marx a été de très loin le plus grand des génies politiques contemporains.

Les socialistes ont accepté, souvent servilement, la réalité historique qui était un produit de l'initiative capitaliste, ils sont tombés dans la même erreur psychologique que les économistes libéraux: croire en la pérennité des institutions de l'État démocratique, en leur perfection fondamentale. Selon eux, la forme des institutions démocratiques peut être amendée, retouchée çà et là, mais elle doit être fondamentalement respectée. Un exemple de cette façon de voir étroitement vaniteuse est donné par la formule minoenne de Filippo Turati, selon laquelle le *[Parlement serait au Soviet ce que la Cité est à la horde barbare]*.[332]

---

332 En janvier 1919, Arturo Labriola, qui rentrait d'un voyage en Russie bolchevique, adressa une lettre à Turati pour l'inviter à comprendre et à soutenir l'expérience léniniste; lettre qui fut publiée dans la Critica sociale (XXIX, 2, 16-31 janvier 1919, p.

C'est de cette conception erronée du devenir historique, c'est de la pratique surannée du compromis et d'une tactique « crétinement » parlementariste, que vient la formule actuelle de la « conquête de l'État».

Nous sommes persuadés, après les expériences révolutionnaires de la Russie, de la Hongrie et de l'Allemagne, que l'État socialiste ne peut s'incarner dans les institutions de l'État capitaliste, mais qu'il est une création fondamentalement nouvelle par rapport à elles, si ce n'est par rapport à l'histoire du prolétariat. Les institutions de l'État capitaliste sont organisées aux fins de servir la libre concurrence : il ne suffit donc pas de changer de personnel pour infléchir leur activité dans un autre sens. L'État socialiste n'est pas encore le communisme, c'est-à-dire l'instauration d'une pratique et d'une coutume économique basées sur la solidarité, mais c'est l'État de transition qui a la mission de supprimer la concurrence en abolissant la propriété privée, les classes, les économies nationales; cette mission ne saurait être accomplie par la démocratie parlementaire. Voici donc comment il faut comprendre la formule « conquête de l'État » : création d'un État de type nouveau, né de l'expérience que la classe prolétarienne a faite de l'association. et remplacement de l'État démocratique-parlementaire par ce nouvel État.

Et voici que nous retournons à notre point de départ. Nous avons dit que les institutions du mouvement socialiste et prolétarien de la période qui précède la période actuelle se sont développées, non dune manière autonome, mais en tant que conséquences de la configuration générale de la société humaine, dominée par les lois souveraines du capitalisme. La guerre a renversé la position stratégique de la lutte de classe. Les capitalistes ont perdu leur position de force, leur liberté est limitée, leur pouvoir est annihilé. La concentration capitaliste est arrivée au maximum de développement qu'elle puisse jamais atteindre, en réalisant le monopole mondial de la production et des échanges. La concentration correspondante des masses laborieuses a donné à la classe prolétarienne révolutionnaire une puissance inouïe.

Les institutions traditionnelles du mouvement sont devenues incapables de contenir une telle exubérance de vie révolutionnaire. Leur forme même est inadaptée à la nécessité de discipliner les forces qui se sont insérées dans le processus historique conscient. Elles ne sont pas mortes; nées en fonction de la libre concurrence, elles doivent continuer à subsister jusqu'à la suppression de toute trace de concurrence, jusqu'à la complète suppression des classes et des partis, jusqu'à la fusion des dictatures nationales du prolétariat au sein de l'Internationale communiste. Mais, à côté d'elles, doivent apparaître et se développer des institutions d'un type nouveau, des institutions dÉtat, qui viendront précisément remplacer les institutions privées et publiques de l'État démocratique parlementaire. Ce seront des institutions qui se substitueront à la personne du capitaliste dans ses fonctions administratives et dans l'exercice du pouvoir industriel, et créeront l'autonomie du producteur à l'intérieur de l'usine; des institutions capables d'assumer le pouvoir de direction dans toutes les fonctions inhérentes à ce système complexe de rapports de production et d'échanges qui relie les secteurs d'une usine, constituant ainsi l'unité économique élémentaire, et qui lie entre elles les diverses activités de l'industrie agricole; des institutions qui en se construisant sur le plan horizontal et sur le plan vertical, deviendront

2). « Quant à nous, lui répondit Turati, nous n'imaginions pas que la " conquête du pouvoir de la part du prolétariat " voulait dire usurpation du pouvoir et terreur systématique de la part d'une secte, suppression des zemstva et de la Constituante, substitution du Soviet au parlement *(ce qui équivaut à dire substitution de la horde à la cité)*, négation de toute liberté et de toute démocratie.» Turati devait d'ailleurs reprendre ce thème dans son intervention au Congrès de Bologne d'octobre 1919.

l'harmonieux édifice de l'économie nationale et internationale, libéré de la tyrannie encombrante et parasitaire des propriétaires privés.

Jamais la poussée et l'enthousiasme révolutionnaires n'ont été plus fervents dans le prolétariat de l'Europe occidentale. Mais il nous semble que la conscience lucide et exacte du but à atteindre ne s'accompagne pas d'une conscience aussi exacte et lucide des moyens adaptés, à l'heure actuelle, à la réalisation d'un tel but. Désormais s'est ancrée dans les masses la conviction que l'État prolétarien s'incarne dans un ensemble de Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Une conception tactique en mesure d'assurer objectivement la création de cet État ne s'est pas encore formée. C'est pourquoi il est nécessaire de créer dès à présent un réseau d'institutions prolétariennes, enracinées dans la conscience des grandes masses, assurées de la discipline et de la fidélité permanente des grandes masses, à la faveur desquelles la classe des ouvriers et des paysans, dans sa totalité, pourrait revêtir une forme riche de dynamisme et de virtualités de développement. Il est certain que si, aujourd'hui, dans les conditions actuelles de l'organisation prolétarienne, un mouvement de masse à caractère révolutionnaire prenait naissance, les résultats se concrétiseraient en une modification purement formelle de l'État démocratique, qu'ils se résoudraient par un accroissement des pouvoirs de la Chambre des députés (à travers une assemblée constituante) et par l'accession au pouvoir des socialistes brouillons et anticommunistes. L'expérience allemande et autrichienne doit nous apprendre quelque chose. Les forces de l'État démocratique et de la classe capitaliste sont encore immenses, il ne faut pas se dissimuler que le capitalisme se maintient tout particulièrement grâce à ses sycophantes et à ses laquais, et que la graine d'une telle espèce n'est certes pas disparue.

La création de l'État prolétarien ne relève pas, en somme, d'un geste de thaumaturge : elle aussi est un devenir, un processus de développement. Elle implique un travail préparatoire d'organisation et de propagande. Il faut donner un plus grand développement et davantage de pouvoir aux institutions prolétariennes déjà existantes dans les usines, il faut en susciter de semblables dans les villages, il faut obtenir que les hommes qui les composent soient des communistes conscients de la mission révolutionnaire qui incombe à leurs institutions. Sinon, tout notre enthousiasme, toute la foi des masses laborieuses, ne suffiront pas à empêcher que la révolution se ramène misérablement à un nouveau Parlement de fripons, de fats et d'irresponsables, et que de nouveaux sacrifices, plus terribles encore, soient nécessaires à l'avènement de l'État des prolétaires.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 1,* 9, 12 juillet 1919.

OUVRIERS ET PAYSANS

Pendant la guerre, et pour les besoins de la guerre, l'État italien a intégré dans ses activités la réglementation de la production et de la distribution des biens matériels. Il s'est ainsi créé une espèce de trust de l'industrie et du commerce, une sorte de concentration des moyens de production et d'échange, et un nivellement dans les conditions d'exploitation des masses prolétariennes et semi-prolétariennes qui ont eu des effets révolutionnaires. Il n'est pas possible de comprendre le caractère essentiel de la période actuelle si l'on ne tient pas compte de ces phénomènes et des conséquences psychologiques qu'ils ont provoquées.

Dans les pays où l'évolution capitaliste est encore arriérée, comme la Russie, l'Italie, la France et l'Espagne, il y a une séparation très nette entre villes et campagnes, entre ouvriers et paysans. Des structures économiques purement féodales ont survécu dans l'agriculture, ce qui implique toute une mentalité. On n'a pas l'idée de ce qu'est l'État moderne, capitaliste libéral; quant aux institutions économiques et politiques, elles ne sont pas conçues comme des catégories historiques qui ont eu un commencement, ont subi un processus de développement, et peuvent disparaître après avoir créé les conditions favorables à des formes supérieures de coexistence sociale; elles sont conçues, au contraire, comme des catégories naturelles, perpétuelles, irréductibles. En réalité, la grande propriété terrienne est restée en dehors de la libre concurrence : et l'État moderne en a respecté l'essence féodale, en mijotant des formules juridiques qui prolongent en fait les investitures et* les privilèges du régime féodal, celle du fidéicommis, par exemple. Voilà pourquoi la mentalité du paysan est restée celle du serf attaché à la glèbe, qui se révolte avec violence contre les « seigneurs» dans certaines occasions déterminées, mais est incapable de penser par lui-même en tant que membre d'une collectivité (collectivité qui serait pour lui ce qu'est la nation pour les propriétaires et la classe pour les prolétaires) et incapable de mener une action systématique et continue pour essayer de changer les rapports économiques et politiques de la coexistence sociale.

Dans de telles conditions, la psychologie des paysans ne pouvait qu'échapper à tout contrôle : les sentiments réels restaient secrets, implicites et fondus dans un système de défense contre les exploitations; purement égoïste, sans continuité logique, cette mentalité était essentiellement pétrie de sournoiserie et de feinte servilité. La lutte de classe se confondait avec le brigandage, le rançonnement, l'incendie de forêts, le massacre du bétail, le rapt des enfants et des femmes, et la prise d'assaut des mairies : c'était une forme de terrorisme élémentaire sans conséquences durables ni efficaces. Ainsi, la psychologie du paysan se réduisait objectivement à une très petite somme de sentiments primordiaux, liés aux conditions sociales créées par l'État démocratique parlementaire. Laissé complètement à la merci des propriétaires, de leurs sycophantes et des fonctionnaires corrompus, le paysan avait pour préoccupation majeure de défendre son corps des pièges de la nature élémentaire, des abus, et de la barbarie cruelle des propriétaires et des fonctionnaires. Le paysan a toujours vécu hors du domaine de la loi; dépourvu de personnalité juridique, privé d'individualité morale, il est resté un élément anarchique, l'atome indépendant d'un tumulte chaotique, que ne freinaient que la peur du carabinier et la peur du Diable. Il ne comprenait pas ce qu'est l'organisation, il ne comprenait pas ce qu'est l'État, il ne comprenait pas ce qu'est la discipline. Patient et tenace dans son effort individuel pour arracher à la nature de rares et maigres fruits, capable de sacrifices inouïs au sein de sa famille, il était, dans la lutte de classe, sauvagement impatient et violent, incapable de se fixer un but général d'action et de le poursuivre avec persévérance par une lutte systématique.

Quatre ans de tranchées et d'exploitation du sang versé ont radicalement changé la psychologie des paysans. Ce changement s'est accompli en particulier en Russie, et c'est une des conditions essentielles de la révolution. Ce que l'industrialisme, par son processus normal de développement, n'était pas parvenu à déterminer, a été produit par la guerre. La guerre a contraint les nations les plus arriérées sur le plan du développement capitaliste, et par conséquent les moins bien dotées en moyens mécaniques, à enrôler tous leurs hommes disponibles, afin d'opposer de profondes masses de chair vivante aux instruments de guerre des

Empires centraux. La guerre pour la Russie, cela a signifié que des individus, auparavant dispersés sur un très vaste territoire, ont été mis en contact; cela a signifié une concentration humaine qui a duré, sans interruption, pendant des années et des années, dans un sacrifice constant, sous la menace, toujours présente de la mort, sous une discipline égale pour tous et équitablement féroce; les effets psychologiques de la persistance, pendant si longtemps, de semblables conditions de vie collective, ont été immenses et riches de conséquences imprévues.

Les instincts individuels égoïstes se sont émoussés, une âme unitaire commune a pris forme, les sentiments des uns se sont adaptés à ceux des autres, une habitude de discipline sociale est née : les paysans ont conçu I'État dans sa grandeur complexe, dans sa puissance sans limites, dans sa structure compliquée. Ils ont conçu le monde, non plus comme une chose aussi indéfinie et vaste que l'univers, ou étroitement circonscrite autour du clocher de leur village, mais dans sa réalité concrète, faite d'États et de peuples, de forces et de faiblesses sociales, d'armées et de machines, de richesses et de misères. Des liens de solidarité se sont noués qui, autrement, n'auraient pu naître que de plusieurs dizaines d'années d'expériences historiques et de luttes sporadiques : en quatre ans, dans la boue et dans le sang des tranchées, un monde spirituel a surgi, avide de s'affirmer à travers des formes et des institutions sociales durables et dynamiques.

C'est ainsi que sont nés, sur le front russe, les Conseils des délégués militaires, c'est ainsi que les soldats paysans ont pu activement participer à la vie des Soviets de Petrograd, de Moscou, et des autres centres industriels russes, et ont acquis la conscience de l'unité de la classe laborieuse; c'est ainsi qu'il s'est fait, au fur et à mesure que l'armée russe était démobilisée et que les soldats retournaient à leur lieu de travail, que tout le territoire de l'Empire, de la Vistule au Pacifique, allait se couvrant d'un dense réseau de Conseils locaux, qui étaient les organismes de base de la reconstruction de l'État par le peuple russe. C'est sur ce nouvel état d'esprit que se fonde la propagande communiste qui rayonne à partir des villes industrielles, et c'est sur elle que s'appuient les hiérarchies sociales librement promues et librement acceptées à travers les expériences de vie collective révolutionnaire.

Les conditions historiques de l'Italie n'étaient as, et ne sont toujours pas, très différentes de celles de la Russie. Le problème de l'unification de classe des ouvriers et des paysans se présente dans les mêmes termes : cette unification se réalisera par la pratique de l'État socialiste et elle se fondera sur la mentalité nouvelle créée par la vie commune dans les tranchées.

Pour sortir de la crise provoquée par la guerre il faut que l'agriculture italienne transforme radicalement ses procédés. La destruction du bétail impose l'introduction des machines, elle impose un passage rapide à la culture industrielle et centralisée et la mise à la disposition des usagers d'organismes techniques riches en moyens. Mais une telle transformation ne peut se produire dans le cadre d'un régime de propriété privée sans provoquer un désastre: il est donc nécessaire qu'elle se réalise dans un État socialiste et qu'elle soit soutenue par les paysans et les ouvriers, associés au sein des unités communistes de travail. L'introduction des machines dans un processus de production a toujours provoqué de profondes crises de chômage, que l'élasticité du marché du travail n'a pu surmonter qu'à la longue. Aujourd'hui, les conditions de travail sont radicalement troublées : le chômage agraire est déjà devenu un problème insoluble parce qu'il

est devenu pratiquement impossible d'émigrer[333] ; l'industrialisation de l'agriculture ne peut intervenir qu'avec l'approbation des paysans pauvres, à travers une dictature du prolétariat incarnée par les Conseils d'ouvriers d'usine et de paysans pauvres.

Les ouvriers d'usine et les paysans pauvres sont les deux sources d'énergie de la révolution prolétarienne. Pour eux, tout spécialement, le communisme représente une nécessité vitale : son avènement signifie la vie et la liberté alors que la persistance de la propriété privée signifie le danger immanent d'être broyés, de tout perdre, y compris la vie. Ils sont l'élément irréductible, la pérennité de l'enthousiasme révolutionnaire, la volonté de fer qui n'accepte pas de compromis, qui poursuit son but, implacablement, jusqu'à la réalisation intégrale, sans perdre courage pour des insuccès partiels ou transitoires et sans trop céder aux illusions pour avoir remporté de faciles succès.

Ils sont l'épine dorsale de la révolution, les bataillons inflexibles de l'armée prolétarienne qui avance, renversant dans son élan les obstacles, ou leur donnant l'assaut avec ses marées humaines qui démantèlent, corrodent, en un patient travail, au prix d'un sacrifice obstiné. Le communisme est leur civilisation, il est l'ensemble des conditions historiques qui leur permettront d'acquérir une personnalité, une dignité, une culture, et c'est par lui qu'ils deviendront esprit créateur de progrès et de beauté.

Tout travail révolutionnaire n'a de chances de vraie réussite que dans la mesure où il se fonde sur les nécessités de leur vie et sur les exigences de leur culture. Il est indispensable que les *leaders* du mouvement prolétarien et socialiste le comprennent, il est nécessaire qu'ils comprennent combien presse le problème de donner à cette force incoercible de la révolution la forme qui répond à l'état d'esprit général.

Dans les conditions d'arriération où se trouvait l'économie capitaliste d'avant-guerre il avait été impossible que naissent et se développent de vastes et profondes organisations paysannes au sein desquelles les travailleurs de la terre auraient pu acquérir, avec une conception organique de la lutte de classe, la discipline permanente indispensable à la restauration de l'État après la catastrophe du capitalisme.

Les conquêtes spirituelles réalisées pendant la guerre, les expériences de type communiste, accumulées en quatre ans d'exploitation du sang versé, subie collectivement, au coude à coude dans les tranchées boueuses et ensanglantées, risquent d'être perdues si l'on ne parvient pas à insérer tous les individus dans des organismes de vie collective d'un type nouveau, qui permettront, par leur fonctionnement et leur pratique, de consolider les expériences, de les développer, de les intégrer, de les employer consciemment à la réalisation d'un objectif historique concret. Ainsi organisés, les paysans deviendront un élément d'ordre et de progrès; abandonnés à eux-mômes, dans l'impossibilité où ils sont de mener une action systématique et disciplinée, ils ne pourront devenir qu'un informe tumulte, un désordre chaotique de passions exaspérées jusqu'à la barbarie la plus cruelle par les souffrances inouïes qui sont en train de s'annoncer d'une façon de plus en plus effrayante.

[333] L'émigration avait pratiquement cessé depuis 1914. Aux États-Unis une clause de loi sur le literary test (1917) interdit, en outre, l'entrée des illettrés, ce qui frappa directement la main-d'œuvre méridionale.

La Révolution communiste est essentiellement affaire d'organisation et de discipline. Étant donné les conditions réelles et objectives de la société italienne, les protagonistes de la révolution seront les cités industrielles avec leurs masses compactes et homogènes d'ouvriers d'usine. Il importe donc d'accorder la plus grande attention à cette vie nouvelle que la nouvelle forme prise par la lutte des classes suscite à l'intérieur de l'usine et dans le processus de production industrielle. Mais avec les seules forces des ouvriers d'usine, la révolution ne pourra s'affirmer de façon stable et générale : il est nécessaire de souder la ville à la campagne, de faire naître à la campagne des organisations de paysans pauvres sur lesquelles l'État socialiste pourra s'appuyer pour se développer, à travers lesquelles il sera possible pour l'État socialiste, de promouvoir l'introduction de la mécanisation et de déclencher un vaste processus de transformation de l'économie agraire. En Italie, un tel travail est moins difficile qu'on ne Pourrait le croire, car pendant la guerre, d'importantes masses rurales ont pénétré dans l'usine urbaine, la propagande communiste s'est rapidement enracinée dans ces masses; ce sont elles qui doivent servir de ciment entre la ville et la campagne, elles doivent être utilisées pour mener à la campagne un vaste effort de propagande qui détruira les défiances et les rancœurs, elles doivent être utilisées afin que, s'appuyant sur leur profonde connaissance de la psychologie rurale et sur la confiance dont elles jouissent, elles puissent engager l'action nécessaire pour provoquer l'apparition et le développement des nouvelles institutions, capables d'incorporer dans le mouvement communiste les vastes forces des travailleurs de la terre.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 1, 12, 2* août 1919.

Chronique (30 août 1919)265

CHRONIQUE (30 AOÛT 1919)

« La violence, si elle n'est pas puissance, c'est-à-dire force venue de la majorité consciente, ne peut prévaloir. Elle n'est pas l'accoucheuse de l'histoire. Elle se borne à être une activité morbide de *déclassés,* d'inadaptés agités, d'âmes inquiètes qui ne trouveront jamais un relatif équilibre. intérieur. Il est symptomatique que le néocommunisme prenne racine chez ces esprits qui se débattent comme les rédacteurs de *L'Ordine Nuovo* de Turin entre la froide syllogistique de Lénine et le lyrique éclectisme de Romain Rolland, après avoir tâtonné parmi les nébuleuses de la métaphysique mazzinienne, en prophétisant la naissance d'un socialisme national (voir *La Città futura).»* (Giuseppe Bianchi[334], *Avanti !,* Milan, *24* août : Turin, 28 août).

1. Dans La Città *futura* (numéro unique publié à la demande de la Fédération de la jeunesse socialiste du Piémont, le 11 février 1917) il est fait allusion à Mazzini pour rappeler sa devise : Pensée *et Action*[335]. Bianchi, cédant à l'aimable habitude littéraire de la généralisation, affirme

---

[334] Giuseppe Bianchi était le directeur de Battaglie Sindacali, organe de la C.G.L. Dans le cadre de la tribune consacrée par l'Avanti ! à la préparation du XVIe Congrès du P.S.I., il publia, sous le titre « Le contraddizioni ricostruttive del programma comunistico» (Avanti !, 24 août 1919, p. 3), une violente critique des courants révolutionnaires. Outre la présente « Chronique P, le groupe de L'Ordine Nuovo, directement mis en cause, lui répondit par l'intermédiaire de Tasca, dont la réponse fut publiée par l'Avanti! (4 septembre 1919, p. 3) sous le titre « Il programma massimalista». La querelle fut provisoirement close par une lettre de Bianchi, remettant les a choses en place n (« Cose a posto», Avanti!, 5 septembre 1919, P. 2).

[335] Il s'agit de la « profession de foi» publiée en caractères gras dans la dernière page de La Città futura, dans laquelle Gramsci parle du projet de « revue de vie socialiste» que ses amis et lui avaient formé avant la guerre. Il y écrit entre autres : « Dans la grande foi de notre esprit débordant de jeunesse et d'ardeur nous pensions recommencer une tradition toute Italienne, la tradition mazzinienne revécue par les socialistes. Mais nous n'avons pas renoncé à notre projet.»

que les rédacteurs de L'O.N. ont prophétisé (pauvre de nous !), un socialisme national, c'est-à-dire un socialisme non socialiste, un monstre mythique, un chien et un chat enfermés dans le même sac; il affirme qu'ils ont tâtonné (!) parmi les nébuleuses (!) de la métaphysique (!) mazzinienne !

2. La froide syllogistique de Lénine, le lyrique éclectisme de Romain Rolland? Certes, nous avons publié deux œuvres de Romain Rolland[336] et nous ne croyons pas qu'entre Lénine et Rolland, il y ait un abîme. Rolland *appréhende par intuition* ce que Lénine *démontre : la* nécessité historique de l'Internationale. Lénine étudie la réalité objective de l'économie capitaliste internationale et arrive inflexiblement à la conclusion que le prolétariat doit organiser sa dictature en l'incorporant à un État de type nouveau : l'État des Soviets. Romain Rolland a l'intuition lyrique des nécessités du moment actuel, il stimule les sentiments, mais il n'en est pas moins pour autant une force active et agissante dans l'histoire. Étant donné les conditions effectives du processus international de développement de l'histoire prolétarienne, Romain Rolland accomplit une tâche précieuse, parce qu'il infléchit en un sens favorable à la révolution les réactions de couches et de groupes prolétariens qui ne ressentent qu'indirectement et par reflet les contrecoups de la lutte de classe. En cela, Rolland travaille pour le communisme, pour l'unité de la classe prolétarienne, et nous éprouvons de la gratitude et de l'admiration à son égard : c'est le Maxime Gorki de l'Europe latine.

3. Mais pour mieux goûter la saveur rhétorique de l'exagération de Bianchi, qu'il suffise de rappeler que Bianchi est passé par le mazzinianisme avant d'arriver au socialisme, que Bianchi a toujours chanté les louanges de Romain Rolland dans Il *Grido del Popolo,* qu'il l'a très souvent traduit, qu'il lui a consacré un numéro spécial, (« Pour un chevalier de l'humanité») et que Bianchi est profondément rongé par le mal littéraire propre aux *déclassés,* aux inadaptés agités, aux âmes inquiètes, à ceux qui ne trouveront jamais de relatif équilibre intérieur et qui s'en construisent un, au jour le jour, dans le facile domaine de la phraséologie pseudo-artistique.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 16, 30 août 1919.

CHRONIQUE *(6* SEPTEMBRE 1919)

Au cours de ces dernières semaines, notre revue a obtenu quelques-uns de ces succès que l'on qualifie ordinairement de « journalistiques» : le correspondant turinois de Il *Resto del Carlino* a informé son journal de l'œuvre entreprise par notre publication et a annoncé au Tout-Bologne cultivé et distingué que *L'Ordine Nuovo* est la *Crttica Sociale* du maximalisme italien [337]. Nous avons dit qu'il s'agit là d'un succès « journalistique», en fait, il ne nous a, hélas, pas

---

[336]. Deux textes de Romain Rolland avaient été effectivement publiés jusqu'alors dans L'Ordine Nuovo : « La via che sale a spirale» (O.N., I, I, 1er mai 1919, p. 4) et. « Per una cultura universale.» (O.N., I, 12, 2 août 1919, p. 89).

[337] Le quotidien bolognais Il Resto del Carlino avait publié dans son numéro du 25 août 1919, en troisième page, un article non signé, fort bien documenté, sur la situation interne de la section socialiste de Turin : « Le tendenze socialiste a Torino». Analysant attentivement les positions des « maximalistes participationnistes P, cet article insistait sur les thèses développées par les « intellectuels» de L'Ordine Nuovo : « Dans la fraction maximaliste participationniste se trouvent les quelques intellectuels qui sont sur des positions révolutionnaires et les plus connus des socialistes turinois : cieux rédacteurs de l'édition locale de l'Avanti ! - Gramsci et Leonotti [...], Gramsci est l'un des éléments les plus cultivés de la fraction maximaliste et le principal responsable de la revue L'Ordine Nuovo, qui est la Critica sociale du maximalisme italien.» Il n'est sans doute pas inutile de noter toi que, dans une lettre à Mario Missiroli, alors directeur du Resto del Carlino, Georges Sorel écrivait dans le

procuré le moindre abonné, et nous autres, nous mesurons nos succès à l'aune, fort prosaïque, des adhésions effectives qui donnent à notre travail sa force intime et ses possibilités d'expansion, qu'il s'agisse d'un nouvel abonné, ou de la visite que nous rend un groupe d'ouvriers, ou bien encore de la lettre qu'ils nous écrivent pour nous exposer les conditions particulières de l'usine dans laquelle ils travaillent et discuter avec nous de la meilleure tactique à suivre, dans de telles conditions, pour promouvoir le comité ouvrier et susciter autour de lui l'enthousiasme et l'adhésion de la masse. Certes, tout ceci vaut à nos yeux bien plus qu'un bon millier de ces succès extérieurs, aussi évanescents que les légères brumes d'une aube de printemps. Nous aimerions toutefois réussir à éviter que ceux qui écrivent à propos de notre revue ou expriment leur approbation de nos thèses, au moins lorsqu'il s'agit de camarades, s'obstinent à identifier l'œuvre de la revue avec la personne d'un des rédacteurs : Gramsci par-ci, Gramsci par-là... Gramsci qui est, etc., etc. Entouré de tant de lauriers, Gramsci a été saisi d'une crise de mélancolie il craint fort d'être devenu une andouillette en sauce [338]* La vérité est que *L'Ordine Nuovo* est écrit « communistement », parce que les articles naissent d'une communauté de vie spirituelle et d'une intime collaboration entre trois, quatre, ou cinq camarades, parmi lesquels l'un est bien Gramsci, mais un autre est Angelo Tasca, un troisième Palmiro Togliatti (tous deux étant aujourd'hui libérés du service militaire, peuvent faire connaître leurs noms) et il y en a d'autres... Ajoutons une autre vérité : on ne rencontre encore que trop une fâcheuse tendance au... monothéisme idéologique, la déplorable habitude de ne jamais faire le petit effort de libération spirituelle nécessaire pour vivre les idées en profondeur, en dehors des hommes, pour les vivre en elles-mêmes et pour elles-mêmes, et voir en elles un patrimoine effectivement commun, dès à présent, où chacun peut puiser à son gré en ne se préoccupant que de l'assimiler, de le recréer avec plénitude, et d'améliorer l'expression verbale et l'enchaînement d'arguments qui le rendront dynamique et persuasif et qui feront de lui un conquérant des esprits et des volontés. Reste une autre mauvaise habitude italienne à éliminer et à dépasser : chez nous, qui admire Wagner méprise Verdi, qui loue Carducci, dénigre De Sanctis, qui lit Mazzini toise avec une pitié dédaigneuse le lecteur de Marx... on dirait que les Italiens ont toujours besoin d'un pape infaillible qui conduise leurs consciences vers la vérité et vers l'action victorieuse... Ils ne conçoivent pas l'effort de masse, modeste et persévérant, qui a besoin de toutes les énergies, qui est un tout où chaque énergie isolée puise courage, réconfort, et une profonde et intime satisfaction. Gramsci ne veut être ni andouillette, ni pape : il est trop jeune pour se contenter du rôle décoratif et charlatanesque de pape, et il ne veut décidément pas être une andouillette!

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 17, 6 septembre 1919.

même sens, le 11 décembre 1919 : « ... La Critica sociale est d'une nullité épouvantable. Je reçois une petite feuille de Turin, L'Ordine Nuovo, qui est bien plus intéressante que la Critica sociale; c'est le représentant d'organisations tout à fait neuves, qui se sont formées dans les ateliers métallurgiques. Je crois que le Carlino ferait bien de parler de ce mouvement ouvrier, qui peut avoir de grandes conséquences» (G. Sorel, Lettere a un amico d'Italia, Bologne, 1963, p. 268).

[338] * Jeu de mots sur fegatello, petite saucisse de foie que l'on sert souvent accompagnée d'une sauce parfumée au laurier. Employé au figuré le mot fegatello désigne une personne qui se fait facilement duper (N.d.T.).

AUX DÉLÉGUÉS D'ATELIERS DE L'USINE FIAT-CENTRE ET DE L'USINE BREVETTI-FIAT

Camarades,

La nouvelle forme prise dans votre usine par le comité d'entreprise, avec la nomination de délégués d'ateliers[339] ainsi que les discussions qui ont précédé et accompagne cette transformation, ne sont pas passées inaperçues dans le monde ouvrier ni dans le monde patronal turinois. Dans l'un des camps, les ouvriers d'autres établissements de la ville et de la province s'appliquent à vous imiter, dans l'autre, les propriétaires et leurs agents directs, les dirigeants des grandes entreprises industrielles, observent ce mouvement avec un intérêt croissant, et ils se demandent, et ils vous demandent, quel peut être son but, quel est le programme que la classe ouvrière turinoise se propose de réaliser.

Nous savons que notre journal n'a pas peu contribué à provoquer ce mouvement. Dans ses colonnes, non seulement la question a été examinée d'un point de vue théorique et général, mais encore les résultats des expériences des autres pays ont été rassemblés et exposés, afin de fournir des éléments à l'étude des applications pratiques. Nous savons cependant que si notre oeuvre a eu une valeur, c'est dans la mesure où elle a répondu à un besoin, où elle a favorisé la concrétisation d'une aspiration latente dans la conscience des masses laborieuses. C'est pourquoi nous sommes parvenus si rapidement à un accord, c'est pourquoi nous avons pu passer avec autant d'assurance de la discussion à la réalisation.

Le besoin et les aspirations qui sont à la source de ce mouvement rénovateur de l'organisation ouvrière que vous avez entamé, se trouvent inscrits, nous le croyons, dans les faits eux-mêmes, ils sont une conséquence directe du point qu'a atteint, dans son développement, l'organisme social basé sur l'appropriation privée des moyens d'échange et de production. De nos jours, l'ouvrier d'usine et le paysan des campagnes, aussi bien le mineur anglais que le *moujik* russe, pressentent de façon plus ou moins sûre, éprouvent de façon plus ou moins directe cette vérité que les théoriciens avaient prévue, et dont ils commencent à acquérir une certitude toujours plus grande lorsqu'ils observent les événements de cette période de l'humanité : nous en sommes arrivés au point où la classe laborieuse, si elle ne veut manquer au devoir de réorganisation qui est inscrit dans sa destinée historique et dans sa volonté, doit commencer à s'organiser de façon positive et adaptée au but à atteindre.

Et s'il est vrai que la société nouvelle sera basée sur le travail et sur la coordination des énergies des producteurs, les lieux où l'on travaille, ceux où les producteurs vivent et œuvrent en commun, seront demain les centres de l'organisme social, et devront remplacer les rouages directeurs de la société d'aujourd'hui. Aux premiers temps de la lutte ouvrière, l'organisation par corps de métiers était celle qui se prêtait le mieux aux objectifs défensifs, aux nécessités des luttes pour l'amélioration économique et pour l'établissement immédiat d'une discipline; aujourd'hui, alors que les objectifs de la réorganisation commencent à se dessiner et à prendre chaque jour une plus grande consistance entre les mains des ouvriers, il faut que soit créée, à

---

[339] Le comité d'entreprise (commissione interna) de la Fiat-Centro, qui représentait 10 000 ouvriers, démissionna en août 1919. La nouvelle commission décida de faire désigner des « délégués d'atelier» (Commissari di reparto), dont les fonctions, ainsi que l'Avanti allait le faire remarquer, s'apparentaient à celles des shop stewards britanniques. Sur l'exemple des 42 ateliers de la Fiat, des délégués furent ainsi élus dans la plupart des entreprises métallurgiques de Turin. A la mi-octobre 1919 se réunit la première assemblée des comités exécutifs des Conseils d'usines de Turin. Elle représentait plus de 30 000 ouvriers.

côté de cette première organisation, une organisation usine par usine, qui sera la véritable école des capacités réorganisatrices des travailleurs.

La masse ouvrière doit se préparer effectivement afin d'acquérir une complète maîtrise de soi, et le premier pas à franchir dans cette voie consiste à être plus solidement disciplinée à l'intérieur de l'usine, à l'être de façon autonome, spontanée et libre. Et l'on ne peut, certes, nier que la discipline qui sera instaurée par le nouveau système conduira à une amélioration de la production, mais ceci n'est pas autre chose que la confirmation de cette thèse du socialisme qui affirme que plus les forces humaines productives, en s'émancipant de l'esclavage auquel le capitalisme voudrait les condamner pour toujours, prennent conscience d'elles-mêmes, se libèrent, et s'organisent librement, plus les modalités de leur utilisation tendent à s'améliorer : l'homme travaillera toujours mieux que l'esclave. A ceux qui objectent que. par ce biais on en vient à collaborer avec nos adversaires, avec les propriétaires des entreprises, nous répondons que c'est là, au contraire, le seul moyen de leur faire sentir de façon concrète que la fin de leur domination est proche, parce que la classe ouvrière conçoit désormais la possibilité de *se débrouiller* seule, et de se bien débrouiller, et qu'elle acquiert même la certitude, de jour en jour plus claire, qu'elle est seule capable de sauver le monde entier de la ruine et de la désolation. C'est pourquoi toute action que vous entreprendrez, tout combat qui sera livré sous votre conduite sera éclairé par la lumière de ce but suprême qui est présent à vos esprits et anime vos intentions.

C'est ainsi que même les actions apparemment sans importance par lesquelles s'exercera le mandat qui vous sera conféré, prendront une très grande valeur. Élus par une !nasse ouvrière qui comprend encore de nombreux éléments inorganisés, votre premier soin sera certainement de les faire entrer dans les rangs de l'organisation, travail qui, du reste, sera rendu facile s'ils trouvent en vous quelqu'un de toujours prêt à les défendre, à les guider, à les intégrer à la vie de l'usine. Vous leur montrerez par l'exemple que la force de l'ouvrier est tout entière dans l'union et dans la solidarité avec ses camarades.

C'est à vous également qu'incombera la mission d'être vigilants afin que dans les ateliers soient respectées les règles de travail fixées par les fédérations professionnelles et ratifiées par les concordats, car dans ce domaine, une dérogation, même légère, aux principes établis, peut parfois constituer une atteinte grave aux droits et à la personnalité de l'ouvrier dont vous serez les défenseurs et les gardiens rigoureux et fidèles. Et comme vous vivrez vous-mêmes continuellement parmi les ouvriers et au cœur du travail, vous serez en mesure de connaître les modifications qu'il faudra peu à peu apporter aux règlements, modifications qui seront imposées, tant par le progrès technique de la production, que par l'accroissement du degré de conscience et des capacités professionnelles des travailleurs eux-mêmes. De cette façon se constituera peu à peu une *coutume* d'usine, premier germe de la véritable et effective législation du travail, c'est-à-dire de cet ensemble de lois que les producteurs élaboreront, et qu'ils se donneront à eux-mêmes. Nous sommes certains que l'importance de ce fait ne vous échappe pas, qu'il apparaît comme évident à l'esprit de tous les ouvriers qui, avec promptitude et enthousiasme, ont compris la valeur et le sens de l'œuvre que vous vous proposez d'entreprendre car c'est le commencement de l'intervention active des forces mêmes du travail dans le domaine technique et dans celui de la discipline.

Dans le domaine technique, vous pourrez tout d'abord accomplir un très utile travail d'information, en rassemblant des données et des éléments précieux tant pour les fédérations professionnelles que pour les administrations centrales de direction des nouvelles organisations d'usines. Vous veillerez en outre à ce que les ouvriers des divers ateliers acquièrent une capacité toujours accrue, et vous ferez disparaître les sentiments mesquins de jalousie professionnelle qui créent encore entre eux la division et la discorde. Vous les entraînerez ainsi pour le jour où, ne devant plus travailler pour un patron mais pour eux-mêmes, il leur sera nécessaire d'être unis et solidaires, afin d'accroître la force de la grande armée prolétarienne, dont ils sont les cellules premières. Pourquoi ne pourriez-vous pas arriver à ce que se créent, dans l'usine même, des ateliers spécialisés dans l'instruction, véritables écoles professionnelles, où chaque ouvrier pourrait, en échappant à l'abrutissement de la fatigue, ouvrir son esprit à la connaissance des divers procédés de production et se perfectionner?

Certainement, la discipline sera indispensable pour accomplir tout cela, mais la discipline que vous demanderez à la masse ouvrière sera bien différente de celle que le patron imposait et à laquelle il prétendait, fort de ce droit de propriété qui lui conférait sa position de privilégié. Vous serez forts d'un autre droit : celui du travail, qui, après avoir été pendant des siècles un instrument entre les mains de ceux qui l'exploitaient, veut aujourd'hui s'affranchir, veut se diriger lui-même. Votre pouvoir, opposé à celui des patrons et de leurs acolytes, représentera en face des forces du passé, les libres forces de l'avenir, qui attendent leur heure et la préparent, en sachant qu'elle sera l'heure de la rédemption de tous les esclavages.

Et c'est ainsi que les organismes centraux qui seront créés pour chaque groupe d'ateliers, pour chaque groupe d'usines, pour chaque ville, pour chaque région, et qui aboutiront au Conseil ouvrier national suprême, poursuivront, élargiront, intensifieront l'œuvre de contrôle, de préparation et d'organisation de la classe tout entière avec, comme objectif, la prise du pouvoir et la conquête du gouvernement.

Le chemin ne sera ni court, ni facile, nous le savons beaucoup de difficultés surgiront et vous seront opposées, et pour en triompher, il vous faudra faire usage de grande habileté, il faudra peut-être parfois faire appel à l'intervention de la force de classe organisée, il faudra toujours être animés et poussés à l'action par une grande foi. Mais ce qui est le plus important, camarades, c'est que les ouvriers guidés par vous et par ceux qui suivront votre exemple, acquièrent la conviction profonde qu'ils marchent désormais, certains du but à atteindre, sur la grande route de l'avenir.

Signé « L'Ordine Nuovo», *L'Ordine Nuovo,* 1, 18, 13 septembre 1919.

L'UNITÉ NATIONALE

La bourgeoisie italienne est née et s'est développée en proclamant le principe de l'unité nationale et en la réalisant. Puisque l'unité nationale a représenté dans l'histoire italienne, comme dans l'histoire des autres pays, une forme d'organisation techniquement perfectionnée de l'appareil marchand de production et d'échanges, on peut dire que la bourgeoisie italienne a été l'instrument. historique d'un progrès général de la société humaine.

Aujourd'hui, sous la poussée des conflits profonds et incurables que la guerre a fait naître au sein du bloc compact qu'elle formait, la bourgeoisie tend à désagréger la nation, à saboter et à détruire l'appareil économique si patiemment construit.

Gabriele D'Annunzio, valet congédié de la maçonnerie franco-anglaise, se rebelle contre ses anciens tireurs de ficelles, il grapille çà et là les éléments d'une bande de mercenaires, il occupe Fiume, s'en déclare le « maître absolu » et constitue un gouvernement provisoire [340]. Le geste de D'Annunzio avait au départ une valeur purement littéraire : D'Annunzio préparait, en le vivant, un futur poème épique ou un futur roman de psychologie sexuelle, ou un futur recueil des « Bulletins de guerre du commandant Gabriele DAnnunzio ».

Rien d'extraordinaire ni de monstrueux dans l'aventure littéraire de Gabriele D'Annunzio : il peut arriver qu'on trouve au sein d'une classe politiquement et spirituellement saine des individus qui sont atteints de folie politique parce qu'ils sont inadaptés et échappent à toute réalité économique concrète.

Mais le colonel D'Annunzio suscite des disciples, il obtient qu'une partie de la classe bourgeoise s'organise en axant son activité sur le coup d'éclat de Fiume. On oppose le gouvernement de Fiume au gouvernement central, on oppose la discipline des armes, telle qu'elle est au pouvoir dans le gouvernement de Fiume, à la discipline des lois qui est celle de Rome.

L'attitude littéraire devient un phénomène social. Comme cela s'est fait en Russie pour les gouvernements d'Omsk, d'Ekaterinodar, d'Arkhangelsk, etc., le gouvernement de Fiume est considéré en Italie comme la base d'une réorganisation de l'État, comme l'énergie saine, représentative du « vrai» peuple, de la « vraie» volonté, des « véritables» intérêts et qui chassera les usurpateurs de la capitale. D'Annunzio est à Nitti ce qu'était Kornilov à Kerenski, son geste littéraire a déchaîné en Italie la guerre civile.

La guerre civile a été déchaînée précisément par cette classe bourgeoise qui, en paroles, la condamne tant. C'est que la guerre civile signifie justement un choc entre les deux pouvoirs qui se disputent à main armée le gouvernement de I'État, et ce choc ne se produit pas en rase campagne, entre deux armées bien distinctes, déployées selon les règles établies, il se produit au sein même de la société, sous la forme d'affrontements entre groupes de fortune, sous la forme d'une multiplicité d'escarmouches armées au milieu desquelles la grande masse des citoyens ne parvient pas à s'orienter, qui réduisent à néant la sécurité des individus et des biens, et la remplacent par la terreur, le désordre, l' « anarchie». En Italie comme partout ailleurs, comme en Russie, comme en Bavière, comme en Hongrie, c'est la classe bourgeoise qui a déchaîné la guerre civile, c'est elle qui plonge la nation dans la terreur, dans le désordre, dans l' « anarchie». La Révolution communiste, la dictature du prolétariat, ont été en Russie, en Bavière, en Hongrie, ce qu'elles seront en Italie : la suprême tentative des énergies saines du pays pour arrêter la décomposition, pour restaurer la discipline et l'ordre, pour empêcher que la

[340] Le 12, septembre 1919 une colonne d'un millier de « légionnaires» sous la direction de D'Annunzio occupa la ville de Fiume que l'accord italo-yougoslave du 16 mai 1919 avait placée sous la protection de la S.D.N. Favorisé par des complicités diverses, D'Annunzio en vint à proclamer l'indépendance de la « Régence du Quarnero P, dont les « Statuts P (30 août 1920) devaient inspirer le corporatisme mussolinien. Sur l'intervention énergique de Giolitti l'aventure s'acheva par le « Noël de sang» du 24 décembre 1920.

société ne s'enfonce dans la barbarie bestiale qu'entraîne la disette provoquée par l'arrêt du travail productif pendant la période de terrorisme bourgeois.

Puisque les choses sont ce qu'elles sont, puisque le geste littéraire a déclenché la guerre civile, puisque l'aventure de D'Annunzio a révélé une crise de conscience générale et profonde et lui à donné une forme politique, nous en déduisons que la bourgeoisie est morte en tant que classe, que le ciment qui assurait sa cohésion a été rongé et détruit par le triomphe des puissants antagonismes de castes, de groupes, de milieux, de régions; et nous en tirons la conclusion que l'État parlementaire n'est plus capable de donner une forme concrète à la réalité objective de la vie économique et sociale de l'Italie.

Et l'unité nationale, dont cette forme concrète était l'expression, craque sinistrement. Qui donc s'étonnerait en lisant demain la nouvelle qu'à Cagliari, à Sassari, à Messine, à Cosenza, à Tarente, à Aoste, à Venise ou à Ancône un général, un colonel, voire un simple lieutenant des *arditi*[341], a réussi à fomenter une mutinerie dans des divisions de l'armée, a déclaré adhérer au gouvernement de Fiume et a décrété que les citoyens placés sous sa juridiction ne doivent plus payer d'impôts au gouvernement de Rome?

Aujourd'hui l'État central, le gouvernement de Rome, représente les dettes de guerre, il représente l'asservissement à la finance internationale, il représente un passif de cent milliards. Le voici, l'acide qui ronge l'unité nationale et la cohésion de la classe bourgeoise! la voici la raison secrète qui fait comprendre pourquoi tout acte d'indiscipline « bourgeoise», d'indiscipline qui respecte le cadre de la propriété privée, tout acte d'insurrection « réactionnaire» contre le gouvernement central, trouve des adhésions, des sympathies, des journaux, pour le défendre, de l'argent! Si un lieutenant des *arditi* fonde à Cagliari, à Messine, à Tarente, à Aoste, à Ancône, ou à Udine un gouvernement qui s'oppose au gouvernement central, il devient aussitôt le pivot autour duquel s'organisent toutes les défiances, tous les égoïsmes des couches possédantes du lieu, il trouve des sympathies, des adhésions, des fonds, parce que les propriétaires détestent l'État central et voudraient être exonérés des impôts que l'État central sera contraint d'exiger pour faire front aux dépenses de guerre.

Les gouvernements locaux qui ont fait dissidence à l'occasion du problème de Fiume deviendront les organismes de ces antagonismes irréductibles; ils tendront à se maintenir, à donner naissance à des États permanents, comme cela s'est produit dans l'ex-empire russe et dans la monarchie austro-hongroise. Les propriétaires de Sardaigne, de Sicile, du Val d'Aoste, du Frioul et d'ailleurs démontreront que les peuples sarde, sicilien, valdotain, frioulain, et les autres, ne sont pas italiens, qu'il y a beau temps qu'ils aspiraient à l'indépendance, que l'œuvre d'italianisation que le gouvernement de Rome a menée, à coups d'enseignement obligatoire de la langue italienne a échoué; et ils enverront mémorandum sur mémorandum à Wilson, à Clemenceau, à Lloyd George... et ils ne payeront pas leurs impôts.

La nation italienne a été réduite en cet état par la classe bourgeoise qui, dans toutes ses activités ne tend qu'à accumuler le profit. Psychologiquement, l'Italie se trouve dans les mêmes conditions qu'avant 1859, mais aujourd'hui, ce n'est plus la classe bourgeoise qui a des intérêts

---

[341] Il s'agit, on l'a dit, des sections d'assaut employées pour « nettoyer » les tranchées et faire des coups de main derrière les lignes ennemies.

politiques ou économiques unitaires. Historiquement, la classe bourgeoise italienne est déjà morte, écrasée par un passif de cent milliards, rongée par les acides corrosifs de ses dissensions internes, de ses antagonismes incurables. Aujourd'hui la classe nationale, c'est le prolétariat, c'est la multitude des ouvriers et des paysans, ce sont les travailleurs italiens, qui ne peuvent permettre que l'on désagrège la nation, parce que l'unité de l'État est la forme que prend l'organisme de production et d'échange qui a été bâti par le travail italien, parce que l'unité de l'État est le patrimoine de richesse sociale que les prolétaires veulent pouvoir apporter au sein de l'Internationale communiste. Seul l'État prolétarien, par la dictature du prolétariat, peut arrêter aujourd'hui le processus de décomposition de l'unité nationale, car il est le seul pouvoir effectif qui soit capable, en leur imposant de travailler s'ils veulent manger, de contraindre les bourgeois factieux à ne pas troubler l'ordre public.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 1, 20, 4* octobre 1919.

CHRONIQUE (11 OCTOBRE 1919)

Georges Sorel[342] affirme, dans le *Resto del Carlino* du 5 octobre, que « la législation bolchevique nous offre une version pragmatique du communisme; elle a installé des conseils de contrôle dans les usines, nommés par des ouvriers. Que ces derniers, plutôt que de demander à Kautsky et à ses émules le plan de la cité future, accomplissent leur éducation industrielle par la conquête de pouvoirs plus étendus dans les usines, et ils feront œuvre de communistes! L'expérience qui se réalise aux usines Fiat a davantage d'importance que tous les articles publiés sous les auspices de la *Neue Zeit* (la revue du marxisme doctrinaire allemande)». Ce jugement de Sorel va dans le même sens que celui de Lénine qui souligne l'importance des Conseils de commissaires d'ateliers et ajoute que les théoriciens de la IIIe Internationale se sont bornés à jeter sur le papier ce qui était déjà un fait acquis dans la conscience des masses. En somme, ces jugements sont pour nous la reconnaissance de la maturité du prolétariat turinois qui s'est engagé dans cette voie.

Il est bon cependant de s'entendre sur la valeur que nous accordons aux paroles de Sorel. En effet, ne vous semble-t-il pas entendre déjà murmurer, si ce n'est proclamer, que par goût du succès, nous allons jusqu'à nous faire syndicalistes? Nous n'avons pas eu, jusqu'à présent, l'occasion de parler à loisir de Sorel et de son œuvre. Il est certain que, dans cette dernière, nous sommes bien loin de tout accepter. Nous n'acceptons pas la théorie syndicaliste telle qu'ont voulu la présenter élèves et praticiens, telle peut-être qu'elle n'était pas au départ dans l'esprit du maître, mais cependant telle qu'il a bien semblé l'approuver par la suite. Nous n'éprouvons aucune sympathie pour ces habitudes débridées de vanité mentale qui se sont introduites chez nous sous l'étiquette de syndicalisme théorique. Mais, alors que ses disciples, ou du moins ceux qui se proclamaient tels, se desséchaient dans un leu stérile de pyrotechnie intellectuelle ou bien, s'étant engagés dans la pratique de la politique et de l'organisation, finissaient, sous couleur de pratiquer l'interventionnisme, par se noyer dans la boue de la démocratie et de la politique des blocs, Sorel était d'un tempérament trop finement critique pour se plier à des schématisations arbitraires et hâtives, et il était également animé d'un amour de la cause

[342] G. Sorel, « Il massimalismo italiano», Il Resto del Carlino (Bologne), 5 octobre 1919, p. 3. « Grâce à la Révolution russe, écrit Sorel, nous savons aujourd'hui ce qu'est la dictature marxiste du prolétariat : c'est la République des Soviets, nommée par les seuls travailleurs.» Quant au jugement sur l'expérience turinoise, cf. également note 1, p. 266.

prolétarienne trop sincère pour perdre tout contact avec la vie du prolétariat et toute intelligence de son histoire. Chez lui, la rigueur et la précision du raisonnement et l'impétuosité polémique allaient, et vont toujours, de pair avec une intuition immédiate et limpide des besoins de la vie ouvrière et de ce qui, en elle, est fraîcheur et originalité. Dans ce qu'il a écrit de meilleur il montre qu'il a réuni en lui un peu des vertus de ses deux maîtres : l'âpre logique de Marx et la chaleureuse et plébéienne éloquence de Proudhon. Il ne s'est enfermé dans aucune formule, et, ayant conservé ce qui était vital et neuf dans sa doctrine, c'est-à-dire cette exigence hautement proclamée que le mouvement prolétarien s'exprime à travers ses formes propres et donne vie à ses propres institutions, il peut aujourd'hui suivre non seulement d'un oeil plein d'intelligence, mais aussi avec un esprit plein de compréhension, l'effort de réalisation entrepris par les ouvriers et les paysans russes, et il peut encore donner le nom de « camarades» aux socialistes d'Italie qui veulent suivre cet exemple.

Nous sentons bien que Georges Sorel est véritablement resté tel que Proudhon l'avait fait, c'est-à-dire un ami désintéressé du prolétariat [343]. C'est pourquoi sa parole ne peut laisser indifférents les ouvriers turinois, ces ouvriers qui ont si bien compris que les institutions prolétariennes doivent être « créées de longue main, si l'on veut éviter que la prochaine révolution ne soit qu'une colossale duperie [344]».

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 21, 11 octobre 1919.

SYNDICATS ET CONSEILS

L'organisation prolétarienne qui se ramène, en tant qu'expression d'ensemble de la masse ouvrière et paysanne, aux organismes centraux de la Confédération du travail, est en train de traverser une crise de même nature que celle où se débat vainement l'État démocratique parlementaire. C'est une crise de pouvoir et une crise de souveraineté. La solution de l'une entraînera la solution de l'autre, car en résolvant le problème de la volonté de puissance dans le cadre de leur organisation de classe, les travailleurs parviendront à créer l'armature organique de leur État, et l'opposeront victorieusement à l'État parlementaire.

Les ouvriers sentent que l'ensemble de « leur» organisation est devenu un appareil tellement énorme qu'il fini par obéir à des lois qui lui sont propres, impliquées dans sa structure et dans son fonctionnement complexe, mais étrangères à la masse qui a pris conscience de sa mission historique de classe révolutionnaire. Ils sentent que leur volonté n'arrive pas à s'exprimer, de façon claire et précise, à travers les actuelles hiérarchies de leur institution. Ils sentent que, même chez eux, dans la maison qu'ils ont bâtie, tenacement, à coups d'efforts patients, en la cimentant de leur sang et de leurs larmes, la machine écrase l'homme, le bureaucratisme stérilise l'esprit créateur et que l'amateurisme plat et verbeux tente vainement de masquer une absence de doctrine précise sur les nécessités de la production industrielle et une absence totale de compréhension de la psychologie des masses prolétariennes. Les ouvriers s'irritent de cet état

[343] Gramsci paraphrase ici la dédicace - à Paul et Léona Delesalle - de Matériaux d'une théorie du prolétariat (de Georges Sorel), « livre écrit par un vieillard qui s'obstine à demeurer comme l'avait fait Proudhon un serviteur désintéressé du prolétariat».

[344] C'est la conclusion de l'article de Sorel, « Il massimalismo ltaliano »

de choses, mais, individuellement, ils ne peuvent rien pour le modifier; la parole et la volonté des individus isolés sont une trop petite chose face aux lois inflexibles inhérentes à la structure du fonctionnement de l'appareil syndical.

Les *leaders* de l'organisation ne réalisent pas l'ampleur et la profondeur de cette crise. Plus il apparaît clairement que la classe ouvrière n'est pas organisée selon des formes adaptées à sa véritable structure historique, plus il apparaît que la classe ouvrière n'est pas insérée dans un cadre qui ne cesse de s'adapter aux lois qui gouvernent l'intime processus du développement historique réel de la classe ouvrière, et plus ces *leaders* s'obstinent dans leur aveuglement et s'efforcent de trouver « par des voies juridiques» des solutions de compromis aux dissensions et aux conflits. Comme ce sont des esprits éminemment bureaucratiques, ils croient que l'on peut venir à bout d'une condition objective enracinée dans la psychologie telle qu'elle se forme à travers les expériences vécues à l'usine, avec un discours qui soulève l'émotion, ou une motion votée à l'unanimité par une assemblée abrutie de chahut et d'effets oratoires. Aujourd'hui, ils s'efforcent de « se mettre à la hauteur des circonstances», et, afin de prouver qu'ils sont également capables de « méditer vigoureusement», ils remettent à flot les vieilles idéologies syndicalistes, en insistant laborieusement pour établir des rapports d'identité entre soviet et syndicat, en insistant laborieusement pour affirmer que le système actuel d'organisation syndicale constitue déjà l'armature de la société communiste, qu'il constitue le système de forces dans lequel s'incarnera la dictature prolétarienne.

Le syndicat, sous la forme où il existe actuellement dans les pays d'Europe occidentale, est un type d'organisation, non seulement essentiellement différent du soviet, mais aussi notablement différent du syndicat, tel qu'il est en train de se développer de jour en jour dans la République communiste russe.

Les syndicats professionnels, les Bourses du travail, les Fédérations de l'industrie, la Confédération générale du travail, représentent le type d'organisation prolétarienne spécifique de la période de l'histoire dominée par le capital. En un certain sens, on peut soutenir que de telles organisations font partie intégrante de la société capitaliste et sont une fonction inhérente au régime de la propriété privée. Dans la période actuelle, où les individus n'ont de valeur que dans la mesure où ils sont propriétaires de marchandises et font commerce de leur propriété, les ouvriers ont dû, eux aussi, se plier à la loi de fer de la nécessité générale, et ils sont devenus vendeurs de leur unique propriété : leur force de travail et leur intelligence professionnelle. Plus exposés aux risques de la concurrence, les ouvriers ont accumulé leur propriété dans des « firmes» toujours plus vastes et, en employant un personnel toujours plus nombreux, ils ont créé cet énorme appareil de concentration de chair à effort, ils ont imposé des prix et des horaires, et ils ont discipliné le marché. Ils ont engagé à l'extérieur ou ont tiré de leurs rangs un personnel administratif de confiance, versé dans ce genre de spéculations, en mesure de dominer les conditions du marché, capable de stipuler des contrats, évaluer des aléas commerciaux, de lancer des opérations économiquement rentables. La nature essentielle du syndicat est concurrentielle, elle n'est pas communiste. Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société : il peut offrir au prolétariat une bureaucratie expérimentée, des techniciens experts en questions industrielles de portée générale, il ne saurait être la base du pouvoir prolétarien. Il n'offre aucune possibilité de choisir des individualités prolétariennes capables de diriger la société et dignes de le faire. Les hiérarchies en mesure d'incarner l'élan vital, le rythme de progrès de la société communiste, ne peuvent venir de lui.

La dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs mais non de celle des salariés, car ces derniers sont les esclaves du capital. Le Conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation. Puisque dans le Conseil toutes les branches du travail sont représentées, proportionnellement à la contribution que chaque corps de métier et chaque branche du travail apporte à l'élaboration de l'objet que l'usine produit pour la collectivité, c'est là une institution de classe, c'est une institution à valeur sociale. Sa raison d'être est dans le travail, elle est dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent, et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire, qu'il s'agit précisément de dépasser.

C'est pourquoi le Conseil réalise l'unité de la classe laborieuse, il donne aux masses une cohésion et une forme qui sont de même nature que la cohésion et la forme que prend la masse dans l'organisation générale de la société.

Le Conseil d'usine est le modèle de l'État prolétarien [345]. Tous les problèmes inhérents à l'organisation de l'État prolétarien sont inhérents à l'organisation du Conseil. Dans l'un comme dans l'autre, la notion de citoyen perd de sa valeur et est remplacée par la notion de camarade, la collaboration pour produire bien et utilement, développe la solidarité, multiplie les liens d'affection et de fraternité. Chacun est indispensable, chacun est à son poste et chacun a une fonction et un poste. Jusqu'au plus ignorant et au plus arriéré des ouvriers, jusqu'au plus vaniteux et au plus « dandy» des ingénieurs, tous finissent par se convaincre de cette vérité à travers l'expérience de l'organisation d'usine : tous finissent par acquérir assez de conscience communiste pour mesurer quel grand pas en avant représente l'économie communiste par rapport à l'économie capitaliste. Le Conseil est l'organisme le mieux adapté à l'éducation réciproque et au développement du nouvel état d'esprit social que le prolétariat soit parvenu à tirer de l'expérience vivante et féconde de la communauté de travail. La solidarité ouvrière qui se développait, au sein du syndicat, dans la lutte contre le capitalisme, dans la souffrance et dans le sacrifice, est, au sein du Conseil, une valeur positive, permanente; elle entre jusque dans le moindre instant de la production industrielle, on la trouve dans la joie que l'on éprouve à être conscients de constituer un tout organique, un système homogène et compact qui, en travaillant utilement, et en produisant de façon désintéressée la richesse sociale, affirme sa souveraineté, réalise son pouvoir et sa liberté, créatrice d'histoire.

L'existence d'une organisation qui encadre la classe laborieuse dans son homogénéité de classe productrice et rend possible une floraison libre et spontanée de hiérarchies et d'individualités dignes et capables, aura des échos, importants et déterminants dans la façon dont se constitueront les syndicats et dans l'esprit qui animera leur activité.

Le Conseil d'usine se fonde lui aussi sur le corps de métier. Dans chaque atelier, les ouvriers se divisent en équipes, et chaque équipe est une unité de travail (de métier); le Conseil est précisément constitué des commissaires que les ouvriers élisent par métier (par équipe) dans

---

[345] « Le Conseil d'usine est le modèle de l'État prolétarien P : On ne peut que souligner ici la parenté qui unit cette formule à l'une des idées forces de Daniel De Leon : « Le syndicalisme industriel (Industrial Unionism) est la République socialiste en construction; et, une fois le but atteint, le syndicat industriel est la République socialiste en oeuvre» (Daniel De Leon, a Industrial Unionism», Daily People, 20 janvier 1913, in Industrial Unionism, Selected Editorials, New York, 1944, pp. 62-65). Sur ce point, cf. également notes 1 et 2, p. 375.

chaque atelier. Mais alors que le syndicat s'appuie sur l'individu, le Conseil s'appuie sur l'unité organique et concrète du métier, unité qui se réalise en disciplinant le processus industriel. L'équipe (de métier) sent qu'elle se différencie dans le corps homogène de la classe,. mais dans le même temps, elle se sent impliquée dans le système de discipline et d'ordre qui rend possible, par son fonctionnement méthodique et précis, le développement de la production. Du point de vue économique et politique, le métier est une partie parfaitement indifférenciée et parfaitement solidaire du corps de la classe, mais il s'en différencie du point de vue technique et du point de vue du développement de l'instrument particulier dont il se sert au travail. De la même façon, toutes les industries sont homogènes et solidaires pour essayer d'atteindre la perfection dans la production, dans la distribution et dans l'accumulation sociale de la richesse, mais pour tout ce qui touche à l'organisation technique de son activité spécifique, chaque industrie a des intérêts distincts.

L'existence du Conseil donne aux ouvriers une responsabilité directe dans la production; elle les pousse à améliorer leur travail, elle instaure une discipline consciente et volontaire, elle leur donne une mentalité de producteur, de créateur d'histoire. Les ouvriers apportent au syndicat cette conscience nouvelle et, parti de la simple activité de lutte de classe, le syndicat se consacre à la tâche fondamentale d'imprimer à la vie économique et à la technique du travail un nouvel aspect; il se consacre à élaborer la forme de vie économique et de technique professionnelle qui est propre à la civilisation communiste. Dans ce sens, les syndicats, qui sont constitués des ouvriers les meilleurs et les plus conscients, réalisent le moment suprême de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat : ils créent les conditions objectives dans lesquelles les classes sont dans l'impossibilité de continuer à exister et ne peuvent renaître.

Voilà ce que font en Russie les syndicats d'industrie. Ils sont devenus les organismes dans lesquels toutes les entreprises isolées d'une industrie donnée s'amalgament, se lient, s'articulent, formant une grande unité industrielle. Les concurrences gaspilleuses sont éliminées, les grands services administratifs de fourniture, de distribution et de stockage sont unifiés en de grandes centrales. Les systèmes de travail, les secrets de fabrication, les nouvelles applications, sont immédiatement mis en commun dans tout l'ensemble de l'industrie. La multiplicité des fonctions bureaucratiques et disciplinaires, inhérentes aux rapports de propriété privée et à l'entreprise individuelle, est réduite aux simples exigences industrielles. L'application des principes syndicaux à l'industrie textile a permis en Russie une réduction de la bureaucratie, passée de 100 000 employés à 3 500.

L'organisation sur la base de l'usine donne à la classe (à l'ensemble de la classe) une unité homogène et cohérente qui adhère avec souplesse au processus industriel de production et le domine pour s'en rendre définitivement maître. C'est donc dans l'organisation sur la base de l'usine que s'incarne la dictature du prolétariat, l'État communiste qui supprime la domination de classe dans ses superstructures politiques et dans ses rouages généraux.

Les syndicats professionnels et les syndicats d'industrie sont les solides vertèbres du grand corps prolétarien. Ils élaborent les expériences individuelles et locales et ils les thésaurisent, réalisant ainsi cette unification nationale des conditions de travail et de production sur laquelle se base concrètement l'égalité communiste.

Mais pour qu'il soit possible de donner aux syndicats cette orientation aussi positive du point de vue de classe que du point de vue communiste, il est nécessaire que les ouvriers apportent toute leur volonté et toute leur foi à la consolidation et à la généralisation des Conseils, à l'unification organique de la classe laborieuse. Sur cette base homogène et solide, fleuriront et se développeront toutes les structures supérieures de la dictature et de l'économie communiste.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 21, Il octobre 1919.

SYNDICALISME ET CONSEILS [346]

Sommes-nous des syndicalistes? Parti de Turin, le mouvement des délégués d'ateliers n'est-il pas autre chose que la énième incarnation régionale de la théorie syndicaliste? N'est-il vraiment que le petit tourbillon avant-coureur des dévastations du cyclone syndicaliste de fabrication indigène; de ce conglomérat fait de démagogie, de verbalisme emphatique pseudo-révolutionnaire, d'esprit d'indiscipline et d'irresponsabilité, d'agitation maniaque de quelques individus à l'intelligence limitée, pauvres d'esprit et forts en gueule, qui, jusqu'à présent, ne sont parvenus qu'à faire occasionnellement des ravages dans la volonté des masses; de ce conglomérat qui, dans les annales du mouvement ouvrier portera pour étiquette syndicalisme italien ?

La théorie syndicaliste a complètement échoué à l'épreuve concrète des révolutions prolétariennes. Les syndicats ont fait la preuve de leur incapacité organique à incarner la dictature du prolétariat. Le développement normal du syndicat est caractérisé par une décadence continue de l'esprit révolutionnaire des masses : quand la force matérielle augmente, l'esprit de conquête s'affaiblit, ou disparaît complètement, l'élan vital s'épuise, l'intransigeance héroïque fait place à l'opportunisme, à la pratique de la politique du « beurre sur le pain». L'accroissement quantitatif détermine un appauvrissement qualitatif et une confortable installation à l'intérieur des structures sociales capitalistes; elle détermine l'apparition d'une mentalité ouvrière pouilleuse, étroite, digne de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Et pourtant, c'est un devoir élémentaire du syndicat que de recruter la totalité de la masse, d'intégrer dans ses cadres tous les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Le moyen n'est donc pas adapté à la fin, et puisque tout moyen n'est qu'un moment de la fin en train de se réaliser, de s'accomplir, il faut bien en conclure que le syndicalisme n'est pas un moyen d'arriver à la révolution, qu'il n'est pas un moment de la Révolution prolétarienne, que ce n'est pas la révolution en train de se réaliser, de s'accomplir : le syndicalisme n'est révolutionnaire que dans la mesure où il existe une possibilité grammaticale d'accoupler les deux expressions.

Le syndicalisme s'est révélé comme une simple forme de la société capitaliste et non comme un dépassement potentiel de la société capitaliste. Il organise les ouvriers, non en tant que producteurs, mais en tant que salariés, c'est-à-dire en tant que créatures du régime capitaliste de propriété privée; en tant que vendeurs de la marchandise-travail. Le syndicalisme unit les ouvriers en fonction de l'outil du travail ou de la matière à transformer, ce qui revient à dire que

---

[346] Cet article vise manifestement à répondre à l'accusation d'anarcho-syndicalisme ou de syndicalisme révolutionnaire fréquemment lancée - par les dirigeants réformistes de la C.G.L. -contre les positions de L'Ordine Nuovo.

le syndicalisme unit les ouvriers selon les formes qu'impose le régime capitaliste, le régime de l'individualisme économique. Le fait de se servir d'un outil de travail plutôt que d'un autre, de modifier une matière première donnée plutôt qu'une autre, révèle des différences d'aptitudes et de capacité à l'effort et au gain; l'ouvrier se fige dans sa propre capacité et sa propre aptitude et il les conçoit non comme un moment de la production, mais comme un simple moyen de gagner sa vie.

Le syndicat professionnel ou le syndicat d'industrie, en l'unissant à ses camarades du même métier ou de la même industrie, avec ceux qui, dans le travail, se servent du même outil ou transforment la même matière que lui, contribue à renforcer une telle mentalité, il contribue à le rendre toujours davantage incapable de se concevoir comme un producteur, et l'amène à se considérer comme une « marchandise», offerte sur un marché national et international où s'établit, par le jeu de la concurrence, son propre prix et sa propre valeur.

L'ouvrier ne peut se concevoir lui-même comme producteur que s'il se conçoit comme une partie indissociable de tout le système de travail qui se résume dans l'objet fabriqué, que s'il ressent, vivante en lui, l'unité de ce processus industriel qui exige la collaboration du manœuvre, de l'ouvrier qualifié, de l'employé d'administration, de l'ingénieur, du directeur technique. L'ouvrier peut se concevoir comme étant lui-même producteur si, après s'être inséré psychologiquement dans le processus particulier de production d'une usine déterminée (comme, par exemple, à Turin, celui d'une usine de construction automobile) et après s'être pensé lui-même en tant que moment nécessaire et indispensable de l'activité d'un ensemble social qui produit des automobiles, il franchit une nouvelle étape et devient conscient de l'ensemble de l'activité turinoise de l'industrie automobile, et il conçoit alors Turin comme une unité de production caractérisée par l'automobile, et il réalise qu'une grande partie de l'activité laborieuse turinoise n'existe que parce qu'existe et se développe l'industrie de l'automobile, et que, par conséquent, les travailleurs de ces multiples activités générales sont, eux aussi, des producteurs de l'industrie de l'automobile, parce qu'ils sont les créateurs des conditions nécessaires et suffisantes pour que cette industrie existe. A partir de cette cellule : l'usine, considérée comme une unité, comme l'acte créateur d'un produit déterminé, l'ouvrier s'élève à la compréhension d'unités toujours plus vastes, jusqu'à la nation, qui est dans son ensemble un gigantesque appareil de production caractérisé par ses exportations, par la somme de richesses qu'elle échange contre une somme de richesses équivalentes, confluant de tous les coins du monde, venant de tous ces autres gigantesques appareils de production dans lesquels se divise le monde. Alors l'ouvrier est vraiment un producteur, parce qu'il a pris conscience de sa fonction dans le processus productif, à tous ses degrés, depuis l'usine jusqu'à la nation, puis au monde; alors, il sent ce qu'est la classe, et il devient communiste, parce que, pour lui, la propriété privée n'est pas une fonction de la productivité; et il devient révolutionnaire parce qu'il conçoit le capitaliste, le propriétaire privé, comme un poids mort, comme un obstacle, qu'il faut éliminer. Alors, vraiment, il conçoit « l'État», il conçoit ce qu'est une organisation complexe de la société, parce qu'elle se ramène à la forme d'un gigantesque appareil de production qui, avec tous ses rapports, avec toutes les fonctions nouvelles et supérieures qu'exige sa terrible grandeur, reflète la vie de l'usine, et représente l'ensemble, harmonisé et hiérarchisé, des conditions nécessaires pour que son industrie, pour que son usine, pour que sa personnalité de producteur vivent et se développent.

La pratique italienne du syndicalisme pseudo-révolutionnaire est repoussée par le mouvement turinois des Délégués d'ateliers, tout autant que la pratique du syndicalisme réformiste; elle est même repoussée au second degré, puisque le syndicalisme réformiste est un dépassement du syndicalisme pseudo-révolutionnaire. En effet, si le syndicat n'est capable que de donner aux ouvriers le « pain et le beurre», si le syndicat ne peut, dans un régime bourgeois, qu'assurer un marché stable des salaires et éliminer quelques-uns des aléas les plus menaçants pour l'intégrité physique et morale de l'ouvrier, il est évident que la pratique réformiste a mieux réussi que la pratique pseudo-révolutionnaire à obtenir de tels résultats. Si l'on demande à un outil davantage que ce qu'il peut fournir, si l'on fait croire qu'un outil peut fournir davantage que ce que lui permet sa nature, on ne cesse de commettre des bévues, on exerce une action purement démagogique. Les syndicalistes pseudo-révolutionnaires d'Italie en arrivent souvent à discuter sur l'opportunité de faire du syndicat [347]*(par exemple du syndicat des cheminots)* un cercle fermé, ne comptant que des « révolutionnaires», que la minorité audacieuse qui entraîne les masses froides et indifférentes; c'est-à-dire qu'ils en arrivent à renier le principe élémentaire du syndicalisme qui est d'organiser l'ensemble de la masse. S'ils en arrivent là, c'est qu'ils pressentent confusément, au plus profond d'eux-mêmes, l'inanité de « leur» propagande, l'incapacité du syndicat à donner une forme concrètement révolutionnaire à la conscience de l'ouvrier. C'est qu'ils ne se sont jamais posé avec clarté et précision le problème de la révolution prolétarienne; c'est que ces fervents défenseurs de la théorie des « producteurs» n'ont jamais eu une conscience de producteurs : ce sont des démagogues et non des révolutionnaires, ce sont des agitateurs qui se contentent d'émouvoir avec le faux brillant de leurs discours et non des éducateurs, qui forment les consciences.

Le mouvement des délégués ne serait-il né, et ne se développerait-il donc que pour remplacer Buozzi ou D'Aragona par Borghi [348] ? Le mouvement des délégués est le refus de toutes les formes d'individualisme ou de mise en avant des personnalités. C'est le commencement d'un grand processus historique dans lequel la masse laborieuse prend conscience de son indivisible unité, basée sur la production, basée sur l'acte concret du travail, et donne à cette conscience une forme organique en se créant une hiérarchie, en tirant cette hiérarchie du plus profond d'elle-même, afin qu'elle incarne sa volonté consciente, tendue vers un objectif précis, vers un vaste processus historique qui, malgré les erreurs que les individus pourront commettre, malgré les crises que les contingences nationales ou internationales risquent de déterminer, atteindra irrésistiblement son sommet avec l'instauration de la dictature du prolétariat, avec l'Internationale communiste.

La théorie syndicaliste n'a jamais formulé une telle conception du producteur et du processus de développement historique de la société des producteurs; elle n'a jamais montré qu'il conviendrait de donner cette direction et ce sens à l'organisation des travailleurs. Elle a tiré une théorie d'une forme particulière d'organisation, qui est le syndicat professionnel et le syndicat d'industrie, et si elle a construit sur une réalité, c'est sur une réalité modelée par le

---

[347] Le Syndicat des cheminots n'avait pas adhéré à la C.G.L. et comprenait un fort noyau d'anarcho-syndicalistes et de syndicalistes révolutionnaires.

[348] Ludovico D'Aragona, secrétaire de la C.G.L., et Bruno Buozzi, secrétaire de la FIOM (Fédération de la métallurgie), représentaient les hommes forts du réformisme dans le mouvement syndical. Anarchiste, Armando Borghi animait au contraire un syndicat révolutionnaire : l'Unione Sindacale Italiana, créée en 1914, et dont le III* Congrès (20-23 décembre 1919) allait se prononcer en faveur des Consigli di fabbrica.

régime capitaliste de la libre concurrence, de la propriété privée de la force-travail; elle n'a donc construit qu'une utopie, un grand château d'abstractions.

La conception du système des Conseils, fondé sur la puissance de la masse laborieuse organisée par lieu de travail, par unité de production, a sa source dans les expériences historiques concrètes du prolétariat russe, elle est le résultat de l'effort théorique des camarades communistes russes qui ne sont pas des syndicalistes révolutionnaires, mais bien des socialistes révolutionnaires.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 1, 25, 8 no*vembre 1919.

LUTTE ANTIBOURGEOISE [349]

Pourquoi la classe propriétaire lutte-t-elle avec autant d'acharnement et dépense-t-elle des dizaines de millions pour remporter la victoire aux élections? Pourquoi lancer tant de tracts, pourquoi noircir tant de colonnes de journaux, pourquoi soudoyer autant de sicaires contre le Parti socialiste, contre le parti de la classe ouvrière?

La classe propriétaire est désormais convaincue que le mouvement prolétarien tend vraiment à la conquête du pouvoir social; elle est convaincue que les travailleurs, ouvriers et paysans, tendent vraiment à l'expropriation de la grande industrie et de la grande propriété foncière. Elle en est convaincue depuis que la classe ouvrière a démontré qu'elle était capable de s'organiser en État, avec ses méthodes et ses systèmes, qu'elle était capable de créer sa hiérarchie, expression de sa volonté et de ses fins historiques, capable de réorganiser l'appareil national de la production industrielle et agricole, en le transformant selon ses exigences de classe productrice. La classe propriétaire terrorisée se réfugie dans son dernier abri; dans son bastion le plus valide et le plus puissant : l'État parlementaire-bureaucratique, l'organisme central de sa force, l'organisme qui contrôle et dirige toute l'activité économique et spirituelle de la nation, qui réunit la direction de toutes les fabriques, de toutes les entreprises agricoles, en une seule et unique direction suprême de tout l'appareil national de production industrielle et agricole.

---

[349] Écrit à la veille des élections législatives du 16 novembre 1919, ce texte recoupe un autre article de Gramsci, publié au même moment dans L'Ordine Nuovo, « 1 Rivoluzionari e le elezioni» (O.N., 1, 26, 15 novembre 1919, - in L'Ordine Nuova 1919-1920, pp. 307-309), et dans lequel Gramsci s'interroge sur la portée des élections pour des « révolutionnaires conscients» qui ne voient, dans le Parlement, que « le masque de la dictature bourgeoise». Que Gramsci ait ainsi consacré deux articles à défendre et justifier - du point de vue « révolutionnaire» - le « principe électoral», témoigne de la prégnance et de la diffusion des thèses abstentionnistes parmi les révolutionnaires.

Dès sa réunion des 18-22 mars 1919 la direction du P.S.I. avait pourtant adopté à l'unanimité une motion en faveur de la participation aux élections : « [...] La méthode électorale pour la conquête des pouvoirs publicsest partie intégrante du programme fondamental et de l'histoire du parti, lequel ne peut y renoncer sans perdre son véritable caractère [...]» Si a unanime» qu'elle tilt, cette position n'en avait pas moins soulevé les protestations de la fraction abstentionniste, qui, regroupée autour de Bordiga et du Soviet de Naples, entama une campagne opposant « préparation électorale» et « préparation révolutionnaire» et, surtout, liant étroitement le problème de l'abstentionnisme à celui de l'élimination de la « droite opportuniste» présente dans le P.S.I. Le XVIe Congrès du P.S.I., réuni à Bologne du 5 au 8 octobre 1919, s'était également conclu par l'adoption par 48 966 voix de la motion a maximaliste-électoraliste» présentée par Serrati,contre 14 935 voix à la motion a maximaliste-unitaire» exprimant la fidélité au « programme de 1892» et 3 359 voix seulement à la motion « communiste-abstentionniste P de Bordiga. Soucieux sans doute de ne pas se couper de ce dernier courant - dont le vote de Bologne ne paraît traduire qu'imparfaitement l'écho et la portée - Gramsci propose donc ici une sorte de bon usage révolutionnaire de l'élection : il s'agit, en substance, d'envoyer au Parlement un groupe socialiste assez fort pour interdire à la bourgeoisie de se donner un gouvernement « stable et fort» et la contraindre, ce faisant, à « sortir de l'équivoque démocratique, à sortir de la légalité».

Posséder le gouvernement cela signifie, pour la classe propriétaire, être en mesure de saboter la révolution; cela veut dire pouvoir embrigader, avec les moyens énormes dont dispose l'État, des dizaines de centaines de milliers de gardes blancs; cela signifie avoir la possibilité de manœuvrer, face au flux révolutionnaire; cela signifie la possibilité d'arrêter d'un seul coup, au moment décisif, le mécanisme administratif qui règle la vie de la nation et en plongeant ainsi le pays dans le chaos et le tumulte, créer les conditions qui permettront à une minorité de mercenaires bien armés et bien entretenus, d'avoir raison de la majorité qui voit se dresser devant elle le spectre de la famine. Mais on ne peut posséder le gouvernement qu'autant que sont réunies les conditions qui lui permettent de fonctionner, c'est-à-dire lorsque existe un Parlement susceptible de fournir au gouvernement une majorité stable et sûre. Et voilà pourquoi la classe propriétaire s'acharne tant en ce moment contre le parti socialiste; voilà pourquoi elle dépense des dizaines de millions et lance tant de sicaires stipendiés contre les candidats du socialisme international, contre les candidats du parti de la classe ouvrière. Pour remporter les élections, pour interdire à la classe propriétaire l'exercice du pouvoir social, il n'est pas nécessaire que le parti socialiste obtienne la moitié plus un des sièges parlementaires; il suffit que le Parti socialiste ait plus de cent députés parmi ses militants. La Chambre ne pourrait plus fonctionner comme base du gouvernement, comme base du pouvoir. Il y aurait crise sur crise, agitation sur agitation, les grandes masses seraient contraintes de sortir de leur apathie, de secouer leur veulerie, et d'entrer dans le système des forces révolutionnaires, pour collaborer avec le prolétariat d'avant-garde au renversement de la classe patronale et à la fondation organique de la société communiste.

Le Parlement est un organe de libre concurrence. En y gagnant la majorité absolue, la classe propriétaire donne l'illusion à la multitude informe des individus, que les intérêts des coffres-forts s'identifient aux intérêts de la majorité populaire. Puisque cette majorité bourgeoise est divisée en partis qui luttent entre eux pour apporter une solution plutôt qu'une autre aux problèmes inhérents au régime de la propriété privée, on donne l'illusion que ce dernier ne doit pas être remis en question, mais qu'il s'agit tout simplement de la forme extérieure de cette institution et de l'ensemble des rapports qui en forment la superstructure.

Envoyer au Parlement un bon noyau de militants socialistes cela veut dire mettre un terme à ces joutes de politicards. Les socialistes internationalistes détruiront cette illusion; ils contraindront les partis bourgeois à former un *trust* des défenseurs de la classe propriétaire et à en démasquer la dictature. Pour que la révolution soit intégrale, pour qu'elle ne tombe pas entre les mains de réformistes brouillons et opportunistes du type de Kerenski, il est nécessaire de gagner à la révolution les plus vastes couche de la population, de ceux qui sont engourdis, de ceux qui croient encore possible de sortir de la terrible crise économique et morale dans laquelle la guerre a plongé la nation, par de petites modifications de forme, par un léger remaniement du parti au gouvernement. Ce travail d'éclaircissement ne peut être accompli que par une action parlementaire droite et intransigeante. Les militants socialistes, par leur nombre, doivent contraindre les partis bourgeois à s'unifier, ils doivent mettre un terme à la concurrence des partis. politiques dans la sphère gouvernementale et promouvoir dans cette sphère aussi la concurrence des classes, la lutte de classe pour le pouvoir social.

Les ouvriers et les paysans conscients du processus historique de la révolution, doivent se convaincre qu'il est nécessaire de lutter d'arrache-pied pour envoyer au Parlement le plus grand

nombre possible de militants du Parti socialiste. Il ne s'agit pas de conquérir le Parlement comme forme stable du pouvoir social. Les socialistes veulent envoyer beaucoup de militants au Parlement pour rompre l'enchantement de la « souveraineté» populaire, pour frapper au cœur la classe propriétaire, dans son gouvernement, dans son organisme de contrôle de l'appareil national de production et d'échange. Ce que les ouvriers d'une usine veulent faire pour le pouvoir sur la production de l'usine, ce que les paysans pauvres veulent faire pour le pouvoir sur la production d'une exploitation agricole ou d'un village, le Parti socialiste, le parti des ouvriers et paysans, doit le faire pour l'organisme central qui domine les grands courants économiques de la nation, qui lie le pouvoir capitaliste d'une usine au pouvoir d'une autre usine, qui établit et garantit les rapports de propriété. Si l'on ne conquiert pas le pouvoir central, si l'on ne donne pas au parti des ouvriers et paysans la possibilité d'immobiliser politiquement l'organisme central de la classe propriétaire, toute tentative d'expropriation ne serait qu'une aventure à la Masaniello [350], une illusion et une catastrophe. Il faut arriver au cœur même du système capitaliste et l'étreindre d'une poigne de fer; il faut réduire la classe propriétaire dans le donjon de son château d'iniquité et d'exploitation et l'y anéantir. La lutte électorale est aujourd'hui l'étape la plus importante de la lutte de classe, de la lutte révolutionnaire, pour l'avènement du communisme. Les ouvriers et les paysans d'avant-garde doivent y entraîner la masse entière du prolétariat industriel et agricole. Toute défection - et toute abstention est défection - toute défection est désertion de la lutte révolutionnaire : c'est une lâcheté de l'Armée rouge face aux hordes mercenaires du capitalisme assassin.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise,
13 novembre 1919; édition milanaise, 15 novembre 1919.

LA DÉFAITE BOURGEOISE [351]

Les vieilles hiérarchies sociales sont mortes. L'idée libérale qui avait fini par être misérablement incarnée par un ramassis de laquais et de sicaires du coffre-fort, a été expulsée de l'histoire du peuple italien. La « démocratie», réduite en miettes, s'est pulvérisée dans une multiplicité de cliques locales; il y a la « démocratie» turinoise, milanaise, bolognaise... mais plus de « démocratie» italienne. La masse des paysans et des ouvriers révolutionnaires qui, pour la première fois entrent en jeu en tant que masse unitaire solide et disciplinée, sous un seul drapeau et avec un seul mot d'ordre, a balayé la tourbe hurlante et terrorisée des politiciens professionnels, des « dirigeants» de droit divin. L'événement décisif de ce très grave moment de l'histoire du peuple italien, a été la fusion qui vient de se réaliser entre les masses ouvrières et les masses paysannes. Le triomphe du parti du peuple travailleur est le triomphe de la classe prolétarienne, comme totalité, en tant que masse des producteurs italiens. Jusqu'ici le Parti socialiste était essentiellement le parti des ouvriers d'industrie, le parti de l'avant-garde révolutionnaire. Le pouvoir du Parti socialiste était basé sur une section d'assaut nombreuse et

---

[350] Du nom de Masaniello, chef de l'insurrection napolitaine de 1647 contre le vice-roi espagnol; figure d'aventurier ambitieux, c'est pour Gramsci l'un des prototypes du héros de romans populaires.

[351] Les élections du 16 novembre 1919 parurent combler les espoirs de Gramsci, qui écrivait, dans l'attente des résultats : « La révolution sortira des élections indubitablement renforcée» (« 1 risultati che attendiamo», Avanti !, édition piémontaise, 17 novembre 1919, - in L'O.N. 1919-1920, pp. 309-311). Sur environ 6 500 000 voix les socialistes en obtinrent en effet plus de 1840 000 avec 156 sièges, la grande surprise étant constituée toutefois par les 1 175 000 voix et les 100 sièges obtenus par le Partito Popolare Italiano (P.P.I.), catholique, créé par Don Sturzo au début de l'année (18 janvier 1919). Sur ces élections, cf. également « Le Elezioni», L'Ordine Nuovo, 1, 27, 22 novembre 1919, - in L'Ordine Nuovo 1919-1920, pli. 311-313.

aguerrie; aujourd'hui le parti socialiste a une armée rouge structurée et bien encadrée; les paysans se sont unis à leurs frères ouvriers, à la section d'assaut se sont jointes les lourdes réserves de l'infanterie et de l'artillerie de campagne. La forteresse capitaliste ne résistera pas longtemps au siège de ces vastes masses paysannes, tenaces et patientes; elles ont remporté le Vittorio Veneto de l'impérialisme capitaliste, elles gagneront le Vittorio Veneto du socialisme libérateur, de l'Internationale prolétarienne.

Si le Parti socialiste était une fraction de la démocratie libérale, il serait aujourd'hui le parti de gouvernement. L'appareil administratif, judiciaire, militaire, du pouvoir politique devrait lui revenir, et il pourrait l'exercer en faveur de la classe ouvrière. C'est dans cette phase dialectique de la lutte de classe qu'aura lieu le choc violent. Les institutions bourgeoises sont désormais vides de tout contenu politique. L'appareil bourgeois de l'État ne s'appuie plus désormais que sur le terrorisme et sur l'administration ordinaire. Les institutions traditionnelles ont perdu tout prestige; on y fait allusion comme à des sources de désordre et de dissolution. L'État ouvrier s'est donné des bases solides et profondes à l'échelle nationale : les deux principales branches de la classe des producteurs - les ouvriers et les paysans - se sont largement rassemblées sous le drapeau de l'Internationale socialiste : elles sont la base permanente et solide du nouvel appareil administratif qui constituera l'État prolétarien.

Les journaux de la bourgeoisie s'efforcent inutilement d'expliquer par des raisons contingentes le triomphe du socialisme international. Mais les explications sont autant d'accusations cinglantes contre le régime actuel. Si des bourgeois se sont abstenus d'exercer leur droit de vote, cela prouve clairement la perte de prestige et de pouvoir des institutions. La devise « Qui n'est pas avec moi, est contre moi», acquiert tout son sens à l'égard des institutions. Ces abstentionnistes sont de petits intellectuels, de petits bourgeois, semi-prolétaires, psychologiquement arriérés, qui n'ont pas le courage moral de se ranger à côté des ouvriers et des paysans, mais qui, d'autre part, abhorrent et haïssent les hommes du passé, les responsables criminels de la guerre. Ce sont eux qui ont sans doute été les plus sensibles à la campagne frénétique de calomnies contre le bolchevisme russe : ce sont ces individus qui aspirent au socialisme, mais qui ne connaissent pas le monde ouvrier et croient de bonne foi que les ouvriers sont un ramassis de brutes inintelligentes et avinées. Le processus ultérieur de la révolution les jettera sans doute du côté des ouvriers et paysans, car ils sont toujours du côté du plus fort. La situation était obscure et chaotique : on ne pouvait pas prévoir que le socialisme international serait aussi fort qu'il l'est apparu soudain en Italie. Ces individus sont imbus de carriérisme et de fonctionnarisme et leur abstentionnisme est le symptôme le plus grave de la décomposition de la galère capitaliste : si l'instinct infaillible de ces rongeurs de traitements et de petites rentes les pousse à quitter le bord subrepticement, c'est que le naufrage est inévitable.

L'Italie de la révolution vient de naître. Le nombre de voix remporté par les divers partis révèle les différentes phase de la maturité révolutionnaire du peuple italien. Au socialisme se mêlent impétueusement, irrésistiblement d'autres éléments étrangers ou contradictoires, tels que la religion, la démocratie, les passions pas complètement éteintes des anciens combattants. Le processus révolutionnaire éclaire et purifie les masses profondes du peuple, convaincues chaque jour davantage que le salut de la vie et de la dignité humaine, la restauration de l'ordre, l'arrêt énergique de la dissolution et de la catastrophe économique et morale ne peuvent être réalisés que par une discipline dure et impitoyable imposée aux classes parasitaires et politicardes par

les ouvriers et les paysans organisés dans leur État, dans l'État où qui ne travaille pas ne mange pas.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise,
19 novembre *1919;* édition milanaise, 20 novembre *1919.*

LE PARTI ET LA RÉVOLUTION

Avec son réseau de sections (qui, dans les grands centres industriels constituent à leur tour le pivot d'un dense et puissant appareil de cercles de quartiers), avec ses fédérations provinciales, solidement cimentées par les courants d'idées et d'activités qui rayonnent des sections urbaines, avec ses congrès annuels, régulièrement convoqués pour discuter et résoudre les problèmes immédiats et concrets, et qui représentent la plus haute instance de cette souveraineté que la masse exerce par l'intermédiaire de délégations aux pouvoirs nettement définis et limités, avec sa direction *qui* émane directement du congrès, et en est le comité permanent d'exécution et de contrôle, le Parti socialiste constitue un appareil de démocratie prolétarienne *qui* peut facilement apparaître à l'imagination politique, comme « exemplaire ».

Le Parti socialiste est un modèle de société « libertaire», disciplinée volontairement, par un acte explicite de conscience; imaginer toute la société humaine comme un colossal Parti socialiste, avec ses demandes d'admission et ses démissions, ne peut manquer de chatouiller le préjugé contractualiste de nombreux esprits subversifs qui ont fait leur éducation dans Jean-Jacques Rousseau et dans les opuscules anarchistes bien plus que dans les doctrines historiques et économiques du marxisme. La constitution de la République russe des Soviets se fonde sur des principes identiques à ceux sur lesquels se fonde le Parti socialiste; le gouvernement de la souveraineté populaire russe a des formes de fonctionnement qui offrent une ressemblance frappante avec les formes de gouvernement du Parti socialiste. Il n'est vraiment pas surprenant que de ces analogies et de cette communauté d'aspirations instinctives soit né le mythe révolutionnaire qui conçoit l'instauration du pouvoir prolétarien comme une dictature de l'appareil des sections du Parti socialiste.

Cette conception est pour le moins aussi utopique que celle qui voit dans les syndicats et dans les Bourses du travail les formes du processus de développement révolutionnaire. La société communiste ne peut être conçue que comme une formation « naturelle», liée à l'instrument de production et d'échange; et la révolution peut être considérée comme l'acte de reconnaissance historique du « naturel» d'une telle formation. Le processus révolutionnaire ne peut donc s'identifier qu'avec un mouvement spontané des masses laborieuses, déterminé par le choc des contradictions inhérentes à la coexistence humaine dans un régime de propriété capitaliste. Prises dans la tenaille des conflits capitalistes, menacées d'être condamnées sans appel à la perte de leurs droits civiques et spirituels, les masses se détachent des formes de la démocratie bourgeoise, elles sortent de la légalité et de la constitution bourgeoises. La société pourrait se décomposer, toute production de richesse utile pourrait cesser, et les hommes pourraient tomber au fond d'un sombre abîme de misère, de barbarie et de mort, sans provoquer la moindre réaction de la conscience historique des masses populaires, qui acquièrent de nouveaux cadres, qui réalisent un ordre nouveau dans le processus de production et de distribution de la richesse. Les organismes de lutte du prolétariat sont les « agents» de ce

colossal mouvement de masse; le Parti socialiste est indubitablement le principal « agent de ce processus de désagrégation et de restructuration, mais il n'est pas, et il est inconcevable qu'il puisse l'être, la forme même de ce processus; cette forme qui doit être ductile et malléable selon le bon plaisir des dirigeants. La social-démocratie germanique (entendue dans son ensemble de mouvement syndical et politique) a réalisé le paradoxe de plier par la violence le processus de la révolution prolétarienne allemande aux formes de son organisation, et elle a cru dominer ainsi l'histoire. Elle a créé « ses» conseils, autoritairement, avec une majorité sûre, choisie parmi ses hommes : elle a mis des entraves à la révolution, elle l'a domestiquée. Aujourd'hui elle a perdu tout contact avec la réalité, si ce n'est le contact du poing de Noske avec la nuque de l'ouvrier, et le processus révolutionnaire suit son cours incontrôlable, encore mystérieux, et qui affleurera en des jaillissements insoupçonnés de violence et de douleur.

Le Parti socialiste, par son action intransigeante dans le domaine politique, provoque des résultats identiques à ceux que les syndicats réalisent sur le plan économique : il met fin à la libre concurrence. Le Parti socialiste, par son programme révolutionnaire, retire à l'appareil de l'État bourgeois sa base démocratique, faite du consensus des gouvernés. Il influence des masses populaires toujours plus profondes et leur donne l'assurance que le malaise dans lequel elles se débattent n'est pas une bagatelle, que ce n'est pas un malaise dont on ne peut sortir, mais qu'il correspond à une nécessité objective, qu'il est le moment inéluctable d'un processus dialectique qui doit déboucher sur une rupture violente, sur une régénération de la société. Voici que le parti est en train de s'identifier ainsi à la conscience historique des masses populaires et d'en gouverner le mouvement spontané, irrésistible; c'est là une façon de gouverner incorporelle; elle s'exerce à travers des millions et des millions de liens spirituels, elle est un rayonnement de prestige qui ne peut se transformer en gouvernement effectif qu'à la faveur de moments de paroxysme: un appel à descendre dans la rue, le déploiement de forces militantes, prêtes à repousser de leurs corps un danger, prêtes à disperser la nuée de la violence réactionnaire. Une fois obtenu le résultat de paralyser le fonctionnement de la légalité dans le gouvernement des masses populaires, commence pour le parti la phase la plus difficile et la plus délicate de son activité : la phase d'activité positive. Les théories répandues par le parti agissent de façon autonome sur les consciences individuelles et déterminent des configurations sociales nouvelles, liées à ces théories; elles déterminent des organismes qui fonctionnent selon leur loi intrinsèque, elles déterminent des appareils de pouvoir embryonnaires dans lesquels la masse réalise son gouvernement, dans lesquels la masse prend conscience de sa responsabilité historique et de sa mission précise qui est de créer les conditions du communisme régénérateur. Le parti, en tant que formation compacte et militante au service d'une idée, influence cette intime activité d'élaboration des structures nouvelles, ce travail des innombrables millions d'infusoires sociaux qui préparent les rouges bancs corallifères qui, un jour qui n'est pas lointain, affleureront, briseront les assauts de la bourrasque océane, ramèneront la paix sur les flots, et établiront un nouvel équilibre dans les courants et les climats. Mais cette influence est tout organique, elle est dans le courant des idées, dans le maintien de l'intégralité de l'appareil de gouvernement spirituel, elle est dans le fait que des millions et des millions de travailleurs, en fondant de nouvelles hiérarchies, en instituant les ordres nouveaux, savent que la conscience historique qui les anime s'incarne de façon vivante dans le Parti socialiste, se justifie par une doctrine : la doctrine du Parti socialiste, et possède un rempart puissant : la force politique du Parti socialiste.

Le Parti reste la hiérarchie supérieure de cet irrésistible mouvement de masse. Le Parti exerce la plus efficace des dictatures, celle qui naît du prestige, celle qui est l'acceptation consciente et spontanée d'une autorité que l'on reconnaît comme étant indispensable à la bonne réussite de l'œuvre entreprise. Gare, si, par une conception sectaire du rôle du Parti dans la révolution, on prétend matérialiser cette hiérarchie, si l'on prétend fixer dans les formes mécaniques du pouvoir immédiat l'appareil de gouvernement des masses en mouvement, si l'on prétend plier le processus révolutionnaire aux formes du Parti ! Car on réussira alors à entraîner une partie des hommes, on réussira à « dominer» l'histoire, mais le réel processus révolutionnaire échappera au contrôle et à l'influence du Parti, devenu à son insu un organisme conservateur.

La propagande du Parti socialiste insiste aujourd'hui sur ces thèses irréfutables :

Les rapports traditionnels d'appropriation capitaliste du produit du travail humain ont changé radicalement. Avant-guerre, le travail italien permettait, sans encourir de graves secousses, l'appropriation par l'étroite minorité des capitalistes et par l'État de 60 % de la richesse produite par le travail, tandis que des dizaines de millions de membres de la population laborieuse devaient se contenter, pour satisfaire les exigences de leur vie élémentaire et celles de leur vie culturelle supérieure, d'un maigre 40 %. Aujourd'hui, après la guerre, voici le phénomène auquel on assiste : la société italienne ne produit que la moitié de la richesse qu'elle consomme : l'État consacre au travail futur des sommes colossales, c'est-à-dire qu'il fait de plus en plus du travail italien l'esclave de la ploutocratie internationale. A ces deux rançonneurs de la production que sont les capitalistes et l'État s'en est ajouté un troisième, purement parasitaire : cette caste militaro-bureaucratique de la petite bourgeoisie qui s'est formée pendant la guerre « C'est précisément elle qui prélève cette moitié de richesse non produite qui est consacrée au travail futur : elle la prélève directement sous forme de salaires et de pensions et elle la prélève indirectement car sa fonction parasitaire suppose l'existence de tout un appareil parasitaire. Si la société italienne ne produit que 15 milliards de richesse, alors qu'elle en consomme 30, et si ces 15 milliards sont produits par les huit heures de travail quotidien des dizaines de millions de membres de la population laborieuse qui reçoivent de 6 à 7 milliards en salaires, la balance capitaliste ne peut être normalement redressée que d'une seule façon : en contraignant les dizaines de millions de membres de la population laborieuse à fournir, pour la même masse salariale, une, deux, trois, quatre, ou cinq heures de travail supplémentaire, de travail non payé, de travail qui s'en ira engraisser le capital, afin qu'il puisse récupérer sa fonction d'accumulation de travail; qui s'en ira à l'État afin qu'il puisse payer ses dettes, consolider la situation de la petite bourgeoisie pensionnée, et la dédommager des services qu'elle a rendus, à l'État et au Capital, en obligeant, les armes à la main, la population laborieuse à crever sur les machines et sur la glèbe.

Dans cette conjoncture des rapports capitalistes, la lutte de classe ne saurait avoir d'autre but que la prise du pouvoir de l'État par la classe ouvrière afin de diriger cet énorme pouvoir contre les parasites, les contraindre à rentrer dans les rangs du travail et abolir d'un seul coup la monstrueuse rançon qui est prélevée aujourd'hui. Il faut, pour atteindre ce but, que toute la masse laborieuse coopère, que toute la masse laborieuse s'organise et se dote d'une forme consciente, conforme à la place qu'elle occupe dans le processus de production et d'échange; ainsi chaque ouvrier, chaque paysan est appelé à collaborer au sein du Conseil à l'effort de régénération, il est appelé à constituer l'appareil du gouvernement industriel et de la dictature;

c'est ainsi que s'incarne dans le Conseil la forme actuelle de lutte de la classe qui tend au pouvoir. Et c'est ainsi que se dessine le réseau d'institutions à travers lesquelles s'accomplit le processus révolutionnaire : le Conseil, le syndicat, le Parti socialiste. Le Conseil est la formation historique de la société, déterminée par la nécessité de dominer l'appareil de production, c'est une formation née de la consciente conquête de soi qui s'est accomplie chez les producteurs. Le syndicat et le Parti sont des associations volontaires, ce sont des instruments de propulsion du processus révolutionnaire, des « agents» et des « gérants» de la révolution : le syndicat coordonne les forces productives et imprime une forme communiste à l'appareil industriel; le Parti socialiste est le modèle vivant et dynamique d'une coexistence sociale qui ne sépare pas la liberté de la discipline, et qui fait rendre à l'esprit humain toute l'énergie et tout l'enthousiasme dont il est capable.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 31, 27 décembre 1919.

L'ANNÉE RÉVOLUTIONNAIRE

L'Armée rouge de l'État ouvrier russe est aux portes de Irkoutsk et d'Odessa : l'amiral Koltchak est coupé de ses bases et l'on peut prévoir sa capture et sa condamnation par un tribunal d'ouvriers et de paysans sibériens; le général Denikine est repoussé jusqu'à la mer sous la protection des cuirassés français et anglais. L'avance victorieuse de l'Armée rouge ouvrière est l'événement le plus important de l'année 1919, c'est le plus grand événement historique des vingt premières années du siècle : un État ouvrier est né en Europe et dans le monde, un État ouvrier de 120 millions d'habitants, dont l'influence rayonne en Europe et en Asie; qui modifie et met en mouvement les esprits et les corps d'un milliard et plus de population, des deux tiers de la population mondiale.

L'avance victorieuse de l'Armée rouge est la meilleure preuve de la solidité de l'État ouvrier russe. Celui-ci s'est désormais profondément inséré dans le système des forces économiques et politiques du monde, il les transforme et il les oblige à tenir compte de son existence vigoureuse, de son énergie expansive et conquérante de consciences et de volontés actives. Quatre millions d'ouvriers urbains, avec la solidarité des masses de paysans pauvres, ont pu, en deux ans, créer un appareil d'État qui en impose aux plus anciennes organisations capitalistes. Avec le reste d'une immense ruine, la classe ouvrière russe a su construire une réalité historique vivante qui se développe et se renforce tandis que, tout autour, le monde craque sinistrement. Vaincue économiquement, la Russie, grâce à l'effort héroïque du prolétariat, avant-garde consciente du peuple travailleur, a créé un organisme économique qui lui a permis de vivre pendant deux ans par ses propres moyens, tandis que le reste de l'Europe s'endette et hypothèque son avenir de tailles énormes. Défaite militairement, réduite à une poussière de petits États, la Russie, grâce à l'abnégation et à la vertu créatrice du peuple travailleur, grâce au sacrifice du prolétariat conscient, a créé une puissante armée, une formidable machine de guerre qui avance en chassant comme des troupeaux de moutons la soldatesque mercenaire de la réaction capitaliste. Tandis que tout autour, le monde capitaliste se décompose et que les signes les plus probants d'une telle décomposition sont en' effet l'incapacité à satisfaire les exigences élémentaires de la vie humaine, de la part de l'appareil économique assujetti à la forme de propriété capitaliste, et l'incapacité de l'appareil politique, asservi aux coffres-forts, de donner une forme disciplinée et une conscience sociale à la population, en Russie le prolétariat a su créer un appareil

économique qui « suffit» à la société russe et dont le développement, fût-ce au prix de sacrifices et de douleurs, assure un avenir de bien-être et de progrès civil, et il a créé un appareil politique qui donne au pouvoir la possibilité de gouverner avec la confiance et la collaboration des masses et le prestige nécessaire pour tirer de la discipline volontaire et consciente des masses une armée puissante et disciplinée, prête aux plus lourds efforts, aux plus atroces souffrances, afin de soutenir le gouvernement, le renforcer, en imposer la reconnaissance et le respect à la coalition capitaliste.

Créer un État, créer une puissance étatique capable de vivre et de se développer : cet impératif historique de tous les peuples qui veulent se donner de nouvelles institutions, le peuple travailleur de Russie l'a réalisé. Et le peuple travailleur de Russie l'a réalisé grâce aux vertus héroïques du prolétariat, des ouvriers communistes guidés par le Parti marxiste révolutionnaire. Les ouvriers des grandes villes russes ont réalisé la prévision historique de Marx : la classe capitaliste se décompose en s'éloignant progressivement de l'instrument de travail et en s'isolant sauvagement dans un cercle étroit de plaisirs, de violence et de corruption et si le prolétariat russe a trouvé la force immense qui lui a permis de se détacher des formes de la démocratie bourgeoise, c'est parce qu'il a su s'isoler dans la sphère du travail et de la production; c'est parce qu'il s'est considéré comme une unité de celle-ci et s'est organisé dans le monde du travail et de la production. Il a basé son pouvoir social, le choix de ses députés, le monde du travail autour de l'usine et de l'unité industrielle urbaine. Il a lié ces formations entre elles par les filets économiques des échanges et des interdépendances économiques. Il a su donner aux masses paysannes l'impression d'une très grande force nouvelle; leur faire comprendre que les villes n'étaient plus le siège des banques et des expropriateurs des paysans, mais le siège du prolétariat, de la classe ouvrière, dont les intérêts et les aspirations sont solidaires de ceux de la classe paysanne.

La classe ouvrière russe a donné ainsi, grâce à son expérience économique, une base positive d'enseignements et d'exemples au prolétariat mondial. Grâce à la politique intransigeante, secondée par l'action fructueuse de l'Armée rouge, elle a affaibli la capacité de résistance des oppresseurs du prolétariat mondial : en avançant vers l'Orient, l'Armée rouge réveille la volonté de 400 millions de Chinois écrasés par la ploutocratie anglo-américaine et menacés par les visées du militarisme japonais; elle réveille la volonté de révolte de 300 millions d'Indiens asservis aux coffres-forts anglais, *[une ligne et demie censurée]* en créant la IIle Internationale, le prolétariat russe a restauré le principe de l'ordre et de la discipline révolutionnaire internationale, qu'avait détruit l'opportunisme réformiste asservi, pendant la guerre, aux États bourgeois.

L'État ouvrier russe démontre ainsi qu'il représente un principe de vie dont le souffle est plus ample que celui des révolutions qui ont eu lieu jusqu'ici dans l'histoire de l'humanité. Le principe qui vit et milite dans la Révolution russe est le principe de la régénération du monde; c'est le principe de l'unification du monde régénéré. L'année 1919 a vu la plus importante phase du développement de la Révolution russe, du premier État ouvrier de l'histoire; elle en a vu les efforts terribles pour se concentrer sur lui-même et pour acquérir la force expansive qui, vers la fin de l'année, s'est déchaînée sur deux continents, balayant devant soi la barbarie du passé. L'année 1919 a vu les premières lueurs de l'histoire du genre humain délivré des classes et des guerres civiles.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise, 1er janvier 1920.

LA FONCTION HISTORIQUE DES GRANDES VILLES [352]

La Révolution communiste sera accomplie par la classe ouvrière, par le prolétariat, au sens marxiste du mot, c'est-à-dire par une couche sociale constituée par les ouvriers des grandes villes, tels que les ont modelés l'usine et le système industriel capitaliste. La ville, cet organisme d'industrie et de vie sociale, de même qu'elle a été l'instrument de la puissance économique capitaliste et de la dictature bourgeoise, deviendra l'instrument de la puissance économique communiste et de la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat sauvera de la menace de désastre qui se profile à l'horizon ce magnifique instrument de production industrielle, de production intellectuelle, d'élan vers une vie plus évoluée. La puissance bourgeoise, corrompue et gâchée par la guerre impérialiste et par les conséquences de la guerre impérialiste, révèle sa décomposition progressive dans la perte de prestige toujours plus grande que connaissent les villes par rapport aux campagnes; c'est que les hommes ont faim, alors, devant ce besoin élémentaire que seule la campagne peut satisfaire, toutes les conquêtes historiques et spirituelles qui se résument dans la ville perdent leur prix et se dégradent. La dictature du prolétariat sauvera la ville de cette débâcle; elle suscitera la guerre civile dans les campagnes et créera des liens entre la ville et les vastes couches de la paysannerie pauvre, elle empêchera ainsi que, par lambeaux, ces admirables instruments de vie et de progrès que sont les villes modernes ne soient ravagés par les propriétaires terriens, par ces usuriers campagnards qui détestent et méprisent grossièrement la civilisation industrielle moderne.

La situation devant laquelle se trouve la Révolution communiste à son point de développement actuel est la même que celle qu'a connue l'Italie au moment du *Risorgimento* national, lors du développement de la Révolution bourgeoise : aujourd'hui comme alors, les forces historiques agissantes sont tout particulièrement les villes de Turin et de Milan, et, entre ces deux villes, se retrouve le même système de rapports. Le *Risorgimento* national a eu Milan pour pivot. A Milan, et dans toute la Lombardie, pullulaient les énergies bourgeoises avides d'expansion, pour lesquelles c'était une nécessité vitale que d'organiser l'Italie en un système unitaire, qu'il s'agisse des douanes, des poids et mesures, de la monnaie, des transports, des débouchés maritimes, des impôts ou du Code civil. Mais la bourgeoisie milanaise n'aurait jamais été capable de créer un État bourgeois, elle n'aurait jamais été capable de se libérer du joug de la domination autrichienne; pour y parvenir, en effet, ni les barricades, ni l'héroïsme individuel ne pouvaient suffire; et les *Cinq Journées*[353] *n'y* suffirent pas, pas plus que ne pouvait y suffire la seule ville de Milan, libérale, mais écrasée par sa province pro-autrichienne. La force historique décisive, capable de créer un État italien et d'unifier fermement la classe bourgeoise nationale, ce fut Turin.

La population bourgeoise du Piémont n'était ni aussi riche ni aussi audacieuse que celle de la Lombardie, mais elle était disciplinée, mais elle était fermement unifiée sous un gouvernement fort, mais elle possédait une inflexible tradition administrative et militaire, mais

---

352 Sur le même thème, cf. également « Turin et l'Italie», ci-après, pp. 327-329, ainsi que « Le problème de Milan» (L'Unità, 21 février 1924), in Écrits politiques, 111.

353 Il s'agit des Cinq journées de Milan (18-23 mars 1848) au cours desquelles l'insurrection populaire sous la conduite de Carlo Cattaneo, contraignit les troupes autrichiennes du maréchal Radetzky à évacuer la ville. Celleci fut reprise après la défaite de Custozza.

elle était parvenue à s'intégrer, grâce à l'intelligence de ses hommes politiques, dans le système de l'équilibre européen. L'État piémontais était un bon instrument de conquête et les coups qu'il portait étaient capables de déterminer une nouvelle formation italienne; il était en mesure de doter le nouvel État d'un puissant noyau militaire et administratif et de donner une forme organique, sa forme authentique, au peuple italien. Turin était le centre vital de ce puissant système piémontais, Turin était l'unificateur de la population piémontaise, et il devint le creuset de la révolution capitaliste italienne.

Aujourd'hui, si Turin n'est pas la ville capitaliste par excellence, c'est la ville industrielle par excellence et la ville prolétarienne par excellence. La classe ouvrière turinoise est compacte, elle est disciplinée, elle est *individualisée* comme dans très peu d'autres villes au monde, Turin est comme une seule usine, sa population laborieuse est d'un seul et même type, et elle est fortement unifiée par la production industrielle.

Si le prolétariat turinois a été capable de faire tant de pas en avant sur la voie de l'organisation de masse de type soviétique, c'est justement grâce à ce caractère fortement unifié de son industrie urbaine, c'est justement parce qu'il avait déjà acquis, à travers les expériences de la lutte de classe, une vive conscience de sa propre homogénéité, de sa propre compacité. Et une conscience semblable peut être rapidement acquise par l'ensemble du peuple laborieux du Piémont, parce que le Piémont aussi, grâce à ses traditions d'efforts tenaces et patients, grâce au patrimoine de richesse matérielle et culturelle qu'il a accumulé au cours de longs siècles d'indépendance politique et de pratique de l'autogouvernement, continue à constituer un organisme économique fortement caractérisé et individualisé, un organisme économique de type autonome, qui produit presque toutes les richesses qu'il consomme et exporte suffisamment pour être indispensable, non seulement à la vie nationale, mais même à la vie de l'Europe.

Le type d'organisation d'État qui s'étendra à toute la nation et incarnera la dictature du prolétariat ne peut naître et se définir qu'à partir de ce système de production industrielle et agricole, magnifiquement outillé par le capitalisme pour dominer la nation tout entière *(le phénomène Giolitti* [354] *n'est d'ailleurs pas au fond autre chose qu'une conséquence de la confiance aveugle du capitalisme italien dans la tradition de gouvernement et de domination de la bourgeoisie piémontaise)*. Les conditions économiques désastreuses de l'Italie et la pauvreté de son patrimoine naturel, exigent que le prolétariat, une fois arrivé au pouvoir, fasse un effort acharné de productivité; c'est pourquoi la dictature de la classe ouvrière en Italie ne sera capable de gouverner et de se développer jusqu'à l'instauration du communisme qu'autant que la classe ouvrière et paysanne parviendra à implanter un solide système de Conseils ouvriers et paysans, qui s'emparent de l'appareil national de production et d'échange, acquièrent le sens aigu de la responsabilité économique, et donnent aux travailleurs une vigoureuse et vigilante conscience de producteurs.

Le système économique régional piémontais, grand producteur de denrées alimentaires *(blé, riz, pommes de terre, châtaignes, vin)*, riche en énergies naturelles électriques, riche d'une multiplicité d'industries (industries alimentaires, industries du textile et du vêtement, industries métallurgiques, industries du bâtiment, industrie du bois, du caoutchouc, du cuir, industries chimiques, etc.), ce système qui excède en production la consommation locale et se concentre

[354] Sur Giolitti, cf. note 1, p. 85.

dans le grand ensemble industriel turinois, exportateur mondial, peut servir de modèle à la classe ouvrière pour bâtir l'État économique prolétarien national.

Turin et le Piémont sont appelés, par leur structure particulière, par le type bien défini et cohérent de prolétariat qu'a fait naître le mode de production capitaliste, à exercer dans la révolution communiste et dans la création de l'État ouvrier, une fonction identique à celle qu'ils avaient exercée dans la révolution capitaliste et dans la création de l'État bourgeois.

Mais même dans la Révolution communiste, c'est Milan qui sera le pivot du mouvement. Les plus grandes et les plus puissantes forces de la bourgeoisie se trouvent à Milan, et c'est à Milan que devront être faites les plus difficiles expériences prolétariennes. Cette immense usine de profit capitaliste qu'est l'État bourgeois a son centre vital à Milan. C'est de Milan que partent les milliers, les millions de fils qui sont tendus à travers tout le territoire national et qui soumettent le travail des ouvriers et des paysans aux coffres-forts; et la dictature capitaliste ne peut être supprimée par le prolétariat que s'il s'empare des puissantes centrales bancaires et commerciales qui ont leur siège à Milan, et que s'il les convertit en instruments de la puissance économique et politique du prolétariat. La Révolution communiste à Milan, cela veut bien dire la révolution communiste en Italie, parce que Milan est la capitale effective de la dictature bourgeoise.

La *Giustizia* [355], hebdomadaire de Reggio Emilia, a reproduit et commenté pour le plus grand profit de la contrerévolution, un fragment de l'article de J. Wanine, paru dans *L'Ordine Nuovo* du 6 au 13 décembre [356]; il s'agit du passage où il est dit : « Sauf *de rares exceptions (exceptions intéressantes de ce seul fait) les pays capitalistes possèdent aujourd'hui un appareil d'État si centralisé qu'une révolution politique ne peul être conçue que comme une décapitation de cet appareil: la révolution doit se faire dans les capitales, sous peine de succomber.» Si* la *Giustizia* s'intéresse à l'exception romaine, ce n'est pas pour indiquer aux ouvriers une solution au problème qu'elle pose, mais bien pour décourager les ouvriers, pour persuader les ouvriers que la révolution est impossible en Italie parce que leur capitale « *n'est pas une ville industrielle»,* qu'elle « n'est *pas entourée de banlieues prolétariennes»*. Mais la vérité, c'est que l'État italien doit être décapité à Milan et non pas à Rome, parce que l'appareil capitaliste du gouvernement effectif ne se trouve pas à Rome, mais bien à Milan. Rome est la capitale bureaucratique, et, à Rome, la dictature du prolétariat devra lutter, non contre la puissance économique de la bourgeoisie, mais essentiellement contre le sabotage des bureaucrates (le rationnement des vivres et la présence à Rome d'un groupe énergique d'ouvriers armés assureront au gouvernement des Soviets italiens les conditions normales d'administration et la sécurité indispensables pour réaliser. le transfert de la capitale bureaucratique dans la capitale économique). Rome en tant que ville n'a aucune fonction dans la vie sociale italienne, elle ne représente rien; elle subira la dure loi que l'État ouvrier oppose aux parasites.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 1, 34,* 17 janvier 1920.

---

[355] Sur La Giustizia, cf. note 1, p. 159.

[356] « Come avvenne la rivoluzione bolscevica», L'Ordine Nuovo, I, 29, 6-13 décembre 1919, p. 228. J. Wanine est l'auteur d'une Contribution à l'histoire el à la technique d'une révolution prolétarienne (Genève, sd, 37 p.).

TOUT D'ABORD, RÉNOVER LE PARTI [357]

Le Parti socialiste est le parti des ouvriers et des paysans pauvres. Ayant fait son apparition dans le camp de la démocratie libérale (dans le camp de la concurrence politique, qui est une projection du processus de développement du capitalisme) comme une des forces sociales qui tendent à se créer une base de gouvernement et à conquérir le pouvoir d'État pour l'employer au bénéfice de leurs membres, sa mission consiste à organiser les ouvriers et les paysans pauvres en classe dominante, à étudier et à promouvoir les conditions favorables à l'avènement d'une démocratie prolétarienne.

Le Parti socialiste italien est parvenu à réaliser la partie la plus facile et la plus élémentaire de sa mission historique : il a réussi à agiter les masses jusque dans leurs couches les plus profondes, il a réussi à attirer l'attention du peuple laborieux sur son programme de révolution et d'État ouvrier, il a réussi à construire un appareil de gouvernement fait de trois millions de citoyens qui, s'il avait été consolidé et matérialisé en des institutions permanentes révolutionnaires, aurait été suffisant pour s'emparer du pouvoir de l'État. Le Parti socialiste n'a pas réussi dans la partie essentielle de sa mission historique : il n'a pas réussi à donner une forme permanente et solide à l'appareil qu'il était parvenu à susciter par l'agitation de masse. Il n'a pas réussi à progresser, et c'est pourquoi il est tombé dans une crise de marasme et de léthargie. Construit pour prendre le pouvoir, construit comme un déploiement de forces militaires décidées à livrer bataille, l'appareil de gouvernement du Parti socialiste s'en va par morceaux, se désagrège; le parti perd chaque jour davantage le contact avec les grandes masses en mouvement, les événements se déroulent, et le parti est absent; le pays est parcouru de frissons de fièvre, les forces dissolvantes de la démocratie bourgeoise et du régime capitaliste implacables et sans pitié, continuent d'agir, et le parti n'intervient pas, il ne vient pas éclairer les grandes masses d'ouvriers et de paysans, il ne se justifie pas dans ce qu'il fait et dans ce qu'il ne fait pas, il ne lance pas de mots d'ordre capables de calmer les impatiences, d'empêcher les démoralisations, de maintenir les rangs serrés et de conserver la force et la cohésion des armées ouvrières et paysannes. Le Parti, qui était devenu la plus grande énergie historique de la nation italienne, est tombé dans une crise d'infantilisme politique, il est aujourd'hui la plus grande des faiblesses sociales de la nation italienne. Il n'est vraiment pas surprenant que, dans des conditions aussi propices, les germes de dissolution de la cohésion révolutionnaire, c'est-à-dire la nullité opportuniste et réformiste et la phraséologie pseudo-révolutionnaire anarchiste (qui sont les deux aspects de la tendance petite-bourgeoise), pullulent et se développent avec une impressionnante rapidité.

---

[357] Cet article est assez caractéristique de l'attitude a unitaire à de Gramsci et de L'Ordine Nuovo au cours de la période qui va du Congrès de Bologne à la « grève des aiguilles» d'avril 1920. C'est ainsi que, peu après le Congrès, Tasca avait consacré un éditorial de la revue au problème de l'unité du parti (« L'unità del partito», L'Ordine Nuovo, 1, 22, 18 octobre 1919). Autant de prises de position dont allait se nourrir la polémique de Bordiga au moment du He Congrès de l'Internationale communiste (Cf. ci-après la « Chronique» du 9 octobre 1920, pli. 400-402). En fait, le problème de la transformation du P.S.I. comme conséquence logique de l'adhésion à la Ille Internationale se posa pour Gramsci dès le Congrès de Bologne et, singulièrement, après la publication, dans l'Avanti ! du 6 décembre 1919, de la lettre de Lénine à Serrati invitant ce dernier à poursuivre la lutte contre les a opportunistes avoués ou masqués» présents dans le P.S.I. Commentant cette lettre dans un article du 20 décembre 1919 (« Il rivoluzionario qualificato», in L'Ordine Nuovo 1919-1920, pli. 387-389), Gramsci en venait en effet à constater que les partisans de l'Internationale communiste n'avaient guère travaillé à se transformer en « révolutionnaires professionnels». Le problème de la scission et de la « forme-parti » n'était toutefois pas abordé et Gramsci s'efforçait, au contraire, de concilier les exigences léninistes et sa problématique propre : « Pour la IIIe Internationale, notait-il en particulier, " faire " la révolution signifie " donner " le pouvoir aux Soviets... »

Les conditions internationales et nationales de la révolution prolétarienne se dessinent avec toujours plus de netteté et de précision, et elles se consolident. Et voici que, juste au moment qui pourrait être décisif, l'outil principal de la révolution prolétarienne italienne, le Parti socialiste, se décompose, agressé et attaqué insidieusement par les politicards parlementaires et par les fonctionnaires confédéraux, par des individus qui se réclament d'un pouvoir représentatif sans base sérieuse et concrète, fondé sur l'équivoque, fondé sur l'absence de toute continuité d'action et sur cette paresse mentale qui est le lot des ouvriers italiens comme de tous les autres Italiens. Et du côté communiste, du côté révolutionnaire, du côté des organismes directeurs nommés par la majorité révolutionnaire, aucune action d'ensemble pour endiguer cette décomposition, pour assainir le Parti, pour l'organiser en un bloc homogène, pour l'organiser en tant que section de la IIIe Internationale, fortement insérée dans le système mondial des forces révolutionnaires sérieusement décidées à réaliser les thèses communistes!

La résistance du bloc impérialiste, qui était parvenue à soumettre le monde à quelques coffres-forts est brisée; elle est désagrégée par les victoires militaires de l'État ouvrier russe. Le système de la révolution prolétarienne internationale, axé sur l'existence et sur le développement en tant que puissance mondiale de l'État ouvrier russe, possède aujourd'hui une armée de deux millions de baïonnettes, une armée pleine d'enthousiasme guerrier parce que victorieuse, parce que consciente d'être la protagoniste de l'histoire contemporaine. Les victoires et les progrès de l'armée de la IIIe Internationale secouent les bases du système capitaliste, accélèrent le processus de décomposition des États bourgeois, rendent plus aigus les conflits au sein des démocraties occidentales. Les Anglais sont inquiets pour l'Inde, la Turquie, la Perse, l'Afghanistan, la Chine, où se multiplient les foyers de révolte, et d'une légère pression, ils ont fait disparaître Clemenceau de la scène politique. La chute du fantoche antibolchevique révèle immédiatement quelles sont les fêlures du bloc réactionnaire français. Et la désagrégation de l'État politique commence : la tendance communiste et intransigeante se renforce au sein du mouvement ouvrier. Le problème russe oppose l'opportunisme d'un Lloyd George à l'intransigeance contre-révolutionnaire d'un Winston Churchill, mais le terrain de la démocratie britannique, jadis magnifique champ de manœuvre pour la démagogie radicale deLloyd George, a complètement changé; la structure de la classe ouvrière anglaise continue son évolution, lentement, mais sûrement, vers des formes supérieures : les ouvriers veulent intervenir plus souvent et plus directement dans la décision des programmes d'action; les congrès des Trade Unions se multiplient [358], et les révolutionnaires y font entendre leurs voix toujours plus souvent

---

[358] La grève des mineurs du Yorkshire de l'été 1919 fut évoquée au cours du Trade Union Congress de septembre 1919 et fit l'objet de deux congrès extraordinaires. C'est au cours d'une autre grève, celle des chantiers de la Clyde de janvier-février 1919, qu'avait commencé de s'opérer, avec la formation du Clyde Workers Committee, le transfert de la direction de la lutte à des comités ouvriers.

Il semble que ce soit essentiellement par l'intermédiaire de Sylvia Pankhurst et du groupe du Dreadnought que parvinrent, au cours de cette période, les informations sur le mouvement ouvrier britannique publiées dans L'Ordine Nuovo comme dans Il Soviet. Venue en Italie à l'occasion du Congrès de Bologne du P.S.I., Sylvia Pankhurst était passée par Turin et s'y était entretenue avec Gramsci et Pietro Rabezzana, le secrétaire de la section locale du Parti : un compte rendu de cette rencontre fut publié, un an plus tard, dans le Bulletin communiste de Boris Souvarine. Sylvia Pankhurst, « abstentionniste», comme on sait, y laisse transparaître une certaine méfiance à l'égard de la thèse développée par ses interlocuteurs quant à « l'emploi de l'action parlementaire dans des buts de propagande» (Sylvia Pankhurst, « L'Italie devant la révolution», Bulletin communiste, I, 29, 9 septembre 1920, pp. 7-9). Avec Bordiga, cet obstacle n'existait pas et la rencontre - toujours à la même époque - fut sans doute plus facile. Au demeurant, Sylvia Pankhurst collabora également à L'Ordine Nuovo de Gramsci et au Soviet de Bordiga. Elle publia, dans le Soviet du 20 septembre 1919, un article sur « La situation en Angleterre» qui insistait sur le développement de l'action directe auquel Gramsci fait allusion ici. Dans L'Ordine Nuovo, outre l'article « Vite politica internazionale» du 23 août 1919, elle publia une série de « Lettere dall'Inghilterra» (6 septembre et 11 octobre 1919; 7 février, 27 mars, 12 et 26 juin, 17 juillet 1920).

et avec davantage d'efficacité; le bureau permanent des congrès syndicaux est passé des mains du groupe parlementaire travailliste aux mains d'un comité central ouvrier. En Allemagne, le gouvernement de Scheidemann se décompose, il sent que tout appui populaire vient à lui manquer, la terreur blanche sévit brutalement, mais les ouvriers communistes et indépendants ont récupéré une certaine liberté de mouvement, et ils ont acquis la conviction que seule la dictature du prolétariat peut sauver la nation allemande du désastre économique et de la réaction militariste qui se répand partout. Le système international contre-révolutionnaire est en train de se désagréger sous le poids de l'exaspération des contradictions internes de la démocratie bourgeoise et sous les gigantesques poussées du prolétariat russe. L'État bourgeois italien tombe en morceaux, miné par les grèves colossales des services publics, et par la faillite frauduleuse et ridicule de sa politique étrangère et de sa politique intérieure. Les conditions nécessaires et suffisantes de la révolution prolétarienne sont en train de se réaliser, tant sur le plan international que sur le plan national. Et voilà que le Parti socialiste n'est plus à la hauteur de lui-même et de sa mission; lui qui est un parti d'agitateurs, de négateurs, de militants intransigeants sur les problèmes de tactique générale, d'apôtres des théories essentielles, voilà qu'il ne parvient pas à trouver le terrain d'action où il soit assuré d'avoir, à tout instant, le contact avec les grandes masses. Il ne réussit pas à organiser sa propre cohésion intérieure, il manque d'une discipline théorique et pratique, qui lui permette de ne jamais perdre le contact avec la réalité prolétarienne nationale et internationale, afin de la dominer, afin de contrôler les événements et de ne pas être entraîné et écrasé par eux. Lui qui est le parti des ouvriers et des paysans révolutionnaires, il permet que l'armée permanente de la révolution : le syndicalisme ouvrier, reste sous le contrôle d'opportunistes qui enrayent, comme bon leur semble, son mécanisme de manœuvre, qui sabotent systématiquement toute action révolutionnaire, qui forment un parti dans le Parti, et qui sont le parti le plus fort, parce qu'ils sont les maîtres des centres moteurs du corps ouvrier. On a vu se dérouler deux grèves qui auraient pu être fatales pour l'État [359], et elles laisseront de longues séquelles de récriminations et de polémiques agressives de la part des anarchistes, sans que le Parti ait trouvé un mot à dire, sans qu'il ait trouvé d'autre principe à proclamer que le principe périmé et usé de la plus périmée et de la plus usée des lie Internationales : le distinguo entre grève économique et grève politique. C'est ainsi que, au moment où l'État subissait une crise de la plus grande acuité, au moment où la bourgeoisie armée et haineuse risquait de déclencher une offensive contre la classe ouvrière, -au moment où l'on voyait s'annoncer un coup de main militariste, c'est ainsi que les centres révolutionnaires ouvriers ont été abandonnés à eux-mêmes, sans mot d'ordre général; la classe ouvrière s'est trouvée enserrée et emprisonnée dans un système de compartiments étanches, perdue, déçue, exposée à toutes les tentations anarchoïdes.

Sommes-nous découragés et démoralisés? Non pas; mais il est nécessaire de dire la vérité toute crue, il est nécessaire de révéler une situation qui peut et qui doit être changée. Le Parti socialiste doit se rénover s'il ne veut pas être emporté et pulvérisé par la poussée des

[359] Il s'agit d'évidence des grèves des postiers et des cheminots qui se sont terminées quelques jours auparavant. Commencée le 13 janvier 1920 la grève des postiers s'était conclue une semaine plus tard sur la pleine satisfaction des revendications des grévistes, qui avaient obtenu en outre le paiement des jours de grève et la promesse qu'il n'y aurait pas de sanctions contre les grévistes. Menée par des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires, la grève des cheminots des 20-29 janvier 1920 s'était également achevée par une victoire, les grévistes obtenant leur réintégration dans leurs postes, la journée de 8 heures et une refonte de la grille des salaires, et la participation de délégués du personnel du Conseil d'administration des chemins de fer. Loin de soutenir ces mouvements de caractère « économique», l'Avanti et la Direction du P.S.I. se plurent à souligner que postiers et cheminots n'avaient pas participé à la grève générale politique des 20-21 juillet 1919, de solidarité avec les révolutions russe et hongroise.

événements; il doit se rénover parce que sa défaite *équivaudrait à* la défaite de la révolution. Le Parti socialiste doit se constituer en section effective de la IIle Internationale, et il doit commencer par en réaliser les thèses dans son propre sein, au sein du bloc compact des ouvriers organisés. Les masses organisées doivent se rendre maîtresses de leurs propres organismes de lutte, elles doivent, pour commencer, « s'organiser en classe dirigeante», au sein de leurs propres institutions, elles doivent se fondre avec le Parti socialiste. C'est aux ouvriers communistes, aux révolutionnaires conscients des terribles responsabilités qu'impose la période actuelle, qu'incombe le devoir de rénover le Parti, de lui donner une forme précise, et une direction précise : ils doivent empêcher que les opportunistes petits-bourgeois ne le ravalent au niveau de ces innombrables, partis qui existent au pays de Polichinelle.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 35, 24-31 janvier 1920.

L'INSTRUMENT DE TRAVAIL

La révolution communiste réalise l'autonomie du producteur dans le domaine économique et dans le domaine politique. L'action politique de la classe ouvrière (appliquée à instaurer la dictature, à créer l'État ouvrier) n'acquiert de valeur historique réelle que lorsqu'elle est fonction de conditions économiques nouvelles, riches de possibilités, qui ne demandent qu'à se répandre et à se consolider définitivement. Pour que l'action politique ait un résultat positif, elle doit coïncider avec une action économique. La révolution communiste est la reconnaissance historique de faits économiques préexistants qu'elle révèle, qu'elle défend énergiquement contre toute tentative réactionnaire et à qui elle donne force de droit. Ce qui revient à dire qu'elle leur donne une forme organique et qu'elle leur donne leur place. Voilà pourquoi la construction des Soviets politiques *communistes* ne peut que succéder historiquement à une floraison et à une première mise en place des Conseils d'usine. Le Conseil d'usine et le système des Conseils d'usine constituent une expérience, ils apportent une première indication sur les nouvelles positions occupées par la classe ouvrière dans le domaine de la production, ils permettent de donner à la classe ouvrière conscience de sa valeur actuelle, de sa fonction réelle, de sa responsabilité, de son avenir. La classe ouvrière tire les conséquences de la somme d'expériences positives que chaque individu accomplit personnellement, elle acquiert une psychologie et un caractère de classe dominante et elle s'organise en tant que telle, c'est-à-dire qu'elle crée le Soviet politique, qu'elle instaure sa dictature.

Les réformistes et les opportunistes formulent à ce propos un jugement fort nébuleux lorsqu'ils affirment que la révolution est liée au degré de développement de l'instrument de travail. Mais cette expression - l'instrument de travail - est un peu pour les réformistes un de ces diables qu'on fait jaillir d'une boîte. Ils aiment aussi cette autre expression : le nihilisme maximaliste, ils s'en emplissent la bouche et l'esprit, mais ils se gardent bien de toute précision concrète, ils se gardent bien de fournir un échantillon de leur connaissance en la matière. Qu'entendent-ils par instrument de travail? Entendent-ils l'objet matériel, une machine donnée, un outil donné, et rien que cela, ou bien entendent-ils aussi les rapports hiérarchiques d'organisation de l'équipe d'ouvriers qui travaille dans un atelier autour d'une machine donnée ou d'un groupe donné de machines ? Ou entendent-ils l'atelier avec tout son 'vaste équipement en machines, avec sa spécialisation plus large, avec ses divisions et son organisation? ou l'usine

tout entière? ou l'ensemble des usines qui dépendent d'une même entreprise? ou le système de rapports entre diverses entreprises industrielles, ou celui qui lie une industrie donnée aux autres, ou le lien entre l'industrie et l'agriculture? Ou bien encore entendent-ils la position que l'État occupe dans le monde grâce à la balance entre exportation et importation? ou bien enfin, entendent-ils l'ensemble de ces multiples rapports, étroitement interdépendants, qui constituent les conditions du travail et de la production ?

Les réformistes et les opportunistes se gardent bien de toute précision concrète. Eux, qui se proclament les dépositaires de la sagesse politique, et les détenteurs de la boîte qui enferme le diable, n'ont jamais étudié les problèmes réels de la classe ouvrière et du devenir socialiste; ils ont perdu tout contact physique et spirituel avec les masses prolétariennes et avec la réalité historique; ce sont des rhéteurs bavards et vains, incapables de la moindre action, incapables de formuler le moindre jugement concret. Puisqu'ils ont perdu tout contact avec la réalité prolétarienne, il est parfaitement compréhensible qu'ils aient fini par se persuader, en toute bonne foi, et en toute sincérité, que la mission de la classe ouvrière est remplie lorsque le suffrage universel a permis la constitution d'un ministère avec un Turati qui promulgue une loi accordant aux prostituées l'accès aux urnes ou avec un Enrico Ferri qui réforme le régime disciplinaire des asiles d'aliénés et des pénitenciers [360].

L' « instrument de travail» s'est-il développé depuis vingt ans ? depuis dix ans, du début de la guerre jusqu'à l'armistice ? de l'armistice jusqu'à aujourd'hui? Les intellectuels réformistes et opportunistes, qui revendiquent la propriété privée et le monopole de l'interprétation du marxisme, ont toujours cru que le jeu de tarots et l'intrigue parlementaire étaient plus sains que l'étude systématique et profonde de la réalité italienne : c'est ainsi que le « nihilisme» maximaliste ne dispose pas du moindre livre sur le développement de l'économie, italienne, c'est ainsi que la classe ouvrière italienne ne peut être informée sur le développement des conditions de la révolution prolétarienne italienne, c'est ainsi que la classe ouvrière italienne se trouve désarmée face à l'irruption sauvage et désordonnée dudit « nihilisme» irréfléchi et insensé.

Néanmoins, la classe ouvrière, bien que privée de la contribution des intellectuels petits-bourgeois qui ont trahi leur mission d'éducateurs et de guides, parvient à comprendre et à évaluer le processus de développement subi par l'instrument de travail, par l'appareil de production et d'échange. Les meetings, les réunions de préparation des Conseils d'usine ont profité davantage à l'éducation de la classe ouvrière que ne l'avaient fait dix ans de lecture des brochures et des articles rédigés par les détenteurs du diable enfermé dans la boîte. Les différents membres de la classe ouvrière se sont communiqué leurs expériences concrètes, et ils en ont tiré un patrimoine collectif; la classe ouvrière s'est éduquée de façon communiste, par ses propres méthodes.

[360] Au cours de la discussion parlementaire portant sur l'extension du droit de vote aux femmes, Filippo Turati s'était élevé, dans son intervention du 4 septembre 1919, contre certaines restrictions que prévoyait le projet de loi et, singulièrement, contre l'ostracisme qui pouvait frapper les -salariés de l'amour». Le texte de ce morceau de bravoure fit l'objet d'une brochure (Il voto alle donne e le salariale dell'amore) qui fut diffusée par l'Avanti au prix de 80 centimes. Spécialiste du droit pénal, Enrico Ferri s'était attaché, quant à lui, à la réforme du système pénal et à la situation des aliénés mentaux. En septembre 1919 il fut nommé président de la Commission pour la réforme du droit pénal.

Pour qu'on parvienne à constituer un Conseil, il a fallu que chaque ouvrier prenne conscience de la position qu'il occupe dans le secteur économique. Chaque ouvrier a senti qu'il était initialement inséré dans une unité élémentaire, l'équipe d'atelier, et il a senti que les innovations apportées à l'équipement en machines ont modifié ses rapports avec le technicien : l'ouvrier a moins besoin qu'avant du technicien, du maître d'œuvre, il a par conséquent acquis une autonomie plus grande, il peut se doter de sa propre discipline.

Le personnage du technicien a, lui aussi, changé; ses rapports avec l'industriel sont complètement transformés : il n'est plus l'homme de confiance, l'agent des intérêts capitalistes; puisque l'ouvrier peut se passer du technicien pour une infinité de gestes du travail, le technicien en tant qu'agent disciplinaire, devient encombrant - le technicien lui aussi en est réduit à être un producteur, lié au capitaliste par de simples et brutaux rapports d'exploiteur à exploité. Sa mentalité s'épure des scories petites-bourgeoises et devient prolétarienne, devient révolutionnaire. Les innovations industrielles et la plus grande capacité professionnelle qu'il a acquise permettent à l'ouvrier une autonomie accrue, lui assurent une position plus élevée dans le domaine industriel. Mais les changements intervenus dans les rapports hiérarchiques et dans le coefficient « d'indispensabilité » ne se limitent pas à l'équipe d'exécution, à l'unité élémentaire qui donne vie à l'atelier et à l'usine.

La personne du commissaire-délégué est pour chaque équipe de travail l'expression de la conscience unitaire qu'elle a acquise, de son degré d'autonomie et d'autodiscipline dans le travail, et chaque équipe prend ainsi un visage concret dans l'atelier et dans l'usine. Chaque Conseil d'usine (chaque assemblée de délégués) exprime à travers les personnes des membres du comité exécutif la conscience unitaire que tous les ouvriers de l'usine ont prise de leur place dans le domaine industriel. Le comité exécutif peut constater dans le personnage du directeur d'usine un changement d'aspect identique à celui que tout ouvrier constate chez le technicien.

L'usine n'est pas indépendante : il n'existe pas, à l'échelle de l'usine, de gérant-propriétaire ayant la capacité marchande (stimulée par l'intérêt inhérent à la propriété privée) de bien acheter les matières premières et de vendre mieux encore l'objet manufacturé. Ces fonctions se sont déplacées de l'usine isolée à l'ensemble des usines possédées par une même firme. Et ce n'est pas tout : les firmes se rassemblent au sein d'une banque, ou d'un système de banques qui a assumé le rôle effectif de fournisseur des matières premières et d'accapareur des marchés de vente.

Mais, pendant la guerre, du fait même des nécessités de la guerre, l'État n'est-il pas devenu le fournisseur en matières premières de l'industrie, leur distributeur selon un plan préétabli et l'unique acheteur de la production ? Qu'est donc devenu le personnage économique de l'entrepreneur-propriétaire, ce capitaine d'industrie, indispensable à la production, et qui rend l'usine florissante, par sa prévoyance, par ses initiatives, poussé par l'aiguillon de l'intérêt individuel? Voilà qu'il s'est évanoui, il s'est dissout dans le processus de développement de l'instrument de travail, dans le processus de développement du système des rapports techniques et économiques qui constituent les conditions de la production et du travail.

Le capitaine d'industrie est devenu un chevalier d'industrie, il niche dans les banques, dans les salons, dans les couloirs du Parlement, à la Bourse. Le propriétaire du capital n'est, plus qu'une branche morte dans le domaine de la production. Puisqu'il n'est plus indispensable,

puisque ses fonctions historiques sont atrophiées, il devient un simple instrument de la police, il remet directement ses droits entre les mains de l'État afin que ce dernier les défende impitoyablement.

Ainsi, I'État devient-il le seul propriétaire de l'instrument de travail; il assume toutes les fonctions traditionnelles du gérant, il devient la machine impersonnelle qui achète et distribue les matières premières, qui impose un plan de production, qui achète les produits et qui les distribue; c'est l'État bourgeois des bureaucrates incompétents et irrévocables, l'État des politicards, des aventuriers, des gredins. Les conséquences, les voici : on accroît la force armée policière, on augmente de façon chaotique la bureaucratie incompétente, on essaie d'absorber tous les mécontentements de la petite bourgeoisie avide d'oisiveté et à cette fin, on crée un nombre infini d'organismes parasitaires.

Le nombre des non-producteurs augmente de façon morbide, il dépasse toutes les limites autorisées par la potentialité de l'appareil de production. On travaille et on ne produit pas, on travaille fiévreusement et la production ne cesse de baisser. C'est pourquoi s'est creusé un abîme grand ouvert, une gueule béante qui engloutit et anéantit le travail, qui anéantit la productivité. Les heures non payées du travail ouvrier ne servent plus à accroître la richesse des capitalistes, elles servent à apaiser l'avidité d'une infinie multitude d'agents, de fonctionnaires, d'oisifs, elles servent à rassasier ceux qui travaillent directement pour cette foule de parasites inutiles. Et personne n'est responsable, personne ne peut être frappé : car, toujours, partout, on trouve l'État bourgeois, avec sa force armée, l'État bourgeois qui est devenu le gérant de cet instrument de travail qui est en train de se décomposer, qui s'en va par morceaux, qui est hypothéqué, et qui sera vendu aux enchères sur le marché international de la ferraille usée et inutile...

C'est ainsi que s'est développé l'instrument de travail, le système des rapports économiques et sociaux. La classe ouvrière a acquis un très haut niveau dans le domaine de la production, parce que le développement de la technique industrielle et commerciale a supprimé toutes les fonctions utiles inhérentes à la propriété privée et à la personne du capitaliste.

La personne du propriétaire privé, automatiquement éliminée du domaine immédiat de la production, est allée se réfugier au- sein du pouvoir d'État qui monopolise la distillation du profit. La force armée maintient la classe ouvrière dans un esclavage politique et économique qui est devenu antihistorique, qui est devenu une source de décomposition et de ruine. La classe ouvrière serre les rangs autour des machines, elle crée ses institutions représentatives en tant que fonctions du travail, en tant que fonctions de l'autonomie qu'elle a conquise. Le Conseil d'usine est la base de ses expériences positives, de la prise en main de l'instrument de travail, elle est la base solide du processus qui doit avoir pour point culminant la dictature, la conquête du pouvoir de l'État et qui s'emploiera à abolir le chaos, et à détruire cette gangrène qui menace d'étouffer la société des hommes, qui corrompt et dissout la société des hommes.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 37, 14 février 1920.

LA SARDAIGNE ET LA CLASSE OUVRIÈRE

A Gênes s'est constituée une fédération de groupes sardes qui a pris le nom de « Giovane Sardegna». La fédération ligure veut se transformer en confédération italienne et dans ce but elle expédie un peu partout ses émissaires avec mission de convoquer, constituer, et confédérer. Dimanche, c'est la colonie sarde de Turin qui a été convoquée, mais les résultats de la réunion ont été fort différents de ceux qu'en attendaient les promoteurs [361].

Un groupe d'ouvriers sardes intervint en effet et donna à la discussion un tour clair et précis. Le professeur Pietro Nurra, émissaire du Comité central de Gènes, avait proposé la constitution d'une de ces si nombreuses associations régionalistes, de type petit-bourgeois, qui se proclament apolitiques, et élaborent de vagues programmes de rénovation, de régénération, d'éclaircissement, de propagande. Les orateurs socialistes soutinrent que toute action de groupes associés ayant des objectifs généraux qui touchent à la structure de l'État et à l'action gouvernementale est nécessairement une action politique. C'est pourquoi, si l'apolitisme d'un mouvement ne se ramène pas à la classique formule équivoque qui sert à masquer une politique effective et inavouable, c'est que les promoteurs dudit mouvement ne sont que des amateurs irresponsables qui mettent en branle des actions collectives sans avoir de méthode, sans avoir une vision concrète des buts à atteindre; cette seconde hypothèse étant admise il est facile de prévoir que la « Giovane Sardegna» aura pour seul résultat de procurer des titres honorifiques et des décorations à de vulgaires arrivistes et de « lancer» quelque nouveau politicard sans scrupules.

L'intervention énergique du groupe socialiste jeta le désarroi dans l'assemblée : les « Jeunes Sardes» cherchèrent vainement à empêcher que la discussion prenne un tour aussi dangereux. Les ouvriers socialistes se succédaient à la tribune et insistaient sur leurs points de vue de classe, rappelant les souffrances de la Sardaigne, la misère des paysans et des ouvriers sardes, qu'exploitent toutes les formes de capitalisme : depuis le capitalisme anglais qui exploite les mines, jusqu'au capitalisme piémontais qui exploite les chemins de fer, au capitalisme romain qui exploite la vie pastorale, et à l'État italien qui prélève chaque année des millions et des millions d'impôts qu'il ne rend sous aucune forme et qui servent à dégrever la charge fiscale du continent. La majorité de l'assemblée ne tarda pas à manifester son approbation des thèses socialistes et à chahuter les homélies rhétoriques des « Jeunes Sardes». Le groupe socialiste demanda finalement que la motion suivante soit mise aux voix :

« Pour situer avec exactitude le problème sarde dans le cadre de l'activité générale gouvernementale des classes dirigeantes italiennes, il est nécessaire de rappeler que l'État italien s'est constitué et s'est développé de façon impérialiste, afin de servir les intérêts de groupes capitalistes restreints de l'Italie du Nord. La grande industrie et la haute Banque possèdent aujourd'hui le pouvoir de l'État et s'en servent pour extorquer des profits, soit à la classe ouvrière directement soumise à leurs coffres-forts, soit aux régions de l'Italie du Sud et des îles sous forme de tarifs douaniers et d'un système fiscal qui fait peser sur la misère du Sud et des îles les dépenses générales de I'État.

---

[361] C'est là un épisode sur lequel Gramsci devait revenir quelques années après dans « Alcuni temi della quistione meridionale». La a Giovane Sardegna» ne représentait qu'une des nombreuses tentatives d'inspiration démocratique ou mazzinienne qui tentaient alors de résoudre, pour la Sardaigne, la crise de l'après-guerre. Né dans les rangs des Anciens Combattants, le plus conséquent de ces mouvements fut le Partito Sardo d'Azione fondé par Camillo Bellieni et Emilio Lussu (1920). Cf. sur ce point Salvatore Sechi, Dopoguerra e fascismo in Sardegna, Turin, 1969.

« La Sardaigne se trouve ainsi, vis-à-vis du gouvernement central, dans des conditions économiques et politiques semblables à celles de la classe ouvrière vis-à-vis du capitalisme : les intérêts de la Sardaigne coïncident donc avec les intérêts de la classe ouvrière, et la seule force historique authentique qui puisse libérer les populations du joug de l'exploitation inique à laquelle les a soumises l'État italien est la classe ouvrière, organisée sur le plan économique au sein de la Confédération générale du travail, et sur le plan politique au sein du Parti socialiste.

« Lorsque la classe ouvrière brisera la domination du capital qui trouve son expression suprême dans l'État bourgeois, elle libérera avec elle tous les exploités et tous les opprimés.

« C'est pourquoi nous soutenons qu'on ne peut travailler utilement à résoudre le problème de la Sardaigne qu'en s'appliquant :

1. à développer en Sardaigne une forte fédération régionale du Parti socialiste italien et un réseau de fortes organisations ouvrières et paysannes luttant sur le même terrain révolutionnaire que la classe ouvrière du continent.

2. à créer sur le continent des cercles socialistes de Sardes afin de faire connaître à la classe ouvrière et au Parti socialiste les véritables termes du problème sarde et afin qu'ils servent de liaison entre les masses insulaires et les masses du continent [362].»

Après bien des hésitations et bien des tentatives d'obstruction, la motion fut mise aux voix, fractionnée. Il se fit une fraction très nette... de classes : d'un côté les policiers sardes, venus très nombreux, les fonctionnaires avec leurs dames et demoiselles et quelques représentants des professions libérales; de l'autre côté les ouvriers et les femmes des ouvriers, qui formaient la très grande majorité de cette très nombreuse assemblée. Les ouvriers entonnèrent *Bandiera Rossa,* et la grande foule sortit de la salle, en laissant les petits-bourgeois consternés et ahuris constituer tout seuls la section de la « Giovane Sardegna» [363].

Sans signature,
Avanti !, édition piémontaise, 17 février 1920.

L'OUVRIER D'USINE

Toute société vit et se développe parce qu'elle s'insère dans un courant de production historiquement déterminé : là où il n'existe pas de production, où il n'existe pas de travail organisé (ne serait-ce que sous une forme élémentaire) il n'existe pas de société, il n'existe pas de vie historique. La société moderne a pu vivre et se développer jusqu'à sa phase actuelle parce qu'elle s'insérait dans un système de production, ce système de production qui est historiquement déterminé par l'existence de deux classes : la classe capitaliste, détentrice des moyens de production, et la classe laborieuse, au service de la première, soumise au joug de la première par le lien du salaire, par la menace permanente de mourir de faim.

---

[362] Il semble que cette motion ait été inspirée par Gramsci lui-même (S. F. Romano, Gramsci, Turin, 1965, p. 315).

[363] Dans La questione meridionale (1926) Gramsci devait donner une version légèrement différente de l'issue de la réunion : « Une heure après se constituait, à la Chambre du travail, le Cercle éducatif socialiste sarde avec 256 inscrits; la constitution de la - Giovane Sardegna " fut renvoyée sine dit et n'eut jamais lieu.»

Au stade actuel, la classe capitaliste est représentée par une couche que l'on peut appeler d'avant-garde : la ploutocratie. Dans sa ligne générale, le développement historique de la classe capitaliste a suivi un processus de corruption, de décomposition. Les fonctions traditionnelles de la classe capitaliste dans le domaine de la production sont passées entre les mains d'une couche moyenne irresponsable, sans liens d'intérêt ou de psychologie avec la production elle-même : elle est faite de bureaucrates du type « fonctionnaire», vénaux, avides, corrompus, d'agents de change, de politicards sans feu ni lieu, toute une menue racaille qui vit au jour le jour, en assouvissant ses bas désirs et en se proposant des buts et des idéaux à la mesure de sa mentalité crapuleuse : posséder beaucoup de femmes, avoir beaucoup d'argent à dépenser dans les alcôves des prostituées de haut vol, dans les *bals Tabarin,* et déployer un luxe voyant et grossier; avoir une parcelle du pouvoir de tourmenter et de faire souffrir d'autres hommes, placés sous sa domination.

La classe laborieuse, au contraire, n'a cessé de se développer en tendant vers un type d'humanité historiquement original et nouveau : l'ouvrier d'usine, le prolétaire qui a perdu tout résidu psychologique de ses origines paysannes ou artisanes, le prolétaire qui partage la vie de l'usine, la vie de la production intense et méthodique, cette vie qui est désordonnée et chaotique dans les rapports sociaux extérieurs à l'usine et dans les rapports politiques de distribution de la richesse, mais qui est, à l'intérieur de l'usine, ordonnée, précise, disciplinée, pliée au rythme des grandes machines, pliée au rythme d'une division exacte et minutieuse du travail, et qui constitue la plus grande de toutes les machines de la production industrielle.

La classe détentrice du capital s'est écartée du travail et de la production, elle s'est désagrégée, elle a perdu la conscience de son unité primitive, qui était une unité dialectique, une unité dans la lutte individualiste pour la concurrence du profit; ainsi, l'unité de la classe capitaliste s'est ramenée à une des institutions de l'État : le gouvernement : ainsi l'individu a remis ses fonctions de lutte et de conquête entre les mains d'une bande d'aventuriers et de politicards mercenaires, et est retombé dans la bestialité primordiale et barbare qui nourrit les instincts les plus abjects de la crapule.

La classe ouvrière s'est identifiée à l'usine, elle s'est identifiée à la production : le prolétaire ne peut vivre sans travailler, et sans travailler dans l'ordre et la méthode. La division du travail a créé l'unité psychologique de la classe prolétarienne, elle a créé dans le monde prolétarien cet ensemble de sentiments, d'instincts, de pensées, de mœurs, d'habitudes, d'émotions que résume l'expression « solidarité de classe». Au sein de l'usine, chaque prolétaire est amené à se concevoir lui-même comme inséparable de ses camarades de travail : est-ce que la matière inerte entassée dans les entrepôts pourrait circuler dans le monde sous forme d'objets utiles à la vie des hommes en société si un seul anneau venait à manquer au système du travail dans la production industrielle? Plus un prolétaire se spécialise dans un geste professionnel, et plus il ressent combien ses camarades lui sont indispensables, plus il ressent qu'il est la cellule d'un corps organisé, d'un corps intimement unifié et cohérent; plus il ressent la nécessité de l'ordre, de la méthode, de la précision, plus il ressent la nécessité que le monde entier soit comme une immense usine, qu'il soit organisé avec cette même précision, cette même méthode, ce même ordre, dont il constate l'importance vitale dans l'usine où il travaille; plus il ressent enfin la nécessité que l'ordre, la précision, la méthode, qui vivifient l'usine, soient étendus à l'ensemble des rapports qui lient une usine à une autre usine, une ville à une autre ville, une nation à une autre nation.

C'est cette psychologie originale, cette conception du monde qui lui est propre, qui fait de l'ouvrier d'usine, du prolétaire de la grande industrie urbaine, le champion du communisme. Il est la force révolutionnaire qui incarne la mission de régénération de la société des hommes, il est un fondateur d'États nouveaux. C'est dans ce sens (et non dans le sens stupidement déformé où l'ont pris les rédacteurs de La Stampa [364] que nous avons affirmé que Turin est le creuset de la révolution communiste, car la classe laborieuse de Turin est faite en majorité de prolétaires, d'ouvriers d'usine, de révolutionnaires du type annoncé par Karl Marx et non de ces révolutionnaires petits-bourgeois, quarante-huitards, du type que chérissent les démocrates et les anarchistes brouillons. C'est également dans ce sens que nous avons soutenu que la Confédération générale du travail est constituée de masses ouvrières plus « révolutionnaires » que ne le sont les masses organisées dans l'Union Syndicale [365] : en effet, la Confédération englobe les ouvriers des industries les plus spécialisées et les plus organisées, des industries les plus « révolutionnaires» et les plus « d'avant-garde», tandis que l'Union Syndicale est une para-organisation qui ne réussit pas à sortir du stade gélatineux et confus, caractéristique de cette conception du monde propre aux petits-bourgeois qui ne sont pas parvenus à devenir des capitalistes et aux artisans et aux paysans qui ne sont pas devenus des prolétaires.

Toute société vit et se développe parce qu'il existe une production, parce qu'on produit plus qu'on ne consomme, même si la distribution de la consommation et de l'épargne se fait de façon inique, car dans ce cas, la société vit et se développe dans l'iniquité, tandis que si l'on ne produit pas, elle meurt, quand bien même se serait établi le règne de la justice. La société bourgeoise meurt parce qu'on ne produit pas, parce que le travail des producteurs, étant donné les nouveaux rapports de distribution créés par la guerre et la phase plouto-bureaucratique du capitalisme qui en est découlée, est insuffisant, non seulement pour permettre la moindre accumulation, mais même pour satisfaire aux besoins de la consommation. La richesse en matières premières est à peu près réduite à néant, tandis qu'au contraire la masse des titres d'appropriation de la richesse matérielle, le papier-monnaie, augmente. Le système capitaliste de distribution est devenu un véritable pillage à main armée, perpétré par les détenteurs du pouvoir gouvernemental. Le capitaliste s'est éloigné du domaine de la production, le gouvernement de l'industrie est tombé dans des mains ineptes et irresponsables; la classe ouvrière est restée la seule à aimer le travail, à aimer la machine. Aujourd'hui, la classe ouvrière domine la production, elle est le maître de la société, parce qu'elle peut trancher, rien qu'en se croisant les bras, les derniers nerfs qui la font vibrer encore et parce que ce n'est que par un effort héroïque de productivité qu'on pourrait lui infuser une nouvelle vie et de nouvelles virtualités de développement. Les apôtres salariés, les laquais du capital, les avides Lazares de la cambuse bourgeoise croient pouvoir, avec leur éloquence pleine d'une enflure patriotique ou humanitaire digne d'un roman-feuilleton, inciter l'héroïsme productif du prolétariat comme ils ont déjà réussi à en inciter l'héroïsme guerrier. Mais une prouesse de ce genre ne s'accomplit qu'une fois, et dans le cas présent, il n'est pas possible de se faire donner un coup de main par les carabiniers pour y parvenir! Il faudra bien s'arranger en mettant les pouces, ou à l'aide d'une poignée de gardes rouges; le prolétariat n'augmentera la production que pour le communisme, que pour réaliser sa conception du

---

[364] La Stampa du sénateur Alfredo Frassati était le principal organe de la bourgeoisie libérale piémontaise. L'inspiration en était surtout « giolittienne». En 1920, Frassati fut nommé ambassadeur à Berlin et C'est Luigl Salvatorelli qui prit la direction politique du journal.

[365] D'inspiration libertaire, l'Unione Sindacale Italiana était, on l'a dît, animée par Armando Borghi. Cf. note 2, p. 287.

monde, pour transformer en histoire sa « philosophie» et non pour procurer de nouveaux loisirs ou de nouvelles occasions de gaspillage aux détenteurs du papier-monnaie ! Il augmentera la production lorsque la lame de son pouvoir d'État élaguera l'arbre de la vie de ses très nombreuses branches mortes. A lui seul, cet élagage provoquera une augmentation de la production, ce qui signifie une meilleure distribution, et la possibilité d'instaurer une épargne.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 38, 21 février 1920.

L'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Dans la polémique sur la phase actuelle du processus révolutionnaire et sur le degré de « maturité» atteint par l'organisation capitaliste de l'instrument de travail et de production, les réformistes et les opportunistes (ainsi du reste que les syndicalistes anarchistes) se refusent systématiquement à puiser leurs documents à cette source qui est précisément pour les communistes la plus riche en informations essentielles et dignes de foi la masse des ouvriers et des paysans. Voilà qui prouve

1. Que les réformistes et les opportunistes, malgré leur prétentieuse phraséologie scientifique, sont complètement en dehors de la tradition de la doctrine marxiste et représentent, dans le domaine de la lutte ouvrière organisée, une infiltration des agents idéologiques du capital.

2. Que les syndicalistes anarchistes, malgré leur prétentieuse phraséologie révolutionnaire, représentent dans le domaine ouvrier, l'activité irresponsable d'une clique de politicards qui substituent une franc-maçonnerie incontrôlable au parti de la classe ouvrière, connu de tous et contrôlable.

Pour les communistes qui se rattachent à la doctrine marxiste, la masse des ouvriers et des paysans est la seule expression authentique et en aucune façon falsifiable, du processus historique du capital. Par les mouvements spontanés et incoercibles qui se manifestent largement dans son sein, par les prises de position qui confèrent un nouvel aspect à ses différentes couches, la masse indique le sens précis du développement historique, elle révèle les attitudes et les formes successives prises par l'organisation capitaliste de la société dont elle annonce la décomposition et l'écroulement. Ces manifestations de la masse peuvent être jugées sublimes ou grotesques, héroïques ou barbares quand elles sont vues dans l'optique du lyrisme révolutionnaire ou de la morale à deux sous des petits-bourgeois; à la lumière de la doctrine marxiste, elles doivent être replacées dans la perspective de la nécessité historique, et elles prennent pour les communistes une valeur réelle, dans la mesure où elles révèlent dans la masse une virtualité, le début d'une vie nouvelle, l'aspiration à créer de nouvelles institutions, la poussée historique vers un renouvellement radical de la société des hommes; elles ont pour les communistes une valeur authentique dans la mesure où elles révèlent que le processus de développement de la grande production industrielle a créé les conditions qui permettent à la classe ouvrière de prendre conscience de sa propre autonomie historique, de prendre conscience de sa possibilité de construire, par son travail méthodique et discipliné, un nouveau système de rapports économiques et juridiques, basé sur la fonction spécifique que la classe ouvrière assume dans la vie du monde.

Se couper de la vie profonde de la classe laborieuse, cela revient pour les communistes à se couper du processus historique qui est en train de se réaliser inexorablement, malgré et contre toute volonté individuelle, malgré et contre toute institution traditionnelle. Les réformistes fondent la « ligne» de leur action politique sur les assertions officielles des autorités établies, sur les apparences extérieures et superficielles des institutions traditionnelles, sur la volonté des « dirigeants» bourgeois ou syndicaux. Les syndicalistes anarchistes fondent leurs velléités sur des clameurs de place publique, suscitées artificiellement par leur caprice, sur le hurlement qui jaillit des gorges d'une multiplicité chaotique d'individus dont le sang vient d'être âprement échauffé par le discours d'un tribun emphatique et truculent. Les uns et les autres, cependant, se réfèrent à la « vraie» volonté des masses humaines; les uns comme les autres, et dans la même mesure, ont autant d'intuition et de capacité dialectique, qu'un mulet aux yeux bandés.

Ce qui se réalise quotidiennement, c'est, pour les communistes, la volonté de la masse, c'est la volonté historique et révolutionnaire, qui s'exprime lorsque la masse ouvrière est encadrée par les impératifs techniques de la production industrielle, lorsque chaque individu se sent lié à ses camarades par les fonctions du travail et de la production, lorsque la classe ouvrière ressent les impulsions de la nécessité historique immanente dans sa sphère spécifique d'activité. La volonté de la masse est celle qui s'affirme de façon organique et permanente, en construisant chaque jour une cellule nouvelle de la nouvelle psychologie ouvrière, de la nouvelle organisation sociale qui se développera jusqu'à la création de l'Internationale communiste, suprême régulatrice de la vie du monde.

La période d'histoire que nous sommes en train de traverser est révolutionnaire, parce que les institutions traditionnelles de gouvernement des masses humaines, qui étaient liées aux vieux modes de production et d'échange ont perdu toute signification et toute fonction utile. Le centre de gravité de toute la société s'est déplacé vers un nouveau domaine; les institutions sont restées purement extérieures, purement formelles, sans substance historique, sans souffle pour les animer. C'est en dehors du Parlement que la classe bourgeoise gouverne ses intérêts vitaux; la classe ouvrière essaie de nouvelles voies pour trouver, hors du syndicat, son institution gouvernementale, et elle la trouve dans les Conseils d'usines et dans le système des Conseils. Le Parlement était l'organisme où se concentraient les rapports politiques supérieurs déterminés par la concurrence pour le profit, concurrence individuelle, concurrence de groupe ou de couche sociale; puisque le régime de la concurrence a été aboli par la phase impérialiste du capitalisme mondial, le Parlement national a achevé son rôle historique; la bourgeoisie se gouverne désormais dans les banques et dans les grandes centrales capitalistes qui concentrent les intérêts amalgamés et unifiés de toute cette classe; le gouvernement politique s'appuie directement sur ces coalitions, et son activité se réduit à des fonctions de police, au maintien de l'ordre dans les rues et sur les places.

Mais ce ne sont pas seulement les institutions de la classe bourgeoise qui sont tombées en décadence et se sont corrompues : les institutions de la classe ouvrière, qui étaient apparues dans la période de développement du capitalisme, qui s'étaient constituées en tant que réaction de la classe ouvrière face à ce développement, sont elles-mêmes entrées dans une période de crise et ne réussissent plus à gouverner les masses. Les dirigeants des institutions ouvrières protestent contre le déroulement des événements; ils les trouvent irrationnels et chaotiques, ils accusent l'un, l'autre, ou un troisième, de les avoir suscités artificiellement. La vérité est que la classe ouvrière, elle aussi, se gouverne en dehors du syndicat, elle se gouverne au sein de l'usine,

sur son lieu de travail. Lorsqu'elle n'a pas encore réussi à créer un organisme gouvernemental qui lui soit propre, lorsque dans ses rangs manquent encore les individus capables d'exprimer avec clarté et précision le tumulte des sentiments et des passions qui agite la classe laborieuse, lorsque manquent les individus capables d'apporter un apaisement à ce tumulte, la masse se laisse gouverner par des chefs improvisés, par l'un de ces nombreux Masaniello [366] qui battent le pavé des rues et des places, en quête de grosses émotions et de belles aventures révolutionnaires.

Les rapports économiques de la société capitaliste se sont modifiés, l'organisation de l'appareil de production et d'échange a subi un changement radical : tout l'édifice juridique qui s'était construit sur le vieux terrain se délabre et se décompose. Comme cela s'est toujours passé, les groupes d'hommes commis de par leur profession à la garde de l'édifice se désespèrent comme des imbéciles et deviennent sottement arrogants si quelqu'un « ose» remettre en question la nécessité de leur fonction, si quelqu'un « ose» affirmer que le progrès industriel a tué leur métier.

Chaque jour apparaît plus nettement ce qu'est la tâche du parti politique des ouvriers dans le moment actuel, la tâche de cette avant-garde ouvrière que constitue le Parti socialiste. La dictature du prolétariat, l'État ouvrier, a pour tâche de garantir les conditions de développement des institutions que la niasse laborieuse aura créées afin de diriger la production selon son propre intérêt et de se gouverner directement; le Parti réalise dès aujourd'hui cette tâche à l'intérieur de la classe ouvrière, c'est un modèle de ce que sera demain l'État ouvrier. Le Parti garantit aujourd'hui la liberté nécessaire pour que la masse ouvrière se retrouve elle-même dans son domaine spécifique, la production; le Parti, grâce à son activité de culture et d'éclaircissement, aide la classe ouvrière à acquérir la conscience de sa position historique, il l'aide à donner une expression concrète et structurée aux sentiments et aux passions qui naissent des nécessités pressantes que les nouvelles conditions matérielles de la vie humaine ont révélées. Chaque jour apparaît plus clairement l'erreur des syndicalistes théoriques et des syndicalistes pragmatiques, qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires; le Parti politique qui selon eux aurait dû disparaître, submergé par la vague syndicale, se renforce en effet progressivement et les ouvriers voient toujours plus clairement en lui l'instrument principal de leur émancipation; les syndicats subissent une profonde crise de transformation et ne réussissent à la surmonter que dans la mesure où existe une avant-garde ouvrière qui s'est formée à l'intérieur du Parti, qui transporte dans le syndicat une fraction du Parti, et fait du syndicat un champ de discussion plus vaste pour les problèmes que le Parti a déjà discutés, déjà éclaircis, déjà résolus.

Le syndicalisme a obtenu un seul résultat : il a multiplié les partis politiques de la classe ouvrière. Cette multiplicité des partis politiques est peut-être l'obstacle majeur (sinon le seul) à l'unité prolétarienne, à cette « unique et grande union[367]» qui se trouve pourtant dans le programme du syndicalisme.

---

[366] Cf. note 1, p. 290

[367] Allusion au programme des 1. W. W. (Industriel Workers of the World) la formation, au plan national et international, de One Big Union.

L'unité prolétarienne existe en fait. La forme épidémique qu'assume tout mouvement local ou corporatif le démontre. L'unité prolétarienne existe parce qu'existe l'unité capitaliste; c'est une conséquence de la nouvelle phase dans laquelle est entré le système des rapports économiques et politiques de la société bourgeoise. S'il n'existe pas d'unité formelle, d'unité d'organisation, c'est parce qu'il existe plusieurs partis politiques dans le prolétariat.

De ce point de vue, le problème de l'unité prolétarienne doit intéresser tous les révolutionnaires conscients des énormes difficultés que le prolétariat devra affronter pour réaliser sa mission historique; la révolution prolétarienne a besoin de situations claires et nettes, elle a besoin que les responsabilités soient bien définies: la classe ouvrière doit être mise en mesure de juger vite et droit. Le syndicalisme, qu'il soit réformiste ou révolutionnaire, a fait naître des partis politiques inavoués, des partis de l'équivoque. Des groupes restreints d'individus, en se mettant à la tête des organisations ouvrières en tant que techniciens de l'organisation, en tant que spécialistes d'une méthode de lutte plutôt que d'une autre, ont asservi les masses à leurs tendances politiques particulières, à leurs programmes de « chapelles» qui échappent au contrôle des masses. Ce sont les intérêts de ces « chapelles», de ces groupes restreints, voire même ceux d'individus isolés, qui ont toujours entravé la réalisation de l'unité du prolétariat italien.

Le processus historique du capitalisme a créé les conditions dans lesquelles la masse elle-même peut, par ses propres méthodes et par son action directe, parvenir à l'unité. L'unité prolétarienne créée par les ouvriers eux-mêmes est une phase supérieure de l'unité de fait : c'est la phase où les ouvriers font la preuve qu'ils ont pris conscience de leur unité et veulent qu'elle ait une expression concrète, qu'elle reçoive une sanction.

L'avant-garde ouvrière qui est organisée dans le Parti socialiste doit prendre en main la résolution de ce problème. Il est clair que la solution effective ne peut être réalisée. que par la masse elle-même et uniquement par l'intermédiaire des Conseils d'usines. La masse ne se laissera plus flatter par les promesses mirobolantes des chefs syndicalistes quand elle prendra l'habitude, à travers la pratique des Conseils, de penser qu'il n'existe pas plusieurs méthodes dans la lutte de classe, qu'il n'en existe qu'une, qui est celle que la masse elle-même est capable d'appliquer avec ses hommes de confiance, révocables à tout instant; quand elle se convaincra que les techniciens de l'organisation, précisément parce qu'ils sont des techniciens, parce qu'ils sont des spécialistes, ne peuvent être révocables et remplaçables, mais que s'ils sont irrévocables et irremplaçables, ils doivent être cantonnés à des. fonctions purement administratives, ils ne doivent avoir aucun pouvoir politique. Tout le pouvoir politique de la masse, le pouvoir de diriger les actions, le pouvoir de conduire la masse à la victoire contre le capital, doit appartenir aux organismes représentatifs de la masse elle-même, au Conseil et au système des Conseils, responsables devant la masse, constitués de délégués qui peuvent être révoqués à chaque instant, constitués de délégués qui, s'ils appartiennent non seulement aux organisations syndicales, mais aussi au Parti socialiste, sont contrôlés également par le Parti, qui applique une discipline établie par des congrès auxquels a participé l'avant-garde révolutionnaire de toute la nation.

Les opportunistes de tous les camps, qui défendent les intérêts bien établis des diverses chapelles, intérêts matériels, certes, mais plus encore intérêts qui s'attachent à la domination politique des masses, font obstacle à l'unité prolétarienne. En s'unissant, la masse n'a rien à

perdre et elle a tout à gagner, c'est pourquoi elle est seule à pouvoir mener l'action indispensable pour atteindre cet objectif révolutionnaire.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 1, 39, 28 février - 6 mars 1920.

TURIN ET L'ITALIE

La Turin prolétarienne vit ces jours-ci sa semaine de passion [368]. Les luttes de catégories s'étendent et s'intensifient, de nouvelles batailles s'engagent, qui demandent une tactique différente de la tactique habituelle, et se livrent sur des bases nouvelles, des batailles dont on ne voit pas encore quel sera le résultat. D'un côté, la conscience d'être dans son droit demeure lucide et entière, de l'autre, l'intention de résister se raffermit. Et la situation devient tendue. C'est ainsi que chaque ouvrier la ressent; il sent de façon plus ou moins claire qu'il vit un moment qui risque d'être décisif pour l'histoire de sa classe, où tout peut être mis en jeu, tout risqué, tout perdu peut-être. Jamais autant qu'aujourd'hui la participation de la classe à l'action n'est apparue comme ce qu'elle doit être vraiment : un effort pour dominer une réalité, pour ne pas nous laisser entraîner par un mécanisme qui agit en dehors de nous, une tension de la volonté, une angoisse de toutes les consciences. Aujourd'hui plus que jamais, donc, une chose est nécessaire : ne pas se voiler la face, fixer la réalité avec des yeux grands ouverts et avec un esprit sans préjugés. Au moment où tout peut être risqué sur tout, il faut que le plus grand sang-froid anime le jugement et la décision.

Les symptômes de cet état de choses sont en partie évidents pour tout le monde : qu'il s'agisse de métallurgistes, d'ouvriers de la chaussure, de tailleurs, de fonctionnaires, quatre-vingt-dix mille ouvriers ont cessé le travail. Telle est la façon dont Turin répond aux appels à la production, et elle y répond comme il convient, en ville socialiste, en intensifiant la lutte des producteurs pour leur propre libération. Et sur ces quatre-vingt-dix mille grévistes, cinquante mille combattent ouvertement, cinquante mille sont des ouvriers pour lesquels l'objectif n'est plus un vain mot, n'est plus un de ces rêves imprécis qui ont besoin de luttes intérieures pour devenir clairs, pour prendre une forme sensiblement concrète, mais bien quelque chose de précis : le programme explicite pour lequel on mène une action sans relâche, le guide de l'action quotidienne. La lutte vise à sa réalisation, c'est une volonté qui s'oppose à une autre volonté, une force qui affronte une autre force. Est-ce aux Conseils d'usines que revient le mérite de cette situation nouvelle? En partie, oui; en partie, c'est la tradition révolutionnaire et insurrectionnelle de la ville qui revit sous une nouvelle forme, qui s'incarne dans un programme d'action, dans lequel elle a trouvé une consistance. C'est contre cet état d'esprit qu'on prépare aujourd'hui les armes.

C'est le gouvernement qui les prépare, mais avant lui ce sont les industriels. Bien plus, il est symptomatique que ce soit directement au gouvernement central, en passant par-dessus

---

[368] Cet article fut écrit alors que venait de s'engager la célèbre « grève des aiguilles» qui marque sans aucun doute l'apogée de la combativité ouvrière dans l'Italie du premier après-guerre. Si « futile P qu'en fût le motif, cette grève soulevait en effet le problème de la compétence et du pouvoir des Commissions internes. Le 28 mars, la direction de la Fiat ayant substitué l'heure légale à l'heure solaire sans consulter les Commissions internes, celles-ci proclamèrent une grève qui, le 13 avril, se transforma en grève générale et s'étendit à tout le Piémont, concernant ainsi plus de 500 000 ouvriers et paysans. Désavoué par les instances dirigeantes de la C.G.I. et nullement soutenu par la direction du P.S.I., le mouvement se terraina, dans l'isolement, le 24 avril.

l'autorité politique locale, que les industriels se sont adressés pour demander qu'on les défende. De toute évidence, il y avait chez eux l'intention explicite de passer à l'attaque. Et aujourd'hui Turin est une place forte sur le pied de guerre : il est question de cinquante mille soldats, des batteries sont installées sur la colline, dans la campagne les renforts sont en place, en ville, ce sont des blindés; des mitrailleuses sont postées sur des maisons particulières, dans les faubourgs qui ont la réputation d'être les plus enclins à la révolte, à l'entrée des ponts, près des carrefours et des usines.

Rendons grâce de tout cela à Messieurs les Industriels, rendons-leur grâce d'avoir mis en évidence aux yeux de tous, si tant est que le besoin s'en soit fait encore sentir, quels sont les termes du rapport de forces. S'il y avait encore parmi nous quelqu'un qui. nourrisse des illusions, s'il y avait encore un de nos ouvriers pour croire légitime la limitation de l'horizon révolutionnaire ou insurrectionnel aux dimensions de l'usine ou de la ville, si quelqu'un trouvait encore des difficultés à admettre l'existence du processus qui transforme l'autorité de l'usine en un simple élément et en un simple rouage de l'autorité de l'État, si de tels sceptiques, de tels rêveurs subsistaient, c'est pour eux que cette leçon a été donnée. C'est pour la discipline d'usine qu'on lutte et le pouvoir de l'État est encore présent, actif, insurmontable.

Il s'agit donc d'un problème général, d'un problème qui doit être posé dans toute son ampleur. Aujourd'hui, nous sommes en face de la réalité. Aujourd'hui, il convient de faire un examen de conscience. Qu'est-ce qui a permis cette concentration de forces à Turin si ce n'est que, sur le plan local, on a fait montre d'accepter ou plus exactement on a commencé à accepter de se battre sur un problème dont les termes risquent de porter atteinte aux intérêts privés, et de réclamer l'action du prolétariat italien tout entier? Dans notre ville s'est concentrée, s'est accumulée, durant ces derniers mois, une masse d'énergies révolutionnaires qui tend à tout prix à prendre de l'expansion, en cherchant une issue. Et cette issue ne doit pas être pour l'instant une rupture locale, dangereuse, peut-être fatale, elle doit être une intensité accrue dans le travail de préparation à travers tout le pays, une diffusion de l'énergie, une accélération générale du processus de développement des éléments qui doivent concourir, tous ensemble, à une œuvre commune.

Aujourd'hui on a assisté, à Turin, à une tentative. Nous verrons demain si ce sera une victoire ou une défaite; mais qu'il en reste quelque chose, que cela laisse un enseignement, un encouragement à faire davantage. Ce n'est pas seulement à Turin que l'on combat mais dans toute l'Italie, mais dans le monde entier, et tout ce qui sert à raffermir la détermination, à rendre la volonté plus tenace, est un instrument de la préparation même s'il est conquis au prix de sacrifices et d'apparents abandons. Tout, même l'espoir perdu, même la désillusion, même la colère qui sera dans les esprits quand on réintégrera les usines, tout cela sera une arme pour notre victoire.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise, 3 avril 1920.

LA CLASSE OUVRIÈRE, INSTRUMENT DE PRODUCTION

L'Avanti ! a publié hier une note sur le mouvement qui s'est formé parmi les ouvriers victimes du lock-out pour organiser une émigration de main-d'œuvre spécialisée vers la Russie

des Soviets [369]. Cette information a suscité un énorme intérêt dans toute la classe ouvrière turinoise. Cette initiative connaîtra sans nul doute un grand succès et ne restera pas sans suite. Beaucoup d'ouvriers, prêts a partir immédiatement, sont venus à *L'Avanti !* pour avoir des informations précises, des adresses, pour savoir dans quelles localités de Russie ils devraient se rendre. C'est trop de hâte. D'autres se demandent si le gouvernement leur permettra de partir : - c'est une question de force politique. Le gouvernement peut-il retirer aux citoyens la liberté d'aller et venir? la liberté de trouver dans d'autres pays les conditions de développement économique et intellectuel qu'on ne peut trouver en Italie?

Pour l'instant, tels sont les faits : la Russie des Soviets cherche une main-d'œuvre ouvrière spécialisée qui lui permette de reconstruire et de développer l'appareil de production russe; elle fait appel aux sentiments révolutionnaires et internationalistes des ouvriers : elle se présente non comme l'un de ces si nombreux marchés d'émigration pauvre, où les Italiens se rendaient dans des conditions d'infériorité, comme un troupeau de viande servile offerte à l'exploitation capitaliste -mais comme un pays d'émigration riche, d'émigration choisie, où doivent se rendre les ouvriers qui ont une conscience de classe, conscients de partir non pour vendre leur travail, mais pour collaborer à une œuvre gigantesque qui doit transformer le monde. Dans le monde actuel, la Russie représente, pour la classe ouvrière, une force historique qui incarne une mission semblable à celle qu'incarnait le Piémont, pour la classe bourgeoise italienne, avant le *Risorgimento : alors,* affluait à Turin et dans le Piémont l'avant-garde de la bourgeoisie italienne qui ne trouvait pas, dans les autres États italiens, les conditions favorables au développement de sa personnalité. La révolution bourgeoise italienne fut ainsi déterminée de l'extérieur, sous l'impulsion des émigrés *qui* s'étaient réfugiés au Piémont. Aujourd'hui la Russie tend à devenir l'asile de l'avant-garde du prolétariat européen qui s'épuise dans les différents pays, qui court le risque d'être décimé et saigné par les mercenaires en armes que le capital réussit a recruter parmi ceux que la crise de la guerre a corrompus et démoralisés.

La classe ouvrière est devenue le plus parfait des instruments de production industrielle; c'est, de plus, le seul instrument de production qui soit irremplaçable. La main-d'œuvre des usines Fiat est l'un des instruments de production les plus perfectionnés qui soient en Europe et dans le monde. Chaque ouvrier est comme un levier de cet instrument, un engrenage que l'on ne peut retirer : il est irremplaçable s'il part, non pas à titre individuel, mais en liaison avec un départ massif de la main-d'œuvre. Jusqu'ici la classe ouvrière avait eu parfois recours au sabotage, matériel, des machines. L'existence de la Russie des Soviets permet à la classe ouvrière de saboter l'instrument le plus délicat de la production industrielle, celui que constitue la fonction même de ces ouvriers dans la division du travail. Et elle permet de le faire sans porter préjudice au progrès industriel. La Russie est aujourd'hui le plus grand atelier du monde : en Russie la classe ouvrière ne produit pas que matériellement : elle produit aussi de la puissance et de l'énergie expansive pour l'État ouvrier et pour l'Internationale communiste. La Russie souffre du manque d'ouvriers qualifiés, du manque de cadres pour son armée du travail,

[369] L'Avanti ! avait effectivement publié la veille, sous le titre « Une nouvelle arme de la lutte de classe à, une note informant ses lecteurs qu'un groupe d'ouvriers turinois, frappés par le lock-out des usines métallurgiques, envisageaient d'émigrer en Russie. « Le Gouvernement russe des Soviets recherche activement de la main-d'œuvre ouvrière qualifiée pour réorganiser l'appareil industriel russe et le mettre en mesure de réparer les destructions qu'ont opérées quatre ans de guerre impérialiste et deux ans de guerre civile. [...] On est assuré que trouveraient aisément à s'employer des ouvriers qualifiés socialistes qui pourraient doter la Russie des Soviets d'un premier établissement de production d'automobiles et de tracteurs mécaniques» (« Una nuova arma della lotta di classe», Avanti !, édition piémontaise, 2 avril 1920, p. 3).

de l'impossibilité de travailler directement les matières premières qu'elle possède à profusion, de la difficulté de remettre en marche l'appareillage mécanique; elle a besoin de machines, mais surtout d'ouvriers expérimentés, qui apportent un sang neuf à la classe ouvrière russe et qui mettent la Russie en mesure de vaincre le capitalisme, non seulement par les armes, mais par une meilleure production industrielle, par la supériorité économique qu'assure la collaboration des avant-gardes industrielles de l'Internationale communiste.

Il se peut que la lutte des classes aboutisse dans certains pays à l'entrée en scène, dans le jeu de la concurrence, d'une nouvelle force : la Russie, qui, en attirant la main-d'œuvre la plus qualifiée, place l'industrie occidentale dans une situation d'infériorité technique irrémédiable et met ainsi en route la dernière phase de l'effondrement capitaliste.

Avanti !, édition piémontaise, 3 avril 1920.

POUR UNE RÉNOVATION DU PARTI SOCIALISTE

Le rapport qui suit a été présenté au Conseil national de Milan par les représentants de la section socialiste el de la fédération provinciale turinoise el a servi de base à la critique de l'action et de la ligne de la direction du parti[370] .

1. La physionomie actuelle de la lutte des classes en Italie tient au fait que, sur l'ensemble du territoire national, les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture sont incoerciblement poussés à poser de façon explicite et violente la question de la propriété des moyens de production. L'exaspération des crises nationales et internationales qui réduisent progressivement à néant la valeur de la monnaie prouvent que le capital est épuisé : l'ordre actuel de production et de distribution ne réussit même plus à satisfaire les exigences élémentaires de la vie humaine, et il ne subsiste que parce qu'il est férocement défendu par la force armée de l'État bourgeois; tous les mouvements qui agitent le peuple travailleur italien tendent irrésistiblement à réaliser une gigantesque révolution économique qui instaurera de nouveaux modes de production et un nouvel ordre dans le processus de la production et de la distribution, qui arrachera des mains des capitalistes et des propriétaires terriens le pouvoir d'initiative dans le domaine de la production afin de le donner à la classe des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture.

2. Les industriels et les agrariens ont réalisé au maximum la concentration de la discipline et de la puissance de classe: un mot d'ordre lancé par la Confédération générale de l'industrie

---

[370] Comme l'écrit Gramsci dans une a chronique» de L'Ordine Nuovo du 21 août 1920 - pp. 377-379 - ce rapport avait été rédigé initialement en vue du Conseil national du P.S.I. qui aurait dû se réunir à Turin les 20 et 21 avril 1920 pour débattre, entre autres, du « Projet de constitution de Soviets» soumis par Bombacci à l'approbation des militants socialistes. C'est alors qu'éclata la a grève des aiguilles» du 28 mars 1920. L'élargissement du mouvement et son extension à l'ensemble du Piémont, prolétariat agricole y compris, firent que la direction du P.S.I. préféra convoquer le Conseil national à Milan (18-22 avril 1920). Là, renonçant assez curieusement à défendre leur point de vue, les délégués turinois, Angelo Tasca et Umberto Terracini, se retrouvèrent aux côtés des « bordiguistes» pour s'abstenir dans le vote de la motion de confiance présentée par la direction du parti. Ce fut là, comme Gramsci devait le souligner plus tard, une sorte de répétition de la scission de Livourne : la « scission d'avril», ainsi qu'il la désignera dans une lettre à Alfonso Leonetti du 28 janvier 1924. Une première traduction française de ce rapport fut publiée dès 1920 sous le titre « Pour la régénération du Parti socialiste italien» dans le Bulletin communiste de Boris Souvarine (« Le Communisme en Italie», Bulletin communiste, 1, 44-45, 25 novembre 1920, pp. 9-15; le texte en question se trouvant pp. 13-15).

Il n'est pas inutile, enfin, de noter dès à présent que C'est à ce même texte de Gramsci que se référera Lénine dans ses « Thèses sur les tâches du IIe Congrès de l'Internationale communiste» (in Oeuvres, tome 31, Paris-Moscou, 1961, p. 202).

italienne est immédiatement appliqué jusque dans la moindre usine. L'État bourgeois a créé un corps armé mercenaire [371] qui est prêt à faire fonction d'instrument d'exécution pour concrétiser la volonté de cette nouvelle et puissante organisation de la classe possédante qui tend par le terrorisme et par un emploi généralisé du lockout à restaurer son pouvoir sur les moyens de production en contraignant les ouvriers et les paysans à se laisser frustrer d'une quantité accrue de travail non payé. Le dernier lock-out des entreprises métallurgiques turinoises a marqué une étape de la volonté des industriels, décidés à poser leur talon sur la nuque de la classe ouvrière : les industriels ont mis à profit le manque de coordination et de concentration révolutionnaire des forces ouvrières italiennes, pour tenter de briser la cohésion du prolétariat turinois et de réduire à néant dans la conscience des ouvriers le prestige et l'autorité des institutions d'usines (Conseils et Délégués d'ateliers [372]) qui avaient entamé la lutte pour le contrôle ouvrier. La poursuite des grèves agricoles dans la région de Novare et ans la Lomellina montre à quel point les propriétaires terriens sont prêts à réduire à néant leur production pour pousser au désespoir et affamer le prolétariat agricole et le soumettre implacablement aux plus dures et aux plus humiliantes conditions de travail et d'existence.

3. La phase actuelle de la lutte de classe en Italie est celle qui précède, soit la conquête du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire et le passage à de nouveaux modes de production et de distribution permettant une reprise de la productivité, soit une terrible réaction de la part de la classe possédante et de la caste gouvernante. On ne reculera devant aucune violence pour soumettre le prolétariat industriel et agricole à un travail servile : on cherchera à briser inexorablement les organismes de lutte politique de la classe ouvrière (le Parti socialiste) et à faire entrer les organismes de résistance économique (les syndicats et les coopératives) dans les rouages de l'État bourgeois.

4. Les forces ouvrières et paysannes manquent de coordination et de concentration révolutionnaire parce que les organismes directeurs du Parti socialiste se sont révélés absolument incapables de comprendre la phase actuelle de développement de l'histoire nationale et internationale, incapables de rien comprendre à la mission qui incombe aux organismes de lutte du prolétariat révolutionnaire. Le Parti socialiste assiste en spectateur au déroulement des événements, il n'a jamais d'opinion personnelle à exprimer, qui découle des thèses du marxisme et de l'Internationale communiste, il ne lance pas de mots d'ordre que les masses puissent reprendre et qui définissent une ligne générale, unifient et concentrent l'action révolutionnaire. Le Parti socialiste, en tant qu'organisation politique de l'avant-garde de la classe ouvrière, devrait mener une action générale propre a mettre l'ensemble de la classe ouvrière en mesure de gagner la révolution et de la gagner de façon durable. Le Parti socialiste, qui est constitué par cette partie de la classe prolétarienne qui ne s'est laissé ni abattre ni démoraliser par l'oppression physique et spirituelle du système capitaliste et a réussi à sauver sa propre autonomie et son esprit d'initiative, devrait, s'il était conscient et discipliné, incarner la conscience révolutionnaire vigilante de toute la classe exploitée. Son devoir est de centrer sur lui l'attention de toute la masse, d'obtenir que ses directives deviennent celles de l'ensemble de la masse, de conquérir la confiance indéfectible de l'ensemble de la masse, de façon à devenir son guide et sa tête pensante. C'est pourquoi il est nécessaire que le Parti vive toujours au cœur

[371] .Il sagit de la Guardia Regia (Garde royale) institués par Nitti le 2 octobre 1919. Elle comptait 25 000 hommes en juin 1920.

[372] Allusion à la « grève des aiguilles».

de la réalité effective de la lutte de classe menée par le prolétariat industriel et agricole, qu'il sache en comprendre les diverses phases, les divers épisodes, les multiples manifestations, afin de réussir à tirer une unité de cette diversité multiforme, afin d'être en mesure de donner une directive réelle à l'ensemble des mouvements, et d'inspirer aux foules la conviction qu'il existe un ordre immanent dans l'épouvantable désordre actuel, ordre qui, en s'affirmant, régénérera la société des hommes et rendra l'instrument de travail apte à satisfaire les exigences de la vie élémentaires et du progrès de la civilisation. Le Parti socialiste est resté, même après le Congrès de Bologne [373], un simple parti parlementaire, statique, enserré dans les limites étroites de la démocratie bourgeoise, ne se préoccupant que des prises de position politiques superficielles de la caste gouvernementale; il n'a pas pris son visage original de parti caractéristique du prolétariat révolutionnaire, caractéristique du seul prolétariat révolutionnaire.

5. Après le Congrès de Bologne, les organismes centraux du Parti auraient dû immédiatement entamer et mener jusqu'au bout une action énergique afin de rendre l'équipe révolutionnaire du Parti homogène et cohérente, afin de lui donner la physionomie spécifique et caractéristique d'un Parti communiste adhérant à la IIIe Internationale. La polémique avec les réformistes et les opportunistes n'a même pas été engagée, ni la direction du Parti, ni L'Avanti !, n'ont opposé leur propre conception révolutionnaire à la propagande incessante à laquelle se livraient les réformistes et les opportunistes tant au Parlement que dans les organismes syndicaux. Rien n'a été tenté par les organes centraux du Parti pour donner aux masses une éducation politique qui aille dans le sens communiste, pour pousser les masses à éliminer les réformistes et les opportunistes de la direction des organismes syndicaux et des coopératives, pour donner aux diverses sections et aux plus actifs des groupes de camarades une directive et une tactique qui soient unifiées. Ainsi, alors que la majorité révolutionnaire du Parti ne trouvait ni dans la direction ni dans le journal, l'expression de sa pensée et l'instrument de sa volonté, les éléments opportunistes ont-ils pu, au contraire, s'organiser fortement et exploiter le prestige et l'autorité du Parti pour consolider leurs positions parlementaires et syndicales. La direction leur a permis de s'unir et de voter des résolutions qui sont en contradiction avec les principes et avec la tactique de la IIIe Internationale et en opposition à la ligne du Parti; la direction a laissé à des organismes subordonnés l'entière liberté de mener des actions et de répandre des conceptions contraires aux principes et à la tactique de la IIIe Internationale : la direction du Parti a été systématiquement étrangère à la vie et à l'activité des sections, à celle des organismes, à celle des différents camarades. Loin de disparaître, la confusion qui régnait dans le Parti avant le Congrès de Bologne et qui pouvait s'expliquer par le régime de guerre, s'est accrue de façon impressionnante; il est naturel que, dans ces conditions, le Parti ait perdu du terrain dans la confiance des masses et qu'en divers endroits les tendances anarchistes aient tenté de reprendre le dessus. Le Parti politique de la classe ouvrière ne se justifie que dans la mesure où, en centralisant et en coordonnant fortement l'unité prolétarienne, il oppose un pouvoir révolutionnaire de fait au pouvoir légal de I'État bourgeois et en limite la liberté d'initiative et de manœuvre ; si le Parti ne réalise pas l'unité et la simultanéité des efforts, si le Parti apparaît comme un simple organisme bureaucratique, sans âme ni volonté, la classe ouvrière tend instinctivement à se doter d'un autre parti, et elle glisse vers les tendances anarchistes qui, précisément, critiquent sans cesse avec véhémence le centralisme et le fonctionnarisme des partis politiques. -

[373] Sur proposition de Serrati, le XVIe Congrès du P.S.I. (Bologne, 5-8 octobre 1919) avait voté -par acclamation - l'adhésion du P.S.I. à la IIIe Internationale.

6. Le Parti n'a pas participé au mouvement international. La lutte de classe est en train de prendre dans tous les pays du monde des formes gigantesques, partout les prolétaires sont poussés à renouveler leurs méthodes de lutte et souvent, comme en Allemagne après le coup de force militariste [374], à s'insurger, armes en main. Le Parti ne prend pas la peine d'expliquer au peuple travailleur italien de tels événements, de les justifier à la lumière de la conception de l'Internationale communiste; il ne prend pas la peine de mener toute une action éducative pour rendre le peuple travailleur italien conscient de cette vérité : la révolution prolétarienne est un phénomène mondial, et chaque événement isolé doit être considéré et jugé dans un ensemble mondial. La Me Internationale s'est déjà réunie deux fois en Europe occidentale, en décembre 1919 dans une ville allemande, en février 1920 à Amsterdam [375] : le Parti italien n'était représenté à aucune de ces deux réunions, les militants du Parti n'ont même pas été informés par les organismes centraux des discussions et des décisions prises lors de ces deux conférences. Sur le plan de la IIIe Internationale, les polémiques sur la doctrine et sur la tactique de l'Internationale communiste battent leur plein, elles ont parfois (comme en Allemagne) provoqué des scissions internes [376]. Le Parti italien est complètement coupé de ce fécond débat idéologique où se trempent les consciences révolutionnaires et où se construit l'unité d'esprit et d'action des prolétariats de tous les pays. L'organe central du Parti n'a de correspondant particulier ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne, il n'en a même pas en Suisse : étrange situation pour le journal du Parti socialiste qui représente en Italie les intérêts du prolétariat international, et étrange situation que celle de la classe ouvrière italienne, obligée de s'informer à travers les nouvelles, tronquées et tendancieuses que diffusent les agences et les journaux bourgeois. L'Avanti!, en tant qu'organe du Parti, devrait être l'organe de la Me Internationale; l'Avanti ! devrait faire place à toutes les informations, toutes les polémiques, tous les commentaires sur les problèmes prolétariens *qui* touchent la IIIe Internationale; L'Avanti ! devrait mener, dans un esprit unitaire, une polémique incessante contre toutes les déviations et tous les compromis opportunistes; et, au contraire, l'Avanti ! met en valeur certaines manifestations de la pensée opportuniste, comme par exemple le récent discours à la Chambre du député Treves [377], qui s'appuyait entièrement sur une conception petite-bourgeoise des rapports internationaux et exposait une théorie des énergies prolétariennes, contrerévolutionnaire et défaitiste. Évidente dans les organes centraux, cette absence de tout souci d'informer le prolétariat sur les événements et sur les discussions théoriques qui se déroulent au sein de la IIIe Internationale peut être également constatée dans l'activité de la

---

[374] Il s'agit du putsch Lüttwitz-Kapp», auquel Gramsci avait déjà consacré un article La rivoluzione tedesca», L'Ordine Nuovo, 1, 41, 20 mars 1920). Le 13 mars 1920 la brigade de marine du capitaine de vaisseau Ehrhardt marcha sur Berlin et mit au pouvoir un civil, Wolfgang Kapp, flanqué du général von Lüttwitz, commandant de la place, Les syndicats appelèrent à la grève générale et le putsch fut brisé en quatre jours.

[375] Une conférence des groupes et partis occidentaux adhérents à l'Internationale communiste fut organisée à Francfort-sur-le-Main en décembre 1919 par le secrétariat de Berlin de la IIle Internationale. Elle rassembla des délégués d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, de Pologne et de Roumanie. Quoique Serrati eût été informé de la préparation de cette rencontre, l'Italie n'y fut pas représentée. Organisée par le Bureau d'Amsterdam de l'I.C., une autre Conférence internationale pour l'Europe occidentale se tint à Amsterdam le 13 février 1920 avec des représentants des partis et groupes communistes des Pays-Bas, de Belgique, de Grande-Bretagne, d'Allemagne et des États-Unis. Les Italiens n'y participèrent pas.

[376] Allusion probable au Congrès de Heidelberg du K.P.D. (20-24 octobre 1919).

[377] Le 20 mars 1920 le réformiste Claudio Treves avait prononcé devant la Chambre des députés un discours que l'on désigna désormais comme le a discours de l'expiation». Il y déclarait en particulier : « La crise, son tragique est justement en cela : vous ne pouvez plus nous imposer votre ordre, et nous, nous ne pouvons pas encore vous imposer le nôtre.» Et il concluait « Messieurs, c'est l'expiation !»

maison d'édition du Parti. La maison d'édition continue à publier des opuscules sans importance, ou des brochures qui répandent des conceptions et des opinions qui relèvent de la IIe Internationale, tandis qu'elle néglige les publications de la IIIe Internationale. Certains ouvrages de camarades russes, indispensables pour comprendre la Révolution bolchevique, ont été traduits en Suisse, en Angleterre, en Allemagne, et sont ignorés en Italie; qu'il nous suffise de prendre l'exemple du livre de Lénine, *L'État et la révolu*tion [378]. Les opuscules traduits le sont d'ailleurs déplorablement, et souvent rendus incompréhensibles par les déformations grammaticales ou les contresens.

7. L'analyse qui précède fait déjà apparaître en quoi consiste l'œuvre de rénovation qu'il nous paraît indispensable de réaliser au sein de l'organisation du Parti. Le Parti doit prendre sa forme précise et originale; de parti parlementaire petit-bourgeois il doit devenir le parti du prolétariat révolutionnaire en lutte pour réaliser la société communiste grâce à l'État ouvrier; un parti homogène, cohérent, ayant sa propre doctrine, sa propre tactique, et une discipline ferme et inflexible. Les non-communistes révolutionnaires doivent être éliminés du Parti, et la direction, délivrée de la préoccupation de maintenir l'équilibre et l'unité entre les diverses tendances et entre les divers *leaders,* doit consacrer toute son énergie a organiser les forces ouvrières sur le pied de guerre. Chaque événement de la vie prolétarienne, nationale ou internationale, doit être immédiatement commenté dans des tracts et des circulaires de la direction, et il doit servir de point de départ à la propagande communiste et à l'effort d'éducation des consciences révolutionnaires. La direction, en gardant toujours le contact avec les sections, doit devenir le centre moteur de l'action du prolétariat jusque dans tous ses prolongements. Les sections doivent promouvoir dans toutes les usines, dans les syndicats, dans les coopératives, dans les casernes, la constitution de groupes communistes qui répandront sans répit au sein des masses les conceptions et la tactique du Parti, qui organiseront la création des Conseils d'usines, destinés à exercer le contrôle sur la production industrielle et agricole, qui mèneront la propagande nécessaire pour conquérir de façon organique les syndicats, les Bourses du travail, et la Confédération générale du travail; pour devenir enfin les éléments de confiance que la masse investira de la mission de former les Soviets politiques et d'exercer la dictature du prolétariat. L'existence d'un Parti communiste cohérent et fortement discipliné, qui, à travers les noyaux de l'usine, du syndicat, de la coopérative, coordonne et rassemble en son comité central exécutif toute l'action révolutionnaire du prolétariat, est la condition indispensable et fondamentale pour tenter n'importe quelle expérience de Soviet; en l'absence d'une telle condition, toute proposition d'expérience doit être rejetée comme absurde et ne pouvant servir qu'aux détracteurs de l'idée de soviet. De la même façon, il faut repousser la proposition de créer un petit parlement socialiste[379] qui deviendrait rapidement un instrument entre les mains de la majorité réformiste et opportuniste du groupe parlementaire et servirait à répandre des utopies démocratiques et des projets contre-révolutionnaires.

---

[378] La première anthologie italienne des oeuvres de Lénine fut publiée en 1920 par l'un des compagnons de Gramsci, Alfonso Leonetti (Nicola Lenin, Pagine scelte, Milan, sd mais 1920). Une traduction de L'État et la révolution (Stato e rivoluzione) fut également publiée à Milan la même année.

[379] Allusion au projet de former une assemblée réunissant au groupe parlementaire socialiste les représentants de la direction du parti, des syndicats et des coopératives. Cette assemblée aurait eu pour tâche d'élaborer des projets de loi et aurait dû fonctionner, selon la formule de Turati, comme une « opposition de propulsion». Le groupe de L'Ordine Nuovo fit connaître son hostilité au projet à travers deux articles d'Andrea Viglongo, « Contro il Parlamento del lavoro 9 (L'Ordine Nuovo, 1, 39, 26 février - 6 mars 1920 et 1, 40, 13 mars 1920).

8. La direction doit immédiatement mettre au point, rédiger et diffuser un programme de gouvernement révolutionnaire du Parti socialiste, dans lequel seront exposées les solutions concrètes que le prolétariat, devenu classe dominante, apportera à tous les problèmes essentiels -économiques, politiques, religieux, scolaires, etc. - qui harcèlent les diverses couches de la population travailleuse italienne. En se basant sur le principe que le Parti ne fonde sa puissance et son action que sur la classe des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture qui n'ont aucune propriété privée, et considère les autres couches du peuple travailleur comme dépendant de la classe purement prolétarienne, le Parti doit lancer un manifeste posant de façon explicite la prise révolutionnaire du pouvoir politique, invitant le prolétariat industriel et agricole à se préparer et à s'armer et esquissant les solutions communistes aux problèmes actuels : contrôle prolétarien sur la production et la distribution, désarmement des forces armées mercenaires, contrôle des municipalités exercé par les organisations ouvrières.

9. La section socialiste turinoise se propose, sur la base de ces considérations, de promouvoir une liaison avec les groupes de camarades qui voudront bien se constituer dans toutes les sections pour les discuter et les soutenir; liaison organisée qui devra préparer à brève échéance un congrès consacré à débattre des problèmes de tactique et d'organisation prolétarienne et entre-temps, contrôler l'activité des organismes exécutifs du Parti.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 11, 1, 8 mai 1920.

SUPERSTITION ET RÉALITÉ

« Elle est passée depuis un bout de temps, l'époque où la superstition attribuait les révolutions à la perversité d'une poignée d'agitateurs. Aujourd'hui tout le monde sait qu'au fond de toute convulsion révolutionnaire ne peut manquer d'exister un quelconque besoin social dont la satisfaction est entravée par des institutions périmées. Il est possible que ce besoin ne se fasse pas encore sentir assez profondément, ni d'une façon assez générale pour lui assurer un succès immédiat, mais toute tentative pour l'étouffer par la violence ne réussira qu'à le faire jaillir avec une force accrue, qui finira par briser les liens qui l'enserrent. Donc, si nous avons été battus, notre devoir est de tout recommencer depuis le début; la pause de répit, probablement courte, qui nous est consentie entre la fin du premier acte et le commencement du second nous laisse heureusement le temps de faire un travail qui est en ce moment plus utile que jamais : étudier les causes qui ont déterminé par leur conjonction la récente révolution et sa défaite; et ces causes, il ne faut pas les rechercher dans les efforts, ni dans le génie, ni dans les fautes, ni dans les erreurs ou dans les "trahisons" de quelques dirigeants, mais bien dans la situation générale de la société et dans les conditions d'existence de chacune des nations bouleversées [380]*.»

La superstition attribue la grève générale[381] de Turin et du Piémont, elle attribue un mouvement qui a duré dix jours d'une vie très intense, qui a entraîné un demi-million d'ouvriers et de paysans, qui a provoqué des fêlures irrémédiables dans l'appareil de l'État bourgeois, qui a prouvé sa force dynamique par les sympathies et les approbations actives qu'elle a suscitées

[380] * K. Marx, Révolution et contre-révolution en Allemagne, Paris, 1900, *pp. 2-3 (Note de Gramsci).*

[381] Il s'agit, bien entendu, de la grève générale qui a suivi la a grève des aiguilles» : cf. note 1, p. 327.

dans l'ensemble de la classe prolétarienne italienne, elle attribue un tel mouvement à la présomption provinciale d'une poignée d' « irresponsables», à la fallacieuse illusion d'un groupuscule d'extrémistes « excités», aux ténébreuses élucubrations « russophiles» de quelques éléments intellectuels qui complotent dans l'anonymat du tristement célèbre Comité d'étude des Conseils turinois.

Soixante-dix ans après que Karl Marx a présume qu'elle était dépassée « depuis un bout de temps», la superstition trouve des fidèles, non seulement parmi le menu fretin des rédacteurs du *Cerriere delta Sera* et du *Giornale d'Italia,* non seulement en la personne du député Edoardo Giretti [382], mais jusque dans l'équipe de direction et de gestion de la Confédération générale du travail, cet organisme qui englobe deux millions de prolétaires italiens et qui a la prétention de réaliser en Italie l'application du marxisme.

La classe ouvrière turinoise a été battue. Parmi les causes qui ont provoqué cette défaite, il y a aussi la « superstition», l'étroitesse d'esprit des responsables du mouvement ouvrier italien. Parmi les conditions médiates au second degré qui ont provoqué la défaite, se trouve donc aussi le manque de cohésion révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat italien qui ne parvient pas à tirer de ses rangs, avec cohésion et discipline, une hiérarchie syndicale qui soit à l'image de ses intérêts et de son esprit révolutionnaire. Parmi les conditions médiates au premier degré qui ont provoqué la défaite, il convient de retenir la situation générale de la société italienne et les conditions d'existence de chacune des régions et de chacune des provinces qui constituent une des cellules syndicales de la Confédération générale du travail. En somme, il est certain que la classe ouvrière turinoise a été battue parce que les conditions nécessaires et suffisantes pour un mouvement d'ensemble, organique et discipliné, de la classe ouvrière et paysanne, n'existent pas en Italie, ne sont pas encore arrivées à maturité. La « superstition» et l'étroitesse de vues des dirigeants responsables du mouvement organisé du peuple laborieux italien, apportent un témoignage indubitable sur ce manque de maturité, sur cette insuffisance du peuple laborieux italien.

Le 7 mars s'est tenu à Milan une conférence nationale des industriels [383]. Le « commendatore » Silvestri, président de la Confédération générale de l'industrie, a prononcé au cours de la réunion un discours fort violent contre la journée de huit heures, contre les augmentations de salaires, contre le gouvernement pusillanime qui n'a pas pris la défense du capital à Ponte Canavese, à Torre Pellice, à Asti (il s'agit de l'occupation des filatures de coton Mazzonis et de l'occupation des scieries d'Asti), contre le gouvernement pusillanime, incapable de défendre le régime individualiste bourgeois face aux assauts des communistes. Le député Gino Olivetti, secrétaire confédéral, a fait un rapport sur le problème des Conseils d'usines et a conclu en proclamant que les Conseils ouvriers turinois doivent être écrasés implacablement; la conception capitaliste exprimée par Olivetti a été appliquée par les industriels turinois dans leur offensive contre les Conseils ouvriers et elle est synthétisée par les deux mots d'ordre que les affiches des capitalistes clament victorieusement par toutes les rues de la ville depuis la

[382] Edoardo Giretti avait été élu député en 1919 avec un programme libre-échangiste sur les listes du « Bloc de la victoire P, lequel était formé, pour une bonne part, d'anciens combattants. Sur ce point, cf. P. Gobetti, Scritti politici, Turin, 1960, pp. 162-164.

[383] La première Conférence nationale des industriels italiens, du 7 mars 1920, fut décisive pour l'Italie de l'après-guerre. Tandis que la Confindustria y affirmait son hégémonie sur l'ensemble de l'économie italienne, il y fut décidé une restructuration générale du capital (qui devait, en dernier terme, aboutir au fascisme) et, au plan politique, le rappel de Giolitti.

défaite prolétarienne : « Pendant les heures de travail, on travaille, on ne discute pas» et « Dans les usines il ne peut y avoir qu'une seule autorité».

Après cette conférence de Milan, les industriels ont réussi à obtenir des assurances expresses du gouvernement. Il va se passer a Turin quelque chose de nouveau et de jamais vu. Voilà que le directeur du *Giornale d'Italia* qui a flairé une odeur de sang dans les couloirs des ministères romains, dépêche un envoyé spécial à Turin. Celui-ci se précipite dans les rédactions des journaux et dans les bureaux directoriaux des usines et ne cesse de demander : « Mais qu'est-ce qui se passe donc à Turin? Pourquoi est-ce qu'à Home on a tellement peur des ouvriers de Turin? Pourquoi mon directeur m'a-t-il donc envoyé à Turin faire une enquête sur le mouvement ouvrier et sur les Conseils d'usines?» Et les nouvelles de pleuvoir sur le bureau du Comité d'étude : hier mille nouveaux gardes royaux sont arrivés, aujourd'hui mille de plus, des forces militaires considérables ont installé leurs quartiers dans tel ou tel village de la banlieue, on place des batteries en tel et tel point de la colline, dans telles et telles églises, sur les toits de tels et tels immeubles on a posté des mitrailleuses; on laisse les associations subventionnées par les industriels constituer des dépôts d'armes, et ces associations se sont d'ailleurs mises directement en contact avec certains de leurs adhérents qui sont officiers et commandent des divisions cantonnées dans le reste de la province 1 Pendant ce temps, l'envoyé spécial du *Giornale d'Italia* annonce dans ses chroniques de Turin que les industriels sont résolus à briser la classe ouvrière, que les industriels ont décidé de se soutenir solidairement dans la lutte, y compris jusqu'au lock-out général, que les industriels sont vaillamment soutenus par l'ensemble de la classe capitaliste italienne, que le heurt entre ouvriers et capitalistes va se produire à brève échéance.

Toute cette manœuvre de la classe capitaliste et du pouvoir d'État pour encercler Turin, pour prendre la classe ouvrière turinoise dans un piège à rats n'a même pas été pressentie par les chefs responsables de la classe ouvrière italienne organisée. La vaste offensive capitaliste a pu être minutieusement préparée sans que l' « état-major» de la classe ouvrière organisée ne s'en aperçoive ni ne s'en préoccupe; et cette défaillance des centrales de l'organisation est devenue un des éléments de la lutte, elle est devenue une arme terrible entre les mains des industriels et du pouvoir d'État, une cause de faiblesse pour les dirigeants locaux de la section de la métallurgie.

Les industriels ont mené leur action avec une habileté extrême. Les industriels sont divisés entre eux par le profit, ils sont divisés entre eux par la concurrence économique et politique, mais, face à la classe ouvrière, ils forment un bloc d'acier; chez eux le défaitisme n'existe pas, il n'y a personne pour saboter l'unité d'action, ni pour semer le découragement et la panique.

Les industriels, après avoir enserré la ville dans un dispositif militaire sans faille, ont trouvé un « nez de Cléopâtre» capable de les aider à changer la face de l'histoire : aux usines *Industrie metallurgiche* en prenant comme prétexte qu'une falsification sans gravité avait été faite à l'horloge pointeuse, les industriels ont demandé l'inéligibilité, pour la durée d'un an, des camarades du Comité d'entreprise; ce qui revient à dire qu'ils ont demandé que six camarades soient privés, pour un an, de leurs droits civiques prolétariens. C'est à partir de cet incident que le mouvement s'est déclenché et il s'est aggravé au fur et à mesure que les industriels déployaient, avec diligence et méthode, leur manœuvre d'ensemble; les délégués ouvriers qui participaient aux pourparlers n'étaient que des hochets entre les mains des industriels et ils le savaient, et les industriels savaient que les ouvriers le savaient. Les ouvriers étaient persuadés

que les pourparlers étaient vains, mais il fallait qu'ils continuent à les mener, parce que la moindre interruption, le moindre signe de découragement, le moindre mouvement impulsif, auraient suffi a provoquer le choc sanglant souhaité par les industriels, par la police, par la caste militaire, par les cercles réactionnaires. Les délégués ouvriers savaient parfaitement dans quelle atmosphère de mobilisation générale les événements étaient en train de se dérouler, et il leur fallut, pendant des jours et des jours, infliger des macérations à leurs esprits et à leurs cœurs pour attendre, pour passer encore une journée,

Pour voir jusqu'où arriverait l'offensive adverse, pour que les adversaires en arrivent au point où il leur deviendrait impossible de ne pas toucher aux Principes, contraignant ainsi les organismes centraux à se prononcer et à entrer en lice. C'est ainsi qu'on en vint à la grève générale, au grandiose déploiement des forces prolétariennes piémontaises; c'est ainsi que, devant les manifestations de solidarité des cheminots, des marins, des dockers, manifestations qui mirent en évidence la profonde faiblesse de l'appareil d'État bourgeois, on en vint jusqu'à croire à la possibilité d'une insurrection générale du prolétariat italien contre le pouvoir de l'État. Et l'on pensait déjà que cette insurrection était destinée à échouer dans son but ultime : la constitution d'un gouvernement révolutionnaire, car l'ensemble du déroulement du mouvement avait montré qu'en Italie il n'existe pas d'énergies révolutionnaires organisées capables de devenir le centre d'un mouvement vaste et profond, capables de donner une substance politique à une puissante et irrésistible lame de fond de la classe opprimée, capables de créer un État et de lui insuffler un dynamisme révolutionnaire.

La classe ouvrière turinoise a été battue, et elle ne pouvait qu'être battue. La classe ouvrière turinoise a été entraînée dans la lutte; elle n'avait pas la liberté de choisir, elle ne pouvait pas remettre à plus tard le jour du conflit, car l'initiative de la guerre de classe appartient encore aux capitalistes et au pouvoir de l'État bourgeois. Ceux qui parlent d' « illusions fallacieuses» sous-entendent nécessairement que la classe ouvrière doit toujours ployer la nuque devant les capitalistes, ils sous-entendent nécessairement que la classe ouvrière doit se persuader qu'elle n'est qu'un troupeau de bétail, un ramassis de brutes sans conscience et sans volonté, que la classe ouvrière doit se persuader qu'elle est incapable d'avoir sa propre conception à opposer aux conceptions bourgeoises, incapable d'avoir des idées, des sentiments, des aspirations, des intérêts aussi bien que la classe bourgeoise.

La classe ouvrière a été battue. A Turin continuent à exister ces grandes usines où la division extrême du travail et le perfectionnement continuel de l'automatisation poussent les capitalistes vers les formes les plus sordides et les plus exaspérantes de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ces conditions de travail n'ont cessé de pousser les ouvriers à rechercher des formes d'organisation et des méthodes de lutte leur permettant de retrouver une puissance et une physionomie de classe révolutionnaire qu'ils ne trouvaient plus dans le syndicat professionnel. Même après la défaite politique, les conditions qui sont restées les mêmes provoqueront les mêmes impulsions révolutionnaires. Les industriels persévéreront dans leurs tentatives pour susciter artificiellement la concurrence entre les ouvriers en les divisant en catégories arbitraires et en subdivisant chaque catégorie en sous-catégories; quand le perfectionnement de l'automatisation aura tué cette forme de concurrence, ils persévéreront dans leurs tentatives pour dresser les techniciens contre les ouvriers et les ouvriers contre les techniciens, alors que les méthodes de travail tendent à créer une fraternité entre ces deux éléments actifs de la production, et devraient les pousser à s'unir politiquement. Les ouvriers continuent à sentir qu'ils

ne peuvent être défendus par les syndicats professionnels dans leurs efforts pour échapper aux traquenards multiples et imprévisibles que les capitalistes, à la faveur des nouveaux moyens de production, leur tendent sans cesse, et ils ne seront jamais tranquilles, ils ne travailleront jamais dans le calme, ils ressentiront toujours plus durement leur état d'opprimés, ils se laisseront encore plus facilement aller à leurs impulsions et à leurs crises de colère.

Ces conditions de travail que nous venons d'évoquer et qui étaient arrivées à maturation pendant la guerre sont celles qui ont servi de point de départ à la création des Conseils d'usines; or si ces conditions persistent, le besoin qu'elles ont suscité dans la conscience ouvrière persiste aussi, et l'éducation politique l'a aiguise et éclairé; le Conseil d'usine et le système des Conseils d'usines seront les seuls à pouvoir le satisfaire.

La classe ouvrière est amenée, par le développement de la civilisation industrielle, par le développement des moyens d'oppression et d'exploitation, à entreprendre des actions, à se fixer des objectifs, et à tenter de les réaliser, à appliquer des méthodes qui échappent aux hommes froids et dépourvus d'enthousiasme que le mécanisme bureaucratique a placés aux postes de direction de ses organisations de lutte. Cinq cent mille ouvriers et paysans sont entraînés dans la lutte; contre eux se sont déployées l'entière classe capitaliste et les forces du pouvoir d'État. L'intervention énergique des centrales du mouvement ouvrier organisé devrait pouvoir équilibrer les forces et permettre si ce n'est de parvenir à la victoire, au moins de conserver et de consolider les conquêtes que les travailleurs ont arrachées par un travail d'organisation patient et tenace, par des centaines, par des milliers de petites actions au niveau des usines et des ateliers. De qui dépend une telle intervention? d'un organisme élu par les ouvriers, continuellement contrôlé, dont les membres sont révocables à tout instant? Non, elle dépend d'employés, parvenus à la place qu'ils occupent par des voies bureaucratiques, à coups de recommandations; elle dépend d'employés à courte vue qui ne voient même pas ce que les industriels et l'État préparent, qui ne connaissent ni la vie de l'usine, ni les besoins des ouvriers et qui sont aussi « superstitieux» qu'un pasteur protestant et aussi vaniteux qu'un planton de ministère.

La classe ouvrière turinoise a déjà démontré qu'elle n'était pas sortie de la lutte avec une volonté brisée, avec une conscience en déroute. Elle poursuivra la lutte sur les deux fronts : celui de la conquête du pouvoir industriel, celui de la conquête des organisations syndicales et de la réalisation de l'unité prolétarienne.

La grève générale a montré à quel point est dynamique le mouvement « littéraire» qui s'est révélé dans le domaine industriel turinois. L'Ordine Nuovo du Il octobre 1919 évoquait ainsi le malaise qui serpentait obscurément au sein des masses organisées :

« Les ouvriers sentent que l'ensemble de " leur " organisation est devenu un appareil tellement énorme qu'il a fini par obéir à des lois qui lui sont propres, impliquées dans sa structure et dans son fonctionnement complexe, mais étrangères à la masse qui a pris conscience de sa mission historique de classe révolutionnaire. Ils sentent que leur volonté n'arrive pas à s'exprimer de façon claire et précise, à travers les actuelles hiérarchies de leur institution. Ils sentent que, même chez eux, dans la maison qu'ils ont bâtie, tenacement, à coups d'efforts patients, en la cimentant de leur sang et de leurs larmes, la machine écrase l'homme, le bureaucratisme stérilise l'esprit créateur, et que l'amateurisme plat et verbeux tente vainement

de masquer une absence de doctrine précise sur les nécessités de la production industrielle et une absence totale de compréhension de la psychologie des masses prolétariennes. Les ouvriers s'irritent de cet état de choses, mais, individuellement, ils ne peuvent rien pour le modifier [384].»

Le mouvement des Conseils a donné une forme et un but concret à ce malaise, qui, dans l'action disciplinée et consciente, s'est dissipé. Il faut coordonner l'action de Turin et celle des forces syndicales révolutionnaires de toute l'Italie pour mettre sur pied un plan organique de rénovation de l'appareil syndical qui permettra à la volonté des masses de s'exprimer et qui poussera les syndicats à s'engager sur le terrain de lutte qui est celui de la IIIe Internationale communiste.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, Il, 1,* 8 mai 1920.

LE CONSEIL D'USINE [385]

La révolution prolétarienne n'est pas l'acte arbitraire d'une organisation qui se prétend révolutionnaire ou d'un groupe d'organisations qui se prétendent révolutionnaires. La révolution prolétarienne est un très long processus historique qui se réalise quand apparaissent et se développent certaines forces productrices déterminées (que nous désignons globalement en nous servant du mot « prolétariat»), dans une ambiance historique donnée (que nous synthétisons par les formules : « mode de propriété individuelle, mode de production capitaliste, système de l'usine, mode d'organisation de la société au sein de l'État démocratique-parlementaire»). Au cours d'une phase déterminée de ce processus, il arrive que les forces productives nouvelles ne parviennent plus à se développer et à s'organiser de façon autonome à l'intérieur des schémas reconnus qui servent de cadre à la coexistence humaine. C'est dans cette phase déterminée que se produit l'acte révolutionnaire qui consiste en un effort visant à rompre ces schémas par la violence et à détruire tout l'appareil du pouvoir économique et politique à l'intérieur duquel les forces productives révolutionnaires sont contenues par l'oppression. Il consiste également en un effort appliqué à briser la machine de l'État bourgeois, et à former un type d'État dont les schémas pourront permettre aux forces productives libérées de trouver la forme adaptée à leur développement ultérieur, à leur expansion ultérieure; type d'État dont l'organisation permettra à ces mêmes forces de trouver les appuis et les armes nécessaires et suffisantes pour venir à bout de leurs adversaires.

Le processus réel de la révolution prolétarienne ne peut être confondu avec le développement et avec l'action d'organisations révolutionnaires de type volontariste et contractualiste, telles que le parti politique et les syndicats professionnels, qui sont des organisations nées sur le terrain de la démocratie bourgeoise, nées sur le terrain de la liberté politique, en tant qu'affirmation et prolongement de cette même liberté politique. De telles organisations, dans la mesure où elles incarnent une doctrine qui interprète le processus révolutionnaire et prévoit (dans certaines limites de probabilité historique) son développement, dans la mesure où elles sont reconnues par les grandes masses comme étant un de leurs reflets,

[384] « Syndicats et Conseils P, II octobre 1919, p. 278.

[385] Sur les circonstances de la publication de ce texte, cf. la note suivante.

et un embryon de leur futur appareil gouvernemental, sont à l'heure actuelle, et elles ne cesseront de l'être toujours plus, les agents directs et responsables des futures actions que la classe travailleuse tout entière tentera pour se libérer au cours du processus révolutionnaire. Mais elles n'incarnent cependant pas ce processus, elles ne sont pas un dépassement de l'État bourgeois, elles ne recouvrent pas, et ne peuvent pas recouvrir, tout le pullulement multiforme des forces révolutionnaires que déchaîne le capital dans son avance implacable de machine d'exploitation et d'oppression.

Dans la période de suprématie économique et politique de la classe bourgeoise, le déroulement réel du processus révolutionnaire se passe de façon souterraine, dans l'ombre de l'usine et dans l'ombre de la conscience de ces multitudes immenses que le capitalisme assujettit à ses lois; il n'est donc ni contrôlable ni prévisible; il le sera dans l'avenir, lorsque les éléments qui le constituent (sentiments, velléités, habitudes, embryons d'initiatives et de nouvelles mœurs) auront été développés et épurés par l'évolution de la société, par l'importance accrue de la place que la classe ouvrière sera amenée à occuper dans le domaine de la production. Les organisations révolutionnaires (parti politique et syndicat professionnel) sont nées dans le cadre de la liberté politique, dans le cadre de la démocratie bourgeoise, en tant qu'affirmation et prolongement de la liberté et de, la démocratie en général, sur un terrain où subsistent les rapports de citoyen à citoyen, alors que le processus révolutionnaire se déroule sur le terrain de la production, à l'intérieur de l'usine où les rapports sont des rapports d'oppresseur à opprimé, d'exploiteur à exploité, où l'ouvrier est privé de liberté et la démocratie, inexistante. Le processus révolutionnaire s'accomplit là où l'ouvrier n'est rien et veut devenir tout, là où le pouvoir du patron est illimité, et se ramène à un pouvoir de vie et de mort sur l'ouvrier, sur la femme de l'ouvrier, sur les enfants de l'ouvrier.

Quand pouvons-nous dire que le processus historique de la révolution ouvrière, ce processus immanent dans la coexistence humaine du régime capitaliste, qui porte en lui-même ses lois et qui découle nécessairement de la confluence d'une multiplicité d'actions, incontrôlables parce que résultant d'une situation qui n'est pas voulue par l'ouvrier et n'est pas prévisible par l'ouvrier, quand pouvons-nous donc dire que ce processus historique de la révolution ouvrière affleure à la lumière, devient contrôlable et prévisible?

Nous pouvons le dire lorsque toute la classe ouvrière est devenue révolutionnaire, non plus dans la mesure où elle se refuse de façon générale à participer aux institutions gouvernementales de la classe bourgeoise, non plus dans la mesure où elle représente une opposition sur le plan de la démocratie, mais dans la mesure où toute la classe ouvrière telle qu'elle se regroupe au sein d'une usine, entame une action qui devra nécessairement déboucher sur la fondation d'un État ouvrier, qui conduira nécessairement à structurer la société humaine dans une forme absolument originale, dans une forme universelle, qui englobera toute l'Internationale ouvrière et, partant, toute l'humanité. Et si nous disons que la période actuelle est révolutionnaire, c'est précisément parce que nous constatons que la classe ouvrière de toutes les nations - certes, avec les erreurs, les tâtonnements, et les hésitations propres à une classe opprimée qui manque d'expérience et tente une entreprise entièrement originale - tend à tirer de son sein des institutions d'un type nouveau, des institutions basées sur la représentation, bâties dans le cadre d'un schéma industriel. Nous disons que la période actuelle est révolutionnaire parce que la classe ouvrière tend de toutes ses forces et de toute sa volonté à fonder son État. Voilà pourquoi nous disons que la naissance des Conseils ouvriers d'usines représente un grandiose événement

historique, qu'elle représente le commencement d'une ère nouvelle dans l'histoire du genre humain; c'est grâce à elle que le processus révolutionnaire a affleuré à la lumière et est -entré dans la phase où il peut être contrôlé et prévu.

Pendant la phase libérale du processus historique de la classe bourgeoise et de la domination de la classe bourgeoise sur la société, la cellule élémentaire de l'État était le propriétaire, qui, dans l'usine, soumet à son profit la classe ouvrière. Pendant la phase libérale, le propriétaire était aussi un entrepreneur; c'était aussi un industriel : le pouvoir industriel, la source du pouvoir industriel, se trouvait dans l'usine, et l'ouvrier ne parvenait pas à libérer sa conscience de la persuasion qu'on ne pouvait se passer du patron, dont la personne s'identifiait avec celle de l'industriel, avec celle du gérant qui était responsable de la production, et, partant, responsable du salaire, du pain, des habits, du toit de l'ouvrier.

Pendant la phase impérialiste du processus historique de la classe bourgeoise, le pouvoir industriel de chaque usine se détache de l'usine et se centralise en un *trust,* en un monopole, en une banque, ou dans la bureaucratie d'État. Le pouvoir industriel devient irresponsable, et, partant, plus autocratique, plus impitoyable, plus arbitraire. Mais alors, libéré de la sujétion du « chef», libéré de l'esprit servile et hiérarchique, poussé aussi par les nouvelles conditions générales que la nouvelle phase historique impose à la société, l'ouvrier réalise d'inappréciables progrès dans le domaine de l'autonomie et de l'initiative.

Dans l'usine, la classe ouvrière devient un « instrument de production» déterminé, au sein d'un ensemble de structures déterminé, chaque ouvrier se trouve faire « fortuitement» partie de ce corps constitué; fortuitement quant au rôle de sa volonté, mais non fortuitement quant à sa fonction dans le travail, car il représente une nécessité bien définie du processus de travail et de production, et ce n'est que pour cela qu'il a été embauché, ce n'est que pour cela qu'il peut gagner son pain; il est un engrenage de la machine-division-du-travail, un engrenage de la classe ouvrière qui s'est constituée en instrument de production. Si l'ouvrier acquiert une conscience claire de sa « nécessité déterminée» et s'il en fait la base d'un appareil représentatif de type étatiste (c'est-à-dire qui ne soit pas volontaire, contractualiste, basé sur l'acquisition d'une carte d'adhérent, mais au contraire absolu, structuré, indissociable d'une réalité qu'il faut admettre si l'on veut que soient assurés le pain, le toit, les vêtements, la production industrielle), si l'ouvrier, donc, si la classe ouvrière fait cela, elle fait une chose grandiose, elle entame une histoire nouvelle, elle ouvre l'ère des États ouvriers, dont la convergence créera la société communiste, le monde organisé sur la base et selon le modèle de la grande usine industrielle; l'Internationale communiste, dans laquelle chaque peuple, chaque partie de l'humanité, prend forme dans la mesure où elle représente essentiellement telle ou telle production, et non plus dans la mesure où elle est organisée, sous forme d'État, à l'intérieur de telles ou telles frontières.

Dans la mesure où elle construit un tel appareil représentatif, ce qu'accomplit la classe ouvrière c'est, en réalité, l'expropriation de la principale machine, du plus important des instruments de production : la classe ouvrière elle-même, qui s'est retrouvée, qui a pris conscience de son unité organique, et qui, unitairement, s'oppose au capitalisme. La classe ouvrière affirme ainsi que le pouvoir industriel, que la source du pouvoir industriel, doit revenir à l'usine; elle considère l'usine comme étant, dans une nouvelle perspective ouvrière, la forme où la classe ouvrière se coule en un corps organique déterminé, la cellule d'un nouvel État : l'État ouvrier, et la base d'un nouveau système représentatif : le système des Conseils. L'État

ouvrier, puisqu'il prend naissance en fonction d'une configuration productive, crée déjà les conditions de son propre développement, de sa disparition en tant qu'État, de son incorporation organique dans un système mondial : l'Internationale communiste.

De même qu'aujourd'hui, dans le Conseil d'une grande usine, chaque *équipe* de travail (chaque corps de métier) s'amalgame, du point de vue prolétarien, avec les autres équipes de chaque atelier, chaque moment de la production se fond, du point de vue prolétarien, avec les autres moments, pour mettre en valeur le processus producteur : ainsi, dans le monde, le *charbon* anglais s'unit au *pétrole* russe, le *blé* de Sibérie au *soufre* de Sicile, le *riz* de la région de Vercelli au *bois* de la Styrie... au sein d'un organisme unique, soumis à une administration internationale qui régit la richesse du globe au nom de l'entière humanité. C'est dans ce sens que le Conseil ouvrier d'usine est la première cellule d'un processus historique qui doit culminer dans l'Internationale communiste, non plus en tant qu'organisation politique du prolétariat révolutionnaire, mais en tant que réorganisation de l'économie mondiale, réorganisation de toute la communauté humaine, nationale et mondiale. Chacune des actions révolutionnaires actuelles a une valeur, existe historiquement, dans la mesure où elle adhère parfaitement à ce processus, dans la mesure où elle représente, dans sa conception et dans sa réalisation, un acte qui libère ce processus des superstructures bourgeoises qui le lient et l'entravent.

Les rapports qui doivent s'établir entre le parti politique et le Conseil d'usine, entre le syndicat et le Conseil d'usine, découlent déjà implicitement du principe suivant : le parti et le syndicat ne doivent se poser ni en tuteurs ni en superstructures déjà constituées de cette nouvelle institution, dans laquelle le processus historique de la révolution prend une forme historique contrôlable; ils doivent se considérer comme des agents conscients qui libéreront cette institution de toutes les forces contraignantes que concentre l'État bourgeois; ils doivent se proposer d'organiser les conditions extérieures et générales (c'est-à-dire politiques) dans lesquelles le processus de la révolution pourra être le plus rapide, dans lesquelles les forces productives libérées pourront trouver leur plus grande expansion.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 11, 4, 5 juin 1920.

CHRONIQUE (12 JUIN 1920)

Avec l'article du camarade Tasca [386] qui paraît dans le présent numéro, en réponse à l'éditorial de la semaine dernière sur le Congrès de la Bourse du travail de Turin, s'ouvre une

[386] Loin de partager toutes les vues de Gramsci sur les Consigli di fabbrica et, à la différence des autres « intellectuels» de L'Ordine Nuovo, participant étroitement, et depuis plusieurs années, aux activités du mouvement syndical turinois, Tasca n'avait cessé d'oeuvrer en faveur de la subordination de ces « organes d'autogouvernement» (comme les désignait Gramsci) aux institutions plus traditionnelles du mouvement ouvrier, le parti et le syndicat. C'est ainsi que, dans un rapport du 13 avril 1920 à la section socialiste de Turin, il avait insisté sur la nécessité, pour les révolutionnaires organisés, de « conquérir la majorité dans les Conseils» - thèse assez proche, en fait, de l'attitude adoptée par les bolcheviks face aux Soviets - et proposé, plus généralement, d'intégrer les Conseils au mouvement syndical : « Il est absolument nécessaire que les Conseils d'usines deviennent partie intégrante des syndicats» (Cf. A Tasca, 1 Consigli di Fabbrica e la Rivolazione mondiale, Turin, Alleanza Cooperativa Torinese, 1921). Mais c'est à l'occasion du rapport lu par Tasca devant le Congrès de la Chambre du travail de Turin (23-28 mai 1920) que devait se produire la rupture avec Gramsci.

Ce texte, publié dans L'Ordine Nuovo sous le titre « 1 valori politici e sindacali dei Consigli di Fabbrica» (O.N., II, 3, 29 mai 1920), reprenait la thèse chère à Tasca, à savoir la nécessité de soumettre le Conseil au syndicat, - position qui, on se doit de le souligner, n'était pas isolée, puisque le Congrès approuva ce texte à l'unanimité moins sept voix (des anarchistes). Un premier

discussion sur le programme de *L'Ordine Nuovo,* discussion qui porte aussi, en partie, sur les attitudes prises dans la pratique par ses fondateurs et par ses rédacteurs. Il s'agit donc d'une discussion intérieure. Quant aux discussions « extérieures», elles ont été, pendant notre première année d'existence et de travail, pratiquement ininterrompues. Elles ont servi à quelque chose : elles nous ont permis de nous définir et de nous affirmer comme il convient. Nous les avons voulues, nous les avons provoquées, nous y avons participé avec plaisir. Nous voyions en elles, et nous continuons d'ailleurs a y voir un signe de la vitalité de notre journal, organe de pensée et d'action. Nous être affirmés, cela signifie pour nous avoir pris une conscience précise de ce que nous sommes, nous être donné une physionomie bien à nous, nous être forgé une personnalité. A travers la polémique, notre personnalité s'est trempée et a pris des forces.

Aujourd'hui, la discussion se met à concerner le journal lui-même. Et c'est au tour des malins de sourire, c'est au tour des philistins de crier au scandale. Comment, *L'Ordine* Nuovo n'est donc pas un couvent de moines occupés à commenter en chœur les Saintes Écritures et qui, sur un signe du prieur, s'inclinent en disant *amen? Y* aurait-il déjà des hérétiques dans l' « Église» ? Eh bien, mes amis, ce n'est rien de tout cela!

Pas question d'hérésies, pas question de réprouvés, car nous n'avons jamais été ni une chapelle, ni un couvent. Nous avons voulu créer, et nous y sommes parvenus, un organe de culture et d'étude. Jusqu'à présent, nous avons réussi à lui conserver ce caractère; dans l'avenir, notre intention est de l'accentuer autant que possible et non de le faire disparaître. Mais la discussion et la polémique, même quand elles ne sont pas publiques, sont toujours pour un organe comme le nôtre une nécessité vitale immanente.

Nous nous souvenons de nos débuts, quand nous élaborions le programme au cours de discussions que la communauté de vie facilitait et rendait constantes. L'éventualité d'une dissension, d'une faille dans l'unanimité, était alors toujours présente à nos esprits. L'unité a été un point d'aboutissement et non un point de départ auquel nous nous serions sentis liés, quitte à renoncer pour nous y maintenir, n'allons pas jusqu'à dire à la sincérité, mais, à la pleine expression de la pensée et à son adéquation aux faits.

C'est pourquoi, aujourd'hui encore, nous ne redoutons ni la polémique, ni les désaccords théoriques. Car c'est peut-être là le signe que nous sommes parvenus, dans le développement de notre programme, au point où un effort plus intense et plus dynamique est nécessaire pour prendre une nouvelle position, ou pour rester fermement fidèles à l'ancienne position, pour la dominer avec une lucidité et une assurance renouvelées.

Et certes, nous n'avons pas honte d'accomplir cet effort commun, ainsi, ouvertement; nous n'avons pas honte de mettre notre public tout entier en contact avec l'effort d'élaboration et d'élucidation auquel nous voulons que soit soumis sans cesse l'ensemble de nos idées, auquel nous nous assujettissons sans cesse, au plus profond de nous-mêmes. Notre public, celui qui

---

article de Gramsci, « La relazione Tasca e il congresso camerale di Torino» (O.N., 11, 4, 5 juin 1920), s'efforça de marquer les différences, sans dissimuler le sentiment de quasi-trahison que provoquait, dans le noyau de L'Ordine Nuovo, l'exposé des positions de Tasca (« en quelques heures il a détruit... un an de travail et d'efforts .). Simultanément, un autre article de Gramsci, « Le Conseil d'usine», que l'on vient de lire, rappelait 169 positions ordinovistes. Premier d'une série de trois articles, le texte de Tasca auquel Gramsci se réfère ici (« Polemica sui programma dell'Ordine Nuovo», O.N., II, 5, 12 juin 1920; 11, 6, 19 juin 1920; 11, 8, 3 juillet 1920), allait effectivement ouvrir une longue discussion, que devait clore, à la veille de l'occupation des usines, « Le programme de L'Ordine Nuovo».

jusqu'à présent, nous a compris, n'en souffrira pas. De cela, nous en sommes sûrs. Après, nous nous comprendrons mieux.

Nous discutons, cela signifie que nous ne restons pas immobiles, mais que nous pensons, que nous vivons, que nous nous dépassons.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 11, 5, 12 juin 1920.

LE MOUVEMENT TURINOIS DES CONSEILS D'USINES

(Rapport envoyé en juillet 1920 au Comité exécutif de l'Internationale communiste[387])

Un des membres de la délégation italienne qui vient de rentrer de Russie soviétique a appris aux travailleurs de Turin que sur la tribune dressée à Kronstadt pour accueillir la délégation on pouvait lire l'inscription suivante :

VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE TURINOISE DE 1920 ! [388].

C'est une nouvelle que les ouvriers ont apprise avec beaucoup de plaisir et avec une profonde satisfaction. La plupart des membres de la délégation italienne en Russie avaient été opposés à la grève générale d'avril. Ils soutenaient dans leurs articles contre la grève que les ouvriers turinois avaient été victimes d'une illusion et qu'ils avaient surestimé l'importance de leur grève.

Aussi les travailleurs turinois ont-ils appris avec plaisir la manifestation de sympathie des camarades de Kronstadt, et ils se sont dit: «Nos camarades communistes russes ont mieux compris et plus justement estimé l'importance de la grève d'avril que ne l'ont fait les opportunistes italiens, et ils ont ainsi donné à ces derniers une bonne leçon.»

La grève d'avril

Le mouvement turinois du mois d'avril a été en effet un événement exceptionnel, non seulement dans l'histoire du prolétariat italien, mais dans celle du prolétariat européen, nous irons même jusqu'à dire dans l'histoire du prolétariat du monde entier.

---

[387] Ce rapport, envoyé au Comité exécutif de l'Internationale communiste au début de l'été 1920, a été publié dans les différentes éditions (français, allemand et russe) de l'organe du C.E., L'Internationale communiste (no 14, 1920). Pour la version française, cf. Gramchi [sic], « Le mouvement communiste à Turin», L'Internationale communiste, II, 14, novembre 1920, 2783-2792. L'original italien - que l'on a retraduit ici - ne fut, en effet, publié que l'année suivante, dans L'Ordine Nuovo quotidien, le 14 mars 1921. Gramsci venait alors de publier - le 10 février et le 13 mars 1921 - deux articles consacrés au problème du contrôle ouvrier qui constituaient une reprise du débat de l'année précédente sur les Consigli di fabbrica. La publication de ce texte s'insérait probablement dans cette tentative d'intégrer la problématique ordinoviste à l'ensemble des positions - stratégie et tactique - d'un Parti communiste d'Italie largement « bordiguiste». Il ne semble pas, enfin, que Lénine ait eu connaissance de ce rapport avant le IIe Congrès de l'I.C. (19 juillet - 7 août 1920), où, comme on l'a vu, Il ne s'est référé qu'au texte du printemps 1920 : « Pour une rénovation du Parti socialiste.» Sur ce point, cf. les « Chroniques» de L'Ordine Nuovo du 21 août et du 9 octobre 1920, ci-après, pp. 377-379 et 400-402.

[388] Allusion à la « grève des aiguilles», dont Gramsci parlera plus loin.

Pour la première fois dans l'histoire, en effet, on a vu un prolétariat engager la lutte pour le contrôle de la production sans avoir été poussé à l'action par la faim ou par le chômage. De plus, ce ne fut pas seulement une minorité, une avant-garde de la classe ouvrière qui entreprit la lutte, mais bien la masse entière des travailleurs de Turin qui entra en lice et mena le combat jusqu'au bout en faisant fi des privations et des sacrifices.

La grève des métallurgistes dura un mois, celle des autres catégories de travailleurs dura dix jours.

La grève générale des dix derniers jours s'étendit à tout le Piémont, mobilisant près d'un demi-million d'ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, ce qui signifie qu'elle toucha une population de près de quatre millions de personnes.

Les capitalistes italiens déployèrent l'ensemble de leurs forces pour étouffer le mouvement ouvrier turinois; tous les moyens de l'État bourgeois furent mis à leur disposition, alors que les ouvriers se trouvèrent seuls pour soutenir la lutte, sans aucune aide, ni de la direction du Parti socialiste, ni de la Confédération générale du travail. Bien plus, les dirigeants du parti et de la Confédération bafouèrent les travailleurs turinois et firent tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher les travailleurs et les paysans italiens d'entreprendre une quelconque action révolutionnaire par laquelle ils auraient cherché à manifester leur solidarité avec leurs frères turinois, et à leur apporter une aide efficace.

Mais les ouvriers turinois ne se découragèrent pas. Ils supportèrent tout le poids de la réaction capitaliste, ils respectèrent la discipline jusqu'au dernier moment et restèrent, même après la défaite, fidèles au drapeau du communisme et de la révolution mondiale.

Anarchistes et syndicalistes

La propagande des anarchistes et des syndicalistes contre la discipline de parti et contre la dictature du prolétariat n'eut aucune influence sur les masses, même lorsque, par suite de la trahison des dirigeants, la grève se termina sur une défaite. Bien plus, les travailleurs turinois jurèrent d'intensifier la lutte révolutionnaire et de la mener sur deux fronts : d'un côté contre la bourgeoisie victorieuse, de l'autre, contre leurs propres chefs qui les avaient trahis.

La conscience et la discipline révolutionnaire dont les masses turinoises ont fait preuve, ont pour bases historiques les conditions économiques et politiques dans lesquelles s'est développée la lutte de classe à Turin.

Turin est un centre à caractère essentiellement industriel, les ouvriers représentent environ les trois quarts de la population qui s'élève à un demi-million d'habitants; les éléments petits-bourgeois sont en nombre infime. A Turin on trouve en outre une masse compacte d'employés et de techniciens qui sont organisés dans les syndicats, et sont des adhérents de la Bourse du travail. Ils ont été, pendant toutes les grandes grèves, aux côtés des ouvriers et ils ont ainsi acquis, pour la plupart, si ce n'est tous, des réactions de véritables prolétaires, en lutte contre le capital, pour la révolution et pour le communisme.

La production industrielle

Vue du dehors, la production turinoise est parfaitement centralisée et homogène. L'industrie métallurgique, avec environ cinquante mille ouvriers et dix mille employés et techniciens, occupe la première place. Rien que dans les usines Fiat travaillent trente-cinq mille ouvriers, employés et techniciens; dans les usines principales de cette entreprise sont employés seize mille ouvriers qui construisent des automobiles en tout genre, en utilisant les méthodes les plus modernes et les plus perfectionnées.

La production automobile caractérise l'industrie métallurgique turinoise. La plus grande partie du corps des ouvriers est faite d'ouvriers qualifiés et de spécialistes qui n'ont cependant pas la mentalité petite-bourgeoise des ouvriers qualifiés des autres pays, ceux d'Angleterre par exemple.

La production automobile, qui occupe la première place dans l'industrie métallurgique, s'est subordonné d'autres branches de la production, comme par exemple l'industrie du bois et celle du caoutchouc.

Les métallurgistes forment l'avant-garde du prolétariat turinois. Étant donné les caractéristiques de l'industrie métallurgique, tout mouvement parmi ses ouvriers devient un mouvement général des masses et prend un caractère politique et révolutionnaire, même si, au départ, il n'avait que des objectifs syndicaux.

Turin possède une seule organisation syndicale importante, forte de quatre-vingt-dix mille adhérents . la Bourse du travail. Les groupes anarchistes et syndicalistes existants n'ont presque aucune influence sur la masse ouvrière, qui se range avec fermeté et résolution aux côtés de la section du Parti socialiste, composée pour sa plus grande partie, d'ouvriers communistes.

Le mouvement communiste dispose des organismes de combat que voici : la section du parti, comptant 1 00 adhérents, vingt-huit cercles comptant dix mille membres et vingt-trois organisations de jeunesse comptant deux mille membres.

Dans chaque entreprise existe un groupe communiste permanent avec son propre organisme directeur. Les différents groupes se rassemblent, selon la position topographique de leur entreprise en groupes de quartier, qui aboutissent à un comité directeur qui, au sein de la section du parti, concentre entre ses mains tout le mouvement communiste de la ville et dirige la masse ouvrière.

Turin, capitale de l'Italie

Avant la révolution bourgeoise, qui instaura l'actuel ordre bourgeois en Italie, Turin était la capitale d'un petit État, qui comprenait le Piémont, la Ligurie et la Sardaigne. A cette époque la petite industrie et le commerce prédominaient à Turin.

Après l'unification du royaume d'Italie et le transfert de la capitale à Rome, Turin paraissait menacée de perdre son importance. Mais la ville surmonta rapidement la crise économique et devint un des centres industriels les plus importants d'Italie. On peut dire qu'il y a trois capitales en Italie : Rome, qui est le centre administratif dû l'État bourgeois, Milan, qui est le centre

commercial et financier du pays (toutes les banques, les agences commerciales et les bureaux financiers sont concentrés à Milan), et enfin, Turin, qui est le centre industriel, où la production industrielle a atteint le plus haut degré de développement. Au moment du transfert de la capitale à Rome, toute la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle qui avait fourni au nouvel État bourgeois le personnel administratif nécessaire à son fonctionnement, émigra de Turin; par contre, le développement de la grande industrie attira à Turin la fine fleur de la classe ouvrière italienne. Le processus du développement de cette ville est, du point de vue de l'histoire italienne et de la révolution prolétarienne italienne, fort intéressant.

C'est ainsi que le prolétariat turinois devint le dirigeant spirituel des masses ouvrières italiennes qui sont attachées à cette ville par de multiples liens : de parenté, de tradition, d'histoire, mais aussi par leurs aspirations (l'idéal de chaque ouvrier italien est de pouvoir travailler à Turin).

Tout ceci explique pourquoi les masses ouvrières de toute l'Italie désiraient, quitte à aller à l'encontre de la volonté de leurs chefs, manifester leur solidarité avec la grève générale de Turin : elles voient dans cette ville le centre, la capitale de la révolution communiste, le Petrograd de la révolution prolétarienne italienne.

Deux insurrections armées

Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, Turin a vécu deux insurrections armées : la première insurrection, qui éclata au mois de mai de 1915, avait pour objectif d'empêcher l'intervention de l'Italie dans la guerre contre l'Allemagne (c'est à cette occasion que la Maison du peuple fut mise à sac [389]), la seconde insurrection, au mois d'août de 1917, prit le caractère d'une lutte révolutionnaire armée de grande envergure.

L'annonce de la Révolution russe de mars avait été accueillie à Turin avec une joie indescriptible. Les ouvriers pleuraient d'émotion en apprenant que le pouvoir du Tsar avait été renversé par les travailleurs de Petrograd. Mais les travailleurs turinois ne se laissèrent pas prendre à la phraséologie démagogique de Kerenski et des mencheviks. Lorsqu'en juillet [sic] 1917, arriva à Turin la mission envoyée en Europe occidentale par le Soviet de Petrograd, les délégués, Smirnov et Goldenberg, qui se présentèrent devant une foule de cinquante mille

[389] Gramsci se réfère ici à la grève insurrectionnelle de Turin des 17-18 mai 1915. Le samedi 15 mai, une manifestation d'étudiants nationalistes appelant à la guerre avait exaspéré le prolétariat turinois. Dès le lendemain, sous la pression des jeunes socialistes et des anarchistes, les dirigeants des sections locales du P.S.I. et do la C.G.L. décidèrent d'appeler à la grève générale. Le lundi matin, 17 mai, une manifestation de près de 100 000 grévistes, déferlant sur le centre de Turin, se heurta aux forces de l'ordre : il y eut un mort et une quinzaine de blessés. L'après-midi, tandis que la ville se couvrait de barricades, des ouvriers pillaient une armurerie, s'emparaient de fusils et se retranchaient dans la Bourse du travail. Celle ci était alors prise d'assaut et saccagée par la troupe, qui arrêtait les principaux dirigeants de la section turinoise du P.S.I. et de la Bourgs du travail. La minorité socialiste du conseil municipal appelait alors à reprendre le travail dès le lendemain, mais des combats se déroulaient tout au long de la nuit dans les quartiers ouvriers et, le 18 encore, tandis que des patrouilles de soldats, baïonnette au canon, contrôlaient le centre de la ville, l'agitation continuait dans la périphérie. Le 19, enfin, le travail commençait de reprendre. Ce devait être là, comme l'a noté justement P. Spriano, l'une des sources du mythe du « Petrograd de la révolution prolétarienne italienne».

ouvriers, furent accueillis par les cris assourdissants de « Vive Lénine!», « Vive les Bolcheviks!» [390].

Goldenberg n'était pas très satisfait de cet accueil; il ne parvenait pas à comprendre de quelle façon le camarade Lénine avait acquis une telle popularité parmi les ouvriers turinois. Et il ne faut pas oublier que cet épisode eut lieu après la répression de la révolte bolchevique de juillet, et que la presse italienne se déchaînait contre les bolcheviks, en les traitant de brigands, d'intrigants, d'agents et d'espions de l'impérialisme allemand.

Depuis l'entrée en guerre de l'Italie (24 mai 1915), le prolétariat turinois n'avait fait aucune manifestation de masse.

Barricades, tranchées, barbelés

L'imposant meeting qui avait été organisé en l'honneur des délégués du Soviet de Petrograd, marqua le début d'une nouvelle période dans les mouvements de masse. Un mois ne s'était pas écoulé que les travailleurs turinois, s'insurgèrent, armes en main, contre l'impérialisme et le militarisme italien. L'insurrection éclata le 23 août 1917. Pendant cinq jours, les ouvriers combattirent dans les rues de la ville. Les insurgés qui disposaient de fusils, de grenades et de mitrailleuses parvinrent même à occuper quelques quartiers de la ville et tentèrent à trois ou quatre reprises de s'emparer du centre où se trouvaient les institutions gouvernementales et les commandements militaires.

Mais deux années de guerre et de réaction avaient affaibli l'organisation du prolétariat, jadis si forte, et les ouvriers, inférieurs en armes, furent vaincus. C'est en vain qu'ils espérèrent en un appui du côté des soldats : ceux-ci se laissèrent ébranler par l'insinuation que la révolte avait été suscitée par les Allemands.

Le peuple dressa des barricades, il creusa des tranchées, il entoura quelques quartiers de barbelés électrifiés, et repoussa pendant cinq jours toutes les attaques des troupes et de la police. Plus de 500 ouvriers tombèrent, plus de 2 000 furent gravement blessés. Après la défaite, les meilleurs éléments furent arrêtés et mis à l'écart, et le mouvement prolétarien perdit en intensité révolutionnaire. Mais les sentiments communistes du prolétariat turinois n'étaient pas éteints.

On peut en trouver une preuve dans l'épisode que voici peu de temps après l'insurrection d'août eurent lieu des élections au conseil d'administration de l' « Alliance coopérative turinoise» (Alleanza *cooperativa torinese),* immense organisation qui pourvoit à l'approvisionnement du quart de la population turinoise.

L'Alliance coopérative

L'A.C.T. est composée de la Coopérative des cheminots et de l'Association générale des ouvriers. Depuis plusieurs années la section socialiste avait en main le conseil d'administration,

[390] C'est en fait le 13 août 1917 qu'eut lieu la manifestation dont parle ici Gramsci. Officiellement délégués du Soviet de Petrograd, J. P. Goldenberg et E. Smirnov, qui étaient tous deux mencheviks (Josip Petrovic Goldenberg était un ancien bolchevik), étaient surtout des propagandistes du gouvernement Kerenski,

mais la section n'était plus en mesure de mener activement l'agitation au sein des masses ouvrières.

Le capital de l'Alliance était dans sa plus grande partie constitué d'actions de la Coopérative des cheminots, appartenant aux cheminots et à leurs familles. Le développement pris par l'Alliance avait porté la valeur des actions de 50 à 700 lires. Le parti parvint cependant à convaincre les actionnaires qu'une coopérative ouvrière a pour but, non le profit des particuliers, mais le renforcement des moyens de la lutte révolutionnaire, et les actionnaires se contentèrent d'un dividende de trois et demi pour cent sur la valeur nominale de 50 lires, et non sur la valeur réelle de 700 lires. Après l'insurrection d'août, se forma, avec l'appui de la police et de la presse bourgeoise et réformiste, un comité de cheminots qui se proposa d'arracher au Parti socialiste la majorité qu'il avait dans le conseil d'administration. Aux actionnaires, on promit la liquidation immédiate de la différence de 650 lires entre la valeur nominale et la valeur courante de chaque section; aux cheminots on promit diverses prérogatives dans la distribution des denrées alimentaires. Les réformistes traîtres et la presse bourgeoise mirent en œuvre tous leurs moyens de propagande et d'agitation afin de transformer la coopérative, d'organisation ouvrière qu'elle était, en une entreprise commerciale de type petit-bourgeois. La classe ouvrière était exposée à des pressions de toute sorte. La censure étouffa la voix de la section socialiste. Mais en dépit de toutes les pressions et de toutes les vexations, les socialistes, qui n'avaient pas un seul instant abandonné leur point de vue (qui était que la coopérative ouvrière était un moyen de la lutte de classe) obtinrent de nouveau la majorité au sein de l'Alliance coopérative.

Le Parti socialiste obtint 700 voix sur 800, bien que dans leur majorité, les électeurs aient été des employés des chemins de fer qu'on s'attendait à voir manifester, après la défaite de l'insurrection d'août, une certaine hésitation, voire des tendances réactionnaires

Dans l'après-guerre

Après la fin de la guerre impérialiste, le mouvement prolétarien fit de rapides progrès. La masse ouvrière de Turin comprit que la période historique ouverte par la guerre différait profondément de celle qui précédait la guerre. La classe ouvrière turinoise sentit aussitôt que la IIIe Internationale est une organisation du prolétariat mondial qui a vocation de prendre la direction de la guerre civile, d'entreprendre la conquête du pouvoir politique, d'instaurer la dictature du prolétariat, de créer un nouvel ordre dans les rapports économiques et sociaux.

Les problèmes de la révolution, qu'ils soient économiques ou politiques, étaient l'objet de discussions dans toutes les assemblées d'ouvriers. Les meilleures forces de l'avantgarde ouvrière se réunirent pour assurer la diffusion d'un hebdomadaire d'inspiration communiste : *L'Ordine Nuovo.* Dans les colonnes le cet hebdomadaire furent traités les différents problèmes de la révolution : l'organisation révolutionnaire des masses pour gagner les syndicats à la cause du communisme; le transfert de la lutte syndicale du domaine étroitement corporatif et réformiste au terrain de la lutte révolutionnaire, du contrôle de la production et de la dictature du prolétariat. Le problème des Conseils d'usines fut également rais à l'ordre du jour.

Dans les entreprises turinoises existaient déjà de petits comités ouvriers, reconnus par les capitalistes, et certains d'entre eux avaient déjà engagé la lutte contre le fonctionnarisme, l'esprit réformiste et les tendances légalistes des syndicats.

Mais la plupart de ces comités étaient de simples créatures des syndicats; les listes de candidats à ces comités (Comités d'entreprises), étaient proposées par les organisations syndicales, lesquelles choisissaient de préférence des ouvriers de tendance opportuniste, qui ne causeraient pas d'ennuis aux patrons et étoufferaient dans *l'œuf* toute action de masse. Les partisans de *L'Ordine Nuovo* défendirent en tout premier lieu dans leur propagande, la transformation de ces Comités d'entreprise, et soutinrent le principe que les listes de candidats devaient émaner de la masse ouvrière et non provenir des sommets de la bureaucratie syndicale. *Ils* assignèrent comme tâche aux Conseils d'usines le contrôle de la production, l'armement et la préparation militaire des masses, leur préparation politique et technique. Ces Conseils ne devaient plus jouer leur ancien rôle de chiens de garde préposés à la protection des intérêts des classes dominantes, et devaient cesser de freiner les masses dans leurs actions contre le régime capitaliste.

L'enthousiasme pour les Conseils

La propagande en faveur des Conseils d'usines fut accueillie avec enthousiasme par les masses; en l'espace de six mois, des Conseils d'usines furent constitués dans toutes les usines petites ou grandes de la métallurgie. Les communistes devinrent majoritaires dans le syndicat des métallurgistes; le principe du Conseil d'usine et du contrôle sur la production fut approuvé et accepté par la majorité du Congrès, et par la plus grande partie des syndicats membres de la Bourse du travail.

L'organisation des Conseils d'usines se fonde sur les principes suivants : dans chaque usine, petite ou grande, un organisme est constitué sur la base de la représentation (et non sur l'ancienne base du système bureaucratique); cet organisme incarne la force du prolétariat, il lutte contre l'ordre capitaliste ou contrôle la production, en éduquant toute la masse ouvrière pour la lutte révolutionnaire et pour la création de l'État ouvrier. Le Conseil d'usine doit être formé selon le modèle de l'organisation par industrie; il doit représenter pour la classe ouvrière le modèle de la société communiste à laquelle on arrivera en passant par la dictature du prolétariat; dans cette société n'existeront plus de différences de classes, tous les rapports sociaux seront réglés selon les exigences techniques de la production et de l'organisation correspondante, et ne seront pas subordonnés à un pouvoir d'État organisé. La classe ouvrière doit comprendre toute la beauté et toute la noblesse de l'idéal pour lequel elle lutte et se sacrifie; elle doit se rendre compte que, pour atteindre cet idéal, il est nécessaire de passer par certaines étapes; elle doit reconnaître la nécessité de la discipline révolutionnaire et de la dictature.

Chaque entreprise se subdivise en ateliers, et chaque atelier en équipes de métiers : chaque équipe accomplit une partie définie du travail; les ouvriers de chaque équipe élisent un ouvrier et lui donnent un mandat impératif et conditionnel. L'assemblée des délégués de toute l'entreprise forme un Conseil qui élit en son sein un Comité exécutif. L'assemblée des secrétaires politiques des comités exécutifs forme le Comité central des Conseils qui élit en son sein un Comité de ville qui étudie l'organisation de la propagande, l'élaboration des plans de travail, l'approbation des projets et des propositions émanant des différentes entreprises, voire de simples individus, et enfin, assure la direction générale de l'ensemble du mouvement.

Conseils et Comités d'entreprises pendant les grèves

Certaines des attributions des Conseils d'usines ont un caractère essentiellement technique, si ce n'est industriel, comme par exemple le contrôle exercé sur le personnel technique, le licenciement des employés qui se révèlent être des ennemis de la classe ouvrière, la lutte avec la direction pour conquérir des droits et des libertés, le contrôle de la production de l'entreprise et des opérations financières.

Les Conseils d'usines ont rapidement pris racine. Les masses accueillirent volontiers cette forme d'organisation communiste, elles se rangèrent autour des comités exécutifs et appuyèrent énergiquement la lutte contre l'autocratie capitaliste. Bien que ni les industriels, ni la bureaucratie syndicale n'aient accepté de reconnaître les Conseils et les Comités, ceux-ci obtinrent toutefois des succès notables : ils chassèrent les agents et les espions des capitalistes, ils établirent des liaisons avec les employés et avec les techniciens pour obtenir des informations de caractère financier et industriel; dans le cadre de la gestion de l'entreprise, ils concentrèrent entre leurs mains le pouvoir disciplinaire et montrèrent aux masses désunies et désagrégées ce que signifiait la gestion directe des ouvriers dans l'industrie.

L'activité des Conseils et des Comités d'entreprises donna sa mesure pendant les grèves; ces grèves perdirent leur caractère impulsif, fortuit, et devinrent l'expression de l'activité consciente des masses révolutionnaires. L'organisation technique des Conseils et des Comités d'entreprises, leur capacité d'action firent de tels progrès qu'il fut possible d'obtenir en cinq minutes que les seize mille ouvriers de chez Fiat, dispersés en quarante-deux ateliers, suspendent le travail. Le 3 décembre 1919, les Conseils d'usines donnèrent une preuve tangible de leur capacité à diriger sur une grande échelle des mouvements de masse" : obéissant à un ordre de la section socialiste qui concentrait entre ses mains tous les rouages du mouvement de masse, les Conseils d'usines mobilisèrent, sans aucune préparation, en l'espace d'une heure, cent vingt mille ouvriers, encadrés entreprise par entreprise. Une heure après, l'armée prolétarienne se précipita comme une avalanche jusqu'au centre de la ville et balaya des rues et des places toute la canaille militariste et nationaliste.

La lutte contre les Conseils

A la tête du mouvement pour la constitution des Conseils d'usines se placèrent les communistes qui appartenaient à la section socialiste et aux organisations syndicales; y prirent part également les anarchistes, qui essayèrent d'opposer leur phraséologie ampoulée au langage clair et précis des communistes marxistes.

Le mouvement rencontra cependant l'opposition acharnée des fonctionnaires syndicaux, de la direction du Parti socialiste et de *l'Avanti ! Tous* ces gens basaient leur polémique sur la différence entre le principe du Conseil d'usine et celui du Soviet. Leurs conclusions eurent un caractère purement théorique, abstrait, bureaucratique. Derrière leurs phrases sonores se cachait le désir de faire échec à la participation directe des masses à la lutte révolutionnaire, le désir de maintenir la tutelle des organisations syndicales sur les masses. Les membres de la direction du parti se refusèrent toujours à prendre l'initiative d'une action révolutionnaire avant que soit réalisé un plan d'action coordonné, mais ils ne faisaient jamais rien pour préparer et élaborer ce plan.

Le mouvement turinois ne réussit cependant pas à dépasser les dimensions locales, car tout le mécanisme bureaucratique des syndicats fut mis en œuvre pour empêcher que les masses ouvrières des autres régions dItalie ne suivent l'exemple de Turin. Le mouvement turinois fut bafoué, tourné en dérision, calomnié et critiqué de toutes les façons.

Les violentes critiques des organismes syndicaux et de la direction du Parti socialiste apportèrent un nouvel encouragement aux capitalistes qui ne mirent plus de frein à leur lutte contre le prolétariat turinois et contre les Conseils d'usines. La conférence des industriels qui se tint au mois de mars 1920 à Milan [391], élabora un plan d'attaque; mais les « tuteurs de la classe ouvrière», les organisations économiques et politiques, ne s'en soucièrent pas. Abandonné de tous, le prolétariat turinois fut contraint d'affronter tout seul avec ses propres forces, le capitalisme national et le pouvoir de l'État. Turin fut envahie par une armée de policiers; autour de la ville on plaça des canons et des mitrailleuses aux points stratégiques. Et quand tout ce dispositif militaire fut prêt, les capitalistes se mirent à provoquer le prolétariat. Il est vrai que, face à ces très lourdes conditions de lutte, le prolétariat hésita à accepter le défi; mais quand il fut évident que le heurt était inévitable, la classe ouvrière sortit courageusement de ses positions de repli, et voulut que la lutte soit menée jusqu'à la victoire finale,

Le Conseil national socialiste *de* Milan [392]

Les métallurgistes firent grève pendant un mois entier, les autres catégories pendant dix jours; dans toute la province l'industrie était arrêtée , les communications paralysées. Mais le prolétariat turinois fut isolé du reste de l'Italie; les organes centraux ne firent rien pour l'aider, ils ne publièrent pas le moindre tract pour expliquer au peuple italien l'importance de la lutte des travailleurs turinois; l'Avanti ! se refusa à publier la déclaration de la section turinoise du parti. Les camarades turinois furent abreuvés de toute part des épithètes d'anarchistes et d'aventuriers. A cette 'poque devait se tenir à Turin le Conseil national du parti; mais ce congrès eut lieu à Milan, sous prétexte qu'une ville « en proie à la grève générale» semblait mal venue pour servir de théâtre à des discussions entre socialistes.

En cette occasion se manifesta toute l'impuissance des hommes appelés à diriger le parti; tandis qu'à Turin la masse ouvrière défendait courageusement les Conseils d'usines, première organisation basée sur la démocratie ouvrière, première organisation incarnant le pouvoir politique prolétarien, à Milan on bavardait autour de projets et de méthodes théoriques pour former des Conseils représentant la forme du pouvoir politique qu'il appartiendrait au prolétariat de conquérir : on discutait sur la façon d'organiser des conquêtes qui n'étaient pas encore faites, et on abandonnait le prolétariat turinois à son destin, on laissait à. la bourgeoisie la possibilité de détruire le, pouvoir ouvrier déjà conquis!

Les masses prolétariennes italiennes manifestèrent de diverses façons leur solidarité avec les camarades turinois : les cheminots de Pise, de Livourne et de Florence se refusèrent à transporter les troupes dirigées sur Turin, les travailleurs du port et les marins de Livourne et

---

[391] Il s'agit de la première Conférence nationale des industriels italiens (Milan, 7 mars 1920), qui confirma l'hégémonie de la Confindustria Sur l'ensemble du capital italien. Cf. note 2 p. 340.

[392] Le Conseil national du P.S.I. se réunit à Milan du 18 au 22 avril 1920, alors que se déroulait à Turin la « grève des aiguilles P.

de Gênes sabotèrent le mouvement dans les ports; dans plusieurs villes, le prolétariat se mit en grève en dépit des ordres des syndicats.

La grève générale de Turin et du Piémont s'est heurtée au sabotage et à la résistance des organisations syndicales et du parti lui-même. Elle a eu toutefois une grande importance éducative : elle a démontré, en effet, que l'union effective des ouvriers et des paysans est possible, et elle a confirmé l'urgente nécessité de lutter contre tout le mécanisme bureaucratique des organisations syndicales, qui constituent le plus solide soutien des manœuvres opportunistes des parlementaires et des réformistes visant à l'étouffement de tout mouvement révolutionnaire des masses laborieuses.

Publié pour la première fois en russe, en allemand et en français dans L'Internationale communiste, 11, 14, novembre 1920; publié 4 nouveau en italien, sans signature, dans L'Ordine Nuovo quotidien le 14 mars 1921.

LA RUSSIE, PUISSANCE MONDIALE

L'État ouvrier, selon la vigoureuse définition de Lénine, c'est un État bourgeois sans la bourgeoisie [393]. L'État ouvrier doit résoudre à l'intérieur comme à l'extérieur, les mêmes problèmes qu'un État bourgeois et il ne peut les résoudre avec des systèmes et des moyens techniques substantiellement très différents de ceux qu'emploie un État bourgeois. L'État ouvrier russe a résolu à l'intérieur les problèmes fondamentaux de son existence et de son développement , qu'il les ait résolus, c'est ce qui ressort de façon évidente de l'efficience et de la combativité de son armée. L'armée est l'expression « physiologiquement» la plus typique de la véritable force d'un organisme social : on ne peut concevoir d'État sans armée, on ne peut concevoir d'armée disciplinée, valeureuse, capable d'initiative militaire, si ce n'est en tant que fonction d'un État solidement établi, soutenu par la volonté permanente et par le permanent esprit de discipline et de sacrifice de la population. La classe ouvrière est en Russie une petite minorité de la population, mais elle était, et elle est encore, la seule classe sociale historiquement préparée à assumer et à garder le pouvoir; la seule classe capable, à travers son parti politique, le Parti communiste, de construire un État [394]. La classe ouvrière russe était, et est, historiquement forte et mûre, non dans la mesure où ses éléments correspondent numériquement à la majorité de la population, mais dans la mesure où, à travers son parti politique, elle se révèle capable de construire un État; c'est-à-dire dans la mesure où la classe ouvrière réussit à convaincre la majorité de la population, faite des couches informes des classes moyennes, des classes intellectuelles et des classes paysannes, que ses intérêts immédiats et

---

[393] « [...] En régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi L'État bourgeois - sans bourgeoisie !» (Lénine, L'État et la révolution, in Oeuvres, tome 25, Paris-Moscou, 1962, p. 509). C'est en 1920 que fut publiée, on l'a dit, la première traduction italienne de l'État et la révolution.

[394] Commentant ce texte dans sa « Préface» à 2000 pagine di Gramsci (Milan, 1964, 1, p. 96), Giansiro, Ferrata croit y retrouver une évocation « directe» de l'ouvrage de Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie (1905). Rien n'atteste pourtant que Gramsci ait pu avoir - dès 1920 - une connaissance directe de ce texte. En revanche, le thème, souligné par G. Ferrata, de l'hégémonie du prolétariat sur la « majorité de la population», est également présent dans ce même État et la révolution auquel Gramsci se réfère dès l'ouverture de son article et qui, au demeurant, devait être (ou paraître encore) en 1920 beaucoup plus actuel que Deux tactiques. Ainsi : « le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées [...] La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées», etc. (Lénine, loc. cit., p. 437).

futurs coïncident avec les intérêts de la majorité politique. C'est sur cette conviction, devenue conscience sociale largement répandue, que se fonde précisément l'État, que se fonde le consensus national aux initiatives et aux actions du pouvoir ouvrier, que se fonde la discipline et l'esprit de hiérarchie. Une hiérarchie? Certes, une hiérarchie; le pouvoir ouvrier est l'établissement d'une nouvelle hiérarchie des classes sociales; les intellectuels, les paysans, l'ensemble des classes moyennes, reconnaissent dans la classe ouvrière la source du pouvoir de l'État; ils reconnaissent la classe ouvrière comme étant la classe dirigeante; consultés lors des élections aux organismes représentatifs, ils choisissent leurs députés dans le parti de la classe ouvrière, dans le Parti communiste. Ce sont ces classes qui fournissent la masse de l'infanterie et de la cavalerie à l'Armée rouge qui défend l'État contre les agressions extérieures, ce sont elles qui fournissent leurs masses de manœuvres à l'armée du travail qui combat contre le froid et la faim, ce sont elles qui fournissent les techniciens de l'industrie et de l'agriculture, elles qui fournissent les techniciens de l'art militaire; toutes ces classes contribuent à donner vie aux diverses branches de l'appareil d'État de la nation russe, qui est entre les mains de la classe ouvrière et non plus entre les mains des capitalistes. Voici le problème historique fondamental que la classe ouvrière russe a résolu, voici pourquoi la classe ouvrière russe a démontré qu'elle avait atteint la maturité historique, qu'elle était dépositaire des destins du peuple russe : la classe ouvrière russe a organisé la société russe dans toutes ses diverses couches, et l'a organisée en sorte que les efforts communs, les sacrifices communs, les volontés communes, n'aient qu'un seul objectif : la réalisation du programme ouvrier, devenu idée et mission de l'État.

Seul État ouvrier du monde, entourée par une meute féroce d'ennemis implacables, la Russie des Soviets avait à résoudre un second problème vital : établir sa position dans le système mondial des puissances. L'État ouvrier russe a résolu aujourd'hui ce problème, et il l'a résolu avec les moyens et les méthodes par lesquels l'aurait résolu un État bourgeois : par la force militaire, en gagnant une guerre. Elle ne pouvait faire autrement, aucun autre État ouvrier n'aurait pu, ni ne pourra faire autrement. L'Armée rouge a défait la Pologne [395], les puissances capitalistes n'ont pu aider la Pologne, elles ont dû laisser s'accomplir la défaite polonaise, elles ont dû subir l'humiliation, elles ont dû convenir qu'elles étaient incapables de faire avancer leurs armées, elles ont dû convenir qu'elles n'avaient pas d'armée, qu'elles n'avaient pas l'appui des masses humaines qu'elles gouvernent, qu'elles n'étaient que des organisations bureaucratiques vides et sans âme, sans autorité, sans prestige. La Russie des Soviets est devenue ainsi une puissance mondiale, elle est devenue la plus grande des puissances mondiales, capable de contrebalancer par son poids et par sa stature historique tout le système capitaliste mondial. La Russie, grâce à sa victoire militaire, grâce à son armée, a pris la tête, à l'échelle mondiale, du système des forces réelles en lutte contre le capitalisme hégémonique : elle incarne la rébellion des classes ouvrières contre leurs exploiteurs, et elle est explicitement soutenue par les classes ouvrières; elle incarne les souffrances et la faim des nations vaincues dans la guerre mondiale; elle incarne la vengeance des nations, militairement victorieuses, mais économiquement défaites [396]; elle incarne l'insurrection des colonies, saignées par les métropoles; elle incarne tout l'informe conglomérat de rébellion contre l'exploitation hégémonique du capitalisme; elle

---

[395] C'est en août 1920 que l'Armée rouge commandée par Toukhatchevski parvint aux portes de Varsovie. Des témoins ont raconté comment les délégués du 110 Congrès de la IIe Internationale en train de se dérouler à Moscou, suivaient d'heure en heure sur une carte cette avance de l'Armée rouge, et attendaient, enthousiasmés, qu'éclatât la révolution, en Pologne et en Allemagne. Mais le 19 août commença la contre-offensive polonaise.

[396] Allusion au mythe de la « victoire mutilée» qui sévissait en Italie depuis la fin de la guerre.

reproduit à l'échelle mondiale cette hiérarchie de valeurs sociales qu'elle a réalisée à l'intérieur de son État, elle réalise à l'échelle mondiale un moment de la dictature prolétarienne sur toutes les classes moyennes de la société humaine, qui vise à *l'écrasement de la classe* capitaliste, antagoniste du prolétariat.

La guerre mondiale, gagnée par l'Entente, aurait dû, avec la Paix de Versailles et la Société des Nations, instaurer un régime de monopole sur l'ensemble du globe; au système d'équilibre et de concurrence entre différents États devait succéder une hégémonie incontestée. La Russie des Soviets, en conquérant sa place de grande puissance, a brisé le système hégémonique elle a remis en vigueur le principe de la lutte entre les États, elle a placé à l'échelle mondiale, sous une forme absolument imprévue par la pensée socialiste, la lutte de l'Internationale ouvrière contre le capitalisme.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, II, 12, 14 août 1920.

LE PROGRAMME DE « L'ORDINE NUOVO» [397]

Lorsque, au mois d'avril de 1919 nous avons décidé à trois, quatre ou cinq camarades, de commencer la publication d'une revue intitulée L'Ordine Nuovo (et les procèsverbaux de nos réunions doivent encore exister, car ils furent rédigés et transcrits au propre, étant, mais oui messieurs, destinés à l'histoire!) personne d'entre nous (enfin, presque personne ...) ne pensait changer la face du monde, ne pensait rénover les esprits et les cœurs des multitudes humaines, ne pensait ouvrir un nouveau cycle dans l'histoire. Personne d'entre nous (enfin, presque personne, car il en était qui rêvaient de 6 000 abonnés en quelques mois) ne nourrissait de douces illusions sur le succès de l'entreprise. Qui donc étions-nous? Que représentions-nous? Quelle nouvelle parole apportions-nous ? Hélas 1 le seul sentiment qui nous ait unis dans nos réunions d'alors, venait d'une vague passion pour une vague culture prolétarienne; nous voulions agir, agir, et encore agir, nous nous sentions inquiets, sans directives, plongés dans la

[397] Publié dans L'Ordine Nuovo des 14 et 18 août 1920 et comportant assez exceptionnellement la signature complète de Gramsci, ce texte visait formellement à mettre un terme à la polémique avec Tasca. Rompant avec la « discipline» du groupe, ce dernier, on l'a dit, avait développé à plusieurs reprises des thèses en rupture ouverte avec la « théorie» des Conseils d'usines que Gramsci tentait de développer dans la revue : lors d'un exposé sur « Les Conseils d'usines et la révolution mondiale», Tasca avait repris, devant la section socialiste de Turin, la thèse « maximaliste» soutenant l'absolue nécessité de soumettre et même d'intégrer les Conseils aux syndicats et d'adjoindre, au pouvoir ouvrier, un pouvoir politique; il y était revenu par la suite lors du Congrès de la Bourse du travail de Turin, les 23-26 mai 1920... Mais, allant plus loin, il semble que Gramsci ait surtout voulu relancer ici la problématique des conseils, pour tenter peut-être - il le suggérera rétrospectivement dans un article de 1924 - de conférer à ces derniers une fonction maïeutique et d'en faire le lieu privilégié de la rupture avec les réformistes : « susciter le nouveau parti de la révolution comme un besoin inexorable de la situation en cours» (« Cronache», L'Ordine Nuovo mensuel no 1, mars 1924, in La costruzione del Partito Comunista 1923-1926, Turin, 1971, pp. 161-162). Position dans laquelle Gramsci se trouvait alors totalement isolé, abandonné de ses compagnons les plus proches. « Togliatti doit se rappeler comment, en août 1920, je me suis détaché même de lui et de Terracini», écrira-t-il à Scoccimarro le 5 janvier 1924. « A ce momentlà, c'était moi qui voulais conserver des rapports avec la gauche [c'est-à-dire Bordiga] plutôt qu'avec la droite, tandis que Togliatti et Terracini s'étaient ralliés à Tasca, qui s'était détaché de nous depuis le mois de janvier.» Ainsi, Tasca en témoignera plus tard, le fameux rapport devant le Congrès de la Bourse du travail avait-il été approuvé par Togliatti (A. Tasca, 1 primi dieci anni del P.C.I. [1953], Bari, 1971, p. 105). La crise allait ainsi éclater au grand jour à l'occasion du renouvellement de la Commission exécutive de la section socialiste de Turin, la 24 juillet 1920 : tandis que Togliatti et Terracini soutenaient, avec Tasca, des positions « maximaliste-sélectionnistes» proches de celles de Serrati, Gramsci, quoique penchant vers les « abstentionnistes» (à Turin, Giovanni Boero et Giovanni Parodi), constituait un groupe d' « éducation communiste - qui appelait à voter blanc et se proposait de « travailler dans le domaine de l'action de masse : pour les Groupes communistes d'usines et de syndicats, pour le Conseil ouvrier, pour l'unité prolétarienne...»

vie ardente des mois qui suivirent l'Armistice, en un moment où le cataclysme de la société italienne semblait imminent.

Hélas! la seule voix nouvelle qui se soit fait entendre au cours de ces réunions a été étouffée. L'un d'entre nous, qui était un technicien, a dit : « Il faut étudier l'organisation de l'usine en tant qu'instrument de production, nous devons consacrer toute notre attention aux méthodes capitalistes de production et d'organisation, et nous devons travailler pour en faire l'objet de l'attention privilégiée de la classe ouvrière et du parti»; un autre, qui se préoccupait de l'organisation des hommes, de l'histoire des hommes, de la psychologie de la classe ouvrière a dit : « Il faut étudier ce qui se passe au sein des masses ouvrières. Existe-t-il en Italie, sous forme d'une institution de la classe ouvrière, quelque chose qui puisse être comparé au Soviet, qui participe de sa nature? quelque chose qui nous autorise à affirmer : le Soviet est une forme universelle, ce n'est pas une institution russe, uniquement russe; le Soviet est la forme à travers laquelle, partout où se trouvent des prolétaires en lutte pour conquérir l'autonomie industrielle, la classe ouvrière manifeste sa volonté d'émancipation; le Soviet est la forme d'autogouvernement des masses ouvrières; ce qu'il faut donc se demander, c'est s'il existe ne serait-ce qu'un embryon, une velléité, une allusion, de gouvernement des Soviets en Italie, à Turin?» Le premier camarade, qui avait été troublé par une question posée à brûle-pourpoint par un camarade polonais : « Pourquoi ne s'est-il jamais tenu en Italie de Congrès des Comités d'entreprises?» a pu au cours de ces premières réunions, répondre sur ce point : « Oui, il existe en Italie, à Turin, un embryon de gouvernement ouvrier, un embryon de Soviet; il s'agit du Comité d'entreprise. Étudions cette institution ouvrière, faisons une enquête, étudions également l'usine capitaliste, mais non pas en tant qu'organisation de la production matérielle, car pour cela il nous faudrait une culture spécialisée que nous n'avons pas; étudions l'usine capitaliste en tant que forme nécessaire de la classe ouvrière, en tant qu'organisme politique, en tant que territoire national de l'autogouvernement ouvrier.» C'était là une façon de parler nouvelle, elle fut repoussée, précisément par le camarade Tasca.

Que demandait le camarade Tasca ? Il demandait que l'on n'entamât aucune propagande directe parmi les masses ouvrières, il voulait un accord entre les secrétaires fédéraux et les syndicats, il voulait que l'on convoquât un congrès des secrétaires fédéraux et qu'on établît un plan pour entreprendre une action officielle; le groupe de *L'Ordine Nuovo* aurait été ainsi ravalé au rang d'une clique irresponsable de présomptueux et de mouches du coche. Quel lut eh fait le programme réel des premiers numéros de *L'Ordine Nuovo?* Son programme fut l'absence de tout programme concret, malgré une vague et vaine aspiration aux problèmes concrets. Quelle fut *l'idée* directrice des premiers numéros de *L'Ordine Nuovo?* Aucune idée directrice, aucune organisation sérieuse du matériel littéraire publié. Qu'est-ce que le camarade Tasca entendait par « culture» ? Nous voulons dire qu'entendait-il concrètement et non dans l'abstrait? Eh bien, par « culture» le camarade Tasca entendait « rappeler», il n'entendait pas « penser»; et il entendait « rappeler» des choses usées, des choses délabrées, la pacotille de la pensée ouvrière; il entendait faire connaître à la classe ouvrière italienne, « rappeler» au profit de la brave classe ouvrière italienne, (qui est si arriérée, qui est si rustre et si inculte) que Louis Blanc a émis des « pensées» sur l'organisation du travail, et que de telles pensées ont donné lieu à des expériences réelles, « rappeler» qu'Eugène Fournière a rédigé une méticuleuse petite dissertation scolaire pour administrer tout chaud (ou tout froid) un schéma d'État socialiste, « rappeler», dans l'esprit

de Michelet (ou dans celui du brave Luigi Molinari [398]) la Commune de Paris, sans même subodorer que les communistes russes, sur les traces de Marx, rattachent le Soviet, le système des Soviets, à la Commune de Paris, sans même subodorer que les observations de Marx sur le caractère « industriel» de la Commune ont servi aux communistes russes à comprendre le Soviet, à élaborer *l'idée* du Soviet, à tracer la ligne de leur parti, devenu parti de gouvernement. Que fut donc *L'Ordine Nuovo* dans ses premiers numéros? Ce fut une anthologie, rien d'autre qu'une anthologie; une revue telle qu'il aurait pû en paraître à Naples, à Caltanisetta, à Brindisi; ce fut une revue de culture abstraite, d'information abstraite, qui avait un penchant pour les petites « nouvelles» horripilantes et les xylographies pleines de bonnes intentions; voilà ce que fut *L'Ordine Nuovo* dans ses premiers numéros : une pure incohérence, le produit d'un intellectualisme médiocre, qui cherchait en trottinant un port idéologique où aborder et une voie d'action à suivre. Tel était vraiment *L'Ordine Nuovo* lorsqu'il fut lancé à la suite de nos réunions d'avril 1919, ces réunions dûment consignées dans des procès-verbaux, ces réunions au cours desquelles le camarade Tasca repoussa, comme non conforme aux saines traditions de la modérée, de la pacifiste petite famille socialiste italienne, la proposition de consacrer nos énergies à la « découverte» d'une tradition soviétiste dans la classe ouvrière italienne, de les consacrer à exploiter le filon du véritable esprit révolutionnaire italien; et nous disons véritable, parce qu'il coïncidait avec une tendance universelle de l'Internationale ouvrière, parce qu'il était le produit d'une situation historique réelle, parce qu'il était le résultat d'une élaboration de la classe ouvrière elle-même.

Togliatti et moi avons ourdi un coup d'État rédactionnel [399]; le problème des Comités d'entreprises fut explicitement posé dans le numéro 7 de la revue; quelques soirs avant d'écrire cet article, nous en avions exposé la ligne générale au camarade Terracini, et Terracini avait exprimé son plein accord sur la théorie aussi bien que sur la pratique; approuvé par Terracini, cet article fut publié avec la collaboration de Togliatti, et il se passa ce que nous avions prévu : nous fûmes, Togliatti, Terracini et moi-même, invités à participer à des discussions dans les cercles éducatifs, dans les assemblées d'usines, nous fûmes invités par des Comités d'entreprises à discuter dans des réunions restreintes de délégués et de trésoriers. Nous avons donc persévéré dans le même sens; le problème du développement du Comité d'entreprise est devenu le problème central, il est devenu *l'idée* de *L'Ordine Nuovo,* c'est lui qui était posé comme étant le problème fondamental de la révolution ouvrière, comme étant le problème de la « liberté» prolétarienne. *L'Ordine Nuovo* devint, pour nous et pour tous ceux qui nous suivaient, le « Journal des Conseils d'usines»; les ouvriers aimèrent *L'Ordine Nuovo* (ceci nous pouvons l'affirmer avec une satisfaction profonde). Pourquoi les ouvriers ont-ils aimé *L'Ordine Nuovo?* c'est parce que, dans les articles du journal, ils retrouvaient une partie d'eux-mêmes, la meilleure partie d'eux-mêmes; c'est parce qu'ils sentaient que les articles de *L'Ordine Nuovo* étaient nourris de ce qui était précisément leur propre recherche intérieure : « Comment pouvons-nous devenir libres?... Comment pouvons-nous devenir nous-mêmes?...» C'est parce que les articles de *L'Ordine Nuovo* n'étaient pas de froides constructions intellectuelles, mais qu'ils naissaient de nos discussions avec les meilleurs parmi les ouvriers, parce qu'ils élaboraient des sentiments,

---

[398] Avocat et propagandiste anarchiste, partisan de l'École moderne de Francisco Ferrer, Luigi Molinari (1866-1918) fonda en 1900 une « Université populaire». Auteur d'un livre sur la Commune de Paris, Il dramma della Comune, 1918.

[399] Il s'agit de l'article « Démocratie ouvrière», pp. 244-248. Quant au « coup d'État rédactionnel», Tasca lui-même, tout en reconnaissant volontiers que l'article en question ouvrait un authentique « cours nouveau» dans la vie de L'Ordine Nuovo, déclarera plus tard ne pas s'en être aperçu...

des volontés, des passions qui étaient authentiquement celles de la classe ouvrière turinoise et que nous avions nous mêmes éprouvées et provoquées, c'est parce que les articles de *L'Ordine Nuovo* équivalaient presque à « prendre acte» d'événements réels considérés comme des moments d'une évolution de la classe ouvrière vers une libération profonde et vers une expression authentique. Voilà pourquoi les ouvriers aimèrent *L'Ordine Nuovo,* et voilà comment se « forma» l'idée de *L'Ordine Nuovo. Le* camarade Tasca ne collabora en rien à cette formation, à cette élaboration; *L'Ordine* Nuovo développa sa propre idée hors de sa volonté et de sa « contribution» à la révolution. C'est là que je vois l'explication de son attitude actuelle et du « ton» de sa polémique; il n'a pas travaillé laborieusement pour atteindre sa « conception», et je ne m'étonne pas qu'elle ait avorté à la naissance, car elle n'était pas aimée, et je ne m'étonne pas qu'il ait traité le sujet d'une façon si élémentaire, et qu'avec tant de légèreté et d'absence de discipline intérieure il se soit engagé dans l'action, en s'efforçant de lui redonner ce caractère officiel qu'il avait défendu et consigné au procès-verbal un an auparavant.

II

Dans l'article précédent j'ai cherché à définir l'origine des positions de principe du camarade Tasca envers le programme de *L'Ordine Nuovo,* ce programme qui s'était organisé peu à peu, comme une conséquence de notre expérience effective des nécessités spirituelles et pratiques de la classe ouvrière, centrées autour du problème des Conseils d'usines. Puisque le camarade Tasca n'a pas participé à cette expérience, puisqu'il était même hostile à ce qu'elle se fasse, le problème des Conseils d'usines lui a échappé dans ses termes historiques réels et dans le développement organique qu'il avait commencé à prendre - en dépit de quelques hésitations et de quelques erreurs compréhensibles - à travers les exposés que nous avions faits, Togliatti, moi-même et quelques autres camarades qui avaient accepté de nous aider. Pour Tesca, Io problème des Conseils d'usines s'est ramené à un problème au sens arithmétique du mot: le problème de savoir comment orga. niser immédiatement *toute* la classe des ouvriers et des paysans italiens. Dans un de ses articles polémiques, Tasca écrit qu'il place sur le même plan le Parti communiste, le syndicat et le Conseil d'usine; ailleurs, il prouve qu'il n'a pas compris le sens de l'attribut « volontaire» que *L'Ordine Nuovo* donne aux organisations du parti et du syndicat, pour les différencier du Conseil d'usine qui est considéré comme une forme d'association « historique», d'un type qui ne peut être comparé aujourd'hui qu'avec celui de l'État bourgeois. Selon la conception exposée par *L'Ordine Nuovo* - qui, parce qu'étant une théorie, s'organisait autour d'une idée, l'idée de liberté (et concrètement, sur le plan de la création historique actuelle, autour de l'hypothèse d'une action autonome révolutionnaire de la classe ouvrière) - le Conseil d'usine est une institution de caractère « publie», tandis que le parti et le syndicat sont des associations de caractère « privé». L'ouvrier est amené à faire partie du Conseil d'usine en tant que producteur, c'est-à-dire par une conséquence de son caractère universel, par une conséquence de sa position et de sa fonction dans la société, de la même façon que le citoyen est amené à faire partie de l'État démocratique parlementaire. L'ouvrier est amené à entrer « volontairement» au parti et dans le syndicat, en signant un engagement écrit, en signant un « contrat» qu'il peut déchirer à tout instant : le parti et le syndicat, par leur caractère « volontaire», par leur caractère « contractuel», ne peuvent en aucune façon être confondus avec le Conseil, institution représentative qui ne se développe pas arithmétiquement, mais morphologiquement et qui tend, dans ses formes supérieures, à traduire la configuration *prolétarienne* de l'appareil de production et d'échange créé par le *capitalisme* aux fins du profit. C'est pourquoi *L'Ordine* Nuovo ne désignait pas le développement des formes supérieures de

l'organisation des Conseils en employant la terminologie politique propre aux sociétés divisées en classes, mais en empruntant des termes de référence à l'organisation industrielle. Le système des Conseils ne peut, selon la conception développée par *L'Ordine Nuovo,* s'exprimer par le mot « fédération» ou par un mot de sens voisin, et l'on ne peut s'en faire une idée qu'en étendant à tout un centre industriel l'ensemble des rapports industriels *qui,* dans une usine donnée lient une équipe de travail à une autre équipe, *un atelier à un* autre atelier. L'exemple de Turin, était pour nous l'exemple d'une réalisation et c'est pourquoi dans un de nos articles, nous avons vu en Turin le creuset historique de la révolution communiste italienne. Dans une usine, les ouvriers sont des producteurs dans la mesure où, étant organisés d'une façon strictement déterminée par la technique industrielle qui (en un certain sens) est indépendante du mode d'appropriation des valeurs produites, ils collaborent à la préparation de l'objet fabriqué. Tous les ouvriers d'une usine d'automobiles, qu'ils soient métallurgistes, maçons, électriciens, menuisiers, etc. assument le caractère et la fonction de producteurs dans la mesure où ils sont également nécessaires et indispensables à la fabrication de l'automobile, dans la mesure où, organisés sur le plan de l'industrie, ils constituent un organisme historiquement nécessaire et absolument indivisible. Voici quelles ont été les étapes du développement urbain de Turin : le transfert de la capitale à Florence d'abord, puis à Rome, et le fait qu'initialement l'État italien ne s'est constitué que comme une dilatation de l'État piémontais, ont privé Turin de sa classe petite-bourgeoise qui a fourni son personnel au nouvel appareil d'État italien. Mais que la capitale ait été transférée, et que Turin se soit soudain appauvrie en un élément caractéristique des villes modernes, ne provoqua pas sa décadence; Turin reprit au contraire son développement, et ce développement se fit méthodiquement, au fur et ' mesure que se développait son industrie mécanique, l'ensemble des usines Fiat. Turin avait fourni au nouvel État sa classe d'intellectuels petits-bourgeois, le développement de l'économie capitaliste, en ruinant la petite industrie et l'artisanat de la nation italienne, fit affluer à Turin une masse prolétarienne très dense, qui donna à la ville sa physionomie actuelle, peut-être une des plus originales de toute l'Europe. La ville prit, et conserva, une configuration naturellement centralisée et organisée autour d'une industrie qui « régit» tout le mouvement urbain et en règle les débouchés : Turin est la ville de *l'automobile,* de la même façon que la région de Vercelli est un ensemble économique caractérisé par le *riz,* le Caucase par le *pétrole,* les Galles du Sud par la *houille,* etc. De même que, à l'intérieur d'une usine, les ouvriers acquièrent des caractéristiques communes, en s'organisant en vue de la production d'un produit déterminé qui unit et concerte les efforts des travailleurs du métal et du bois, des menuisiers, des électriciens, etc., à l'échelle de la ville, la classe prolétarienne prend forme à partir de l'industrie dominante, celle qui, du seul fait qu'elle existe, suffit à organiser et à gouverner tout l'ensemble urbain. C'est ainsi, qu'à l'échelle nationale, un peuple prend forme à partir de ce qu'il exporte, à partir de la contribution effective qu'il apporte à la vie économique du monde.

Le camarade Tasca, lecteur fort distrait de *L'Ordine* Nuovo, n'a rien saisi de ce déroulement théorique, qui n'était, du reste, que la transposition, pour la réalité italienne, des points de vue exposés par le camarade Lénine dans quelques articles publiés par le même *Ordine Nuovo* et des conceptions du théoricien américain de l'association syndicaliste révolutionnaire des I.W.W., le marxiste Daniel De Leon [400]. Le camarade Tasca, en effet, interprète, un moment

[400] Principal théoricien de l'Industrial Unionism et fondateur, dès 1895, de la « Socialist Trade and Labour Alliance», aile « Industrielle» du « Socialist Labour Party», Daniel de Leon ne fut pourtant pas parmi les signataires du « Manifesto to the Workers of the World» de janvier 1905 constitution des I.W.W. Appuyé par une forte délégation de la S.T.L.A. à la Convention de Chicago du 27 juin 1905 où furent fondés les « Industriel Workers of the World», il parvint en revanche à faire adopter,

donné, dans un sens purement commercial et comptable la représentation des complexes économiques exprimée par les mots « bois», « riz», «soufre», etc. Ailleurs, il se demande quel rapport peut bien exister entre les Conseils, ailleurs encore il trouve dans la conception proudhonienne de l'usine destructrice du gouvernement, l'origine de l'idée défendue par *L'Ordine Nuovo,* bien que, dans ce même numéro du 5 juin, où paraissait l'article intitulé « Le Conseil d'usine» et le commentaire du Congrès de la Bourse du travail, ait été également reproduit un extrait de l'article sur la Commune de Paris où Marx fait explicitement allusion au caractère *industriel* de la société communiste des producteurs. C'est dans cette œuvre de Marx que De Leon et Lénine [401] ont trouvé les motifs fondamentaux de leurs conceptions; tels étaient les points de départ de l'élaboration des articles de *L'Ordine Nuovo* que, répétons-le, et particulièrement en ce qui concerne le numéro qui fut à l'origine de la polémique, le camarade Tasca n'avait lus, comme il devait en donner la preuve, que superficiellement et sans aucune intelligence de leur substance idéologique et historique.

Je ne veux pas répéter, pour ceux qui ont suivi cette polémique, tous les arguments déjà développés pour soutenir l'idée que la liberté ouvrière se réalise initialement au sein du Conseil d'usine. J'ai seulement voulu faire allusion à quelques idées fondamentales pour montrer à quel point le processus profond de développement du programme de *L'Ordine Nuovo* a échappé au camarade Tasca. Dans un appendice qui fera suite à ces deux courts articles [402], j'analyserai quelques points de l'exposé fait par Tasca, dans la mesure où il me semble opportun de les élucider et de démontrer leur inconsistance. Il est cependant un point qu'il faut élucider tout de suite : lorsque Tasca, parlant du capital financier, écrit que le capital « prend son envol», se détache de la production, et se met à planer... tout cet embrouillamini d'envol et de vol plané du... papier-monnaie n'a rien à voir avec l'évolution de la théorie des Conseils d'usines ! Nous avons noté que la *personne* du capitaliste s'est détachée du monde de la production, mais non pas le capital, fût-il financier; nous avons noté que l'usine n'est plus gouvernée par le patron en personne, mais par la banque, par l'intermédiaire d'une bureaucratie industrielle qui tend à se désintéresser de la production, de la même façon que le fonctionnaire se désintéresse de l'administration publique. Ce point de départ nous a servi pour une analyse historique des rapports ~ qui ont commencé à s'établir dans l'usine, et pour préciser ce qu'est l'avènement d'une des plus importantes conditions historiques de l'autonomie industrielle de la classe ouvrière dont l'organisation, sur le plan de l'usine, tend à s'approprier le pouvoir d'initiative sur la production.

Cette histoire d' « envol » et de « vol plané» est une fantaisie quelque peu malheureuse du camarade Tasca, qui, alors même qu'il se réfère à son propre compte rendu du livre d'Arturo

---

dans la Charte du mouvement, ses principales vues et, en particulier, une clause insistant sur la nécessité, pour le prolétariat, de se doter d'une organisation politique. Après avoir plus ou moins dominé le mouvement pendant ses premières années, De Leon s'en écarta lors de la Quatrième Convention (21 septembre 1908), qui vit les anarchistes prendre la tête des I.W.W. et faire annuler la « clause politique» de la Charte de 1905.

401 On admet généralement que c'est à travers The Liberator, A Journal of Revolutionary Progress, publié à New York par Max Eastman au cours des années 1918-1924, que Gramsci a pu entrer en contact avec l'œuvre de Daniel De Leon. Il est certain, en tout cas, que les fameuses « Conversations avec Lénine 9 d'Arthur Ransome, dont L'Ordine Nuovo publia une traduction le 13 septembre 1919, ont pu également attirer son attention sur ce théoricien qui, au dire même de Lénine, aurait été « le seul à ajouter quelque chose à la pensée socialiste depuis Marx». L'important, au demeurant, est ici dans l'effort pour mettre en parallèle et même unifier les positions du marxiste américain et du dirigeant bolchevique. Coïncidence? C'est à la même époque que Lénine écrit à Boukharine : « Il faut éditer en russe Two Pages from Roman History, de De Leon, avec des notes et une préface de Louis Fraina. J'écrirai aussi quelques mots.»

402 Cet appendice n'a pas été publié et ne paraît pas avoir dépassé le stade du projet.

Labriola, sur le capitalisme (compte rendu paru dans le *Corriere universitario*[403] *),* pour faire la preuve qu'il s'était « occupé» du capital financier (et notons en passant que Labriola soutient précisément une thèse opposée à celle de Hilferding, thèse qui devint par la suite celle des bolcheviks), apporte effectivement la preuve qu'il n'a absolument rien compris, et qu'il n'a construit qu'un château de sable, sur de vagues réminiscences et à coups de mots creux.

Cette polémique a servi à démontrer le bien-fondé des observations que j'avais faites sur le rapport de Tasca : sur le problème des Conseils, la science de Tasca n'était qu'une teinture superficielle, et il n'était animé que par l'envie incoercible de faire connaître ce qu'était « sa» théorie, d'entamer « sa» propre action, d'ouvrir une ère nouvelle dans le mouvement syndical.

Notre commentaire du Congrès de la Bourse du travail et de l'intervention du camarade Tasca (intervention qui tendait à provoquer le vote d'une motion à valeur exécutive) a été dicté par la volonté de respecter intégralement le programme de notre revue. Les Conseils d'usines ont en eux-mêmes leur propre loi, ils ne peuvent, ils ne doivent pas accepter la législation des organismes syndicaux qu'il leur incombe, précisément, de renouveler fondamentalement, dans l'immédiat. De la même façon, le mouvement des Conseils d'usines exige que les représentants des ouvriers soient l'émanation directe des masses, et soient liés à la masse par un mandat impératif. L'intervention du camarade Tasca, parlant dans un Congrès ouvrier, en tant que rapporteur, sans avoir été mandaté par personne, et traitant d'un problème qui concernait toute la masse ouvrière et dont la solution impérative aurait dû engager la masse, était tellement en contradiction avec la ligne idéologique de *L'Ordine Nuovo* que le commentaire, sous la forme violente qu'il a prise, était parfaitement justifié et devait absolument être fait.

Signé Antonio Gramsci, *L'Ordine Nuovo, II,* 12, 14 août 1920 et 11, 14, 28 août 1920.

CHRONIQUE (21 AOÛT 1920)

Dans sa lettre, que nous publions par ailleurs dans le présent numéro [404], le camarade D. R. fait allusion à la thèse qui exprime la solidarité du camarade Lénine avec le mouvement turinois et avec *L'Ordine Nuovo. Voici* ce que dit le camarade Lénine : « En ce qui concerne le Parti socialiste italien, le deuxième Congrès de la Ille Internationale considère comme justes, quant au fond, la critique de ce parti et les propositions pratiques qui sont développées à titre de propositions à soumettre au Conseil du Parti socialiste italien, au nom de la Section de Turin, dans la revue *L'Ordine Nuovo* du 8 mai 1920, et qui correspondent entièrement aux principes fondamentaux de la Ille Internationale. Pour ces raisons le He Congrès de la Ille Internationale invite le Parti socialiste italien à convoquer [au plus tôt] un congrès extraordinaire appelé à discuter tant ces propositions que toutes les décisions des deux Congrès de l'Internationale communiste, afin de corriger la ligne du parti et d'épurer ce dernier, notamment sa fraction parlementaire, des éléments non communistes [405].»

---

[403] A. Labriola, Il Capitalismo, Turin, Bocca, 1910. Le compte rendu de Tasca avait été publié, sous le titre « La concentrazione capitalistica», dans le Corriere universitario de Turin, no 4-5, avril 1913.

[404] D. R., « Una lettera da Mosca», L'Ordine Nuovo, 11, 13, 21 août 1920, p. 104.

[405] Lénine, Thèses sur les tâches du Ile Congrès de l'Internationale communiste in Oeuvres, tome 31, Paris-Moscou, 1961, p. 202. Ce commentaire de Lénine porte, on l'a dit, sur le texte publié par Gramsci dans L'Ordine Nuovo du 8 mai 1920 sous le titre « Pour une rénovation du Parti socialiste», pp. 332-338.

Le rapport que la section socialiste de Turin avait préparé pour le Conseil national d'avril, qui devait se tenir à Turin et fut au dernier moment déplacé à Milan[406] , n'est connu que des lecteurs de *L'Ordine Nuovo* et des quelques rares lecteurs de la brochure *Per un rinnovamento del Partito socialista italiano : les* organismes centraux et responsables du parti ne l'ont jamais pris en considération. Par contre, il a été lu à Moscou par les camarades du Comité exécutif de la IIle Internationale; c'est lui qui a servi de base au jugement porté sur le Parti socialiste italien et qui a été choisi comme base utile pour une discussion lors d'un congrès extraordinaire. Ce rapport avait été rédigé pendant les premiers jours de la grève des métallurgistes turinois, alors que personne n'envisageait encore la grève générale, même à titre de simple éventualité, il reflétait l'état d'inquiétude et de désarroi qui, en cette période, tourmentait la commission exécutive de la section, qui avait tout tenté, mais en vain, pour attirer l'attention du Parti sur les événements en cours et qui espérait de la part du Conseil national davantage de compréhension et une intuition plus aiguë des impératifs du mouvement prolétarien italien; il est malheureusement aujourd'hui encore d'actualité. Les événements se sont déroulés alors selon la volonté des capitalistes, et la classe ouvrière turinoise a été battue; les efforts accomplis par la section turinoise pour obtenir que le Parti prenne la tête du mouvement ont été vains; la section a été accusée d'indiscipline, de légèreté... d'anarchisme. Toute discussion a été systématiquement évitée; discuter du rapport au Conseil - qui avait été écrit et avait été porté à la connaissance du Parti avant que la grève des métallurgistes ne soit devenue la grève générale piémontaise, c'est-à-dire en un moment où l'intervention énergique des organismes centraux était encore possible et aurait pu être décisive -aurait signifié revenir sur les jugements prononcés et sur les accusations portées, cela aurait équivalu à « perdre la face» devant les masses.

C'est du passé. Ce sont des événements qui semblent aujourd'hui fort lointains. Il paraîtrait même que certains, parmi les plus acharnés contre les « Turinois», auraient complètement changé d'avis! Et pourtant, à cause du souvenir que nous gardons des journées passionnées vécues en avril dernier, cela nous a fait plaisir, comme cela fera sans aucun doute plaisir à tous les camarades de la section et à la masse ouvrière, d'apprendre que le jugement du Comité exécutif de la IIIe Internationale est fort différent de celui, qui paraissait sans appel, des plus grands représentants italiens du Parti; d'apprendre que c'est, justement l'avis des « quatre excités» turinois qui a eu l'approbation de la plus haute autorité du mouvement ouvrier international.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, Il, 13, 21 août 1920.

C'est sans doute là le premier contact de Lénine avec les positions de L'Ordine Nuovo : dans les pages qu'il consacre au mouvement ouvrier italien dans La Maladie infantile du communisme (rédigé en avril mai 1920), Lénine ne souffle mot, en effet, des thèses de L'Ordine Nuovo. Or, « Pour une rénovation...» reprend - comme le souligneront fréquemment Bordiga et ses amis - a les positions défendues par la fraction abstentionniste», en passant sous silence « deux thèses chères au groupe de L'Ordine Nuova»: la théorie des Conseils d'usines et l' « unité du parti (y compris avec les réformistes)» : Gatto Mammone [Virgilio Verdaro], « In margine ad un anniversario», Prometeo, 1, 5, janvier-février 1947, pp. 214-222.

[406] Cf. note 1, p. 332.

L'OCCUPATION[407]

A Milan, à Rome, à Naples, à Florence, à Turin, et dans beaucoup d'autres centres, les usines de l'industrie métallurgique ont été occupées par les ouvriers sans beaucoup de résistance de la part des propriétaires et de l'État bourgeois [408]. La lutte syndicale pour le nouveau contrat collectif se développe normalement, mais la base a complètement changé : ce qui n'avait été jusqu'ici qu'un duel à coups de discours et d'articles de journaux entre les dirigeants de la Fédération ouvrière et les dirigeants de l'organisation patronale, devient aujourd'hui une action de la grande masse, dont les possibilités d'initiative s'élargissent notablement et qui doit s'autogouverner. Le fait matériel de l'occupation des usines, cet acte d'autorité de la classe ouvrière qui viole le principe sacré de la propriété privée et détruit les schémas traditionnels des hiérarchies sociales, est en lui-même l'origine et la cause de sentiments nouveaux, de nouvelles passions dans les consciences individuelles et dans la conscience collective de la masse. Jamais comme en ce moment les éléments ouvriers les plus avancés, n'ont eu besoin de plus de sang-froid. Il faut qu'ils fassent connaître à leurs camarades la notion exacte des événements sans craintes démagogiques, les convaincre tous de l'énorme responsabilité qui pèse sur chacun; il faut qu'ils rendent chaque ouvrier conscient qu'il est devenu un soldat, qu'il a une consigne, qu'il doit être solidement encadré, dans les rangs prolétariens, et que toute défection, toute faiblesse, tout geste impulsif doit être considéré comme une trahison ouverte, comme un acte contre-révolutionnaire.

La relative facilité avec laquelle s'est faite l'occupation des usines, doit faire beaucoup réfléchir les ouvriers [409]: ils ne doivent pas se faire d'illusions à ce sujet. Les communistes ont toujours exalté la prise de possession des usiner, de la part du personnel ouvrier, mais cette exaltation ne concernait pas tant le fait matériel que sa signification historique; si la classe ouvrière tend irrésistiblement à détruire le principe de la propriété capitaliste, cela signifie que les thèses de l'Internationale communiste sur les caractéristiques de l'actuelle période historique, ne sont pas de simples abstractions idéologiques, mais l'impression exacte de la réalité effective : voilà pourquoi les communistes ont exalté et exaltent ces actes. Ils démontrent

---

[407] Pendant la période de l'occupation des usines, L'Ordine Nuovo ne parut point et c'est dans l'édition piémontaise de l'Avanti 1 que s'exprimèrent les positions du groupe. Le présent article représente d'ailleurs, ainsi que le note S. Caprioglio, la première prise de position du quotidien socialiste sur l'événement.

[408] A la différence de la « grève des aiguilles» du mois d'avril, l'occupation des usines d'août-septembre 1920 fut l'aboutissement de deux longs mois de discussions - sans résultat - portant sur les salaires des métallurgistes. Les industriels ayant rompu les pourparlers le 13 août 1920, les dirigeants de la FIOM décidèrent de recourir à l'obstruction. L'occupation, par la police, des établissements Romeo, de Milan, le 30 août 1920, mit le feu aux poudres. Le soir même les usines de Milan étaient aux mains des ouvriers et le mouvement s'étendait aux autres villes industrielles, Turin et Gênes en premier lieu. Les ouvriers s'organisèrent dans les usines et les remirent en fonctionnement, sous leur contrôle et pour leur compte. Entre-temps, la police et l'armée, sans intervenir, occupaient les centres industriels et encerclaient les usines. On aboutit ainsi à une sorte de statu quo sur lequel furent appelés à se prononcer la direction du Parti socialiste et les dirigeants de la C.G.L. réunis à Milan du 9 au 11 septembre 1920. C'est au cours de cette réunion - sur laquelle on aura l'occasion de revenir - qu'il fut décidé, par 591245 voix contre 409 596 et 93 623 abstentions, de limiter le mouvement au seul objectif de la reconnaissance, de la part des industriels, du contrôle syndical des entreprises. C'en était fini de l'occupation. Un décret de Giolitti instaurant une commission paritaire chargée d'étudier le problème, parut donner satisfaction aux réformistes. On évacua les usines. Le « travail P reprit le 4 octobre.

[409] On voit ici qu'au coeur même de l'événement Gramsci demeurait pleinement conscient des limites et des insuffisances du mouvement et des risques qu'il comportait. Revenant sur cette période, il devait du reste faire l'aveu de ce pessimisme dans une lettre à Zino Zini du 10 janvier 1924 : « [...] Après la révolution, avec un parti comme le Parti socialiste, avec une classe ouvrière qui voyait généralement tout en rose et qui préférait les chansons et les fanfares aux sacrifices, nous aurions connu des tentatives contre-révolutionnaires qui nous auraient irrémédiablement balayés. 3 Au demeurant, et il n'est pas inutile de le souligner, une bonne part des motifs qu'invoquait la présent article contre les illusions et la facilité n'étaient pas le seul fait de Gramsci et reprenaient, en particulier, les arguments avancés par Bordiga dans sa polémique contre L'Ordine Nuovo.

l'enchaînement des événements, l'incapacité du régime capitaliste à satisfaire les exigences des grandes masses populaires, ils démontrent combien la classe ouvrière est devenue puissante et résolue, ils préfigurent le prochain renversement des valeurs sociales et historiques. Mais la pure et simple occupation des usines de la part de la classe ouvrière, si elle indique le degré de puissance du prolétariat, ne produit en soi, ni pour soi, aucune nouvelle position définitive. Le pouvoir reste entre les mains du capital; la force armée reste à l'État bourgeois; l'administration publique, la distribution des vivres, les organismes de crédit, l'appareil commercial intact restent sous le contrôle de la classe bourgeoise. Le prolétariat n'a aucun moyen coercitif pour briser le sabotage des techniciens et des employés, il ne peut pas s'approvisionner en matières premières, il ne peut pas vendre les objets produits. L'occupation des usines en soi et pour soi, sans que le prolétariat dispose de la force armée, sans qu'il ait les moyens de rationner les vivres selon ses intérêts de classe, sans que le prolétariat ait les moyens de sanctionner corporellement le sabotage des spécialistes et de la bureaucratie, l'occupation ne peut être considérée comme une expérience *de* société communiste.

Et voici pourquoi l'occupation des usines a été relativement facile :

1. Les ouvriers métallurgistes sont a l'avant-garde du prolétariat italien. Le mouvement métallurgiste est national. Si l'État bourgeois avait essayé d'opposer la force armée au développement normal de la méthode de lutte adoptée par la Fédération, il aurait eu contre lui tout le prolétariat industriel et agricole de la nation. L'État a jugé inopportun le coup de force : il a préféré que le principe de la propriété soit bafoué, il a laissé envahir son propre territoire par l'armée ennemie, en gardant la sienne intacte, en pleine possession *de* ses forces. Cette méthode des hommes de gouvernement, si elle constitue, en elle-même et par elle-même, la preuve concrète de la faiblesse de l'État, n'est pourtant pas seulement de la faiblesse et de l'incapacité. Les bourgeois méprisent profondément la classe ouvrière, ils la jugent incapable de créer quoi que ce soit, ils la considèrent comme un ensemble de pauvres hères moralement et intellectuellement inférieurs, un ramassis de brutes qui se préoccupent seulement de se remplir le ventre, de faire l'amour et de cuver leurs soûleries dans de profonds sommeils; les bourgeois n'admirent et ne craignent que la force physique des masses ouvrières, qui sont pour eux le cheval que Dieu le père a opportunément créé à l'usage du cavalier bourgeois. Les hommes du gouvernement ont jugé qu'il fallait laisser la bride sur le cou du cheval prolétaire pour qu'il puisse courir librement jusqu'au moment où il tomberait sur les genoux, efflanqué, affamé, complètement abruti, prêt, pour une poignée de foin, à suivre le cavalier qui lui montrera le chemin de l'écurie.

2. l'État bourgeois applique au prolétariat la méthode qu'il essaie d'employer avec l'État ouvrier russe. Il voudrait pouvoir convaincre la classe ouvrière que le communisme est une utopie, qu'il ne peut qu'aggraver la situation économique et politique du travailleur; on voudrait tenter une leçon fröbelienne, une soirée d'église protestante avec projection de films qui montrent le développement de la petite fable morale. Si les ouvriers étaient convaincus que l'occupation des usines représente une tentative de gestion communiste, la déception rapide serait d'un effet terrible : la cohésion révolutionnaire de la classe serait brisée, les communistes convaincus ne seraient plus qu'une minorité et la majorité, avilie et déprimée, telle une armée aux pieds nus et désarmée, qui se trouve soudain sous le feu de l'artillerie lourde, plierait l'échine sous le talon capitaliste.

Il faut donc dire la vérité à la masse ouvrière. Il ne faut pas que les ouvriers puissent croire un seul instant que la Révolution communiste est aussi facile à réaliser que l'occupation d'une usine non défendue. Ces événements, au contraire, doivent permettre aux communistes d'expliquer clairement aux masses ce que représente la révolution, dans toute sa complexité : ces événements démontrent de façon aveuglante l'utopie réformiste et anarcho-syndicaliste. De quoi sert le Parlement à la classe ouvrière? A quoi servirait l'occupation des fabriques au sens que lui donnent les anarchistes, s'il n'y a pas - ou si l'on n'organise pas énergiquement - un centre politique-économique (l'État ouvrier) qui unit une fabrique à l'autre, qui transforme les banques au bénéfice de la gestion ouvrière, qui brise, soit par des sanctions physiques, soit par le rationnement, le sabotage des contre-révolutionnaires? Et comment les ouvriers pourraient-ils être en même temps à l'usine et dans la rue pour défendre leurs conquêtes, s'il n'y a pas une organisation de l'État pour discipliner une force armée fidèle et bien répartie, prête à toutes les circonstances et à toutes les éventualités?

L'occupation des usines de la part des masses ouvrières est un événement historique de première importance; c'est une étape nécessaire du développement révolutionnaire et de la guerre de classe; mais il faut en fixer avec exactitude la signification et la portée et en tirer tous les éléments utiles à l'élévation politique des masses et au renforcement de l'esprit révolutionnaire.

Sans signature, *Avanti !,* édition piémontaise, *2* septembre *1920;* édition milanaise, 5 septembre *1920.*

DIMANCHE ROUGE

Les journalistes de la classe bourgeoise se tordent de rage, contraints comme ils le sont, de constater l'activité de la classe ouvrière dans les usines occupées; activité qui se manifeste par des initiatives, prises par la classe ouvrière, tant dans le domaine de la production, que dans le domaine du règlement intérieur ou dans celui de la défense militaire.

Les hiérarchies sociales sont brisées, les valeurs historiques se sont déplacées, les classes « exécutantes», les classes « instruments» sont devenues des classes « dirigeantes», elles se sont mises à leur propre tête, elles ont trouvé dans leurs rangs les hommes représentatifs, les hommes à investir du pouvoir gouvernemental, les hommes capables d'assumer toutes les fonctions qui feront d'un agrégat élémentaire et mécanique une cohésion organique, une créature vivante. Tout ceci fait se tordre de rage les rédacteurs de la bourgeoisie, ceux qui croient que la classe bourgeoise a été investie par Dieu des pouvoirs de décision et d'initiative historique!

Ce que les ouvriers ont fait a une immense portée historique qui doit être comprise dans toute son ampleur par la classe ouvrière. Aujourd'hui, les ouvriers vont consacrer leur journée à un examen de conscience, à la discussion et à l'analyse des événements qui viennent de se dérouler; une journée comme celle-ci doit compter pour les ouvriers autant que dix ans d'activité normale, de propagande normale, d'assimilation normale des notions et des concepts révolutionnaires.

Que s'est-il passé ces jours derniers? La fédération des métaux avait entamé une action syndicale afin d'obtenir des améliorations de salaire pour les ouvriers; les industriels ont refusé de reconnaître la moindre valeur positive et réaliste au mémorandum des ouvriers. Bien qu'ils ne soient pas communistes, bien qu'ils aient signé des tracts contre la méthode bolchevique d'émancipation populaire, les chefs de l'organisation ont été conduits, par l'examen de la situation effective, à porter la lutte sur un autre terrain, et là, bien que la violence n'ait pas été immédiatement nécessaire, il devint immédiatement nécessaire d'envisager et d'organiser la violence. Cependant la nouvelle méthode de lutte introduisit aussitôt un élément nouveau : lorsque les ouvriers luttaient, pour améliorer leur situation économique en faisant grève, le devoir des ouvriers en lutte se limitait à avoir confiance en leurs chefs lointains, il se limitait à déployer des vertus de solidarité et de résistance, précisément fondées sur cette confiance générique. Mais à partir du moment où les ouvriers, au cours de leur lutte, occupent les usines et veulent continuer à produire, la position morale de la masse acquiert aussitôt une valeur et un aspect différents; les chefs syndicaux ne peuvent plus diriger, les chefs syndicaux disparaissent dans l'immensité de la scène, la masse doit résoudre par elle-même, avec ses propres moyens, avec ses propres hommes, les problèmes de l'usine.

L'usine, sous les capitalistes, était un petit État, dominé par un seigneur despotique : le seigneur avait le privilège de disposer d'un suffrage individuel absolu et il l'exerçait en choisissant les ouvriers, les employés, les chefs, les spécialistes, et en les répartissant dans les ateliers, dans les bureaux, dans les laboratoires; l'usine était ainsi un État organisé despotiquement, et les pleins pouvoirs étaient entre les mains du patron ou du délégué du patron; la multiplicité d'États constituée par toutes les usines capitalistes se résumait en l'État bourgeois, qui obtenait la discipline et l'obéissance de la population non possédante en lui accordant une fiction de pouvoir et de souveraineté, en l'appelant tous les cinq ou sept ans à se désigner des représentants au Parlement et aux conseils municipaux. Aujourd'hui, avec l'occupation ouvrière, le pouvoir despotique à l'intérieur de l'usine est brisé, le droit de suffrage pour le choix des employés de l'industrie est passé à la classe ouvrière. Chaque usine est un État illégal, est une république prolétarienne qui vit, au jour le jour, en attendant le déroulement des événements. Mais si une grande incertitude plane encore sur l'avenir de ces républiques prolétariennes, étant donné que les forces adverses ne se révèlent pas et ne laissent pas comprendre leurs véritables intentions, la constatation que ces républiques « vivent» a un? portée et une valeur historique incommensurables. La vie a sa propre logique et une énergie intrinsèque qui transcendent l'arbitraire et les caprices des individus. Puisque ces républiques prolétariennes vivent, elles voient se dresser devant elles tous les problèmes propres à un pouvoir autonome et indépendant exerçant sa souveraineté sur un territoire défini. C'est là que sont mises à l'épreuve la capacité politique, la capacité d'initiative et de création révolutionnaire de la classe ouvrière. Le premier problème, le problème fondamental, qui se présente impérativement aux citoyens de l'État-usine est celui de la défense militaire. Il se pose au départ. L'État bourgeois construit son armée à partir de trois couches sociales : la bourgeoisie, la petite bourgeoisie, le peuple laborieux. Le peuple fournit la masse militaire, la grande bourgeoisie possédante et l'aristocratie fournissent le corps des officiers supérieurs, la petite bourgeoisie fournit les officiers subalternes. On constate que dans l'armée capitaliste, l'organisation s'effectue comme dans l'usine capitaliste où la classe possédante, ou la classe qui, par ses intérêts financiers peut être assimilée à la classe possédante, assume un commandement despotique; le prolétariat est la passive masse de manœuvre, la petite bourgeoisie remplit les fonctions de commandement subalterne. Dans la république-usine il n'y a plus qu'une seule

classe : la classe prolétarienne, celle qui fournissait la masse de manœuvre passive à l'armée et à l'industrie; il lui faut se créer une armée, articulée, organisée, disciplinée, capable de résister aux forces adverses et de les vaincre. Les ouvriers sont amenés à considérer la défense comme un devoir universel, et c'est une conception juste; mais ils sont aussi amenés à conclure que ce devoir doit être immédiatement assumé par tous indistinctement, et c'est là une erreur. La défense militaire doit être organisée en un corps spécial, ayant ses commandements et ses charges; la conception de la hiérarchie perd toute virulence dans de telles formations, puisqu' « il *n'existe qu'une seule classe»*. Ces formations ne doivent pas être limitées, puisque la défensive peut être d'un moment à l'autre transformée en offensive ou en initiative militaire. Ce problème de l'initiative militaire en entraîne un autre : cette multiplicité de républiques prolétariennes constituées par les usines occupées et dirigées par les ouvriers ne sera-t-elle pas portée, nécessairement, par la dialectique intime du développement historique, à se confédérer, à s'organiser sous une forme unitaire, à opposer au pouvoir bourgeois un pouvoir central qui lui soit propre? Le problème de la constitution du Soviet urbain se pose aujourd'hui concrètement à la classe ouvrière. S'il prend naissance, il doit disposer d'une force armée, qui peut et doit être fournie par des formations d'usine régulièrement constituées et commandées, afin qu'il soit possible, grâce aux fonctions de commandement de réunir et de constituer une milice urbaine; mais la création de noyaux militaires dans les usines pose à son tour le problème du Soviet, puisque la défensive n'a pas de limites et doit se dérouler selon sa propre logique.

Ces problèmes doivent être discutés aujourd'hui par les ouvriers dans les usines, au sein des assemblées générales qui sont les organismes du pouvoir et de la souveraineté des républiques prolétariennes d'usine. Le travail de propagande et de préparation pour la désignation des députés ouvriers doit être mené en sorte que, au moment voulu, quand le déroulement des événements aura créé un climat historique producteur d'événements nouveaux et originaux, puisse sortir de chaque usine ou de chaque groupe d'usines, l'armature du pouvoir du prolétariat en lutte pour son émancipation. Les mêmes considérations sont aussi valables pour cette création révolutionnaire que pour la création des forces armées. Dans l'État bourgeois, les fonctions de commandement suprême (le gouvernement) sont entre les mains des capitalistes ou de la haute classe sociale liée par ses intérêts financiers aux propriétaires; les postes subalternes, notamment la charge des députés de la nation, sont entre les mains de la petite bourgeoisie qui se laisse dominer économiquement et moralement par les capitalistes, la masse du peuple laborieux est manœuvrée politiquement pour satisfaire les intérêts matériels des propriétaires et les ambitions idéologiques des petits bourgeois. Afin de maintenir intacte cette hiérarchie de classes, la Constitution proclame qu'il est illégal de donner aux députés un mandat impératif : la bourgeoisie compte sur la force du milieu et sur l'attrait des occasions offertes de satisfaire les ambitions personnelles pour corrompre les députés, même s'il s'agit d'ouvriers, à condition toutefois qu'ils ne soient pas liés par un mandat impératif. Lorsque se forme le pouvoir central prolétarien, toutes ces conditions sont changées : il n'existe qu'une seule classe, qui élit ses députés en les choisissant dans son sein, le collège électoral étant représenté par l'usine, le mandat impératif devant être respecté. Cela veut dire que les hiérarchies sont brisées, et que la construction du pouvoir ouvrier se fait sur des bases purement industrielles et administratives : les anarchistes devraient être les plus favorables à cette façon d'organiser le pouvoir puisque leurs idéaux y sont concrètement réalisés [410].

---

[410] Cet « appel du pied» aux anarchistes ne saurait surprendre. Pendant toute la durée de l'occupation des usines, les anarchistes furent sans doute les seuls à envisager sérieusement l'élargissement du mouvement en révolution. C'est ce que devait souligner,

Aujourd'hui, dimanche rouge des ouvriers métallurgistes, doit être construite, par les ouvriers eux-mêmes, la première cellule historique de la révolution prolétarienne, qui jaillit de la situation générale avec la force irrésistible des phénomènes naturels.

Sans signature,
Avanti !, édition piémontaise, 5 septembre 1920.

CINQ MOIS APRÈS [411]

Avril 1920. Harcelés par les industriels qui basent leur volonté offensive sur certitude d'une scission entre les masses turinoises et les directions des organisations syndicales, les ouvriers métallurgistes sont contraints de descendre dans l'arène. Les industriels voulaient humilier les ouvriers turinois, ils voulaient leur faire voir qu'ils avaient non seulement en main le pouvoir industriel, mais aussi la force politique pour les réduire à l'impuissance absolue, pour briser toute tentative prolétarienne tendant à obtenir une certaine liberté d'organisation et d'initiative à l'intérieur de l'usine. Les ouvriers métallurgistes entamèrent la lutte et y jetèrent toutes leur forces. Il s'agissait d'obtenir le contrôle de la production, contrôle qu'aurait dû exercer localement le Comité exécutif du Conseil de fabrique et qui se serait centralisé dans les Comités urbains, régionaux, nationaux, pour le contrôle ouvrier; Comités qui se seraient eux-mêmes basés, aux divers échelons, sur les Conseils d'usine et sur les syndicats professionnels. La lutte des ouvriers turinois, qui fut pourtant imposée par les industriels et non pas déclenchée par les ouvriers eux-mêmes, apparut alors comme quelque chose de monstrueux, hors de toute réalité, *digne d'être écrasé par les industriels : un* climat de défiance se développa contre la Turin prolétarienne; les dirigeants révolutionnaires du mouvement furent traités de fous, de fanatiques... d'anarchistes. On déclara que les industriels avaient raison de ne pas accepter le contrôle, puisque contrôle ouvrier aurait signifié... métayage. Les ouvriers furent vaincus, après un mois de lutte, exemplaire d'esprit de discipline et d'abnégation, exemplaire par les sacrifices accomplis. Ils rentrèrent à l'usine vaincus, mais indomptés, vaincus mais pas avilis, vaincus mais l'âme gonflée de passion révolutionnaire et de volonté de revanche. Ils rentrèrent à l'usine, les ouvriers turinois, poursuivis par les hurlements que les industriels avaient matérialisés par des affiches. Dans l'usine il n'existe qu'un seul pouvoir : « quand on travaille, on ne discute pas !»

Septembre 1920. La lutte syndicale élaborée par les centrales syndicales, se développait dans l'esprit de la période révolutionnaire. A la grève du zèle succède l'occupation des usines

par exemple, Jacques Mesnil quelques mois plus tard : « En réalité, Lénine et les communistes russes dans leurs appels aux travailleurs italiens à propos de ces événements n'étaient d'accord sur la portée [révolutionnaire) du mouvement qu'avec un seul des principaux révolutionnaires italiens : avec Malatesta» (« La Crise Italienne, Revue communiste, 11, 14, avril 1921, pp. 81-85).

411 Cinq mois : c'est la période qui sépare la « grève des aiguilles» d'avril 1920, qui posait, on l'a dit, le problème du contrôle ouvrier à travers les Commissions internes, à l'occupation des usines de septembre 1920, dans laquelle Gramsci paraît voir ici l'occasion révolutionnaire. Cet article fut écrit en fait après la réunion de Milan de la C.G.L. (9-11 septembre) qui vit triompher le point de vue réformiste proposant d'assigner comme unique objectif à la lutte la « reconnaissance de la part du patronat du principe du contrôle syndical des entreprises» : solution, on le sait, qui avait l'agrément de Giolitti et qui, étant entrée, comme le dit Gramsci, dans le « domaine publie», marquait un indéniable recul par rapport aux objectifs possibles.

Gramsci devait d'ailleurs revenir sur ces problèmes dans un article écrit à l'occasion du premier anniversaire de l'occupation des usines, « Avril et septembre 1920», dont le titre même reprenait les articulations du présent article : cf. Écrits politiques, II.

métallurgiques de tout le pays; les Conseils d'usine qui avaient été présentés aux masses en ébullition, comme un hochet littéraire, comme un quelque chose de superflu, puisque le contrôle est *contrôle... sur les produits* ou n'est rien, les Conseils d'usine surgissent naturellement partout. Les ouvriers qui occupent les usines ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils doivent donc développer leur esprit d'initiative : d'objet industriel et discipliné, ils deviennent *sujet* responsable. Ils doivent se créer une personnalité collective, une âme collective, une volonté collective. Et voilà que l'expérience turinoise d'autogouvernement, d'initiative autonome, que les ouvriers turinois avaient commencée depuis un an et pour laquelle ils avaient dû mener une lutte gigantesque, voilà que cette expérience vient d'être réalisée à l'échelle nationale, par la catégorie ouvrière qui en Italie, comme dans tous les pays, est à l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et qui entraîne avec soi toutes les autres catégories industrielles. Aujourd'hui ce sont les industriels qui se trouvent au pied du mur; aujourd'hui les ouvriers armés veillent sur les usines occupées; aujourd'hui, puisque ce sont elles qui ont conduit la bataille jusqu'à l'occupation, les organisations syndicales doivent continuer la lutte et préparer toutes les forces qui seront nécessaires pour la victoire définitive. Aujourd'hui, le problème du contrôle ouvrier se pose à l'échelle nationale, et se pose pour toutes les industries; aujourd'hui, cinq mois après la défaite du prolétariat turinois, personne ne considère le contrôle comme une *folie* de fanatiques, pas même les industriels. *Les ouvriers turinois ont eu raison en avril* 1920: les ouvriers turinois étaient bien dans le sens de l'histoire, c'est-à-dire dans le sillon de la révolution mondiale. Aujourd'hui, on admet qu'il peut y avoir deux *autorités* dans les usines; aujourd'hui, on admet que les ouvriers élus directement peuvent discuter même pendant les heures de travail; ah! la grande efficacité pédagogique du fusil aux mains des ouvriers, de l'usine aux mains de la classe ouvrière.

Mais aujourd'hui, cinq mois après la grève générale pour le contrôle, celui-ci ne suffit plus au mouvement du prolétariat turinois. Ou, tout au moins, le contrôle ne suffit plus au sens que lui donnent les industriels ainsi que de nombreux dirigeants ouvriers. Aujourd'hui, beaucoup, et même trop, considèrent le contrôle comme une espèce de... métayage. Pour la classe ouvrière révolutionnaire, il signifie la voie ouverte à la complète autonomie industrielle; à l'expulsion définitive du champ de la production de la classe propriétaire en tant que telle. Le contrôle signifie la création d'organismes de l'économie populaire, qui soient l'émanation directe des usines, émanation des ouvriers d'usine et seulement des ouvriers d'usine.

Point de sinécure, point de bureaux pour les fonctionnaires de l'État ou pour les permanents syndicaux : les ouvriers turinois n'en veulent pas. Ce qu'ils veulent, ce sont des organismes vitaux, des organismes susceptibles d'être remaniés à chaque instant et qui constituent toujours l'expression sincère de l'esprit et de la volonté de la masse. Des organismes autonomes, indépendants de l'État bourgeois et du Parlement, qui deviennent la forme historique de la capacité économique (et, bien entendu, « économie», non au sens italien d'action syndicale, d'action coopérative, mais comme capacité de mettre en oeuvre et de diriger le processus de production des biens économiques) du prolétariat révolutionnaire. Et, à côté de ces organismes de contrôle ouvrier, il faut obtenir les garanties réelles de leur existence politique. Les ouvriers doivent pouvoir défendre en permanence leurs organisations.

Cinq mois d'histoire nationale et mondiale ne sont pas passés inutilement; le pas en avant fait par le prolétariat italien est gigantesque. Ce qui, au mois d'avril, paraissait être une « utopie»

est devenu, aujourd'hui, du « domaine publie». La force du prolétariat italien est aujourd'hui centuplée. Et cette force doit donner tout son rendement.

L'issue de la lutte est encore imprévisible, car les inconnues sont très nombreuses. Mais, quel que soit le résultat, étant donné le déploiement des forces ouvrières, il ne peut pas ne pas donner satisfaction à ces revendications « minimales» du prolétariat révolutionnaire.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise, 14 septembre 1920.

LE PARTI COMMUNISTE [412]

I

Depuis Sorel, c'est devenu un lieu commun que de se référer aux communautés chrétiennes primitives pour juger le mouvement prolétarien moderne. Disons tout de suite que Sorel n'est en aucune façon responsable de la mesquinerie et de la grossièreté spirituelle de ses admirateurs italiens [413], tout comme Karl Marx n'est pas responsable des prétentions idéologiques des « marxistes». Dans le domaine de la recherche historique, Sorel est un « inventeur», il ne saurait être imité, il ne met pas à la disposition de ceux qui se veulent ses disciples une méthode dont l'application mécanique, en tout lieu et par n'importe qui puisse aboutir à des découvertes intelligentes. Pour Sorel, comme pour la doctrine marxiste, le christianisme représente une révolution dans la plénitude de son développement, c'est-à-dire une révolution qui est parvenue à ses conséquences extrêmes, à la création d'un système nouveau et original de rapports, moraux, juridiques, philosophiques, artistiques; prendre ces conclusions comme des schémas idéologiques valables pour *toutes* les révolutions, c'est trahir grossièrement et bêtement l'intuition historique de Sorel, qui peut seulement être à l'origine d'une série de recherches historiques sur les « germes» d'une civilisation prolétarienne; germes qui *doivent* exister, s'il est vrai (comme c'est le cas pour Sorel), que la révolution prolétarienne est immanente au sein de la société industrielle moderne, et s'il est vrai que c'est d'elle aussi que sortiront une règle de vie originale et un système de rapports absolument nouveaux qui seront caractéristiques de la classe révolutionnaire. Quelle valeur peut donc avoir la constatation que, à la différence des premiers chrétiens, les ouvriers ne sont pas chastes, qu'ils ne sont pas tempérants, que leur mode de vie n'est pas original ? Pour ne rien dire de la généralisation fantaisiste qui vous présente tout uniment les « ouvriers métallurgistes de Turin» comme un ramassis de brutes, qui mangent du poulet rôti tous les jours, s'enivrent dans les lupanars toutes les nuits, n'aiment pas leur famille, et trouvent en allant au cinéma et en singeant les habitudes bourgeoises la satisfaction de leurs

---

[412] Après avoir œuvré au cours du mois de juillet à la formation de « groupes communistes d'usine permettant d'envisager a une transformation radicale de la forme organisationnelle du parti et (« 1I Gruppi comunisti», O.N., Il, 10, 17 juillet 1920, lac. cil., pp. 140-143) à affronté, à la même époque, la crise de la Commission exécutive de la section de Turin (et. note 1, p. 368), au moment de la rédaction de cet article-qui marque un indéniable pas en avant en direction des positions de Bordiga - Gramsci se trouve activement engagé dans le regroupement des différentes fractions communistes de la section de Turin. Dès la fin de l'occupation des usines, le problème de la scission immédiate s'est trouvé en effet posé à Turin par un groupe d'abstentionnistes qui, le 20 septembre 1920, ont décidé de fonder sans tarder un « Parti communiste révolutionnaire». L'initiative - jugée prématurée - a été freinée par Bordiga et par Gramsci. Mais désormais s'opère le regroupement qui aboutira à la réunion de Milan d'octobre 1920 (cf. note 2, p. 405).

[413] Sur la place de Sorel et du sorélisme dans le mouvement ouvrier italien, outre la « Chronique» de Gramsci du 11 octobre 1919 - ici, pp. 276-277 - cf. E. Santarelli, « L'esperienza soreliana», ln La revisione del marxismo in Balla, Milan, Feltrinelli, 1964; B. Paris, « Georges Sorel en Italie», Le Mouvement Social (Paris), no 50, janvier-mars 1965, pp. 131-138.

idéaux de beauté et de vie morale, pour ne rien dire, donc de cette généralisation peu sérieuse et puérile, cette affirmation ne peut en aucune façon servir de base à un jugement historique : elle équivaudrait, dans le domaine de l'intelligence historique, à cette autre affirmation : puisque les chrétiens modernes mangent du poulet, fréquentent des femmes, s'enivrent, font de faux témoignages, commettent l'adultère, etc., c'est donc une légende qu'il y ait eu des ascètes, des martyrs et des saints. En somme, tout phénomène historique doit être étudié en fonction de ses caractères particuliers, dans le cadre de l'actualité concrète, en tant que développement de la *liberté* qui se manifeste en finalité, en institutions, en formes qui ne peuvent absolument pas être confondues et comparées (si ce n'est métaphoriquement), avec la finalité, les institutions, les formes, des phénomènes historiques passés. Toute révolution qui, comme la révolution chrétienne et la révolution communiste, se réalise et ne peut se réaliser que par un bouleversement des masses populaires les plus profondes et les plus larges, ne peut que briser et détruire tout le système d'organisation sociale préexistant; qui peut imaginer et prévoir les conséquences immédiates que provoquera dans le champ de la destruction et de la création historique, l'apparition de ces innombrables multitudes qui n'ont aujourd'hui ni volonté ni pouvoir? Parce qu'elles n'ont jamais « voulu et pu», elles prétendront voir se matérialiser dans tous les actes publics et privés la volonté et le pouvoir qu'elles auront conquis; elles trouveront tout ce qui existe mystérieusement hostile, et voudront le détruire radicalement; mais précisément à cause de cette immensité de la révolution, à cause de son caractère imprévisible, et de sa liberté sans limites, qui peut risquer ne serait-ce qu'une seule hypothèse définitive sur les sentiments, sur les initiatives, sur les vertus qui prendront forme dans un pareil creuset incandescent? Quels changements pourra subir tout ce qui aujourd'hui existe, tout ce qu'aujourd'hui nous voyons, et qui échappe à notre volonté et à notre force de caractère? Chaque jour d'une vie si intense ne sera-t-il pas une révolution? Chaque changement dans les consciences individuelles, dans la mesure où il se produira simultanément dans l'ensemble de la masse populaire, n'aura-t-il pas des résultats que nous ne pouvons imaginer?

Rien ne peut être prévu, dans l'ordre de la vie morale et des sentiments, à partir des constatations actuelles. Aujourd'hui, il semble qu'un seul sentiment soit devenu assez constant pour caractériser la classe ouvrière : le sens de la solidarité. Mais l'intensité et la force de ce sentiment peuvent se ramener au soutien de la volonté de résistance et de sacrifice pour une période de temps que même la faible capacité populaire de prévision historique parvient a estimer, avec une certaine approximation. Elles ne sauraient être considérées, en effet, ni par suite admises, comme susceptibles de soutenir la volonté historique pendant toute la période de création révolutionnaire et de fondation de la société nouvelle : il sera alors impossible, en effet, de fixer une limite de temps à la résistance et au sacrifice, car l'ennemi à combattre et à vaincre ne sera plus hors du prolétariat, ne sera plus une puissance physique extérieure, limitée et identifiable mais il sera dans le prolétariat lui-même, dans son ignorance, dans sa paresse, dans sa massive impénétrabilité aux rapides intuitions; la dialectique de la lutte de classe se sera alors intériorisée et, dans chaque conscience, et dans chacun de ses actes, l'homme nouveau devra combattre le « bourgeois» aux aguets. C'est pourquoi le syndicat ouvrier, cet organisme qui réalise et discipline la solidarité prolétarienne, ne peut servir de modèle et de base de prévision pour l'avenir de la civilisation; il ne contient pas d'éléments permettant le développement de la liberté; il est destiné à subir des changements radicaux qui seront la conséquence du développement général : il est déterminé et non déterminant.

Le mouvement prolétarien, dans sa phase actuelle, tend à réaliser une révolution dans l'organisation des choses matérielles et des forces physiques; ses traits caractéristiques ne peuvent se ramener à ces sentiments et à ces passions largement répandus dans la masse et qui soutiennent la volonté de la masse; les traits caractéristiques de la révolution prolétarienne ne peuvent être recherchés que dans le parti de la classe ouvrière, dans le Parti communiste, qui existe et se développe dans la mesure où il est l'organisation disciplinée de la volonté de fonder un État, de la volonté de doter d'une organisation prolétarienne le système des forces physiques existantes et de jeter les bases de la liberté populaire.

Le Parti communiste est, dans la période actuelle, la seule institution qui puisse être sérieusement confrontée avec les communautés religieuses du christianisme primitif; dans la mesure où le Parti existe déjà, sur une échelle internationale, on peut tenter une comparaison et établir des degrés de valeur entre les militants de la Cité de Dieu et les militants de la Cité des Hommes; le communiste n'est certes pas inférieur au chrétien des Catacombes. Au contraire! le but ineffable que le christianisme proposait à ses champions est, par son mystère prometteur, une pleine justification de l'héroïsme, de la soif du martyre, de la sainteté; il n'est pas nécessaire qu'entrent en jeu les grandes forces humaines du caractère et de la volonté pour susciter l'esprit de sacrifice de celui qui croit en la récompense céleste et en la béatitude éternelle. L'ouvrier communiste, qui, pendant des semaines, pendant des mois, pendant des années, de façon totalement désintéressée, après huit heures de travail en usine, travaille encore huit heures pour le parti, pour le syndicat, pour la coopérative, est, du point de vue de l'histoire de l'homme, supérieur à l'esclave ou à l'artisan qui bravait tous les périls pour se rendre au rendez-vous clandestin de la prière. De même Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont plus grands que les plus grands saints du Christ. C'est précisément parce que le but de leur milice est concret, humain, limité, que les combattants de la classe ouvrière sont plus grands que les combattants de Dieu : les forces morales sur lesquelles s'appuie leur volonté sont d'autant plus immenses que le but proposé à cette volonté est plus défini. Quelle force d'expansion pourront donc prendre les sentiments de l'ouvrier, qui, penché sur sa machine, répète pendant huit heures par jour, son geste professionnel, aussi monotone que l'égrènement du cercle fermé d'un petit chapelet, lorsqu'il sera le « dominateur», lorsque c'est lui qui donnera la mesure des valeurs sociales ? Le fait même que l'ouvrier réussisse encore ' - penser, bien qu'étant réduit à travailler sans savoir le comment ni le pourquoi de son activité pratique, n'est-il pas un miracle? Ce miracle de l'ouvrier qui, quotidiennement, conquiert sa propre autonomie spirituelle et sa propre liberté de construire dans l'ordre des idées, en luttant contre la fatigue, contre l'ennui, contre la monotonie du geste qui tend à mécaniser, et par conséquent à tuer la vie intérieure, ce miracle s'organise dans le Parti communiste, dans la volonté de lutte et de création révolutionnaire qui s'exprime à travers le Parti communiste.

L'ouvrier a dans l'usine des charges de pure exécution. Le processus général du travail et de la production lui échappe, il n'est pas un point en mouvement qui crée une ligne, il est une épingle, piquée en un point déterminé, et la ligne résulte de la succession des épingles qu'une volonté extérieure a disposées pour servir ses propres fins. L'ouvrier a tendance à transposer ce type de comportement dans tous les milieux où se déroule sa vie; il se contente facilement, partout, de son rôle d'exécutant matériel, de son rôle de « masse» guidée par une volonté étrangère à la sienne; il est paresseux intellectuellement, il ne sait, ni ne veut, prévoir au-delà de l'immédiat; c'est pourquoi il manque de tout critère dans le choix de ses chefs et se laisse facilement leurrer par les promesses; il se plaît à croire qu'il pourra obtenir sans grand effort de

sa part, et sans avoir trop à penser. Le Parti communiste est l'instrument et la forme historique du processus de libération intérieure par lequel l'ouvrier ' *d'exécutant* devient *preneur d'initiative,* de *masse* devient *chef et guide,* de bras devient cerveau et volonté; dans la formation du Parti communiste il est possible de voir le germe de liberté qui connaîtra son développement et sa pleine expansion après que l'État ouvrier aura organisé les conditions matérielles nécessaires. L'esclave ou l'artisan du monde classique « se connaissait lui-même», réalisait sa libération en entrant dans les rangs d'une communauté chrétienne où il sentait concrètement qu'il était l'égal, qu'il était le frère, parce qu'il était le fils du même père; il en va de même pour l'ouvrier, quand il entre dans les rangs du Parti communiste, où il collabore à « inventer» et à « découvrir» des modes de vie originaux, où il collabore « volontairement» à l'activité du monde, où il pense, où il prévoit, où il a une responsabilité, où il est non seulement organisé mais organisateur, où il sent qu'il fait partie d'une avant-garde qui court en avant, entraînant derrière elle toute la masse populaire.

Le Parti communiste, même du point de vue de la simple organisation, s'est révélé être la forme spécifique de la révolution prolétarienne. Aucune révolution du passé n'a connu les partis; ils sont nés après la révolution bourgeoise et se sont décomposés dans le terreau de la démocratie parlementaire. Sur ce plan aussi, s'est vérifiée l'idée marxiste que le capitalisme crée des forces qu'il ne parvient pas ensuite à dominer. Les partis démocratiques servaient à révéler les hommes politiques de valeur et à les faire triompher dans la concurrence politique; aujourd'hui les hommes de gouvernement sont imposés par les banques, par les grands journaux, par les groupes industriels, les partis se sont effrités en une multiplicité de cliques personnelles. Le Parti communiste, surgissant des cendres des partis socialistes, répudie ses origines démocratiques et parlementaires, et révèle ses caractères essentiels qui sont originaux dans l'histoire : la révolution russe est une révolution accomplie par des hommes organisés au sein du Parti communiste, des hommes qui, dans le parti, se sont modelé une personnalité nouvelle, ont acquis de nouveaux sentiments, ont créé une vie morale qui tend à devenir conscience universelle et but à assigner à tous les hommes.

II

Les partis politiques sont le reflet des classes sociales et le moyen de les désigner. Ils apparaissent, se développent, se décomposent, se renouvellent, au fur et à mesure que les diverses couches des classes sociales en lutte subissent des modifications de réelle portée historique, voient changer radicalement leurs conditions de vie et de développement, acquièrent une conscience accrue et plus claire de ce qu'elles sont et de leurs intérêts vitaux. Dans la période historique actuelle, et par suite de la guerre impérialiste, qui a profondément changé la structure de l'appareil national et international de production et d'échanges, la rapidité avec laquelle se déroulent tant le processus de dissociation des partis politiques traditionnels, nés sur le terrain de la démocratie parlementaire, que le processus d'apparition de nouvelles organisations politiques, est devenue caractéristique. Ce processus général obéit à une logique interne et implacable, nourrie par la désagrégation des vieilles classes et des vieilles couches et par les vertigineux changements de condition que subissent des couches entières de la population sur tout le territoire de l'État et parfois sur tout le territoire du domaine capitaliste.

Même les classes sociales historiquement les plus paresseuses et les plus lentes à se différencier, comme la paysannerie, n'échappent pas à l'action énergique des réactifs qui

dissolvent le corps social; il semble même que, plus ces classes ont été dans le passé paresseuses et lentes, plus elles veulent aujourd'hui parvenir rapidement aux conséquences dialectiquement extrêmes de la lutte des classes, à la guerre civile et à la mainmise sur les rapports économiques. Nous avons vu, en Italie, en l'espace de deux ans, sortir, pour ainsi dire du néant, un puissant parti de la classe paysanne : le Parti populaire, qui à sa naissance, prétendait représenter les intérêts économiques et les aspirations politiques de toutes les couches sociales de la campagne, du baron latifondiste au moyen propriétaire terrien, du petit propriétaire au fermier, du métayer au paysan pauvre. Nous avons vu le Parti populaire gagner près de cent sièges au Parlement [414] avec des listes d'union, où prédominaient de façon absolue les représentants du baron latifondiste, du grand propriétaire de forêts, du gros et moyen propriétaire de terres, qui ne sont pourtant qu'une étroite minorité de la population paysanne. Nous avons vu aussitôt débuter et s'envenimer rapidement dans le Parti populaire les luttes internes de tendances, qui étaient le reflet de la différenciation en train de se produire dans la masse électorale primitive; les grandes masses des petits propriétaires et des paysans pauvres ne voulurent plus être une masse de manœuvre passive au service de la réalisation des intérêts des moyens et grands propriétaires; sous leur pression énergique le Parti populaire se divisa en une aile droite, en un centre et en une aile gauche; et nous avons vu par la suite l'extrême gauche populaire prendre, sous la pression des paysans pauvres, des positions révolutionnaires [415], entrer en concurrence avec le Parti socialiste, devenu lui aussi représentatif de très importantes masses paysannes. Nous assistons déjà à la décomposition du Parti populaire dont le groupe parlementaire et le Comité central ne sont plus représentatifs, ni de la conscience de soi acquise par les masses électorales et par les forces organisées au sein des syndicats blancs, ni des intérêts de ces mêmes masses et de ces mêmes forces. Ceux qui en sont représentatifs, ce sont, par contre, les extrémistes, qui ne veulent pas perdre le contrôle des masses, qui ne peuvent les leurrer en menant une action légale au Parlement et sont portés par conséquent à recourir à la lutte violente et à souhaiter de nouvelles institutions politiques gouvernementales. Le même processus d'organisation rapide et de très rapide dissociation a marqué l'autre courant politique qui a cherché à représenter les intérêts des paysans : l'Association des anciens combattants [416]; c'est là le reflet de la formidable crise intérieure qui afflige les campagnes italiennes et se traduit par les gigantesques grèves de l'Italie septentrionale et centrale, par l'occupation et le partage des *latifondi* dans les Pouilles, par les assauts contre les châteaux féodaux et par l'apparition, dans les villes de Sicile, de centaines et de milliers de paysans en armes.

Ce profond bouleversement des classes paysannes secoue jusque dans leurs fondations les piliers de l'État parlementaire démocratique. Le capitalisme, en tant que force politique, est limité aux syndicats patronaux de propriétaires d'usines; il n'a plus de parti politique dont

[414] Cf. note 1, p. 291.

[415] Gramsci pense ici à l'action en milieu agraire de certains dirigeants de cette aile gauche du P.P.I. : le député Guido Miglioli, qui va jusqu'à organiser des occupations de terres dans la province de Crémone, ou Giuseppe Speranzini, avocat de Vérone, qui suscite des syndicats catholiques parmi les métayers de la région. On ne saurait oublier ici que le Parti socialiste, en revanche, n'avait pas de programme agraire.

[416] Les anciens combattants italiens étaient regroupés dans deux grandes associations : l'Associazione Nazionale fra Mutilati e Invalidi di Guerra, qui était apparue au cours de la guerre, et l'Associazione Nazionale dei Combattenti, qui commença de se constituer dès la fin du conflit, pour tenir son premier congrès en juin 1919. Le « Manifeste au pays» de l'A.N.C., qui vit le jour à l'époque de Vittorio Veneto et fut suivi de l' « Appel aux combattants» du 12 novembre 1918, développait un certain nombre de revendications d'inspiration démocratique : convocation d'une assemblée constituante, poursuite d'un accord avec la Yougoslavie, règlement de la question méridionale et, surtout, « la terre aux paysans». Aux élections de 1919 et de 1921 l'A.N.C. présenta ses propres candidats pour défendre son programme.

l'idéologie puisse également englober les couches petites-bourgeoises des villes et des campagnes, ce qui rendrait possible le maintien d'un État légal s'appuyant sur une large base, Le capitalisme en est réduit à n'avoir de représentation politique que dans les grands journaux (mille électeurs pour un tirage de 400 000 numéros) et au Sénat, institution, certes, à l'abri des actions et des réactions des grandes masses populaires mais qui ne jouit d'aucune autorité ni d'aucun prestige dans le pays; c'est pourquoi la force politique du capitalisme tend à s'identifier toujours davantage avec la haute hiérarchie militaire, avec la garde royale, avec les aventuriers de tout poil qui pullulent depuis l'armistice et qui, tous, aspirent, en se dressant contre tous les autres' à devenir le Kornilov et le Bonaparte italien; et c'est pourquoi la force politique du capitalisme ne peut aujourd'hui se réaliser qu'à travers un coup d'État militaire en tentant d'imposer une implacable dictature nationaliste qui, sous couleur de restaurer l'économie, pousserait les masses italiennes abruties à mettre à sac, par les armes, les pays voisins.

Puisque la bourgeoisie, en tant que classe dirigeante, est épuisée et usée, puisque le capitalisme est épuisé en tant que moyen de production et d'échange, et puisqu'il n'existe pas dans la classe paysanne de force politique homogène capable de créer un État, la classe ouvrière est inéluctablement appelée par l'histoire à assumer la responsabilité de classe dirigeante. Seul, le prolétariat est capable de créer un État fort et redouté, parce qu'il a un programme de reconstruction économique : le communisme, qui trouve les bases et les conditions nécessaires à son développement dans la phase de développement atteinte par le capitalisme lors de la guerre de 1914-1918. Seul le prolétariat peut, en créant un nouvel organisme de droit publie : le système des Soviets, donner une forme dynamique à la fluide et incandescente masse sociale et restaurer un ordre dans le bouleversement général des forces productives. Il est naturel et historiquement justifié que, précisément dans une période comme celle-ci, se pose le problème de la formation du Parti communiste, expression de l'avant-garde Prolétarienne qui a une exacte conscience de sa mission historique, qui fondera une nouvelle législation, qui sera l'initiateur et le protagoniste de la nouvelle et originale période historique.

Même le traditionnel parti politique de la classe ouvrière italienne, le Parti socialiste, n'a pas échappe a ce processus de décomposition générale des formes d'association, qui est caractéristique de la période que nous traversons. Avoir cru qu'ils pourraient sauver l'ancienne cohésion du parti de sa décomposition interne telle a été l'erreur historique colossale des hommes qui, depuis le jour où la guerre mondiale a éclaté jusqu'à aujourd'hui, ont contrôlé les organismes de direction de notre association. En vérité, par ses traditions, par les origines historiques des différents courants qui l'ont constitué, par le pacte d'alliance, tacite ou explicite, passé avec la Confédération générale du travail (ce pacte qui dans les Congrès, dans les Conseils, dans toutes les réunions de décision-, a eu pour résultat de donner un pouvoir et une influence injustifiés aux fonctionnaires syndicaux), par l'autonomie illimitée concédée au groupe parlementaire (qui donne aux députés, dans les Congrès, dans les Conseils et au moment des décisions de la plus haute importance, un pouvoir et une influence semblables à ceux des fonctionnaires syndicaux et tout autant injustifiés),[417] le Parti socialiste italien ne diffère en rien du Labour Party anglais et il n'est révolutionnaire que par les assertions génériques de son programme. C'est un conglomérat de partis; il avance paresseusement et lentement et ne peut

[417] Un pacte plus ou moins tacite liait la C.G.L. et le P.S.I. depuis la Conférence de Florence de 1907. Le 28 septembre 1918, la direction de la centrale syndicale avait décidé de renouveler ce pacte, dans lequel le P.S.I. occupait la position du « demandeur».

avancer autrement; il est continuellement exposé à devenir un facile terrain de conquête pour des aventuriers, des carriéristes, des ambitieux sans sérieux ni capacité politique; son hétérogénéité, les frictions innombrables qui se produisent dans ses rouages, usés et sabotés par le, agents du patronat, lui interdisent perpétuellement d'assumer le poids et la responsabilité des initiatives et des actions révolutionnaires que les événements pressants ne cessent de lui imposer. Voilà qui explique le paradoxe historique qui veut qu'en Italie, ce sont les masses qui poussent et « éduquent» le Parti de la classe ouvrière et non le Parti qui guide et éduque les masses.

Le Parti socialiste se prétend le champion des doctrines marxistes; le Parti devrait donc trouver dans ces doctrines une boussole pour s'orienter dans l'enchevêtrement des événements, il devrait posséder cette capacité de prévision historique qui caractérise les partisans intelligents de la dialectique marxiste, il devrait avoir un plan général d'action, basé sur cette prévision historique, et être en mesure de lancer à la classe ouvrière en lutte des mots d'ordre clairs et précis; et au contraire, le Parti socialiste, ce parti qui est le champion du marxisme en Italie, est, comme le Parti populaire, comme le parti des classes les plus arriérées de la population italienne, exposé à toutes les pressions des masses, et il n'entre en action et ne prend position que lorsque les niasses sont déjà entrées en action et ont déjà pris position. En vérité, ce Parti socialiste qui se proclame le guide et l'éducateur des masses, n'est qu'un malheureux scribe qui enregistre les opérations accomplies spontanément par les masses; ce pauvre Parti socialiste qui se proclame le chef de la classe ouvrière n'est rien d'autre que les *impedimenta* de l'armée prolétarienne.

Si cette étrange attitude du Parti socialiste, si cette bizarre condition du parti politique de la classe ouvrière, n'ont pas jusqu'à présent provoqué de catastrophe, c'est qu'au sein de la classe ouvrière, dans les sections urbaines du parti, dans les syndicats, dans les usines, dans les villages, il existe des groupes énergiques de communistes conscients de leur mission historique, efficaces et avisés dans l'action, capables de guider et *d'éduquer les* masses locales du prolétariat; c'est qu'il existe, en puissance, au sein du Parti socialiste, un Parti communiste, auquel il ne manque que d'être organisé explicitement, que d'être centralisé et d'avoir une discipline pour se développer rapidement, pour conquérir et rénover l'ensemble du parti de la classe ouvrière et donner une nouvelle impulsion à la Confédération générale du travail et au mouvement des coopératives.

Le problème immédiat de la période actuelle, qui succède à la lutte des ouvriers métallurgistes et précède le Congrès au cours duquel le parti doit prendre une position sérieuse et précise vis-à-vis de l'Internationale communiste, est précisément d'organiser et de réunir ces forces communistes déjà existantes et déjà actives. De jour en jour, le Parti socialiste se décompose et se délabre avec une rapidité foudroyante; en très peu de temps les tendances ont déjà pris un nouvel aspect; mis en face de leurs responsabilités dans l'action historique et des engagements qu'ils avaient pris au moment de leur adhésion à l'Internationale communiste, les hommes et les groupes ont été bouleversés, ont changé de position. L'équivoque centriste et opportuniste a gagne une partie de la direction du Parti [418], a jeté le trouble et la confusion dans

[418] L' « équivoque centriste à désigne, il va sans dire, l'attitude de Serrati à l'égard d'un point essentiel des « 21 conditions» de l'Internationale communiste : la rupture avec les réformistes, que Serrati souhaitait limiter à des cas individuels. C'est ainsi qu'il écrivait à Jacques Mesnil : « Je soutiens qu'on doit épurer le parti des éléments nuisibles - et j'ai proposé l'expulsion de

les sections. C'est le devoir des communistes, dans cette faillite générale des consciences, des croyances et des volontés, dans ce déchaînement de bassesses, de lâchetés, de défaitisme, que de serrer les rangs, de se mettre d'accord, de se tenir prêts à accueillir les mots d'ordre qui seront lancés. Les communistes sincères et désintéressés doivent, sur la base des thèses approuvées par le deuxième Congrès de la IIle Internationale, sur la base d'une loyale discipline envers l'autorité suprême du mouvement ouvrier mondial, accomplir le travail nécessaire pour que, dans le plus bref délai, sait constituée la fraction communiste du Parti socialiste italien, qui, pour le renom du prolétariat italien, devra, au Congrès de Florence[419] , devenir, de nom et de fait, le Parti communiste italien, section de la IIle Internationale communiste. Ils doivent agir pour que la fraction communiste se constitue avec un appareil directeur organique et fortement centralisé, possédant ses propres articulations disciplinées, dans tous les milieux où travaille, se réunit et lutte la classe ouvrière, avec un ensemble de services et d'instruments qui permettent le contrôle, l'action, la propagande, et qui la mettent en mesure de fonctionner et de développer dès aujourd'hui comme un véritable et authentique parti.

Les communistes qui, lors du combat des métallurgistes, ont, par leur énergie et leur esprit d'initiative, sauvé la classe ouvrière du désastre, doivent aller jusqu'aux dernières conclusions de leur attitude et de leur action, ils doivent sauver (en la reconstruisant) la cohésion primordiaIe du parti de la classe ouvrière et doter le prolétariat italien d'un Parti communiste capable d'organiser l'État ouvrier et de préparer les conditions de l'avènement de la société communiste.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 11, 15, 4 septembre 1920 et 11, 17, 9 octobre 1920.

CHRONIQUE (9 OCTOBRE 1920)

Dans le *Soviet* du 3 octobre, le camarade Bordiga rend compte de la façon dont s'est déroulée au Congrès de Moscou, la discussion entre les délégués italiens et la commission concernée, sur la fameuse thèse 17 du rapport de Lénine sur *Les devoirs du II° Congrès de l'Internationale communiste*[420] . Après avoir cité le texte de la thèse, publié par nous dans les « Chroniques» du numéro 13 (21 août), voici ce que dit le camarade Bordiga :

« Aucun des délégués italiens n'accepta cette formulation, Serrati et Graziadei firent observer qu'au Conseil national, la section de Turin avait pris position contre la direction du parti sur le problème de la grève piémontaise, et que valoriser cette section équivaudrait à *cautionner, outre* les accusations qu'elle avait portées, son attitude " contraire à la discipline ". Bombacci fit remarquer qu'il était également dangereux de valoriser les tendances

Turati -mais qu'il nous faut ne pas perdre les masses des syndicats et des coopératives. Les autres veulent une scission radicale. Voilà le différend» (L'Humanité, 14 octobre 1920).

[419] Il s'agit du XVIIe Congrès du P.S.I. qui aurait dû se tenir à Florence et qui, pour éviter les assauts des fascistes, eut lieu en fait à Livourne du 15 au 21 janvier 1921. Ajoutons que le texte des « 21 conditions» d'admission à l'Internationale communiste auxquelles se réfère implicitement Gramsci avait paru dans l'Avanti 1 du 20 septembre 1920, soit avant la publication de la deuxième partie de cet article.

[420] Il s'agit du compte rendu du 111, Congrès de l'Internationale communiste publié par Bordiga à son retour de Moscou (« Intorno al Congresso Internazionale Comunista P, Il Soviet, 111, 24, 3 octobre 1920). Quant au 170 point des « Thèses sur les tâches du II° Congrès de l'I.C. P, de Lénine, il s'agit, bien entendu, du texte déjà publié dans L'Ordine Nuovo du 21 août 1920 (ici, p. 377) et commentant favorablement les propositions formulées dans « Pour une rénovation du Parti socialiste P.

syndicalisantes de *L'Ordine Nuovo* et son interprétation du mouvement des Conseils d'usines. Polano soutint que la commission exécutive de la section turinoise étant formée en grande partie d'abstentionnistes, on en arrivait à approuver l'action de notre fraction, qui avait été désavouée sur le problème parlementaire. Bordiga releva à son tour l'équivoque qu'il pouvait y avoir à sanctionner l'ensemble de la ligne de *L'Ordine Nuovo,* qui, mis à part son opposition aux directives du Congrès sur le problème syndical et sur la constitution des Soviets, avait défendu l'unité du parti jusqu'à la veille du Conseil de Milan[421] .

« Lénine et Boukharine déclarèrent formellement qu'ils n'avaient pas eu l'intention d'exprimer un jugement sur la ligne politique de *L'Ordine Nuovo,* à propos duquel ils n'étaient pas assez documentés, mais seulement de citer avec précision un document auquel se limitait leur approbation.

« Ainsi on se *contenta de* modifier la formulation en ce sens : " propositions émanant de la section de... etc., et parues dans le numéro..., etc. ". En outre, sur proposition de Bordiga on ajouta à la fin du second paragraphe "et du travail à mener dans les syndicats ".»

Il est intéressant pour les camarades et pour les lecteurs de connaître ces jugements portés sur la section de Turin et sur *L'Ordine Nuovo.* On a murmuré que durant la grève d'avril, la section de Turin aurait (hélas!) enfreint la discipline, mais on ne l'a jamais prouvé, et ce serait fort difficile à prouver. Les tendances syndicalisantes de *L'Ordine Nuovo* sont, elles aussi, un mythe; nous avons simplement le tort de croire que la Révolution communiste ne peut être réalisée que par les masses, et que ni un secrétaire de parti, ni un président de la République ne peuvent la réaliser, à coups de décrets. Il semble que telle ait été aussi l'opinion de Karl Marx et de Rosa Luxemburg et que telle soit aussi l'opinion de Lénine, qui sont tous, pour Treves et Turati, autant de syndicalistes anarchistes.

Il est vrai, par contre, que *L'Ordine Nuovo,* à l'époque où il était encore une « tribune», publia un éditorial (du camarade Tasca) favorable à l'unité [422]. Les thèses que nous publions dans le présent numéro a propos des syndicats, des Conseils d'usines et de la formation des Soviets peuvent donner au lecteur l'occasion de juger si la ligne de *L'Ordine* Nuovo a été ou non contraire aux décisions du Congrès : les thèses de Radek [423] sont-elles véritablement neuves pour nos lecteurs? sont-elles véritablement contraires à tout ce qu'a soutenu, à ce propos, *L'Ordine Nuovo?* Récemment même, lors de la polémique avec Tasca, ne s'agissait-il pas d'empêcher que les Conseils soient subordonnés aux syndicats opportunistes? La vérité est que les socialistes italiens n'ont pas voulu prendre au sérieux le mouvement des Conseils d'usines, et c'est pourquoi ils ont reçu une leçon du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 11, 17,* 9 octobre 1920.

---

[421] Le Conseil national de Milan des 18-22 avril 1920, auquel fut adressé le rapport « Pour une rénovation du Parti socialiste», publié ici pp. 332-338. Cf. également la note 1, p. 332, ainsi que la lettre à Leonetti du 28 janvier 1924, in Écrits politiques, Il, qui confirme les déclarations de Bordiga.

[422] « L'unità del partito», L'Ordine Nuovo, 1, 22, 18 octobre 1919, pp. 167-168.

[423] Carlo Radek, « Sindacati, Consigli, Soviet», L'Ordine Nuovo, 11, 17, 9 octobre 1920, pp. 131-132. Il s'agit des Thèses sur la question syndicale présentées par Radek - au nom du Comité exécutif - au Ile Congrès de l'Internationale communiste.

PRÉVISIONS

Puisqu'il n'existe pas dans notre pays de force largement organisée, pourvue d'une volonté claire et précise, capable de mettre en oeuvre et de poursuivre un plan d'action politique qui adhère au procès historique et qui soit en même temps une interprétation de l'histoire réelle et immédiate et non pas un plan préétabli à froid et de façon abstraite, puisque une telle force n'existe pas encore (ce ne peut Être et ce ne sera selon nous que le Parti communiste italien), il ne reste à celui qui veut accomplir dans la situation présente une oeuvre utile d'éclaircissement et d'éducation politique, qu'à essayer de faire des prévisions en traitant les forces en jeu comme des forces élémentaires, comme si elles étaient poussées par des instincts obscurs et opaques, comme si leurs mouvements s'accomplissaient non pas en vue d'une finalité consciente, mais par un phénomène de tropisme déterminé par les passions et les besoins élémentaires : la faim, le froid, la peur aveugle et folle de l'Incompréhensible. C'est ce dernier motif surtout (la peur, la terreur folle de la créature nue comme un ver qui se sent submerger par une tempête dont elle ne connaît ni les lois ni la direction exacte, ni la durée approximative) qui paraît dominer aujourd'hui dans la société italienne et peut donner une explication assez satisfaisante des événements en cours.

Si une puissante force politique de classe n'émerge pas du chaos à brève échéance (et pour nous cette force ne peut être que le Parti communiste italien) et si elle ne réussit pas à convaincre la majorité de la population, qu'un ordre est immanent dans la confusion actuelle; que cette même confusion a sa raison d'être, puisqu'on ne peut imaginer l'écroulement d'une civilisation séculière et l'avènement d'une nouvelle civilisation, sans un renversement apocalyptique, sans une formidable rupture; si cette force ne réussit pas à faire que dans la conscience des multitudes et dans la réalité politique des institutions gouvernementales, la classe ouvrière apparaisse comme classe dominante et dirigeante, notre pays ne pourra pas surmonter la crise actuelle, et pendant au moins deux cents ans, ne sera plus ni une nation, ni un État, mais le centre d'un *maelström* qui entraînera dans ses tourbillons toute civilisation européenne.

Le sentiment de la peur folle est le propre de la petite bourgeoisie et des intellectuels, comme est caractéristique de ces couches de population le sentiment de la vanité et de l'ambition nationaliste. La petite bourgeoisie et les intellectuels, par la position qu'ils occupent dans la société et par leur manière de vivre, sont portés naturellement à nier la lutte de classe et sont donc condamnés à ne rien comprendre au développement de l'histoire mondiale et de l'histoire nationale qui s'insère dans le système mondial et qui obéit aux pressions des événements internationaux. La petite bourgeoisie et les intellectuels, avec leur vanité aveugle et leur ambition nationaliste effrénée, ont dominé la guerre italienne, ils en ont diffusé l'idéologie abstraite et ampoulée et ils ont été emportés ou écrasés : la guerre italienne n'était en effet qu'un moment secondaire de la guerre mondiale, l'épisode marginal d'une lutte gigantesque pour le partage du monde entre des forces hégémoniques qui utilisaient l'Italie comme un simple pion dans leur jeu formidable. Vaincue et écrasée dans le domaine international, on avait cru que la petite bourgeoisie l'avait été aussi sur le plan national par l'irruption soudaine du prolétariat, du lendemain de l'armistice au 16 novembre [424].

---

[424] Gramsci veut parler ici de la période qui va de l'armistice du 4 novembre 1918 aux élections du 16 novembre 1919.

La lutte de classe, réprimée pendant la guerre, dominait à nouveau irrésistiblement la vie nationale et paraissait vouloir balayer tous ceux qui la niaient, mais le prolétariat n'était pas parvenu pendant la guerre, réprimé et- opprimé qu'il était, à acquérir la conscience de soi et de sa mission historique, il n'avait pas réussi à expulser de son sein ses scories petites-bourgeoises et intellectuelles. Car, tout comme le capitalisme, le prolétariat aussi a sa petite bourgeoisie, et l'idéologie des petits bourgeois qui adhèrent à la classe ouvrière n'est pas, dans sa forme, différente de celle des petits bourgeois qui adhèrent au capitalisme. On trouve le même élément de vanité sans borne (Le prolétariat est la plus grande force ! Le prolétariat est invincible! Rien ne pourra arrêter sa fatale marche en avant!) et le même élément d'ambition internationale, sans une exacte compréhension des forces historiques qui dominent la vie du monde, sans la capacité de repérer dans le système mondial sa propre place et sa propre fonction. Nous voyons aujourd'hui que le seul résultat de la lutte de classe prolétarienne, après l'armistice, a été de hisser au pinacle de la politique nationale une petite bourgeoisie vaniteuse et pétulante; nous voyons aujourd'hui que le « maximalisme» ne se différencie en rien, dans sa forme, de l'idéologie petite-bourgeoise de la guerre : on fait appel au nom de Lénine au lieu de faire appel à celui de Wilson, on se réclame de la Ille Internationale au lieu de la Ligue des Nations, mais le nom n'est qu'un nom et non pas le symbole d'un état de conscience actif; la Ille Internationale, tout comme la Ligue des Nations, n'est qu'un mythe grossier, et non une organisation des volontés réelles et des actions transformatrices de l'équilibre mondial.

Le prolétariat n'a su donner le jour qu'à une nouvelle petite bourgeoisie incapable et dépourvue de toute finalité historique réelle; la lutte de classe, qui devait tendre à ses conclusions dialectiques, à la création dun État ouvrier, s'est éparpillée en une multiplicité de petites destructions et d'actions *[il manque un mot]* et la petite bourgeoisie, qui paraissait détruite, a repris son souffle, s'est regroupée et, après avoir vu que la lutte de classe n'avait pas pu se développer et conclure, elle la nie une nouvelle fois et une fois de plus se fait jour en elle la conviction qu'il ne s'agit que de délinquance, de barbarie, d'avidité sanglante. La réaction, comme psychologie diffuse, est un produit de cette incompréhension : les éléments de cette psychologie sont la folle peur et l'abjection la plus basse, corollaire inévitable de l'ambition et de la vanité qui caractérisaient les mêmes couches de la population avant la ruine économique et la faillite du programme nationaliste. Mais les forces élémentaires déchaînées par la faillite du maximalisme « petit-bourgeois», par le désespoir qui envahit les esprits, incapables de comprendre les lois qui gouvernent même cette crise et convaincus que le pays est en proie à des esprits démoniaques, incontrôlables et impondérables; mais ces forces élémentaires ne peuvent pas ne pas avoir un mouvement politique, ne peuvent pas ne pas conduire à une conclusion politique. Répandue dans les couches industrielles et petites-bourgeoises la conviction que la réaction est nécessaire, favorise les groupes et les programmes généraux qui ont toujours soutenu la réaction : la haute hiérarchie militaire, le fascisme, le nationalisme. La question de l'Adriatique reprend son aspect de question nationale, la guerre à la Yougoslavie redevient une mission nationale. La réaction signifie encore une fois la guerre, et non la guerre circonscrite, mais une guerre de grand style, puisque les grands États capitalistes eux-mêmes se sont opposés aux aspirations des nationalistes italiens. N'entendez-vous pas l'écho tout proche du mot d'ordre : « La nation prolétaire doit lutter contre les nations capitalistes ! Qui a

du fer a du pain [425] !» N'avez-vous pas l'impression d'entendre encore une fois les aphorismes politiques sur la décadence française et sur la jeunesse expansionniste de lItalie ?

L'Italie est vraiment en proie à des esprits démoniaques, incontrôlés et impondérables : l'unique principe d'ordre se trouve dans la classe ouvrière, dans la volonté prolétarienne d'inscrire concrètement et activement l'Italie dans le processus historique mondial : ce principe d'ordre ne peut s'exprimer politiquement que dans un Parti communiste rigidement organisé, et qui se propose un objectif clair et net. Le problème actuel, le problème historique fondamental de la vie italienne, est l'organisation du Parti communiste, afin d'apporter une conscience et un mouvement autonome et précis aux forces vives qui existent dans notre pays, et qui peuvent encore le sauver de la ruine.

Sans signature,
Avanti !, édition piémontaise, 19 octobre 1920.

LA FRACTION COMMUNISTE

La publication du manifeste-programme de la fraction de gauche du Parti socialiste [426] a aussitôt provoqué les « foudres » des journalistes bourgeois. Il est intéressant de relever l'attitude prise à ce propos par *La Stampa.*

L'éditorialiste de *La Stampa* s'était jusqu'à présent délibérément appliqué à conserver une position impartiale dans ses commentaires sur les problèmes intérieurs du Parti socialiste et sur les discussions entre révolutionnaires et réformistes. Le manifeste de la fraction communiste l'a radicalement bouleversé : il a commenté ce manifeste dans un style de policier, avec l'adresse subtile (si ce n'est la fourberie sournoise) d'un agent provocateur qui veut désigner à la vindicte de la justice les adversaires politiques de la classe qui lui paie ses gages, mais veut en même temps « sauver la face»; ce type social, incarné par le rédacteur de La Stampa, et que nous avons historiquement rapproché du père jésuite Bresciani, continue à sévir psychologiquement et à avoir un comportement conforme à sa nature.

Le rédacteur de La Stampa avait toujours cherché à revêtir l'apparence du spécialiste objectif de l'histoire immédiatement contemporaine du peuple italien; il feignait d'accepter plusieurs notions marxistes : la notion de lutte de classe en tant que ressort du développement historique, l'idée que les partis politiques et les tendances politiques en général ne sont pas autre chose que la dénomination officielle des classes et des intérêts économiques des diverses couches de la population, la notion de l'inutilité de toute poursuite judiciaire contre les représentants officiels d'un conflit économique, tant que le conflit lui-même n'a pas été résolu

---

[425] Le thème de la « nation prolétaire» avait fait son apparition dans les milieux nationalistes dès l'époque de la guerre de Libye. Il retrouva une nouvelle vigueur avec le mythe de la « victoire mutilée». Quant à la formule de Blanqui : « Qui a du fer a du pain» (Toast de Belle-Ile, 10 février 1851), elle constitua l'un des sous-titres du Popolo d'Italia de Mussolini au moment de sa parution.

[426] Vers la mi-octobre se tint à Milan une réunion des représentants des diverses tendances de la gauche du P.S.I., qui élabora un premier manifeste en vue du XVIIe Congrès du P.S.I., originellement convoqué, on l'a dit, à Florence. Signé par Bombacci, Bordiga, Fortichiari, Gramsci, Misiano, Polano, Repossi et Terracini, ce « Manifesto-programma della Sinistra del Partito - fut publié successivement dans le Soviet du 17 octobre 1920, l'Avanti! (édition piémontaise) du 21 octobre et L'Ordine Nuovo du 30 octobre (« Verso il Congresso di Firenze. Il Programma della frazione comunista», O.N., II, 19).

par l'apparition d'une forme supérieure d'institution sociale. Face au « manifeste-programme» de la fraction communiste, le rédacteur de La Stampa se dépouille de toute objectivité : ce sicaire de la bourgeoisie se montre enfin sous son véritable aspect: celui du flic qui fait tinter les instruments de son métier. Que deviennent pour lui les communistes, maintenant qu'ils entendent s'organiser sur une vaste échelle et conquérir la direction du Parti socialiste et de la Confédération générale du travail? Les communistes deviennent de vulgaires criminels, ils ne représentent même plus une infinitésimale fraction de la classe ouvrière, il n'est même pas question de discuter de programme avec eux, la seule forme de discussion possible a pour porte-parole le flic dans l'exercice de ses fonctions et le tribunal, brandissant le code pénal. Relisez, ou lisez, L'Ebreo di Verona du Père Bresciani [427], vous pourrez y voir dans leur plein développement et dans leur suprême phase dialectique, la position intellectuelle et le personnage historique du rédacteur de La Stampa.

Bien entendu, les communistes ne se troublent pas devant cette attitude des sicaires idéologiques de la bourgeoisie : elle est au contraire un élément de leur critique du parti et un élément de leur raison d'être en tant que mouvement organisé. Les journaux comme La Stampa, les journaux qui touchent de très près aux centres vitaux de la bourgeoisie, n'ont jamais pris au sérieux le révolutionnarisme du Parti socialiste; c'est pourquoi ils ont toujours espéré que les députés du parti collaboreraient à un gouvernement socio-libéral, c'est pourquoi ils n'ont jamais tenté d'amorcer contre le parti une campagne réactionnaire. Le Congrès de Bologne aurait dû détromper ces journaux, il aurait dû détromper ces centres politiques de la bourgeoisie; et, en effet, pendant quelque temps, la nouvelle ligne donnée au parti par le Congrès de Bologne effraya l'opinion libérale et démocratique. Effroi de courte durée. Les politiciens de la classe bourgeoise ont eu le loisir de se persuader que rien n'était changé dans le mouvement ouvrier, parce que rien n'était changé dans l'organisation de la classe ouvrière. Ce qui avait changé certes, c'était la psychologie des masses; c'était le caractère de la classe ouvrière, qui avait acquis la conviction qu'elle ne pourrait surmonter la crise économique causée par la guerre qu'en prenant directement le pouvoir de l'État et en soumettant à son contrôle les forces productives désorganisées et dilapidées par la spéculation bourgeoise; mais l'appareil de gouvernement de ces masses révolutionnaires n'était en rien changé, mais cet appareil de parti était de toute évidence incapable de donner naissance à un pouvoir gouvernemental ayant caractère d'État.

Peu après Bologne, la petite bourgeoisie politicarde respira, se rassura. Impuissante à dominer les forces sociales déchaînées par la guerre et par l'économie de guerre, elle espéra pouvoir consolider son régime avec l'aide du Parti socialiste, elle espéra créer une nouvelle légalité, qui engloberait aussi bien les monopoles capitalistes que les syndicats ouvriers. Mais les événements réels de l'histoire sont plus forts que toute vaine espérance ou que tout vœu pieux. En Italie également la situation générale a mûri jusqu'à atteindre la phase où le dilemme « dictature ouvrière ou dictature réactionnaire» affirmé sur le plan théorique par la IIIe Internationale, s'est posé dans la réalité. Qu'on remarque l'attitude des rédacteurs de La Stampa et des autres journaux giolittiens vis-à-vis des épisodes et des événements qui apportent la preuve que le dilemme est en train de mûrir, de devenir historiquement agissant : ils négligent,

---

[427] La figure du père jésuite Antonio Bresciani, adversaire du Risorgimento et des libéraux, auteur en particulier de L'Ebreo di Verona, roman où la propagande assume, selon Gramsci, une forme « ignoble et révoltante», désigne, à travers toute l'oeuvre de Gramsci, une véritable catégorie politico-culturelle, où le réactionnaire le dispute à l'infâme et l'ignorance au fourbe. Les a nipotini di Padre Bresciani» seront une cible favorite de Gramsci.

ils passent sous silence tout ce qui touche à l'activité des fascistes, des militaires de carrière, des nationalistes; c'est-à-dire de ces forces organisées qui représentent sur le plan politique le système économique des grands monopoles ploutocratiques, tout comme les révolutionnaires communistes représentent la poussée sociale des grands syndicats ouvriers. Le crime, pur et simple, est le caractère le plus manifeste, l'activité quotidienne des forces politiques qui représentent la ploutocratie : ces forces ont entamé le démantèlement des rapports légaux qui étayaient le développement de la société; ils ont poussé au crime, et n'ont pas été punis, ils ont assassiné et n'ont pas été punis, ils ont créé une situation de force et n'ont même pas été inquiétés, ils ont fondé leur propre gouvernement, leur propre armée, leur propre diplomatie contre le gouvernement légal, contre la milice légale, contre la diplomatie légale, et ils ont été respectés, et ils n'ont trouvé aucun obstacle et aucune limite à leur impudence et à leur audace.

Telle est la situation historique dans laquelle s'avance sur la scène politique italienne l'organisation des forces communistes italiennes. En tant que masse des ouvriers les plus conscients et les plus capables, cette organisation ne diffère pas du Parti socialiste, elle est la continuation du Congrès de Bologne, elle représente de façon immédiate et authentique les intérêts et les aspirations des grandes masses populaires italiennes. C'est précisément pour cette raison, précisément parce qu'ils sentent que la majorité du Parti socialiste et du peuple italien est du côté des communistes, précisément parce qu'ils comprennent que le Parti socialiste, dirigé par les communistes (c'est-à-dire devenu Parti communiste), réussira finalement à canaliser les passions révolutionnaires qui n'ont aujourd'hui ni forme ni ligne directrice, que les journalistes de la bourgeoisie s'emportent contre la nouvelle fraction, qu'ils s'emportent en essayant de démontrer que les communistes sont isolés et que la véritable démocratie ouvrière est représentée par les « concentrati » de Reggio Emilia [428]. Les ouvriers savent quoi penser de ces naïfs tours de passe-passe polémiques, tout comme ils savent quoi penser es menaces et des diffamations. En Italie, comme en Russie, comme en Allemagne, la lutte des classes se dessine comme devant être une lutte dans laquelle la police bourgeoise et les sicaires idéologiques du capital se rangeront du côté des socio-démocrates, pour essayer de les maintenir à la tête des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière.

Sans signature,
Avanti !, édition piémontaise, 24 octobre 1920.

CHRONIQUE (11-18 DÉCEMBRE 1920)

Après avoir parlé dans la grande salle de la Maison du peuple à la masse turinoise (et rappelons que sa conférence rapporta 1200 lires à la souscription de *L'Ordine Nuovo,* Henri Barbusse [429] a exposé, devant un auditoire plus restreint, le programme et les buts de l'association internationale Clarté.

---

[428] Réunis à Reggio Emilia les 10-11 octobre 1920 les réformistes s'étaient, eux aussi, constitués en fraction : la « Concentration socialiste» (Concentrazione socialista), qui, tout en réaffirmant son adhésion à l'Internationale communiste, revendiquait l'autonomie et la pluralité des « voies», et insistait, bien entendu, sur les traditions et l'unité du P.S.I. Quant aux « maximalistes» liés à Serrati c'est à Florence qu'ils constituèrent, les 20-21 novembre, la fraction - communiste unitaire» (Comunista unitaria).

[429] Barbusse est, avec Péguy et Romain Rolland, l'une des principales « sources» françaises de L'Ordine Nuovo, qui publia dès son second numéro le programme du mouvement Clarté (H. Barbusse, « Il gruppo Clarté», L'Ordine Nuovo, 1, 2, 15 mai 1919) et accueillit, par la suite, plusieurs articles de l'auteur du Feu. Invité au début de l'année par le Cercle des étudiants

Clarté est une association qui proclame la nécessité de la révolution, elle soutient que la révolution ne peut être que l'action spécifique de la classe ouvrière, elle soutient que la révolution ne doit pas être comprise au sens « moral» mais bien dans un sens politique précis, comme la fondation d'un État ouvrier, comme l'accession au pouvoir du prolétariat révolutionnaire; Clarté affirme que le réformisme n'est que leurre et illusion maléfique, et déclare explicitement reconnaître le communisme international comme son allié dans le domaine politique. C'est pourquoi Clarté est un mouvement à caractère prolétarien qui ne saurait être négligé de quiconque lutte dans le domaine de l'action prolétarienne, dans le domaine de l'Internationale communiste.

Clarté, mouvement fondé sur ces bases précises, représente à notre avis une tentative originale pour réaliser en Europe occidentale des principes et un programme identiques à ceux que réalise, en Russie, le mouvement de « Culture prolétarienne» [430]. Dans ce domaine également, le mouvement ouvrier occidental était, et reste encore, fort en retard sur le mouvement ouvrier russe. Le camarade Lounatcharski, déjà bien avant 1917, a soutenu la nécessité de susciter, à côté des trois branches fondamentales de l'Internationale ouvrière (la branche politique, la branche syndicale et la branche coopérative), une quatrième branche, qui serait un mouvement de culture prolétarienne, organisé sur le plan national et sur le plan international. La lie Internationale n'a pas été capable de créer un tel mouvement; elle a seulement appauvri et affaibli la notion de culture prolétarienne par la prolifération stérile des Universités populaires, de réformiste mémoire. Le mouvement de Culture prolétarienne, au sens révolutionnaire qui a été donné à ces mots par le camarade Lounatcharski en Russie, et par Henri Barbusse en Occident, tend à l'instauration d'une civilisation nouvelle, de nouvelles mœurs, de nouveaux modes de vie et de pensée, de nouveaux sentiments; il y tend en favorisant, dans la classe des travailleurs, qu'ils soient manuels ou intellectuels, l'esprit de recherche dans le domaine philosophique et artistique, dans le domaine de l'enquête historique et dans le domaine de la création de nouvelles oeuvres de beauté et de vérité.

Un mouvement de telle nature passe par une première phase dans laquelle il est un pur instrument de lutte, et par une seconde phase dans laquelle commence son travail positif de création. *Clarté* est la première phase du mouvement, il ne peut avoir aujourd'hui d'autre but que d'organiser et d'éduquer. C'est pourquoi, dans cette première phase qu'il est en train de traverser, le mouvement *Clarté* doit orienter tout particulièrement son effort vers ces couches de la petite bourgeoisie intellectuelle qui n'ont aucun intérêt économique qui puisse s'écarter de l'intérêt économique de la classe ouvrière ou s'opposer à lui, mais qui sont séparées de la classe ouvrière par un mur de préjugés, d'idées préconçues, d'habitudes périmées. Trouver un point de contact entre la classe ouvrière et les intellectuels, tel est le premier but de *Clarté;* créer en somme une organisation où prenne naissance une conscience lucide et où commence un travail

---

socialistes de Turin, Barbusse, qui ne put répondre aussitôt à cette invitation, finit par se rendre à Turin le 5 décembre 1920. Sa conférence sur le mouvement Clarté à la Maison du Peuple de Turin fut suivie d'un entretien avec Gramsci et quelques membres de L'Ordine Nuovo.

[430] Un autre article de la même époque témoigne de l'enthousiasme de Gramsci pour l'expérience russe du Proletkult: « La Révolution prolétarienne ne peut être qu'une révolution totale. [...] Elle suppose aussi la formation d'un nouveau comportement, d'une nouvelle psychologie, de nouveaux modes de sentir, de penser, de vivre qui doivent être propres à la classe ouvrière, qui devront être créés par la classe ouvrière...» (« Cronache di cultura», Avanti !, édition piémontaise, 14 juin 1920, - in Scritti 1915-1921, pp. 127-129). L'Ordine Nuovo publia du reste plusieurs textes de Lounatcharski, ainsi que le témoignage d'un « camarade russe P sur cette expérience du Proletkult (« Il " Proletkult " russo», O.N., II, 5, 12 juin 1920).

en commun entre des catégories de producteurs qui ont des intérêts communs et dont le travail solidaire soutient la civilisation. Voilà pourquoi, selon nous, les communistes ne peuvent rester étrangers à ce mouvement, de même qu'ils ne peuvent rester étrangers au mouvement syndical ou au mouvement coopératif. *Si Clarté* reste dans les limites du programme fixé par Barbusse, *Clarté* nous concerne; il se peut que Barbusse compte spécialement sur notre contribution, sur notre énergie, sur notre efficience, pour assurer à son association son caractère révolutionnaire et pour empêcher qu'elle ne soit ravalée au niveau d'un cercle d'oisifs ou à celui d'une arrière-boutique d'officine de province.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 11, 22, Il* 18 décembre 1920.

CHRONIQUE (24 DÉCEMBRE 1920)

Le nouveau quotidien qui va paraître à Turin à partir du premier janvier 1921, s'appellera *L'Ordine Nuovo* [431], le Comité exécutif de la section turinoise et l'Assemblée générale en ont ainsi décidé à l'unanimité (moins une voix). Les problèmes que pose une telle décision sont nombreux et fort graves; ils ne peuvent être résolus de propos délibéré, peut-être même est-il encore difficile aujourd'hui, de les définir avec exactitude, et d'envisager quelle sera la meilleure façon de les résoudre.

Le quotidien recevra-t-il l'approbation et l'appui que la revue avait réussi à obtenir? Et nous entendons par là nous demander s'il recevra cette approbation et cet appui dans les proportions qu'exige un quotidien s'il veut mener une action utile et efficace. Nous avions réussi à créer une revue de culture socialiste, d'un type qui avait toujours fait défaut à l'Italie. Mais il faut bien dire que c'était là une chose moins difficile qu'il n'y pouvait paraître; maintenant qu'ils se posent à un quotidien, les problèmes qui se posaient à la revue deviennent cent et même mille fois plus difficiles, et en outre, ils changent, en grande partie, de nature. Sera-t-il possible de faire un quotidien qui puisse prétendre continuer l'œuvre de la revue dans un domaine plus étendu., et qui apporte dans les multiples activités qui sont celles d'un journal, cet esprit qui avait donné vie à notre revue? Ces préoccupations n'échappent certainement pas aux lecteurs de *L'Ordine Nuovo,* elles sont présentes à nos esprits à tous, et nous font sentir le poids de notre nouvelle responsabilité.

Le quotidien aura pour titre *L'Ordine Nuovo* et il continuera par sa ligne politique et par son esprit, l'œuvre de la revue. Ce quotidien sera donc communiste, conforme à la ligne tracée par le Congrès de l'Internationale et par la Conférence des Communistes italiens [432], il sera dans la tradition de la classe ouvrière turinoise et de la majorité de la section socialiste. Il traitera de tous les problèmes qui intéressent aujourd'hui la classe ouvrière, italienne et mondiale, depuis le plus immédiat, celui qui nous touche de plus près : la constitution du Parti communiste italien, considéré jusque dans ses prolongements capillaires, en tant qu'organisation des groupes communistes d'usine et de syndicat jusqu'à tous les problèmes que pose la construction de

[431] La décision de transformer L'Ordine Nuovo en quotidien et en organe de la « fraction communiste» qui venait de se constituer à Imola (28-29 novembre 1920), fit suite à la réunion de Milan de la direction du Parti socialiste (16-18 décembre 1920) et à la décision qui y fut prise de supprimer, pour indiscipline, l'édition piémontaise de l'Avanti !. Ainsi que l'annonça l'Avanti (piémontais) du 23 décembre, le nouveau quotidien devait être placé sous la direction de Gramsci.

[432] Il s'agit, bien entendu, de la Conférence d'Imola de la fraction communiste.

l'actuelle période historique, qui est caractérisée par l'immense et puissant effort que fait le communisme international pour mettre à la tête des masses populaires en lutte, l'avant-garde révolutionnaire, la classe ouvrière. Mais il n'est pas nécessaire de dire aux lecteurs de cette revue ce que seront les points principaux du programme du quotidien. A ces lecteurs, aux camarades qui nous ont suivis et nous ont aidés jusqu'à présent, nous demandons simplement : voulez-vous continuer? Ce que nous avons affirmé à propos de la revue, nous l'affirmons également à propos du quotidien : sa vie et ses progrès seraient impossibles s'il n'était intimement lié aux masses ouvrières à qui il incombe d'élaborer et de réaliser concrètement les formes de l'État prolétarien. Les camarades qui ont aidé et soutenu l'hebdomadaire devront nous aider à soutenir le quotidien, ils devront expliquer et divulguer son programme, ils devront réussir à faire pénétrer dans les masses ouvrières la conviction qu'un journal communiste est le sang et la chair de la classe ouvrière, et qu'il ne peut vivre, qu'il ne peut lutter, qu'il ne peut se développer, sans le soutien de 'avant-garde révolutionnaire, sans le soutien de cette partie de la population ouvrière qui ne se décourage pas quels que soient les insuccès, ne se démoralise pas quelles que soient les trahisons, et ne perd confiance ni en soi, ni dans les destins de sa classe quand bien même tout semble être tombé au fond du chaos le plus sombre et le plus atroce.

Sans signature,
L'Ordine Nuovo, 11, 23, 24 décembre 1920.

INDEX DES NOMS

Abegg, Augusto

Alatri, Paolo

Albertini, Luigi

Alcara, Rosa

Alembert, Joan d'

Allasia, Leandro

Althusser, Louis

Amendola, Giorgio

Asquith, Herbert Henry

Augustin, saint

Avigdor, Ezio

Babeuf, Gracchus

Balabanov, Angelica

Balbo, Felice

Barberis, Francesco

Barbusse, Henri

Barnes, George N.

Bartoli, Matteo

Barzilai, Salvatore

Bass, V. et C.

Bassi, Enrico

Bauer, Bruno

Bell, sir Hugh

Bellieni, Camillo

Bellini, Fulvio

Bellonci, Goffredo

Bergami, Giancarlo

Bergson, Henri

Berneri, Camillo

Berti, Giuseppe

Bianchi, Giuseppe

Billie, Lorenzo Michelangelo

Bissolati, Leonida

Blanc, Louis

Blanqui, Louis-Auguste

Boere, Giovanni

Bombacci, Nicola
Bonomi, Ivanoe
Bordiga, Amadeo
Borghi, Armando
Boukharine, Nicolas
Bresciani, père Antonio
Buozzi, Bruno
Burnes, John
Cabrini, Angiolo
Calvino, Italo
Caprioglio, Sergio
Caracciolo, Alberto
Carbone, Giuseppe
Carducci, Giosuè
Carena, Attilio
Carena Leonetti, Pia
Carlini, Armando
Carlyle, Thomas
Carnot, Lazare
Casati, Gabrio
Castellano, Carlo
Cattaneo, Carlo
Cavour, Camillo
Chaperon, frères.
Charles-Albert
Churchill, Winston :
Cicerchia, Carlo
Clemenceau, Georges
Colajanni, Napoleone
Coletti, François
Colomb, Christophe
Colombino, Emilio
Comte, Auguste
Corradini, Enrico
Cortesi, Luigi
Cosmo, Umberto
Crispi, Francesco

Croce, Benedetto
Curzon, lord
Damen, Onorato
D'Annunzio, Gabriele
Dante
D'Aragona, Ludovico
Debenedetti, Giacomo
Debs, Eugen
De Leon, Daniel
Delesalle, Paul et Léona
Della Seta, Alceste
Denikine, Anton
Depretis, Agostino
De Sanctis, Francesco
Diderot, Denis
Di Viti de Marco, Antonio
Dorso, Guido
Eastman, Max
Eberlein, Hugo
Ehrhardt, capitaine de vaisseau
Einaudi, Luigi
Ellenbogen, Wilhelm
Emmanuel-Philibert
Engels, Friedrich
Eugénie, impératrice
Faucher, Julius
Feroci (A. Leonetti)
Ferrara, Marcella et Maurizio
Ferrata, Giansiro
Ferrer, Francisco
Ferri, Enrico
Ferri, Franco
Fichte, Johann Gottlieb
Fiori, Giuseppe
Firpo, Luigi
Fitzpatrick, John
Forti, Marco

Fortichiari, Bruno
Fortunato, Giustino
Foster, William
Fournière, Eugène
Fraina, Louis
Frassati, Alfredo
Fubini, Elsa
Galli, Giorgio
Gallo, Niccolò
Garlandi (R. Grieco)
Gatto, Alfonso
Gavosto, Pietro
Gennari, Egidio
Gentile, Giovanni
Germanetto, Giovanni
Ghioldi, Rodolfo
Ghisleri, Arcangelo
Gioberti Vincenzo
Giolitti, Giovanni
Giretti, Edoardo
Gobetti, Piero
Goldenberg, Josip
Gompers, Samuel
Gorki, Maxime
Gramsci, Antonio
Gramsci, Grazietta
Gravero, Giovanni
Graziadei, Antonio
Greulich, Hermann
Grey, Edward
Grieco, Ruggero
Griziotti, Benvenuto
Guarnieri, Mario
Haywood, William D.
Hebbel, Friedrich
Hegel, Friedrich
Heine, Henri

Hervé, Gustave
Hilferding, Rudolf
Hofmann
Humbert-Droz, Jules
Iglesias, Pablo
Jésus-Christ
Kamenev, Lev Borisovic
Kant, Emmanuel
Kaplan, Fanny
Kapp, Wolfgang
Kautsky, Karl
Kerenski, Alexandre
Kipling, Rudyard
Koltchak, Alexandre
Kulischoff, Anna
Labriola, Antonio
Labriola, Arturo
La Bruyère, Jean de
La Cierva, Juan
Lao-Tseu
Lassale, Ferdinand
Laurat, Lucien
Lazare
Lazzari, Costantino
Leibniz, Gottfried Wilhelm
Lénine, Vladimir
Leone, Enrico
Leonetti, Alfonso
Leumann
Liebknecht, Karl
Limongi, Salvatore
Litvinov, Maxime
Lloyd George, David
Lombardo Radice, Lucio
Longobardi, Ernesto Cesare
Loria, Achille
Lounatcharski, Anatole

Lussu, Emilio
Lüttwitz, général Walter von
Luxemburg, Rosa
Luzzati, Luigi
Mainardi, Luigi
Malatesta, Errico
Mammone, Gatto (Virgilio Verdaro):
Martinelli, Renzo
Martov, Léon
Marucco, Dora
Marx, Karl
Masaniello (Tommaso Aniello)
Mathiez, Albert
Matta, Enea
Matteotti, Giacomo
Maura, Antonio
Mazzini, Giuseppe
Mazzonis, P. et C.
Mesnil, Jacques
Mett, Ida
Metternich
Michelet, Jules
Miglioli, Guido
Mila, Massimo
Milioukov, Paul
Milner, Lord
Mirski, Dimitri
Misiano, Francesco
Missiroli, Mario
Modigliani, Emanuele
Molinari, Luigi
Mondolfo, Rudolfo
Murri, Augusto
Mussolini, Benito
Napoléon 1er
Napoléon III
Nenni, Pietro

Nitti, Francesco Saverio

Noske, Gustav

Novalis, Friedrich

Nurra, Pietro

Olivetti, Gino

Oriani, Alfredo

Orlando, Vittorio-EmmanueIe

Pankhurst, Sylvia

Papini, Giovanni

Parodi, Giovanni

Pascoli, Giovanni

Pastore, Annibale

Pautasso, Sergio

Péguy, Charles

Pelloux, Luigi

Philippe II

Pitt, William

Platone, Felice

Polano, Luigi

Poma, Anselmo

Ponsonby, Arthur

Prampolini, Camillo

Prezzolini, Giuseppe

Proudhon, Pierre-Joseph

Rabezzana, Pietro

Radek, Carlo

Radetzky, Joseph

Rákosi, Mátyás

Ransome, Arthur

Reed, John

Renshaw, Patrick

Repossi, Luigi

Ricci, Umberto

Robertson, J. M.

Rolland, Romain

Romano, Aldo

Roncoli, C.

Rousseau, Jean-Jacques
Russo, Luigi
Ruta
Rykov, Alexeï Ivanovic
Salandra, Antonio
Salvatorelli, Luigi
Salvatori, Luigi
Salvemini, Gaetano
Santarelli, Enzo
Santhià, Battista
Sassenbach, Johann
Scheidemann, Philip
Schucht, Julia
Schucht, Tatiana
Scoccimarro, Mauro
Sechi, Salvatore
Semenov, Grigori Mikhailovic
Serra, Luigi
Serrati, Giacinto Menotti
Silvestri, Giovanni
Sincero
Smirnov, E.
Soave, Emilio
Socrate
Solon
Sonnino, Sydney
Sorel, Georges
Sorge, Friedrich Albrecht
Souvarine, Boris
Spencer, Herbert
Speranzini, Giuseppe
Spriano, Paolo
Staline, Joseph
Stirner, Max
Sturzo, Don
Südekum, Albert
Szeliga (pseudonyme de Zychlin

Yon Zychliasky)
Taine, Hippolyte
Tamburanno, Giuseppe
Tusca, Angelo
Tchaïkovski Nikolaï Vasilievic
Tchapline, colonel
Tchernov, Victor
Terracini, Umberto
Thompson, William B.
Tittoni, Tommaso
Togliatti, Palmiro
Toukhatchevski, Michel
Townley, Arthur C.
Treitschke, Heinrich von
Trevelyan, Charles
Treves, Claudio
Trotski, Léon
Trozzi, Mario
Tseretelli, Iraklij Georgevic
Turati, Filippo
Vella, Arturo
Verdaro, Virgilio
Verdi, Giuseppe
Very Well (Claudio Treves)
Vico, Giambattista
Victor-Emmanuel II
Victoria, reine
Vietti, Pietro
Viglongo, Andrea
Vittorini, Elio
Volpe, Gioacchino
Voltaire
Wagner, Richard
Wanine, J.
Weinstein, James
Wild, Enrico
Wilson, Woodrow

Zassoulitch, Véra
Zerbini, Adolfo
Zibordi, Giovanni
Zini, Zino
Zinoviev, Gregor
Zocca, Elvira

INDEX DES JOURNAUX ET DES REVUES

Avanti !
Battaglie d'oggi
Battaglie Sindacali
Bulletin communiste
Città futura (La)
Corriere della Sera
Corriere universitario
Critica sociale
Cuore e critica
Débats (Les)
Difesa (La)
Divenire sociale (Il)
Energie Nove
Giornale d'Italia (Il)
Giustizia (La)
Grido del Popolo (Il)
Guerre sociale (La) - La Victoire
Humanité (L') : 449.
Idea Nazionale (L')
Justicia Social (La)
Liberator (The), A Journal of Revolutionary Progress
Lotta di classe (La)
Lutte ouvrière (La)
Manchester Guardian (The)
Mattino (Il)
Neue Zeit (Die)
Nuova Rivista Storica
Ordine Nuovo (L')
Petit Comtois (Le)
Popolo d'Italia (Il)
Popolo Romana (Il)
Pravda
Prometeo
Resto del Carlino (Il)
Revue communiste (La)
Riforma sociale (La)
Rivista rosminiana
Rivoluzione liberale (La)
Secolo (Il)
El socialista 68.
Soviet (Il)
Stampa (La)
Stato operaio (Lo)
Tempo (Il) : 422, 428.

Unità (L') [G. Salvemini] : 178-179,
Unità (L') [organe du P.C.I.]
Vérité (La)
Voce (La)